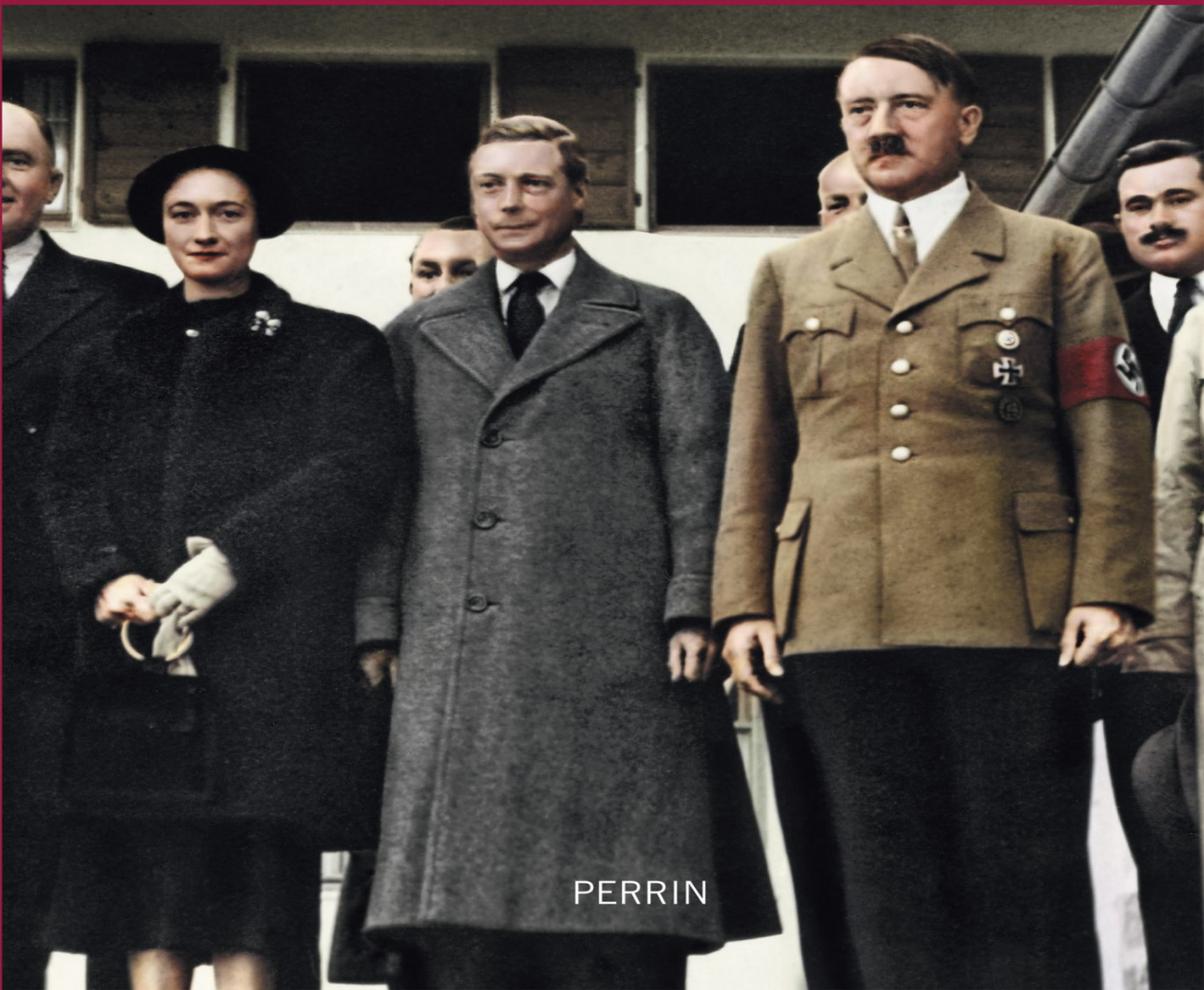


Éric Branca

L'aigle et le léopard

Les liaisons dangereuses
entre l'Angleterre et le III^e Reich



PERRIN

Éric Branca

L'AIGLE ET LE LÉOPARD

Les liaisons dangereuses
entre l'Angleterre et le III^e Reich

DU MÊME AUTEUR

Le Roman des damnés. Ces nazis au service des vainqueurs après 1945, Perrin, 2021.

De Gaulle et les Grands, Perrin, 2020.

« *On m'insulte en répétant que je veux faire la guerre.* » *Les entretiens oubliés d'Hitler, 1923-1940*, Perrin, 2019.

L'Ami américain. Washington contre de Gaulle, 1940-1969, Perrin, 2017.

Jacques Chirac, Chronique, 2015.

3 000 ans d'idées politiques, Chronique, 2014.

De Gaulle et les Français libres, Albin Michel, 2010.

Histoire secrète de la droite, 1958-2008, Plon, 2008, et Nouveau Monde éditions, 2011.

Je ne sais rien, mais je dirai (presque) tout, conversations avec Yves Bertrand, Plon, 2007, et Nouveau Monde éditions, 2009.

Charles de Gaulle, Éditions du huitième jour, 2006.

De la mauvaise conscience en général et de l'Afrique en particulier, entretiens avec Bernard Debré et Jacques Vergès, JC Lattès, 2003.

Les Présidents de la République, Molière, 2001.

De Gaulle, Molière, 1999, et PUF, 2010.

Le Roman de la droite, JC Lattès, 1998.

© Perrin, un département de Place des Éditeurs, 2023

Le duc et la duchesse de Windsor invités par Adolf Hitler au Berghof à
Obersalzberg, près de Berchtesgaden.

© akg-images/Ullstein Bild

Colorisation de l'image : © Leonardo Desa

92, avenue de France

75013 Paris

Tél. : 01 44 16 08 00

EAN : 978-2-262-10353-8

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Composition numérique réalisée par Facompo

SOMMAIRE

Titre

Du même auteur

Copyright

Introduction - « Their Royal Heilnesses »

La griffe du passé

Une attirance réciproque

Hitler, immigré clandestin à Liverpool en 1912 ?

Prologue - 18 morts de trop

1 - L'Angleterre à fronts renversés 1919-1933

La Banque d'Angleterre mène le jeu

La France prise en tenailles entre Londres et Berlin

La bataille des réparations

Montaigu Norman et la BRI, auxiliaires du réarmement allemand

2 - Le terreau racialisé

Un Anglais, maître à penser du Kaiser...

... et « évangéliste » des nazis

Le bouillon de culture du darwinisme

La complémentarité anglo-allemande selon Adolf Hitler

3 - La tentation fasciste

Un fascisme très aristocratique

Du New Party à l'Union des fascistes britanniques

L'in vraisemblable famille Mitford

La Walkyrie anglaise du Führer

4 - La fête des fous

Ribbentrop investit dans la noblesse...

... Et la finance dans l'Anglo-German Fellowship

La gauche pacifiste découvre le Reich

Les pèlerins de l'année 1936

5 - Intermède royal

Wallis, l'inimitable

Édouard, une proie rêvée

326 jours de règne

Baldwin tend un piège

Une affaire domestique devenue de « sécurité nationale »

Charles Bedaux, un coach sur mesure

Invités personnels du Führer

6 - L'apaisement incendiaire 1933-1938

La comédie du désarmement

Sir John Simon, l'inventeur de l'apaisement

Trois jours à Berlin

Le traité naval anglo-allemand ou la France piétinée

L'heure de Chamberlain

L'étrange Lord Halifax

7 - Vienne, Munich, Prague, ou l'aigle en liberté 1938-1939

Obsession coloniale versus obsession continentale

L'inutile leçon de l'Anschluß

Londres à la manœuvre... Paris aux ordres !

La grande braderie de Munich

« Herr Hitler is not a gentleman »

8 - Un grain de sable nommé Churchill

Un personnage de Kipling

Deux tempéraments de maîtres de guerre

Cassandra contre les démons

L'étrange « Putzi » Hanfstaengl

Rendez-vous manqué

« Winston is back ! »

9 - Les mirages d'un Reich sans Hitler

L'opposition allemande propose la paix à l'Angleterre

Une Europe sous direction allemande

L'incroyable « incident de Venlo »

10 - L'échiquier de l'an 40

« The right man in the right place »

Sous le signe du chaos

« Sur le sable de Dunkerque... »

Intimider pour survivre

« Dynamo », une défaite transformée en gage de victoire

La dernière félonie d'Holy Fox

11 - La force du destin 1940-1941

Le triomphe était presque parfait

L'onde de choc de Mers el-Kébir

Neutraliser les Windsor

Le rêve calciné de Rudolf Hess

Épilogue - Les fantômes du lac de Côme

Que sont-ils devenus ?

Annexes

Annexe I - De la supériorité des Germains - par Houston Stewart Chamberlain (1909)

Annexe II - À la découverte de la « Nouvelle Allemagne » - Programme d'un séjour de propagande destiné aux étudiants britanniques sous l'égide de la Fraternité anglo-germanique 30 juillet-7 août 1938

Annexe III - Munich, une défaite sans guerre - Discours prononcé par Winston Churchill, le 5 octobre 1938, Chambre des communes

Annexe IV - Unity Mitford sous haute surveillance - Rapport de la Special Branch de Scotland Yard sur l'arrivée à Douvres de la belle-sœur d'Oswald Mosley, le 12 juin 1939

Annexe V - L'Angleterre et la Nouvelle Allemagne - par Oswald Mosley

Annexe VI - « Je ne laisserai pas détruire l'Empire britannique » - Entretien accordé par Hitler à l'envoyé spécial du New York American, Karl von Wiegand, le 11 juin 1940

Annexe VII - « Mon but a toujours été l'amitié avec l'Angleterre » - Discours prononcé par Adolf Hitler devant le Reichstag, 19 juillet 1940

Annexe VIII - « Une étincelle d'espoir dans le cœur de millions d'hommes... » - Discours prononcé par Winston Churchill le 20 août 1940

Annexe IX - « Quand l'Allemagne aura gagné la guerre... » - Note du FBI en date du 2 mai 1941 rapportant les propos tenus par la duchesse de Windsor à une relation américaine

Annexe X - « Mon cher Douglo... » - Lettre adressée depuis Berlin par Albrecht Haushofer au duc de Hamilton le 23 septembre 1940. Interception effectuée par le MI5.

Notes

Bibliographie

Index

Introduction

« Their Royal Heilnesses »

bookys-ebooks.com

Depuis la mort de la princesse Diana, en août 1998, le *Sun* n'avait pas atteint pareil tirage : 2,4 millions d'exemplaires vendus dans la seule journée du 18 juillet 2015, soit le double de son tirage quotidien ! Le record ne sera (largement) battu, le 9 septembre 2022, qu'avec la disparition d'Élisabeth II. Ni sang ni sexe, pourtant, à la une du plus célèbre des tabloïds britanniques... mais une photo en noir et blanc vieille de quatre-vingt-deux ans. Au centre : une petite fille de sept ans levant le bras comme des millions d'autres, en 1933, dans l'Allemagne de Hitler ; à sa droite une jeune femme lui montrant l'exemple ; et à l'arrière-plan, un homme penché sur une enfant plus jeune à laquelle il apprend manifestement à saluer de la même manière. L'homme et la femme sont hilares et les bambins, comme il se doit, concentrés. Un détail, néanmoins. Nous ne sommes pas en Allemagne mais au Royaume-Uni, dans le parc du château royal de Balmoral, villégiature écossaise des souverains britanniques.

Titre du *Sun* : *Their Royal Heilnesses*. Le jeu de mots est difficilement traduisible mais quand on sait que *Their Royal Highnesses* signifie « Leurs Altesses royales », on comprend

d'emblée le sens du *Heil* qui s'est substitué à *High*. D'autant que trois lignes bien senties viennent aussitôt éclairer les lecteurs à la perspicacité défaillante : « Un film secret de 1933 montre Édouard VIII apprenant le salut nazi à la reine. » Pour journalistique qu'il soit, le raccourci dit la vérité, sous réserve de quelques précisions : la petite fille saluant à l'hitlérienne est bien la future reine Élisabeth II, mais on ignore encore qu'elle montera un jour sur le trône. Il faudra pour cela que l'homme de la photo, qui n'est encore que prince de Galles, devienne roi en 1936 et abdique la même année pour laisser place à son frère, le prince Albert, futur George VI. Celui-là-même qui, selon toute vraisemblance, a filmé la scène dont est extrait le cliché, tandis que sa femme, qu'on surnommera un jour « Queen Mum ^{*1} », s'amuse si fort avec leurs deux filles, Élisabeth ^{*2} et Margaret ^{*3}.

Le succès de la version papier du *Sun* n'est rien, cependant, comparé à celui du film, diffusé sur le site Internet du journal et qui, en 2022, totalisait plus de 20 millions de « vues » sur YouTube. En le découvrant, la reine, selon le porte-parole de Buckingham, s'est dite « déçue » qu'un tel document, extrait de ses archives familiales, ait pu tomber entre les mains de la presse à scandale. Manière toute protocolaire de dire qu'elle en fut horrifiée.

D'un point de vue strictement factuel, comment lui donner tort ? En 1933, pouvait-on imaginer les crimes dont se rendrait coupable le régime hitlérien et qui sait s'il n'y avait pas aussi quelque dérision à singer le dictateur débutant dont Chaplin se plaira, quelques années plus tard, à populariser les tics ? Quant à la reine elle-même, et surtout à ses parents, que peut-on leur reprocher *intuitu personae* ? À dix-sept ans, l'héritière du trône montrait l'exemple en s'engageant comme ambulancière au plus fort du second Blitz – celui des V1 et des V2, en 1944 –, tandis que le roi George VI et son épouse

s'efforçaient de soutenir le moral de la nation en se montrant, qui sur le front des troupes, qui parmi les ruines des villes anglaises, non sans offrir à Winston Churchill, le sauveur de l'Angleterre, un soutien farouche et jamais démenti.

La griffe du passé

Sur le fond, pourtant, ces images ravivaient un souvenir obsédant sans rapport avec la personnalité de la souveraine ni même avec celle de son père : les relations étroites entretenues par l'ancien roi Édouard VIII et son épouse américaine, Wallis, avec le régime hitlérien en général et avec le Führer en particulier. Un souvenir qu'à l'issue de la guerre Churchill avait tout fait pour effacer en restreignant l'accès aux archives allemandes saisies en 1945. En vain. Dès 1954, une première salve de pièces accablantes était publiée dans la presse, suivie d'une autre en 1957. Elles démontraient que non seulement l'ancien roi devenu duc de Windsor avait souhaité la victoire de l'Allemagne, mais qu'il avait encouragé Hitler à bombarder la Grande-Bretagne pour contraindre le gouvernement de son pays à faire la paix ! Au même moment paraissaient, à Londres et à New York, les Mémoires du maître espion de Hitler, Walter Schellenberg¹, qui confirmèrent qu'en cas de défaite britannique le Führer était résolu à remettre Édouard VIII sur le trône, flanqué de Wallis comme reine consort... Une dernière série d'archives, exhumées en 2017 et publiées par *The Guardian*, révélera, entre autres détails, qu'une cagnotte de 50 millions de livres sterling attendait le duc sur un compte suisse dans l'hypothèse où Schellenberg serait parvenu à l'exfiltrer du Portugal, où il

séjournait en 1940, étroitement surveillé par les services secrets britanniques².

Mais il y eut pire pour la malheureuse reine. En 2005, le *Sun*, encore lui, publia une photo – cette fois d’actualité ! – montrant son petit-fils, le prince Harry (le même qui, en 2021, accusera sa famille de racisme devant la télévision américaine), déguisé en soldat de l’Afrikakorps et arborant un brassard à croix gammée. Alors âgé de vingt et un ans, il participait à une fête costumée sur le thème « Indigènes et colonies³ » ! Reprise par d’autres tabloïds, l’affaire agita l’opinion pendant des semaines alors qu’au même moment les commémorations du soixantième anniversaire de la libération d’Auschwitz (27 janvier 1945) battaient leur plein... Surtout, elle donnait l’occasion aux concurrents du *Sun* d’impliquer le prince William, frère aîné de Harry et héritier présomptif du trône d’Angleterre, qui, présent à la soirée, ne semblait guère gêné par l’accoutrement de son cadet !

Nouveau ressac du passé, en avril 2021, à la mort du prince Philippe, époux de la reine Élisabeth : presse, télévision et Internet rivalisent de dynamisme archivistique pour rappeler que le duc d’Édimbourg, non content d’être né allemand, eut trois sœurs sur quatre membres du parti nazi^{*4} et que lui-même, lorsqu’il fonda en 1961 le WWF^{*5}, en désigna comme vice-président le prince consort Bernhard des Pays-Bas (né zur Lippe-Biesterfeld), également encarté au NSDAP jusqu’à son mariage, en 1937, avec l’héritière du trône des Pays-Bas, Juliana. Au même moment ressortait en boucle un autre film que la famille allemande de Philippe aurait préféré ignorer si tant est qu’elle en connaissait l’existence : celui des obsèques de sa sœur Cécile, à Darmstadt en 1937, ordonnancées selon la pompe nazie. On y voit ce même Philippe, alors prince de Grèce, âgé de seize ans, encadré de ses beaux-frères arborant la svastika, eux-

mêmes entourés d'une flopée d'officiels en uniformes noirs de la SS. Parmi eux, un personnage maudit entre tous : Charles-Edward de Saxe-Cobourg-Gotha.

Petit-fils de la reine Victoria – comme l'empereur d'Allemagne Guillaume II dont il est le cousin germain –, Charles-Edward est né en Grande-Bretagne en 1884. Il est le fils du duc d'Albany, huitième enfant et quatrième fils de la reine, et de la princesse allemande Helena de Waldeck-Pyrmont. Mais en 1899, son oncle Alfred, duc d'Édimbourg, deuxième fils de la reine, qui règne sur le duché de Saxe-Cobourg et Gotha, perd son seul enfant mâle et se retrouve sans héritier. Sa mère lui demande alors de faire de son neveu Charles-Edward son successeur désigné. À quinze ans, ce dernier abandonne donc ses études au prestigieux collège d'Eton et traverse la Manche pour s'y préparer. Couvé par son cousin le Kaiser, qui le surnomme son « septième fils », le jeune homme entame une formation militaire poussée à Potsdam. Et voici qu'en 1900 il succède à son oncle, prématurément disparu. Mais contrairement à ce dernier, qui vivait davantage en Grande-Bretagne que dans son duché d'outre-Rhin, Charles-Edward s'implique pleinement dans ses fonctions et devient *ipso facto* un prince allemand de plein exercice. Son cousin l'empereur lui trouve d'ailleurs une épouse : la princesse Victoria-Adélaïde de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg, avec laquelle il se marie en 1905. Neuf ans plus tard, la Première Guerre mondiale éclate. Sans hésiter, Charles-Edward choisit son camp : celui du Kaiser, qui fait de lui un général. En 1915, la sanction tombe. Son cousin, le roi George V, le fait rayer du registre des chevaliers de la Jarretière. Et en 1919, déclaré traître à sa patrie, il se voit privé de tous ses titres et biens sur le sol britannique : le duché d'Albany, le comté de Clarence et la baronnie d'Arklow.

Vae victis ! En 1918, l'Allemagne fait de même après la chute du Kaiser et l'abolition de la monarchie. Confisqué, le duché de Charles-Edward est alors séparé en deux : Gotha devient un arrondissement (*Landkreis*) du Land de Thuringe, et Cobourg de la Bavière. Bien que généreusement indemnisé quelques années plus tard par la république de Weimar, le prince déchu en conçoit un tel ressentiment qu'il embrasse aussitôt la cause national-socialiste. Hitler, qu'il rencontre pour la première fois en 1922, fait de lui son principal soutien dans la noblesse allemande, et de Cobourg la première place forte du NSDAP en Bavière après Munich. En 1931, Charles-Edward intègre la SA et, en 1932, la SS. En 1933, Hitler, devenu chancelier, le nomme président de la Croix-Rouge allemande et le fait élire député au Reichstag. Mais c'est en 1935 qu'il lui offre un poste à sa mesure : président de la Confrérie germano-anglaise fondée conjointement à Londres sous le nom d'*Anglo-German Fellowship*, et à Berlin sous celui de *Deutsch-Englische Gesellschaft*. C'est en cette qualité, autant qu'en raison de son cousinage avec le défunt, qu'il est invité, en janvier 1936, aux funérailles de George V, qui, vingt et un ans plus tôt, l'avait ostracisé. Inconscience ou provocation ? C'est en uniforme de général de la Wehrmacht qu'il suit le cercueil du roi et se rend à Buckingham, à l'invitation d'Édouard VIII, après la cérémonie ! Entre Charles-Edward et son petit-cousin, le courant, on l'imagine, passe aussitôt... Le nouveau roi, non encore couronné, envisage même de lui rendre ses titres et ses biens confisqués en 1919. Mais dès 1938, son frère et successeur George VI interrompt la procédure : pas question de réhabiliter un relaps qui s'engage toujours plus avant dans le soutien à Hitler.

En 1937, en effet, Charles-Edward de Saxe-Cobourg-Gotha a choisi comme vice-président de la Croix-Rouge allemande un protégé

de Heinrich Himmler qui fera bientôt parler de lui : le professeur Ernst Grawitz, chef du service de santé de la SS. À partir de 1940, c'est à lui que reviendra la responsabilité d'éliminer certaines catégories de handicapés et de malades mentaux, mais aussi et surtout de coordonner les « expériences » médicales menées sur les détenus des camps de concentration. En 1945, Grawitz n'échappera à la condamnation à mort que par le suicide. Bien que n'étant pas mêlé directement à cette politique, Charles-Edward n'a rien tenté pour s'y opposer, ce qui conduit les autorités d'occupation américaines à le placer en détention dans les jours suivant la capitulation du Reich. Un an plus tard, il sera libéré grâce à l'intervention de sa sœur, la princesse Alice d'Albany, mais néanmoins condamné à une lourde amende par un tribunal de dénazification. Ruiné, il mourra en 1954, un an après avoir vu, dans un cinéma de quartier, le film du couronnement de sa cousine, la reine Élisabeth II.

À l'occasion de la mort de Philippe d'Édimbourg, plusieurs chaînes britanniques n'ont pas manqué d'exhumer le pedigree du personnage en reprenant à l'envi un documentaire diffusé en 2007 par Channel 4 et repris intégralement sur YouTube⁴ : *Hitler's Favorite Royal*. On y apprend que, lors de son arrestation par les Américains en 1945, ces derniers trouvèrent au château de Cobourg un télégramme envoyé par Hitler deux jours avant son suicide. Il lui enjoignait de ne pas se rendre aux ennemis du Reich. Autrement dit à l'imiter. Cette fois, Charles-Edward désobéit à son Führer.

Cette salve de réminiscences a d'autant plus frappé l'opinion britannique que celle-ci venait de redécouvrir, à la faveur de la série à succès *The Crown*, diffusée sur Netflix, ce que tout le monde – ou presque – avait oublié : depuis plus de deux siècles, la famille royale d'Angleterre possède largement plus de sang allemand que de sang

anglais ! Élisabeth II et son mari Philippe, duc d'Édimbourg, né prince de Grèce et de Danemark, ne sont-ils pas tous deux les arrière-arrière-petits-enfants de la reine Victoria (1819-1901), issue de la dynastie allemande de Hanovre, elle-même sur le trône de Grande-Bretagne depuis le début du XVIII^e siècle ?

D'origine allemande, Victoria l'était à 100 %, comme son mari, le prince Albert de Saxe-Cobourg-Gotha, et donc leur fils, le roi Édouard VII (1841-1910), lequel se maria avec Alexandra de Danemark, princesse de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg, dont les deux parents étaient également allemands. Puis vint leur fils, George V, qui régna jusqu'en 1936 après avoir, lui aussi, épousé une princesse allemande, Mary de Teck, issue de la dynastie des Wurtemberg... Tout commence à changer quand le futur roi George VI (1936-1952) épouse une Écossaise pure souche, Élisabeth Bowes-Lyon. Leur fille, Élisabeth II, est ainsi le premier monarque britannique depuis l'extinction des Stuarts (1714) à ne posséder que 50 % d'origines allemandes ! Mais la tradition reprend le dessus en raison de son mariage avec son cousin Philippe de Grèce, issu, comme la mère de George V, de la dynastie Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg. Ce n'est qu'avec l'accession au trône du prince William, petit-fils d'Élisabeth, que tout évoluera sensiblement puisque sa mère, Diana Spencer, était une pure Britannique, tout comme sa femme, Catherine Middleton, devenue par leur mariage, en 2011, duchesse de Cambridge.

Cette prégnance germanique mâtinée d'influences hitlériennes récurrentes suffit-elle pour autant à faire des Windsor une dynastie maudite ? À trop vouloir abreuver la presse à scandale de pseudo-révélation, certains historiens – ou réputés tels – se sont définitivement discrédités en faisant usage de faux pour étayer leurs soupçons ^{*6}.

Une attirance réciproque

Et pourtant... Il n'en reste pas moins qu'entre les deux guerres, et spécialement à partir de l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, de puissants groupes d'intérêt, dotés de relais d'opinion et de pouvoirs *réels* autrement plus étendus que ceux dont disposaient et disposeront jamais les *Royals*^{*7}, joignirent leurs efforts à ceux du Führer pour parvenir à un accord durable entre l'Angleterre et le III^e Reich. On sait aujourd'hui, grâce notamment aux travaux de l'Américain John Lukacs⁵, des Britanniques John Costello⁶ et Andrew Roberts⁷ et, en France, de François Delpla⁸ ou François Kersaudy⁹, que ces tentatives de rapprochement furent tout près, en 1940, d'être couronnées de succès. En un mot comme en cent, par une paix séparée laissant Hitler maître de l'Europe continentale tandis que l'Empire britannique aurait conservé et même renforcé son droit à dominer les mers et près d'un tiers des terres émergées.

Si Winston Churchill parvint *in extremis* à maintenir la Grande-Bretagne dans la guerre, c'est donc, d'abord, parce qu'il triompha des siens. Des partisans de l'*appeasement*, bien sûr, regroupés autour de son prédécesseur Neville Chamberlain, mais plus encore d'une partie agissante de l'*establishment* britannique, dont l'influence s'exerçait sur l'ensemble du spectre politique, depuis les conservateurs jusqu'aux travaillistes en passant par les libéraux. Sans parler, bien entendu, du parti fasciste britannique d'Oswald Mosley, dont la faible représentation parlementaire, due au mode de scrutin en vigueur au Royaume-Uni^{*8}, n'empêcha nullement ses idées de prospérer sur le terreau intellectuel du pangermanisme.

Il y avait en Grande-Bretagne, écrit John Lukacs, des hommes et des femmes, sinon plus influents du moins plus importants

(que les fascistes anglais) qui voyaient en Hitler quelque chose de nouveau et de positif, une force de rajeunissement qui pouvait profiter à l'Europe et à l'ordre mondial, peut-être même à la Grande-Bretagne. Dans leur esprit, la germanophobie de la guerre précédente était morte. Ils pensaient, non sans raison, que l'on avait eu tort de se venger sur l'Allemagne, après la guerre. Ils reconnaissaient que les Allemands s'étaient battus avec vaillance et courage. Ils n'avaient pas de goût pour l'inefficacité, la suffisance bureaucratique, les petites corruptions, les hypocrisies et les malhonnêtetés du jeu politique parlementaire et de ses intrigues, surtout en ces années grises et sinistres de la crise. D'aucuns voyaient dans le fascisme et le nazisme de nouvelles solutions de rechange, fortes, voire admirables, non seulement à la démocratie parlementaire mais au communisme¹⁰.

Aristocrates (comme Lord Londonderry, par ailleurs ministre de l'Air, Lord Lothian, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington, ou encore les ducs de Westminster ou de Buccleuch) mais aussi et surtout banquiers (à commencer par le premier d'entre eux, Montagu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre), industriels (comme Henri Deterding, président de la Shell) ou hommes de presse (comme Lord Rothermere, propriétaire du *Daily Mail*, Lord Beaverbrook, patron du *Daily Express*, Geoffrey Dawson, éditeur du *Times*, journaux qui à eux trois tiraient alors à plus de six millions d'exemplaires quotidiens) : c'est peu dire que, dans les années 1930, Hitler comptait beaucoup d'alliés, actifs ou potentiels, sur le sol de la Grande Île. Certains pour des motifs purement

idéologiques, mais la plupart au nom d'une simple convergence d'intérêts.

C'est que, contrairement à Guillaume II, qui rêvait pour son II^e Reich d'un destin colonial, le fondateur du III^e ne voyait que des inconvénients à une expansion outre-mer qui eût dispersé les forces de l'Allemagne et l'eût entraînée dans une « mission civilisatrice » dont il ne voulait à aucun prix. Disciple de l'essayiste britannique Houston Stewart Chamberlain ^{*9}, chantre de l'« unité des Aryens » – le seul de ses maîtres qu'il cite nommément dans *Mein Kampf*, avec l'essayiste antisémite Dietrich Eckart ^{*10} –, le dictateur n'a jamais tenu l'Angleterre pour un ennemi héréditaire, au contraire de la France, puissance honnie en raison de sa politique traditionnelle de division de l'ensemble germanique. D'un bout à l'autre de sa carrière politique, y compris quand l'Allemagne et l'Angleterre seront engagées dans un duel à mort, il ne cessera de témoigner d'une admiration inchangée pour cette dernière, comme en témoignent ses *Propos intimes et politiques*, qu'on ne saurait trop conseiller de découvrir dans la traduction récente qu'en a faite François Delpla, assortie d'un passionnant appareil critique ¹¹.

Florilège de l'année 1941-1942, d'autant plus remarquable qu'avec l'entrée en guerre imminente puis effective des États-Unis, le Führer sait que l'espoir d'une paix séparée avec la Grande-Bretagne est moins que jamais d'actualité :

Nuit du 22 au 23 juillet 1941. « La supériorité de l'Anglais sur l'Allemand réside dans la confiance en soi. Celui qui la possède sait commander. [...] Je crois que la fin de cette guerre marquera le début de l'amitié durable avec l'Angleterre. Mais il faudra d'abord que nous la mettions K.-O. – car c'est à ce prix que nous pourrons vivre en paix avec elle, et l'Anglais n'est capable de respecter que celui qui l'a d'abord mis hors de combat. »

Nuit du 8 au 9 août. « Les Anglais sont d'un culot sans exemple, mais je ne les en admire pas moins. Sur ce point, nous avons encore beaucoup à apprendre. »

Nuit du 21 au 22 octobre. « Nous avons besoin de grand style [...]. Pour l'Anglais, ces vieilles formes qui nous semblent baroques sont pleines de vie, car la tradition les rend sacrées et elles ont survécu sans aucune interruption, jusqu'à ce jour. C'est là le secret de la longévité de leur force. »

7 janvier 1942, le soir. « J'aime mille fois mieux un Anglais qu'un Américain. »

10 janvier midi. « Si nous nous emparions de l'Inde, la population ne serait pas ravie. C'était beaucoup mieux sous les Anglais, dirait-elle. [...] C'est leur force de laisser les indigènes vivre comme ils l'entendent en les exploitant à fond. »

22 janvier 1942. « Le don de commander est propre à la Basse-Saxe. N'est-ce pas de là qu'est sortie la caste dirigeante de Grande-Bretagne ? »

5 juillet, le soir. « Les Anglais n'ont pu se maintenir pendant trois siècles à l'avant-scène de la domination mondiale que parce qu'il n'y avait personne à leur hauteur sur le continent, ni par la race ni par l'intelligence pour leur tenir tête. »

12 août, midi. « J'ai eu un jour en main un livre d'architecture sur les châteaux anglais : de grandes pièces, fantastique ! Les bâtiments officiels de Londres sont peut-être historiques, mais la politique se fait dans les châteaux campagnards. »

2 septembre, le soir. « Si seulement l'Angleterre était intervenue en faveur des Sudistes ! Hélas, ce sont quelques Allemands qui ont poussé Lincoln¹²... »

Et que penser de cette sortie sur la supériorité du théâtre anglais sur le théâtre allemand, rapportée par Goebbels ?

Le Führer s'exprime à merveille sur (Bernard) Shaw, note-t-il le 1^{er} février 1938. Comme sa *Jeanne* est supérieure à la *Pucelle d'Orléans* de Schiller ! Schiller et Goethe vivaient dans une petite résidence princière et transposaient leurs grandes idées dans le domaine du pathétique. On ne faisait pas l'histoire à Weimar. Shakespeare vivait à Londres, capitale d'un empire mondial à ses débuts. Il était en prise directe avec la fabrique de l'histoire ! Il voit toute chose de façon plus juste, plus objective et plus réaliste. De son côté Shaw a un immense talent. Il soulève le voile qui recouvre l'hypocrisie anglaise. À cela s'ajoute un don souvent divinatoire pour saisir l'histoire et pour la mettre à nu. Un analyste résolument moderne. Sa *Sainte Jeanne* est un exemple typique de tout cela. Il a mis à jour les véritables ressorts de cette époque. Schiller n'en avait pas la moindre idée¹³ ...

Hitler, immigré clandestin à Liverpool en 1912 ?

Le Führer tirait-il cette admiration pour l'Angleterre de ses seules lectures ou avait-il d'Albion une expérience vécue ? Jusqu'au livre de David Gardner, *Le Dernier des Hitler*, consacré au neveu britannique du dictateur, William-Patrick Hitler, mort en 1987 aux États-Unis après être devenu citoyen américain sous le patronyme de Stuart-Houston (le prénom de Chamberlain !), la question ne se posait pas. Il était entendu que Hitler n'avait jamais posé un pied hors du continent. Or, grâce à l'enquête de Gardner parue en Angleterre en 2003 et en France en 2006¹⁴, nous n'en sommes plus aussi sûrs aujourd'hui : il est en effet probable, à défaut d'être attesté, que le

futur dictateur ait passé six mois à Liverpool, entre novembre 1912 et avril 1913. Pourquoi Liverpool et pas Londres ? Tout simplement parce que Alois, son demi-frère, y habitait en compagnie de son épouse, une Irlandaise nommée Bridget Dowling.

Né en 1882, Alois a sept ans de plus qu'Adolf. Après la mort de sa mère, Franziska, en 1884, son père s'est remarié l'année suivante avec Klara Pöltz, et celle-ci l'a élevé en même temps que ses enfants à venir, notamment Adolf, né en 1889, et Paula, en 1896^{*11}. Mais, très vite, Alois tourne mal. À quatorze ans, ne supportant pas les colères alcoolisées de son père et l'hostilité de sa belle-mère, qui n'a d'yeux que pour Adolf, son préféré, il s'enfuit du domicile familial et devient garçon de salle dans une auberge. Il n'a pas dix-huit ans quand, en 1900, il est accusé de vol et envoyé pour cinq mois derrière les barreaux. *Bis repetita* en 1902 où, cette fois, sa détention dure huit mois. À sa sortie de prison, il s'embarque pour l'Irlande et s'y fait engager comme garçon de cuisine au Shelbourne Hotel, un palace de Dublin. En 1910, le voici marié avec Bridget Dowling, dix-neuf ans, rencontrée un an plus tôt au Dublin Horse Show, l'un des concours hippiques les plus prestigieux d'Irlande à l'occasion duquel, habillé de frais, Alois s'est fait passer pour le fils d'un riche hôtelier autrichien. Bridget déchantera vite mais, décidément amoureuse, elle passera l'éponge sur ce mensonge. Quand naît leur fils William-Patrick, le 12 mars 1911, le couple Hitler a quitté l'Irlande pour l'Angleterre et s'est installé à Liverpool dans un petit appartement du 102 de la Upper Stanhope Street^{*12}. Là même, à en croire Bridget, où son beau-frère Adolf vint s'installer chez eux pour six mois, aux fins d'échapper au service militaire autrichien.

Ce séjour, Bridget Hitler, devenue citoyenne américaine en 1939, en même temps que son fils William-Patrick^{*13}, le confia à un

manuscrit qu'elle ne réussit jamais à faire publier aux États-Unis. Il ne le fut que dix ans après sa mort, quand le journaliste Michael Unger, ex-rédacteur en chef du *Liverpool Daily Post*, en acquit les droits et l'édita en 1979 sous le titre *Les Mémoires de Bridget Hitler*¹⁵. Très mal reçu par la plupart des historiens, en particulier par l'Autrichienne Brigitte Hamann et l'Allemand Hans Mommsen, qui affirmèrent qu'il s'agissait d'une pure affabulation, l'ouvrage fut un échec commercial et serait définitivement tombé dans l'oubli si David Gardner ne s'y était intéressé dans le cadre de son enquête sur William-Patrick et ses quatre fils : Alexandre Stuart-Houston, né aux États-Unis en 1949, Louis, en 1951, Howard-Ronald, en 1957^{*14}, et Brian-William, en 1965. Soucieux de vérifier l'original du manuscrit ayant servi à sa première publication en 1979, Gardner a cherché et trouvé l'unique exemplaire, déposé, sans doute par le FBI^{*15}, au département des collections spéciales de la bibliothèque publique de New York, et en a conclu que le débat sur son authenticité était loin d'être clos. Le grand biographe américain de Hitler, John Toland, disparu en 2004, était de cet avis. Et son homologue français François Delpla aussi, au point d'accepter de traduire en français et de rédiger la postface de l'enquête de Gardner.

Point n'est ici le lieu d'entrer dans les détails des indices qui font – prudemment – pencher l'historien pour le caractère plausible d'une visite de Hitler en Grande-Bretagne en 1912-1913. Retenons seulement ce qu'il dit du principal argument avancé par les détracteurs de Bridget Hitler, à savoir que son beau-frère n'a pu s'absenter de Vienne durant cette période, dont tout le monde admet cependant qu'elle constitue un trou béant dans la biographie du personnage :

Brigitte Hamann, pour fonder son rejet (dit), un peu vite, que les fiches de la police viennoise permettent à elles seules d'exclure un tel voyage, sans citer la moindre d'entre elles. Hitler, ce parfait inconnu, était-il donc fiché jour après jour et, si non, quels étaient les intervalles ? J'ai donc pris mes propres renseignements auprès des archives municipales de Vienne. Il en ressort que Hitler a été enregistré comme pensionnaire du foyer pour hommes, 20 *Meldenmannstraße*, du 9 février au 21 juin 1910 puis du 26 juin 1910 au 24 mai 1913. Or, d'après l'archiviste, il est très inhabituel qu'un pensionnaire séjourne trois ans sans interruption dans un foyer et on ne peut exclure que des absences n'aient pas été notées, ni que des mentions aient été retirées, par exemple lorsque l'Autriche était aux mains des nazis, de 1938 à 1945.

Surtout, il est une caractéristique hitlérienne que Bridget (ou les gens de plume qui l'ont aidée à rédiger son texte) peut difficilement avoir inventée : l'attraction que l'Angleterre, déjà, exerce sur le futur maître de l'Allemagne. Ce tropisme, en effet, n'apparaîtra au grand jour qu'avec la première édition de ses *Libres Propos*¹⁶ en 1952, suivie de la parution en rafale des Mémoires de ses principaux collaborateurs, enfin et surtout avec l'exhumation et la publication, en 1961, du « deuxième livre de Hitler¹⁷ », cette suite de *Mein Kampf* dictée entre 1927 et 1928 et que son auteur renonça à mettre en vente. D'abord parce qu'il ne prit jamais le temps de l'achever avant sa prise du pouvoir, ensuite et surtout parce qu'il était inutile, et sans doute dangereux pour lui, de donner davantage de pistes sur les buts de sa politique étrangère, objet principal de ce manuscrit^{*16}. Tandis que le chapitre consacré aux relations franco-allemandes contient des mentions insultantes (« L'Afrique a ses

singes, l'Europe ses Français », proclame-t-il en reprenant à son compte un jugement de Schopenhauer), celui consacré aux relations anglo-germaniques est empreint d'un immense respect pour l'Empire britannique.

Que personne ne s'imagine, écrit-il, qu'on puisse jamais former un empire mondial sans avoir la volonté déterminée de le faire. Sans doute chaque citoyen anglais ne va-t-il pas au travail en pensant chaque jour aux buts grandioses de la politique britannique ; mais la tendance inconsciente de chacun est de s'orienter dans leur direction. Dans son être même, ce peuple est imprégné de desseins politiques, et la fierté de l'Anglais actuel n'est rien d'autre que la fierté des anciens Romains. Il est faux de croire que les empires du monde soient le fruit de hasards historiques uniformément heureux. Tout comme l'Angleterre, l'ancienne Rome devait sa grandeur, comme l'a dit Moltke, au fait que le bonheur n'appartient qu'au plus capable. Cette capacité d'un peuple ne repose pas seulement sur la valeur raciale, elle réside aussi dans le talent et dans l'habileté avec lesquels ces valeurs sont modelées. Un empire mondial à la taille de Rome ou de l'Angleterre actuelle résulte toujours de l'union d'une suprême valeur populaire et d'un but politique extrêmement clair.

Puis il compare la conception anglaise de la colonisation, hautement pratique, à la conception allemande, d'essence romantique, d'où il ressort que des deux, ce sont les premiers qui ont raison :

L'Allemagne entendait fonder son droit à posséder des colonies par sa capacité et par son désir de répandre la culture allemande. Absurdité radicale ! Car on ne peut transmettre la culture, qui est l'expression vitale générale d'un certain peuple, à un autre peuple quelconque dont les conditions psychologiques sont différentes. Voilà qui s'adaptera tout au plus à une civilisation soi-disant internationale, qui, comparée à la vraie culture, ressemble à du jazz comparé à une symphonie de Beethoven. Un Anglais, lui, n'aurait jamais eu l'idée, au moment où l'empire britannique se formait, de ne pas justifier son entreprise par les avantages bien réels et parfaitement rationnels qu'il en tirait. Quand, plus tard, l'Angleterre est entrée en lice pour défendre la liberté de navigation, ce ne fut jamais pour défendre un principe abstrait mais plutôt pour se débarrasser de ses concurrents dangereux^{*17}.

Conclusion : pour s'entendre avec l'Angleterre, abandonnons toute idée de la concurrencer outre-mer.

Si l'Allemagne adopte une posture politique totalement nouvelle qui n'inquiète plus les intérêts commerciaux des Anglais et qui s'oriente tout entière vers des buts continentaux, il n'y aura plus de raison logique à l'hostilité de la Grande-Bretagne envers l'Allemagne¹⁸.

Le moins qu'on puisse dire c'est qu'au moment où la belle-sœur de Hitler, réfugiée aux États-Unis pendant les années de guerre, met en forme son témoignage, rien ne transpire de cette admiration pour l'Angleterre sinon les bombes dont la Luftwaffe gratifie les villes de la

Grande Île ! Or le jeune homme de vingt-trois ans qu'elle met en scène dans son livre passe ses journées à arpenter Londres, à regarder, fasciné, le trafic dans le port de Liverpool, et s'extasie un jour de découvrir que l'hymne britannique et l'hymne bavarois se chantent sur la même musique – une mélodie de Lulli arrangée par l'Allemand Haendel, émigré en Grande-Bretagne au début du XVIII^e siècle !

Que l'anglophilie raciale du Führer ait pris ou non naissance lors de ce possible séjour en Grande-Bretagne à la veille de la Première Guerre mondiale, elle débouche en tout cas sur un raisonnement dont il ne déviara plus : si l'Allemagne veut disposer des moyens de conquérir son espace vital sur le continent, il importe de laisser les Britanniques dominer les autres parties du globe. Y compris en collaborant économiquement avec eux, comme le fera le III^e Reich en s'ouvrant très largement à leurs capitaux – aspect décisif et cependant trop peu connu. Cette capacité de Hitler à concilier ses obsessions psychopathologiques avec un sens aigu des rapports de force n'est pas la moindre explication de ses succès internationaux... Au moins jusqu'en 1940, date à laquelle Churchill, grâce à une habileté tout aussi exceptionnelle, mais aussi et surtout à un stupéfiant concours de circonstances, parviendra *in extremis* à inverser le balancier.

Quelles « forces profondes » – expression imposée par l'historien des relations internationales Pierre Renouvin ^{*18} – Hitler parvint-il à mobiliser pour enrôler tant d'acteurs britanniques sinon au service de sa vision du monde, à tout le moins dans la poursuite de ses objectifs géopolitiques ? À l'inverse, ne fut-il pas lui-même leur instrument, conscient ou inconscient, dès lors qu'il s'est agi, pour Londres, mais aussi pour Washington, d'empêcher la France de

recueillir les dividendes de sa victoire de 1918, bref, de devenir la première puissance du continent ?

C'est l'histoire de ce jeu dangereux qui permit à Hitler d'écraser la France et faillit faire sortir l'Angleterre de la Seconde Guerre mondiale que nous nous proposons de retracer en détail, pour la première fois.

Prologue

18 morts de trop

Londres, 13 juin 1917. En ce 1043^e jour de la Première Guerre mondiale, l'armée du Kaiser a déjà tué plus de 500 000 soldats britanniques, sans compter les blessés, les mutilés et les gazés qui dépassent le million. Jusqu'ici, pourtant, l'idée d'abandonner son patronyme allemand de Saxe-Cobourg-Gotha n'avait pas effleuré la famille royale d'Angleterre et son chef George V, sur le trône depuis 1910. Mais, en ce début d'après-midi ensoleillé, la mort de 18 enfants ensevelis sous les ruines d'une école londonienne par des bombardiers allemands va tout changer.

Tandis que les pompiers s'affairent pour éteindre les incendies et évacuer les blessés ^{*1}, la population du quartier de North Street se déchaîne contre tout ce qui, de près ou de loin, porte un nom germanique : la foule brise les vitrines des magasins réputés appartenir à des Allemands, leurs propriétaires, molestés, vont trouver refuge dans les commissariats, les panneaux de la Berlin Street sont déboulonnés et jetés à terre. Les « Huns », voilà l'ennemi ! Mais alors que, depuis le début de la guerre, le roi et les siens avaient échappé à cette dangereuse assimilation, les voici soudain visés. Des *speakers* dépenaillés de Hyde Park au richissime

Herbert George Wells, l'auteur de *La Guerre des mondes*, qui part en croisade contre la cour « étrangère et médiocre » (*alien and uninspiring*) régnant sur l'Angleterre, l'opinion commence à se cabrer.

Plusieurs fois déjà, depuis 1915, des dirigeables Zeppelin avaient frappé la capitale britannique, provoquant des dizaines de morts, mais sans que la colère de la population s'oriente de manière aussi spontanée vers le souverain. La différence avec ce raid ? Cinq lettres : Gotha. Le nom des avions allemands qui ont tué les écoliers. Le même, et pour cause, que celui de la famille régnante puisqu'ils sont fabriqués au cœur du grand-duché de Gotha dont elle est issue !

Simple convulsion ou prodrome d'une lame de fond ? En ce printemps de 1917, le regard de George V n'est pas seulement tourné vers les champs de bataille de l'Aisne et de la Somme ; il scrute presque autant Saint-Pétersbourg où son cousin, le tsar Nicolas II, à qui il ressemble si fort qu'on pouvait les confondre quand ils échangeaient leurs uniformes devant leur grand-mère la reine Victoria ^{*2}, est retenu prisonnier dans son palais après avoir été forcé à abdiquer trois mois plus tôt.

Au terme d'un bref vent de panique, Lord Stamfordham, le secrétaire privé du roi, trouve la solution, augurant d'un sens de la communication politique devenu l'apanage de la monarchie anglaise : puisqu'il est impossible de changer de famille, pourquoi ne pas changer de nom ?

Le 17 juillet 1917, la *Court Circular*, bulletin officiel de la Maison royale, publie ce communiqué : « Pour nous-mêmes et pour nos descendants, l'usage des grades, titres, dignités et honneurs de ducs et duchesses de Saxe, de princes et de princesses de Saxe-Cobourg-Gotha et autres dénominations allemandes ne nous appartient

plus. » Désormais, la famille royale se fera appeler Windsor, du nom de l'antique motte féodale sur laquelle, en 1066, le Normand Guillaume le Conquérant fit ériger sa première forteresse devenue, par la volonté des Stuarts, l'un des plus vastes palais d'Europe. Du même mouvement, George V décide d'angliciser tous les noms germaniques de sa famille : les ducs et princes de Teck, frères de son épouse, la reine Mary, s'appelleront désormais Cambridge ; l'amiral de la flotte, Louis de Battenberg^{*3}, mari de sa cousine Victoria, devient un Mountbatten, marquis de Milford Haven, etc. Même la devise des Hanovre qui ornait les armes royales depuis 1714 – *Treu und fest* (« Fidèle et fort ») – est remplacée par celle des Plantagenêts : « Dieu et mon droit. » Seul signe extérieur à résister à cette *tabula rasa* d'état civil : l'accent des intéressés, qui, chez la plupart d'entre eux, reste désespérément allemand ! Et les trois léopards^{*4} du blason d'Angleterre, inamovibles depuis Richard Cœur de Lion.

À Berlin, le Kaiser, dont le sens de l'humour vient, brutalement, de rencontrer ses limites, se dit consterné par la radicalité de la réplique. Mais c'est lui, et lui seul, qui a malicieusement décidé d'envoyer sur Londres non plus des zeppelins, mais des Gotha produits par l'usine éponyme, créée en 1888 par l'industriel Fritz Bothmann, magnat des chemins de fer devenu un avionneur réputé. Ses appareils, des G5, n'étaient pourtant pas les seuls bombardiers dont disposât le Kaiser. Il aurait tout aussi bien pu choisir des Aviatik ou des Staaken, dotés d'une autonomie équivalente. Mais comment résister à la tentation de semer la panique sur Londres avec des machines portant le nom de ses cousins ? Il peut bien se moquer d'eux qui, dit-il, ne sont plus que « les joyeuses commères de Windsor », il sent confusément que l'Europe des rois et des empereurs touche à sa fin. Dix-huit mois plus tard, il abdiquera à

son tour, sous la triple pression du haut état-major, de son gouvernement et de l'agitation révolutionnaire. Trois jours après, ce sera le tour, à Vienne, de Charles I^{er}, le dernier empereur Habsbourg.

Entre-temps, la « nationalisation » accélérée de la monarchie britannique aura fait une victime collatérale : le tsar Nicolas II, que George V aurait pu sauver avec sa famille en l'accueillant en Grande-Bretagne. Las ! malgré l'accord du gouvernement provisoire russe de Kerenski, et en dépit du *nihil obstat* du Premier ministre anglais, David Lloyd George, le roi hésite, puis s'y refuse. Son conseiller Stamfordham l'a convaincu de n'en rien faire. Si la monarchie, plaide-t-il, veut surmonter la crise et rester fidèle à sa nouvelle image, elle doit rompre définitivement avec son endogamie continentale. Surtout, le tsar Romanov ne possède guère de russe que le nom^{*5}. Pour le reste, il est aussi allemand que le Kaiser ! On connaît la suite : sa déportation par les bolcheviks au cœur de la Sibérie et sa fin tragique, le 17 juillet 1918, fusillé en même temps que la tsarine et leurs cinq enfants dans le hideux sous-sol de la maison Ipatiev.

Fort de sa nouvelle devise « Dieu et mon droit », George V a refondé celui des siens à régner sur l'Angleterre. Et grâce au formidable retournement d'opinion provoqué par sa stratégie, la famille Saxe-Cobourg-Gotha devenue Windsor sortira renforcée de la Première Guerre mondiale quand la plupart des autres dynasties ne s'en relèveront pas.

Mais dans un État démocratique où le monarque règne sans gouverner, comment imaginer qu'une telle décision puisse influencer en profondeur sur la politique étrangère de la nation ? Dès 1919, tout va démontrer que les distances prises ostensiblement par la famille royale avec ses racines germaniques sont l'arbre qui cache la forêt.

Le traité de Versailles à peine signé, la tradition pluriséculaire de la *balance of powers* qui, jusqu'alors, a si bien réussi à la Grande-Bretagne va reprendre son cours. Après avoir soutenu la Prusse et la Russie contre la *libido dominandi* de Bonaparte, puis la III^e République contre le Reich wilhelminien, la Grande-Bretagne va désormais se battre à fronts renversés afin de sauver l'Allemagne vaincue de la *capitis diminutio* que souhaitait lui imposer Paris en la privant de la rive gauche du Rhin. Rêve qui, vu de Londres, eût non seulement ressuscité les frontières napoléoniennes de 1814, mais aussi et surtout offert à la France la maîtrise de la sidérurgie sarroise...

« Dans un jeu à trois, disait Bismarck, mieux vaut être l'un des deux. » Hitler n'existe pas encore que, déjà, se met en place une dynamique gallophobe dont il profitera quand, arrivé au pouvoir, il s'appuiera sur l'Angleterre et les partisans de l'*appeasement* pour mettre la main sur de nouveaux territoires sans avoir à tirer un seul coup de canon.

L'Angleterre à fronts renversés 1919-1933

Il n'aura pas fallu vingt-quatre heures pour que le Premier ministre britannique, Lloyd George, change de camp. Le 21 mars 1919, alors que les clauses définitives du futur traité de Versailles n'étaient toujours pas arrêtées, il s'engageait encore devant le président du Conseil français, Georges Clemenceau, à « presser l'Allemagne comme un citron jusqu'à ce que ses pépins craquent ». Mais le 25, à l'issue d'un week-end passé à Fontainebleau en compagnie d'amis américains, il lui remet un mémorandum d'où il ressort que, face au danger bolchevique, il importe de ne pas humilier l'Allemagne¹. Clemenceau peut bien être qualifié de « My Lord » par son collègue britannique, le voilà désarçonné : lui qui comptait fermement s'appuyer sur la Grande-Bretagne pour annexer la rive gauche du Rhin en est réduit à rechercher l'appui du président américain Wilson pour obtenir le *minimum minimorum* : la récupération de l'Alsace-Lorraine. Et en prime, la satisfaction d'une obsession purement idéologique qui, chez lui, tourne à l'obsession : le démantèlement de l'Empire austro-hongrois^{*1}. Moyennant quoi, il accepte un prêté pour un rendu : l'engagement des Anglo-Saxons à

prêter main-forte à la France en cas d'agression allemande, en échange de son renoncement à s'installer durablement en Rhénanie. Tout juste Londres et Washington acceptent-ils la démilitarisation de la zone et le placement de la Sarre sous contrôle international pendant quinze ans, statut sanctionné en 1935 par un référendum d'autodétermination.

Mais voici que, le 2 juin 1919, alors que le principe de réparations payées par l'Allemagne aux Alliés – dont une grande partie à la France, principale victime de quatre années de destructions – a été acté, Lloyd George, après avoir obtenu l'essentiel à ses yeux, à savoir la neutralisation de la flotte allemande, revient brusquement sur ce qu'il avait lui-même accepté. Il fait savoir que si, *in fine*, Berlin refusait de signer le traité, l'armée anglaise ne franchirait pas le Rhin pour l'y contraindre.

Pour léonines que soient les conditions imposées au vaincu^{*2}, la Grande-Bretagne a pris date avant même que la paix de Versailles ne prenne effet : ce n'est pas Londres qui garantira son respect. Un certain Adolf Hitler s'en souviendra quand, le 4 septembre 1936, il recevra le vieux Lloyd George à Berchtesgaden avec tous les honneurs dus à un chef d'État... Une semaine plus tard, l'ancien Premier ministre écrira dans le *Times* : « Mon souhait le plus cher est que nous soyons gouvernés, en Angleterre, par un homme de cette suprême qualité². »

Mais nous n'en sommes pas là. Hitler n'est, en 1919, qu'un obscur orateur de rue doublé d'un indicateur de police chargé de débusquer les communistes. Quant à Lloyd George, il est davantage préoccupé par la situation de l'Irlande, à laquelle, pour désamorcer ses velléités de sécession, il offre un statut de dominion, que par celle de la jeune république de Weimar.

Dans les cercles influents de la City, en revanche, cette dernière revient plus qu'à son tour dans les calculs à long terme des financiers. Tous ont lu l'essai publié au même moment par l'économiste John Maynard Keynes, *Les Conséquences économiques de la paix*, et la plupart d'entre eux partagent sa thèse : la France a imposé aux vaincus des conditions « carthaginoises » ; les réparations qu'elle exige sont exorbitantes par rapport aux dommages qu'elle a subis. En conséquence, il faut relever l'Allemagne en lui prêtant ce dont elle a besoin pour régler son contentieux. Et puis, n'est-ce pas le meilleur moyen de prendre pied durablement dans son économie ?

Un coup de théâtre va puissamment aider les banquiers britanniques dans leur grand dessein : en novembre 1919, le Sénat américain refuse de ratifier le traité de Versailles. Motif : celui-ci risque d'entraîner les États-Unis dans une nouvelle guerre, pour peu que l'Allemagne, en se soustrayant à ses obligations, pousse la France à demander l'aide de ses alliés. En renonçant à garantir la paix laborieusement conclue le 30 juin précédent, Washington la frappe donc de nullité. Maurice Baumont, qui présida avec Pierre Renouvin la commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre 1939-1945, résume dans son livre-somme *La Faillite de la paix* :

En ne ratifiant pas le traité, dans leur désir d'isolement, en refusant à la France la garantie de leur aide en cas d'attaque allemande, les États-Unis permettaient à l'Angleterre de se délier des engagements qu'elle avait elle-même contractés pour cette assistance. C'était là un renversement que maints diplomates n'avaient pas voulu prévoir en 1919 [...]. Or l'assistance américaine se volatilissant, Lloyd George

s'empessait d'en conclure que l'engagement anglais se trouvait également annulé. De 1919 à 1939, il n'y eut peut-être pas, pour la France, décision plus funeste ; juridiquement inattaquable, elle aggravait au plus haut point les effets de la tragique carence des États-Unis ; mais elle répondait pleinement à l'évolution de l'opinion britannique.

Protégés par une insularité que garantissaient la supériorité de leur marine et l'anéantissement sous leurs yeux de la flotte allemande^{*3}, les Anglais manifestaient alors de vives sympathies envers l'Allemagne qui s'était séparée de « son système sanglant de militarisme ». Ils recommandaient la « modération » et la « conciliation », ils ne participaient au contrôle des armements que pour l'atténuer.. Loin de se passionner pour tout ce qui touche à la « sécurité », ils voulaient faciliter le relèvement de l'Allemagne par tous les moyens possibles et lui accordaient une assistance financière qui semblait devoir être largement rémunératrice³.

La Banque d'Angleterre mène le jeu

Plus que tout autre, un homme incarne ce calcul : le gouverneur de la Banque centrale d'Angleterre, Montagu Norman. Directeur adjoint de l'établissement depuis 1907, il en a pris la tête en 1920, à la suite de son grand-père maternel, Sir Mark Collet, qui en fut lui-même gouverneur jusqu'en 1905. Tout comme son grand-père paternel, George Ward Norman, membre de son *board* sans interruption de 1821 à 1872 ! Né en 1871, Montagu est un pur produit de cette aristocratie de la City dont la Banque d'Angleterre, qui ne sera nationalisée qu'en 1946, n'est rien d'autre que la holding

privée. Avant d'accéder à cette responsabilité suprême, il fut, comme ses frères et ses cousins, l'associé de nombreuses banques américaines, dont Brown Brothers and Co., qui deviendra en 1931 l'un des plus puissants fonds d'investissement américains en fusionnant avec Harriman Brothers and Co. ^{*4}.

Il n'est pas exagéré de dire que, pour cet amateur de golf aux allures de dandy, la Première Guerre mondiale n'a constitué qu'une parenthèse dans son activité : unir, toujours davantage, les marchés financiers anglais et allemands, largement complémentaires à ses yeux. De l'autre côté du Rhin, un banquier qu'il a connu avant guerre et qui va rapidement devenir son intime pense exactement la même chose : Hjalmar Schacht, futur ministre des Finances d'Adolf Hitler.

Né en 1877 d'un père américain d'origine allemande, Schacht n'a cessé, jusqu'en 1914, de travailler au rapprochement avec les Anglo-Saxons. À vingt-quatre ans, il est déjà docteur de l'université de Kiel. Sa thèse, dirigée par Wilhelm Hasbach ^{*5}, porte sur « Le contenu théorique du mercantilisme anglais ⁴ ». L'année suivante, le fort en thème est embauché comme lobbyiste – officiellement comme « attaché de presse » – par le *Handelsvertragsverein* ^{*6} que préside Georg von Siemens, fondateur de la Deutsche Bank, vouée au développement du commerce extérieur. Cette association qui aligne quelque 15 000 adhérents issus de la banque et de l'industrie ne regroupe pas seulement la fine fleur du capitalisme germanique. Elle est aussi l'inspiratrice économique de la *Weltpolitik* ^{*7} de Guillaume II. Son idée phare est que le meilleur moyen de briser l'encerclement du Reich wilhelminien par l'alliance franco-russe consiste à multiplier les traités de commerce avec les puissances maritimes anglo-saxonnes. Les termes de l'échange sont conformes aux intérêts de l'Allemagne, qui jouit d'une avance technologique

certaine sur ses principaux concurrents mais qui, contrairement à l'Empire britannique, manque de matières premières : obtenir celles-ci contre des produits manufacturés *Made in Germany* lui permet de trouver des débouchés tout en renforçant son industrie lourde. Une doctrine que Schacht promeut avec une telle opiniâtreté qu'il est bientôt débauché par la Dresdner Bank dont il devient le principal expert financier et, en 1909, à trente-deux ans, le directeur adjoint.

En 1914, il est chargé par le gouvernement du chancelier Bethmann Hollweg de fixer les réparations que l'Allemagne demandera à la France si cette dernière est vaincue. Verdict : 50 milliards de francs-or – une somme énorme puisque, par comparaison, les « réparations » versées par Paris à Berlin en 1871 n'avaient été « que » de 5 milliards. Dans cette hypothèse, elle devra, en outre, céder à l'Allemagne une partie de ses colonies et la totalité des avoirs et des participations qu'elle détient à l'étranger. De quoi la ravalier rapidement au niveau d'une puissance de troisième zone. En 1915, Schacht rejoint la Reichsbank et, en 1918, le voici en première ligne pour discuter des réparations avec les financiers anglo-saxons. En face de lui, il n'a que des amis, tous ou presque connus avant guerre, spécialement Montaigu Norman. Les deux hommes seront bientôt si proches que Schacht fera de lui le parrain de son petit-fils, né en 1938, et prénommé... Norman ! Aux financiers de la City, l'homme qui en 1914 voulait étrangler la France par d'astronomiques réparations explique désormais combien celles réclamées à l'Allemagne sont non seulement injustes, mais surtout contre-productives : « Les entreprises allemandes auront moins de marge de manœuvre pour s'autofinancer, elles exporteront moins, ce qui entraînera une diminution de la capacité de paiement de l'Allemagne et donc un risque sur les réparations⁵. »

À Londres, Norman est d'autant plus disposé à entendre cet argument qu'en admirateur de Pitt ^{*8} il voue à la France une haine farouche. Le terme n'est nullement exagéré, comme le prouve une lettre retrouvée par les historiens britanniques Robert et Isabelle Tombs dans laquelle le gouverneur de la Banque d'Angleterre propose d'ajouter « les Français à (sa) liste de brebis galeuses que sont les juifs, les experts-comptables et les Écossais ⁶ »...

C'est que, pas plus que Pitt jadis, Norman ne souhaite voir la III^e République profiter de la défaite du Reich pour s'ériger en maîtresse de l'Europe. Or c'est bien ce qui est en passe de se produire quand, réagissant aux premiers défauts de paiement allemands (été 1922), le gouvernement de Raymond Poincaré décide, en janvier 1923, de saisir à titre conservatoire le charbon de la Ruhr. À ce moment, Lloyd George n'est plus Premier ministre depuis trois mois, mais, avant de quitter Downing Street, il a déjà jeté les bases d'une réconciliation poussée avec l'Allemagne aux dépens de Paris : appuyant la demande de Berlin d'un moratoire sur les réparations, il a profité de la conférence économique de Londres (7-14 août 1922) pour réclamer aux Français le remboursement des dettes de guerre contractées auprès des Britanniques et des Américains ! À quoi Poincaré, stupéfait d'une telle audace, a répondu que Paris ne s'en acquitterait qu'une fois indemnisé par les Allemands...

La France prise en tenailles entre Londres et Berlin

Mais le président du Conseil français n'a encore rien vu. Car avec l'occupation de la Ruhr, c'est à l'unisson qu'Anglais et Allemands, qui,

quatre ans plus tôt, s'affrontaient sur les champs de bataille, vont agir pour faire lâcher prise aux Français. Pendant qu'outre-Rhin s'organise une résistance passive doublée d'une grève générale durement réprimée par les troupes coloniales de Mangin^{*9}, une campagne de presse d'une violence inouïe se développe en Grande-Bretagne pour flétrir « l'impérialisme français ». Du *Times* aux journaux populaires, il n'est question que du « retour de Bonaparte ». L'occupation de la Ruhr y est qualifiée d'« invasion ». H. G. Wells, qui naguère encore reprochait à la monarchie britannique ses origines allemandes, s'en prend maintenant à la République française, accusée de vouloir dominer l'Europe. La preuve ? Elle s'est opposée, en 1921, à la tentative conjointe des Britanniques et des Américains pour la priver de ses sous-marins^{*10} : « La France, écrit-il dans le *New York World*^{*11}, maintient une vaste armée en face d'un univers désarmé : elle se prépare énergiquement à de nouvelles opérations belliqueuses en Europe et à une guerre sous-marine contre l'Angleterre⁷. » En cause également : les alliances diplomatiques que noue Paris avec les capitales d'Europe centrale, faute d'avoir pu aboutir au traité d'assistance que lui avaient promis d'une même voix Londres et Washington. Mais aussi son action en faveur du séparatisme rhénan^{*12}. Toutes choses qui font alors dire au poète et critique Edmund Blunden, rescapé des batailles de la Somme et de Passchendaele^{*13} : « Je ne me battraï plus jamais contre personne, sauf contre les Français. Si jamais on entre en guerre contre eux, je m'engage aussi sec⁸ ! » Son contemporain le romancier Robert Graves constate au même moment : « Le sentiment anti-français de la plupart des anciens soldats est presque devenu une obsession⁹. »

Derrière ce refus de voir la France s'imposer comme maîtresse de la rive gauche du Rhin se dissimule aussi et surtout, dans les milieux

économiques, la crainte d'une concurrence accrue sur les marchés mondiaux.

Avec l'occupation de la Ruhr et la crise économique qui s'ensuit, résume Pierre Renouvin, l'industrie textile britannique voit baisser la moitié de ses ventes en Allemagne ; l'industrie chimique est privée des sous-produits du coke ; l'industrie houillère et l'industrie métallurgique [...] s'inquiètent lorsque les autorités françaises commencent à organiser l'exploitation des mines. Ce charbon, qui sera détourné de la consommation allemande, ne va-t-il pas être jeté sur le marché mondial au détriment du charbon anglais ? La métallurgie allemande, acculée, ne se résignera-t-elle pas à entrer dans un trust franco-allemand de l'acier, dont l'existence sera menaçante pour la métallurgie anglaise ? Les groupes financiers qui possèdent des participations dans les grandes entreprises allemandes craignent de perdre leurs investissements¹⁰.

En attendant, c'est l'Allemagne qui plonge dans la misère, cependant que le parti nazi, encore groupusculaire en 1922, engrange des milliers d'adhérents. Faisant valoir l'étendue de ses relations avec la finance anglo-saxonne, Schacht convainc alors le chancelier Gustav Stresemann^{*14} de l'appeler au seul poste qu'il juge digne de lui : la présidence de la Reichsbank. En novembre 1923, c'est chose faite. Aussitôt, la contre-attaque s'organise. D'un côté, la City et Wall Street attaquent le franc pour contraindre Poincaré à desserrer la pression sur la Ruhr ; de l'autre, Schacht met au point ce qui restera dans l'histoire comme son coup de génie : la création du Rentenmark, censé lutter contre l'inflation

galopante mais qui, dans les faits, organise l'insolvabilité de l'Allemagne. Lui qui n'avait cessé de vanter les mérites de l'étalon-or décrète l'inconvertibilité du mark et laisse filer le déficit budgétaire dans des proportions inimaginables à l'époque... et encore aujourd'hui.

Qu'est-ce que le Rentenmark ? Rien d'autre qu'une monnaie parallèle couverte par l'hypothèque forcée d'une partie des biens privés et gagée sur la richesse nationale... à venir ! Dès lors que Washington et Londres en acceptent l'augure, comment la France, tributaire des crédits américains pour sa reconstruction, pourrait-elle s'y opposer ?

À peine nommé à la tête de la Reichsbank, par ailleurs, Schacht s'est rendu à Londres pour mettre au point l'arme secrète qu'il dégainera dès que Paris aura mis un genou à terre : la création de la Golddiskontbank, afin de préparer clandestinement le retour à la convertibilité du mark. Coprésidé par lui-même et Norman, cet établissement dont le capital est entièrement libellé en livres sterling appartient pour 50 % à la Banque d'Angleterre et, pour l'autre moitié, à un consortium de banques allemandes publiques et privées. Ayant pour unique but de canaliser les crédits anglo-saxons alloués à l'industrie allemande, les créances de la Golddiskontbank seront escomptées à Londres, ce qui la rend totalement imperméable à tout contrôle effectif des autorités françaises.

Mais en attendant le « miracle », la population allemande boit le calice jusqu'à la lie. La livre, qui valait 305 marks en août 1921 et 8 000 en janvier 1923, en vaut 20 milliards un mois après l'arrivée de Schacht à la tête de la Reichsbank. À charge pour le gouvernement Marx^{*15}, qui succède à celui de Stresemann de rejeter la responsabilité de l'hyperinflation sur les exigences

françaises en matière de réparations alors que le collapsus monétaire n'a été provoqué que pour y échapper !

Cette politique, résume Philippe Renoux, auteur d'une somme irremplaçable sur les responsabilités de la finance anglo-saxonne dans la montée du nazisme, sert les intérêts des industriels et des grands propriétaires immobiliers qui voient ainsi le montant de leurs emprunts se réduire. Mais elle ruine les classes moyennes et les petits rentiers dont elle excite la rancœur, ouvrant ainsi la voie aux partis extrêmes¹¹.

En particulier au NSDAP d'Adolf Hitler dont l'essor originel est alors directement indexé sur les ravages de l'hyperinflation. Celle-ci étant devenue paroxystique, le pyromane Schacht peut enfin jouer les pompiers et apparaître comme le sauveur du mark. Ayant solidement assuré ses arrières auprès des Anglo-Saxons, il prend trois mesures qui, en l'espace de trois mois, vont faire repasser l'inflation au-dessous de 10 %. D'abord l'interdiction de ce qu'il appelle les « monnaies privées », autrement dit les moyens de paiement parallèles émis par les entreprises, les coopératives (syndicats, chambres de commerce) et les institutions locales et régionales. Puis il bloque la spéculation sur les devises en ne fournissant plus de marks officiels à ceux qui s'y livrent, mais en leur donnant à la place des Rentenmarks. Enfin et surtout, il « congèle » le crédit en empêchant les entreprises de se financer par le réescompte, ce qui les oblige à vendre les devises qu'elles avaient accumulées et permet ainsi au mark de se stabiliser.

La bataille des réparations

En août 1924, il s'appuie sur les Britanniques et les Américains pour négocier le plan Dawes, qui impose aux Français un premier rééchelonnement de la dette allemande et entraîne l'évacuation de la Ruhr, rendue au contrôle du gouvernement de Berlin. La Golddiskontbank peut enfin voir le jour officiellement et un Reichsmark à nouveau indexé sur l'or remplacer progressivement le Rentenmark.

Auréolé de cette victoire, dont peu de commentateurs discernent alors ce qu'elle doit à l'appui de la Grande-Bretagne, le président de la Reichsbank peut se concentrer sur l'autre volet de sa mission, qui va inexorablement le rapprocher de Hitler : obtenir l'extinction des réparations en échange d'investissements massifs, essentiellement américains. Entre 1925 et 1929, près de 5 milliards de dollars viennent ainsi irriguer l'économie allemande. « Pendant les six années allant de 1924 à 1930, l'Allemagne aura emprunté à l'étranger autant d'argent que les États-Unis pendant les quarante ans qui précédèrent la Première Guerre mondiale », se vantera Schacht dans ses Mémoires. Dès 1926, l'industrie minière et sidérurgique renaît de ses cendres, au point de redevenir, à la veille de la Grande Crise, la première du continent européen. En 1929, il croit enfin atteindre son but en s'investissant avec une énergie décuplée dans le plan Young, dont il espère l'annulation définitive des dettes allemandes. Mais le gouvernement de Hermann Müller^{*16} ne suit pas ses recommandations et, bien qu'ayant obtenu de solides concessions des Alliés, ne résiste pas suffisamment à son goût aux exigences françaises. Le 7 mars 1930, le président de la Reichsbank en démissionne avec fracas et publie un livre au titre explicite qui, cette année-là, talonne *Mein Kampf* en librairie : *Pour en finir avec*

les réparations^{*17}. Cette fois, tout est prêt pour la grande convergence avec Hitler. Qui sait, au reste, si derrière cette rupture théâtrale avec la république de Weimar ne se dissimule pas également une volonté de fuir ses propres responsabilités ? Importée des États-Unis, la crise mondiale qui touche l'Allemagne de plein fouet n'est-elle pas la rançon de sa politique d'ouverture sans limites aux capitaux américains ? Sidérée par le retour du chômage, l'opinion est bien loin de se poser ce genre de questions et voit en cette démission spectaculaire le geste patriotique d'un grand serviteur de l'État las de composer avec des dirigeants indignes de confiance.

Le premier contact direct entre Schacht et Hitler a lieu le 5 janvier 1931, au domicile personnel de Hermann Göring que l'éminent banquier a rencontré un mois plus tôt chez son ami Emil Georg von Stauß, membre du conseil d'administration de la Deutsche Bank mais aussi de la Golddiskontbank. Comme Schacht, Stauß est un ami personnel de Montaigu Norman, qui, on l'imagine, ne perd rien des conversations qui s'engagent. Déjà bien introduit dans les milieux patronaux et financiers^{*18}, Göring réussit là un coup de maître. Car Schacht ne vient pas seul, mais accompagné du magnat de l'acier Fritz Thyssen, qui, pas plus que lui, n'a encore rencontré Hitler bien qu'il subventionne déjà son mouvement, parmi beaucoup d'autres. Jusqu'alors, le patron des *Vereinigte Stahlwerke*^{*19} soutenait essentiellement les mouvements conservateurs allemands plus ou moins nostalgiques de l'ordre impérial, comme les *Stalhelm*^{*20} ou le DNVP^{*21}... Mais cette fois, le retour de la crise économique et la bipolarisation électorale qu'elle provoque en faveur des nazis et des communistes l'ont convaincu de concentrer ses immenses moyens sur un seul cheval. Dans ses Mémoires, Schacht ne cache rien du choix identique qui, alors, est le

sien. Impressionné par le « patriotisme » de Hitler, dont le seul défaut, à ses yeux, est de « préférer le monologue à la conversation », il le juge seul capable de protéger l'Allemagne du chaos, mais, insiste-t-il, à condition qu'il soit bien « encadré ». Autrement dit par lui et ses amis du patronat !

Entre 1931 et 1933, la plupart de leurs représentants défilent dans le salon de Gühlen, la propriété de Schacht, au nord de Berlin. Les Thyssen et les Krupp s'y succèdent, accompagnés de leurs principaux directeurs. Autres habitués : Friedrich Flick, des aciéries du même nom, Emil Kirdorf, qui règne en maître sur les mines de charbon de la Ruhr, ou encore Emil Helfferich, membre du conseil d'administration de la German-American Petroleum Company, sans oublier la plupart des dirigeants d'AEG et de Siemens, qui, en s'alliant avec l'américain General Electric, viennent de créer, sous le nom d'Osram, un géant mondial de l'électricité. Ni surtout l'énigmatique Wilhelm Keppler, fondateur du Cercle des amis de l'économie (dit aussi Cercle Keppler) et représentant du géant IG Farben qui, depuis 1929, participe au plus puissant des cartels pétrochimiques mondiaux aux côtés de l'anglo-néerlandais Shell et des américains Standard Oil et Dupont. C'est ce même Keppler qui, à la demande de Schacht, décide le 19 novembre 1932 de sauter le pas en prenant l'initiative d'une pétition signée par les plus éminents représentants de l'industrie et de la finance demandant solennellement au président Hindenburg d'appeler Adolf Hitler à la Chancellerie.

Le grand historien anglais Ian Kershaw¹² a tout dit de la responsabilité éminente endossée ce jour-là non seulement par le patronat allemand, mais par l'élite économique anglo-saxonne qui, par crainte du communisme, décidèrent d'abandonner leurs relais conservateurs traditionnels au profit du national-socialisme. Car,

insiste-t-il, rien n'était joué en faveur de Hitler, dont le parti, aux législatives de novembre 1932, venait de perdre près de 2 millions de voix en l'espace de cinq mois ^{*22}.

Certes, la démocratie était condamnée. Les deux tiers des Allemands n'en voulaient plus. L'avènement d'un régime autoritaire était à peu près inéluctable. Mais pas le nazisme, avec son cortège d'horreurs et de folies ! Si Hindenburg avait résisté une fois de plus, il y a fort à parier que le NSDAP aurait continué à perdre de l'influence. Ses caisses étaient vides, il ne faisait plus le plein dans ses meetings et il était de plus en plus miné par les divisions. Et puis l'économie commençait à repartir. Autrement dit, si les élites n'avaient pas fait ce pari insensé en janvier 1933, Hitler et son parti seraient probablement tombés dans les oubliettes de l'histoire ¹³.

Mais Hindenburg a cédé. Et, le 30 janvier 1933, il appelle l'ancien caporal bavarois à la Chancellerie et Papen, qui se vante d'avoir barre sur lui, comme vice-chancelier ^{*23}. Le 17 mars, Hjalmar Schacht redevient gouverneur de la Reichsbank. Et le 30 juin, comme convenu avec ses amis du Cercle Keppler, Montaigu Norman se porte garant de la première émission d'obligations allemandes effectuée par le III^e Reich sur le marché de Londres. La confiance règne : le gouverneur de la Banque d'Angleterre sait, de source sûre, que l'autarcie proclamée du nouveau régime ne va pas l'empêcher, bien au contraire, de s'ouvrir aux capitaux étrangers !

Montaigu Norman et la BRI, auxiliaires du réarmement allemand

Mieux (ou pis) : les capitaux anglais et américains vont, jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, contribuer indirectement au réarmement allemand. Leur instrument : la Banque des règlements internationaux (BRI) créée en 1930 à l'initiative de Norman avec, pour actionnaires, les banques centrales des principaux pays industrialisés^{*24} – mais aussi, sur le modèle de la Banque d'Angleterre, des investisseurs privés et ce qu'on appellerait aujourd'hui des institutions non gouvernementales. Sa mission : faciliter le règlement des dettes entre États, dont, au premier chef, les fameuses réparations.

Las ! Son premier acte, à l'issue de la conférence de Lausanne (juillet 1932), sera d'annuler la quasi-totalité de celles-ci, à l'exception d'un reliquat de 5 milliards de marks-or payables en trois ans... Et que Hitler s'empressera d'oublier ! D'où le surnom que lui trouve immédiatement la presse française : la « Banque Réellement Inutile » ! Grossière erreur. Car, dès l'année suivante, Schacht ayant rejoint Norman au sein de son conseil d'administration, la BRI va tendre à devenir la Banque centrale des Banques centrales, ce qu'elle est, de fait, aujourd'hui. L'article 3 de ses statuts précise en effet qu'elle a pour objet « de favoriser la coopération des banques centrales, de fournir des facilités additionnelles pour les opérations financières internationales et d'agir comme mandataire ou comme agent en ce qui concerne les règlements internationaux qui lui sont confiés en vertu d'accords passés avec les parties intéressées ».

Sous la république de Weimar, la Golddiskontbank imaginée par Schacht et Norman avait servi, en quelque sorte, à « privatiser » le traité de Versailles (Philippe Renoux) en faisant bénéficier les cartels

allemands^{*25} de capitaux américains en échange de prises de participations croisées bénéficiant aux deux parties. Dans les années 1930, Schacht *regnante*, la BRI va aider le III^e Reich à organiser son autarcie en lui permettant de fabriquer les produits de synthèse rendus indispensables par son manque structurel de matières premières. C'est ainsi par exemple que, grâce à sa coopération avec la Standard Oil de John D. Rockefeller, IG Farben parviendra à mettre au point son célèbre *Buna*, le caoutchouc synthétique sans lequel, à partir de l'entrée en guerre des États-Unis (décembre 1941), la Wehrmacht eût été privée de pneus, et aussi le processus d'hydrogénisation « Leuna » mis au point par IG Farben pour produire de l'essence à partir du charbon... Détail sinistre : le site du camp de concentration d'Auschwitz, en territoire polonais, qui fut jusqu'en 1944 la principale unité de production de caoutchouc synthétique du Reich, fut choisi par le géant allemand de la chimie bien avant l'invasion de la Pologne, parce que la fabrication du *Buna* nécessitait de grandes quantités d'eau et de charbon, et que, adossé aux mines de Silésie, il est voisin de trois fleuves^{*26}.

Toutes choses impossibles sans l'intercession active de Norman en faveur du plan Schacht, lequel osera cependant prétendre au procès de Nuremberg que jamais sa politique ne visa à favoriser l'industrie de guerre ! Or elle fit bien plus, en transformant dès 1933, avec la bénédiction de la BRI, la dette extérieure du Reich en arme diplomatique et commerciale au service du réarmement allemand. Dès son retour à la tête de la Reichsbank, il a en effet décidé que les créanciers extérieurs du Reich ne seraient plus remboursés dans leurs propres devises, mais en Reichsmarks. Ceux-ci n'ont donc que deux choix : réinjecter ces mêmes Reichsmarks dans l'économie allemande sous forme d'investissements dans les secteurs les plus rentables – tous liés peu ou prou à l'industrie de guerre – ou

revendre à bas coût leurs titres de créance à la Reichsbank, ce qui contribue à alléger ce qui reste de la dette allemande ! Les financiers anglo-saxons auraient-ils accepté d'engager leurs capitaux dans un tel parcours fléché s'ils n'avaient pas eu l'assurance de beaux retours d'investissements ?

Les capitaux de Wall Street et de la City tirent ainsi profit d'un système qu'ils alimentent, résume Philippe Renoux. Quel investisseur ne placerait sa confiance dans un système rénové, doté de volumineux plans de charge, garanti par la compétence des ingénieurs allemands, alors que les travailleurs, encadrés par le Service du travail, se pressent en ordre militaire, toute revendication syndicale abolie, la pelle ou l'outil à l'épaule, sur les chantiers et les usines ¹⁴.

Et c'est peu dire que, sous la direction de Schacht, l'Allemagne devient une pépinière d'infrastructures sans équivalent au monde, si ce n'est dans l'Amérique du New Deal. Que le Reich puisse, en quelques années, passer de 7 millions de chômeurs au plein-emploi, construire plus de centrales électriques que l'immense URSS, s'offrir quelque 4 000 kilomètres d'autoroutes (soit le tiers du réseau en service en 2020 !), équiper les foyers allemands de davantage de téléphones que la France et la Grande-Bretagne réunies, ou se doter des ports et des aéroports les plus modernes d'Europe, voilà qui, incontestablement, doit beaucoup au génie de l'organisation déployé par Schacht, puissamment aidé, ne l'oublions pas, par la discipline totalitaire. Mais l'un et l'autre auraient-ils pu atteindre ce degré d'efficacité sans un recours massif aux capitaux internationaux ? Une chose est sûre : Montagu Norman ne parlait pas en l'air quand,

en 1933, il décrivait Hitler et Schacht comme des « remparts de la civilisation » luttant pour « défendre [leur] système de société¹⁵ » !

Tel est bien l'extraordinaire paradoxe de la politique menée par Schacht, soutenue par Norman et avalisée par Hitler : intégrer l'Allemagne dans la mondialisation financière pour conquérir les moyens de sa propre autarcie ! Car si les capitaux britanniques et américains sont chez eux en Allemagne comme les capitaux allemands le sont en Grande-Bretagne et aux États-Unis – au point que, jusqu'en 1941, une partie des fonds secrets de la Gestapo était placée à l'Union Bank de New York^{*27}, filiale du groupe Thyssen que dirigeait un certain Prescott Bush, père du président américain George Bush et grand-père de son successeur, George W. Bush –, les échanges internationaux ordinaires sont sévèrement réglementés. Tout achat à l'étranger doit donner lieu à un marché réciproque. Non seulement Schacht inaugure le système devenu courant des « compensations », mais il y ajoute un codicille contraignant : les fonds correspondants sont bloqués en Allemagne dans une « caisse de conversion » dont le taux est fixé par l'État selon la nature de l'achat effectué en « compensation ». Selon les pays concernés, la nature de l'échange, celle du produit et le sens de la transaction (importation ou exportation), il existe ainsi jusqu'à 237 cours de change. En sus de cette manipulation sans précédent du mark, Schacht va utiliser un système lui aussi totalement original pour financer le réarmement conformément au mot d'ordre de Hitler « Tout pour la Wehrmacht » : les bons ou effets MEFO. Rien d'autre qu'une monnaie parallèle émise par une société privée et garantie par l'État qui permettra au Reich de produire sur une grande échelle, dans la plus parfaite discrétion – tout au moins au début –, l'équipement militaire proscrit par le traité de Versailles. Sans recourir à la planche à billets, donc à l'inflation.

La MEFO (*Metallurgische Forschungsgesellschaft mbH*, autrement dit Société de recherche sur les métaux) est une petite structure dont le capital nominal ne dépasse pas 1 million de marks mais dont les actionnaires sont des géants : Krupp, Siemens, Gute Hoffnungshütte et Rheinmetall ^{*28}.

C'est ainsi qu'en mobilisant seulement 1 million, Schacht le « magicien » se met en situation d'injecter clandestinement près de 13 milliards de Reichsmarks dans l'industrie de guerre ! Et, grâce à l'intérêt des investisseurs pour les bons MEFO (qui rapportent 4 %), de remplir rapidement les caisses de l'État, qui, bientôt, sera en mesure de payer directement ses commandes d'armements aux industriels. Entre 1933 et 1936, les dépenses militaires du Reich sont multipliées par dix, passant de 4 à 40 % des investissements publics ! Et c'est paradoxalement cette fuite en avant qui va éloigner Schacht de l'appareil nazi.

Il considère en effet que cette proportion, déjà monstrueuse, ne saurait être dépassée sans provoquer une nouvelle inflation. Et s'il est parfaitement en phase avec les objectifs pangermanistes de Hitler (la révision pacifique – et s'il le faut par la force – des frontières héritées du traité de Versailles), il redoute une guerre avec la Grande-Bretagne et plus encore avec les États-Unis. De plus, il est resté fidèle à ses conceptions wilhelminiennes et plaide, en vain, pour que l'Allemagne réclame la restitution de ses anciennes (et rares) colonies d'avant guerre ^{*29}. Or l'on sait que le Führer n'en a cure, tout à son obsession de conquérir, à l'Est, l'espace vital et surtout les matières premières qui lui font défaut. Bref, après avoir contribué à donner au dictateur les moyens de son *ubris*, il doute soudain. C'est du moins ce qu'il prétendra dans ses Mémoires après avoir défendu cette thèse avec acharnement au procès de

Nuremberg en arguant de son départ du ministère de l'Économie, en novembre 1937 – qui lui sauvera la mise.

De fait, le banquier n'a jamais été renvoyé et a spontanément présenté sa démission à Hitler, fait rarissime – et même unique – sous le III^e Reich. Mais l'aurait-il fait s'il n'avait été préalablement dépossédé de la direction de l'économie au profit de Hermann Göring, à la fin de l'année précédente ? En octobre 1936, le créateur de la Luftwaffe a été nommé coordinateur du Plan de quatre ans, explicitement conçu pour placer l'Allemagne en position de conquérir son *Lebensraum* à partir de 1940, ce qui, *ipso facto*, soumet Schacht à son autorité. En vain, celui-ci a bien tenté de démontrer à Hitler que le ministre de l'Air ne possédait aucune des compétences requises pour s'investir dans cette tâche, mais le Führer n'a rien voulu entendre, tout en demandant à Schacht de rester président de la Reichsbank. Il le demeurera jusqu'en janvier 1939, limogé, cette fois, pour avoir osé tenir tête à Göring.

Son complice, Montagu Norman, quittera le conseil d'administration de la BRI lorsque, le 3 septembre de cette même année, la Grande-Bretagne déclarera la guerre à l'Allemagne. Non sans avoir accompli un dernier forfait : faire transférer à Berlin 23 tonnes d'or tchèque saisis six mois plus tôt par la Wehrmacht lors de son entrée à Prague, en violation des accords de Munich ! Découvert pendant la guerre – mais attesté seulement grâce à des documents récemment déclassifiés et révélés par le *Financial Times* en juillet 2013 –, cet épisode décida de la démission de Norman de la Banque d'Angleterre en octobre 1944^{*30}. Soucieux de faire oublier le rôle trouble que, par l'intermédiaire de ce dernier, avait joué la Grande-Bretagne entre les deux guerres, Churchill lui obtint même un titre de baron. Et c'est anobli qu'il mourut, le 4 février 1950, oublié de tous, dans son appartement londonien de Campden Hill.

Le terreau raciaiste

Les milieux dirigeants anglais et allemands auraient-ils trouvé si rapidement et si efficacement un terrain d'entente après la Première Guerre mondiale s'ils n'avaient été traversés, depuis la fin du XIX^e siècle, par un puissant courant d'idées aux implications multiformes : le raciaisme^{*1} ? D'origine essentiellement darwiniste en Grande-Bretagne en même temps qu'étroitement solidaire du pangermanisme outre-Rhin, cette idéologie aura presque autant contribué que les intérêts financiers à faire naître, chez certains, le rêve d'un condominium mondial entre Londres et Berlin.

Un Anglais, maître à penser du Kaiser...

Plus répandu, et pour cause, en Allemagne qu'en Grande-Bretagne, le pangermanisme doit cependant beaucoup à un Anglais, Houston Stewart Chamberlain – aucun rapport, si ce n'est un cousinage très lointain, avec le chantre de l'impérialisme britannique, Joseph Chamberlain^{*2}, son aîné de vingt ans, ni avec Neville, fils de ce dernier et futur Premier ministre des accords de Munich^{*3}. Deux

personnalités qui, pourtant, appliquèrent en partie son programme, l'un en organisant scientifiquement la tutelle des peuples « supérieurs » sur les populations réputées « inférieures », le second en se donnant le mal qu'on verra pour éviter une guerre avec Hitler.

Né en 1855 dans le Hampshire, ce fils d'amiral issu d'une vieille lignée aristocratique aimait tant l'Allemagne qu'à la veille de la Première Guerre mondiale il renonça à sa nationalité britannique pour embrasser celle du Reich de Guillaume II, phare, à ses yeux, du « monde civilisé ». Non qu'il eût honte d'être Anglais, mais pour lui, sa patrie – la *Merry Old England* pastorale chère aux romantiques – risquait de perdre son âme en sacrifiant tout à l'industrialisation et pis à la finance, dont il craignait qu'elle consacraît le primat de l'avoir sur l'être. À l'utilitarisme de Bentham et de Mill, parangons de la société victorienne qu'il accusait de transformer l'Angleterre en une nation de boutiquiers incultes, il préfère la *Gestalt* germanique conceptualisée par Goethe – cette théorie de la « bonne forme » opposée au chaos auquel conduit, selon Chamberlain, la recherche du profit à tout prix, matrice du cosmopolitisme^{*4}. Il ira jusqu'à écrire au Kaiser en 1914 : « La victoire de l'Allemagne ne sera pas la ruine de l'Angleterre ; bien au contraire, c'est le seul espoir de sauver l'Angleterre de la ruine totale qui la menace actuellement. La victoire de l'Angleterre serait terrible pour le monde entier, une catastrophe¹. »

L'Allemagne, Chamberlain l'a découverte dès l'âge de quatorze ans, à l'occasion des cures thermales recommandées par ses médecins pour amender sa santé fragile. Si celle-ci ne s'améliorera guère tout au long de sa vie, ces séjours, en compagnie d'un précepteur prussien, le théologien Otto Kuntze, agissent comme une révélation : initié par lui à la culture germanique, il se sentira bientôt *Überdeutsch* (« super-allemand »). C'est d'ailleurs avec une

Allemande, Anna Horst, qu'il se marie à vingt-trois ans, non sans avoir entamé de brillantes études de biologie à la faculté de Genève, dont il sortira docteur. En 1882, c'est le choc : un an avant la disparition du maître, il assiste à Bayreuth au *Parsifal* de Wagner. Pour Chamberlain, son œuvre n'est rien d'autre qu'une « synthèse complète de l'art, en tant que générateur de formes », la symbiose de ce que l'Allemagne porte de meilleur face aux « forces de dissolution » au premier rang desquelles il place les Juifs. En 1888, il rend visite pour la première fois à Cosima Wagner, la veuve du musicien, dont il devient si proche qu'elle le considère bientôt comme son fils adoptif... avant d'en faire son gendre puisqu'en 1908 Chamberlain divorcera d'Anna Horst pour épouser Eva von Bülow, fille illégitime de Cosima^{*5} et de Richard Wagner.

Mais à cette date, que de chemin parcouru ! Outre ses ouvrages traduits en plusieurs langues sur l'auteur de la *Tétralogie*, le Britannique a publié en 1899 l'œuvre de sa vie, *La Genèse du XIX^e siècle*, devenu un best-seller en Angleterre comme en Allemagne, mais avec cette particularité d'avoir été rédigé directement dans la langue de Goethe, pour servir de guide spirituel à Guillaume II dont il est devenu un proche dès 1901.

Chamberlain lui écrit cette année-là :

La dignité de l'espèce humaine est remise entre vos mains. Protégez-la. Elle fléchirait avec nous, Anglais. Avec vous, elle grandira ! Durant les deux derniers siècles, l'Allemagne *seule* a produit des hommes de génie. Cela ne démontre-t-il pas péremptoirement qu'elle est le cœur même de l'humanité pensante ? [...] Chez l'Allemand, vigueur constructive, assises solides, essor généreux, moralité sûre, patriotisme ardent ; chez le pair d'Angleterre, esprit de destruction, frivolité,

égoïsme cynique, mépris de ses compatriotes... Voilà pourquoi, même du point de vue politique, la main de Dieu s'incarne dans le peuple allemand. Sa dynastie est la seule qui soit encore une puissance morale. Si cette maison demeure purement allemande, si elle n'est ni morcelée par des combinaisons internationales ni infectée du sang de dynasties dégénérées, alors on peut espérer que le peuple allemand [...] occupera enfin la place qui convient à la mission reçue par lui d'en haut, prendra la tête du cortège des nations et gardera cette place à jamais ! Pour atteindre un tel résultat, puisse le gouvernail demeurer longtemps dans la main ferme qui le tient².

Le soir de Noël, le Kaiser, très ému, lit cette lettre (ou plutôt ce traité de germanisme de trente pages où le dithyrambe le dispute à la flatterie) devant sa famille réunie au grand complet. Il lui répond personnellement en janvier 1902 :

Vous êtes venu pour mettre de l'ordre dans le chaos du passé humain, de la lumière dans ces ténèbres, placer à son rang notre admirable langue et crier au Germain : « Laisse là tes discordes intestines. Ton devoir sur cette terre est d'être l'instrument de dieu ! » Quelle délivrance pour nous qu'une telle révélation ! Et maintenant, mon cher monsieur Chamberlain, vous savez à votre tour ce qui s'est passé en moi lorsque j'ai senti votre main dans la mienne³ !

Jusqu'alors, le pangermanisme avait ses chefs de file : l'historien Heinrich von Treitschke^{*6}, inventeur de la notion de *Machtpolitik* (« politique de puissance »), le géographe Friedrich Ratzel^{*7},

promoteur du concept de *Lebensraum* (« espace vital »), l'essayiste Otto Richard Tannenberg^{*8}, ou encore le stratège Friedrich von Bernhardi. Avec Houston Stewart Chamberlain, ce courant qui inspirait depuis longtemps le Kaiser se dote d'un maître à penser transformant la logique raciale non seulement en moteur, mais en *instrument* de l'histoire. Prenant ses distances avec le darwinisme ambiant qui inspirait la plupart des pangermanistes « primaires », il prône ce qui deviendra l'alpha et l'oméga de la doctrine hitlérienne : une politique active de sélection, inspirée de l'élevage animalier, qui tend à faire prospérer le « meilleur ». En effet, plaide-t-il, affirmer que seuls triomphent les plus forts ne suffit pas et peut même conduire à se laisser submerger par les plus nombreux, qui, *ipso facto*, deviennent dominants en subvertissant la *Gestalt* des peuples « supérieurs ».

Selon lui, ne survivent donc que les peuples conscients de ce qu'ils doivent conserver et se donnant, par conséquent, les moyens de le faire. Autrement dit une *Züchtung*, qui signifie en allemand à la fois culture (au sens biologique de croissance dirigée) et sélection (au sens de préservation d'un modèle).

Est-ce que les races animales dites « nobles » (et fort justement nommées ainsi) – les chevaux de trait du Limousin, les trotteurs américains, les coureurs irlandais, les chiens de chasse absolument sûrs – sont un produit du hasard et naissent de la promiscuité ? Est-ce qu'on les obtient en octroyant l'égalité des droits aux animaux, en leur présentant la même nourriture, en les soumettant à la même discipline ? Non, écrit-il. Elles proviennent d'une sélection sexuelle, confirmée par de strictes mesures tendant à préserver la pureté des variétés obtenues.

Il poursuit :

Peut-être le lecteur sourit-il de ce que je cherche si souvent dans l'élevage des animaux exemples ou analogies ? Mais je tiens que les lois de la vie sont de grandes et simples lois, qu'elles embrassent et configurent tout ce qui vit. Nous n'avons pas le moindre prétexte pour considérer l'espèce humaine comme une exception. Et puisqu'en cette matière de l'élevage – ou de la discipline – des races, nous ne sommes pas en mesure d'expérimenter sur l'homme, il faut bien que nous prenions conseil des essais tentés sur l'animal et sur la plante⁴.

... et « évangeliste » des nazis

Ce que, en 1899, Chamberlain regrette de n'être pas en mesure d'expérimenter, Adolf Hitler se donnera les moyens de le pratiquer sur une grande échelle à partir de 1933, non sans avoir placé le transfuge britannique au rang de ses idoles, à l'égal de Richard Wagner et de Friedrich Nietzsche. Mais une idole bien vivante, quoique frappée de paralysie, qu'il vient visiter pour la première fois à Bayreuth en octobre 1923, un mois tout juste avant le putsch de Munich qui le rendra célèbre. À soixante-huit ans, le prophète du germanisme, qui correspond encore régulièrement avec l'ex-empereur Guillaume, exilé aux Pays-Bas, n'est plus qu'un vieillard aphasique alité en permanence et que sert comme son ombre sa deuxième épouse Eva. Mais son esprit est encore alerte et sa plume à l'avenant. De ce que se sont dit les deux hommes, rien ne nous est

parvenu. Mais la lettre qu'il adresse à Hitler quelques jours plus tard a toutes les caractéristiques d'une déclaration d'amour :

Vous avez de grandes choses à accomplir et, malgré la force de votre volonté, je ne vous considère pas comme un homme de violence. Vous connaissez la différence que posait Goethe entre violence et violence. Il existe une violence qui procède du chaos et qui conduit au chaos ; et il existe une violence dont la nature est de mettre le cosmos en forme ; et, en parlant de cette violence-là, il disait : « Elle constitue par régulation toutes les formes et même en grande dimension, elle n'est pas violence. »

C'est en pensant à cette violence, cette force constructrice du cosmos, que je vous range parmi les hommes constructeurs, non parmi les hommes violents [...]. Le fait que vous m'ayez apaisé, donné le repos, vient très certainement de votre regard et des gestes de vos mains. Votre œil est comme doté de mains : il saisit l'homme et le maintient attaché à vous [...]. Quant à vos mains, elles sont si expressives dans leurs mouvements qu'elles rivalisent avec vos yeux. Un homme tel que vous est donc capable de donner du repos à un pauvre esprit affligé comme le mien ! [...]

Que l'Allemagne, à l'heure où sa misère est la plus grande, soit capable de générer un Hitler, témoigne de sa vitalité⁵.

Dès lors, Chamberlain devient un éditorialiste vedette du *Völkischer Beobachter*, le quotidien du parti nazi. Il écrit aussi dans le *Stürmer*, la revue antisémite (et volontiers ordurière) du propagandiste Julius Streicher. Le 9 septembre 1925, pour son soixante-dixième anniversaire, ce même *Völkischer Beobachter*

publie sur cinq colonnes un éditorial d'Alfred Rosenberg, l'idéologue en chef du NSDAP, célébrant *La Genèse du xx^e siècle* comme « l'évangile » (*Evangelium*) du mouvement hitlérien. *Mein Kampf*, il est vrai, n'est pas encore paru : l'année suivante, son auteur y rendra un hommage appuyé au théoricien anglais de la germanité exacerbée.

Entre-temps, « l'évangéliste » n'aura pas ménagé son soutien à Hitler. Envoyé en prison pour treize mois après l'échec du putsch de Munich, le futur chancelier n'a pu, en effet, assister au Festival de Bayreuth de 1924. Alors, Chamberlain a transformé celui-ci en manifestation de soutien au détenu politique le plus célèbre d'Allemagne. Le premier jour de l'événement, on le voit, spectral au fond de son fauteuil roulant, lever le bras droit avec l'aide de sa femme tandis que, dans un sourd roulement de tambours, des oriflammes à croix gammées se déploient sur la façade du *Festspielhaus*. À l'issue de la première représentation, les SA investissent les allées de la Colline verte en proposant aux spectateurs et aux promeneurs de signer une pétition en faveur de la libération de leur chef. Nul besoin d'insister : 10 000 noms s'alignent le soir même !

Le lendemain est distribué sous forme de tract le message adressé par Hitler à Siegfried Wagner, fils de Cosima et son successeur depuis 1908 à la tête du Festival. Il y regrette de n'avoir pu être présent la veille et conclut : « J'y serai l'an prochain, et de là s'ouvrira la route de Berlin. » Parole tenue. Chamberlain et son disciple se rencontreront pour la dernière fois fin août 1926.

Six mois plus tard, l'aristocrate britannique devenu le paladin de Guillaume II puis l'inspirateur du III^e Reich s'éteint à Bayreuth qu'il n'avait pas quitté depuis vingt ans. C'est tout juste s'il ne faut pas abattre les murs du cimetière pour accueillir la foule toute de brun

vêtue qui s'y presse. Bien sûr, il y a là le Kronprinz, fils aîné du Kaiser, qui, contrairement à son père, n'a pas été contraint à l'exil. Lui porte l'uniforme de hussard de la garde, avec tête de mort. Un revenant de l'ancien régime auquel Hitler n'adresse la parole que parce qu'il a virtuellement rallié le parti nazi. Mais, entourant Eva, veuve du « prophète » et fille du « maître », l'Allemagne qui vient est maîtresse des lieux. Hitler, Göring, Goebbels et Rosenberg animent la cérémonie. De Grande-Bretagne ne sont venus que trois représentants : son consul à Munich et deux neveux du « grand homme ».

Le bouillon de culture du darwinisme

Est-ce à dire qu'outre-Manche Chamberlain n'est plus prophète en son pays ? Assurément, son ralliement au Kaiser en 1914 avait choqué l'opinion et tari tout net la diffusion de *La Genèse*. Mais sans affecter le moins du monde la vogue des thèses raciales suprémacistes, dont il n'était, en Angleterre même, qu'une variante particulièrement élaborée. L'idéologie qui y domine alors, nous l'avons dit, procède du darwinisme qu'une lecture sociale a transformé en justification de la colonisation, bref de la domination blanche sur toutes les autres races. Loin des subtilités historico-ethnographiques de Chamberlain sur le rôle moteur de la *Gestalt* germanique, les théoriciens de la vocation impériale britannique se contentent alors d'instrumentaliser l'héritage de Herbert Spencer.

Mort en 1903, ce dernier n'était pourtant pas un partisan des aventures coloniales qu'il tenait pour dispendieuses et – comme Bismarck – néfastes à la modernisation de l'industrie, les accords commerciaux passés avec les pays colonisés ne favorisant ni la

concurrence ni l'innovation. Mais il incarne à lui seul la face la plus brutale du libéralisme victorien : l'écrasement des plus faibles. Ingénieur des chemins de fer de formation, Spencer est d'abord un scientifique. S'il plaide, avec John Stuart Mill, en faveur d'un État minimum, c'est moins, comme chez les libéraux classiques, pour aider l'individu à affirmer son autonomie que pour affranchir la société des contraintes artificielles qui l'empêchent de s'auto-organiser selon les lois d'airain de la nature. Par celle-ci, Spencer, contemporain et admirateur de Darwin^{*9}, entend d'abord l'évolution et son corollaire : la sélection naturelle. Identifiant vie sociale et vie physique, mais aussi évolution et progrès, il affirme, dans *La Statique sociale* (1851), que pour rendre une nation prospère les organismes utiles doivent se développer et les inutiles disparaître, au terme d'une confrontation « non faussée » avec l'humanité la plus performante.

S'inspirant de Darwin et de sa théorie de l'évolution, il écrit dans son essai *Premiers Principes* (1862) : « L'évolution est une intégration de matière et une dissipation concomitante de mouvement, durant laquelle la matière passe d'une homogénéité indéfinie et incohérente à une hétérogénéité définie et cohérente et durant laquelle le mouvement retenu subit une transformation parallèle⁶. »

Peut-on mieux justifier le droit des plus forts à modeler le monde selon leurs intérêts, fût-ce en habillant l'entreprise coloniale de nobles prétextes, au premier rang desquels la liberté du commerce ? Pour l'Angleterre, qui, depuis la perte de ses colonies américaines à la fin du XVIII^e siècle, n'a connu, contrairement à la France, à l'Espagne, à l'Italie ou à l'Allemagne, ni défaite majeure ni rupture de régime, mais au contraire une expansion économique et territoriale

continue, existe, en outre, la certitude d'obéir à une vocation dominatrice quasi prédestinée.

Chef de l'école économique de Manchester, prônant la généralisation du libre-échange et l'abolition des droits de douane, Richard Cobden ^{*10} voit ainsi dans le commerce le meilleur moyen d'assurer son leadership sur les moins « civilisés » : « Aucun lot de marchandises ne quitte nos rivages sans porter les semences de l'intelligence et de la pensée fécondes aux membres d'une communauté moins éclairée », écrit-il en 1835 dans sa brochure *L'Angleterre, l'Irlande et l'Amérique, par un fabricant de Manchester*⁷.

Cobden, certes, récuse la colonisation brutale. Mais c'est sur sa théorie du *commerce civilisateur* que vont habilement rebondir ceux qui, à la suite du Premier ministre conservateur Benjamin Disraeli ^{*11}, prônent sans complexe l'annexion de nouveaux espaces vierges (ou non) au profit de la Couronne. Pour étendre les bienfaits du négoce, plaident-ils, ne faut-il pas assurer la liberté des mers ? Et pour imposer cette liberté, ne faut-il pas, le cas échéant, verser le sang ? Même son vieil ennemi Gladstone finira, sans l'admettre, par se rallier à cette thèse : c'est sous son quatrième ministère, en 1882, que la flotte anglaise bombardera Alexandrie et que l'armée britannique occupera l'entièreté de l'Égypte pour contrôler le canal de Suez. Et que dire des guerres de l'Opium ^{*12} qui imposèrent aux Chinois les redoutables attendus du *Rule Britannia* ?

La défense de la liberté du commerce n'est d'ailleurs pas le seul motif allégué pour justifier l'expansion outre-mer. Les auteurs romantiques anglais, en même temps qu'ils disent leur mépris pour le mercantilisme (le poète Coleridge, par exemple, ou encore l'historien Carlyle), ne tarissent pas d'éloges sur le dépassement de soi que féconde la conquête de terres nouvelles. Tous agrément plus

ou moins la formule célèbre de Cecil Rhodes, Premier ministre d’Afrique du Sud et fondateur de la Rhodésie qui porte son nom : « Les Britanniques sont la meilleure race pour diriger le monde⁸. »

Mais c’est avec Kipling et *Le Fardeau de l’homme blanc* (1899) que la littérature britannique va le plus loin dans le messianisme :

*Ô Blanc, reprends ton lourd fardeau
Envoie au loin ta plus forte race
Jette tes fils dans l’exil
Pour servir les besoins de tes captifs
Pour, bien harnachés, veiller
Sur les peuples sauvages, errants
Tes peuples conquis, mi-diables, mi-enfants...*

Tout influencé qu’il soit par son ami Chamberlain – mais sans toujours bien comprendre sa dialectique entre *Gestalt* et *Züchtung* –, Guillaume II baignait lui-même dans ce bouillon de culture néodarwinien assimilant la force au droit. À la fois admiratif de l’Empire colonial britannique sur lequel règne sa grand-mère Victoria et désireux de rectifier les attendus du traité de Berlin (1885) à l’occasion duquel l’Angleterre et la France s’étaient taillé la part du lion avec l’assentiment de Bismarck, le Kaiser n’est pas avare de proclamations sur la suprématie blanche. Au point de recommander à ses soldats d’agir en « barbares » pour se faire respecter des peuples inférieurs, au rang desquels (contrairement à Hitler) il place les Jaunes. C’est ainsi qu’en 1900, devant le corps expéditionnaire allemand chargé d’aller réprimer, en Chine, la révolte des Boxers, il n’a pas craint de faire l’apologie des Huns non pour ce qu’ils étaient – des Asiates ! –, mais pour ce qui les avait fait entrer dans l’histoire : leur brutalité radicale...

Sus à l'ennemi, écrasez-le ! Pas de pitié ! Pas de prisonniers ! Celui qui vous tombera sous la main est un homme mort : il y a mille ans, les Huns du roi Attila se sont fait un nom qui retentit formidablement aujourd'hui encore dans les mémoires et les contes ; que le nom des Allemands acquière en Chine la même réputation, pour que jamais plus un Chinois n'ose même regarder un Allemand de travers⁹ !

Aucune chance, cependant, pour qu'en ce début du xx^e siècle ce terreau idéologique commun – et l'emploi de méthodes analogues pour imposer leur joug ! – puisse rapprocher les deux empires. Les Britanniques peuvent bien massacrer consciencieusement les Aborigènes d'Australie^{*13} et les Allemands perpétrer, dans l'actuelle Namibie, le génocide des Hereros et des Namas^{*14}, la concurrence coloniale qui oppose Londres et Berlin est trop exacerbée – surtout côté allemand, frustration territoriale oblige – pour qu'intervienne entre eux un quelconque *aggiornamento*. Surtout, l'engrenage fatal qui conduira à l'holocauste de 1914-1918 est lancé, sur fond d'alliances complexes et de mythologies nationales irréconciliables qui, chacune à sa façon, pousseront le Vieux Monde vers l'abîme^{*15}.

Mais avec la défaite de l'Allemagne, tout va changer brusquement. Celle-ci renonce, contrainte et forcée, à ses colonies, et, loin de constituer un danger pour la puissance britannique, elle devient bientôt un partenaire pour la City et la finance anglo-saxonne en général... en même temps qu'un antidote à une possible hégémonie continentale française !

La complémentarité anglo-allemande selon Adolf Hitler

Si les hommes de la république de Weimar sentent confusément le profit qu'ils peuvent tirer de ce bouleversement géopolitique, le seul à lui assigner une logique raciale en phase avec ses obsessions est évidemment Adolf Hitler. À peine *Mein Kampf* sorti des presses, dans les derniers jours de 1925, il demande ainsi à son éditeur de le faire traduire en anglais. Mais en français, il n'en est pas question ! En lisant les lignes qui suivent, on comprend d'emblée pourquoi : elles tracent les contours d'une alliance avec la Grande-Bretagne (et accessoirement l'Italie) pour réduire la France à merci ^{*16}. Les griefs qu'il nourrit contre elle sont de trois ordres : historiques, géopolitiques, et par-dessus tout raciaux.

Historiques ?

Peu importe qui a gouverné ou gouvernera la France, écrit-il. Que ce soient les Bourbons ou les Jacobins, les Napoléon ou les démocrates bourgeois, les républicains, les cléricaux ou les bolchevistes rouges : le but final de leur politique étrangère sera toujours de s'emparer de la frontière du Rhin et de consolider la position de la France sur ce fleuve, en faisant tous leurs efforts pour que l'Allemagne reste désunie et morcelée.

Géopolitiques ?

L'Angleterre désire que l'Allemagne ne soit pas une puissance mondiale ; la France ne veut pas qu'il existe une puissance qui s'appelle l'Allemagne ; la différence est considérable !

Mais, aujourd'hui, nous ne luttons pas pour reconquérir la situation de puissance mondiale ; nous avons à combattre pour l'existence de notre patrie, pour l'unité de notre nation et pour le pain quotidien de nos enfants. [Conclusion :] Si nous passons en revue les alliés que peut nous offrir l'Europe, il ne reste que deux États : l'Angleterre et l'Italie.

Hitler précise :

L'Angleterre ne désire pas avoir en face d'elle une France [...] que la possession des riches mines de fer et de charbon de l'Europe occidentale mettrait à même de jouer dans l'économie mondiale un rôle dangereux pour elle.

Quant à l'Italie,

son avenir dépend d'un développement territorial dont les éléments sont groupés autour du bassin méditerranéen. Ce qui a poussé l'Italie à la guerre [NDA : en 1915, aux côtés des Alliés, contre l'Allemagne], ce n'était certainement pas l'envie de travailler à la grandeur de la France, mais l'intention de porter le coup mortel au rival exécré qu'elle avait dans l'Adriatique [NDA : l'Autriche]. Toute augmentation nouvelle de la puissance française sur le continent est, pour l'avenir, un obstacle contre lequel l'Italie pourra se heurter.

Vient enfin, et peut-être surtout, l'argument racial :

Le peuple français, qui tombe de plus en plus au niveau des nègres, met sourdement en danger, par l'appui qu'il prête aux

Juifs pour atteindre leur but de domination universelle, l'existence de la race blanche en Europe. Car la contamination provoquée par l'afflux de sang nègre sur le Rhin ^{*17}, au cœur de l'Europe, répond aussi bien à la soif de vengeance sadique et perverse de cet ennemi héréditaire de notre peuple qu'au froid calcul du Juif, qui y voit le moyen de commencer le métissage du continent européen en son centre et, en infectant la race blanche avec le sang d'une basse humanité, de poser les fondations de sa propre domination. Le rôle que la France, aiguillonnée par sa soif de vengeance et systématiquement guidée par les Juifs, joue aujourd'hui en Europe, est un péché contre l'existence de l'humanité blanche et déchaînera un jour contre ce peuple tous les esprits vengeurs d'une génération qui aura reconnu dans la pollution des races le péché héréditaire de l'humanité ¹⁰.

Ce dernier passage est ni plus ni moins un digeste des philippiques de Houston Stewart Chamberlain contre la « Grande Nation », qui, disait-il, était morte avec la Révolution française. « Après Napoléon », rectifiait Hitler, qui voyait en lui le dernier grand homme de l'histoire de France et l'un des très grands de l'histoire tout court, en raison de son génie militaire qui, à ses yeux, ressuscitait la Rome antique. Dans sa correspondance avec Guillaume II, en effet, le défecteur britannique revient sans cesse sur cette idée selon laquelle la France, par son rôle dans la diffusion de l'universalisme révolutionnaire, est devenue un laboratoire du métissage généralisé. Un facteur de déstructuration (*Ungestalt*), comme l'est à ses yeux la Russie, qui s'est « tatarisée » au point de devenir un môle avancé de l'Asie.

Mais là où Hitler innove radicalement, c'est qu'en rompant avec l'idée wilhelminienne de concurrencer la Grande-Bretagne sur le théâtre de l'outre-mer, il peut, en parvenant au pouvoir, lui proposer un partage des rôles sur la scène mondiale dans le cadre d'une redistribution générale des cartes dont il n'exclut pas d'emblée les États-Unis, qu'il voit encore comme une puissance majoritairement germanique^{*18}. Dans *Mein Kampf*, il accuse même les ambitions coloniales de Guillaume II d'avoir conduit à la Première Guerre mondiale en rendant impossible toute entente durable avec la Grande-Bretagne :

Pour se concilier les bonnes grâces de l'Angleterre, aucun sacrifice ne devait être trop grand. Il fallait renoncer aux colonies et à la puissance maritime, épargner toute concurrence à l'industrie britannique, [...] renoncer aussi à une flotte de guerre allemande et concentrer toute la puissance de l'État sur l'armée de terre. Le résultat aurait été certes une limitation momentanée, mais un avenir de grandeur et de puissance s'en serait suivi. [...] Mais la pensée de voir l'Angleterre tirer les marrons du feu nous impressionnait désagréablement ; comme si une alliance pouvait reposer sur une autre base que sur une bonne affaire pour les deux parties ! Si l'on ajoute à cela qu'une politique extérieure allemande avisée aurait dû prendre en compte, dès 1904, le rôle du Japon, on peut évaluer ce qui en aurait découlé pour nous : la guerre mondiale n'aurait pas eu lieu¹¹ !

Dans un précédent ouvrage¹², nous avons montré combien Hitler, avant même son arrivée à la Chancellerie, avait tendu la main

aux Anglo-Saxons en leur proposant une sorte de condominium planétaire conforme à sa vision du monde racialisée, laquelle ne dissimulait pas grand-chose de ses ambitions territoriales en Europe, et ce, sans que cette franchise stupéfiante suscite la moindre désapprobation chez ses interlocuteurs. Ni, ce qui est plus consternant encore, dans la classe politique française qui prenait connaissance de ses projets !

Dès 1923, dans ce qui constitue sa première interview dans la presse étrangère, il explique ainsi au journaliste germano-américain George Viereck ^{*19} :

Nous devons nous étendre vers l'Est. Il fut un temps où nous aurions pu nous entendre avec l'Angleterre pour nous partager la domination outre-mer. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'en direction de l'Est que nous pouvons orienter notre énergie bridée. La Baltique est un lac allemand.

En 1941, alors même que l'Angleterre et l'Allemagne sont à nouveau aux prises l'une avec l'autre, Hitler osera cette comparaison devant l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, Otto Abetz : « L'espace russe est notre Inde à nous... L'administration exemplaire qu'y exercent les Britanniques sera notre modèle ¹³. »

Aux Anglais, donc, la domination « exemplaire » d'un espace qui ne l'intéresse nullement et qu'en conséquence il leur laisse volontiers ; aux Allemands, celle de l'Europe de l'Est et des terres fertiles d'Ukraine, qu'il ne nomme pas, mais auxquelles il pense déjà très fort quand il dit à Viereck :

Le problème est que l'Allemagne est condamnée à une industrialisation intensive en raison de l'exigüité de son

territoire. Si nous voulons assurer notre autosuffisance alimentaire, nous devons faire en sorte que les paysans ne disparaissent pas. Mais pour cela, ils doivent disposer de l'espace nécessaire pour respirer et pour travailler.

De même esquisse-t-il les contours de sa future politique eugéniste :

Les races mélangées manquent de vitalité. C'est pourquoi nous interdirons les mariages mixtes. Les races mélangées disparaissent. Rome s'est effondrée quand elle a cessé d'être une communauté homogène. De même que les syphilitiques et les alcooliques doivent être isolés et interdits de reproduction, de même les juifs ne doivent-ils pas se mélanger aux Allemands. Les juifs pour s'imposer, ont transformé la faiblesse en vertu. Ils ont inventé un faux humanitarisme visant à faire de l'inapte l'égal des aptes. Cet humanitarisme dévoyé est la plus diabolique invention jamais produite par l'esprit humain. [...] La préservation d'une nation est plus importante que celle de ses éléments dégénérés. Telle est, pour moi, l'essence de la véritable humanité. Dans l'État allemand que je veux créer, il n'y aura de place ni pour les étrangers ni pour les parasites, pas plus que pour les usuriers, les spéculateurs ou les improductifs !

Le propos choque d'autant moins son interlocuteur que l'eugénisme est alors en plein essor aux États-Unis, sous l'influence notamment de l'avocat et naturaliste Madison Grant ^{*20} dont le best-seller, *Le Déclin de la grande race ou les bases raciales de l'histoire européenne* ^{*21}, figurait en bonne place dans la bibliothèque

personnelle de Hitler comme le rappelle Timothy W. Ryback dans son livre du même nom¹⁴. Quant à la Grande-Bretagne, c'est peu dire que, depuis la fin du XIX^e siècle, l'opinion y est largement acculturée aux thèses de Francis Galton^{*22} sur l'hygiène raciale et la stérilisation forcée des « déviants ».

Mais Hitler va encore plus loin : non content d'esquisser en partie son programme d'expansion territoriale, il désigne logiquement ceux qu'il devra rayer de la carte des États souverains pour gagner les mains libres à l'Est : les Français !

Et quand, en 1930, le journaliste Gustave Hervé^{*23}, qui, par esprit de réconciliation, fait campagne pour l'abolition des clauses du traité de Versailles, lui demande si, en contrepartie de cette concession majeure, il serait prêt à sceller une alliance militaire avec Paris, Hitler lui répond sèchement – par écrit, car il refuse de le recevoir – qu'il n'en sera jamais question. Motif allégué : une telle initiative inquiéterait Londres ! « La paix du monde civilisé, explique-t-il, est aujourd'hui infiniment menacée par l'attitude de la France envers l'Allemagne. Mais si la France a l'intention de changer son attitude, je ne vois pas bien quel but aurait une entente militaire entre les deux nations, à moins qu'il n'y ait une idée quelconque d'attaquer d'autres nations européennes¹⁵. »

En 1932, il répétera encore au journaliste de CBS H. V. Kaltenborn qui lui demande son avis sur la France : « Aucune entente n'est possible avec (elle)... Vous ne pouvez concevoir le moindre accord avec quelqu'un qui vous frappe pendant que vous gisez à terre, sans défense, dans le plus complet dénuement. Vous ne pouvez pas non plus vous entendre avec un voisin qui attise le séparatisme tout au long de notre frontière commune. L'existence de 65 millions d'Allemands qui n'aspirent qu'au simple droit de vivre est une réalité que la France va devoir apprendre à reconnaître. »

Elle l'apprendra, en effet, à ses dépens. Et sans être épaulée, c'est le moins qu'on puisse dire, par son allié britannique...

La tentation fasciste

Le 6 juin 1938, Sir Harold Nicolson, député travailliste et futur ministre de Churchill, note dans son journal – appelé à devenir une source majeure pour qui s'intéresse à la vie politique britannique de l'entre-deux-guerres : « Les membres des classes dirigeantes ne pensent qu'à leur propre avenir. Leur aversion pour les Rouges crée un lien secret aussi artificiel que terriblement efficace entre Hitler et nous. Au point que nos intérêts de classe outrepassent nos intérêts nationaux¹. » Dans son non moins célèbre pamphlet *Insanity Fair* (« La fête des fous »), sorti quelques semaines plus tôt, l'ex-journaliste vedette du *Times* Douglas Reed rapporte, lui, cette réflexion entendue lors d'un cocktail au Pratt's, l'un des clubs préférés des rejetons de l'aristocratie londonienne : « Plutôt Hitler à Londres qu'un gouvernement socialiste ! » Conclusion de Reed : « Les préjugés de classe sont en train de transformer les snobs en fascistes². » L'auteur était, au sens propre, payé pour le savoir : il venait de claquer la porte, sans indemnités, du plus prestigieux des quotidiens britanniques pour cause de désaccord avec son éditeur, Geoffrey Dawson. Partisan signalé de la politique d'apaisement, ce dernier lui interdisait d'évoquer, dans ses articles, les persécutions antisémites en vigueur outre-Rhin.

Lien « artificiel », dit Nicolson à propos de la fascination exercée par le III^e Reich sur une partie de la classe politique britannique ; apanage des « snobs », renchérit Reed... Mais conjonction « terriblement efficace » à l'instant où Adolf Hitler redessine la carte de l'Europe, précise le premier. En quelques mots, tout est dit : ce qui préoccupe les deux hommes n'est pas, comme en Allemagne cinq ans plus tôt, l'adhésion d'une partie croissante de la population au national-socialisme, mais celle d'une élite qui, étant là où elle est, c'est-à-dire aux commandes, peut prendre des décisions internationales gravissimes.

Quantitativement, de fait, le fascisme en général et le nazisme en particulier sont alors des phénomènes marginaux en Grande-Bretagne. Créée en 1932, l'Union des fascistes britanniques (BUF, pour *British Union of Fascists*) d'Oswald Mosley n'a jamais dépassé 50 000 membres (à peu près les effectifs du Parti communiste anglais), les *British Fascists* de Rotha Lintorn-Orman^{*1}, quelques milliers, et l'*Imperial Fascist League* d'Arnold Leese^{*2}, quelques centaines. Mais contrairement à ces deux derniers groupements, qui se détestaient cordialement et ne tombaient d'accord que pour contester le leadership de Mosley, ce dernier joua un rôle politique non négligeable, bien supérieur en tout cas à son impact électoral. C'est que les chefs de la BUF, contrairement aux émules de Hitler, étaient issus de la classe dirigeante dont ils partageaient les codes, les relais et les travers – ce qui explique sans doute la méfiance des couches populaires à leur endroit et la modestie de leurs succès électoraux. Pour exister dans l'ordre international, les nazis devaient préalablement s'emparer du pouvoir, après avoir convaincu le patronat que, sans eux, le communisme submergerait l'Allemagne ; Mosley, lui, n'avait nul besoin de séduire le « système » pour l'infléchir et le subvertir : il en faisait intégralement partie !

Un fascisme très aristocratique

Né en 1896, Mosley est à la fois le produit de la *gentry* traditionnelle et de la haute noblesse : son père, cinquième baronnet ^{*3} d'Ancoats, est en même temps le cousin du comte de Strathmore et Kinghorne (Claude Bowes-Lyon), dont la fille, Élisabeth, épousera le roi George VI. Ce qui fait du « Führer anglais » un arrière-cousin de la reine Élisabeth II... Quant à sa mère, Katharine Maud Edwards-Heathcote, elle est issue d'une des plus anciennes pairies d'Angleterre. Quand ses parents se séparent, Oswald n'a pas quatre ans. Il se partage dès lors entre Rolleston Hall, la propriété de son grand-père paternel, dans le Staffordshire, et Belton Hall, celle des Heathcote, dans le Shropshire. Deux vestiges de l'économie féodale sur lesquels chacune des deux familles règne sans partage et possède tout, immeubles, bêtes et gens. La *Merry Old England* chère à Houston Stewart Chamberlain ^{*4}, l'opulence en plus. Car, des deux côtés, l'argent coule à flots ^{*5}. Dans ses Mémoires, Mosley parle pourtant du biotope de son enfance comme d'une « société sans classes ». Sans classes, vraiment ? Sa biographe, Jan Dalley, précise : « Dans le sens où les distinctions sociales modernes, urbaines, n'existaient pas. C'était une organisation d'où la classe moyenne était absente, où la "démocratie" n'avait pas de place ³. »

Quand il décrit ce « paradis perdu », le futur leader de la BUF évoque en effet un « cercle enchanté » au sein duquel sa lignée, paradigme de l'État « organique » cher aux corporatistes – donc aux antipodes de l'individualisme libéral victorien –, subvenait aux besoins de chacun dans une harmonie jamais prise en défaut :

Notre temps se partageait entre les fermes, les jardins et l'atelier du charpentier, où Pritchard le barbu présidait un groupe d'experts qui prolongeaient l'œuvre de leurs ancêtres depuis des générations. [...] Toujours selon les principes féodaux, une amitié des plus chaleureuses et intimes s'établissait entre nous et ces gens, si typiques de la vieille Angleterre, non seulement par leurs activités quotidiennes, mais par leurs solides liens de sympathie forgée dans les événements de la vie, naissances, mariages, décès, heures tristes ou joyeuses⁴.

En lisant ces lignes, on saisit d'emblée la caractéristique première du fascisme britannique : un mouvement antépathe visant à rétablir l'ordre ancien, sans grand rapport, de fait, avec la frénésie constructiviste italienne, pendant politique du futurisme en art, et encore plus éloigné de la révolution hitlérienne qui souhaitait, en tous domaines, imposer de nouvelles normes... Seuls points communs : la condamnation de la démocratie libérale (« Le fascisme est né d'une réaction contre le siècle présent », résumait Mussolini) et l'appel à la violence pour la renverser. Une violence qui, air du temps oblige, se teintera d'anticommunisme et d'antisémitisme.

Cette violence, c'est peu dire qu'Oswald Mosley la porte en lui depuis l'origine. S'il en a le goût, c'est d'abord par tradition familiale. Tout aristocrate qu'il fût, son grand-père n'aimait rien tant que le pugilat. L'escrime, certes, la boxe^{*6}, bien sûr, à laquelle il initia très tôt son petit-fils... Mais surtout la lutte à mains nues. Dans la somptueuse salle des fêtes de Rolleston Hall, il avait coutume, jusqu'à un âge avancé, de se mesurer avec les meilleurs bagarreurs du village devant les yeux médusés de ses invités de marque. Était-ce cela, pour son petit-fils, la « société sans classes » ? Le

lendemain matin, pour autant, chacun se découvrait – y compris les rares qui s'étaient montrés capables de le clouer au sol – quand le fiacre du maître des lieux, frappé du blason jaune de la famille, franchissait au galop le grand portail du château. Violent, le père d'Oswald Mosley l'est aussi, mais en prenant moins de risques pour lui-même. Chasseur invétéré, il défraie la chronique un jour d'ivresse en éteignant un à un, à coups de fusil, les réverbères de Piccadilly Circus qu'on venait d'électrifier. Veut-il distraire son fils ? Il lâche sa meute de chiens sur trois douzaines de rats enfermés dans une pièce... C'est pour ne plus assister à des scènes d'un tel sadisme, plus encore qu'en raison de ses infidélités, que la mère d'Oswald se sépara de son mari, comme l'atteste son journal intime qu'a pu consulter Jan Dalley.

À dix-sept ans, en janvier 1914, le futur chef de la BUF est admis à l'académie militaire royale de Sandhurst, aux côtés des rejetons les plus prometteurs de l'aristocratie. Mais dès le mois de juin, il en est expulsé. Non à cause de ses résultats, excellents, mais pour son indiscipline foncière et son don inné de provoquer des rixes. L'entrée en guerre de la Grande-Bretagne, deux mois plus tard, va lui donner l'occasion de satisfaire son besoin d'en découdre. En octobre, le voici sous-lieutenant au 16^e régiment de lanciers qu'il quitte bientôt pour rejoindre le *Royal Flying Corps*, l'ancêtre de la RAF.

Le combat aérien balbutiant est pour lui une révélation. Une « chevalerie des temps modernes » rejoignant son goût pour les joutes féodales. Le fait est que le pilote novice se révèle très doué. Surdoué même, et d'un courage remarqué, avec une dilection particulière pour les reconnaissances à basse altitude d'où son appareil revient criblé de balles... et lui vivant, à défaut d'être toujours indemne. Jusqu'à ce jour fatal de mai 1915 où, ironie du sort, lors d'un meeting aérien en Angleterre censé vanter aux civils

les mérites de l'aviation, il rate son atterrissage et manque d'être amputé des deux jambes. Celles-ci seront sauvées de justesse mais la droite, raccourcie de trois centimètres, nécessitera un appareillage orthopédique qui lui fermera pour toujours la carrière de pilote et l'affligera – comme son futur ami Goebbels – d'une claudication marquée. Alors qu'il aurait dû être réformé, Mosley rempile, s'engage dans l'infanterie et part s'enterrer dans la boue des tranchées. Mais, début 1916, ses blessures se rouvrent. Au bord de la septicémie, il est définitivement rapatrié en Angleterre. Tiré d'affaire, le jeune officier, que précède désormais une réputation de héros, est versé au ministère des Affaires étrangères. Deux années durant, il mène une double carrière d'activiste et de séducteur. La première au profit de ses camarades restés au front dont il veut promouvoir l'exemple dans le cadre d'une rénovation de la vie politique ; la seconde en devenant la coqueluche des femmes mariées de l'aristocratie, qui tombent sous son charme sans se soucier davantage que leur amant du sort de leurs maris combattants ! Grand, brun, athlétique, promenant en toutes circonstances un étrange sourire mi-satisfait, mi-carnassier, surplombé d'une moustache rappelant – en plus court – celle du Kaiser, dont les extrémités relevées faisaient dire qu'elles rendaient spontanément antipathique quiconque l'arborait, le jeune Sir Oswald n'a qu'un véritable adversaire dans l'ordre de l'élégance décontractée : le futur ministre des Affaires étrangères puis Premier ministre Anthony Eden, de un an son cadet, qui, avec lui, a lancé la mode des chapeaux mous pour les *Bright Young People* *7 ...

Parmi les nombreuses admiratrices de Mosley campent trois personnalités qui joueront un rôle essentiel dans sa carrière politique : deux Américaines mariées à des Anglais – Lady Astor et Lady Cunard – et Cynthia Curzon, qu'il épousera en 1920. Fille d'un

magnat des chemins de fer^{*8} et épouse du richissime vicomte Waldorf Astor, propriétaire du château de Cliveden dont nous reparlerons, Nancy Astor a trente-sept ans quand elle rencontre le futur chef des fascistes britanniques, qui en a tout juste vingt. Après son mariage avec Cynthia Curzon, Nancy cessera d'être sa maîtresse, mais financera à outrance ses activités politiques. Emerald Cunard, elle, brillait déjà au firmament de la société victorienne quand, à quarante-quatre ans, elle rencontre Mosley, qui a tout juste l'âge de sa fille. Séparée de son mari, propriétaire de la compagnie transatlantique Cunard, elle se partage entre le romancier George Moore et le chef d'orchestre Thomas Beecham, deux amants qu'elle entretient sans défaillir... jusqu'à l'arrivée d'Oswald !

Avec Cynthia (« Cimmy ») Curzon, fille de Lord Curzon, le jeune Oswald peut également compter sur un solide appui financier, mais aussi sur des relais politiques puissants. Dernier vice-roi des Indes choisi, en 1899, par la reine Victoria, George Curzon, marquis de Kedleston, vient d'être nommé secrétaire d'État aux Affaires étrangères quand Mosley épouse sa fille, en 1920, en présence du roi George V et de la reine Mary. Inventeur de la « ligne » qui porte son nom et fixera, jusqu'en 1939, la frontière entre la Russie et la Pologne, Curzon a une devise : « Être né anglais c'est avoir gagné le gros lot à la loterie de la vie. » Son gendre ne sera pas le dernier à en récolter les dividendes. Non sans entretenir une triple liaison avec la sœur aînée de sa femme, Irene Curzon, future membre de la Chambre des lords, sa sœur cadette, Alexandra (Lady Metcalfe), mais aussi sa belle-mère par alliance, Grace Curzon, deuxième épouse de Lord Curzon !

Deux ans plus tôt, aux élections générales de 1918, ce séducteur compulsif est devenu, à vingt et un ans, le plus jeune député du

Royaume-Uni. Élu sous l'étiquette des conservateurs, son programme est cependant atypique : il récuse le laisser-faire économique, milite pour une hausse des plus bas salaires, la généralisation des bourses universitaires, et propose la nationalisation des transports et de tous les fournisseurs d'énergie. Surtout, il plaide pour une négociation directe avec les indépendantistes irlandais et soutiendra, à ce titre, le traité de paix de 1921 signé par Lloyd George contre l'avis de la plupart des conservateurs membres de sa coalition.

C'est d'ailleurs sur le dossier irlandais que, le 3 novembre 1920, Mosley met en scène son premier coup d'éclat : se levant brusquement de son siège, il traverse la Chambre des communes en plein débat et « change de bord » en allant s'asseoir sur les bancs travaillistes. Il ne les rejoindra officiellement que quatre plus tard, après s'être fait réélire comme « indépendant » aux législatives de 1922. Mais à celles de 1924, il perd de justesse son pari : alors que les travaillistes lui proposent pas moins de 70 circonscriptions « sûres » pour l'emporter sous leurs couleurs, il choisit d'aller défier Neville Chamberlain dans la sienne, à Birmingham. Alors chancelier de l'Échiquier, celui-ci est lord-maire de la ville depuis 1915 et voici soixante-dix ans que sa famille n'y a jamais perdu une élection ! Cette fois, le futur Premier ministre sent passer le vent du boulet, mais garde son siège avec 77 voix d'avance. Loin d'être découragé par cet échec que la stature de son adversaire a changé en demi-victoire, Mosley part en voyage d'études autour du monde en compagnie de sa femme, dont le nom lui ouvre de nombreuses portes. Celle de Gandhi, en particulier, avec lequel le courant passe étonnamment bien, comme en témoigne leur correspondance. Il retrouve l'Angleterre un an plus tard, après avoir rédigé un livre où perce déjà la tentation fasciste mais qui, pour l'heure, le catalogue à

l'extrême gauche des travaillistes : *La Révolution par la raison*. S'il y glorifie la « race anglaise » et fustige le cosmopolitisme en réclamant l'expulsion des étrangers « parasites », il développe un programme social fondé sur une analyse non exempte de cohérence : rien ne sert de récuser le communisme si l'on ne lutte pas contre la paupérisation croissante du prolétariat anglais touché de plein fouet par la délocalisation de l'outil industriel (textile en particulier) vers l'Inde et sa main-d'œuvre à bas prix. Message reçu cinq sur cinq par les grévistes de Birmingham qui, en 1926, dénoncent la voracité de leurs patrons préférant recruter « une main-d'œuvre d'esclaves au bout du monde plutôt que de payer décentement leurs employés⁵ ».

Un an plus tard, fort de cet engagement social, celui qu'on commence à surnommer le « milliardaire rouge » est triomphalement réélu député à l'occasion d'une partielle. Il a choisi une circonscription ouvrière, celle de Smethwick, dans la banlieue de Birmingham. Deux ans plus tard, c'est son épouse « Cimmy » qui, aux élections générales de 1929, se fait élire, elle aussi sous les couleurs travaillistes, à Stoke-on-Trent, au cœur du bassin sidérurgique du Staffordshire. La presse glose-t-elle sur la schizophrénie de cet aristocrate défrayant la chronique mondaine tout en prônant la nationalisation des chemins de fer et des centrales électriques ? Lui répond invariablement : « On peut coucher à droite et penser à gauche. »

Du *New Party* à l'Union des fascistes britanniques

En 1929, la gauche, justement, gagne les législatives. Et c'est tout naturellement que le nouveau Premier ministre, Ramsay MacDonald, pense à lui pour devenir l'un des quatre secrétaires d'État à l'Économie, en charge de la gestion des chômeurs. La proposition a tous les dehors du piège. Mais il relève le défi. Très vite, il se heurte au chancelier de l'Échiquier, Philip Snowden, partisan d'une stricte orthodoxie financière. Sans se décourager, le jeune ministre soumet au gouvernement un plan de cinq ans pour réindustrialiser la Grande-Bretagne – plan préalablement soumis à Keynes, qui l'approuve chaudement et qui n'est pas sans préfigurer le New Deal d'un certain Roosevelt ! Mais Snowden convainc sans difficulté MacDonald de le retoquer. Il est vrai que certaines propositions, restées célèbres sous le nom de *Memorandum Mosley*, ont de quoi effrayer les travaillistes les plus hardis : à la nationalisation de l'énergie, son promoteur ajoute celle des banques, prône le rapatriement des avoirs britanniques à l'étranger afin de favoriser l'investissement industriel domestique et réclame une politique de grands travaux. Une provocation absolue à l'égard de Montagu Norman, qui, à la tête de la Banque d'Angleterre et de la BRI, pousse au contraire la finance britannique à multiplier les participations dans l'économie allemande^{*9} ... Pour stimuler les exportations, Mosley propose en outre de dévaluer la livre ; pour relancer la consommation, d'augmenter les allocations-chômage ; et pour favoriser l'embauche, d'abaisser l'âge de la retraite. Enfin et surtout, urgence oblige, il demande que ce train de mesures soit soumis à une simple loi d'habilitation dessaisissant le Parlement du

contrôle de son application. Un *casus belli* pour l'écrasante majorité de ses collègues députés.

Face à tant d'oppositions, il tente alors le tout pour le tout : claquant la porte du gouvernement, il soumet directement son plan au Parti travailliste, réuni en congrès à l'automne de 1930. Celui-ci lui réserve une douche écossaise : ses propositions sont accueillies par une interminable *standing ovation*. Mais lors du vote qui s'ensuit, elles sont rejetées par 1 251 voix contre 1 046. Deux centaines de suffrages qui vont décider du destin de Mosley, qui ne deviendra jamais le chef du *Labour*...

En février 1931, il franchit le Rubicon : suivi par une quinzaine de députés, dont Lady Cynthia, il crée le *New Party*, ce qui leur vaut d'être exclus des rangs travaillistes. Ils sont rejoints par des conservateurs en rupture de ban, et tentent, en vain, d'entrer en pourparlers avec des personnalités connues pour leur indépendance, comme David Lloyd George ou Winston Churchill, qui incarne l'aile sociale des tories. Aux élections générales d'octobre 1931, c'est la déroute : le parti ne peut présenter que 24 candidats – tous battus, dont son chef qui, avec 24,1 %, obtient l'un des meilleurs scores du mouvement.

Pendant la campagne, Mosley n'a cessé de se radicaliser : son éloquence, jusqu'alors remarquable mais toujours maîtrisée, est devenue violente, binaire, en un mot démagogique. Aux démonstrations économiques qui parvenaient à séduire un Keynes ont succédé les simplifications et bientôt les menaces envers ses contradicteurs. Sous la responsabilité du capitaine de l'équipe nationale de rugby Peter Howard et du champion de boxe Ted Lewis, un service d'ordre est recruté qui prend rapidement l'allure d'une milice. À la défense des meetings du *New Party* succède bientôt l'attaque des réunions concurrentes. Nul n'est logiquement surpris

quand, dans les premiers jours de janvier 1932, le turbulent aristocrate s'envole pour l'Italie, « invité » par Benito Mussolini.

Entre 1932 et 1936, les deux hommes se rencontreront une demi-douzaine de fois, toujours à Rome, dans l'immense salle de la Mappemonde du Palais de Venise, dont le Duce a fait son bureau. Le récit qu'a laissé Mosley de ses conversations avec lui est intéressant à plus d'un titre. D'abord parce qu'il sonne vrai. Rédigeant ses Mémoires après la guerre, il aurait pu être tenté – et combien l'ont été parmi ceux ayant, comme lui, rencontré Mussolini et Hitler – de mieux traiter le premier que le second. Quitte à s'expliquer sur ses relations avec les dictateurs, il était plus aisé d'assumer son soutien à un régime qui s'efforça, quasiment jusqu'au bout, d'épargner les Juifs, et liquida, *in fine*, assez peu d'opposants, plutôt que de glorifier un fanatique responsable d'un des pires crimes de masse de l'histoire contemporaine. Or il n'en est rien. Comme on va le voir, Mosley persistera sans défaillir dans l'admiration qu'il portait à Hitler – la seule faute du Führer étant, à ses yeux, d'avoir rendu impossible toute résurrection du national-socialisme en raison des dégâts provoqués par sa folie destructrice, naufrage qu'il admet tout en en rendant principalement responsables... ceux qui, obstinément, refusèrent de négocier avec lui ! Mais il dresse de Mussolini un portrait conforme à celui que restituèrent la plupart de ses visiteurs, y compris ses opposants. Celui d'une personnalité certes impressionnante, mais dissimulant sa timidité sous des postures « histrioniques » [*sic*] lui évitant de nouer des rapports trop étroits avec ses interlocuteurs. Sans respect excessif pour son idole présumée, le fasciste anglais raconte ainsi que lorsque le Duce le convia à assister à un défilé des Chemises noires, il prit soin de monter sur un tabouret discrètement placé derrière la tribune, afin de dépasser son hôte d'une bonne tête ^{*10}. De même, l'Anglais

trouve le système corporatiste en vigueur en Italie « insuffisamment appliqué », bref, trop compatible avec le capitalisme traditionnel. « Si l'État corporatiste, écrit-il, a permis de réglementer dans un sens plus humain les relations entre employeurs et employés, notamment dans l'industrie, il n'a pas réglé l'essentiel, à savoir une répartition équitable des bénéfices⁶. »

Toutes choses qui ne l'empêchent pas, peu après sa première rencontre avec le dictateur italien, de faire bon usage des recettes et du décorum fascistes. Mais aussi et surtout des fonds généreusement alloués par le Duce – aspect dont Mosley ne dit évidemment rien dans ses souvenirs, mais dont les services de renseignement anglais ont vent dès la création, en octobre 1932, de l'Union des fascistes britanniques... Il faut dire que, depuis quelques années, le MI5 dispose d'un informateur de choix dans l'entourage du milliardaire passé du « rouge » au « noir » : son ami David Allen, diplomate de son état et candidat malheureux sous les couleurs du *New Party*, qui le suivra dans son aventure jusqu'en 1939.

À Londres, le nouveau mouvement se dote d'un siège somptueux, au cœur de Chelsea, la « Maison noire ». Noires également les chemises de la garde prétorienne de la BUF, les *Blackshirts*. En fait, des cols roulés exigeant de ceux qui les portent une musculature parfaite – comme Mosley, qui veille personnellement au recrutement de cette milice, dirigée par Eric Hamilton Piercy, un ancien policier dont le modèle n'est autre que Ernst Röhm, le chef des SA hitlériens^{*11}, l'embonpoint en moins. Malgré un certain succès militant symbolisé par quelques démonstrations de force réussies, comme en juillet 1933 le défilé de 1 000 *Blackshirts* dans les rues de Londres ou, en avril 1934, le rassemblement de 10 000 sympathisants à l'Albert Hall, la double faiblesse du parti apparaît très vite : des militants issus

principalement de l'agglomération londonienne et peu des classes laborieuses, hormis des voyous rompus aux batailles de rues, prêts à se vendre contre rétribution.

Côté intellectuels, en revanche, la BUF est prodigue en recrues ! Voici le philosophe Oswald Spengler et son disciple, Alexander Raven Thomson, souvent décrit comme le « Rosenberg du fascisme britannique » ; l'anthropologue eugéniste George Pitt-Rivers ; le critique littéraire Arthur Kenneth Chesterton (rien à voir avec son homonyme, l'écrivain catholique Gilbert Keith Chesterton) ; l'auteur à succès des *Trois Lanciers du Bengale*, Francis Yeats-Brown ; l'écrivain et peintre Wyndham Lewis, l'un des pères du modernisme anglo-saxon ; ou encore le poète et critique Ezra Pound, qui, bien que américain, soutient ardemment les *Blackshirts* en écrivant régulièrement dans leur revue culturelle, *Fascists Quarterly*.

Plus étonnant, trois féministes « historiques », les anciennes suffragettes Mary Sophia Allen, Norah Elam et Mary Richardson, rejoignent la BUF, seul parti défendant à leurs yeux l'égalité politique entre les sexes. Première femme élue aux Communes en 1920, avec le soutien de Mosley, sa bienfaitrice Nancy Astor ne va pas, elle, jusqu'à quitter les tories, mais n'en continue pas moins à financer son ancien amant, tout en encourageant ses amies à rallier son mouvement. Ainsi de Lady Cunard, qui, sautant allégrement l'étape Mussolini, se déclare « pro-Hitler » dès janvier 1933⁷ !

Surtout, le nouveau parti bénéficie d'un soutien de poids dans la presse, à défaut d'un ralliement : celui de Harold Harmsworth, croisé de l'anticommunisme, devenu en 1919 Lord Rothermere. Propriétaire des deux principaux tabloïds britanniques, le *Daily Mail* et le *Daily Mirror*^{*12}, fondés respectivement en 1896 et 1903 par son frère Alfred, ce « tycoon » que nous n'avons pas fini de croiser va jouer un rôle d'autant plus important dans l'acculturation aux idées de

Mosley que ses journaux s'adressent plutôt à un lectorat modéré (y compris travailliste). Outre les deux *Daily*, Rothermere possède quatorze périodiques de tendances diverses, dont le *Glasgow Record and Mail* et le *Sunday Pictorial*. Bien que tenté, à titre personnel, par le fascisme et bientôt par le national-socialisme, il prend cependant bien soin d'ouvrir ses colonnes à toutes ces sensibilités, ce qui contribue à intégrer les *Blackshirts* au jeu démocratique normal.

L'invraisemblable famille Mitford

Mais s'il ne fallait citer qu'une recrue d'influence, représentant à elle seule la haute société britannique, ce serait évidemment Diana Guinness, née Mitford... et future épouse Mosley.

Diana, qui formera bientôt avec Oswald un couple de légende, est devenue sa maîtresse en 1932. Depuis plus d'un an, Cimmy s'est en effet éloignée de son mari, moins en raison de ses infidélités, dont elle a pris son parti, qu'en vertu d'un profond désaccord politique. Déplorant la dérive vers le fascisme du *New Party*, elle ne s'est pas présentée aux élections de 1931 et a désapprouvé – sans le dire publiquement – la création de la BUF. Mosley, qui voulait lui confier la direction de sa section féminine, a dû, en catastrophe, demander à sa propre mère, Lady Katharine Maud, cinquante-huit ans, d'en prendre la tête. Et voici qu'en mai 1933 Cimmy meurt brusquement d'une péritonite aiguë.

La liaison d'Oswald avec Diana n'en devient que plus forte et, bientôt, exclusive. Pour ne pas en rendre témoins les trois enfants qu'il a eus avec Cimmy^{*13}, il confie la garde de ces derniers à sa belle-sœur et ex-maîtresse, Irene Curzon, et, pour brouiller les pistes, conserve ses relations publiquement adultères avec son autre

belle-sœur, Lady Alexandra Metcalfe, qui, depuis 1929, entretient elle-même une liaison avec Dino Grandi, le ministre des Affaires étrangères de Mussolini... Et c'est à leur insu à tous – fascistes italiens compris – qu'en octobre 1936 celui qu'on peut désormais appeler le Führer anglais se marie avec Diana Mitford... au domicile berlinois des Goebbels, et en présence d'Adolf Hitler !

Pour être incontestablement un mariage d'amour, cette union n'en incarne pas moins un tournant idéologique majeur dans la carrière politique de Mosley. Celle d'un hitlérien fanatique et – ce qu'il n'était nullement jusqu'alors – d'un antisémite militant qui, phénomène classique, en attirera d'autres, plus frénétiques encore, à commencer par l'inimitable William Joyce – le futur « Lord Haw-Haw » de Radio-Berlin, qui, en 1946, finira au bout d'une corde ^{*14}. En tombant sous l'influence de Diana Mitford, l'aristocrate fascistoïde du Staffordshire a rejoint un clan en tous points semblable au sien mais plus excentrique encore, mirobolant jusqu'à la caricature, bref, archétypique d'une aristocratie anglaise qui, déboussolée par les bouleversements sociaux de la révolution industrielle, a définitivement perdu le nord au point de s'identifier, par son seul nom, à la plupart des excès et des scandales politico-mondains du premier xx^e siècle.

Qu'on en juge. Sur les sept enfants Mitford, trois furent authentiquement nazis : Diana, sa sœur Unity – si proche de Hitler que certains la soupçonneront d'avoir été sa maîtresse au même titre qu'Eva Braun –, mais aussi leur frère Thomas ^{*15}, qui, en 1940, se fera muter en Extrême-Orient pour ne pas combattre des Allemands. Leur sœur Jessica ^{*16} deviendra stalinienne et membre active du Parti communiste américain avant de rejoindre la cause des *Black Panthers* en se mariant avec l'un de ses leaders, James Forman ^{*17}. Après deux unions malheureuses qui serviront de trames

à plusieurs de ses romans, dont le célèbre *Pursuit of Love*^{*18}, l'aînée, Nancy, sera la maîtresse abandonnée et inconsolable d'un gaulliste historique – Gaston Palewski, premier directeur de cabinet du Général à Londres et futur président du Conseil constitutionnel – en même temps que la papesse incontestée du snobisme^{*19} ; une autre encore, Pamela^{*20}, devancera son temps en vivant ostensiblement avec une autre femme après s'être mariée avec le physicien Derek Jackson, non moins officiellement bisexuel. Seule la sixième fille Mitford, Deborah, aura une existence plus rangée : devenue en 1950 duchesse de Devonshire, elle mourra en 2014 après avoir partagé, pendant près de cinquante ans, l'amitié d'Élisabeth II.

Il faut dire que leur père, Lord David Freeman-Mitford, baron Redesdale, n'est pas un personnage ordinaire ! Pair du royaume, descendant d'une des plus anciennes familles nobles d'Angleterre, issue, comme les Mosley, de la conquête normande, il possède dans l'Oxfordshire et le Gloucestershire des domaines immenses... mais qui lui rapportent peu. Car c'est un principe très aristocratique, dans la famille, de mépriser l'argent. Une habitude qui devient rapidement un handicap quand on développe une frénésie de la construction, et qu'on ne cesse de déménager d'un manoir l'autre en emmenant avec soi sa domesticité, ce qui est le cas de Lord Redesdale, dont les colères et les brusques revirements d'humeur deviennent légendaires partout où il pose un pied.

L'unique fois où la famille a voulu s'enrichir, l'aventure faillit la ruiner : la concession aurifère qu'elle avait achetée au Canada, dans les dernières années du XIX^e siècle, ne produisit jamais le moindre gramme de métal précieux^{*21}. Mais son nom seul était prémonitoire : Swastika, dans l'Ontario ! Née en 1914, Unity, la quatrième sœur Mitford, expliquera ainsi à Hitler, féru comme elle

d'intersignes, qu'ayant été conçue là-bas, il n'était guère étonnant qu'elle soit devenue sa première fidèle britannique...

Quand il n'est pas en colère, David Freeman-Mitford-Redesdale reste le plus souvent silencieux. Notamment à la Chambre des lords où il n'ouvre la bouche que pour contester les lois nouvelles – en particulier le vote des femmes, en faveur duquel militent ardemment ses six filles – et pour s'en prendre aux étrangers, qu'il qualifie volontiers de « monstres ». Dans son roman *The Pursuit of Love*, sa fille Nancy, qui le dépeint sous les traits d'« Uncle Matthews », lui prête cette formule : « Les Français (*Frogs*) sont légèrement meilleurs que les Allemands (*Huns*) et les Italiens (*Wops*), mais ce qui nous entoure est vraiment sanglant. Les étrangers sont des démons^{*22}... » À partir de 1935, ses filles Diana et Unity se chargeront de le faire changer d'avis en l'emmenant assister, en leur compagnie, au congrès de Nuremberg, après lui avoir présenté leur idole commune, Adolf Hitler^{*23}. Après quoi, leur père, plein de discernement, se déclarera rassuré sur l'esprit pacifique des Allemands !

Comment Diana et Unity sont-elles devenues hitlériennes ? Sans doute en lisant Houston Stewart Chamberlain, dont leur grand-père paternel avait traduit *La Genèse du XIX^e siècle*, rédigée, comme on l'a vu, directement en allemand. Surnommé « Batty », Algernon Freeman-Mitford est, contrairement à son fils David, cancre intégral et qui en tire fierté, un intellectuel respecté qui, en marge de sa carrière diplomatique^{*24}, a contribué à faire connaître la culture japonaise à l'élite britannique. Mais comme Chamberlain, c'est l'Allemagne qu'il place « au-dessus de tout » et, à travers elle, la « germanité ». Au point, dit-on, qu'il mourut de chagrin, en 1916, quand il apparut que les tentatives de paix entamées cette année-là

étaient vouées à l'échec, en raison notamment de l'opposition farouche de Clemenceau à toute médiation avec Berlin et Vienne.

La Walkyrie anglaise du Führer

Des deux sœurs, c'est Unity, la plus jeune, qui semble avoir été, la première, attirée par l'hitlérisme. Par opposition à Jessica, de trois ans sa cadette, qui, rebelle au milieu familial, se dit ralliée à la « grande révolution prolétarienne » ? Peut-être mais pas seulement, puisqu'en raison de leur différence d'âge il est probable qu'Unity se soit plongée avant elle dans la littérature politique. Quoi qu'il en soit, raconte Jan Dalley, leur rivalité est telle que leur chambre commune est séparée d'une frontière à la craie : d'un côté le territoire d'Unity, constellé de photos de Hitler et de croix gammées ; de l'autre, celui de Jessica, recouvert de portraits de Lénine entourés de faucilles et de marteaux⁸ !

Mais la jeune adepte du Führer est également entrée en concurrence avec Diana, sa sœur aînée, qui a pris une longueur d'avance politico-sentimentale en quittant son mari, Bryan Walter Guinness, héritier des brasseries du même nom, épousé en 1928, pour entamer la liaison que l'on sait avec Oswald Mosley. Prévoyante, Diana s'est arrangée pour que le divorce soit prononcé aux torts exclusifs de Guinness (qui la trompait aussi et a dû lui concéder la garde de leurs deux enfants^{*25}). La voici riche, prête à financer les ambitions de son amant. Mais avant de convertir celui-ci au national-socialisme, elle l'aura été par sa plus jeune sœur.

C'est Unity qui, la première, adhère à la BUF dans les jours qui suivent sa création ; elle encore qui, à dix-huit ans tout juste, parvient à tisser des liens avec l'attaché de presse personnel de

Hitler, Ernst Hanfstaengl^{*26}, alors que Mosley n'en est encore qu'à se rapprocher des fascistes italiens ; elle surtout qui, en septembre 1933, réussit à se faire inviter au congrès de Nuremberg, le premier du III^e Reich, en compagnie de Diana, fraîchement divorcée. Là, cette dernière sympathise avec le couple Goebbels, en particulier avec Magda, dont elle deviendra rapidement l'amie. Mais Unity est frustrée : happé par le protocole et ses invités, Hitler n'a fait que la saluer, bref moment d'extase qu'elle se promet de renouveler. C'est ainsi qu'en 1934 elle s'inscrit dans un cours de langue réputé de Munich pour pouvoir s'exprimer couramment en allemand. Elle en choisit soigneusement le lieu : à deux pas du domicile privé du Führer-chancelier où celui-ci séjourne plusieurs jours par mois, soucieux de ne pas perdre le contact avec la « ville du Parti ». Dès qu'elle le voit présent – une bannière à croix gammée est alors déployée depuis le balcon du 16, Prinzregentenplatz –, Unity prend racine à l'Osteria Bavaria, la brasserie préférée de Hitler, face à son appartement. Et ce qui devait arriver advient : le 9 février 1935, au bout de neuf mois, son héros finit par la remarquer et l'invite à sa table^{*27}. D'après David Pryce-Jones, l'un des meilleurs biographes d'Unity Mitford, ils se verront en tête à tête plus de cent fois entre 1935 et 1939 – sans compter naturellement les occasions officielles⁹. D'emblée, Unity a trouvé les mots pour le séduire : juste avant de lui confier qu'elle a été conçue à Swastika, elle lui révèle son deuxième prénom : Walkyrie ! Une idée, ajoute-t-elle, de son grand-père « Batty », traducteur de Chamberlain et, comme il se doit, wagnérien impénitent.

Pour être différé, le coup de foudre n'en est pas moins immédiat. Dès qu'il « descend » à Munich en avion, avant de prendre la route de Berchtesgaden, Hitler s'attarde dans la capitale bavaroise en compagnie de sa « groupie ». Celle-ci fond littéralement devant ses

attentions, celle, par exemple, de la retrouver *incognito* – en tout cas à bonne distance du public, préalablement dispersé – au cœur de l'*Englischer Garten* (le célèbre Jardin anglais de la capitale bavaroise) sur un banc qui fut récemment démonté afin de ne pas attirer de sulfureux nostalgiques. Se retrouvent-ils plus intimement au 16 de la Prinzregentenplatz ? Les historiens sont partagés, mais le consensus penche pour une liaison platonique. Leur lien est cependant assez perturbant pour qu'en mai 1935 Eva Braun fasse une tentative de suicide après avoir écrit dans son journal : « Je suis la maîtresse du plus grand homme d'Allemagne et même du monde entier, et je suis assise ici, pendant que le soleil se moque de moi à travers les vitres. »

Une chose est sûre : tandis qu'Eva est reléguée à Munich ou à Berchtesgaden, Unity « Walkyrie » Mitford suit Hitler partout. Elle est l'Anglaise d'honneur que l'entourage du Führer surnomme « Lady Mitfahrt » : celle qui voyage (*mitfahren*) avec lui ! À chaque congrès de Nuremberg, on la voit à la tribune officielle ; au Festival de Bayreuth, le Führer la promène dans sa Mercedes ; aux Jeux olympiques de Berlin d'août 1936, elle ne manque aucune réception, servant de guide à l'impressionnante délégation anglaise qui s'y trouve invitée ^{*28} ; le 15 mars 1938, tandis que Hitler proclame l'*Anschluß* depuis le balcon de la Hofburg de Vienne, elle est encore à quelques mètres de lui ! L'unique lieu où elle n'apparaisse qu'une fois – et pour cause –, c'est la terrasse du Berghof... où Eva Braun tient jalousement son rôle de maîtresse de maison ^{*29}. Comme le raconte Albert Speer dans ses Mémoires, Unity a cependant conquis sur cette dernière un privilège redoutable : celui de pouvoir donner son avis ! Lors des déjeuners en petit comité à l'Osteria Bavaria, écrit-il, « nous respections tous un accord tacite selon lequel il était interdit de parler politique. La seule à ne pas s'y tenir était Lady

Mitford qui, même plus tard, quand les relations entre les deux pays devinrent difficiles, plaidait avec obstination la cause de sa patrie et suppliait Hitler de s'entendre avec l'Angleterre¹⁰ ».

Mais Unity ne se contente pas de devenir l'intime du dictateur et d'intégrer son entourage qu'on pourrait qualifier de « présentable » – Speer, Hanfstaengl, sans oublier les aristocrates allemands de son milieu, ralliés au nazisme, comme Charles-Edward de Saxe-Cobourg-Gotha (lire *supra*), ou encore le prince Auguste-Guillaume, dit « Auwi », quatrième fils du Kaiser et aide de camp le plus titré de Hitler, sans parler du très mondain Göring. Elle noue des relations inattendues avec les pires hommes de main du Parti, comme le pornographe Julius Streicher, rédacteur en chef du *Stürmer*, qui, sous prétexte de dénoncer l'obsession sexuelle des Juifs, illustre surtout la sienne par des dessins carrément obscènes. Le 23 juin 1935, elle s'exprime à ses côtés lors d'un rassemblement des Jeunesses hitlériennes à Hesselberg et écrit quelques jours plus tard dans sa revue : « Les Anglais n'ont aucune notion du danger juif. Notre Juif ne fonctionne qu'en coulisses. Nous pensons avec joie au jour où nous serons en mesure de dire : *L'Angleterre aux Anglais ! Dehors les Juifs ! Heil Hitler !* Post-scriptum : S'il vous plaît, publiez mon nom en entier, je veux que chacun sache que je suis une ennemie des Juifs¹¹. » Sur de nombreuses photos, on la voit, en compagnie de Diana, entourée de simples *SS-Männer* (non gradés) dont les deux sœurs sont devenues les mascottes. Des deux Walkyries britanniques, Friedelind Wagner, la seule petite-fille du compositeur qui se soit ouvertement opposée à Hitler (au point de s'exiler, en 1939, aux États-Unis), a laissé ce portrait :

Unity était une jeune fille séduisante, à la chevelure cendrée, aux yeux gris, qui ressemblait beaucoup à un Botticelli, mais il

ne fallait pas la voir sourire car elle exhibait alors la plus déplorable denture que j'aie jamais vue. [...] Sa sœur Diana, divorcée de Lord Guinness, était réellement belle, de cette froide beauté aux yeux bleus particulière aux Anglaises. Leurs robes échancrées et leurs rouges à lèvres faisaient béer les hitlériens¹².

Dans le sillage d'Unity, Diana se rend en effet de plus en plus souvent en Allemagne, parfois accompagnée de leur frère Thomas, devenu, comme elles, un admirateur inconditionnel du régime et de son fondateur. Et c'est ainsi qu'en octobre 1936 Oswald Mosley se marie secrètement avec Diana... au domicile privé des Goebbels, et en présence de Hitler !

Pourquoi secrètement ? Dans ses Mémoires, le chef de la BUF explique qu'en raison des menaces de mort qui pesaient sur lui en Grande-Bretagne, il ne voulait pas exposer sa femme aux dangers qu'il courait. Précaution bien inutile quand on sait que depuis 1933 et leur équipée familiale au congrès de Nuremberg, les Mitford – à tout le moins le patriarche et deux de ses filles – étaient déjà clairement identifiés au nazisme ! La vérité est plus prosaïque : il craignait que Mussolini, qui ne s'était pas encore définitivement rapproché de Hitler^{*30}, ne prît mal cette allégeance au III^e Reich et ne lui retirât son soutien financier ! Ce qui arriva quelques mois plus tard, par la faute de Goebbels, qui, ayant raconté la cérémonie à Ciano, gendre du Duce en même temps que nouveau ministre des Affaires étrangères italien, déclencha la colère du dictateur, qui ne voulut plus jamais revoir Mosley...

De fait, ce dernier est passé depuis plus d'un an sous l'emprise directe du Führer. En avril 1935, par l'entremise de sa future belle-sœur Unity, Oswald a déjeuné chez lui à Munich en compagnie de

Diana et d'une autre inconditionnelle : Winifred Wagner, belle-fille du compositeur dont elle a épousé le seul fils, Siegfried, en 1915. Comme Houston Stewart Chamberlain, son beau-frère, cette Britannique élevée depuis son plus jeune âge en Allemagne^{*31} a adhéré dès l'origine au national-socialisme. Alors que Hitler était emprisonné à Landsberg après l'échec du putsch de Munich, elle venait, une fois par mois, lui fournir le papier nécessaire à la rédaction de *Mein Kampf*. À la mort de son mari, en 1930, elle lui a succédé à la direction du Festival de Bayreuth, fonction qui, comme on l'imagine, a fait d'elle un personnage central de la culture sous le III^e Reich^{*32}.

C'est dire si, pour son premier contact avec le maître de l'Allemagne, Mosley est en terrain connu : trois Anglaises, dont l'une est sa maîtresse et l'autre sa future belle-sœur, rivalisent d'attention pour lui servir d'interprète avec le Führer, qui, comme on sait, ne parle pas la langue de Shakespeare – pas plus que Mosley ne connaît celle de Goethe – mais trouve les mots qu'il faut pour le convaincre de son admiration pour l'Angleterre. Il lui dit notamment que si leurs deux pays venaient à s'affronter une nouvelle fois, ce serait une catastrophe pour l'humanité. Et d'utiliser une image que l'autre ne cessera de reprendre dans ses discours :

Ce serait comme deux beaux jeunes hommes luttant l'un contre l'autre jusqu'au moment où ils tomberaient à terre, épuisés et sanglants, tandis que les chacals monteraient triomphants sur leurs corps¹³.

Comme pour illustrer son propos, Hitler a également invité à ce déjeuner un symbole vivant : la princesse Victoria-Louise de Prusse, fille unique de Guillaume II et arrière-petite-fille de la reine Victoria.

Le message est explicite : comme la vie serait belle si le Kaiser et son cousin George V ne s'étaient pas laissé abuser, en 1914, par leurs partis bellicistes respectifs au nom de stupides rivalités coloniales^{*33} !

Mosley résume ainsi leur échange :

Mes idées pour maintenir et développer l'Empire britannique n'étaient en aucun cas contradictoires avec celles qu'il défendait en faveur des Allemands. Il ne voulait pas la guerre avec la Russie, parce que ses buts se limitaient à réunir en un même ensemble les populations germaniques d'Europe. Mais il voulait l'assurance que l'Angleterre et l'Europe occidentale ne lui sauteraient pas sur le dos dans l'éventualité d'un affrontement entre l'Allemagne et la Russie. Si j'avais été responsable du gouvernement britannique, il est clair que j'aurais exaucé ce vœu car, bien qu'hostile par principe à la guerre, un affrontement entre le national-socialisme et le communisme était à mes yeux un moindre mal qu'une guerre entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

En retour, il aurait été prêt à offrir toutes les garanties possibles pour la sauvegarde de l'Empire britannique, soutien que je n'aurais d'ailleurs pas requis parce que nous étions alors encore assez forts pour défendre nos intérêts. [...] Après avoir exprimé sa plus chaleureuse admiration pour le peuple britannique, Hitler m'a dit qu'il considérait l'Allemagne comme la première puissance terrestre et la Grande-Bretagne comme la première puissance navale. Son souhait était que nos deux forces, à la fois complémentaires et bienfaites, deviennent les piliers de la stabilité et de la paix du monde à venir.

Et le leader fasciste devenu hitlérien d'insister :

Comme lui et nous voulions des choses fondamentalement différentes, nous n'avions objectivement aucune raison de nous affronter. On ne se fait la guerre que lorsqu'on vise le même but que son voisin... Or nous voulions des choses foncièrement différentes : l'Angleterre, poursuivre la construction d'un empire multiracial, à l'opposé des convictions de Hitler ; l'Allemagne, offrir à son peuple un « espace vital » à l'Est, en aucun cas prendre en charge les zones surpeuplées de l'ouest de l'Europe... Si le Reich a attaqué à l'Ouest, c'est parce que nous l'y avons obligé en lui déclarant la guerre.

Et puis, la personnalité de Hitler le fascine :

Un entretien avec lui, écrit-il, était exactement le contraire d'une première rencontre avec Mussolini. Il n'y avait aucun élément de posture. C'était un bon client (*cool customer*) qui, certes, pouvait se montrer impitoyable, mais il était tout le contraire d'un névropathe. Je me suis souvent dit après coup : s'il est vrai que cet homme-là dévorait les tapis, il sait au millimètre près où poser ses dents ! Il était clair que ses fameuses colères étaient calculées au plus près de ce qu'il voulait obtenir de ses interlocuteurs. Elles s'intégraient dans une dynamique maîtrisée, à l'inverse d'une crise de nerfs¹⁴.

Et Mosley de raconter combien Hitler, au contraire du Duce, savait se moquer de lui-même, par exemple en mimant ses tics d'ancien fumeur pour dissuader les autres de devenir tabagiques. Un

jour, il imite même Mussolini brandissant le glaive de l'Islam^{*34} et, ce faisant, éclate de rire : « Je ne suis pas doué pour ça ! Si on me le demandait, je donnerais le sabre à Schaub^{*35} et je lui dirais : "Va donc me ranger ce bazar¹⁵ !" » Définitivement sous le charme, Mosley conclut : « On n'a jamais vu un fou se moquer de lui-même. »

Mais un converti singer son modèle, si ! Dès 1935, les réunions publiques de la BUF calquent celles du NSDAP de la même manière qu'elles imitaient, deux ans plus tôt, celle du Parti fasciste italien. Surtout, Mosley se met en tête d'aller provoquer les Juifs dans les quartiers de Londres où ils sont concentrés. Des bagarres éclatent, on relève de plus en plus de blessés. Le 6 octobre a lieu la mémorable bataille de Cable Street, dans le quartier de l'East End, où 7 000 *Blackshirts* sont accueillis... par 100 000 manifestants antifascistes ! Au terme de scènes de guerre civile comme Londres n'en avait pas connu depuis les *Gordon Riots*^{*36} à la fin du XVIII^e siècle, ce sont les militants de la BUF qui, pour une fois, doivent battre en retraite, protégés par la police. Quelques semaines plus tard, le gouvernement Baldwin prend un *Public Order Act* (« Décret d'ordre public ») interdisant tout parti politique en uniforme. Et aux élections municipales de mars 1937, les candidats de Mosley ne parviennent pas à se faire élire, malgré les centaines de réunions tenues par leur infatigable chef.

Celui-ci va-t-il quitter la politique ? En 1938, à la naissance de son premier fils, Alexander^{*37}, il se décide à rendre public son mariage avec Diana, qui n'était plus qu'un secret de Polichinelle, et met un bémol – contraint et forcé par la loi – à la violence qui caractérisait son mouvement. Hitler lui-même ne se fait guère d'illusions sur le destin de son nouvel adepte. Dans son journal, Goebbels note ainsi que, le 20 juin 1936, il lui a demandé (après

avoir reçu à dîner les deux sœurs Mitford) de « dégoter 10 000 livres pour Mosley¹⁶ ». On est loin des rétributions régulières que, naguère encore, lui assurait Mussolini !

Deux ans avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, la tentation fasciste, voire nazie, est certes bel et bien conjurée en Grande-Bretagne. En tout cas dans les urnes... Mais les milieux qui ont soutenu Mosley sont loin, eux, d'avoir déposé les armes. On peut même dire que l'extrémisme sur lequel a buté son mouvement les a renforcés en leur permettant d'habiller le thème de l'entente nécessaire avec l'Allemagne d'un atour infiniment plus séduisant que l'extrémisme politique : la recherche de la paix.

La fête des fous

Dans son superbe film *Les Vestiges du jour*^{*1}, James Ivory raconte les efforts d'un certain « Lord Darlington » et d'un groupe de richissimes aristocrates britanniques travaillant, au cœur des années 1930, à convaincre le gouvernement de Sa Majesté de traiter avec le III^e Reich pour établir les bases d'un condominium mondial qui rendrait à la Grande-Bretagne son *leadership* perdu en 1918. Seul le nom de Darlington est fictif. Tout le reste est rigoureusement exact. Le vrai « Lord Darlington » s'appelait Charles Vane-Tempest-Stewart et portait le titre de septième marquis de Londonderry. Né en 1878, il avait été ministre de l'Air dans le gouvernement travailliste de Ramsay MacDonald entre 1931 et 1935 puis, brièvement, Lord du sceau privé^{*2} dans celui de son successeur conservateur Stanley Baldwin, qui, en 1935, finit par l'en chasser tant, pour reprendre les mots du député Cuthbert Headlam^{*3}, il était « sot et vaniteux » (*stupid and conceited*).

« Sot », tant qu'on voudra – et même « demeuré », précisait Churchill –, mais non sans suite dans les idées ! Quand cet aristocrate, jaloux jusqu'à la caricature des prérogatives liées à son rang, cessa d'être ministre, il n'eut plus qu'une idée en tête pour attester de son importance : empêcher une nouvelle guerre entre la

Grande-Bretagne et l'Allemagne. Et c'est peu dire que ses efforts furent bien près d'être couronnés de succès. Moins en vertu de son charisme personnel – totalement inexistant par rapport à celui d'un Mosley – qu'en raison du large assentiment rencontré dans leur milieu commun. Un préjugé favorable que le leader des fascistes britanniques, handicapé par la violence intrinsèque de son mouvement, était bien en peine d'exploiter, en particulier après la Nuit des longs couteaux du 30 juin 1934, épisode dont la violence – et surtout la soudaineté – choqua l'ensemble de l'opinion européenne^{*4}.

Quand Hitler se débarrasse de son aile gauche, acquise, derrière Ernst Röhm, à la « révolution permanente^{*5} », Mosley, on s'en souvient, vient de se rallier au III^e Reich. Et ses adversaires ne se privent pas de lui reprocher ses accointances avec un régime qui s'installe dans le sang. « Est-ce cela votre modèle ? » ne cesse-t-on de lui demander. Même le très fascisant Lord Rothermere, qui, à la une de son quotidien le *Daily Mail*, titrait quelques mois plus tôt sur cinq colonnes à la une « *Hurrah for the Blackshirts*^{*6} ! », prend alors quelques distances avec son protégé afin de ne pas choquer ses lecteurs.

Quel soulagement, cependant, dans les milieux industriels et financiers, de constater qu'après avoir profité de l'incendie du Reichstag pour liquider le parti communiste, Hitler s'en prend maintenant aux « enragés » de son propre mouvement qui rêvaient, à l'unisson des bolcheviks, de mettre à bas le Vieux Monde ! Par l'un de ces allers-retours dont l'histoire est prodigue, le même événement, néfaste à la réputation de Mosley, l'aristocrate dévoyé, va donner du crédit aux gens « respectables » voyant dans le massacre des chefs de la SA la preuve que Hitler est un homme d'ordre refusant l'aventure. Bref, un leader avec lequel la City peut

traiter, comme le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman, ne cesse de le préconiser.

Ribbentrop investit dans la noblesse...

Propriétaire de milliers d'hectares, mais aussi de mines et d'établissements financiers, Lord Londonderry relaie activement ce point de vue. À l'occasion de fêtes somptueuses organisées dans son château irlandais de Mount Stewart ou dans son palais londonien de Park Lane, il présente à ses amis – qui sont nombreux – tout ce que le Reich compte de résidents en Grande-Bretagne, et notamment leur poisson-pilote à tous, Joachim von Ribbentrop.

Celui qui deviendra en 1936 l'ambassadeur du Reich à Londres et, en 1938, ministre des Affaires étrangères de Hitler est, de fait, comme chez lui en Angleterre où, depuis l'arrivée au pouvoir des nazis, il séjourne plus souvent qu'à Berlin, après avoir fait valoir au Führer qu'il lui serait plus utile outre-Manche où, durant toutes les années 1920, il a représenté les Champagne Pommery^{*7}. Parlant couramment l'anglais et le français^{*8}, ce fils d'officier qui ne s'appelait à sa naissance que Ribbentrop s'est fait adopter, du vivant de ses parents, par une tante qui, ayant acheté la particule d'un aristocrate ruiné, lui a permis d'être invité dans la bonne société britannique. Sans doute avec quelque circonspection avant 1933, mais de plus en plus ouvertement après que ses liens connus avec le nouveau chancelier en ont fait « l'Allemand qu'il fallait avoir à sa table »...

D'emblée, l'ambassadeur encore officieux de Hitler a ciblé deux maillons faibles dans l'*establishment* britannique : Londonderry et Rothermere. L'un parce qu'il est ministre et d'une rare sensibilité à la

flatterie, l'autre parce qu'il est le patron de presse le plus influent du pays – *ex aequo* avec Lord Beaverbrook, propriétaire du *Daily Express* – et que la mort de deux de ses fils, en 1916 et 1918, a fait de lui un « irréductible ennemi de la guerre » (Winston Churchill).

Chronologiquement, Lord Rothermere est le premier retour sur investissement de Ribbentrop. Le 10 juillet 1933, le patron du *Daily Mail* écrit dans son éditorial : « J'exhorte tous les jeunes Britanniques, hommes ou femmes, à étudier de près les progrès du nouveau régime allemand. » Et naturellement, il se propose de les guider. Comme le 28 novembre suivant, où il réitère en première page : « Ces jeunes et vigoureux nazis sont les gardiens de l'Europe contre le danger communiste. » L'année suivante, Hitler juge que le *Press Lord*, comme on le surnomme alors, est mûr pour une visite guidée outre-Rhin. Le voyage est organisé de bout en bout par une créature de Ribbentrop qui se trouve être l'une des figures les plus étranges de la galaxie nazie : la princesse Stéphanie de Hohenlohe.

Bien que demi-juive, celle-ci, née en Autriche en 1891, a été faite « Aryenne d'honneur ^{*9} » par le Führer dès 1933. Épouse (divorcée) du prince Frédéric-François de Hohenlohe-Waldenburg-Schillingsfürst dont elle a gardé le nom, l'un des plus anciens du Saint Empire romain germanique, la princesse Stéphanie a intégré le milieu national-socialiste à l'extrême fin des années 1920 par l'intermédiaire de Ribbentrop. Comme elle vit la majeure partie de l'année à Londres et fréquente la meilleure société britannique, en particulier Lady Astor, déjà citée, sa mission est toute tracée : influencer l'opinion en faveur d'un rapprochement avec l'Allemagne. Elle est bientôt recrutée comme « conseillère sur les questions allemandes » par Lord Rothermere, qu'elle convainc sans mal de se rendre à Berlin, en décembre 1934 ^{*10}.

Le patron du *Daily Mail* ne part pas seul : il emmène dans ses bagages son reporter préféré, Ward Price, un ami personnel de Mosley. Comme son confrère du *Daily Express* Sefton Delmer, qui publia la première interview de Hitler dans la presse britannique en 1923, Price deviendra vite l'intime de plusieurs personnalités nazies du premier cercle, dont l'incontournable Fritz Wiedemann. Ancien lieutenant du caporal Hitler au sein du régiment List pendant la Première Guerre mondiale, Wiedemann a intégré le pool des aides de camp du Führer. Surtout, il est l'un des rares vétérans des « années de combat ^{*11} » à le tutoyer en privé. Faire partie de ses proches équivaut, pour Price, à entrer rapidement dans l'entourage intime du dictateur. Jusqu'en 1939, il sera ainsi régulièrement invité aux réceptions données par les couples Goebbels et Göring. Nous verrons d'ailleurs que Price comme Delmer, non contents de relayer la propagande du régime, peuvent, le cas échéant, se muer en « indicateurs » politiques du Führer !

Pour l'heure, c'est en faveur du *Press Lord* que la nouvelle Allemagne se met en quatre. Chaperonné par la princesse Stéphanie, Rothermere est l'hôte d'honneur d'un dîner organisé à la Chancellerie avec vingt-trois autres convives issus pour la plupart de la finance et de l'industrie. Le surlendemain, le Britannique rend l'invitation à l'hôtel Adlon, où Hitler arrive en compagnie de son ministre des Affaires étrangères, Konstantin von Neurath. La neige tombe, Berlin prépare Noël et s'illumine. Sur Unter den Linden, tandis que les enfants s'ébrouent sur les patinoires, l'Anglais, réchauffé par la bière, reprend à tue-tête les cantiques de son enfance que des Jeunesses hitlériennes ont la délicatesse de lui chanter dans sa langue maternelle... L'opération aurait été parfaite si un incident en forme de présage n'avait marqué la fin de la soirée : emporté par son enthousiasme, Rothermere envoie valser un vase

rempli de fleurs qui se brise dans un grand fracas. Croyant à un attentat, des SS surgissent de toutes parts et entraînent le Führer à l'extérieur du salon, avant que le dernier plat ne soit servi !

Cette issue en queue de poisson ne trouble nullement le maladroit, qui, après s'être excusé, reprendra l'avion le lendemain avant de proclamer à l'intention de ses lecteurs : « Nous n'avons aucune raison de nous disputer avec les hommes au pouvoir à Berlin. Une alliance anglo-allemande serait l'un des plus grands bienfaits que nous puissions offrir à l'humanité¹ » (*Anglo-German alliance would prove one of the greatest boons to mankind*).

Pour s'excuser de l'incident de l'hôtel Adlon, il fera remettre quelques mois plus tard au Führer, par les soins de la princesse de Hohenlohe, un cadeau personnel destiné à orner son bureau de la Chancellerie : un portrait de lui serti dans un cadre en or spécialement fabriqué par la succursale londonienne de Cartier, au dos duquel est inséré son éditorial du *Daily Mail* du 24 septembre 1930 qui saluait la première percée significative des nazis aux élections législatives^{*12}.

Par la suite, il ne reviendra pas moins de sept fois en visite privée outre-Rhin. Un bain idéologique dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne sortira pas indemne ! Au lendemain des accords de Munich, en octobre 1938, il adresse ainsi à Hitler une longue lettre tombée, après la guerre, entre les mains des services de renseignement britanniques. Déclassifiée en 2005 par le Foreign Office et publiée cette même année par le *Daily Telegraph*, elle commence par ces mots : « Mon cher Führer, tout le monde, en Angleterre, est profondément impressionné par la solution pacifique que vous avez apportée au problème tchèque. » La chute est à l'avenant : « Frédéric le Grand était déjà une immense figure. Je salue l'étoile de votre excellence qui n'a pas fini de monter » (*I salute your*

excellency's star which rises higher and higher...). Quelques mois plus tard, lors de la prise de contrôle par l'Allemagne de ce qui restait de la Tchécoslovaquie ^{*13}, l'enthousiasme du patron de presse augmente encore d'un cran, alors même que la plupart des partisans de *l'appeasement*, Chamberlain compris ^{*14}, n'ont plus confiance dans la parole de Hitler : dans une autre lettre, également reproduite en 2005 par le *Daily Telegraph*, il le presse en effet de déclarer la guerre à la Roumanie, pourtant alliée du Reich ² !

On comprend qu'au vu de tels résultats, la princesse de Hohenlohe ait été abondamment récompensée : quelques mois après l'annexion de l'Autriche, en 1938, Göring fait ainsi réquisitionner pour elle le château de Leopoldskron, à Salzbourg, confisqué au metteur en scène (juif) Max Reinhardt. Mais comme elle est devenue, entre-temps, la maîtresse du fidèle Wiedemann, nommé consul d'Allemagne à San Francisco, elle prend, à l'automne de 1939, le chemin des États-Unis où, par prudence, l'administration Roosevelt la place sous surveillance. Il faut dire que, sur le sol américain, la princesse a repris la même activité qu'en Grande-Bretagne : propagandiste de la volonté de paix de Hitler !

Lord Londonderry, lui, a été directement recruté par Ribbentrop, *via* son épouse, qui a les yeux de Chimène pour le fringant Allemand dont elle a fait l'attraction de ses soirées mondaines. Lady Edith n'est pas, en effet, que « la femme de ». Fille aînée de Lord Chaplin et petite-fille du duc de Sutherland, elle exerce une influence non négligeable sur le Premier ministre Ramsay MacDonald, qui, premier chef de gouvernement britannique issu de la classe ouvrière, n'apprécie rien tant, l'âge venant, que « de se tenir en haut du magnifique escalier de Londonderry House vêtu d'une tenue de gala ³ »... Que ce même MacDonald ait, fin 1934, l'idée – avortée car jugée saugrenue par son propre cabinet – d'accueillir Hitler en visite

officielle à Londres n'était pas, dans ce contexte, seulement imputable à sa sénilité présumée.

Trois semaines durant, entre la fin janvier et la mi-février 1934, les Londonderry sont invités en grande pompe en Allemagne. Pendant que le couple Goebbels initie Lady Edith à la culture germanique et au nouveau cinéma allemand, celui qui est alors le ministre de l'Air de Grande-Bretagne est convié par Göring à visiter les installations de la Luftwaffe renaissante entre deux chasses dans son luxueux domaine de Carinhall. Puis, après avoir assisté à un défilé aux flambeaux depuis les fenêtres de la Chancellerie, Lord et Lady Londonderry, accompagnés de leur fille de quatorze ans, sont conviés par Hitler à un dîner privé. Et le ministre britannique, le lendemain 4 février, est reçu seul en audience pour un tête-à-tête de deux heures. En fait, un « tête à trois » puisque l'interprète, Paul-Otto Schmidt, est présent. Celui-ci raconte dans ses Mémoires qu'il vit rarement son patron faire assaut d'autant d'amabilités... « On eût dit qu'il faisait la cour à la prude Britannia. »

Combien de fois me suis-je dit, quand j'étais simple soldat, au cours de la guerre, et quand je me trouvais en face des troupes britanniques, s'échauffa-t-il, que c'était une véritable sottise d'être obligé de combattre ces hommes qui eussent pu aussi bien appartenir à notre peuple ! Il ne faut pas que cela se renouvelle, jamais⁴ !

L'exercice n'est pas vain puisqu'à son retour à Londres Londonderry publie un communiqué pour faire part à ses compatriotes du « fort sentiment d'amitié du Führer envers la nation britannique⁵ ». Lors d'une conférence réunissant, quelques jours plus tard, la fine fleur de l'aristocratie et des diplomates anglais (qui

sont souvent les mêmes), il ira plus loin encore : « Hitler est un homme bienveillant... L'Allemagne qu'il construit n'est forte que pour empêcher toute expansion communiste à l'Ouest⁶. »

Exclu du gouvernement par Baldwin, qui a succédé à MacDonald, Lord Londonderry s'affranchira bientôt de toute retenue. Jusqu'à publier, en avril 1938, un vibrant appel à la coopération germano-anglaise, sous le titre *Ourselves and Germany* (« L'Allemagne et nous »), afin de souligner le « lien racial » existant entre les deux peuples et se moquer de ceux prétendant que l'Allemagne « attendait d'avoir achevé son réarmement pour fondre sur ses voisins⁷ ».

Pour spectaculaires et médiatiques qu'elles soient, ces manifestations de germanophilie ne doivent pas faire oublier le travail en profondeur de groupes de pression diversement structurés visant à influencer la diplomatie britannique, quelle que soit la couleur du gouvernement en place. Le plus célèbre, dont font évidemment partie Rothermere et Londonderry, est sans contexte le *Cliveden Set*, du nom du château de Lord et Lady Astor, dans le Buckinghamshire, où se réunissent ses affidés. Sont-ils pour autant des conjurés ? L'historiographie a beaucoup évolué sur ce point, l'accusation ayant été lancée, dès les années 1930, par le journal communiste *The Week* et son rédacteur en chef Claud Cockburn, sans apporter d'autre preuve que les noms des participants à ces rencontres qui, de fait, rassemblaient en majorité des partisans de la politique d'*appeasement*. Et, on s'en doute, de farouches anticommunistes – pour la plupart d'entre eux aristocrates et liés à la City. Aujourd'hui, le groupe dit de Cliveden apparaît davantage comme une sorte de *think tank* mondain que comme une ligue de comploteurs. Si l'on y retrouve l'inévitable gouverneur de la Banque d'Angleterre Montagu Norman et surtout le futur ministre des

Affaires étrangères Lord Halifax, dont le rôle se révélera délétère en 1940, on y croise aussi son prédécesseur et successeur Anthony Eden, qui, brièvement séduit par Hitler lors de leur unique rencontre en 1935^{*15}, deviendra un fidèle auxiliaire de Churchill dans sa lutte contre les *appeasers*. Après la guerre, Cockburn avouera dans ses Mémoires avoir sciemment exagéré l'influence de la « bande de Cliveden » afin, conformément au vieux principe journalistique *Names make news*, de mettre en garde ses compatriotes contre la politique des gouvernements Baldwin et surtout Chamberlain :

La plupart de ces gens, écrira-t-il, n'auraient pas reconnu un complot même si vous leur en aviez apporté un sur un pic à brochette... Ils passèrent autant de temps à jouer à des jeux puérils comme les chaises musicales qu'à parler politique⁸.

... Et la finance dans l'Anglo-German Fellowship

Autrement plus structurée et efficace apparaît, en revanche, la Fraternité anglo-germanique (*Anglo-German Fellowship* ou AGF) fondée en 1935 pour remplacer l'Association anglo-allemande créée dix ans plus tôt, et dont le principal défaut aux yeux de Berlin résidait dans le fait qu'elle était ouverte aux Juifs. Pour présider la nouvelle association, Hitler impose, côté allemand, un personnage symbolique : le prince Charles-Edward de Saxe-Cobourg-Gotha, petit-fils de la reine Victoria, qui, comme nous l'avons dit, a non seulement opté pour la nationalité allemande en 1914 – ce qui lui a valu d'être déclaré traître à sa patrie –, mais surtout a adhéré à la SS en 1932^{*16} !

Sans que ce choix soulève la moindre objection en Grande-Bretagne, la partie anglaise nomme aussitôt comme coprésident Lord Mount Temple et comme secrétaire général le banquier Ernest Tennant, tandis que son homologue allemand n'est autre que Friedrich von der Ropp, un agent d'influence qui, vingt ans plus tôt, a fait ses preuves en contribuant à l'exfiltration de Lénine (exilé en Suisse) vers la Russie, opération qui hâta la décomposition du pouvoir tsariste et aboutit, en 1918, à la conclusion d'une paix séparée entre l'Allemagne et la jeune République soviétique ^{*17} ...

Ouverte à des membres de « pure origine aryenne » et destinée à promouvoir les relations économiques entre les deux pays, l'AGF est soutenue financièrement, outre-Manche, par des sociétés privées aussi prestigieuses que Dunlop, Unilever et Shell (deux multinationales anglo-néerlandaises), la Midland Bank (première banque mondiale par le montant de ses dépôts, lesquels sont supérieurs à ceux détenus au même moment par les sept premières banques françaises), Price-Waterhouse, ou encore Thomas Cook, numéro un mondial du tourisme organisé qui, on l'imagine, va jouer un rôle actif dans la promotion de la nouvelle Allemagne, tout comme la Compagnie transatlantique Cunard et, en raison des liens qui les lient à Ribbentrop, les whiskys Johnnie Walker.

Côté allemand figurent, sans surprise, parmi les donateurs la banque Schröder, si active dans le financement du NSDAP et dont l'actionnaire principal, Kurt von Schröder, est aussi le trésorier du Cercle Keppler, AEG, Bosch, Siemens ou Zeiss.

Parmi les membres anglais les plus connus de la confrérie, outre une cinquantaine de parlementaires des deux bords issus des deux chambres, on trouve l'omniprésent gouverneur de la Banque d'Angleterre, Montaigu Norman, mais aussi son directeur, Frank Cyril Tiarks, l'éditeur du *Times*, Geoffrey Dawson, l'amiral Barry Domvile,

ancien chef du renseignement militaire de la Royal Navy, que Churchill fera interner entre 1939 et 1943 pour présomption d'intelligence avec l'ennemi, ou encore David Freeman-Mitford (Lord Redesdale), père de Diana et Unity Mitford, déjà présenté. Citons aussi le duc de Westminster (Hugh Grosvenor)^{*18}, antisémite notoire qui, par ailleurs, milite au *Right Club*, une association spécialisée dans la dénonciation du complot juif et présidée par le capitaine Archibald Ramsay, principal leader de la Ligue nordique^{*19}.

Marié à une Juive, Lord Mount Temple sera progressivement marginalisé (il démissionnera de l'AGF en novembre 1938, à la suite de la Nuit de cristal) et c'est Tennant qui, jusqu'à la déclaration de guerre, jouera un rôle central dans l'animation de l'organisation, en liaison étroite avec son ami Ribbentrop. Les deux hommes se sont liés à la fin des années 1920, à l'occasion d'un voyage en Allemagne du banquier d'affaires. Quand Hitler arrive au pouvoir, il a été plusieurs fois invité à des parties de chasse en compagnie de Göring et, avant même d'avoir rencontré le Führer – ce qu'il fera pour la première fois en septembre 1934, à la tête d'une délégation d'industriels et de financiers britanniques –, Tennant signe un éditorial retentissant dans *The English Review* pour y vanter les trois premiers mois de pouvoir du dictateur^{*20}. Si le banquier est tellement enthousiaste, c'est aussi qu'il a obtenu de Göring la garantie que la firme Unilever – il siège à son conseil d'administration – puisse continuer à exporter sa margarine et son savon en Allemagne en dépit du programme autarcique du NSDAP. À condition, naturellement, d'investir dans les secteurs jugés stratégiques par le Reich, en particulier celui des chantiers navals⁹, et de devenir le plus important donateur de l'*Anglo-German Fellowship* !

Deux ans plus tard, revenu enthousiaste du congrès de Nuremberg de 1935, Ernest Tennant écrit dans un rapport adressé à Lord Mount Temple et au Premier ministre Stanley Baldwin :

S'il demeure un homme, quel que soit son pays, qui ne croit pas à la puissance de l'Allemagne nazie, le grandiose défilé des membres du Parti, à la discipline d'acier, suffirait à le convaincre. [...] Aucun des grands rois guerriers du passé, de Xerxès au Kaiser, n'a jamais rêvé d'un faste et d'un appareil tels que ceux créés tous les ans par les chorégraphes de Hitler. [...] Si le régime actuel perdure, nous assistons peut-être en ce moment même à la naissance d'une race supérieure¹⁰.

Faute de recruter Baldwin à l'AGF^{*21}, Tennant et ses amis vont l'associer à un projet particulièrement cher aux membres de la confrérie : la constitution d'un cartel anglo-allemand du charbon visant, entre autres, à isoler la France sur ce segment stratégique. Au terme d'un lobbying intense de deux ans, l'AGF parvient ainsi à convaincre le gouvernement de signer, en mars 1937, une convention internationale sur le coke (*International Coke Association*) assignant à chaque membre une part du marché européen, soit 48,43 % pour l'Allemagne, 20,88 % pour l'Angleterre, 17,83 % pour les Pays-Bas, 9,66 % pour la Belgique, et 3,2 % pour la Pologne. Coïncidence ? Trois des cinq puissances signataires (les Pays-Bas, la Belgique et la Pologne) sont sur la liste des États que Hitler souhaite faire disparaître de la carte et qu'il envahira, de fait, en 1939 et 1940 ! Comme le note l'historien allemand Bernd Jürgen Wendt, les producteurs anglais de charbon n'étaient pas favorables, au départ, à un tel accord avec leurs concurrents étrangers. Sous

l'influence de l'*Anglo-German Fellowship*, c'est le gouvernement britannique qui « les a contraints à y consentir¹¹ »...

Et si ce n'était que cela ! Présenté comme un modèle de coopération économique germano-britannique, la convention de 1937 débouche sur la déclaration de Düsseldorf (*Düsseldorf Abkommen*) du 15 mars 1939 – le jour même de l'entrée des troupes allemandes à Prague ! – annonçant la création d'un cartel de l'acier s'inspirant des mêmes principes. L'entrée en guerre de la Grande-Bretagne, six mois plus tard, tuera dans l'œuf le projet... Mais comme on peut le constater, les membres de l'AGF, contrairement aux habitués du *Cliveden Set*, ne se contentaient pas, eux, de jouer aux chaises musicales. Ni d'être les « amateurs ambulants » que décrivait, sans doute pour se rassurer, Sir Robert Vansittart, alors sous-secrétaire d'État permanent aux Affaires étrangères (l'équivalent du secrétaire général du Quai d'Orsay). Il suffit, pour s'en persuader, de lire la thèse passionnante consacrée en 2018 à l'AGF par l'universitaire britannique Charles Spicer¹².

La gauche pacifiste découvre le Reich

Moins obsédés par la question raciale que les sociétaires de l'*Anglo-German Fellowship*, d'autres cercles participent cependant avec enthousiasme à la promotion du Reich, y compris à la gauche de l'échiquier politique où l'on dénonce volontiers les « marchands de canons ». Les amis de Clifford Allen sont de ceux-là. Pacifiste convaincu, emprisonné trois fois entre 1914 et 1918 pour avoir revendiqué le statut d'objecteur de conscience et diffusé un brûlot au titre provocateur, *L'Allemagne a-t-elle raison et la Grande-Bretagne tort ?*, ce socialiste à l'allure de pasteur devenu en 1932

Lord Allen of Hurtwood^{*22} a créé, fin 1933, un cercle anglo-allemand regroupant des hommes de gauche et du centre bien décidés à « ne pas laisser le grand capital entraîner l'Europe dans une nouvelle guerre ». En janvier 1935, il se rend en Allemagne en compagnie de personnalités pacifistes britanniques. À l'issue de sa rencontre avec Hitler, il écrit dans le *Daily Telegraph* : « Quel contraste avec l'image que le peuple anglais se fait de lui !... Je l'ai observé avec la plus grande vigilance, et je suis convaincu qu'il veut sincèrement la paix. » Certes, admet-il, son « calme » et sa « retenue » n'en dissimulent pas moins un « caractère impitoyable ». Mais ni plus ni moins, tempère-t-il, que « Cromwell, prêt à tuer pour sa religion et à mourir pour elle¹³ ».

Cette allusion au leader de la première Révolution anglaise est-elle venue spontanément à Allen ou lui a-t-elle été suggérée par son hôte lui-même ? Hitler sait en effet que la gauche britannique admire le créateur des *Ironsides*^{*23} et que cette référence est immédiatement comprise par les Anglo-Saxons. Interrogé deux ans plus tôt dans le *New York Times* par la journaliste américaine Anne O'Hare McCormick, le dictateur avait répondu en ces termes à la question de savoir qui, de César, Napoléon ou Frédéric le Grand était son personnage historique préféré : « J'admire Oliver Cromwell. Je ne pense pas qu'il ait été le plus grand homme de tous les temps, mais il a sauvé l'Angleterre d'une crise aussi grave que celle que nous traversons^{*24}, en remettant le Parlement à sa place et en unifiant la nation. »

Deux ans plus tard, le Führer a tellement bien remis le Reichstag à sa place qu'après l'avoir incendié il ne lui a offert qu'un seul droit : celui de se taire. Mais cette abolition de la démocratie représentative, renforcée par la suspension définitive des libertés publiques et individuelles, ne semble pas choquer ses visiteurs

d'outre-Manche, même les plus attachés aux principes de la Grande Charte ^{*25}, acte fondateur de la démocratie britannique depuis 1215 !

Ainsi de Philip Kerr, onzième marquis de Lothian, ancien secrétaire de Lloyd George et figure de proue du Parti libéral, qui, sans nier le caractère brutal du nazisme, en décèle la cause principale dans l'injustice du traité de Versailles. À l'unisson de Vernon Bartlett ^{*26}, l'un des éditorialistes diplomatiques les plus écoutés du moment, il pense que « paradoxalement, l'Allemagne sera moins dangereuse pour la paix quand ses voisins seront ostensiblement moins forts qu'elle ¹⁴ ». Pénétré de cet axiome stratégique étonnant, il réclame logiquement l'annulation pure et simple du titre V du traité de Versailles qui interdit à Berlin de réarmer. Alerté et conquis par ce zèle non sollicité, Ribbentrop mandate l'*Anglo-German Fellowship*, dont Lothian n'est pas encore membre, pour l'attirer en Allemagne et le convertir définitivement. En janvier 1935, un voyage d'étude est organisé par les soins de Thomas Philip Conwell-Evans, professeur d'histoire diplomatique à l'université de Cambridge. Cofondateur de l'AGF, celui-ci vient d'enseigner deux ans à Königsberg et préside le Comité des bourses Rhodes, dédié aux échanges interuniversitaires. Initiée sous les auspices du rapprochement des peuples par la culture, la visite de Lothian s'achève dans le bureau de Hitler, à la Chancellerie. Deux heures durant, le Führer lui dispense un cours de géopolitique sur la nécessité de l'entente anglo-allemande, le péril communiste... et le danger français. Formé à l'école de Lloyd George, Lothian en ressort ébaubi.

À peine rentré à Londres, il envoie une note détaillée au Premier ministre Ramsay MacDonald, au ministre des Affaires étrangères, Sir John Simon, et au Lord président du Conseil, Stanley Baldwin, d'où il ressort que Hitler est un prophète. « À l'évidence, écrit-il, existe la

possibilité d'un accord pour maintenir la paix en Europe pendant dix ans » sur la base de ses propositions¹⁵. Et dans le *Times* du 1^{er} février 1935 il résume à l'usage des malentendants : « L'Allemagne ne veut pas la guerre. Elle n'en usera pas pour régler ses différends si l'on consent à la traiter sur un pied d'égalité. »

Figure historique du Parti travailliste, militant infatigable du droit de vote des femmes^{*27} depuis le début du siècle, George Lansbury, lui, a soixante-dix-huit ans quand il rencontre, le 19 avril 1937, le chancelier du Reich. Avec sa crinière blanche et ses favoris très « début de siècle », il est, pour la gauche anglaise et les *Trade Unions*, une sorte de statue vivante du commandeur. Aussi l'écoutez-on lorsqu'il s'écrie : « Adolf Hitler ne se lancera jamais dans une guerre à moins d'y être contraint par d'autres¹⁶. » Rappelons qu'entre-temps ledit Hitler a rétabli sans préavis le service militaire, envoyé la Wehrmacht occuper par surprise la rive gauche du Rhin, et jeté les bases de l'annexion pure et simple de l'Autriche, cet *Anschluß* auquel, voici peu, il jurait ne pas penser^{*28} !

Las ! À en croire le vieux leader pacifiste qui rêve de fermer les usines d'armement et de congédier l'armée pour « donner l'exemple^{*29} », Adolf Hitler n'est pas loin de lui ressembler^{*30}.

Il m'est apparu libre de toute ambition, sans la moindre honte de son humble départ dans la vie, note Lansbury à son retour de Berlin. Préférant la campagne à la ville, c'est un célibataire, un solitaire qui aime la compagnie des enfants et des personnes âgées... Comme j'aurais aimé pouvoir aller à Berchtesgaden et rester plus longtemps avec lui. J'ai senti que le christianisme dans son sens le plus pur avait un sens pour lui¹⁷ ...

Il faut dire que, depuis 1933, conformément aux instructions du Führer, tout est fait pour que les Britanniques se sentent chez eux outre-Rhin, qu'il s'agisse de simples touristes ou d'émissaires autoproclamés comme Rothermere, Londonderry, Allen Lothian et consorts. Parti visiter *incognito* le Reich à bord de son automobile personnelle, le haut fonctionnaire Maurice Hankey^{*31} raconte à son retour : « Le "GB" sur ma voiture était comme un talisman aussi bien aux yeux des fonctionnaires et des nazis que du grand public. Personne ne savait qui j'étais, et pourtant tout le monde semblait désireux de m'aider et de se montrer amical à mon égard, de manière presque embarrassante. » Hankey est notamment fasciné par « l'absence de mendiants et autres laissés-pour-compte [qui] encombrant les rues britanniques¹⁸ ». C'est que « Hitler a su remettre les gens au travail et susciter l'enthousiasme de la jeunesse », remarque en écho Sir Arnold Wilson, qui, en quittant la direction de l'Anglo-Persian Oil Company, s'est offert lui aussi quelques semaines de loisirs outre-Rhin avant de se faire élire député en juin 1933^{*32}. « Il y a certains éléments de cette nouvelle Allemagne que nous ferions mieux d'étudier, d'adapter ou d'adopter¹⁹. »

Certes, les Britanniques ne sont pas les seuls, dans les premières années du nazisme, à vouloir découvrir le nouveau Reich, comme l'a bien montré Frédéric Sallée dans son ouvrage décisif, *Sur les chemins de la terre brune*²⁰. Mais ils sont à coup sûr les plus nombreux, les plus enthousiastes et les mieux reçus. Au point qu'en septembre 1934 l'ambassadeur britannique à Berlin, Sir Eric Phipps, s'en inquiète auprès de son gouvernement : trop de ses compatriotes, écrit-il, considèrent l'Allemagne de Hitler comme un « véritable pays des merveilles » (*Wonderland*), plein de « communes avenantes, d'habitants bien habillés, sans aucun signe

de pauvreté et de chômage, avec des hôtels et des brasseries bondés et de l'argent dépensé sans compter, comme s'ils étaient en vacances à Blackpool²¹ ».

Les pèlerins de l'année 1936

Mais Phipps n'a encore rien vu. Car avec les Jeux olympiques d'août 1936, qui s'imposent comme l'opération de communication la plus réussie du nazisme, c'est avec enthousiasme que les élites britanniques vont se bousculer comme jamais pour visiter « le pays des merveilles de Hitler », donnant ainsi raison à l'expression forgée par Douglas Reed : celle d'une « fête des fous » (*Insanity Fair*) où chacun enchérit, renchérit et surenchérit comme à la foire (d'où le choix du mot *fair*) sur le délire du voisin... Pour 150 000 visiteurs étrangers accueillis à Berlin cet été-là, plus de 20 000 sont britanniques, se félicite le *Völkischer Beobachter*, organe officiel du parti nazi. Et sur ces 20 000, une proportion d'aristocrates et de célébrités comme rarement il fut donné d'en voir réunis en un seul lieu, à l'exception peut-être du Derby d'Epsom... Et jamais *a fortiori* deux semaines d'affilée^{*33} !

Outre Lord Rothermere, tous les grands barons de la presse sont présents : Lord Beaverbrook (*Daily Express*), Lord Kemsley (*The Daily Telegraph*, *The Sunday Times*) et son frère, Lord Camrose (*The Financial Times*). Sans oublier, bien sûr, Geoffrey Dawson, le tout-puissant éditeur du *Times*, propriété de la famille Astor. Les quelque 300 membres de l'*Anglo-German Fellowship*, on s'en doute, ont accouru au grand complet. Mais aussi une délégation impressionnante de la BUF d'Oswald Mosley, une trentaine de députés, toutes tendances confondues, et autant de membres de la

Chambre des lords, avec leurs épouses et souvent leurs familles. La plupart sont invités par le gouvernement allemand. Et il va de soi que l'agence Cook, membre bienfaiteur de l'AGF, a fait le maximum pour que ces visiteurs puissent se rendre où ils veulent dans les meilleures conditions, pendant et surtout après les Jeux. Pour l'occasion, on le sait, Goebbels a fait disparaître du décor tout ce qui pouvait gêner la sensibilité de ses hôtes (slogans antisémites, unes agressives du *Stürmer*) et réapparaître ce qui pouvait les distraire, à commencer par les clubs de jazz, proscrits depuis 1933 ou adaptés aux canons du régime – autrement dit avec des orchestres blancs...

Le ministre de la Propagande lui-même donne de sa personne : pas moins de 3 000 « VIP » (en majorité britanniques, parmi lesquelles les sœurs Mitford et leurs parents) sont invitées à une gigantesque réception sur l'île de Schwanenwerder ^{*34}. Pour ne pas être en reste, Ribbentrop n'en convie « que » 600, mais à son domicile privé, une somptueuse villa de la Lentzeallee, dans le quartier résidentiel de Dahlem ; et pour coiffer tout le monde au poteau, Göring fait construire dans les jardins du ministère de l'Air un village du XVIII^e siècle « avec poste, auberge, boulangerie, ânes, carrousel et paysans qui dansent ²² » !

Dans son journal, le député conservateur Henry « Chips » Channon note qu'on n'a rien vu de tel « depuis Louis XIV... ». Et même « depuis Néron ! ». Il en conclut que l'Angleterre serait bien inspirée de laisser cette Allemagne si inventive « dévorer les Rouges à l'Est ²³ ».

Les Jeux de Berlin achevés, la « fête des fous » continue de plus belle ! Car après les « XI^e Olympiades de l'ère moderne », beaucoup d'invités britanniques ont souhaité prolonger la féerie en enchaînant sur le congrès du Parti, début septembre à Nuremberg. Aux *Marquess, Counts, Viscounts* et autres *Baronets* s'adjoignent pour

l'occasion des personnages moins reluisants, telle la maîtresse de George Pitt-Rivers, Catherine Sharpe, qui, joignant l'utile au fanatisme, propose aux invités des bijoux de sa conception sur le thème de la croix gammée.

Mais c'est en coulisses qu'a lieu, en ce radieux été berlinois de 1936, une rencontre qui trouvera son épilogue cinq ans plus tard, dans la nuit du 10 au 11 mai 1941^{*35} : celle du marquis de Clydesdale avec Rudolf Hess, dauphin en second du Führer après Hermann Göring.

À trente-trois ans, le marquis, qui prendra le titre de duc de Hamilton en 1940, à la mort de son père^{*36}, est une légende vivante, y compris en Allemagne. Grand, bronzé, aussi à l'aise en smoking qu'en uniforme de la Royal Air Force, cet aristocrate écossais champion de boxe et d'aviron a fait la une de la presse internationale, trois ans plus tôt, quand il fut le premier aviateur – et le dernier – à survoler l'Everest (8 800 mètres) dans une cabine non pressurisée^{*37}. Mais c'est aussi un passionné de politique qui regarde avec enthousiasme l'expérience national-socialiste. Contrairement à un Londonderry, dont il est l'ami, mais qui méprise le peuple à proportion de l'attachement narcissique qu'il voue à ses privilèges et voit en Hitler l'unique rempart efficace contre leur abolition, Hamilton est, comme Mosley, sincèrement persuadé que le nazisme est porteur d'une authentique révolution sociale. Laquelle, certes, évitera la victoire du communisme, mais non sans prendre réellement en compte l'intérêt du prolétariat...

Sachant qu'il héritera un jour de l'immense fortune familiale, il a tenu, avant de se faire élire député du Parti unioniste écossais, à travailler *incognito*, six mois durant, dans les mines de charbon de son père. Membre actif de l'*Anglo-German Fellowship*, il est, par elle, en contact avec un oiseau rare du nazisme : Albrecht Haushoffer,

celui-là même qui a organisé sa rencontre avec Rudolf Hess. Malgré un grand-père maternel juif – ce qui fait de lui un *Mischling*^{*38} en vertu des lois de Nuremberg de 1935 –, ce géographe de haute volée qui enseigne à la *Deutsche Hochschule für Politik* (le « Sciences Po » de Berlin) est un nazi de la première heure. Dans le sillage de son père, le général Karl Haushofer, fondateur de l'école allemande de géopolitique – un familier de l'Asie dont Stefan Zweig jugeait qu'il avait « exercé sur l'histoire de notre époque une influence immense, même si elle ne s'est pas manifestée au grand jour^{*39} » –, Albrecht est l'un des rares vrais intellectuels du régime. Certes, les nazis n'ont pas fait de lui, comme de la princesse de Hohenlohe, un « Aryen d'honneur », mais grâce à la protection personnelle de Hess, dont Karl est le mentor après avoir été son professeur à Munich, les Haushofer, père et fils, exercent une influence considérable sur la politique extérieure allemande.

Dès sa création en 1934, Albrecht a intégré la *Ribbentrop Dienststelle* (ou « Bureau Ribbentrop »), autrement dit le département des Affaires étrangères du Parti national-socialiste. Investie de la confiance de Hitler, cette structure parallèle jouera, jusqu'à l'arrivée de Ribbentrop à la Wilhelmstrasse en 1938, un rôle souvent supérieur au ministère officiel des Affaires étrangères, dirigé par le falot baron von Neurath. Surtout, Haushofer junior contribue à populariser les thèses de son père^{*40} sur le caractère suicidaire d'un affrontement anglo-allemand, lequel, estime-t-il, aboutirait à rayer les deux adversaires de la carte des puissances mondiales et à installer un condominium de fait entre les États-Unis et l'Union soviétique (ce qui, formellement, s'avérera exact).

Ainsi cornaqué, le marquis de Clydesdale, futur duc de Hamilton, va être présenté, après Rudolf Hess, à Göring (le 13 août 1936), le lendemain au commandant en chef adjoint de la Luftwaffe, le

général Milch, puis le surlendemain à Hitler, lors d'un dîner à la Chancellerie réunissant la délégation de l'AGF présente aux Jeux olympiques. Introduit par la grande porte, Hamilton reviendra plusieurs fois en Allemagne, notamment en janvier 1937 pour y rencontrer longuement Karl Haushofer, à Munich. Quant à Albrecht, il sera invité, en avril 1938, à séjourner une semaine à Dungavel House, fief ancestral de la famille Hamilton^{*41}. Un lieu qui, au printemps de 1941, entrera brusquement dans l'histoire quand un certain Rudolf Hess tentera en vain de l'atteindre, après avoir sauté en parachute au-dessus de l'Écosse.

Mais nous n'en sommes pas là... Pour l'heure, la paix est dans toutes les bouches, et cette complaisance affichée de tant de célébrités insulaires pour le régime hitlérien n'est décidément pas du goût de l'ambassadeur britannique à Berlin, Sir Eric Phipps, qui réitère, sans davantage de succès, la mise en garde qu'il avait adressée deux ans auparavant à son gouvernement : « Je m'aperçois que, dans notre pays libre, on ne peut empêcher Mayfair^{*42} de se ruer chez Hitler... Mais il serait bon, je crois, de faire taire certains visiteurs²⁴. » Et encore, Phipps ignore-t-il ce que nous savons aujourd'hui grâce à des documents comme la sténographie des propos privés de Hitler où l'on trouve des notations de ce genre : « Lady Mitford et ses sœurs savaient beaucoup de choses du fait de leurs liens de parenté avec des gens très influents. L'une d'elles raconta une fois étourdiment que, dans tout Londres, il n'y avait pas plus de trois batteries antiaériennes – sur quoi la sœur qui était présente la regarda, interloquée²⁵ » (16 août 1942).

Et que dire du journal de Joseph Goebbels, véritable greffier de la complicité nouée entre le Reich et certains Britanniques considérés comme « stratégiques » ? Les journalistes Sefton Delmer et Ward Price, par exemple – ce même Price qui, nous l'avons dit,

accompagnait son patron, Lord Rothermere, lors de son premier voyage en Allemagne sous l'égide de la princesse Stéphanie de Hohenlohe. En 1933, Delmer est déjà si proche de Hitler et de ses principaux collaborateurs^{*43} que c'est dans son appartement berlinois, juste après la victoire du NSDAP aux élections législatives, que Goebbels, fraîchement nommé ministre de la Propagande, réfléchit avec lui à la réponse à donner aux articles qui commencent à paraître, notamment aux États-Unis, sur les exactions commises par les SA contre les Juifs et les communistes. En plein accord avec Lord Beaverbrook, patron du *Daily Express*, il répercute fidèlement la parole nazie. Goebbels note ainsi dans son journal, en date du 25 mars :

Chez Sefton Delmer. Musique tzigane et bavardages. Belles femmes. Je passe un savon au correspondant du *Times*. [...] En Amérique, propagande sur de prétendues atrocités [...]. Tard à la maison. Écrit un article pour Delmer contre la propagande sur les prétendues atrocités²⁶ ...

Parfois même, Delmer se mue en agent de renseignements pour le compte des nazis. Comme pendant les législatives de novembre 1932, à l'occasion desquelles il rencontre Georg Heim, leader du Parti paysan de Bavière, lequel lui tient en privé des propos en faveur du séparatisme bavarois. Surpris d'une telle radicalité, Detmer s'en ouvre à l'attaché de presse du Führer, « Putzi » Hanfstaengl, qui lui conseille d'aller aussitôt les lui répéter. « Voilà qui va nous rapporter deux millions de voix supplémentaires ! » s'écrie alors Hitler, qui cherchait depuis longtemps un levier pour déstabiliser le leader paysan²⁷. Quelques semaines plus tard, Delmer réitère en alertant le chef nazi sur la

défection prochaine de son vieux compagnon Gregor Strasser, approché par le nouveau chancelier Kurt von Schleicher pour devenir son vice-chancelier. Averti à temps par le journaliste britannique, Hitler fait échouer la manœuvre, conçue pour faire éclater le Parti, et obtient, sous la menace, que Strasser décline la proposition ^{*44}.

Surtout, Delmer joue un rôle crucial pour convaincre l'opinion britannique, mais aussi européenne, que l'incendie du Reichstag, en février 1933, est l'œuvre des communistes et qu'en instituant un régime d'exception pour « protéger » l'Allemagne du bolchevisme, Hitler rend, en fait, un service signalé à l'Occident tout entier. Preuve suprême de sa collusion avec le nouveau régime : seul parmi la centaine de journalistes accourue sur les lieux au matin du 28 février, il est autorisé – et même invité – à franchir le cordon de police entourant les ruines fumantes du Parlement allemand puis à y pénétrer, quasiment en même temps que la police criminelle ! Et c'est encore à lui – et à lui seul – que Göring montre la voie d'accès par laquelle l'incendiaire, Marinus Van der Lubbe ^{*45}, se serait introduit dans l'édifice : un tunnel reliant le Reichstag au palais de son président (qui n'est autre que Göring lui-même). Le lendemain, 1^{er} mars, Delmer aura une longue entrevue avec le Führer et le 3 paraîtra, soigneusement relu par l'intéressé, un entretien lui permettant de « vendre » à l'opinion internationale deux forgeries pour le prix d'une : celle du complot communiste ^{*46} et l'assurance du caractère provisoire de l'état d'urgence qu'il vient de décréter.

Et que penser de Ward Price qui, pas davantage que Delmer, ne dissimule sa familiarité avec les « VIP » du régime ? En lisant les Mémoires de Paul-Otto Schmidt, interprète personnel de Hitler, mais aussi diplomate haut gradé de la Wilhelmstrasse, on découvre qu'il est assis près de lui dans la Mercedes chargée de convoier quelques invités de marque lors du congrès de Nuremberg de 1936. Et que,

lors du trajet final entre le stade géant qui accueille l'événement et le château de la vieille ville où le dictateur doit offrir une réception, son attitude enthousiaste est moins celle d'un journaliste que d'un hitlérien convaincu, vibrant à l'unisson de la foule qui acclame le cortège officiel.

Avancer pendant une heure au milieu de ce déchaînement frénétique constituait une véritable épreuve physique qui nous laissa épuisés à la fin du parcours, raconte Schmidt. Toute force de résistance morale paraissait paralysée ; on avait presque le sentiment d'être obligé de se retenir pour ne pas se joindre soi-même à l'extase générale. Je pus constater que les Anglais eurent souvent les larmes aux yeux sous l'effet de l'émotion intérieure causée par tout ce qu'ils voyaient et entendaient... Aucun des invités ne fut capable, après les extraordinaires impressions de la matinée, de tenir une conversation raisonnable²⁸.

La BBC, alors en pleine expansion, n'est pas en reste, et son fondateur, John Reith, est un admirateur non dissimulé des dictateurs. À partir de la déclaration de guerre, il mettra certes, par patriotisme, de l'eau dans son schnaps mais, jusqu'à ce qu'il quitte la direction générale de la radiodiffusion nationale en 1938, celle-ci restera un fidèle auxiliaire de la politique d'apaisement^{*47}. Invité le 10 mars, avant-veille de l'*Anschluß*, à la réception d'adieu donnée par Ribbentrop quand il quitte son poste d'ambassadeur d'Allemagne pour devenir ministre des Affaires étrangères, Reith n'hésite pas à l'assurer publiquement que la BBC n'est pas et ne sera jamais antinazie. Il ajoute même que si le Reich décidait d'envoyer le directeur de la radio allemande en visite amicale à Londres, il

n'hésiterait pas à faire flotter le drapeau à croix gammée sur l'immeuble de Portland Place pour l'accueillir²⁹ !

Comment attendre, après cela, tant soit peu de distance – à défaut d'objectivité – dans l'information moulinée quotidiennement par les journalistes de la BBC comme par ceux du *Press Lord* et des autres barons de Fleet Street^{*48} ? Sachant que la plupart des téméraires qui osent ramer à contre-courant sont soit remerciés (comme Douglas Reed), soit, comme on le verra, censurés par leurs propres journaux sur ordre du gouvernement anglais – et, quand ce n'est pas le cas, déclarés *non gratae* par le service de presse de la Chancellerie –, il n'est guère étonnant que l'opinion insulaire, légitimement attachée à la paix, ait reçu pour argent comptant l'image de la nouvelle Allemagne renvoyée par la plupart des médias. Quant à la diplomatie britannique, rompue depuis 1918 à se méfier de la France, comment n'aurait-elle pas été solidaire d'une telle ambiance... ? Sans parler de la famille royale elle-même, restée si proche de ses racines germaniques ?

Intermède royal

Minuit approche et Green Park, qui jouxte le palais de Buckingham, se recouvre doucement de neige fondue. Plongée dans l'obscurité, la façade de la résidence royale n'est éclairée, de temps à autre, que par les phares des rares automobiles débouchant du Mall pour bifurquer vers Spur Road ou Constitution Hill. Mais tandis qu'en cette nuit du samedi 5 décembre 1936 le premier assaut de l'hiver plonge Londres dans la léthargie, deux hommes songent à tout sauf à s'endormir. Le premier n'est autre que le roi Édouard VIII, qui, reclus dans un petit bureau de ses appartements privés, est pendu au téléphone avec sa maîtresse, Wallis. « Exilée » à Cannes, celle-ci attend que son divorce avec Ernest Simpson soit prononcé. L'autre homme s'appelle Thomas Argyll Robertson et 200 mètres à peine le séparent du souverain. Enfermé dans une cabine téléphonique de Green Park – la plus proche de Buckingham, au coin de Constitution Hill –, cet agent du MI5 effectue, avec une précision d'horloger, la première mission hors-série d'une carrière qui en sera prodigue ^{*1} : placer sur écoutes le roi d'Angleterre ! Ce n'est là qu'un début, mais ô combien marquant pour ce fonctionnaire de vingt-sept ans auquel on avait demandé, jusqu'alors, de dissimuler des micros dans des chambres d'hôtel ou de poser des « bretelles »

sur des lignes détenues par des inconnus. Cette fois, on l'a dûment prévenu de l'identité de sa cible. Et c'est en connaissance de cause qu'il a accepté d'agir aux confins des règles constitutionnelles britanniques qui lient les parlementaires au souverain par un serment de fidélité, lequel s'applique par extension aux fonctionnaires servant le gouvernement « de Sa Majesté ».

L'affaire est si exceptionnelle que, le 3 décembre précédent, l'agent « Tar » Robertson a rencontré le Premier ministre, Stanley Baldwin, en personne, flanqué du directeur du MI5, Sir Vernon Kell^{*2}, lui-même assisté de ses adjoints au grand complet. Avant d'obtempérer aux ordres de Downing Street, « K », comme on le surnomme, a tenu en effet à consulter ses pairs. Et c'est avec leur approbation unanime qu'il a décidé de faire ce que Baldwin demandait : espionner le roi d'Angleterre ! Motif : « Sécurité nationale. » « Tar » n'en saura pas plus, mais ce qu'il apprendra au fil de ses écoutes va rapidement le convaincre du caractère critique de la situation.

Il ignore, en revanche, qu'avant de monter sur le trône, le 20 janvier 1936, Édouard, encore prince de Galles, était déjà sous surveillance. Et que c'est son propre père, George V, qui, un an avant sa mort en janvier 1935, l'avait demandé. Le Premier ministre était alors Ramsay MacDonald et il avait confié le dossier à la *Special Branch* de Scotland Yard, dirigée par le policier d'élite Albert Canning. Inquiet, depuis longtemps, des dépenses somptuaires de son fils, le vieux roi, craignant une opération de chantage, voulait vérifier une rumeur selon laquelle Édouard aurait offert pour 100 000 livres de bijoux à une femme mariée^{*3}. Quelques jours plus tard, il était fixé : la somme était bien celle-là, et l'heureuse récipiendaire, un personnage sulfureux à souhait.

Wallis, l'inimitable

Citoyenne américaine, Bessie Warfield (Wallis est son second prénom) va sur ses quarante ans. Mariée une première fois en 1916 à un officier de l'US Navy, Earl Winfield Spencer, pionnier de l'aéronavale, elle en a divorcé en 1927 pour se remarier l'année suivante à un personnage « bien connu » des services fiscaux à défaut de l'être encore de la police : Ernest Aldrich Simpson, un Américain naturalisé anglais en 1917 qui, après un passage dans l'armée, s'est lancé officiellement dans le négoce maritime tout en déclarant bien moins que ce qu'il dépense. Avant de connaître Simpson, Wallis, qui avait suivi son premier mari au gré de ses affectations en Extrême-Orient, a multiplié les aventures avec des diplomates. On lui prête notamment une relation avec Galeazzo Ciano, futur gendre de Mussolini, consul d'Italie à Pékin au milieu des années 1920. Plus tard, ses ennemies, qu'elle collectionnait comme autant de trophées, prétendront qu'en Chine elle n'avait pas seulement fréquenté les ambassades, mais aussi les salons de massage où, comme l'on disait au siècle de Laclos, elle serait devenue experte dans le « déduit ».

De fait, écrit Jean-Pierre Naugrette dans le joli portrait de Wallis qu'il a publié voici quelques années dans la *Revue des Deux Mondes*, « avec son front haut, ses lèvres assez épaisses, son nez un peu épaté, ses traits anguleux, ce n'est certes pas une très belle femme, mais incontestablement une grande séductrice : il y a presque quelque chose d'asiatique dans son visage de porcelaine¹ ». Et derrière son sourire de geisha, une volonté implacable qui ne fut sans doute pas pour rien dans la réflexion célèbre d'Adolf Hitler, qui préférait pourtant les blondes aux brunes mais s'avouait fasciné par ses yeux violets : « Quelle reine d'Angleterre elle aurait faite² ! »

Quand Albert Canning et les limiers de Scotland Yard la « fixent » en 1935, ils découvrent rapidement qu'elle est la maîtresse du prince de Galles depuis 1931. Elle ne vit d'ailleurs que très épisodiquement avec son mari, en compagnie duquel elle continue cependant à écumer les soirées mondaines. Et ce, sans que ce dernier paraisse le moins du monde gêné par la présence du futur Édouard VIII au bras duquel elle repart souvent au petit matin. Dans un rapport resté secret pendant quatre-vingts ans et découvert, en même temps que les écoutes téléphoniques du MI5, par les historiens Richard J. Aldrich, de l'université de Warwick, et Rory Cormac (Nottingham), Canning écrit : « Simpson ne cherche pas à nier la relation de sa femme avec le POW^{*4}. Il semble en tirer une certaine gloire, et même un profit. »

Depuis 1933, Édouard lui verse, en plus des dons précieux qui ont alerté la Maison royale, quelque 6 000 livres en liquide par an. De quoi payer le loyer du somptueux appartement où ils se retrouvent régulièrement et où, en 1928, elle a emménagé avec son mari, au 5 Bryanton's Court, dans le quartier de Mayfair. Dans cet immeuble dont chaque étage abrite un nom du bottin mondain britannique vit une certaine princesse Stéphanie de Hohenlohe, que nous avons croisée dans le chapitre précédent et qui n'a pas été longue à faire profiter Wallis de ses relations allemandes. En lisant le rapport de Canning, George V est horrifié d'apprendre qu'en sus de son fils l'Américaine émancipée reçoit régulièrement un certain Joachim von Ribbentrop. Faux grand seigneur et vrai goujat, le futur ministre des Affaires étrangères du Reich adresse des œillets à Wallis à l'issue de ses visites. À chaque envoi, le bouquet compte une fleur de plus, symbolisant leur dernière relation intime. Selon le célèbre chroniqueur Andrew Morton, spécialisé dans les enquêtes touchant la famille royale et dont les sources ont rarement été prises en

défaut, c'est par dix-sept œillets que se conclut leur idylle, juste avant qu'Édouard n'accède au trône³...

Devant l'énormité de l'information, dont les implications internationales gravissimes n'ont nul besoin d'être explicitées, le roi, mais aussi Baldwin, qui vient de succéder à MacDonald, passeraient presque par profits et pertes le nom des autres visiteurs de Bryanton's Court. Celui, par exemple, d'un certain Guy Marcus-Trundle, présenté comme « ingénieur chez Ford » mais qui aurait été vendeur de voitures d'occasion. Un habitué des après-midi pluvieux qu'on voit ressortir, parfois, les bras chargés de cadeaux... Le prince héritier a-t-il la moindre idée de l'emploi du temps de Wallis quand il a le dos tourné ? Un jour, le commissaire Canning interroge une antiquaire où, la veille, Édouard s'est ruiné en sa compagnie, sans crainte de l'appeler « chérie » devant la clientèle médusée du magasin qui, on s'en doute, l'a aussitôt reconnu. Verdict de l'antiquaire : « Il est complètement sous sa coupe. » Bientôt, on apprendra le sobriquet employé par Wallis pour qualifier son royal amant : « Le petit homme. » Et ce n'est qu'un début...

Édouard, une proie rêvée

Il faut dire que, malgré sa quarantaine svelte, le prince de Galles, 1,65 mètre, ne se remarque guère, sauf peut-être par l'éclat de ses grands yeux bleus, légèrement cernés. Et encore, ceux-ci ne s'illuminent vraiment, comme en témoignent films et photos, qu'à l'occasion des fêtes mondaines, bals et autres croisières où il semble reprendre vie. Sans doute faut-il croire Sir Alan « Tommy » Lascelles^{*5}, dont la discrétion et la finesse firent de lui le secrétaire privé de quatre monarques britanniques, quand il affirme dans son

journal que « pour une raison héréditaire ou psychologique, le développement mental du prince de Galles s'était arrêté lorsqu'il avait atteint l'adolescence⁴ ». De la part d'un serviteur de la monarchie réputé pour l'extrême rigueur de son jugement et qu'on n'entendit jamais critiquer qui que ce fût, la sentence vaut d'être retenue.

Dans ses Mémoires⁵, publiés en 1952 et rarement cités par ses biographes bien qu'ils soient hautement significatifs du personnage, Édouard^{*6} ne fait pas mystère de l'enfance triste qui fut la sienne, entre un père brutal et autoritaire, une mère absente (la reine Mary), quatre frères^{*7} et une sœur^{*8} qui, visiblement, préfèrent jouer entre eux que de subir l'autorité de l'héritier désigné... Sans oublier une cohorte de gouvernantes sadiques^{*9} dont la terrible Josée Dussault, une Française détestée que le futur Édouard VIII oppose à la douce Else Korsukawitz, « une demoiselle allemande aimable et plantureuse ». Engagée comme simple nurse, elle familiarise les enfants royaux avec la *Muttersprache* (« langue maternelle ») de la dynastie Saxe-Cobourg mieux que tous leurs précepteurs réunis.

Est-ce cette figure protectrice qui, très tôt, a inspiré à Édouard son attirance pour l'Allemagne ? En lisant ses souvenirs, publiés en un temps où les germanophiles avaient plutôt tendance à se faire oublier, on ne peut qu'être frappé par l'enthousiasme intact dont il fait preuve quand il évoque « ce peuple vigoureux dont le sang coule en abondance dans (ses) veines ». L'Allemagne, il la découvre en 1913, à l'issue de ses études au Royal Naval College de Dartmouth et de deux années au Magdalen College d'Oxford, d'où il est sorti sans le moindre diplôme^{*10}. Les deux voyages^{*11} qu'il effectue alors chez les princes de sa famille et à Berlin chez le cousin germain de son père, l'empereur Guillaume II, l'enchantent littéralement.

Je fus frappé, raconte-t-il, de tout ce que je vis là-bas. J'y admirai l'industrie, la persévérance, la discipline, le sérieux, et cet amour de la patrie qui est si caractéristique du peuple allemand. Ces qualités, je les avais trouvées partout, chez les officiels et les industriels, les soldats et les ouvriers ; les ingénieurs et les artisans, chez les chasseurs qui m'avaient invité comme chez les garçons de café qui me servaient de la bière dans leurs brasseries. Avant que se soit manifestée la folie de ses dirigeants l'Allemagne était une contrée prospère, industrielle, pleine d'agrément, toute résonnante de ses travaux et de ses chansons⁶...

Dans un an tout juste, l'Angleterre et l'Allemagne s'affronteront sur les champs de bataille européens, mais Édouard avoue qu'il « ne vit guère, alors, les signes de la catastrophe imminente ». En revanche, il s'étend à satiété sur ses visites familiales, d'un *Königlichen Palast* (« palais royal ») à un *Großherzoglichen Schloß* (« château grand-ducal »), entre une chasse au cerf en Thuringe avec son cousin « Charlie » (Charles-Edward de Saxe-Cobourg, dont il cèle soigneusement la carrière future dans la SS) et une visite guidée des usines Zeppelin où le vieux comte du même nom évoque avec nostalgie « ses souvenirs de la guerre franco-allemande de 1870 »... Le jeune prince de Galles se doute-t-il que, dans quelques mois, les dirigeables conçus par le « noble vieillard » viendront frapper Londres ? Voici encore le roi Guillaume de Wurtemberg, qui, après « un énorme déjeuner », l'emmène en calèche découverte dans les rues de Stuttgart et que son épouse, la reine Charlotte, réveille régulièrement d'un coup de coude pour qu'il puisse rendre le salut que lui adressent ses sujets ; et puis Adolphe-Frédéric VI, grand-duc de Mecklembourg-Strelitz, dont la mère de quatre-vingt-

onze ans est la petite-fille de George III, « le roi fou » qui, avant de le devenir, fut l'ennemi acharné de la France révolutionnaire puis de Napoléon ; et encore le prince Henri de Prusse, plus jeune frère du Kaiser, un passionné de mécanique qui n'aime rien tant qu'entretenir lui-même ses automobiles dans le garage de sa gentilhommière d'Hemmelmark et qui, en sa qualité de grand amiral, l'emmène visiter l'arsenal de Kiel où s'alignent les derniers-nés de ses cuirassés. Voilà enfin le Kaiser, *alias* « Oncle Willie », dont les moustaches en crocs impressionnent encore Édouard lorsqu'il rédige ses Mémoires quarante ans plus tard. Quand il le reçoit au château de Berlin, Guillaume II est assis en uniforme derrière un bureau « d'une hauteur inhabituelle ». Et lorsqu'il se lève « d'une façon bizarre » pour lui souhaiter la bienvenue, le prince a l'impression qu'il descend de cheval. Il se trompe à peine. L'empereur allemand était assis sur un bloc de bois muni d'une selle militaire complète avec étriers ! Entre la fin de l'après-midi et celle de la journée, le Kaiser changera quatre fois de tenues, plus éblouissantes les unes que les autres, et s'exprimera alternativement en anglais et en allemand. « Au terme de l'été 1913, écrit-il, j'aimais tellement l'Allemagne que je projetais d'y retourner en 1914. »

Mais voici la guerre et la mobilisation. Celle-ci survient quand, stimulé par son séjour outre-Rhin, la timidité d'Édouard commence à disparaître. Lui qui montait si mal à cheval prend des cours intensifs après que son père eut cité, devant lui, son cousin le Kaiser en exemple pour son « assiette » irréprochable ; et l'étudiant qui préférait les canulars d'Oxford aux longues soirées mondaines découvre, comme il l'écrit, les « plaisirs frivoles de la vie ». On n'en saura pas plus, mais on imagine que ses premiers pas de dandy séducteur datent de cette époque. Dans son journal intime, il se vante ainsi de n'avoir dormi que huit heures entre le 7 et le 10 juillet

1914. Las ! Le 31 juillet, il découvre que « le bon vieux temps » touche à sa fin : « Papa vient de m'apprendre la mobilisation belge. Incroyable que nous puissions nous retrouver au bord de la guerre. Je suis très déprimé. »

Et s'il allait combattre pour stimuler son moral ? Le 6 septembre, il demande une affectation et se voit intégré au 1^{er} bataillon des grenadiers de la Garde... cantonné en Essex. Mais ce qu'il dit rechercher, c'est l'aventure. Comme il est le prince de Galles, Lord Kitchener, le ministre de la Guerre, le reçoit. Devant son refus de l'envoyer en France, Édouard lui dit : « Mais j'ai quatre frères ! Qu'est-ce que cela pourrait bien faire si j'étais tué ? » Réponse de Kitchener qu'avec le recul on ne se retient pas de trouver judicieuse : « Le pire n'est pas que vous soyez tué. C'est que vous soyez fait prisonnier. »

À défaut de psychologie, le prince de Galles ne manque pas de suite dans les idées : à tant faire que de harceler son père, il obtient, en novembre 1914, de se faire affecter en France, à l'état-major du chef du corps expéditionnaire britannique, le maréchal Sir John French. Jusqu'en 1918, on le tiendra, autant que possible, éloigné des premières lignes, même si, sur son insistance, on l'autorise plusieurs fois à visiter les tranchées. Ayant été une fois pris sous le feu (à Vermelles, dans le Pas-de-Calais), il sera prestement ramené vers l'arrière mais obtiendra la *Military Cross*. Exactement ce qui lui manquait pour reprendre, la paix revenue, la carrière de play-boy princier entamée en 1913. Cette fois, la panoplie est complète : à vingt-quatre ans, le voici ancien combattant (sans jamais avoir tiré un coup de fusil ailleurs qu'à la chasse) en même temps qu'héritier du trône et doté des frais de représentation conséquents attachés à son statut. Mais George V, qui espérait lui déléguer ses contraintes les plus astreignantes, déchante vite : son fils profite de la moindre

occasion pour conquérir de nouvelles maîtresses, avec une préférence marquée pour les femmes mariées qu'il reçoit dans sa résidence de Fort Belvedere, au fond du parc du château de Windsor. C'est l'une d'elles, Lady Thelma Furness, épouse d'un pair d'Angleterre rencontrée en 1926 lors d'une soirée chez les Londonderry, qui lui présentera Wallis Simpson. Il ne la quittera plus. Au fil de son enquête, le commissaire Canning découvre qu'au firmament de ses relations personnelles le prince de Galles a vite ajouté celles de sa maîtresse, parmi lesquelles certains astres défavorablement connus de l'extrême droite britannique : les Cunard, les Mitford et, comme il se doit, Oswald Mosley en personne. Le 11 juin 1935, première alerte publique. Devant une délégation de la Légion britannique – une organisation d'anciens combattants de la Grande Guerre – qui s'apprête à visiter le III^e Reich à l'invitation de l'*Anglo-German Fellowship*, il frappe le gouvernement de stupeur en déclarant : « Il n'y a aucune catégorie d'hommes mieux indiquée pour tendre aux Allemands la main de l'amitié que nous, anciens soldats, qui les avons combattus et qui avons choisi de tout oublier⁷. »

Le 20 janvier 1936 sonne l'heure fatidique : affaibli depuis plusieurs mois par une pneumonie, George V s'éteint dans sa résidence de Sandringham. Présent à ses côtés, le prince de Galles lui succède aussitôt sous le nom d'Édouard VIII. Mais l'essentiel reste à faire : organiser son couronnement.

326 jours de règne

D'emblée, le nouveau souverain entre en conflit avec le Premier ministre, Stanley Baldwin, et bientôt avec l'ensemble du

gouvernement, saisi d'effroi devant sa manière de concevoir sa fonction, mélange d'autoritarisme capricieux et d'un effroyable laisser-aller comme on n'en avait pas vu depuis le règne de George III, qui avait l'excuse de l'aliénation. Par exemple, Édouard VIII exige de rompre avec la tradition voulant qu'à chaque nouveau règne le profil du souverain soit orienté à l'inverse de celui de son prédécesseur sur les pièces de monnaie. Celui de George V regardant vers la gauche, son fils aurait dû choisir la droite. Mais il s'y refuse obstinément pour un motif qui consterne le Cabinet : il veut montrer son meilleur profil, celui de la raie qui sépare ses cheveux ! Il annonce également au gouvernement qu'il habitera le moins possible à Buckingham. Il se plaît tant à Fort Belvedere... L'ennui est que cette « folie » du XIX^e siècle est à 35 kilomètres de Londres, et ne désemplit pas d'habitues, dont certains s'y invitent spontanément. C'est là que, le plus souvent, le gouvernement doit transmettre les célèbres « boîtes rouges » quotidiennes contenant les rapports secrets que le Premier ministre juge utile de faire viser par le monarque. Or non seulement celui-ci oublie fréquemment de les retourner, mais, quand il le fait, certains documents sont incomplets, froissés et parfois tachés d'alcool. Le roi a-t-il été le seul à en prendre connaissance ? Et sinon, qui d'autre ? La situation devient si critique que Lord Wigram, membre du Conseil privé du roi depuis George V, démissionne pour protester contre cette situation inédite. Le flegmatique Tommy Lascelles l'imitera quelques semaines plus tard.

Et encore, le gouvernement est-il soulagé quand Édouard VIII réside à Belvedere. Car il lui arrive de partir en week-end jusqu'au mardi sans dire où il va ! Ce qui ne l'empêche pas, quand il effectue une visite officielle, de s'ingérer de manière intempestive dans le domaine réservé de Downing Street. En novembre 1936, il va ainsi

au-devant des mineurs en grève du pays de Galles et déclare devant les caméras du Pathé-Journal : « Il faut faire quelque chose pour donner du travail à ces gens. Il faut faire quelque chose^{*12}. » Naïvement, les mineurs l'acclament : ne leur a-t-il pas opportunément rappelé que, dix ans plus tôt, lors d'une autre grève, il avait répondu à une levée de fonds organisée par les syndicats en leur versant 10 livres de sa poche ? Dix livres... Les gueules noires qui peinent à nourrir leurs enfants auraient-ils applaudi cet « ami du peuple » s'ils savaient les sommes astronomiques qu'au même moment il dépensait pour ses maîtresses ?

Mais les mineurs ne sont pas les seules dupes. Ribbentrop apporte le même crédit aux vellétés sociales de l'éphémère souverain. Il fait valoir à Hitler que s'il advenait qu'Édouard VIII joue franchement le peuple contre l'oligarchie – soit, dans son esprit, tous ceux, à commencer par Churchill, qui ne sont pas favorables à une alliance avec l'Allemagne –, le système politique britannique aurait quelque souci à se faire. En 1940, alors que le roi a abdiqué depuis quatre ans, il reviendra encore sur cette marotte devant le maître espion Walter Schellenberg, officier traitant du duc de Windsor alors « exilé » au Portugal :

[Selon Ribbentrop], le roi était l'Anglais le plus ouvert aux questions sociales qu'il ait jamais rencontré, l'un de ceux possédant les idées les plus saines qui soient. Voilà précisément ce qui avait déplu à la clique gouvernementale ; l'histoire du mariage (avec Wallis Simpson) a seulement procuré un excellent prétexte pour mettre à l'écart cet ami loyal et fidèle de l'Allemagne. Toutes les questions de tradition et de cérémonial qui ont été soulevées étaient tout à fait secondaires⁸.

Si la dernière assertion n'est pas entièrement fausse, qui peut croire un instant qu'Édouard VIII se souciait de la condition ouvrière dans un autre but que de soigner sa popularité ? Quant au président allemand de l'*Anglo-German Fellowship*, Charles-Edward de Saxe-Cobourg (l'omniprésent « cousin Charlie »), il a profité de l'enterrement de George V, auquel il a assisté en uniforme de général de la Wehrmacht – et non de la SS, à la demande expresse des autorités britanniques –, pour s'installer quelques jours à Fort Belvedere. Il écrit aussitôt après à Hitler :

Le roi Édouard est bien décidé à *concentrer entre ses mains* [souligné par nous] les charges du gouvernement, même s'il a reconnu qu'en Angleterre ce n'était pas chose facile. Pourtant, la situation politique générale, et particulièrement celle de l'Angleterre, lui en donnera peut-être l'occasion. Mais sa résolution sincère de favoriser un rapprochement entre l'Allemagne et l'Angleterre se heurterait à davantage de difficultés si on la rendait publique prématurément⁹ ...

Si le gouvernement, on s'en doute, n'a jamais eu connaissance de cette lettre, il s'inquiète des tentatives du souverain pour bouleverser à son profit le jeu normal des institutions. Baldwin lui-même a parfaitement compris que, derrière le narcissisme désordonné qui anime Édouard, se dissimule une force en marche. Wallis Simpson, bien sûr, dont chacun sait désormais qu'elle aspire à un statut de reine consort, mais aussi le conglomerat politico-mondain qui gravite autour du couple. Un groupe dont les contours débordent largement les frontières du royaume, ce qui n'évoque pas spontanément une stricte défense de l'intérêt national ! De ce point de vue, Ribbentrop n'a pas tort de traiter l'affaire Wallis comme un

prétexte, même s'il sous-estime largement ses composantes religieuses.

Ce prétexte, Édouard VIII va l'offrir sur un plateau à Baldwin en désertant purement et simplement le service de l'État pour partir deux mois en croisière avec sa sulfureuse maîtresse américaine. De la mi-juillet à la mi-septembre, il loue un yacht de 90 mètres, le plus grand jamais construit à l'époque, le *Nahlin*. Lancé six ans plus tôt, il est la propriété de Lady Annie Henrietta Yule, la femme la plus riche du Royaume-Uni grâce notamment aux aciéries que son père a créées en Inde – celles-là mêmes qui précipitent dans le chômage les ouvriers britanniques dont le prince se dit si proche... Avant de s'embarquer pour la Méditerranée, Édouard et Wallis font cependant procéder à un aménagement qui rendra furieuse la propriétaire du bateau, adepte du *teetotalism*^{*13} : ils vident les rayons du salon-bibliothèque qui faisait sa fierté pour remplacer les livres par des milliers de bouteilles d'alcool. C'est sur ce bar flottant que, du 15 juillet au 15 septembre, ils sillonnent l'Adriatique et la mer Égée. Bientôt, la presse internationale accourt, attendant chaque escale comme la promesse d'un beau tirage. Seuls les journalistes britanniques sont absents, Baldwin étant parvenu *in extremis* à les convaincre de garder le silence... pour l'instant. Aux Américains, aux Français ou aux Allemands, la primeur de découvrir le couple se tenant par la main ou faisant la course en maillot de bain sur une plage yougoslave, tandis que leurs invités envahissent bruyamment les restaurants locaux. Pendant ce temps, la guerre civile embrase l'Espagne, Hitler annonce qu'il porte à deux ans la durée du service militaire, et à Moscou s'ouvre la saison des Grandes Purges...

C'est en Écosse, fin septembre, que l'orage éclate. Pour la première fois depuis qu'il a succédé à George V, Édouard séjourne au château de Balmoral. Et il installe Mrs Simpson dans les

appartements jusqu'alors réservés à sa mère, la reine Mary ! Puis vient la provocation suprême pour son frère George et sa belle-sœur Élisabeth (le duc et la duchesse d'York, respectivement futurs George VI et reine consort) accueillis sur les marches de Balmoral par... Wallis.

Jean des Cars raconte dans sa *Saga des Windsor* :

Élisabeth qui précède son mari ignore Mrs Simpson et se dirige directement vers son beau-frère. Mrs Simpson en est pour ses frais. En passant devant l'intruse, la duchesse d'York lui lance cet avertissement qui est aussi une leçon de protocole :

— Je suis venue dîner avec le roi.

Le dîner achevé, la duchesse d'York, manifestement en guerre ouverte contre l'Américaine, donne le signal aux dames présentes de quitter la table. Mrs Simpson est définitivement dépassée et Élisabeth définitivement courroucée. Son mari est particulièrement blessé par cette atmosphère, en rupture avec ses heureux séjours en Écosse, et il en veut à son frère [...]. Au retour, le conflit familial et gouvernemental est ouvert contre l'insupportable Wallis¹⁰.

Après avoir espéré en vain que la liaison du roi serait, comme d'habitude, remplacée par une autre, Baldwin est doublement désespéré. Non seulement l'influence de Mrs Simpson s'accroît, mais l'unique rempart contre une crise constitutionnelle est en passe de s'effondrer : le 16 novembre, Édouard VIII annonce au Premier ministre que Wallis a demandé le divorce et qu'aussitôt celui-ci acté, il l'épousera et fera d'elle une reine. Sous le choc, le Premier ministre avale cul sec un deuxième whisky-soda et rétorque que rien n'est

acquis : encore faut-il que Mr Simpson accepte de divorcer ! Il n'a pas le choix, répond Édouard, il a été pris en flagrant délit d'adultère et, le 27 octobre, un jugement provisoire a été prononcé. Tout à leur mission de renseigner le gouvernement sur les faits et gestes du roi, la *Special Branch* de Scotland Yard a négligé l'essentiel : surveiller de près le mari de Wallis. De fait, le 21 juillet précédent, pendant qu'Édouard et cette même Wallis faisaient route vers la Méditerranée, Ernest Simpson a été pris en flagrant délit d'adultère dans un hôtel des bords de la Tamise, en compagnie d'une nommée Mary Raffray. « En réalité, raconte Jean des Cars, il s'agissait d'une mise en scène élaborée entre Ernest et Wallis. La maîtresse de circonstance et son amant devaient être confondus à une heure prévue. La charmante complice d'Ernest deviendra sa troisième épouse... dédommée par Mrs Simpson elle-même qui prendra aussi en charge les frais du divorce¹¹. » On se doute avec quel argent ! Et puis, devenir reine n'a pas de prix...

Baldwin tend un piège

Pris au dépourvu, le Premier ministre ne s'avoue pas vaincu. Il a compris qu'une course de vitesse était engagée puisque le couronnement d'Édouard est prévu le 12 mai 1937 et que si, d'ici là, il épouse Wallis, rien n'empêchera celle-ci de devenir reine. Il faut donc rendre ce mariage constitutionnellement impossible. Comment ? En mobilisant l'Église d'Angleterre dont le roi est, certes, le chef (*Supreme Governor of the Church of England*) mais dont le pouvoir tout théorique se limite à nommer – en fait à entériner la désignation – des membres les plus importants de la hiérarchie ecclésiastique. Au reste, en succédant à son père, Édouard a,

comme tous ses prédécesseurs depuis Élisabeth I^{re}, juré de rester fidèle à la doctrine de l'Église. Le verdict de l'institution ne se fait pas attendre : il est inenvisageable que le roi épouse une divorcée dont les deux maris sont vivants, confirme l'archevêque de Canterbury.

Édouard propose un pis-aller : un mariage morganatique qui ôterait à l'ex-Mrs Simpson la possibilité d'être reine et à leurs enfants éventuels le droit de revendiquer le trône. La contre-proposition est habile mais insuffisante. Car sachant ce qu'ils savent du roi et de la manière dont il assume – ou plutôt n'assume pas – sa charge, Wallis est devenue, pour Baldwin et son gouvernement, un sujet presque secondaire. Tout au plus un bon prétexte pour se débarrasser du couple ! Plutôt que d'ouvrir une crise constitutionnelle en refusant à Édouard ce qu'il demande, le Premier ministre accepte de soumettre sa solution au Cabinet. Mais il n'oublie pas d'en informer chaque gouvernement des dominions, lesquels, conformément au statut de Westminster de 1931^{*14}, ont désormais leur mot à dire sur toute modification des règles de succession. Fin novembre 1936, le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande rejettent successivement la proposition royale transmise par Baldwin. Seul le gouvernement irlandais s'abstient de trancher, tout en précisant, humiliation suprême, qu'il est « indifférent » aux questions successorales anglaises ! Aussitôt, le Cabinet se range à l'avis du Commonwealth. Le piège s'est refermé. Entre-temps, Baldwin a ouvert les vannes de la presse en l'autorisant brusquement à faire son travail. Et c'est peu dire que l'opinion s'enflamme contre Wallis, avec d'autant plus de violence qu'elle n'ose attaquer de front la personne du roi. Des pierres brisent les vitres de son appartement de Bryanston Court (où elle ne vit plus, puisqu'elle a emménagé à Fort Belvedere, ce qu'ignore le public), des tracts orduriers circulent dans Londres et les grandes villes d'Angleterre, les questions

pleuvent au Parlement. Même les syndicats s'en mêlent en dénonçant celle par qui le scandale arrive. « Les travailleurs entendent que la Cour mène une vie de famille normale », proclame Ernest Bevin, le tout-puissant secrétaire général du syndicat des transports ^{*15}.

S'étonnera-t-on que les seuls organes de presse à réclamer Édouard et Wallis comme roi et reine d'Angleterre soient le *Daily Mail* et le *Daily Mirror*, acquis, on l'a vu, à une alliance avec le III^e Reich, et que l'unique parti politique à manifester son soutien au couple devant les grilles de Buckingham soit l'Union des fascistes britanniques d'Oswald Mosley ?

Ce qu'ils ignorent, c'est qu'à peine ouverte la crise est déjà résolue. Dans les derniers jours de novembre, Wallis a quitté clandestinement Fort Belvedere pour une somptueuse villa de Cannes, Lou Viei, prêtée par ses amis Herman et Katherine Rogers, un couple d'Américains connu en Chine et avec lequel elle partage bien des secrets. C'est là qu'elle a résolu d'attendre que son divorce soit prononcé. Quant à Édouard, il a annoncé à son frère George qu'il devait se résoudre à lui succéder. Mis en demeure de renoncer à Wallis ou d'abdiquer, il a, lui dit-il, choisi le bonheur contre l'injustice.

Depuis sa cabine téléphonique de Green Park, l'agent « Tar » Robertson, transi de froid, ne perd rien de ces échanges qu'il note fiévreusement avant de les transmettre à Downing Street. Mais tandis que les conversations entre le roi et son frère ne laissent transparaître aucune émotion, celles qu'il intercepte entre Buckingham et Cannes sont nettement plus animées. Éruçant au téléphone, Wallis presse Édouard de tenir bon. Et quand il lui révèle que Baldwin l'a menacé de démissionner s'il persistait dans ses projets de mariage – ce qui provoquerait une crise constitutionnelle

d'ampleur inédite –, elle le pousse à prendre à témoin le peuple anglais dans une allocution radiodiffusée. « Dis-leur comment on veut t'éjecter¹² ! » Surtout, elle peste en des termes indignes d'une lady contre ces « porcs d'Anglais » qui veulent lui faire payer sa qualité d'Américaine et qu'elle soupçonne, en outre, de chercher à l'éliminer physiquement ! Tétanisé, Édouard tente en vain de l'apaiser, veut la convaincre qu'il lui donne, en abdiquant, la plus belle preuve d'amour qui soit. Il ne réussit qu'à se faire traiter d'idiot !

À chaque compte rendu d'écoutes déposé sur son bureau, Baldwin tressaille. Mais il se félicite, grâce à eux, d'être en mesure d'anticiper le coup suivant. Édouard veut parler au peuple ? Excellente idée. Le Cabinet lui propose un discours. Le roi en prend connaissance le 10 décembre au matin, alors qu'il s'apprête, en présence du Premier ministre et de son frère, à signer son acte d'abdication. Le soir même, il le prononce à la radio, sans ajouter ni retrancher un iota au texte qu'on lui a soumis. Seule la dernière phrase, qui restera dans l'histoire, est de son cru : « J'ai estimé impossible de porter le lourd fardeau des responsabilités et de remplir les devoirs qui m'incombent en tant que roi sans l'aide et le secours de la femme que j'aime. »

En entendant cela, allongée sur le canapé du salon de Lou Viei tandis que ses amis Rogers, dépités, voient eux aussi s'évaporer la perspective de retrouver un jour Fort Belvedere, Wallis répète, dents serrées : « Le crétin ! Le crétin ! » Puis elle monte dans sa chambre en envoyant valser quelques bibelots¹³. Elle apprendra bientôt qu'une autre version du discours, plus proche de celui qu'elle souhaitait, a été présentée par Édouard à Winston Churchill, l'un des rares politiques à ne pas s'opposer à leur mariage^{*16}. Et que celui-ci l'a réécrit jusqu'à le faire coïncider, presque exactement, avec la

version proposée par Baldwin, dans laquelle il rend hommage à son frère et au gouvernement ! À compter de ce moment, elle vouera au futur Premier ministre une haine tenace. Il la lui rendra bien.

Mais c'est au frère de son amant, devenu George VI, qu'elle réserve ses malédictions. Car s'il a accordé à Édouard la qualité d'Altesse royale en même temps que le titre de duc de Windsor, c'est à titre strictement personnel. Quand ils se marieront, elle pourra se faire appeler duchesse, mais non Altesse. Et c'est bien ce qui la crucifie. Pour le reste, le nouveau roi ne s'est pas montré ladre : à condition de ne plus vivre en Angleterre, sauf à titre exceptionnel, l'ex-Édouard VIII reçoit une dotation de 25 000 livres par an (environ 2 millions d'euros actuels), en plus des revenus considérables du duché de Lancastre et de Cornouailles (20 000 livres), mais aussi des domaines de Balmoral et de Sandringham, hérités en propre de George V^{*17}. Pour Wallis, c'est encore insuffisant : à partir de ce jour, et jusqu'à leur mort, ils ne cesseront de réclamer des rallonges... qu'ils obtiendront la plupart du temps de la part de George VI puis d'Élisabeth II !

Une affaire domestique devenue de « sécurité nationale »

En cette fin d'année 1936, qui a vu se succéder trois rois, la Grande-Bretagne est pourtant loin d'en être quitte avec le fils aîné de George V. Car lâché dans la nature dans cette Europe vouée, nul n'en doute plus, à s'embraser tôt ou tard, ce prince errant germanolâtre va prendre une dimension internationale dont se serait bien passé le gouvernement britannique.

Sa première destination en quittant l'Angleterre dès le lendemain de son abdication ? L'Autriche. Bien que réputé antisémite, l'ex-roi fait primer son confort : il n'a pas résisté à l'invitation d'Eugène et de Kitty de Rothschild, qui l'accueillent somptueusement avec ses aides de camp, ses gardes du corps, ses bagages et ses clubs de golf – soit un wagon entier de l'Orient-Express – au château d'Enzesfeld, leur villégiature de la forêt viennoise. Se doutent-ils que, dans quinze mois très exactement, les amis allemands de leur invité les chasseront de leur demeure ? Tommy Lascelles note dans son journal : « L'ancien roi est sans âme et cela l'a rendu un peu fou. Il va probablement être très heureux en Autriche, [...] jouer au golf dans le parc, aller dans les boîtes de nuit à Vienne... Il sera ravi de porter ces ridicules petits costumes tyroliens. Il n'a jamais aimé l'Angleterre ni les Anglais. Tout cela, c'était du boniment. En fait, il haïssait ce pays¹⁴. »

Mais tandis qu'Édouard se détend en comptant les jours qui le séparent du divorce de sa bien-aimée, celle-ci perd patience, l'appelle et se fait appeler dix fois par jour (qu'importent les notes de téléphone, considérables à l'époque, mais réglées par leurs hôtes !) pour se plaindre des Anglais, de la « horde » (*bloody herd*) de journalistes qui assiègent sa villa... et surtout ruminer sa vengeance. Au début de 1937, elle lui écrit : « Je parais 100 ans et je pèse 55 kg ! Tu ne m'aimeras plus quand tu verras ce que l'Angleterre a fait de moi¹⁵ ! » Est-ce pour venger son martyre qu'elle suggère à Édouard de prendre la tête d'un parti « républicain » dont le programme serait le renversement de la monarchie ? Même Mosley n'y avait pas pensé ! Un an plus tard, Eric Phipps, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris après l'avoir été à Berlin, aura accès à un document stupéfiant, transmis par l'un de ses amis : le script d'un entretien accordé par Édouard à un journaliste du *Daily Herald* venu

lui rendre visite à Antibes, au château de la Croë^{*18}, qu'il loue désormais à Sir Pomeroy Burton, président de l'Associated Newspaper Ltd., la holding de Lord Rothermere. Exhumée par les historiens Richard J. Aldrich et Rory Cormac^{*19}, l'interview plaide pour l'institution d'une République anglaise dont il serait le premier président, et suggère que le Parti travailliste le soutient dans cette rocambolesque perspective. Affabulation ? Auto-intoxication ? La question reste ouverte. On sait en revanche que, averti par Phipps, Neville Chamberlain, qui a succédé à Baldwin, demandera aux dirigeants du Parti travailliste d'intervenir auprès du *Daily Herald* pour que la phrase soit supprimée, faute de quoi il les contraindra à démentir tout entretien avec le duc.

Entre-temps, celui-ci s'est enfin marié, le jeudi 3 juin 1937, et semble, depuis, se complaire dans la provocation. Pour sa première visite médiatisée en compagnie de Wallis – et non, comme on l'a souvent dit, pour y effectuer son voyage de noces –, il a ainsi choisi... l'Allemagne. À la cérémonie elle-même (20 invités seulement pour 200 journalistes couvrant l'événement, dont un certain Maurice Schumann, alors correspondant de *L'Aube* et futur porte-parole du général de Gaulle à la BBC), le Reich était déjà omniprésent à proportion de l'absence de la monarchie britannique. D'abord en raison de l'étonnante personnalité du propriétaire du château de Candé, en Touraine, qui a servi de cadre à l'événement : le milliardaire franco-américain Charles Bedaux. Un agent allemand patenté qui mourra en prison, à Miami, en février 1944, après avoir été remis aux États-Unis, à leur demande, par le gouvernement provisoire du général de Gaulle à Alger^{*20}... Comment les Windsor l'ont-ils connu ? Par leurs amis Rogers qui ne jurent que par lui. Mais, en creusant la question, on s'aperçoit que c'est Bedaux qui, le premier, a recherché leur compagnie.

Charles Bedaux, un coach sur mesure

En s'intéressant à cet étrange « châtelain », le MI5 découvre, dans son pedigree, plus d'une raison de s'inquiéter. Né en 1886 à Charenton-le-Pont, cet ingénieur français naturalisé américain avant la Grande Guerre a fait fortune en concevant des méthodes nouvelles pour augmenter le rendement des exploitations minières puis de l'industrie en général. Si ses innovations participent du mouvement tayloriste alors en vogue aux États-Unis, elles en diffèrent par un souci affiché d'améliorer la condition ouvrière, ce qui a conduit certains auteurs à faire de lui le dernier représentant du socialisme utopique¹⁶. En attendant, sa méthode séduit les industriels les plus pragmatiques : De Dietrich, en France, Fiat en Italie et, consécration suprême, Ford et Du Pont de Nemours aux États-Unis.

À la fin des années 1920, sa société a ouvert des antennes dans chaque capitale européenne, mais aussi en Inde et en Afrique du Sud. À la suite de son livre *The Bedaux Efficiency Course for Industrial Application*, publié à New York dès 1917 et traduit en plusieurs langues, certains États européens envisagent même de faire du « Bedaux » l'unité de mesure de l'effort humain. Notamment la France du Front populaire, qui associe secrètement l'ingénieur à la négociation des accords de Matignon – on parlerait de lui aujourd'hui comme d'un « consultant extérieur », l'équivalent du cabinet McKinsey associé non moins discrètement, en 2020, à la gestion de la crise sanitaire française... Mais il est une nation qui s'intéresse plus particulièrement à ses méthodes de management : l'Allemagne d'Adolf Hitler. C'est sans doute ce qui va porter un coup fatal à leur propagation. En cette année 1937, Charles Bedaux est devenu si proche des dirigeants du Reich qu'on l'autorise à acheter un chalet à

Berchtesgaden, sur cet Obersalzberg que le Führer et les siens ont partiellement « privatisé » à leur usage. Un symbole qui n'échappe pas aux enquêteurs du MI5, qui, en se rapprochant du FBI, découvrent qu'en 1914, déjà, Bedaux avait été soupçonné d'entretenir des liens privilégiés avec l'Empire allemand... Cette fois, le doute n'est plus permis.

Au château de Candé, qu'il a acheté en 1927, Charles Bedaux offre aux Windsor et à leurs invités un luxe inimaginable pour la province française de l'époque. De l'édifice du XVI^e siècle, seuls les murs extérieurs ont échappé à sa créativité. Tous les autres ont été creusés pour abriter près d'un kilomètre de canalisations permettant d'installer le chauffage central dans toutes les pièces et d'adjoindre à chaque chambre une luxueuse salle de bains décorée de mosaïques en pâte de verre signées Gallet. Deux piscines – l'une intérieure, l'autre extérieure – ont été construites, mais aussi des tennis, un golf de 18 trous sur 3 hectares, un sauna, une salle de sport et un solarium à UV, l'un des tout premiers installés en France ^{*21}. Pour satisfaire les considérables besoins en énergie de l'ensemble, une centrale électrique et une station de pompage sont aménagées au bord de l'Indre. Et afin de pouvoir téléphoner en un temps record aux quatre coins du monde, un standard téléphonique de 80 lignes fabriqué aux États-Unis ^{*22} est également installé, relié à Tours par un câble tiré spécialement. Quant aux jardins, ils sont redessinés par l'architecte-paysagiste Louis Decorges afin de se prêter aux exigences de Fern Bedaux (l'épouse de Charles), dont les réceptions veulent rivaliser avec celles de Beverly Hills... Et n'oublions pas le principal : un orgue construit aux dimensions de Candé par le célèbre facteur d'orgues américain Ernest Martin Skinner. Au clavier, pour le mariage religieux d'Édouard et de Wallis – en fait une simple bénédiction, en raison du passif matrimonial de cette dernière –, rien

de moins que le maître Marcel Dupré, titulaire du grand-orgue de Saint-Sulpice, considéré comme l'un des plus grands improvisateurs du moment.

Puis vient le moment des cadeaux. Celui de George VI n'est pas adressé au couple, mais à Édouard seul. De rage, celui-ci le renvoie aussitôt à son frère. Camouflet supplémentaire : il s'agissait d'une simple médaille à son effigie, frappée en l'honneur de son propre couronnement, le 12 mai précédent ! Le présent du chancelier du Reich, Adolf Hitler, passe, lui, de main en main et sèche instantanément les larmes de la nouvelle duchesse : c'est un coffret en or massif frappé des lettres « WE » – W comme Wallis, E comme Édouard. Charles Bedaux n'a guère besoin d'être persuasif pour démontrer au couple où sont ses vrais amis.

Dès le lendemain matin, les jeunes mariés sont à Paris, gare de Lyon. Destination : Venise, par le Simplon-Orient Express. Cette fois, ce n'est pas un wagon qui leur est réservé, mais deux. À leur suite de sept personnes s'ajoutent deux chiens et... 286 malles, sans compter les clubs de golf. Passent-ils seulement quatre heures au bord du Lido avant de changer de train pour Vienne ? Mussolini a réservé pour eux une suite à l'hôtel Excelsior où un bouquet de 100 œillets attend la duchesse. Le lendemain, les voici en Carinthie, chez le comte Munster qui prête son château aux Windsor pour deux mois. Bedaux, qui possède aussi une propriété en Hongrie, les rejoint bientôt. Ordre du jour : l'organisation de leur visite en Allemagne, en octobre suivant. D'ici là, le duc et la duchesse prendront, en septembre, leurs quartiers à Paris, à l'hôtel Meurice. Si le gouvernement britannique, on l'imagine, suit pas à pas les préparatifs de ce voyage à hauts risques^{*23}, l'opinion publique n'en est avertie que très tardivement, ce qui ajoute au choc quand les journaux, et surtout les actualités filmées, en rendent compte

massivement. Car c'est en véritables souverains que Hitler a décidé d'accueillir le couple princier, jetant la population dans la rue pour l'acclamer à chaque étape de ce périple de deux semaines commencé le 11 octobre.

Invités personnels du Führer

Ce jour-là, la gare berlinoise de la Friedrichstraße n'aurait pas été plus pavoisée s'il s'était agi d'accueillir Mussolini ! L'Union Jack et le svastika sont partout mêlés et, dans les rues, les Jeunesses hitlériennes agitent des drapeaux en criant : « *Heil Edward ! Heil Wallis !* » Le 13 octobre, *Le Figaro* montre une photo du duc, tout sourire, en compagnie de Goebbels, et constate sobrement : « On a beaucoup remarqué que, dans toutes les visites de la journée, le duc a constamment remercié en faisant le salut nazi. » Car les visites s'enchaînent au pas de charge, conformément aux souhaits d'Édouard, qui a voulu constater *de visu* les progrès sociaux réalisés sous l'égide du national-socialisme, mais aussi « l'avance de l'industrie allemande » sur celle de son pays. À Londres, le compliment est apprécié comme il convient. Hilare, aussi, le *Reichsleiter* du Front du travail, Robert Ley, désigné pour servir de guide aux Windsor, entre un déjeuner avec Göring et un dîner chez les Goebbels à Schwanenwerder, là même où, un an plus tôt, Oswald et Diana Mosley, également présents, convolaient en justes noces ! Ces réceptions sont, pour Wallis, l'occasion d'oublier les usines où elle s'ennuie, et de triompher chaque soir en découvrant le carton désignant sa place à table : IKH (*Ihre Königliche Hoheit*, l'équivalent allemand de *Her Royal Highness*), autrement dit « Son Altesse royale » la duchesse de Windsor. N'y aurait-il donc qu'au pays de

Hitler que son rêve puisse devenir réalité ? À l'Opéra de Berlin, l'extase est totale : pour accueillir l'ancien souverain, venu assister à un concert de Wagner et de Liszt, on joue les deux hymnes nationaux : le *Deutschland über alles* (« L'Allemagne au-dessus de tout ») et le *God Save the King* (« Que dieu sauve le roi »).

Mais l'acmé du voyage est assurément la réception par Hitler en personne à Berchtesgaden, le 22 octobre. Comme il le fait seulement pour les chefs d'État ou de gouvernement, le Führer vient accueillir ses invités au bas du grand escalier du Berghof^{*24}. Puis il les entraîne dans l'immense salon dont la baie vitrée, non moins gigantesque, permet, par beau temps, de distinguer son Autriche natale et les tours blanches de la forteresse de Salzbourg. Dans moins de six mois, il y sera accueilli en héros. Mais ce jour-là, il pleut, et la vue est bouchée par d'énormes nuages blancs qui viennent lécher les carreaux, nimbant la scène d'un étrange éclat.

Pendant près de deux heures, le Führer, selon son habitude, refait le monde autour d'un thé sous l'œil bienveillant des jeunes mariés. Dans l'antichambre, en compagnie des aides de camp de Hitler, le garde du corps du duc, David Storrier, se mord les doigts de ne pouvoir assister à la scène pour rapporter fidèlement ce qu'il entend. Il apprendra trente ans plus tard, en lisant les Mémoires de l'interprète, Paul-Otto Schmidt, qu'il n'a pas perdu grand-chose, l'ex-roi et la nouvelle duchesse se contentant d'acquiescer béatement aux flots de paroles de leur hôte. Le lendemain, en revanche, Storrier est présent quand, à Nuremberg, Édouard convie à un dîner d'adieu toute sa famille allemande. Le Gotha, au propre comme au figuré ! Seul l'ex-Kaiser a décliné l'invitation, même si Hitler, dès 1933, a levé l'interdiction de séjour qui le frappe depuis 1918. Exilé à Doorn, aux Pays-Bas, Guillaume II a toujours dit qu'il ne reviendrait jamais dans le pays qui a exigé son abdication... sauf pour retrouver

éventuellement son trône, ce qui n'est pas précisément dans les plans de Hitler ! Mais son fils aîné, le Kronprinz, est présent, de même que l'autre héros de la fête : le cousin Charles-Edward, en grand uniforme SS, sa tenue préférée ! Bien davantage que les propos échangés (qu'il ne comprend pas toujours, car Édouard se fait un devoir de s'exprimer dans sa *Muttersprache*), c'est l'atmosphère présidant à cette réunion de famille qui frappe Storrier. L'ex-roi d'Angleterre est comme chez lui au cœur du III^e Reich ! Quant à sa femme, où n'irait-elle pas pourvu qu'on l'appelle Altesse royale ?

« Édouard et Wallis sont-ils conscients d'avoir été spectaculairement utilisés pour assurer la promotion du Reich et les vertus du national-socialisme ? » s'interroge Jean des Cars. Sans doute pas, et c'est presque pire, car cette inconscience est à la mesure du rôle que Hitler songeait à leur faire jouer s'il avait envahi l'Angleterre. Donc gagné la guerre.

En Allemagne, poursuit Jean des Cars, (Édouard) avait, en somme, redoré son blason personnel : il passait officiellement pour un homme désirant la paix et le progrès social, mais de sordides politiciens britanniques avaient torpillé son idéal en mettant en lumière une très romanesque histoire de femme. Du point de vue de Hitler, le duc de Windsor devait être placé en réserve et ménagé comme tel, au cas où... Quant à la duchesse, du moment qu'elle est traitée avec tous les égards auxquels elle estime avoir droit, elle sera docile¹⁷.

Et maintenant, direction les États-Unis ! Après la visite triomphale chez Hitler, se dit Édouard, pourquoi ne pas rééditer l'opération chez Roosevelt, belle occasion de damer le pion à son royal cadet ? Le

projet, une fois de plus, émane de Charles Bedaux, qui a mobilisé les réseaux isolationnistes et pro-allemands de Charles Lindbergh pour accueillir les parias. Mais, *in extremis*, l'opération échoue. Car au moment de s'embarquer pour New York – sur un transatlantique allemand, le *Bremen*, une provocation de plus ! –, ils apprennent que leur ami Bedaux a dû vendre précipitamment son groupe à ses associés sous la pression des syndicats américains qui refusaient de traiter avec un « nazi » ! Déprimé, il a pris le chemin de l'Allemagne pour se refaire une santé et investir utilement. Privé de son « coach », le couple est désemparé. Eux qui pensaient passer le réveillon de 1937 dans un palace américain se replient sur la Côte d'Azur, puis à Paris, dans un hôtel particulier au 24, boulevard Suchet qu'ils louent à prix d'or non sans avoir exigé du propriétaire des transformations intérieures qui font ressembler l'endroit... à un petit Buckingham ! Bedaux en convalescence dans une clinique bavaroise, Édouard et Wallis se lient maintenant d'amitié avec Otto Abetz, le fondateur du Comité France-Allemagne, l'équivalent français de l'*Anglo-German Fellowship*. Nul ne se doute – et pour cause – que cette créature de Ribbentrop deviendra bientôt l'ambassadeur du Reich en France occupée et que la plupart des membres français dudit Comité constitueront l'armature de la Collaboration parisienne. Mais compte tenu de ce qu'on sait déjà du personnage, soupçonné de distribuer ses subsides à certains journalistes^{*25}, on décide, outre-Manche, de renforcer la surveillance dont les Windsor font l'objet. En mars 1938, au moment de l'*Anschluß*, Londres apprend ainsi que le couple approuve ouvertement l'absorption de l'Autriche par le Reich. Le gouvernement britannique ne s'y est certes pas opposé, mais de là à se féliciter de la disparition d'un État souverain ! Le duc et la duchesse ne s'arrêtent pas en si bon chemin puisque, s'agissant du prochain sur la liste, la Tchécoslovaquie, on

rapporte qu'ils s'exclament : « Comment envisager de faire la guerre pour un pays qui n'existe pas ? »

Un an plus tard a lieu un curieux incident. Nous sommes le 23 juin 1939, cette même Tchécoslovaquie a disparu de la carte depuis maintenant trois mois et Wallis a d'autres soucis en tête que le sort des Tchèques, passés sous « protectorat » allemand. Elle a loué le premier étage de la tour Eiffel pour fêter les quarante-cinq ans du duc. La fête bat son plein quand des cris retentissent. On a vu un corps tomber depuis le deuxième étage ! Un suicidé de plus ? On apprendra le lendemain que le malheureux ramassé sur le Champ-de-Mars n'est autre que l'attaché militaire du gouvernement tchèque en exil... Son nom : Bedrich Beneš, cousin de l'ex-président Beneš, contraint à l'exil par l'occupation allemande. Avait-il résolu d'interpeller le duc et la duchesse qui soutenaient avec tant d'enthousiasme les objectifs territoriaux de Hitler ? De les assassiner comme l'envisage alors l'hebdomadaire *Détective* ? Officiellement, aucune arme ne sera retrouvée sur son cadavre. Mais, en ce début d'été, la fête des Windsor est bel et bien gâchée. Leur fin de saison au cap d'Antibes l'est davantage encore quand, le 3 septembre en fin de matinée, un coup de téléphone vient les sortir de leur piscine : c'est l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, Sir Ronald Campbell. Il leur apprend que, depuis quelques minutes, l'Angleterre est en guerre avec l'Allemagne. Le roi, dit-il, exige leur retour au pays. Il n'a pas fini d'entendre parler d'eux.

L'apaisement incendiaire 1933-1938

Berlin, 3 mars 1938. Entré une heure plus tôt avec le sourire à la Chancellerie du Reich, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Nevile Henderson, en ressort la mine défaite. Même le fier œillet rouge qui orne en toutes circonstances sa boutonnière semble avoir fané. Rentré à son bureau, le diplomate télégraphie à Downing Street : « L'échelle de valeurs de Hitler est tellement dérégulée qu'argumenter semble inutile... Rien ne peut le dissuader d'annexer l'Autriche¹. » Il venait pourtant de lui proposer ce qui, à ses yeux d'Anglais, aurait dû assouvir définitivement sa soif d'expansion : des territoires en Afrique ! Mais le chancelier du Reich l'a foudroyé du regard en l'assurant qu'il préférerait risquer un conflit généralisé plutôt que de renoncer à réunir tous les Allemands d'Europe sous le même toit. Et Göring d'ajouter : « Vous pourriez même nous offrir l'Afrique entière que cela pèserait moins que nos frères autrichiens². » Dix jours plus tard, le 13 mars 1938, Hitler, acclamé par un demi-million de Viennois massés sur la Heldenplatz, proclame, depuis le balcon de la Hofburg, l'entrée de son « pays natal dans le Reich allemand ».

C'est peu dire, pourtant, que Chamberlain, son prédécesseur Baldwin et avant lui MacDonald avaient usé de tous les moyens en leur possession pour « apaiser le Führer », selon la formule

consacrée. Arrivé à ce stade de notre récit, une mise au point s'impose sur une erreur à ne pas commettre : celle qui consisterait à confondre les *appeasers* qui font l'objet de ce chapitre et du suivant avec les divers partisans de Hitler que nous avons croisés jusqu'ici et dont la diplomatie parallèle irritait tant le Foreign Office ^{*1}. Répétons-le : entre 1933 et 1938, aucun responsable de la politique étrangère britannique n'a jamais, même secrètement, admiré le Führer, y compris le plus ambigu de tous, Edward Frederick Lindley Wood, autrement dit Lord Halifax, dont nous verrons qu'il fut tout près, en 1940, d'obtenir la tête de Winston Churchill et de négocier une paix séparée avec l'Allemagne. Pas de fascistes à la Mosley prenant leur inspiration à Rome puis à Berlin ; pas de racistes obsessionnels à la Houston Chamberlain ; encore moins de gallophobes complotistes comme l'écrivain Herbert George Wells qui soupçonnait la France de vouloir affamer l'Angleterre par un nouveau Blocus continental ^{*2}, ni même d'antisémites viscéraux comme Montagu Norman, le tout-puissant gouverneur de la Banque d'Angleterre... Mais des hommes d'un autre temps. De bons élèves de Disraeli, formés au moule traditionnel de la *balance of powers*, donc naturellement portés à ménager l'adversaire potentiel – l'Allemagne – pour éviter que l'allié du moment – la France – ne prenne la main en Europe ; des hommes, en un mot comme en cent, rédhibitoirement dépassés par les événements et le rythme effréné qu'Adolf Hitler était parvenu à leur imposer, à coups de surprises stratégiques en forme de coups de poker.

La comédie du désarmement

Dès le mois de mai 1933, le Führer parvient ainsi à sidérer les démocraties en acceptant, contre toute attente, le plan général de désarmement présenté par le Premier ministre anglais Ramsay MacDonald puis en accusant le gouvernement d'Édouard Daladier^{*3} de l'avoir fait échouer.

Ce « plan MacDonald » n'a rien de vraiment nouveau. Il s'agit en fait d'une proposition conçue en 1932 pour faire revenir la république de Weimar à la conférence sur le désarmement, qu'elle avait quittée en juillet 1932 faute d'obtenir la parité militaire avec la France. Aux termes de ce plan, aucune force armée continentale ne doit, à l'avenir, dépasser 200 000 hommes. Ce qui signifie que l'Allemagne est autorisée à doubler les siennes tandis que la France se voit contrainte de les diminuer de moitié ! Résultat : le 14 décembre 1932, le gouvernement Schleicher – le dernier de l'Allemagne démocratique – revient à la table des négociations. Mais voici que, six semaines plus tard, Hitler entre à la Chancellerie. Après quelques mois d'hésitation, la France souscrit donc au plan britannique accepté par Hitler. Mais en y ajoutant un codicille : elle ne commencera à réduire son potentiel militaire qu'une fois établie la bonne volonté du Reich. Surtout, elle demande, et les États-Unis avec elle, que les milices armées du NSDAP – SA, SS et autres NSKK^{*4} – soient comptabilisées, au même titre que la Reichswehr, dans le tableau général des forces en présence.

Prétention inacceptable, répond Hitler, qui juge inamical de mettre en cause sa volonté de paix. Et surtout inenvisageable de devoir se soumettre au même contrôle international que feu la république de Weimar... Le 15 octobre, il annonce donc que l'Allemagne quitte conjointement la conférence sur le désarmement

et la Société des Nations (SDN) en dénonçant au Reichstag la « volonté d'humiliation » de son pays témoignée par « certains gouvernements ». Mais tout en faisant savoir officieusement que la Grande-Bretagne n'est nullement visée.

Fin octobre 1933, le secrétaire permanent aux Affaires étrangères, Sir Robert Vansittart, adresse tout de même au Cabinet une note pour lui demander s'il est « prêt à mettre en garde l'Allemagne, de quelque façon que ce soit, concernant son réarmement et, dans le cas contraire, s'il est disposé à y réfléchir ultérieurement, par exemple en cas d'agression allemande contre la Pologne ou l'Autriche, voire d'offensive allemande à l'Ouest³ ». Si incroyable que cela paraisse aujourd'hui, cette note restera sans réponse. Au moins deux raisons à cela : les stigmates de la Grande Dépression sur l'économie insulaire commencent tout juste à s'estomper et le chancelier de l'Échiquier (conservateur), Neville Chamberlain, homme fort du gouvernement d'union présidé par MacDonald (travilliste), mène une politique déflationniste qui lui interdit de creuser le déficit. En vertu de quoi le budget de la Défense britannique diminue chaque année depuis 1930, notamment celui de l'armée de terre^{*5}. Ceux qui croient à la capacité de l'Allemagne de se doter rapidement d'un instrument offensif conséquent sont minoritaires. Et même traités d'illuminés, pour peu qu'ils soutiennent Churchill, rejeté à proportion de l'impréparation qu'il dénonce^{*6}. Tout comme en France un certain colonel de Gaulle...

En 1933, le consensus officiel s'établit donc à Londres autour de deux postulats : si la situation s'aggrave, il sera toujours temps de réagir en passant les commandes militaires adéquates ; d'ici là, la diplomatie reste la meilleure arme pour encadrer la volonté de puissance allemande. L'année suivante, l'assassinat du chancelier

Dollfuß va, paradoxalement, renforcer ce sentiment en offrant à l'Italie, liée à la Grande-Bretagne, à la France et à l'Allemagne par le Pacte à quatre^{*7}, l'occasion de jouer les utilités en « garantissant » l'indépendance de l'Autriche. Or, à Londres comme à Paris, l'erreur d'analyse est totale : ce qui fait échouer cette première tentative d'*Anschluss* n'est pas la décision du Duce de concentrer à la hâte quatre divisions sur le Brenner, mais bien le lamentable échec des putschistes avec lesquels, d'ailleurs, Hitler prendra vite ses distances^{*8}.

Sir John Simon, l'inventeur de l'*appeasement*

Encouragé par ce prétendu succès de la sécurité collective, le Foreign Office décide alors de tout faire pour réintégrer l'Allemagne dans la SDN. Depuis 1931, la diplomatie britannique est dirigée par Sir John Simon, un avocat réputé qui croit tout pouvoir résoudre par la conciliation. Avant de devenir ministre, il a connu son heure de gloire (et gagné beaucoup d'argent) en conseillant Siemens dans le cadre de l'arbitrage qui, en 1929, a permis au géant allemand de partager le monopole mondial du téléphone automatique avec l'américain ITT. C'est dire si la complémentarité – pour ne pas dire la complicité – entre intérêts économiques anglo-saxons et germaniques participe de son ADN professionnel.

Cherchant à compenser ses origines modestes – son père était pasteur et sa mère, fille de fermier – par une raideur qu'il imagine aristocratique et qui, selon le journaliste Collin Brooks, le faisait surtout « ressembler à son majordome⁴ », Simon est réputé pour son indécision chronique. Lloyd George, qui rivalisait avec Churchill

en images savoureuses, le comparait à un homme resté tellement longtemps « assis sur une barrière » que celle-ci aurait fini par pénétrer en lui « jusqu'à l'âme ». Ce qui fait de lui un éternel torturé, incapable de trancher. Et d'ajouter : « Quand il se déplaçait, le parquet gardait la trace de son hypocrisie⁵. » Faut-il croire Paul-Otto Schmidt, l'interprète de Hitler, quand il discernait une sorte de « chaleur amicale » dans le visage de Simon lors de ses entrevues avec le Führer ? Ou plutôt Churchill, qui, dans ses *Mémoires*, assure qu'il était impossible de savoir ce que pensait vraiment cet « étrange bonhomme », et même « s'il avait des convictions » ?

Seule chose certaine : c'est lui qui, dès 1934, inaugure la politique d'apaisement que prolongera à sa suite son successeur Halifax. En France, un seul homme ose alors contester sa politique : Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères de février à octobre 1934. Conscient de l'inefficacité du Pacte à quatre, il a consacré ses neuf mois au Quai d'Orsay à tenter de lui substituer un Pacte oriental aux termes duquel ses signataires s'engageaient à porter assistance à tout État contractant agressé par son voisin. Barthou, qui s'est battu pour l'adhésion de l'URSS à la SDN, veut à tout prix l'associer au système, à égalité avec l'Allemagne, la Pologne, la Tchécoslovaquie et les pays Baltes. Se sentant piégé, le Reich refuse, suivi par la Pologne, qui, toujours avisée, ne veut en aucun cas mécontenter Hitler, son futur bourreau... Et ce n'est que du bout des lèvres que John Simon apporte son soutien au projet. Mais quand, le 17 avril 1934, Barthou l'avertit que si la Grande-Bretagne continue de fermer les yeux sur le réarmement allemand, la France « assurera sa sécurité par ses propres moyens », ce même Simon déclare solennellement à la tribune de la SDN que, dans l'hypothèse où la France viendrait à attaquer l'Allemagne,

l'Angleterre se verrait contrainte de défendre cette dernière, en vertu du pacte de Locarno de 1925 ^{*9} !

Las ! Le 9 octobre 1934, une balle perdue met fin à la vie de Barthou en même temps qu'à l'unique tentative française de conjurer le péril allemand autrement que par des mots ou par un suivisme résigné de la « gouvernante » britannique. Alors qu'il était venu à Marseille accueillir le roi Alexandre I^{er} de Yougoslavie, le ministre français des Affaires étrangères meurt dans l'attentat qui coûte la vie au souverain ^{*10}. L'émotion est mondiale, car, pour la première fois dans l'histoire, un assassinat est filmé en direct par des dizaines de caméras. Et notamment l'agonie du roi, saisie par un opérateur des actualités.

Derrière cette tragédie : non Hitler, pour une fois, mais Mussolini que le Führer a commencé à attirer dans ses rets en lui faisant valoir que l'Italie aurait elle aussi tout intérêt à réclamer une révision des frontières fixées à l'issue de la Première Guerre mondiale. Les Alliés, après tout, n'avaient-ils pas promis de lui céder la côte dalmate pour prix de son entrée en guerre, en 1915, contre l'Allemagne et l'Autriche ? Et ne l'ont-ils pas trahie en refusant qu'elle prenne pied sur la côte orientale de l'Adriatique, offerte au nouveau royaume yougoslave ? Déçu qu'on n'ait pas apprécié à sa juste valeur son rôle en faveur du maintien de l'intégrité autrichienne, le Duce a compris qu'il avait aussi sa carte à jouer sur les marges méridionales de la zone d'influence allemande. Il a donc donné mission à son futur ministre des Affaires étrangères, le comte Ciano, qui est aussi son gendre, de financer et d'armer le mouvement des Oustachis, qui, en Croatie, lutte contre la monarchie yougoslave. But ultime de Mussolini quand celle-ci, espère-t-il, aura volé en éclats : annexer purement et simplement la Croatie et une partie de la Slovénie ^{*11}. Dès l'été de 1934, Ciano est à la manœuvre avec Ante Pavelic, le

séparatiste croate qui, en 1928, a créé l'Oustacha (« l'insurrection »). Un commando est formé sous sa direction, auquel se mêlent des membres de l'Orim, une organisation macédonienne alliée aux Oustachis. Comme les meurtriers de Dollfuß, ceux d'Alexandre I^{er} seront promptement arrêtés juste après l'attentat, mis sous les verrous, jugés et condamnés à perpétuité ^{*12}. Mais le but est atteint : les accords de défense conclus entre la France et la Yougoslavie ne seront pas signés comme prévu, le lendemain à Paris. Barthou disparu, le projet de Pacte oriental le suivra dans la tombe. Sir John Simon est désormais libre de gérer comme il l'entend la « question allemande ». Aucun ministre des Affaires étrangères français ne contestera plus sérieusement sa politique, ni celle de ses successeurs.

Peut-on d'ailleurs nommer « politique » les errements qui sont les siens ? Le 3 février 1935, Simon et son homologue français Pierre Laval, successeur de Barthou, transmettent à Berlin une note dans laquelle ils se déclarent prêts à revenir sur toutes les limitations imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles, en échange de son retour à la SDN. Trois semaines plus tôt, le 13 janvier, Hitler a remporté haut la main le référendum organisé par la SDN sur le statut de la Sarre : sous mandat international depuis le traité de Versailles, le poumon minier de l'Allemagne sur lequel lorgnait Paris depuis 1918 a voté à 90 % pour son retour dans le Reich, contre 8,9 % en faveur du *statu quo*... Et 0,1 % en faveur du rattachement à la France ! Est-ce ce qui rend le Führer si sûr de lui ? La réponse à la proposition anglo-française se fait attendre pendant douze jours et prend la forme d'une invitation à venir en discuter de vive voix, le 25 mars suivant. Mais voici que, le 16, le Führer annonce solennellement qu'il rétablit le service militaire obligatoire et porte les effectifs de la Reichswehr, devenue pour l'occasion la Wehrmacht,

à 36 divisions et 500 000 hommes. Cinq fois plus que le seuil fixé par les traités, et deux fois et demie ce que proposaient les Alliés ^{*13} ! Tout cela, bien sûr, sans envisager une seconde de réintégrer la SDN ni la conférence sur le désarmement.

Aussitôt, Laval annule sa visite prévue à Berlin, mais apprend, stupéfait, que Simon, après les protestations d'usage, envisage de maintenir la sienne ! Paul-Otto Schmidt raconte dans ses Mémoires : « Nous nous attendions à tout sauf à entendre les Anglais demander très poliment et de la même encre que leur protestation, s'ils pouvaient tout de même venir à Berlin ⁶ ! » À Paris, même le doux Wladimir d'Ormesson, éditorialiste vedette du *Figaro* et diplomate de métier comme de complexion, sort (poliment) de ses gonds pour condamner l'attitude britannique, ce qui chez lui s'apparente presque à de l'insoumission.

Nos amis britanniques savent à quel point je me sens, presque toujours, en complet accord avec eux et combien j'apprécie le ton de calme puissance avec lequel s'exprime leur politique, écrit-il le 19 mars à la une du quotidien. Mais cette fois, il m'est impossible de ne pas leur dire – parce que je sais qu'ils aiment la franchise – que la note qu'ils ont adressée hier à Berlin n'est pas celle que l'on attendait de la Grande-Bretagne. Demander au chancelier Hitler s'il est toujours d'accord pour négocier sur les bases de l'accord du 3 février est peut-être d'un humour à la Bernard Shaw. Mais c'est un humour qui coûtera cher. [...] Nous assistons aujourd'hui à une alliance monstrueuse : celle des pacifistes-envers-et-contre-tout et du militarisme prussien le plus échevelé. Dix millions de vies humaines et la civilisation occidentale en feront les frais.

Mais, comme effrayé de sa propre audace, il ajoute aussitôt : « Nous savons fort bien que les dirigeants britanniques ne sont nullement dupes du jeu qui se joue et qu'ils ont une lucide conscience du danger. » Alors pourquoi s'inquiéter ?

Trois jours à Berlin

Le 24 mars, en fin d'après-midi, John Simon arrive donc à Berlin accompagné d'Anthony Eden, Lord du sceau privé, pour y rencontrer Hitler le lendemain. Une délégation d'une douzaine de membres les accompagne. Quand leur avion se pose à l'aéroport flambant neuf de Tempelhof, complexe à la fois ultramoderne de conception et néoclassique d'architecture dont l'ampleur surclasse tout ce qui existe alors en Europe, rien n'a été négligé pour les impressionner. À sa descente d'avion, Sir John Simon sursaute en entendant aboyer les ordres donnés au comité d'accueil : pas moins d'une centaine de SS casqués de la *Leibstandarte Adolf Hitler*^{*14}, accompagnés d'une fanfare au grand complet avec cymbales tonitruantes, *Glockenspiel* et claquements de bottes... Livide, le ministre murmure à son voisin, l'éditorialiste du *Times* Aubrey Leo Kennedy : « C'est l'enfer qui s'ouvre devant nous⁷. » Mais un quart d'heure plus tard, il est rassuré. Entourant la voiture de son homologue Neurath qui les conduit à l'ambassade britannique, une foule compacte l'acclame avec application en agitant l'Union Jack. Même affluence aussi amicale qu'ordonnée devant l'ambassade où Simon a invité Neurath à prendre le thé. « L'accueil était presque gênant⁸ », écrira à son retour Lord Cranborne, intégré à la délégation britannique, à son ami William Ormsby-Gore, futur ministre des Colonies^{*15}.

À 10 heures le lendemain matin, Simon et Eden sont introduits à la Chancellerie. Savent-ils que s'ils n'étaient anglais en même temps qu'aussi utiles à la stratégie du Führer, celui-ci n'aurait jamais fait l'effort de se lever si tôt pour les recevoir ? En quatre heures d'entretien – si l'on peut nommer ainsi un monologue hitlérien quasi ininterrompu où les deux Anglais sont tout juste autorisés à poser leurs questions, jamais à exposer leurs arguments –, le dictateur leur a signifié, *primo*, que lui vivant un Pacte oriental associant la Russie aux puissances occidentales ne verra jamais le jour ; *secundo*, qu'en aucun cas il ne reviendra sur sa décision de porter la Wehrmacht à 500 000 hommes ; *tertio*, que l'Allemagne ne réintègrera la SDN que le jour où cette dernière se décidera à répudier le traité de Versailles qui l'a portée sur les fonts baptismaux. Autant dire jamais ! Pendant que Hitler enchaîne les longs développements historiques censés fonder sa position, Schmidt, l'interprète, a tout le loisir d'observer les deux Anglais : s'il voit passer « de temps en temps une expression sceptique sur le visage d'Eden », il constate, à l'inverse, la bienveillance avec laquelle Simon contemple le Führer, comme hypnotisé. Surtout quand le maître de l'Allemagne insiste sur l'entente souhaitable entre « deux peuples dans lesquels coule le même sang ». À 14 heures, enfin, on passe à table. Eden tente-t-il de sauver le projet de Pacte oriental en faisant valoir qu'il rassurerait les pays Baltes, inquiets de l'influence soviétique ? Cette fois, Hitler sort brusquement de ses gonds en entendant citer le nom de la Lituanie : « Nous n'accepterons en aucun cas de conclure un pacte avec un pays qui persécute la minorité allemande de Memel ^{*16} ! » Pas de réplique ? Il reprend son calme aussi subitement qu'il s'était enflammé.

À la séance de travail de l'après-midi, tout recommence. De 16 heures à 19 heures, les Britanniques doivent subir le même

monologue. Et encore au dîner, offert par Neurath, en présence de 80 invités ! La situation étant à ce point bloquée, qu'espérer de la nouvelle séance de travail prévue le lendemain matin ? Confronté à un enlèvement analogue face à Staline en décembre 1944, de Gaulle, tout isolé qu'il fût à la tête d'un pays dévasté, n'avait pas hésité à abrégé un entretien au Kremlin et à regagner brusquement l'ambassade de France pour signifier qu'il était venu à Moscou pour discuter, non pour prendre acte des décisions unilatérales de son hôte ^{*17} !

Mais ici, rien de tel. Loin d'annuler l'ultime réunion de travail prévue le 26 mars à la Chancellerie, John Simon s'y rend sans regimber. Et ce qui s'y passe s'avère essentiel, car c'est sans doute ce jour-là que Hitler a cru tout pouvoir obtenir des Britanniques. Et partant des Français, désormais privés de Barthou et de sa ténacité. Sous l'influence d'Eden, Simon se risque en effet, ce matin-là, à poser à Hitler la seule question importante *hic et nunc* : « Puis-je vous demander quelle est, pour le moment, la force atteinte par l'aviation militaire allemande ? » Alors Hitler, le fixant droit dans les yeux : « Nous avons atteint la parité avec la Grande-Bretagne. » Knock-out, le ministre anglais baisse les yeux. Et avant qu'il n'ait pu réagir, Hitler, rompant avec sa logorrhée de la veille, lui assène un autre coup : « Quant à la marine de guerre, nous devons être, par rapport à vous, dans un rapport de 35 à 100. » Le croira-t-on ? Devant l'interprète médusé, certain que l'Anglais va rompre là la conversation ou protester, Simon se tait. « Faute d'objection, on pouvait supposer, écrit Schmidt, qu'il était intérieurement d'accord ⁹ ... »

Le dictateur peut alors savourer son triomphe lors du déjeuner qui suit à l'ambassade d'Angleterre. C'est la première résidence étrangère où il accepte de se rendre depuis son accession au

pouvoir. Invité lui aussi, Göring retrouve Lord Londonderry, alors ministre de l'Air, qu'il avait invité à chasser à Carinhall l'année précédente ^{*18} et qui, dans trois mois, quittera le gouvernement pour devenir, on l'a vu, l'un des plus ardents thuriféraires d'une alliance anglo-allemande. Celle-ci est-elle virtuellement scellée dans l'esprit du Führer ? Revenant, sur le ton de la plaisanterie, sur ses révélations de l'après-midi, il enfonce le clou devant la délégation britannique au grand complet : « Est-ce ce que Wellington a demandé aux juristes du Foreign Office si les forces prussiennes étaient conformes à ce que prescrivaient les traités de l'époque quand Blücher s'est porté à votre secours à Waterloo ? » Hitler sauveur de la Grande-Bretagne ? En un instant, les divisions de la classe politique d'outre-Manche se cristallisent au grand jour. Face à ce parallèle historique osé, Simon rit jaune, Londonderry s'esclaffe, tandis qu'Eden se referme comme une huître : le premier incarne l'incapacité de la classe politique traditionnelle, mue par les vieux réflexes de la *balance of powers*, à saisir le caractère spécifique du national-socialisme ; le deuxième représente l'*establishment* britannique sinon pro-nazi, du moins puissamment germanophile ; le troisième, la minorité qui, bientôt, rejoindra Churchill dans son refus d'accepter le condominium proposé par le dictateur.

En ce 26 mars 1935, qui peut s'imaginer que, des trois forces en présence, c'est la dernière qui, sur le fil, l'emportera ? Sûrement pas le Führer, qui applaudit, tout miel, au clou de la réception : l'arrivée des trois enfants de l'ambassadeur Eric Phipps, tendant le bras en poussant un timide *Heil Hitler* !. Que Phipps se prête à ce petit jeu, lui qui, c'est le moins qu'on puisse dire, n'est pas acquis à l'apaisement en dit long sur l'atmosphère qui prévaut désormais...

Anglais, Français et Italiens peuvent bien, le 11 avril 1935, se réunir à Stresa pour dénoncer la « répudiation unilatérale des

traités » – mais sans prévoir la moindre sanction à l'encontre des contrevenants ^{*19} –, et la SDN, quelques jours plus tard, accuser l'Allemagne de « mettre en péril la sécurité de l'Europe », la dynamique inaugurée par le voyage de Simon à Berlin s'accélère.

Le traité naval anglo-allemand ou la France piétinée

Continuant à souffler le chaud et le froid, Hitler annonce, le 21 mai, qu'il accepte les attendus du traité de Locarno et qu'il ne violera aucune des clauses territoriales du traité de Versailles, son seul et unique but étant d'obtenir l'égalité des droits en matière d'armement. Ce qui signifie explicitement qu'il ne remettra pas en cause le principe d'une zone rhénane démilitarisée, pas plus que l'indépendance de l'Autriche. À Londres, MacDonald se dit rassuré, John Simon aussi. Mais avant de s'effacer devant Stanley Baldwin à Downing Street et Samuel Hoare à Whitehall, les partants décident de quitter la scène sur un coup de théâtre en proposant à Hitler, en plein accord avec leurs successeurs, d'engager des négociations sur le volet naval du désarmement. « Négociations » est un grand mot puisqu'ils acceptent sans discuter la proportion de 35/100 formulée par Hitler le 26 mars précédent ! Une seule condition : que leur proposition reste secrète jusqu'à la signature d'un traité bilatéral entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Autrement dit : que la France et l'Italie, cosignataires un mois plus tôt de l'accord de Stresa, restent dans l'ignorance du projet ! S'agissant de l'Italie, qui n'a pas encore choisi son camp, la précaution peut se comprendre. Mais la France, alliée structurelle de la Grande-Bretagne depuis Napoléon III et *a fortiori* depuis les sacrifices communs de la

Première Guerre mondiale ? Dire que Hitler jubile est un euphémisme : il n'imaginait pas briser aussi facilement le couple franco-anglais.

Aussitôt, Ribbentrop est mandaté pour hâter la signature d'un accord et offrir à Hitler « l'un des plus beaux jours de sa vie »... Ce qui lui vaudra d'être nommé ambassadeur en Grande-Bretagne l'année suivante et, en 1938, ministre des Affaires étrangères du Reich. Dès le 4 juin 1935, les discussions débutent à Londres, alors que John Simon est ministre pour trois jours encore. Le 8, c'est son successeur, Samuel Hoare, qui prend le relais. L'accord entre les deux hommes est total, tout comme leur conviction que céder à l'Allemagne est l'unique moyen d'éviter une guerre. Certes, Hoare, contrairement à Simon, est un pur produit de l'*establishment* ; il est conservateur quand l'autre est libéral... Mais il est membre comme lui du *Cliveden Set*^{*20}. À cinquante-cinq ans, il a servi, depuis 1920, dans tous les cabinets ministériels avant de devenir, en 1931, secrétaire d'État à l'Inde. Bref, la politique est son métier. Dix jours plus tard, l'accord est signé à Berlin. Il aurait pu l'être vingt-quatre heures plus tard ou plus tôt, mais Hitler a tenu personnellement à ce que la ratification intervienne le 18 juin, anniversaire de la bataille de Waterloo ! Par ce traité, l'Allemagne est autorisée par Londres à construire une flotte de guerre égale en tonnage à 33 % de la flotte britannique, une proportion de 45 % étant admise pour les sous-marins et pouvant être dépassée sous réserve d'un accord avec le gouvernement anglais. Quand, pendant l'hiver 1941-1942, la Grande Île, luttant pour sa survie, sera menacée de famine par les dégâts que les U-Boote font subir aux convois anglais, Churchill pensera souvent à cet accord qui avait tant contribué à renforcer Hitler dans son prestige et sa détermination.

En attendant, c'est la France qui subit l'affront de plein fouet. Abandonnant sa souplesse légendaire, Pierre Laval, qui vient d'être nommé président du Conseil en plus de son poste de ministre des Affaires étrangères, envoie au nouveau Premier ministre Baldwin cette note sans aménité : « Une question qui concerne tous les signataires du traité de Versailles a été plus ou moins traitée comme une affaire privée par l'Allemagne et la Grande-Bretagne. La France reprend donc sa liberté dans le domaine naval ^{*21}. »

Mais sa liberté tout court, c'est une autre affaire ! Car en dépit du désintérêt manifeste de Londres pour ce que peut penser Paris, les Français ne vont cesser de suivre aveuglément la voie tracée par la diplomatie britannique. En particulier en mars 1936, quand, reniant une fois de plus ses engagements, Hitler décide de remilitariser par surprise la rive gauche du Rhin. Son prétexte : la ratification, le 27 février précédent, par la Chambre des députés du pacte franco-soviétique signé un an plus tôt par Laval, successeur de Barthou au Quai d'Orsay, et son homologue Maxime Litvinov. « Au cas où la France ou l'URSS seraient l'objet d'une agression non provoquée de la part d'un État européen, malgré les intentions sincèrement pacifiques des deux pays, l'URSS et réciproquement la France se prêteront immédiatement aide et assistance », dispose son article 2. Une formulation qui, aux yeux de Hitler, viole purement et simplement l'esprit et la lettre du traité de Locarno, « base de la paix européenne », en suscitant une « alliance de fait » contre l'Allemagne.

Ce premier coup de force territorial, le Führer l'aurait-il tenté si, *via* la conclusion inespérée et si rapide du traité naval anglo-allemand, il n'avait acquis la certitude de pouvoir compter sur la passivité britannique et la paralysie de la France ? Il ne se trompe pas. Quand, au matin du 7 mars 1936, quelques détachements

allemands symboliques – 19 bataillons et seulement 12 batteries d'artillerie, soit moins de 30 000 hommes – envahissent la zone démilitarisée et s'installent sur le pont de Kehl, à quelques encablures de Strasbourg, la France proteste. Mais reste désespérément inerte ! Après avoir reconnu que « l'occupation de la zone démilitarisée portait un coup sévère aux traités en vigueur », Anthony Eden, successeur de Hoare depuis trois mois^{*22}, a rassuré Paris en garantissant qu'à sa connaissance « rien ne permettait de supposer que la situation comporte des menaces d'hostilités ». Et pour que les choses soient tout à fait claires, Stanley Baldwin a prévenu son homologue français que, quoi qu'il arrive, la Grande-Bretagne ne participerait « à aucune action susceptible d'envenimer la situation¹⁰ ».

Quelle action, d'ailleurs ? Après avoir fièrement proclamé, le 8 mars, que la France ne laisserait pas Strasbourg « sous le feu des canons allemands », le nouveau président du Conseil, Albert Sarraut^{*23}, a demandé au chef d'état-major, le général Maurice Gamelin^{*24}, s'il disposait de plans précis à mettre en œuvre pour réagir au coup de force. À quoi l'autre a répondu par un haussement d'épaules qu'il faudrait au moins 300 000 hommes et 30 millions de francs par jour pour maîtriser la situation. Et que si la Wehrmacht résistait, on irait sans doute vers une mobilisation générale et une « guerre d'usure » ! Une « guerre d'usure » pour déloger 12 batteries d'artillerie ? Quant au ministre des Affaires étrangères français, Pierre-Étienne Flandin, il botte en touche pour considérer qu'il appartient à l'Angleterre de « prendre les initiatives qui s'imposent ». Lesquelles ? Nul ne le saura jamais, si ce n'est qu'il s'empresse d'ajouter qu'il ne souhaite pas « entraîner quiconque dans un engrenage pouvant conduire à la guerre¹¹ ! ». À Londres comme à Berlin, le message est reçu « cinq sur cinq » : en ce jour

où, comme jamais depuis 1914, sa frontière orientale est menacée par l'Allemagne, la France s'en remet une fois encore à la Grande-Bretagne pour arrêter sa ligne de conduite sur un sujet dont aucun État digne de ce nom ne devrait déléguer à quiconque le pouvoir d'en juger : sa propre sécurité ! N'est-ce pas pourtant cette même Grande-Bretagne qui, en 1924, l'a contrainte à évacuer la Ruhr puis, d'année en année jusqu'en 1933, à renoncer aux réparations ? Certains hommes politiques ont le destin de leur tempérament. Celui, profondément ancillaire, de Flandin s'achèvera à Vichy comme successeur de Pierre Laval et prédécesseur de l'amiral Darlan ^{*25} ... Quelques années lui suffiront pour changer de maître à défaut de réflexes.

Non sans se féliciter de la « vista » qui a présidé à son coup de poker rhénan, Hitler ne cessera pourtant de répéter que si l'armée française était intervenue, elle aurait « nettoyé » la Rhénanie de toute présence allemande en quarante-huit heures, et que la Wehrmacht de 1936, en pleine phase d'organisation et encore sous-équipée malgré les usines qui tournaient à plein, n'aurait pu empêcher les Français de pousser jusqu'à Berlin !

Le 12 février 1938, il confesse par exemple au chancelier autrichien Schuschnigg pour le convaincre qu'il aurait bien tort de compter sur le secours de la France face à l'*Anschluß* : « Il y a deux ans, quand nous sommes entrés en Rhénanie avec une poignée de bataillons, à ce moment-là, oui, j'ai beaucoup risqué. Si la France avait marché, c'est sûr, nous aurions été forcés de nous retirer... Mais pour elle, c'est trop tard. Elle est finie ¹² ! » En janvier 1942, encore, il reviendra sur l'épisode alors que ses soldats, arrivés en vue des coupoles du Kremlin, s'apprêtent à foncer vers le Caucase :

En mars 1936, n'importe qui d'autre à ma place aurait perdu les nerfs. J'ai été contraint de mentir, et ce qui nous a sauvés, c'est mon obstination inébranlable et mon invraisemblable culot ! J'ai menacé, faute d'une détente dans les vingt-quatre heures, d'envoyer en Rhénanie six divisions supplémentaires. Or je ne disposais que de quatre régiments¹³ !

Pour l'historien et journaliste William Shirer, auteur d'une somme sur le III^e Reich¹⁴ et d'une autre sur la chute de la III^e République¹⁵, certes dépassées par les progrès de la recherche, mais irremplaçables dans l'ordre des témoignages accumulés^{*26}, il ne fait aucun doute que la remilitarisation de la Rhénanie fut la dernière occasion d'arrêter Hitler. Et l'inertie française, encouragée par la volonté d'apaisement britannique, l'auxiliaire le plus efficace de ses ambitions. Jusqu'alors, en effet, le Führer n'avait avancé ses pions qu'au terme de gigantesques coups de bluff. À partir du printemps 1936, chaque nouvelle agression s'appuiera sur des forces en expansion accélérée, toujours mieux équipées et entraînées – et surtout animées par la doctrine qui, au printemps de 1940, lui permettra, en quelques semaines, de réduire les armées britannique et française à merci : celle de la guerre éclair (*Blitzkrieg*).

À l'issue de ce coup de maître, le Führer marque une pause dans sa stratégie de sidération : après le triomphe que furent, pour le Reich, les Jeux olympiques de l'été 1936, et avant de précipiter à nouveau l'Europe dans un tourbillon de crises, il choisit de faire de 1937 une année de consolidation de sa position internationale. Un événement résume ce moment : l'Exposition universelle de Paris^{*27}, où, face au palais du Trocadéro, s'élèvent en vis-à-vis le pavillon de l'Allemagne et celui de l'URSS, l'un construit par Albert Speer, l'autre par l'architecte soviétique Boris Iofan, comme si les deux régimes,

dont les monuments gigantesques éclipsaient tous les autres, préfiguraient la future organisation du monde.

L'heure de Chamberlain

C'est au cœur de cette trêve, trompeuse entre toutes, que surgit, armé de son parapluie, Sir Arthur Neville Chamberlain, l'homme qui, pour reprendre la formule célèbre de Churchill ^{*28}, préférera le déshonneur à la guerre et, *in fine*, rendra les deux inéluctables... Formellement exact, ce jugement doit cependant être relativisé à l'aune de tout ce qui précède. Comme beaucoup de personnages appelés à jouer un rôle majeur à l'instant critique où un processus de longue date parvient à son dénouement, l'artisan des accords de Munich a fini par incarner à lui seul l'impéritie des démocraties face au péril hitlérien. Dans la mesure où il fut solidaire, de bout en bout, de la politique d'apaisement, comment s'en étonner ? Mais quant à lui faire porter la responsabilité intégrale de l'aboulie internationale dont faisait preuve depuis 1933 la classe politique britannique, l'historien ne peut s'y résoudre, sauf à simplifier à l'extrême. Churchill lui-même ne s'y est pas risqué. Lui qui avait tout vu, tout prévu, tout compris avait de nombreuses raisons de détester cet homme qui, depuis 1931, s'était ingénié à le maintenir éloigné du gouvernement ^{*29}. Il n'a cependant jamais assimilé son vieil adversaire aux conjurés du *Cliveden Set* qui voyaient dans une alliance avec Hitler la garantie de conserver leurs privilèges à la tête d'une Angleterre régnant sur près du tiers des terres émergées tandis que l'Allemagne aurait eu les mains libres pour domestiquer la France et coloniser l'Europe orientale...

Dans ses *Mémoires*, le jugement porté sur Chamberlain est inséparable du tableau qu'il dresse de la situation calamiteuse léguée par Baldwin quand, le 28 mai 1937, celui-ci a décidé de jeter l'éponge, vingt-quatre heures après le couronnement de George VI. Arrivé au pouvoir en juin 1935 pour remplacer MacDonald dont la santé devenait alarmante ^{*30}, Baldwin a en effet consacré l'essentiel de son énergie à « l'affaire Édouard VIII » et s'est déclaré quitte avec son devoir quand celle-ci a été définitivement soldée et la monarchie sauvée. Sa manière à lui, en quelque sorte, de s'opposer à Hitler ! Circonstance aggravante : lui qui, dans les années 1920, avait déjà occupé deux fois Downing Street ^{*31} ne s'est jamais intéressé à la politique étrangère, ce qui, à tout le moins, constituait un handicap dans le contexte explosif de l'époque.

Pour décrire l'état de la Grande-Bretagne en cet instant crucial où, partout, l'Allemagne gagne du terrain, Churchill se contente de reproduire dans ses *Mémoires* un article de la presse de l'époque. Un texte, dit-il, qu'il aurait pu signer... S'il ne l'avait trouvé dans le *Münchner Zeitung*, un journal allemand soumis, comme tous les autres, à la censure de Goebbels ! Que la presse nazie en vienne à regretter l'état de déliquescence de l'Angleterre, la politique « amorphe » du gouvernement Baldwin et, par-dessus le marché, s'offre le luxe de rendre hommage aux hommes qui, « par idéal national, s'emportent contre elle », constitue, pour le Vieux Lion, un hommage du vice à la vertu résumant à lui seul le péril mortel qui pèse sur son pays. Voici ce texte stupéfiant, paru le 16 mai 1936 ^{*32} :

Les Anglais aiment une vie qui est confortable si on la compare à la nôtre. Cette constatation n'implique pas nécessairement qu'ils soient incapables d'un effort soutenu,

mais ils évitent ce genre d'effort aussi longtemps qu'ils le peuvent sans nuire à leur sécurité personnelle et nationale. [...] Après la guerre, où ils firent certainement preuve d'une étonnante énergie, les maîtres britanniques du monde pensèrent qu'ils avaient bien mérité un peu de repos. Ils désarmèrent sur toute la ligne, plus encore dans la vie civile que dans l'ordre militaire et naval. Ils se résignèrent à renoncer à la règle qui leur prescrivait de posséder une marine égale aux deux autres plus fortes marines du monde, et ils acceptèrent la parité avec l'Amérique... Que dire de l'armée ? Que dire de l'aviation ? Ce n'est pas avec de l'argent seulement que l'Angleterre constituera l'une et l'autre. Il lui faut surtout des hommes. Il lui faut aussi les vies des citoyens pour assurer la défense de l'empire. Or, sur les 11 000 hommes qui seraient nécessaires à l'exécution de son programme aérien, l'Angleterre n'en a trouvé que 4 000. Ce n'est pas tout. Il manque une division à sa petite armée régulière. Et l'armée territoriale (sorte d'école du dimanche pour soldats amateurs) se trouve si loin de posséder ses effectifs normaux qu'elle ne peut en aucun cas être considérée comme une véritable force combattante.

Il y a quelque temps, M. Baldwin a dit lui-même qu'il n'avait pas l'intention d'instituer le service militaire obligatoire. Une politique qui recherche le succès et retarde en même temps ses décisions ne peut guère espérer résister aujourd'hui à la tempête qui ébranle l'Europe et même le monde entier. Rares sont en Angleterre les hommes qui, par idéal national et non par raison partisane, s'emparent contre la politique amorphe et équivoque de leur gouvernement et tiennent celui-ci pour responsable des dangers que l'on fait courir à l'empire¹⁶ ...

Que Chamberlain ait sincèrement voulu réagir contre ce laisser-aller, sans précédent dans l'histoire de son pays, est évident, même pour Churchill. C'était, écrit-il,

[un] esprit vif, pratique, entêté et confiant en soi à un degré très élevé. Contrairement à Baldwin, il se jugeait capable d'embrasser la totalité des questions européennes et mondiales. [Avec lui], nous nous trouvons maintenant en présence d'une compétence minutieuse et tranchée... Il s'était formé une opinion décisive sur toutes les personnalités politiques du jour, tant chez nous qu'à l'étranger, et se sentait capable de les manœuvrer toutes. L'espoir de sa vie était d'entrer dans l'histoire comme l'Homme de la paix, et, à cette fin, il était prêt à se battre jusqu'au bout contre les faits, à courir les plus grands risques pour lui-même et pour son pays. Malheureusement, il voulut remonter des courants dont il ne pouvait mesurer la force, et rencontra des ouragans qu'il ne chercha pas à fuir, mais auxquels il ne pouvait tenir tête¹⁷.

C'est sans doute aussi que, contrairement – ô combien ! – à Churchill, Chamberlain était un homme d'affaires dont la morale, toute smithienne, pouvait se résumer à la formule : « Tout a un prix, donc tout se négocie. » Son drame est d'avoir trouvé face à lui non un commerçant, mais l'un des plus féroces prédateurs du xx^e siècle. Une aventure qui lui sera fatale dans tous les sens du terme – atteint d'un cancer juste après la déclaration de guerre, il mourra en novembre 1940 – et lui fit peut-être regretter d'avoir choisi la politique, à laquelle, au départ, il n'était pas destiné.

Lorsqu'il naît en 1869 à Birmingham, dont son père, Joseph, futur ministre des Colonies^{*33}, est à la fois lord-maire et député,

c'est son demi-frère, Austen, né six ans plus tôt, qu'on promet aux affaires publiques. Tandis que ce dernier achève de brillantes études à Cambridge et s'apprête à entamer une longue carrière gouvernementale^{*34}, Neville arrête les siennes à vingt ans pour entrer dans la vie active comme comptable dans l'une des entreprises familiales. La gestion le passionne et, au terme d'une expérience malheureuse de six ans aux Bahamas où son père l'a envoyé fonder une plantation de sisal, il rachète Hoskins & Co., une entreprise au bord de la faillite qui fabrique des couchettes de bateau. Il la redresse rapidement et s'investit parallèlement dans la gestion d'une usine métallurgique de Birmingham, la Elliott's Metal Company.

Tous les témoignages concordent alors pour faire de lui un patron modèle. Comme le rapporte son principal biographe, Robert Self¹⁸, il y crée un cabinet médical, embauche à plein temps une assistante sociale, met en place un système d'intéressement aux bénéficiaires pour tous les salariés et, fort de l'influence dont jouit sa famille à Birmingham, s'efforce de convaincre les chefs d'entreprise locaux de faire de même. Quand, en 1914, son père disparaît, on vient le chercher pour lui succéder comme lord-maire. Sous son impulsion, la grande métropole des Midlands est la première ville du Royaume-Uni à se doter d'un plan d'urbanisme. Même les travaillistes du cru soutiennent ce notable conservateur à l'humour pince-sans-rire dont l'intérêt pour la condition ouvrière n'est pas feint. À quarante-cinq ans, Neville est trop âgé pour être mobilisé, mais il s'investit dans l'effort de guerre en inaugurant un système d'alerte contre les zeppelins bientôt étendu à toute la côte est de l'Angleterre, et en créant une banque municipale pour drainer l'épargne de ses administrés vers les usines d'armement.

Ses initiatives lui valent, en 1916, d'être appelé par Lloyd George comme coordinateur national du service militaire ^{*35}. Ce sera un échec : s'estimant trop peu soutenu dans ses efforts par le Premier ministre, Chamberlain claque la porte du gouvernement et rentre à Birmingham en 1917. En 1918, ses électeurs lui font un triomphe en l'envoyant siéger aux Communes par plus de 70 % des voix. En mars 1923, il devient ministre de la Santé puis, en août, chancelier de l'Échiquier. Mais, en janvier 1924, la victoire des travaillistes le prive de ce poste prestigieux. Neuf mois plus tard, le gouvernement, dirigé pour la première fois par Ramsay MacDonald, s'effondre. Et, au terme de nouvelles élections, les conservateurs retrouvent le pouvoir. Contre toute attente, Chamberlain refuse de revenir aux Finances et demande à reprendre le portefeuille de la Santé. Il y restera jusqu'en 1929.

Si sa carrière s'était arrêtée là, nul doute qu'il serait resté dans les mémoires comme l'un des ministres britanniques les plus réformateurs du xx^e siècle. Et peut-être même comme l'homme qui fit triompher l'État providence en Angleterre, celui-là même qu'entre 1979 et 1985 une certaine Margaret Thatcher, conservatrice comme lui, entreprit de démanteler... En quatre ans, il fait ainsi voter 21 lois sociales parmi lesquelles rien de moins que la création d'une assurance-maladie universelle, d'un minimum vieillesse et, avec le soutien de Winston Churchill, d'une pension pour les orphelins. Sans oublier l'abolition des *Boards of Guardians*, ces conseils élus chargés d'administrer l'application des *Poors Laws* de 1834. Votées du temps du libéralisme triomphant, ces lois avaient, entre autres, créé les sinistres *Work Houses*, véritables prisons pour pauvres où le travail n'était rémunéré que par le gîte et un pécule symbolique géré par les *Boards*. Lesquels étaient rapidement devenus la chasse gardée

des *Trade Unions* qui les utilisaient pour se doter d'une clientèle d'obligés.

Ce bilan le transforme en bête noire des travaillistes, qui, malgré leurs années de pouvoir accumulées, n'ont pas mené le dixième de ses réformes. Et pour cause ! leur assène Chamberlain lors d'un discours célèbre, en février 1929, puisque les *Poors Laws*^{*36} constituaient leur assurance-vie ! Après le vote de la loi, le leader travailliste Clement Attlee a ce mot : « Il nous a vraiment traité comme de la m... » (*He treated us like shit*)¹⁹. Ce que ne dément nullement l'intéressé, qui, dans une lettre à sa sœur en 1927, se plaint des reproches que lui adresse Baldwin sur sa façon de traiter l'opposition : « Stanley me supplie de ne pas oublier que je parle à des gentlemen. Quand je m'exprime à la Chambre des communes, je lui donne toujours l'impression de considérer les travaillistes comme des chiens. Mais le fait est que, à quelques exceptions près, ce sont des chiens²⁰ ! »

Il est vrai qu'avec son éternelle redingote et son col cassé passé de mode depuis 1918, Chamberlain n'est réellement populaire que chez ses administrés de Birmingham, avec lesquels il plaisante volontiers, se laisse taper dans le dos et discute pêche ou horticulture, ses deux passions. Mais, à Londres, il se métamorphose en « croque-mort de province » (Lloyd George), passe pour un « cœur de pierre » (Balfour) et terrifie son collègue conservateur, le jeune Harold Macmillan, qui, dans ses Mémoires, évoque son « regard méprisant, pour ne pas dire sardonique » et compare le moindre rendez-vous avec lui à un « entretien chez le proviseur²¹ » ! Même Alec Douglas-Home, son secrétaire particulier, lui-même futur Premier ministre^{*37}, qui restera jusqu'au tombeau le plus ardent de ses avocats, ne peut s'empêcher de le comparer, face à l'opposition,

à un « oiseau de proie », un « vivisecteur » ravi de mettre en pièces ses contradicteurs²².

En 1929, quand MacDonald et les travaillistes reviennent au pouvoir, l'homme au parapluie reprend logiquement le chemin de Birmingham. Mais, en août 1931, la Grande Dépression redistribue les cartes et pousse la Chambre des communes à susciter un gouvernement de coalition, toujours dirigé par ce même MacDonald, mais où les conservateurs obtiennent les postes clés. Deux mois durant, Chamberlain retrouve le ministère de la Santé et, en novembre, devient pour six ans chancelier de l'Échiquier. Sous l'influence de Churchill, qui ne cessa, durant toute cette période, de ferrailer contre la baisse des crédits militaires, l'historiographie a longtemps assimilé sa politique à celle d'un psychorigide obsédé par l'équilibre budgétaire. En réalité, comme l'écrit Tim Bouverie, « les historiens contemporains portent un regard beaucoup plus bienveillant sur sa gestion de l'économie, en soulignant [...] des initiatives comme la protection et la cartellisation des industries du fer et de l'acier [...] ou la mise en place de zones spéciales couvrant certaines des régions les plus touchées par la crise²³ ».

Esprit méthodique, Chamberlain fait passer la nécessité de sauver un outil industriel menacé de quasi-disparition avant celle de relancer l'investissement. Conscient de l'incompétence foncière de MacDonald et de l'impossibilité d'évoquer le moindre sujet de fond avec Baldwin, il se conduit comme un vice-Premier ministre, misant tout sur l'assainissement de l'économie et sous-estimant, de fait, la rapidité du redressement allemand. Le 14 novembre 1936, alors que Churchill le presse, aux Communes, d'augmenter les crédits de la Défense, il écrit à sa sœur Ida :

Si la menace d'une attaque allemande est aussi imminente que Winston veut nous le faire croire, il n'y a rien que nous puissions faire pour nous y préparer. Mais je ne crois pas qu'elle soit imminente. Par le biais d'une diplomatie prudente, je crois que nous pourrons l'éviter, peut-être de manière définitive ; alors que si nous suivions les conseils de Winston et sacrifions aujourd'hui nos affaires au profit des usines d'armement, nous infligerions à notre commerce, un préjudice certain, dont nous mettrions plusieurs générations à nous remettre²⁴.

D'où sa méthode quand il arrive aux affaires, en mai 1937 : identifier clairement ce que veulent les Allemands afin de « crever l'abcès » et, « crayon à la main », lister leurs revendications afin de déterminer souverainement les concessions qui peuvent « servir la paix » ou, au contraire, « amener la guerre »²⁵. Encore et toujours la méthode commerciale... On dirait aujourd'hui « gagnant-gagnant » !

L'étrange Lord Halifax

Pour mener à bien cette mission exploratoire, Chamberlain fait le choix d'un personnage dont la légende noire, cette fois, n'a rien d'exagéré : Edward Wood, troisième vicomte d'Halifax, aristocrate filiforme de près de 2 mètres que la nature a privé de sa main gauche mais qui a compensé son infirmité en devenant un cavalier accompli, pratiquant à outrance la chasse au renard dans ses immenses domaines du Yorkshire. Quand ce Nemrod impénitent descend de ses montures – le plus souvent des Frisons noirs choisis

pour leur haute taille, adéquate à la sienne –, il fait volontiers penser à un ecclésiastique. Il est, de fait, membre de la *High Church*^{*38} et milite pour la réconciliation entre l'Église d'Angleterre et le Vatican. D'où le surnom que lui a donné Churchill : *Holy Fox*. À défaut d'être saint, sa rouerie ne fait aucun doute. Quand il était vice-roi des Indes, entre 1926 et 1931, il parvint ainsi, sans faire couler le sang – mais en usant copieusement de corruption et d'intimidation –, à éviter que la Marche du sel organisée par Gandhi ne se solde par une proclamation d'indépendance...

Chamberlain pense-t-il que cet habitué des réceptions du *Cliveden Set*, qui ne dédaigne pas de venir s'exprimer devant l'*Anglo-German Fellowship*, est l'homme idoine pour sonder les reins et les cœurs du personnel nazi ? En arrivant à Downing Street, il l'a nommé sous-secrétaire d'État au Foreign Office, autrement dit adjoint d'Anthony Eden, qui n'a pas eu son mot à dire... Mais qui, bientôt, ne s'en privera pas. À Berlin, en tout cas, Halifax a été dûment fiché – sans doute grâce à ses liens avec l'AGF – comme un interlocuteur plein de promesses. Et qui sait, bientôt un « ami de l'Allemagne » comme l'est devenu Lord Londonderry ? Un ami dont le poids, en toute hypothèse, serait sans commune mesure avec celui dont pèse l'ex-ministre de l'Air de MacDonald !

Avant même qu'il ne prenne contact, comme Chamberlain le lui avait demandé, avec les principaux dirigeants du Reich, Halifax reçoit, début octobre 1937, une invitation personnelle de Göring à se rendre à l'Exposition internationale de la chasse de Berlin. Certes, pareille sollicitation émanant du numéro deux du Reich qui se trouve être, accessoirement, son « grand veneur », le prend par les sentiments. Mais, en ministre discipliné, il en réfère à Eden et à Chamberlain, d'autant qu'à l'issue de sa visite on lui propose de rencontrer Hitler au Berghof. Le ministre des Affaires étrangères ne

voit pas l'intérêt d'une visite semi-privée dont il pressent tout le profit que pourra en tirer le dictateur. Il ajoute qu'à son avis le choix de Berchtesgaden et non de Berlin pour recevoir Halifax prouve que le Führer se sent en position de force : pourquoi le contraindre à traverser l'Allemagne du nord jusqu'au sud alors qu'il aurait pu profiter de la présence du ministre anglais dans la capitale pour le recevoir à la Chancellerie ? Mais Chamberlain est enthousiaste et ne veut rien entendre. N'est-ce pas l'occasion rêvée de demander précisément au dictateur où il veut en venir, sans passer par les canaux officiels ?

Sir Nevile Henderson, le nouvel ambassadeur à Berlin, soutient la position du Premier ministre. Contrairement à son prédécesseur Eric Phipps, qui avant de prendre le chemin de Paris avait adressé à son gouvernement une dépêche-testament prévoyant que si rien n'était tenté pour arrêter Hitler, 1938 verrait se réaliser l'*Anschluß* et l'absorption par l'Allemagne de la région tchèque des Sudètes, Henderson est un germanophile militant. Tout juste arrivé à Berlin, il n'a rien trouvé de mieux que de prononcer un discours devant la *Deutsche-Englische Gesellschaft* (le pendant allemand de l'AGF présidé, comme on sait, par Charles-Edward de Saxe-Cobourg-Gotha). Il s'y est plaint, entre autres, de la « conception totalement erronée » que beaucoup de ses compatriotes britanniques se faisaient du régime national-socialiste au lieu de s'intéresser à son « extraordinaire expérience sociale »²⁶. Effondré, le sous-secrétaire d'État permanent aux Affaires étrangères, Sir Robert Vansittart, avait commenté : « La nomination d'Henderson est un malheur international²⁷. »

Il va rapidement se rendre compte que celle d'Halifax, eu égard à l'importance de sa mission, est une authentique calamité ! Avant de s'embarquer pour Berlin, celui-ci a résumé sa ligne de conduite à

Chamberlain, lequel ne l'a pas contredit : « Nous ne devons en aucun cas nous sentir obligés de nous opposer à l'évolution pacifique de la situation que proposera sans doute l'Allemagne concernant l'Autriche et la Tchécoslovaquie²⁸. » Autant dire que dans son esprit, la disparition de l'une et le démantèlement de l'autre sont inscrits dans le ciel. La veille, il est allé plus loin encore dans un message à Baldwin, retiré dans sa maison des Midlands : « Le nationalisme et le racisme sont une force puissante, mais je ne peux me résoudre à trouver cela contre nature ou immoral. » Et parlant des nazis, cet « homme de foi » que Lord Beaverbrook comparait à un « Jésus aux grandes bottes²⁹ » ajoutait : « Je suis certain que ces gens-là haïssent avant tout le communisme. Et j'ose dire que si nous étions dans leur situation, nous ressentirions sans doute la même chose³⁰ ! »

Comme si la presse allemande avait spontanément compris que, nanties d'un pareil « ami », l'Autriche et la Tchécoslovaquie pouvaient désormais se passer d'ennemis, *Holy Fox* est accueilli au Salon de la chasse de Berlin par un nouveau surnom : Lord « Halifax » ! Le lendemain, au Berghof, le ministre anglais confirme de vive voix à Hitler que l'Angleterre ne s'opposera pas à la mise à mort annoncée de ces deux États, pourvu qu'elle s'effectue sans douleur ! « Je lui ai dit, note-t-il dans son journal, que nous n'étions plus nécessairement soucieux de défendre le *statu quo* comme c'était le cas jusqu'à aujourd'hui, mais que nous voulions éviter que les questions territoriales découlant du traité de Versailles ne soient traitées de telle sorte qu'elles génèrent des troubles³¹. »

Révélees pour la première fois par Tim Bouverie, qui a travaillé sur les archives d'Halifax et notamment son journal, déposé au Churchill College de Cambridge, ces phrases sont capitales pour la suite des événements. Elles prouvent que non seulement le ministre

juge que l'Europe centrale a vocation à devenir, à très brève échéance, l'arrière-cour de l'Allemagne – cette même Europe centrale que la France, depuis Barthou, considérait comme une garantie vitale pour sa sécurité ! Mais elles démontrent aussi qu'à partir de ce mois de novembre 1937 qui voit Chamberlain le propulser sur la scène internationale il inaugure ce qui deviendra chez lui une habitude : outrepasser son mandat ! Ni le Premier ministre ni *a fortiori* celui des Affaires étrangères ne lui ont en effet demandé d'encourager Hitler, seulement de sonder ses intentions !

Avant de rentrer à Londres, et après avoir chassé deux jours dans la *Schorfheide*, sur les terres de Göring, le bien-nommé « Halifax » est invité à prendre le thé chez Goebbels, ce qui n'était pas prévu. Hitler a-t-il prévenu entre-temps son ministre de la Propagande qu'il pouvait tout demander à ce « clergyman » si complaisant ? Le nain au pied-bot ne se gêne pas : il sollicite le géant manchot pour qu'il calme les ardeurs des caricaturistes de la presse anglaise dont les dessins, dit-il, provoquent « beaucoup d'amertume et de ressentiment » en Allemagne. À quoi l'autre répond que si la liberté de la presse fait partie des traditions britanniques, « le gouvernement de Sa Majesté fera usage de toute son influence pour éviter à l'avenir les offenses inutiles³² » !

De cet épisode déshonorant, Chamberlain lui-même n'eut jamais connaissance, puisque le seul à l'évoquer est *Holy Fox* lui-même dans son journal intime... En a-t-il seulement honte ? On peut en douter puisque, à peine rentré en Angleterre, le ministre convoque, les uns après les autres, les directeurs de journaux récalcitrants, notamment Walter Layton, l'éditeur du *New Chronicle*, et Lord Southwood, propriétaire du *Daily Herald*. Il faut dire que celui-ci avait publié en une caricature qui disait tout : on y voyait une femme personnifiant la Grande-Bretagne offrant son bébé (l'Europe

centrale) à un Hitler menaçant en lui disant : « Prenez-le, mais je vous en prie, épargnez-moi ! » Avec David Low, le dessinateur vedette de l'*Evening Standard*, Halifax use de flatterie : il l'invite à dîner à son domicile privé et lui fait valoir que son ironie « nuit gravement aux efforts du gouvernement pour obtenir une paix durable³³ » ! Un peu estomaqué de voir un patricien de la stature d'Halifax, de surcroît ex-vice-roi des Indes, s'humilier de la sorte en lui prêtant, à lui, humble humoriste, tant d'importance, Low promet de lever le pied^{*39}.

En cette fin d'année 1937, le ministre des Affaires étrangères en titre, Anthony Eden, s'aperçoit, consterné, que son influence est réduite à zéro. Lui qui, en 1935, avait inauguré, certes sans conviction, la politique d'apaisement conçue par Sir John Simon constate qu'après avoir fait la preuve de son inefficacité elle joue désormais le rôle d'un pousse-au-crime. De toutes parts lui parviennent des chiffres sur le sous-équipement de l'armée et surtout de l'industrie aéronautique britannique, qui, malgré l'accroissement de sa production et la mise au point de l'extraordinaire Spitfire, creuse chaque année son retard avec la Luftwaffe. Ce hiatus, qu'aggrave encore la pénurie de DCA et de projecteurs antiaériens, est devenu, aux Communes, l'obsession de Churchill dont Eden est maintenant l'un des principaux informateurs gouvernementaux.

Le 3 novembre, le chef du Foreign Office prend ainsi connaissance d'un rapport alarmiste émanant de l'état-major de la Royal Air Force. Bien que très grippé et souffrant d'une forte fièvre, il fonce à Downing Street pour proposer à Chamberlain d'acheter, en urgence, du matériel aux États-Unis. Mais ce dernier lui fait sèchement remarquer que les questions militaires n'entrent pas dans ses attributions et que la situation financière n'est, de toute façon,

pas assez assainie pour supporter un nouvel endettement. Sortant de ses gonds, Eden réplique : « À quoi sert une bonne situation financière si Londres est rasée par l'aviation allemande ? » Se levant brusquement de son bureau pour l'accompagner vers la sortie, le Premier ministre lui lance alors : « Retournez vous coucher, et prenez une aspirine³⁴ ! »

La rupture est consommée. Elle sera officielle le 20 février quand, apprenant que Chamberlain et Halifax négocient à son insu avec Mussolini une reconnaissance *de jure* de la conquête de l'Éthiopie en échange d'un rôle modérateur sur la question autrichienne, Eden annonce sa démission. Le soir même, il est remplacé par Halifax, qui, comblé autant qu'inquiet, demande à Oliver Harvey, le secrétaire particulier de son prédécesseur resté à ses côtés : « Pensez-vous que je pourrai continuer à partir chasser le samedi³⁵ ? »

Vienne, Munich, Prague, ou l'aigle en liberté 1938-1939

Quand, au soir du 23 août 1939, Adolf Hitler pria ses collaborateurs à dîner après leur avoir annoncé la conclusion du pacte germano-soviétique, prodrome à l'invasion imminente de la Pologne, ceux-ci ne purent s'empêcher de s'attarder devant l'immense baie vitrée du Berghof, son chalet bavarois. Face à eux, derrière l'Untersberg, le ciel venait subitement de changer de teinte : de turquoise, il était devenu violet, avant de virer au rouge vif. Eva Braun courut s'emparer de sa caméra^{*1} et immortalisa l'instant, saisie d'un sombre pressentiment dont sa correspondance a gardé la trace. Nicolaus von Below, l'aide de camp du Führer, lui, n'attendit pas : avant de passer à table, il confia à son chef combien ce phénomène, analogue à une aurore boréale et jamais observé dans les Alpes, *a fortiori* après le coucher du soleil, était pour lui le présage d'une guerre sanglante¹. Le lendemain, Hitler regagnait Berlin avec le ferme espoir de la gagner... Et après avoir répondu à Below : « Plus nous attendrons, plus le sang coulera^{*2} ! »

Deux semaines plus tard, à 1 000 kilomètres des montagnes bavaroises, le Premier ministre britannique, Neville Chamberlain,

réunit son gouvernement en formation de cabinet de guerre, pour la troisième fois de la journée. Depuis la veille, 1^{er} septembre, les troupes allemandes se ruent en territoire polonais. *De jure*, cette invasion aurait dû déclencher automatiquement l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne et de la France, liées à la Pologne par un accord d'assistance mutuelle scellé, le 25 août, en réponse au pacte germano-soviétique. Mais depuis quarante-huit heures, Londres et Paris tergiversent : comme en 1938 lors de la crise des Sudètes, Mussolini a proposé de sauver la paix par une conférence à quatre qui déciderait du sort de la Pologne. Avec pour issue évidente la cession au Reich du corridor de Danzig, ce qui priverait Varsovie de tout accès à la mer. Très exactement ce que souhaite l'Allemagne, qui, faute d'avoir obtenu « pacifiquement » gain de cause, est passée à l'attaque. Séduits par la proposition italienne, Chamberlain et son homologue français, Édouard Daladier, ont cependant posé comme préalable à toute négociation que Hitler rappelle la Wehrmacht. La moindre des choses, assurément... Mais dont le Führer ne veut pas entendre parler *hic et nunc*. Quand Varsovie sera occupée, il sera bien temps de discuter !

La mort dans l'âme, le Premier ministre britannique annonce donc ce soir-là à son Cabinet qu'un ultimatum sera adressé le lendemain 3 septembre à l'Allemagne, dès 9 heures du matin. Et que, faute de réponse, l'Angleterre lui déclarera la guerre à 11 heures. « À peine avait-il prononcé ces mots, racontera le ministre de l'Agriculture Reginald Dorman-Smith, qu'il y eut un énorme coup de tonnerre, et que toute la salle du Cabinet fut illuminée par un éclair aveuglant. C'était le fracas le plus assourdissant que j'aie jamais entendu de ma vie. Le bâtiment a véritablement tremblé². »

Un ciel de sang pour Hitler ; un coup de tonnerre pour Chamberlain : nul doute que les anciens Romains auraient vu un présage dans cette double coïncidence scellant un double échec. Celui du Führer, qui avait cru jusqu'au bout tenir l'Angleterre dans sa main, et celui de la diplomatie britannique, qui, depuis 1933, estimait qu'on éviterait la guerre en lui cédant tout, partout et toujours.

Obsession coloniale versus obsession continentale

Pour dissuader le maître de l'Allemagne de s'en prendre à l'Autriche, nous l'avons vu, Chamberlain avait cru pouvoir lui offrir des compensations coloniales. À peine arrivé aux affaires, il avait jeté un froid parmi les participants à la Conférence coloniale de 1937 en les prévenant que, pour préserver la paix en Europe, ils devaient rester ouverts à la « possibilité de réajustements territoriaux³ » outre-mer. S'il avait lu *Mein Kampf*, il aurait pourtant compris combien ces concessions avaient peu de chances d'intéresser Hitler ! Persuadé de tenir là une carte maîtresse, le Premier ministre avait même fait étudier par ses services la possibilité d'offrir au Reich un vaste territoire en Afrique centrale en lui restituant les morceaux du Togo, du Tanganyika et du Cameroun que l'Angleterre et la France avaient pris aux Allemands en 1919 et en lui offrant en prime une partie du Congo belge – tout cela sans même évoquer le sujet avec Paris et Bruxelles ! L'affaire était allée assez loin pour inquiéter William Ormsby-Gore, ministre des Colonies sous Baldwin, qui avait alerté plusieurs leaders du Parti conservateur mais aussi des personnalités influentes des dominions pour faire échec à ce projet.

Chamberlain était cependant resté intraitable, au risque de voir les populations se révolter contre un mépris aussi souverain de leur libre arbitre. Les Africains n'avaient certes pas demandé à devenir sujets de la Grande-Bretagne, mais de là à se voir échangés comme des marchandises – pour ne pas dire des esclaves ! –, il y avait un fossé humain que certains administrateurs coloniaux hésitaient eux-mêmes à franchir !

Sans doute faut-il voir dans ces plans l'influence indirecte de Hjalmar Schacht, le président de la Reichsbank en même temps que le ministre de l'Économie de Hitler dont on se rappelle les liens privilégiés qu'il entretenait avec le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman... Lequel ne manquait jamais de répercuter dans les cercles officiels britanniques les idées de son ami. L'ennui est qu'au gouvernement allemand Schacht est le seul colonialiste revendiqué, et que son influence, en dehors des sujets liés au réarmement, est égale à zéro !

Seule chose certaine : lors du dîner clôturant la visite d'Halifax à Berlin, le 20 novembre 1937, celui-ci entendit ce même Schacht plaider longuement en faveur d'un arrangement colonial susceptible, à ses yeux, de faire baisser les tensions européennes, ce qui contribua peut-être à l'influencer et à renforcer Chamberlain dans ses convictions. Sans doute *Holy Fox* aurait-il mieux fait de regarder Göring, qui, assis à la même table, tentait en vain de changer de conversation. C'est que, contrairement au ministre de l'Économie, en voie de marginalisation accélérée^{*3}, le futur *Reichsmarschall*^{*4}, nommé l'année précédente responsable du Plan de quatre ans, assistait deux semaines plus tôt à une conférence déterminante qui ne laissait aucun doute sur les projets continentaux du Führer. Restée dans l'histoire sous le nom du lieutenant-colonel Friedrich Hoßbach^{*5}, qui en rédigea *a posteriori* le compte rendu, cette

réunion des principaux responsables de la politique extérieure hitlérienne ^{*6} servira de base à l'incrimination de « complot contre la paix », l'un des trois chefs d'accusation du procès de Nuremberg – les deux autres étant crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Hitler explique à cette occasion que la capacité de production et la puissance militaire allemandes atteindront leur zénith autour de 1943-1945, après quoi elles déclinèrent en raison des réarmements britannique et français. Il faut donc prendre l'offensive tant que Londres et Paris entament à peine la modernisation de leur outil militaire. Et il cite explicitement la Tchécoslovaquie puis l'Autriche (dans cet ordre, alors que ce sera l'inverse) comme ses premiers objectifs en Europe afin, dit-il, de sécuriser les flancs sud et sud-est du Reich. Surtout, et c'est ce qui frappe alors ses interlocuteurs, il dit sa certitude que la Grande-Bretagne et donc la France n'interviendront pas.

Au-delà des engagements idéologiques pris publiquement par Hitler (faire coïncider les limites géographiques et politiques du Reich avec ses frontières ethniques), les impératifs économiques sont au moins aussi importants que les raisons stratégiques – par ailleurs décisives, nous le verrons, s'agissant de la Tchécoslovaquie. Ces impératifs ont pour noms : minerais de fer et main-d'œuvre.

En nommant Göring à la tête du Plan de quatre ans en 1936, le Führer a en effet décidé de ne plus compter seulement, pour développer son industrie de guerre, sur les maîtres de forges qui l'avaient tant aidé à parvenir au pouvoir mais qu'il soupçonne de faire passer leurs intérêts avant celui du régime ^{*7}. Il a donc créé les *Hermann Göringswerke* (« usines Hermann Göring ») pour exploiter le minerai de fer le moins rentable, délaissé par les *Vereinigte Stahlwerke*, le cartel de l'acier dirigé par Fritz Thyssen. Or du minerai, la Tchécoslovaquie en regorge – y compris d'excellente

qualité – et spécialement la région des Sudètes ! Le Français Eugène Schneider ne s’y était pas trompé quand, en 1919, il s’était personnellement impliqué dans la création de l’entité politique tchécoslovaque sur les ruines de l’Empire austro-hongrois. Il avait même convaincu le Quai d’Orsay de fixer les frontières du nouvel État conformément à ses intérêts métallurgiques et miniers, en y intégrant notamment le territoire de Teschen, riche en charbon, sur lequel lorgnait aussi la Pologne. Après quoi il avait racheté à bas prix Skoda, fleuron de l’industrie d’armement autrichienne, dont les unités de production étaient – et sont toujours aujourd’hui – installées dans les Sudètes. Coïncidence ? Quelques mois avant les accords de Munich et la rétrocession de la région à l’Allemagne, un consortium allemand animé par la Dresdner Bank rachètera Skoda à Schneider, sans même que le gouvernement français juge utile de s’y opposer ^{*8}. Dans ses *Mémoires*, Churchill tient cet abandon de Skoda à Hitler pour la faute suprême commise au moment de la crise tchèque : si l’on souscrit, dit-il, à l’argument développé *a posteriori* par les pro-munichois selon lequel l’abandon des Sudètes à Hitler permettait aux démocraties de gagner du temps pour réarmer, comment justifier qu’on ait abandonné à l’Allemagne des usines dont le rendement équivalait, à lui seul, à la totalité de la production militaire de l’époque ? CQFD.

Quant à l’Autriche, comme le résume Marlis Steinert dans sa biographie de Hitler, « son potentiel, alors que l’Allemagne souffrait d’une pénurie de matières premières et de devises, présentait de nombreux avantages : des réserves de 400 millions de schillings en or et en devises ; 600 000 chômeurs, parmi lesquels des milliers d’ouvriers hautement qualifiés, tandis qu’en Allemagne la main-d’œuvre commençait à se faire rare ; des matières premières comme

la minette, le bois, le pétrole et le manganèse ; des forces hydrauliques considérables⁴ ».

Entre ces avantages à portée de main (et de canon) et les « compensations » coloniales que la diplomatie britannique s'entête à lui faire miroiter, comment Hitler aurait-il pu hésiter ne serait-ce qu'un instant ? Mais comme le montre excellemment François Delpla dans ses travaux^{*9}, le dictateur est aussi souple dans le calendrier d'exécution de ses projets que déterminé à appliquer son programme. Deux imprévus vont le conduire à en modifier l'agenda : la résistance, brève mais inattendue, du chancelier autrichien Schuschnigg à ses intimidations et, une fois de plus, la vacance du pouvoir en France !

Le 12 février 1938, Hitler « convoque » le chancelier autrichien au Berghof et lui impose de nommer des nazis aux postes clés, notamment son proconsul, Arthur Seyß-Inquart, chef du DNSAP^{*10}, au ministère de l'Intérieur. Faute de quoi, la Wehrmacht franchira la frontière. Schuschnigg s'exécute, mais, le 9 mars, il tente le tout pour le tout en annonçant pour le 13 un référendum non sur le rattachement de l'Autriche au Reich, mais sur le maintien de l'indépendance autrichienne. Il ne se fait pas beaucoup d'illusions sur le résultat mais sait que la formulation de la question peut limiter l'ampleur de sa défaite et lui permettre de partir la tête haute. Or Hitler ne veut à aucun prix d'un *Anschluss* par défaut. Il entend que les Autrichiens réclament explicitement et massivement de devenir allemands.

Or voici que le 10 le président du Conseil français, Camille Chautemps, est renversé par la Chambre des députés. Une vacance du pouvoir après tant d'autres et avant beaucoup d'autres, mais quelle fenêtre de tir ! Assuré de l'inertie britannique, le Führer est maintenant certain que ce n'est pas une France sans gouvernement

qui prendra le risque de tenter quoi que ce soit pour lui barrer la route de Vienne. On connaît la suite : l'entrée de la Wehrmacht sous les vivats, la proclamation solennelle de l'*Anschluß* le 13 mars et, le 10 avril, le triomphe absolu de Hitler : 4 453 912 millions de voix sur 4 465 840 de suffrages exprimés pour l'intégration dans le Reich. Soit 99,73 % de oui ! Ce qu'on sait moins, c'est que, le 10 mars, quand Hitler avait exigé de Schuschnigg qu'il démissionne, celui-ci avait aussitôt envoyé un télégramme à Londres pour demander à Chamberlain et à Halifax ce qu'il devait faire. Sans attendre, ils lui avaient répondu que la Grande-Bretagne n'avait pas de conseil à lui donner... avant de filer à la réception d'adieu offerte par Ribbentrop, qui, ce même jour, quittait l'ambassade d'Allemagne à Londres pour devenir ministre des Affaires étrangères du Reich. Consterné par cette non-réponse, Robert Vansittart, qui, le 1^{er} janvier précédent, a été brusquement remplacé au poste de sous-secrétaire permanent aux Affaires étrangères par Alexander Cadogan, *appeaser* convaincu, demande alors à son successeur s'il a bien mesuré les conséquences de cette « lâcheté ». Sa réaction est un aveu : « Ce qui est encore plus lâche, c'est de pousser un petit homme à se battre contre un plus grand si l'on n'est pas prêt à lui venir en aide⁵. »

Sans coup férir, l'Allemagne s'agrandit ainsi de 83 868 km² et de 7 millions d'habitants, et la Reichsbank, qui ne détenait que 76 millions de marks de réserves, s'enrichit de 1,4 milliard... Et le précieux minerai de fer de Styrie peut enfin alimenter les hauts fourneaux des *Hermann Göringswerke* !

L'inutile leçon de l'*Anschluß*

Alors qu'après la remilitarisation de la Rhénanie, deux ans plus tôt, le gouvernement britannique n'avait assorti sa passivité que d'un communiqué regrettant cette « répudiation unilatérale des traités », l'absorption de l'Autriche, État souverain – contrairement à la rive gauche du Rhin, restée allemande mais simplement « neutralisée » –, suscite outre-Manche davantage d'émotion. Dans son éditorial du 13 mars 1938, le *Daily Telegraph* proclame : « L'Allemagne a jeté le masque ; il n'est plus possible de s'abuser sur ses intentions. » Et le *Times* ajoute que « le coup de force allemand est sans excuse ». Mais pour baisser d'un cran dès le lendemain : « Les Britanniques ne protesteraient pas contre le viol de l'Autriche si une attirance progressive avait eu le temps de se développer de manière naturelle, par le biais d'une confiance grandissante et d'une bonne volonté réciproque. » En un mot comme en cent, la faute de Hitler est de s'être conduit en goujat, oublieux des préliminaires... nullement d'avoir rayé l'Autriche de la carte !

Pour éviter qu'il ne se montre aussi brutal la prochaine fois, Halifax se propose donc de lui donner une leçon de savoir-vivre international. En lui envoyant un solide coup de semonce ? Tout l'inverse : en l'accompagnant dans son désir d'expansion afin que, les Sudètes une fois avalés, l'Allemagne ne se sente plus frustrée et abandonne ainsi son rôle de « petite brute de l'Europe^{*11} » ! Du *coaching*, en quelque sorte... Dans une lettre adressée juste après l'*Anschluß* au duc de Buccleuch, membre fondateur de l'*Anglo-German Fellowship*, Lord « Halifax » lui avoue même qu'il a toujours considéré la réunion de l'Autriche au Reich comme inéluctable – la France aurait sans doute été intéressée de le

savoir ! – et que le dossier étant clos, les relations avec l'Allemagne s'en trouveraient... facilitées !

J'ai toujours pensé, lui confie-t-il, que les Allemands, d'une manière ou d'une autre, continueraient à tendre la main vers le fruit mûr de manière à ne laisser à personne l'occasion ni même la possibilité d'intervenir ; et qu'une fois le fruit cueilli, il serait beaucoup plus facile, pour eux comme pour nous, de parvenir à un accord⁶.

Si l'on suit bien Halifax, l'absorption de 3 millions d'Allemands des Sudètes par le Reich participe donc d'un règlement pacifique de la situation européenne ! Mais pour la France et les Français ? Outre l'abandon de leurs intérêts sidérurgiques et miniers dont nous avons parlé – et dont ils feront bientôt leur deuil moyennant une augmentation substantielle de la fortune familiale des Schneider –, un argument stratégique prohibitif aurait dû empêcher Paris de suivre Londres : en laissant l'Allemagne s'emparer des montagnes de Bohême, on lui offre du même mouvement le contrôle des fortifications que les Tchèques y ont édifiées pour se protéger d'une attaque allemande, ce qui lui ouvre *ipso facto* la route de Prague. Construits à partir de 1935 avec l'appui d'ingénieurs français, ces ouvrages étaient, de son aveu même, le cauchemar du Führer puisque, contrairement à la ligne Maginot, interrompue à la frontière belge, ils n'étaient contournables ni par l'ouest ni par l'est. Son premier acte après la signature des accords de Munich sera de se rendre sur le site en compagnie de ses généraux, et de constater *de visu* l'efficacité de cette ligne de défense. Des essais y seront aussitôt organisés pour tester les munitions à charge creuse qui, en juin 1940, seront utilisées pour réduire les forts français des Vosges

qui résistaient encore. Livrer les Sudètes à Hitler, c'est donc, pour la France, renoncer à défendre la Tchécoslovaquie, mais aussi à se défendre tout court, puisque celle-ci constitue l'ultime verrou de ses alliances de revers tissées après 1918. Bref, une défaite sans morts préfigurant celle, sanglante, de 1940 !

Le plus affligeant est que les dirigeants français en ont parfaitement conscience. Quand, le 13 mars 1938, jour de la proclamation de l'*Anschluss*, Léon Blum succède à Camille Chautemps après soixante-douze heures de vacance du pouvoir, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Joseph Paul-Boncour, fait passer un message à Londres par l'intermédiaire de l'ambassadeur Eric Phipps. Objectif : obtenir que « le gouvernement de Sa Majesté annonce publiquement que si l'Allemagne attaquait la Tchécoslovaquie et que la France se portait au secours de cette dernière, la Grande-Bretagne soutiendrait la France⁷ ». Requête rejetée ! Le 10 avril, un mois jour pour jour après être entré en fonction, Blum est renversé. Daladier, qui occupait le poste de ministre de la Défense depuis juin 1936^{*12}, le remplace... Et consulte Londres avant de former son gouvernement ! En soi, l'initiative est stupéfiante. A-t-on déjà vu un Premier ministre britannique demander son avis à l'ambassadeur de France avant de constituer son équipe ? Or non seulement Daladier effectue cette démarche, mais il demande explicitement à Phipps s'il peut conserver Paul-Boncour au Quai d'Orsay ! La réponse tombe aussitôt : cette nomination serait « des plus malheureuses » car le personnage en question constitue « un réel danger pour la paix en Europe » (*A positive danger to the peace of Europe*). Aussitôt, le « taureau du Vaucluse » rentre ses cornes (d'escargot) et signifie à Paul-Boncour qu'il doit quitter son poste. Depuis le renvoi du ministre des Affaires étrangères Théophile Delcassé en 1905 à la

demande de Guillaume II, la France ne s'était jamais humiliée de la sorte.

Que reprochent donc les Anglais à Paul-Boncour ? Exactement ce que lui reprochent les Allemands : avoir soutenu la politique de rapprochement entre la France et l'URSS et mis en garde régulièrement, à l'Assemblée nationale, contre le réarmement du Reich.

Voici le compte rendu, extrait des archives du Foreign Office, que fait alors l'ambassadeur Phipps à Halifax après avoir rencontré Daladier :

Nous avons échappé à la malédiction de retrouver Paul-Boncour au Quai d'Orsay. Non seulement les socialistes mais aussi Herriot, voulaient qu'il reste. J'ai donc fait informer Daladier que cette nomination serait des plus malheureuses. [...] Après un entretien de plus d'une heure avec Paul-Boncour, il a fait ce qu'il fallait – enfin presque, car j'aurais de beaucoup préféré Chautemps, qui voulait le Quai d'Orsay, à Georges Bonnet qui l'a obtenu. Cependant, il faut être reconnaissant à Daladier de nous avoir épargné Paul-Boncour, qui constitue un réel danger pour la paix en Europe⁸.

On a bien lu : aux yeux de la diplomatie britannique, le danger pour la paix n'est pas le dictateur qui, après avoir liquidé ses opposants, ôté leur citoyenneté aux Juifs, occupé par surprise la rive gauche du Rhin, avalé l'Autriche et réarmé à outrance, exige maintenant le démantèlement de la Tchécoslovaquie, mais un ancien compagnon de Jaurès qui va sur ses soixante-six ans, dont la référence historique suprême n'est autre que Lamartine^{*13} et dont le parti aligne moins de 30 députés qui ne sont pas tous d'accord entre

eux^{*14} ! Et celui qui l'affirme avec tant d'aplomb n'est pas un membre du parti de Mosley ni un habitué des réceptions de Cliveden ou des dîners secrets de Lord Londonderry, mais un diplomate britannique qui, lorsqu'il était en poste à Berlin, mettait en garde son gouvernement contre l'apaisement !

Si les Britanniques espéraient beaucoup de la docilité de Chautemps, celle de Bonnet va rapidement les combler par son zèle à les consulter avant de prendre la moindre initiative. Une attitude d'autant plus appréciée que Chamberlain ne compte en prendre aucune ! Pourtant, les occasions ne manquent pas. Juste après l'*Anschluß*, la diplomatie soviétique, inquiète de voir son pacte signé avec la France deux ans plus tôt privé de toute suite pratique, propose de l'élargir à la Grande-Bretagne. Le Premier ministre attend une semaine pour répondre et, à la Chambre des communes, repousse sèchement l'offre en émettant des doutes publics sur la capacité militaire de l'Armée rouge. Formellement, il n'a pas tort : en ce printemps de 1938, les purges staliniennes l'ont décapitée. Mais Chamberlain se rend-il compte qu'en opposant une fin de non-recevoir à cette offre d'alliance il achève de marginaliser au sein du Politburo le seul partisan sincère d'une entente avec les démocraties contre le Reich ? Un an plus tard, payant l'échec de sa politique d'ouverture à l'Ouest, le commissaire soviétique aux Affaires étrangères, Maxime Litvinov, sera brutalement démis de ses fonctions par Staline et remplacé par son vieil ennemi Molotov, qui réfléchit depuis longtemps à une alliance tactique... avec l'Allemagne !

En cette fin mars 1938, l'analyse de Chamberlain est simple : puisqu'il est impossible de faire changer Hitler d'avis, presser les Tchèques d'accepter les revendications allemandes est encore le plus sûr moyen d'apaiser la situation ! Ainsi serait-il possible, écrit-il noir

sur blanc à sa sœur Ida, de « repartir de zéro avec Berlin⁹ » ! Un mois plus tard, le 22 avril, Rab Butler, le sous-secrétaire britannique aux Affaires étrangères, est tout aussi direct lors d'un *a parte* avec le premier secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Londres, Ernst Woermann, lequel rapporte aussitôt ses propos à Ribbentrop dans une dépêche triomphante :

L'Anschluß, selon Butler, n'a changé en rien la détermination du Premier ministre de parvenir à un véritable accord avec nous. [...] Comme les Allemands et les Britanniques sont du même sang (*das deutsche Volk und das britische Volk sind vom gleichen Blut*), il est inconcevable, a-t-il ajouté, que nos deux pays se retrouvent à nouveau face à face sur des champs de bataille¹⁰.

De cette conversation, Woermann tire la conclusion que l'Angleterre est parfaitement consciente que l'Allemagne atteindra « son prochain objectif et qu'elle ne s'inquiète que de la manière dont cela se fera¹¹ » (« *der Art und Weise, in der dies geschehe* »).

Le 24 avril, moins de deux semaines après qu'en vertu du plébiscite hitlérien l'Autriche a perdu jusqu'à son nom pour devenir l'*Ostmark* (la « Marche de l'Est »), la prochaine cible est officiellement désignée : l'État tchèque unitaire. Ce jour-là, à Karlsbad^{*15}, Konrad Henlein, le chef du Parti nazi des Sudètes, fait officiellement connaître ses revendications. Pas moins de vingt-huit, rédigées la veille sous la dictée du Führer, parmi lesquelles la sanctuarisation de la zone de peuplement allemand, la mise en place d'un gouvernement autonome de droit germanique, la possibilité pour chaque habitant d'abandonner la nationalité tchèque, mais

aussi une large indemnisation financière en réparation des préjudices subis depuis 1918^{*16}.

Comme le chancelier Schuschnigg quelques mois plus tôt, le président Édouard Beneš rejette les revendications allemandes... et se tourne vers Londres et Paris pour obtenir leur soutien. À Downing Street, on fait le choix du silence radio. Mais à Matignon, Daladier se cabre et approuve le refus du président tchèque. Il a compris comme lui que le but ultime du Führer n'est pas le rattachement des Sudètes mais bien d'en finir avec ce qu'il nomme en privé cet « État de boue » (*Dreckstaat*). Il a d'ailleurs donné pour conseil à Konrad Henlein et à son adjoint Karl Hermann Frank de faire monter les enchères toujours plus haut afin de placer Prague dans une situation impossible. Le 27 avril, le président du Conseil français prend donc l'avion pour rencontrer Chamberlain et lui faire valoir qu'il ne faut pas sous-estimer la force de l'armée tchèque ni surtout l'efficacité de ses ouvrages défensifs – ceux-là mêmes que Hitler veut qu'on lui livre sans combattre ! « Si la Grande-Bretagne et la France déclarent solennellement qu'elles ne permettront pas la destruction de l'État tchèque, lui dit-il, c'est ainsi qu'elles sauveront la paix¹². » Chamberlain et Halifax l'écoutent sans l'interrompre. Mais le soir même, Alexander Cadogan note dans son journal : « Tout cela est bien beau, mais affreusement bête » (*very beautiful, but awful rubbish*)¹³.

Entre-temps, le Premier Britannique a invité le « taureau du Vaucluse » dans l'un des meilleurs restaurants français de Londres. L'après-midi, Daladier rentre à nouveau ses cornes et accepte, bon gré mal gré, le plan britannique : faire pression sur les Tchèques pour qu'ils aillent le plus loin possible dans les concessions tout en prenant Hitler à témoin de leur bonne volonté. À Berlin, l'ambassadeur Henderson affirme qu'il faut se hâter car « comparé à

certains de ses partisans, Hitler est un modéré. Si Prague lui fait une offre généreuse, il ne pourra la refuser¹⁴ ».

Mais Beneš choisit au contraire l'épreuve de force : il mobilise son armée ! En ce 21 mai 1938, un vent de panique souffle à Londres comme à Paris : l'Allemagne, selon le président tchèque, serait en train de masser ses troupes en Saxe et en Bavière. Or c'est inexact. L'attaché militaire britannique à Berlin en apporte la preuve en parcourant personnellement, pendant le week-end des 21 et 22 mai, les 1 000 kilomètres de frontières séparant l'Allemagne de la Tchécoslovaquie. Conclusion : tout est calme ! Mais entre-temps, Beneš a obtenu ce qu'il souhaitait : un engagement solennel de la France, puis de la Grande-Bretagne à lui venir en aide s'il était attaqué militairement par l'Allemagne ! C'est Daladier qui, le premier, en a pris l'initiative, suivi par Chamberlain, malgré les réticences d'Halifax.

Tactiquement, la manœuvre de Beneš est un succès. En mentant sur l'imminence d'une invasion, il a placé Londres et Paris devant leurs responsabilités et donc gagné un sursis. Mais il a paradoxalement renforcé la double logique mortifère qui aura raison de son pays : la résolution des Britanniques de parvenir à un accord avec Hitler pour éviter que le sang ne coule, et la colère de ce dernier contre les Tchèques, qui, pendant quelques jours, sont parvenus à faire croire au monde qu'il avait reculé ! Ce qu'il n'a pas fait puisque, à cette date, l'armée allemande n'était pas encore en ordre de marche. Mais le 28 mai, tout change : le dictateur donne pour consigne à la Wehrmacht d'être prête pour écraser la Tchécoslovaquie le 1^{er} octobre au plus tard, conformément au Plan vert arrêté un an plus tôt lors de la réunion Hoßbach !

Londres à la manœuvre... Paris aux ordres !

D'un côté, donc, des Anglais décidés à faire céder les Tchèques en leur appliquant la politique du « gros bâton » (*big stick*) selon le mot de William Strang, directeur du département Europe centrale du Foreign Office ; de l'autre, des Allemands acquis à celle du rouleau compresseur (*Straßenwalze*) : depuis leur action conjointe, quinze ans plus tôt, pour faire échouer l'occupation française de la Ruhr et éviter à l'Allemagne de payer les réparations, rarement les buts respectifs de l'aigle germanique et du léopard britannique n'avaient été si jointifs... et les chances de survie de la Tchécoslovaquie si minces ! Dès le 3 juin, le *Times*, dûment « briefé » par Halifax, ouvre le feu en proposant sa solution pour sortir de l'impasse : un référendum non plus seulement sur l'autonomie des Sudètes réclamée par Henlein, mais sur leur rattachement pur et simple au Reich. Précision utile : ce référendum ne serait pas ouvert à l'ensemble de la population tchèque, ce que Beneš, à la rigueur, aurait pu accepter, mais aux seuls Allemands de souche vivant en Tchécoslovaquie ! Puisque telle est la solution « raisonnable » avancée par le *Times*, comment Hitler pourrait-il désormais exiger moins ? Le 7 juin, Konrad Henlein monte donc derechef au créneau pour faire connaître de nouvelles exigences, ramassées cette fois en huit points, non négociables, et connues sous le nom de programme de Karlsbad. Cette fois, plus question d'autonomie, mais d'un quasi-rattachement à l'Allemagne. Rien d'autre, en somme, qu'une sécession pure et simple financée, de surcroît, par Prague !

Parce qu'il a senti que Daladier nourrissait quelques réticences à l'égard de la stratégie britannique, *Holy Fox* décide, en outre, de prendre en main personnellement le ministre des Affaires étrangères

français, Georges Bonnet. Pour éprouver sa bonne volonté, il lui demande d'avertir Beneš que s'il persiste à se montrer « déraisonnable », la France pourrait être conduite à dénoncer le traité d'assistance franco-tchèque ! Test concluant : Bonnet s'exécute aussitôt.

Ce n'est pas Paris, cependant, que Hitler tient à remercier, mais bien Londres, où tout se décide. Le 18 juillet, il envoie son ancien aide de camp devenu diplomate, Fritz Wiedemann, rencontrer secrètement Chamberlain, Halifax et Cadogan. Wiedemann, que nous avons déjà croisé dans un précédent chapitre ^{*17}, n'est pas seulement investi de la confiance absolue du Führer. Il est aussi, rappelons-le, l'amant de la princesse Stéphanie de Hohenlohe, l'agent d'influence numéro un du Reich auprès de l'opinion britannique, par l'intermédiaire du *Press Lord*, Harold Rothermere... Pour que la rencontre n'alerte pas les adversaires de l'apaisement, elle a lieu au domicile personnel d'Halifax, à Eaton Square. D'après les notes de ce dernier, conservées dans les archives du Foreign Office, la mission de Wiedemann consistait à préparer une visite officielle à Londres de Hermann Göring, afin de mettre la dernière main à un traité d'amitié anglo-germanique. Ce que confirment les dépêches de Wiedemann à Ribbentrop. Mais en y adjoignant un détail dont Halifax ne s'est pas vanté dans ses Mémoires, pas plus que Cadogan dans les siens : quand l'ambassadeur extraordinaire de Hitler prend congé, le ministre des Affaires étrangères britanniques lui affirme que, bien sûr, il accueillera avec plaisir le numéro deux du Reich, mais qu'il considérerait comme l'apogée de sa propre action en faveur de la paix de « voir le Führer entrer dans Londres aux côtés du roi d'Angleterre, sous les acclamations du peuple ¹⁵ »...

Une semaine plus tard, le 26 juillet, le gouvernement britannique annonce l'envoi en Tchécoslovaquie d'une mission de conciliation

entre le gouvernement de Prague et le parti des Sudètes de Konrad Henlein. Elle est dirigée par Lord Walter Runciman, un ancien ministre d'Asquith (1908-1916) proche du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Montaigu Norman, autant dire fort peu francophile. En l'absence de documents, rien ne prouve que l'idée de cette mission et le choix de Runciman pour la mener soient directement issus de la rencontre entre Wiedemann et Chamberlain. Mais un indice, généralement peu rapporté, tend à le confirmer : durant les six semaines que Runciman va passer en Tchécoslovaquie, il sera accueilli la plupart du temps au château de Rothenhaus, non loin de Komotau (aujourd'hui Chomutov), au cœur des Sudètes, chez le prince Max-Egon de Hohenlohe, cousin du mari divorcé de la princesse Stéphanie du même nom... et, comme elle, agent hitlérien patenté ! Laquelle princesse ne quittera pas d'une semelle l'envoyé de Londres pendant toute la durée de sa mission, lui servant de guide chez la plupart des aristocrates allemands de Bohême, tous membres, sans exception, du parti nazi de Konrad Henlein, le SDP ^{*18}. En revanche, Runciman ne se rendra pratiquement jamais à Prague, hormis à son arrivée, les 2 et 3 août 1938. Motif : « Cette ville est trop chaude l'été ¹⁶ ! » Avant de rentrer en Grande-Bretagne, à l'issue de sa mission, il passera en outre quelques jours en Autriche, au château de Leopoldskron, « offert » par Göring à Stéphanie de Hohenlohe ^{*19}.

Autant dire qu'avant même d'avoir connaissance des conclusions du « médiateur » britannique, Hitler est parfaitement renseigné sur son état d'esprit, conforme aux informations rapportées de Londres par le fidèle Wiedemann : pourvu que ses prétentions territoriales se limitent aux Sudètes, il bénéficiera d'un *nihil obstat* de Chamberlain, lequel entraînera automatiquement celui de la France. Le 24 août, il déclenche donc le compte à rebours qui mène tout droit à l'annexion

des Sudètes par la force... ou à la capitulation *in extremis* de Beneš. Ce jour-là, Konrad Henlein, sur ordre de Berlin, rejette la proposition du président tchèque en réponse au programme de Karlsbad : la transformation de la Tchécoslovaquie en un État fédéral au sein duquel les Sudètes pourraient jouir d'une pleine autonomie. Ni plus ni moins ce qu'exigeait le SDP quatre mois plus tôt ! Georges Bonnet était passé par là et estimait avoir bien travaillé dans le sens prescrit par Halifax. Mais le soir même, coup de théâtre. Sans même avoir prévenu Paris, Runciman épouse la position de Henlein : la contre-proposition de Prague est insuffisante ! Le Foreign Office et la Wilhelmstrasse se seraient concertés pour crucifier le dernier allié de la France en Europe centrale qu'ils n'auraient pas agi autrement.

Daladier grogne encore, mais Bonnet le convainc d'avalier cette nouvelle couleuvre. Allant au bout du bout des concessions possibles, Beneš se résout alors, le 7 septembre, à accepter sept des huit points du programme de Karlsbad. Mais cette quasi-capitulation ne suffit pas au Führer. Il veut que Prague lui offre la pleine souveraineté du Reich sur les Sudètes.

Le 12 septembre, son discours au congrès de Nuremberg, retransmis en direct par toutes les radios du monde, fait l'effet d'une bombe : rugissant comme rarement il l'avait fait depuis sa prise de pouvoir cinq ans plus tôt, il instruit un procès en règle de la Tchécoslovaquie, et déclare que si la Providence ne vient pas en aide aux 3 millions d'Allemands « opprimés » par les Tchèques, l'Allemagne le fera. Après l'avoir entendu, Chamberlain écrit à sa sœur Ida : « N'est-ce pas horrible de penser que le destin de centaines de millions de gens dépend d'un seul homme, et que celui-ci est à moitié fou ? » Sa lucidité, pourtant, s'arrête là. De ce constat, il ne tire nullement la conclusion énoncée par Churchill depuis 1933 : arrêter le personnage en question avant qu'il ne soit

trop tard ! Au contraire, il pense avoir les ressources suffisantes pour le domestiquer. Et puis, dit-il encore à sa sœur, l'opinion serait-elle prête à risquer une guerre pour un pays qu'elle situe à peine sur une carte ?

Dès le 13 septembre, le Premier ministre fait savoir qu'il rencontrera le Führer quand il veut et où il veut pour sauver la paix. Le 15, il s'envole donc pour Berchtesgaden. Les films d'actualité le montrent s'embarquant pour l'Allemagne avec l'enthousiasme d'un pèlerin. Mais l'homme qui l'accueille sur les marches du Berghof, luisantes de pluie, a les traits tirés, la mâchoire serrée, la démarche plus saccadée que d'ordinaire. Pour bien signifier que de la conversation qui va suivre peut sortir, au choix, la paix ou la guerre, il annonce que l'entretien aura lieu en tête à tête, avec seulement l'interprète Schmidt... et sans Ribbentrop, qui accuse le coup.

En fait, tout est écrit d'avance : le Premier Britannique assure que si Hitler n'emploie pas la force, l'Angleterre le laissera s'emparer des Sudètes ; et Hitler répète que s'il souhaite autant que lui un *modus vivendi* avec les Tchèques, il répondra à la violence par la violence, autrement dit par l'invasion. Ce qu'ignore Chamberlain, c'est que, le matin même, le Führer a donné l'ordre à Henlein d'appeler ses partisans à la désobéissance civile et à l'émeute. Alors que le Premier Britannique survole l'Allemagne pour regagner Londres, des commandos du SDP harcèlent les policiers tchèques, bloquent les trains censés transporter des troupes vers la frontière allemande, sabotent des centrales électriques. Des coups de feu sont tirés, des soldats tchèques désarmés et pris en otages. Le 16 septembre au matin, on relève 37 morts de part et d'autre. Hitler, lui, parle de 300 uniquement du côté allemand !

Mais il a obtenu ce qu'il voulait : dans la nuit, Beneš proclame la loi martiale, dissout le SDP et lance un mandat d'arrêt contre

Henlein, qui se réfugie en Allemagne. Pourtant, ni Chamberlain ni Halifax, qui, *via* Runciman, disposent pourtant d'informations de première main, ne relèvent que c'est le SDP qui a mis le feu aux poudres. Mieux : ils proposent à Beneš un plan de sortie de crise qu'ils convainquent Daladier de soutenir et qui n'est rien d'autre qu'une mise à mort de l'État tchèque. Non seulement Prague doit céder immédiatement le territoire des Sudètes à l'Allemagne, mais on lui demande de proclamer sa neutralité en dénonçant le traité d'assistance signé en 1925 avec Paris. Ce qui, dans l'histoire diplomatique, constitue une première : si répudier un traité est monnaie courante, on n'a encore jamais vu une puissance contractante – en l'espèce la France – demander à l'autre de renoncer à ses engagements envers elle ! C'est pourtant ce que fait Daladier, sous la pression de Chamberlain, lui-même sous pression hitlérienne. Le 20 septembre, Beneš refuse logiquement le plan anglo-français... mais pour s'y résoudre dès le lendemain, affaibli par la démission de son Premier ministre, Milan Hodza^{*20}.

Le 22, Chamberlain s'envole donc à nouveau de l'aérodrome d'Heston, cette fois pour Bad Godesberg, en Rhénanie, afin de mettre au point l'accord définitif qui, espère-t-il, mettra fin à cette séquence tchèque. Hitler prend-il quelque plaisir sadique à promener dans les airs ce vieil homme qui, jusqu'à soixante-neuf ans révolus, n'avait jamais pris l'avion et s'embarque avec abnégation dans le petit bimoteur Lockheed *Electra* mis à sa disposition par la Royal Air Force, un appareil au confort spartiate, sans commune mesure avec le luxueux Focke-Wulf 200 du Führer ? Chez ce dernier, tout est symbole. Quand il a annoncé à Chamberlain qu'il le recevrait à l'hôtel Dreesen, sur les bords du Rhin, chacun a compris que ce choix n'était pas neutre. C'est ici qu'en juin 1934 il planifia dans ses moindres détails la Nuit des longs couteaux, symbole de sa

détermination à exercer un pouvoir sans partage, fût-ce en assassinant, quasiment de ses propres mains, ses plus anciens compagnons ^{*21}.

Projeté dans une telle ambiance, le Premier ministre britannique est assurément moins sûr de lui qu'une semaine plus tôt à Berchtesgaden. À peine arrivé, il apprend qu'à Londres des manifestations ont lieu en faveur de l'intégrité de la Tchécoslovaquie. Quelques centaines seulement devant Downing Street, mais 10 000 devant Whitehall scandant « Chamberlain démission ! ». Surtout, un sondage Mass-Observation ^{*22}, publié le 22 septembre par la presse hostile à l'*appeasement*, révèle une montée en flèche de la défiance envers Hitler et, partant, à l'encontre de ceux qui estiment judicieux de le ménager pour éviter le pire – 67 % des hommes interrogés (contre 22 % seulement des femmes) s'estiment ainsi « indignés » de la manière dont le gouvernement britannique traite les Tchèques. Du coup, Chamberlain prend son temps. À peine arrivé à Bad Godesberg, il annule son rendez-vous prévu le soir même avec Hitler et lui demande de fixer ses revendications par écrit avant de le rencontrer. Surpris, celui-ci accepte sa demande et fixe leur réunion au lendemain soir. Son diktat n'en est pas moins clarissime : il attend du gouvernement tchèque l'évacuation des Sudètes pour le 26 septembre. Soit trois jours plus tard !

Quand les deux hommes se retrouvent, à 22 h 30, leur échange n'a pas commencé que l'interprète, Paul-Otto Schmidt, leur tend une dépêche : la Tchécoslovaquie décrète à nouveau la mobilisation générale. Hitler, loin de perdre son calme comme Chamberlain le craignait, comprend instantanément le parti qu'il peut tirer de la vanité de son interlocuteur : il lui annonce qu'il ne cédera pas à cette ultime « provocation » de Beneš, et, pour preuve de son désir d'une solution négociée, lui offre de repousser son ultimatum au

1^{er} octobre. « Monsieur le Premier ministre, lui dit-il, vous êtes le seul homme auquel j'aie jamais fait une concession ! » Il n'en faut pas plus pour que, conforté dans son rôle d'apôtre de la paix, l'Anglais remercie chaleureusement le Führer en lui promettant à son tour de convaincre son gouvernement de redoubler de pressions sur Prague. Avant de le quitter, Hitler lui répète que si l'Angleterre accepte de laisser l'Allemagne « rentrer chez elle », celle-ci n'aura plus jamais la moindre revendication territoriale à formuler. Il ajoute : « Il n'y a donc plus aucune opposition entre nous. Nous ne nous mettrons jamais en travers de vos intérêts extra-européens et vous pouvez sans danger nous laisser les mains libres sur le continent en Europe centrale et sud-orientale¹⁷. »

La grande braderie de Munich

Cette fois, Hitler est bien près d'atteindre son but de domination continentale. En pleine intelligence avec l'Angleterre et sans que la France, servilement alignée sur Londres, songe un instant à s'y opposer... Mais contre toute attente, c'est au sein du gouvernement britannique que s'expriment les plus fortes réticences à la politique de Chamberlain. Devant le Cabinet réuni au grand complet et qui n'en croit pas ses oreilles, même Halifax, qui jusqu'alors le poussait sur la voie des concessions, émet des doutes sur ce que devrait être le « but ultime » de la Grande-Bretagne : obtenir une paix illusoire, ou en finir avec le nazisme ? Churchill, en cet instant, n'aurait pas dit mieux. Dans une bouffée de patriotisme, Halifax poursuit : « Tant que le nazisme durera, la paix sera incertaine. » Puis il glisse ce mot personnel à « Neville », griffonné sur un bout de papier : « J'ai l'impression de me conduire comme un monstre, mais j'ai passé la

nuit à me tourmenter et j'en ai conclu que c'était la seule conclusion possible. » Plus cassant que jamais, Chamberlain répond à haute et intelligible voix à ce message destiné à rester confidentiel : « Les pensées nocturnes sont souvent douteuses. » Puis il clôt le débat en mettant sa démission dans la balance : « J'estime avoir suffisamment d'influence sur le Führer pour le dissuader de provoquer l'irréparable. *C'est un homme qui ne revient pas sur sa parole une fois qu'il l'a donnée* [souligné par nous]. Il faut le croire quand il dit que l'affaire tchèque est pour lui une question raciale. Une fois les Sudètes incorporés au Reich, il ne réclamera plus rien. Et il sera possible d'espérer un tournant décisif dans les relations anglo-germaniques¹⁸. » Médusé, Alexander Cadogan note le soir même dans son journal : « Aucun doute, Hitler l'a hypnotisé¹⁹. »

Duff Cooper, Premier lord de l'Amirauté, obtient cependant du Premier ministre le rappel des réservistes. Le lendemain, la France fait de même. Au soir du 26 septembre, le Führer peut mettre la touche finale à sa stratégie d'intimidation. Dans un discours au Palais des sports de Berlin, il rend public l'ultimatum transmis quarante-huit heures plus tôt à Chamberlain : si, le 1^{er} octobre, les Tchèques n'évacuent pas les Sudètes, c'est la guerre ! Le 27, les masques à gaz font leur apparition dans les grandes villes de France et d'Angleterre, distribués à grand renfort d'annonces radiophoniques à la population. À Londres, il y en a même pour les chiens ! Il faut dire que, depuis la crise autrichienne, la défense civile a eu six mois pour constituer ses stocks, et les *designers* pour s'adapter à l'air du temps... À la peur des gaz s'ajoute celle des bombardements : la presse regorge soudain d'annonces pour des abris antiaériens de jardin, le fameux « refuge Anderson » (en tôle ondulée !) à enterrer soi-même, fourni avec mode d'emploi et pelles de tranchées !

Mais, le 28 septembre, la tension retombe de plusieurs crans. Activé en sous-main par Hitler, Mussolini propose une conférence à quatre pour mettre à plat et résoudre définitivement la question tchèque. Qu'à cela ne tienne, elle aura lieu à Munich, tranche le Führer, qui, en recevant à domicile, établit d'emblée sa suprématie ! En moins d'une heure, Chamberlain et Daladier donnent leur accord. Les mêmes qui, au gouvernement, mettaient en cause la naïveté du locataire de Downing Street saluent maintenant son opiniâtreté. Aux Communes, on se croirait sur le champ de foire de Birmingham : c'est à qui le félicitera le plus chaleureusement à coups de grandes tapes dans le dos. Même Churchill laisse tomber à mi-voix : « Que Dieu vous garde ! »

Quant à la presse, si partagée quelques jours plus tôt, elle a brusquement changé de direction comme le ferait un banc de poissons. Les mêmes qui suppliaient qu'on n'abandonne pas les Tchèques se demandent maintenant si, en la personne du lord-maire de Birmingham, la Grande-Bretagne n'aurait pas trouvé un nouvel évangéliste : « Sa fermeté d'esprit et sa douceur d'âme ont intercédé entre les deux armées et élevé l'humanité vers de nouveaux sommets », résume le *Daily Sketch*. À Paris, l'optimisme est à l'avenant, quoique moins lyrique. Tout juste regrette-t-on qu'à cette réunion au sommet des « quatre grands » aucun représentant du pays sur l'avenir duquel on va statuer ne soit invité... ne serait-ce qu'en qualité d'observateur !

Qui n'a pas en mémoire les images célèbres de Chamberlain s'envolant à l'aube du 29 septembre de l'aérodrome d'Heston et de retour de Munich, le 30 en fin d'après-midi, brandissant face à une foule de reporters bardés d'optiques son fameux « bout de papier » symbolisant une paix conquise de haute lutte ? Ce qu'on ne souligne jamais assez, en revanche, c'est le contenu dudit bout de papier... Le

feuillelet qu'agite Chamberlain à sa descente d'avion comme un talisman n'est ni le texte des accords de Munich, ni celui d'un nouveau Pacte à quatre garantissant l'intangibilité des frontières européennes, encore moins le renoncement solennel du Führer à de nouvelles revendications territoriales. Ce que le Premier ministre a serré sur son cœur pendant qu'il survolait les nuages n'est qu'un engagement bilatéral, arraché à la dernière minute à Hitler, stipulant que l'Allemagne et la Grande-Bretagne ne prendraient plus jamais les armes l'une contre l'autre ! Autant dire : rien. Ce bout de papier, loin de jeter les bases d'une « ère de paix » (*Peace for our time*) n'est que l'amulette offerte *in extremis* par le dictateur à Chamberlain pour qu'en échange, si l'on ose dire, il « fiche la paix » à l'Allemagne ! Ce qui, on en conviendra, n'est pas tout à fait la même chose.

Filmée longuement par les actualités allemandes, la séance de signature des accords de Munich résume tout. Mussolini est hilare : lui qui ne redoutait rien tant qu'une guerre dans laquelle l'aurait entraîné Hitler, et pour laquelle l'Italie n'est pas prête, a gagné un sursis^{*23}. Daladier est comme prostré, incapable d'afficher la moindre expression. Quelques heures plus tôt, il avait répondu à ses collaborateurs qui l'interrogeaient sur la position de la France : « Tout dépend des Anglais... Nous sommes obligés de les suivre²⁰. » Obligés par qui ? Par quoi ? Cette soumission reste, aujourd'hui encore, largement inexplicable. Mais elle anticipe étrangement celle des atlantistes des années 1960 qui proclamaient l'impossibilité d'une politique française indépendante des États-Unis au moment précis où, en adoptant la stratégie de la « riposte graduée », l'administration Johnson donnait raison à de Gaulle, qui, lui, n'avait jamais cru à l'automaticité d'une riposte américaine en cas d'invasion

de l'Europe de l'Ouest – d'où son choix d'une dissuasion nucléaire nationale ^{*24}.

En marge du procès de Nuremberg, Göring racontera au docteur Gustave Gilbert, psychiatre de la prison de Spandau, comment Daladier s'effaça devant Chamberlain d'une manière qui, sept ans plus tard, l'étonnait encore :

C'est à peine s'il s'intéressait à ce qui se passait... Il se contentait de rester assis, comme ça (Göring mime une attitude avachie), se bornant à approuver de la tête, de temps à autre. Pas la moindre objection à quoi que ce soit. Pourtant, il savait que Skoda et d'autres firmes avaient des usines d'armement dans la région des Sudètes et que la Tchécoslovaquie serait à notre merci. Quand Hitler déclara qu'aussitôt le territoire des Sudètes occupé, il faudrait y introduire des équipements militaires qui se trouvaient côté allemand, j'ai cru qu'il allait y avoir une explosion. Mais non – pas même une étincelle. Nous avons obtenu tout ce que nous voulions. Comme ça (il fait claquer ses doigts) ²¹ !

Chamberlain, lui, n'a pas quitté son sourire. Après la formalisation de l'acte transférant la région des Sudètes à l'Allemagne, il a entraîné Hitler dans un coin en lui demandant s'il acceptait de signer avec lui l'engagement bilatéral sus-cité. Le Führer, distraitement, a répondu : « *Ya ! Ya* ²² ! » Et le lendemain matin, Chamberlain se présentait au domicile privé de Hitler à Munich, Prinzregentenplatz, pour obtenir son précieux paraphe... en cachette des Français ! Daladier a-t-il seulement été tenu au courant avant de rentrer à Paris ? Pour ne pas perdre totalement la face, après la guerre il prétendra que oui. Ses collaborateurs n'en ont pas

gardé le souvenir. Dans son journal, le ministre des Affaires étrangères italien, Galeazzo Ciano, raconte que, peu après, Ribbentrop demanda à Hitler pourquoi il avait si facilement accepté de signer le célèbre « bout de papier ». L'autre lui répondit : « Mais ne prenez donc pas tout ça au sérieux²³ ! »

Il n'en reste pas moins qu'à Munich tout s'est décidé entre Anglais et Allemands. Le seul privilège laissé aux Français aura été d'annoncer aux Tchèques, leurs alliés historiques, qu'en sus des Sudètes à l'Allemagne ils devaient céder Teschen aux Polonais et le sud de la Slovaquie aux Hongrois ! Avant de démissionner, Beneš a bien pu prévenir le ministre des Affaires étrangères polonais, le colonel Beck, qu'il ne profiterait pas longtemps de son « pourboire de rapace » – Churchill évoque au même moment son « appétit de hyène » –, le diplomate « aux vues courtes et aux mains promptes » (Maurice Baumont) n'en démord pas : ce que la Pologne n'a pas obtenu en 1918, elle n'attendra pas vingt ans pour se l'offrir. Quant à Hitler, pourquoi s'y opposerait-il ? Il sait que, dans quelques mois, la Pologne lui appartiendra !

Le 1^{er} octobre, tandis que Daladier est acclamé au Bourget et que le couple Chamberlain, encadré des souverains britanniques, salue une foule en délire depuis le balcon de Buckingham, la Wehrmacht prend, comme prévu, possession des Sudètes. Cinq jours plus tard, Beneš arrive discrètement à Londres comme réfugié politique. En quittant Prague, il avait pourtant dit : « Nous n'avons pas été vaincus par Hitler, mais par nos alliés... » Et aussi : « Cette trahison contient en elle-même sa propre punition : si les démocraties pensent qu'elles échapperont à la guerre à nos dépens, elles se trompent²⁴. » Mais pourquoi avoir fait halte chez les « traîtres » sur la route qui devait le mener jusqu'aux États-Unis ? Certains prétendent alors que, depuis l'annexion de l'Autriche, le très

prévoyant président tchèque avait fait transférer beaucoup de fonds personnels dans les banques britanniques...

« Herr Hitler is not a gentleman »

Le dénouement étant connu, contentons-nous d'en rappeler l'engrenage dont Churchill avait planté le décor au lendemain de l'*Anschluss* dans un discours prophétique aux Communes :

Depuis cinq ans, je vois cette île descendre sans retenue, sans jugement, les marches menant à un gouffre noir. C'est un bel et large escalier, au début, mais on finit par atteindre le bout du tapis. Un peu plus loin, ne restent que les dalles, et un peu plus loin, encore, elles se brisent sous vos pieds... Voilà que les vainqueurs sont devenus les vaincus ; et ceux qui ont déposé leurs armes sur le champ de bataille et demandé un armistice, marchent à grands pas vers la domination du monde²⁵.

En ce début d'automne de 1938, Chamberlain est d'autant moins porté à prendre au sérieux les visions poétiques du Vieux Lion que lui-même n'a nullement l'impression de descendre aux enfers, mais, au contraire, de marcher sur un nuage ! Pas pour longtemps, certes, mais qui résisterait à une telle vague d'affection ? Dans les jours qui suivent son retour de Munich, 200 000 lettres de félicitations et des milliers de cadeaux affluent à Downing Street, pour remercier l'homme providentiel qui a « sauvé le monde du chaos » (*The Daily Mail*). Des parapluies, des cannes à pêche, du champagne, des chaussettes et même... un piano à queue. Chaque jour, un camion

spécial vient les déposer, puis les enlever, après que cette marée quotidienne d'offrandes eut été immortalisée par les photographes. Des « poupées Chamberlain » font leur apparition dans les vitrines, des assiettes ornées de son portrait sont vendues en souscription par le *Daily Sketch* à plus de 90 000 exemplaires ! De l'autre côté de la Manche, *Paris-Soir*^{*25} fait mieux : il lance une collecte destinée à offrir au Premier ministre une « maison de campagne en France près d'un ruisseau à truites » ! Pour Daladier, les « messages de gratitude » suffiront. Le 4 octobre, le quotidien annonce fièrement : « Plus de 200 000 francs, déjà, pour la "maison de la paix" ! » Sur les ondes du Poste parisien, on repasse à l'envi le dernier succès de Ray Ventura et de ses Collégiens : un fox-trot endiablé baptisé *La Chamberlaine*. Aux États-Unis, le *New York Daily News* décrit le Premier ministre comme un « personnage christique », tandis qu'à Bombay la Buddha Society le remercie d'avoir montré à l'humanité la voie de la non-violence...

Mais, à la Chambre des communes, l'atmosphère est moins univoque. Si les accords de Munich sont ratifiés sans difficulté, sous la forme d'une motion de confiance adoptée par 366 voix contre 144, une sérieuse dissidence se profile dans les rangs conservateurs. Plus grave : avant même le débat au Parlement, le Premier lord de l'Amirauté, Duff Cooper, a démissionné après la déclaration de Chamberlain proclamant qu'il avait sauvé la paix « dans l'honneur ». Le coup le plus rude, le Premier ministre le reçoit de Richard Law, dont le père, Andrew Bonar Law, occupa Downing Street en 1922-1923, et dont l'ironie dévastatrice déchaîne les applaudissements de Churchill :

Il se trouverait donc ici une majorité pour croire que des hommes parvenus au pouvoir par la violence et la trahison,

ayant gardé ce pouvoir par la violence et la trahison, et ayant obtenu leur plus grande victoire internationale par la violence et la trahison, ont soudain été convaincus, grâce au regard magnétique de notre Premier ministre, que la violence et la trahison ne payent plus²⁶ ?

Le député Victor Raikes lui répond qu'en doutant de Chamberlain il insulte le « plus grand homme d'État européen de tous les temps » (*the greatest european statesmen of this or any other time*). Churchill prend alors la parole :

Le peuple britannique doit savoir que nous venons de subir une défaite sans guerre dont les conséquences nous accompagneront longtemps sur notre route ; il doit savoir que nous venons de franchir une étape décisive et terrible de notre histoire, maintenant que tout l'équilibre européen est bousculé... Ne croyez pas que c'est la fin. Ce n'est que le début du règlement de comptes. Ce n'est que la première gorgée, le premier avant-goût d'une coupe amère que l'on nous tendra année après année²⁷ ...

Il ne se trompe que sur un détail : en matière de conquêtes, l'impatience de Hitler ne se mesure plus en années... mais en jours. Dès le 9 octobre, soit moins de soixante-douze heures après que le Parlement britannique a entériné la mutilation de la Tchécoslovaquie, voici que, sans crier gare, le Führer prend pour cible... la Grande-Bretagne ! Motif : il n'a pas supporté les critiques entendues à la Chambre des communes contre la politique de Chamberlain, accusé de délivrer un blanc-seing à un conquérant. « Il serait bon qu'à Londres, certaines attitudes qui rappellent l'époque de Versailles

soient abandonnées, s'écrie-t-il lors d'une réunion de masse à Sarrebruck. L'Allemagne n'a pas besoin d'une bonne d'enfant qui la prenne en tutelle. Nous ne nous occupons pas des événements de Palestine ^{*26}, que l'Angleterre ne s'occupe pas de ce qui se passe chez nous ! »

Que, pour céder à ses exigences, Chamberlain ait convaincu Daladier de trahir son allié tchécoslovaque ne suffit donc pas au bonheur du Führer : tout se passe comme s'il attendait du Premier ministre qu'il muselle son opposition ! Il ajoute d'ailleurs, après avoir rendu hommage aux Premiers ministres anglais et français : « Il suffit qu'au lieu de M. Neville Chamberlain, arrive au pouvoir en Angleterre un Duff Cooper, un Eden ou un Churchill, et nous savons qu'aussitôt, le but de ces hommes-là serait de déclencher une guerre mondiale ! »

L'aveu est de taille et en dit long sur la psychologie profonde de Hitler. Il sait ce qu'il doit à Chamberlain depuis l'*Anschluß* : avoir obtenu licence d'agrandir l'Allemagne de 110 000 km² et de faire passer sa population de 68 millions à 80 millions d'habitants sans avoir à tirer un seul coup de feu ; bien renseigné par ses amis pro-nazis d'outre-Manche, il a parfaitement conscience qu'en Angleterre des hommes sont décidés à l'empêcher d'aller plus loin et il redoute logiquement de les voir arriver au pouvoir... Mais son *ubris* le conduit paradoxalement à les renforcer en démontrant qu'ils ont raison de douter de la politique de Chamberlain !

Comme l'écrit François Delpla dans son essai sur Churchill et Hitler, rien ne démontre mieux que ce discours « l'articulation entre une stratégie des plus efficaces et une folie des plus obsessionnelles. L'orateur sait bien qu'il va, moins d'un an plus tard, fomenter une nouvelle crise internationale majeure à propos de la Pologne et ne rien faire, cette fois, pour éviter un conflit, en sorte que l'Angleterre,

qui a tant menacé de le faire à la veille de Munich, ne pourra que lui déclarer la guerre sous peine de discrédit majeur. Mais à travers la Pologne, c'est la France surtout qui sera visée : il s'agira de la pousser à la guerre et de l'abattre d'un coup sec. Après quoi l'Angleterre sera définitivement lavée de ses tentations "juives" incarnées par Churchill, et ne pourra plus que venir occuper son créneau dans la domination "aryenne" de la planète, en laissant l'Allemagne dominer l'Europe et refouler ses populations slaves²⁸ ».

D'où la mécanique implacable qui, par sa seule volonté, va conduire l'Europe vers la catastrophe et réduire à l'état de pantins impuissants ceux qui avaient tant fait pour apaiser ses appétits. « Consterné » par l'agressivité du discours de Hitler, Chamberlain est abandonné à son amertume. Il frôle le désespoir quand, lui rendant puérilement la monnaie de sa pièce, Daladier lui annonce qu'il a décidé de sceller avec l'Allemagne le même genre d'engagement bilatéral que celui conclu par lui avec le Reich en marge de Munich ! Négocié secrètement à l'initiative de Georges Bonnet et accepté avec enthousiasme par Hitler, qui entend, à la fois, endormir les Français et, dans une stratégie classique de pervers narcissique, faire valoir à Chamberlain qu'il a perdu son statut d'interlocuteur privilégié, ce rapprochement se solde par la visite à Paris de Ribbentrop et la signature, le 6 décembre 1938, d'une déclaration franco-allemande aussi vide que le « bout de papier » concédé aux Anglais. Mais qui, en posant le principe de l'intangibilité des frontières occidentales de l'Allemagne, suggère qu'à l'Est, tout peut arriver !

Surtout, cette pantomime survient au plus mauvais moment pour l'opinion internationale : moins d'un mois plus tôt, dans la nuit du 9 au 10 novembre, a eu lieu en Allemagne la Nuit de cristal^{*27}, étape décisive entre la persécution administrative des Juifs et leur

persécution tout court qui, elle-même, conduira à leur élimination physique.

Pour Chamberlain, l'humiliation est profonde : la « petite brute de l'Europe » que son art de la persuasion se faisait fort de civiliser organise un pogrom comme on n'en avait pas vu depuis la Russie du XIX^e siècle ! Et qui est la première à passer l'éponge ? La France de Daladier qui traînait les pieds à lâcher la Tchécoslovaquie ! L'homme au parapluie va-t-il se ressaisir ? Loin de s'interroger sur les résultats de sa politique, il va au contraire – certes pour la dernière fois – entrer dans le jeu de Hitler en faisant de Churchill et des *anti-appeasers*, désignés par le Führer dans son discours du 9 octobre, les premiers responsables de cette poussée de fièvre ! Il demande ainsi à son homme de confiance, Sir Joseph Ball ^{*28}, un ancien du MI5, de surveiller de près ces « énergomènes » qui inquiètent l'opinion avec leurs prophéties de malheur. Dans une lettre à sa sœur, il se vante même d'avoir mis cette « bande » sur écoute : « Bien sûr, ils n'ont absolument pas conscience que je suis au courant de leurs manœuvres, mais j'ai en permanence des informations sur leurs faits et gestes et sur le contenu de leurs conversations, qui prouvent pour la énième fois à quel point Winston (Churchill) peut avoir tort ²⁹. »

Le 15 mars 1939, un premier coup de gong va brusquement tirer le locataire de Downing Street de sa catalepsie : répudiant ses engagements solennels de Munich, Hitler fait son entrée à Prague après avoir extorqué au président Emil Hácha, successeur de Beneš, un accord reconnaissant l'indépendance de la Slovaquie et transformant la Tchéquie en protectorat allemand ! À présent, Chamberlain en est certain : « *Herr Hitler is not a gentleman.* » Et lui qui, une semaine plus tôt, déclarait encore lors d'un dîner offert

aux députés conservateurs que, grâce à sa politique, le danger de guerre s'éloignait chaque jour davantage !

Trois jours plus tard, dans sa bonne ville de Birmingham, le Premier ministre et lord-maire prononce le discours le plus violent de sa carrière, accusant le chancelier d'être un tricheur et de l'avoir trompé :

Si M. Hitler considérait que l'accord de Munich devait être détruit, il devait me consulter. Au lieu de cela, il s'est arrogé le droit de faire la loi. [...] La pire erreur qu'il pourrait commettre serait de croire que la nation britannique, parce qu'elle préfère la paix à la guerre, a perdu son énergie au point de ne pas relever le défi qui lui est lancé. [...] Je suis prêt à sacrifier beaucoup de choses pour la paix, à l'exception d'une seule : la liberté à laquelle nous ne renoncerons jamais.

Churchill écrira plus tard :

Si Chamberlain n'avait pas réussi à comprendre Hitler, ce dernier avait totalement sous-estimé le caractère du Premier ministre britannique. Il s'était figuré que son allure si peu militaire et son amour passionné pour la paix expliquaient entièrement sa personnalité, et il voyait dans le parapluie son symbole. Il n'avait pas vu que Neville Chamberlain avait un fond très coriace et qu'il n'aimait pas être abusé³⁰.

Désirant frénétiquement rattraper le temps perdu, le Premier ministre imagine alors une débauche de pactes avec les pays qu'il estime menacés par le Reich : avant même d'attendre qu'ils l'acceptent, il accorde, le 13 avril, la garantie de la Grande-Bretagne

à la Pologne – prochaine proie sur la liste à laquelle, de fait, Ribbentrop commence à réclamer avec insistance la rétrocession du « corridor » de Danzig –, mais aussi à la Roumanie et la Grèce. Il réaffirme que si la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg sont attaqués, l'Angleterre sera à leurs côtés. Il persiste cependant à négliger l'essentiel, et Daladier avec lui : l'URSS !

Dès le 18 mars, au lendemain du discours de Chamberlain à Birmingham, Litvinov, qui sait ses jours comptés par le Kremlin, propose un pacte à tous ceux qui ont intérêt à endiguer l'expansion allemande. Londres attend un mois pour répondre et, en avril, n'envoie à Moscou qu'un ambassadeur pour explorer les pistes d'un accord... ce qui, on l'admettra, n'atteste pas d'une volonté de conclure en urgence ! Daladier est tout aussi circonspect, plus encore peut-être que Chamberlain, quant à l'opportunité d'une alliance de revers avec la Russie. Il a tort. Car à Moscou, Staline, rendu furieux par les accords de Munich qu'il analyse comme un blanc-seing offert à l'Allemagne, perd patience. Le 3 mai, il limoge Litvinov et le remplace par un fidèle de la première heure : Viatcheslav Molotov. Un pragmatique absolu qui, depuis la mise en jachère du traité franco-soviétique de 1935 et, surtout, la visite de Ribbentrop à Paris en novembre 1938, soupçonne fortement les Français de vouloir laisser à Hitler les mains libres à l'Est – et pas seulement en Pologne – pour prix de leur sécurité ! Il pousse donc Staline à renverser la table en concluant avec Hitler une alliance surprise qui lui permettra de gagner du temps en attendant le grand règlement de comptes dont le dictateur soviétique n'a jamais douté – ayant d'emblée, lui, pris *Mein Kampf* au sérieux. On sait aujourd'hui, grâce notamment aux travaux décisifs de François Delpla sur les papiers du général Doumenc, chef de la délégation militaire française à Moscou, que Molotov était dans le vrai : Daladier

se pressait encore moins que Chamberlain pour obtenir un accord avec les Soviets. Dans l'espoir de prouver le contraire après la guerre, il s'est même rendu coupable d'un faux, en antidatant de deux jours une note du 23 août 1939^{*29} censée préparer une entrevue décisive avec l'ambassadeur polonais à Paris, Lukasiewicz ! Depuis la fin mai et la conclusion du Pacte d'acier entre Berlin et Rome – lequel ne laisse plus guère de doute sur les intentions belliqueuses de Hitler –, Londres et Paris tentent en effet d'intégrer Varsovie dans l'alliance antiallemande qu'ils ont finalement accepté de négocier avec Moscou. En vain. Car les Polonais butent obstinément sur son corollaire : le droit de passage qu'ils doivent accorder à l'Armée rouge s'ils sont attaqués par l'Allemagne ! C'est parce qu'ils le refusaient déjà en 1935 qu'ils avaient violemment rejeté le Pacte oriental imaginé par le regretté Barthou et s'étaient si « judicieusement » rapprochés du Reich. Quatre ans plus tard, alors que Hitler menace de les envahir s'ils refusent de lui céder Danzig, ils récusent toujours avec la même énergie l'aide de l'armée russe. Une obstination qu'ils paieront au prix fort quand, dans trois semaines, elle s'invitera d'elle-même sur leur territoire pour s'en partager les dépouilles... avec la Wehrmacht !

Or pendant qu'Anglais et Français font traîner les choses en raison de leur propre circonspection et de la psychorigidité suicidaire des Polonais, les discussions entre Allemands et Soviétiques sont entrées dans leur phase terminale. Molotov, mais aussi et surtout la pusillanimité des alliés occidentaux ont convaincu Staline que le sursis dont il a un besoin vital sera mieux assuré par un *statu quo* provisoire avec Hitler que par un accord bancal avec des pleutres qui ne savent pas ce qu'ils veulent. Quant au Führer, il sait qu'en cas de guerre avec l'Ouest il subira aussitôt un embargo sur les matières premières : à l'URSS de lui fournir le blé, le pétrole, le charbon,

l'acier et le zinc que l'Ouest ne lui livrera plus ! Pour séduire Staline, Hitler dispose en outre d'un argument qui n'a jamais laissé aucun despote russe insensible : il lui offre la moitié de la Pologne. Ce quatrième « partage » historique^{*30} fera l'objet du volet secret du pacte germano-soviétique, annoncé le 23 août 1939 sous les espèces d'un simple traité de non-agression assorti d'un accord commercial.

Cette fois, les Polonais comprennent que, Hitler ayant assuré ses arrières, leur sort, sauf miracle, est scellé. Saisis de panique, ils acceptent, le 25 août, de signer le pacte d'assistance mutuelle que leur a proposé Chamberlain le 13 avril précédent. Le Führer espère-t-il encore que Londres et Paris lui laisseront une fois de plus les mains libres ? Les témoignages divergent sur ce point, sans se contredire formellement, ce qui prouve que, d'un jour à l'autre, lui-même évolue au gré de ses interlocuteurs et des ultimes tentatives de médiation – celle de Mussolini, mais aussi celle du Suédois Birger Dahlerus, un richissime homme d'affaires, ami personnel de Göring et d'Halifax. Seule chose certaine : que l'Angleterre et la France entrent ou non en guerre contre lui ne semble pas affecter son humeur... Celle-ci est radieuse depuis qu'à la fin juillet Moscou lui a fait savoir qu'elle donnait sa préférence à un accord avec lui plutôt qu'avec les Anglais et les Français. Alors qu'un an plus tôt la crise des Sudètes avait incontestablement éprouvé ses nerfs, c'est un Hitler serein qui donne ses dernières instructions pour la mise à mort de la Pologne. Tout au long de ce mois d'août fatidique, il n'est pratiquement pas revenu dans la capitale du Reich, si ce n'est pour superviser la décoration du discret appartement qu'il a fait aménager pour Eva Braun dans la nouvelle Chancellerie du Reich, inaugurée en janvier précédent – une surprise qu'il lui a réservée. Depuis Berchtesgaden, il a sillonné la Bavière et l'Autriche, assistant à

Munich à une représentation de *Tannhäuser*, puis à Bayreuth au festival Wagner, enfin à Salzbourg, pour inaugurer celui dédié à Mozart. Au Berghof, il reçoit son vieil ami August Kubizek, témoin de ses années d'errance à Vienne, qui débarque avec une pleine valise de cartes postales dessinées par celui qu'il appelait affectueusement « Dolfi » quand tous deux tiraient le diable par la queue. Depuis, Kubizek est devenu un chef d'orchestre réputé en Autriche et en Tchécoslovaquie, dont sa famille est originaire. Il est aussi le seul Tchèque que le Führer accepte dans le cercle de ses intimes. Décidément très complaisant, Hitler accepte de bon cœur de revêtir chaque carte d'un autographe que l'autre destine à ses relations... non sans s'absenter de temps en temps pour donner d'ultimes instructions à ses généraux concernant l'invasion imminente de la Pologne.

Croit-il que Chamberlain peut encore le prendre au sérieux quand, le 28 août, il l'assure, *via* l'ambassadeur Henderson, qu'une fois le corridor de Danzig récupéré l'ère de ses revendications appartiendra au passé ? Malgré son mépris pour les démocraties, il est difficile d'imaginer qu'il ait pensé pouvoir, une fois de plus, abuser l'un de ses représentants, fût-il le plus naïf... Sans doute est-il conscient que, *per pacem*, son crédit de confiance est définitivement épuisé. Mais il compte bien lui substituer, *per bellum*, un crédit de puissance qui lui permettra d'obtenir de l'Angleterre ce qu'il souhaite depuis *Mein Kampf* : un partage des rôles planétaire.

Ce bel optimisme, une nouvelle va pourtant l'assombrir trente-six heures après l'entrée de la Wehrmacht en Pologne : le 2 septembre, en fin de matinée, Chamberlain nomme Churchill Premier lord de l'Amirauté ! Albert Speer raconte : « Je me souviens encore de l'ahurissement de Hitler lorsqu'arriva la nouvelle. [...] Il s'affala dans

le fauteuil le plus proche et déclara : "Churchill au gouvernement !
Maintenant, nous sommes vraiment en guerre avec l'Angleterre³¹." »

Un grain de sable nommé Churchill

Quand, le 2 septembre 1939, Winston Churchill, soixante-cinq ans, franchit la porte de Downing Street pour s'entendre offrir le poste de Premier lord de l'Amirauté qu'il avait dû abandonner un quart de siècle plus tôt, après le désastre des Dardanelles ^{*1}, il n'a guère d'illusions sur ce qui pousse Chamberlain à lui tendre la main : s'il le ramène brusquement au premier rang, ce n'est pas pour rendre hommage à sa clairvoyance jamais démentie face au péril hitlérien ; c'est parce que l'atmosphère générale a changé tout aussi brutalement. Depuis l'entrée de Hitler à Prague et l'ouverture, aussitôt après, de la séquence polonaise, la politique d'apaisement naguère portée aux nues par l'opinion est devenue synonyme de lâcheté. Et dans la presse, l'étoile du vaincu de Gallipoli s'est rallumée à mesure qu'a pâli celle du pèlerin de Munich. Aussi bon tacticien que mauvais stratège, le locataire de Downing Street a compris que s'il ne voulait pas être poussé vers la sortie, mieux valait avoir un Churchill à ses côtés que contre lui.

Sur le fond, pourtant, Chamberlain n'a pas évolué d'un iota, même à l'épreuve des faits : loin de s'être rallié aux raisons de son vieil adversaire, il estime toujours que sa longue négociation avec Hitler était nécessaire pour attester de la volonté de paix de

l'Angleterre et que son échec final n'est dû qu'à la mauvaise foi pathologique du Führer. « Un déséquilibré (*mentally deranged*), dit-il, tel que peu de gens ont la malchance d'en croiser dans leur vie ! » Mais puisque ce « fou » l'a acculé à faire la guerre – discipline dans laquelle le lord-maire de Birmingham admet volontiers son incompetence –, autant s'associer avec un personnage qui, aux yeux des Britanniques, incarne le guerrier par excellence. Un autre genre de « fou » dont les pulsions violentes affolent Chamberlain presque autant que celles de Hitler – leur substrat raciste en moins –, mais dont il discerne, *in praesenti*, toute l'utilité...

Pense-t-il pouvoir le garder sous contrôle en le menaçant, au besoin, de rappeler aux oublieux son rôle en 1915 dans la malencontreuse opération de Gallipoli ? Il ne connaît décidément pas Churchill. Car là où d'autres seraient rentrés dans le rang, trop heureux d'avoir préservé leur carrière politique de la ruine, lui rêve plus que jamais de prendre sa revanche en démontrant que seule l'audace paie encore et toujours. Comme elle aurait payé, vingt-quatre ans plus tôt, aux Dardanelles, si d'indignes intrigues politiciennes ne l'avaient pas éloigné du théâtre des opérations.

Rappelons les faits. En ce premier hiver de la Grande Guerre, les Alliés s'enlisent sur le front de l'Ouest, tandis que l'Empire russe, sur lequel Londres et Paris comptaient tant pour briser l'Allemagne, subit défaite sur défaite. Pis : en janvier 1915, le gouvernement du tsar réclame l'aide de l'Angleterre car son armée se fait tailler des croupières dans le Caucase par les Ottomans, alliés de Berlin ! Le généralissime britannique, Lord Kitchener, se tourne alors vers Churchill, Premier lord de l'Amirauté depuis 1911, qui plaide, jusqu'ici sans succès, pour déclencher une offensive périphérique afin de diminuer la pression allemande sur le front de l'Ouest où les *tommies* n'en finissent pas de « mâcher du barbelé ». Il pense à la

Baltique, à la mer du Nord (notamment pour occuper les îles allemandes de Borkum et de Sylt et bloquer ainsi les navires de guerre allemands dans leurs ports), mais aussi, pourquoi pas, aux Détroits, dans le but de libérer l'accès à la mer Noire – donc au blé russe – contrôlé par Constantinople. Cette fois, on lui donne le feu vert pour une offensive navale de grande envergure visant à occuper la péninsule de Gallipoli, dont les forts commandent le débouché sur la mer de Marmara, qui elle-même ouvre la route du Bosphore. De quoi soulager l'armée russe en distrayant de nombreuses forces turques du front du Caucase.

Mais l'opération est un fiasco sanglant. Le 18 mars, malgré les objurgations de Churchill, l'amiral de Robeck, soutenu par Kitchener, rompt l'assaut à l'entrée du détroit des Dardanelles après le naufrage du cuirassé français *Bouvet* et des croiseurs anglais *Irresistible* et *Ocean*, coulés par des mines turques. Le débarquement qui aurait dû suivre est reporté sans que tous les forts et surtout les obusiers mobiles disposés le long de la côte aient été détruits. Il aura lieu cinq semaines plus tard, le 25 avril. C'est plus qu'il n'en faut aux Ottomans pour se préparer sous la direction d'un officier qui fera parler de lui : un certain Mustafa Kemal, le futur Atatürk.

Quand, huit mois plus tard, le corps expéditionnaire allié composé de Britanniques, de Français, de Néo-Zélandais et d'Australiens est enfin évacué vers la Grèce après s'être fait méthodiquement massacrer sur les plages de la péninsule, l'opération s'est soldée par 46 000 morts et 80 000 blessés. Et c'est Churchill qui en est tenu pour responsable alors que, dès le 23 mai, il a été remplacé à l'Amirauté par Arthur Balfour ! Guerre ou pas, la politique a repris ses droits : le Parti conservateur, abandonné par ce même Churchill en 1904 au profit des libéraux, a trouvé dans l'échec

des Dardanelles l'occasion rêvée pour obtenir la tête du transfuge en mettant dans la balance son soutien au gouvernement Asquith. Poussé vers la sortie, l'accusé ne peut même pas se défendre puisque toute information militaire rendue publique servirait à renseigner l'ennemi... Sans jamais renier son idée, il n'aura pourtant aucun mal à prouver, après guerre, qu'on l'a dessaisi d'emblée de la direction des opérations et que les effectifs qu'on lui avait promis lui ont été retirés juste avant leur déclenchement. Toutes choses confirmées par une commission d'enquête parlementaire *ad hoc* qui pointera le rôle délétère joué par Robeck et surtout Kitchener, qui, après avoir qualifié l'expédition de « croisière touristique », s'est affolé devant la résistance turque et a refusé de prélever la moindre unité du front de l'Ouest pour l'envoyer dans ce guêpier.

Un personnage de Kipling

Cette imputation d'aventurisme et, disons-le, d'indifférence au sang versé hantera d'autant plus Churchill que s'il ne fait pas mystère de sa passion pour la chose militaire, il est tout le contraire d'un Joffre, adepte des offensives à outrance et prodigue en appels au sacrifice rédigés sur le coin d'un bureau Louis-XV. Nourri de César, Napoléon ou Clausewitz, il a, comme eux, cent fois risqué sa vie avant de prétendre disposer de celle des autres. On peut même dire que le courage physique est, chronologiquement, la première qualité connue de lui par ses compatriotes, bien avant son éloquence et sa propension communicative à ne jamais désespérer.

En 1898, il n'a pas vingt-quatre ans qu'il est déjà un héros national dont les exploits emplissent les journaux. Sorti bien placé de l'académie militaire de Sandhurst, il a participé, le 2 septembre,

comme lieutenant, à la dernière charge de cavalerie de l'histoire britannique, à Omdurman (Soudan), contre les rebelles mahdistes. C'est une hécatombe pour les Anglais, mais lui s'en sort sans une égratignure. Victime, quelques mois plus tôt, d'une luxation de l'épaule droite, il n'aurait jamais dû s'engager dans la mêlée, ne pouvant manier ni un sabre ni une lance. Qu'à cela ne tienne ! Lui qu'un bras en écharpe n'a jamais empêché de jouer au polo a mené la charge, armé de son fidèle pistolet automatique à dix coups qui lui a permis d'abattre un à un les derviches qui menaçaient de le submerger. Une scène digne d'*Indiana Jones* – et présentement de Kipling ! Trois jours plus tard, il est au Caire, prêt à reprendre le bateau pour Londres, le bras droit toujours immobilisé. Au moment où il s'apprête à embarquer, on lui apprend que son ami Richard Molyneux, fils du comte de Sefton, a été grièvement blessé au poignet lors de la charge et qu'il a besoin, en urgence, d'une greffe de peau. Dans sa belle biographie de Churchill, l'historien Andrew Roberts raconte que, jusqu'au soir de sa vie, le Vieux Lion imitera l'accent irlandais du médecin qui, avant de prélever de son bras gauche, sans anesthésie, un morceau de peau « gros comme une pièce de dix pence », lui avait dit : « Vous avez déjà entendu parler de quelqu'un qu'on écorche vif ? Eh bien, cela ressemble à cela ! » À la mort de Molyneux, en 1954, il plaisantera : « Il va emporter un morceau de ma peau avec lui dans l'autre monde, ce sera une sorte d'avant-garde¹ ! »

Il est loin, pourtant, d'être sevré des émotions fortes ! L'année suivante, en 1899, alors qu'il a démissionné de l'armée pour concourir – en vain – à une élection législative partielle^{*2}, il est fait prisonnier en Afrique du Sud lors de l'attaque d'un train blindé de l'armée britannique par les Boers^{*3} révoltés. Qu'allait-il faire dans cette galère ? Couvrir l'insurrection comme correspondant du

Morning Post de Londres ! Car le fils de Lord Randolph Churchill, lui-même troisième fils du septième duc de Marlborough (d'où le fait qu'il n'en porte pas le titre, puisqu'il n'est pas l'aîné), ne sépare pas l'action de l'écriture, ni l'écriture des revenus confortables qu'elle lui procure^{*4}. Capturé et porté disparu le 15 novembre, il réapparaît en piteux état mais triomphant le 21 décembre, après s'être évadé du camp de Durban où il était détenu, puis caché dans une mine avant de parcourir 480 kilomètres dissimulé dans un train transportant des ballots de laine pour atteindre la ville portugaise de Lourenço Marques, au Mozambique ! Le 23, il est de retour en Afrique du Sud, où Durban l'accueille avec fanfares, drapeaux et bain de foule. Pour la première fois de sa vie, il est porté en triomphe. Ce ne sera pas la dernière. À Londres, ses aventures occupent les premières pages. Mais plutôt que de rentrer chez lui en s'embarquant sur le premier bateau pour l'Angleterre, le « gentleman funambule », comme le décrit si joliment son meilleur biographe français François Kersaudy², décide de prendre sa revanche. Il réclame et obtient un commandement au sein d'un régiment. Aurait-il eu gain de cause s'il n'avait été le rejeton d'une des familles les plus prestigieuses du pays et si sa mère, la belle Lady Jenny, n'avait été la maîtresse du prince de Galles, futur Édouard VII ? Ce sera l'*Imperial Light Horse*, au sein duquel, après avoir participé à la bataille de Spion Kop (une défaite pour les Britanniques) et avant de prendre part à celle de Diamond Hill (une victoire décisive sur les Boers), il parvient à libérer ses camarades prisonniers à Durban !

Croit-on qu'une fois élu, en 1900, député de Oldham, puis devenu, en 1909 – à trente-cinq ans –, ministre de l'Intérieur, le descendant de Marlborough s'abstiendra de repartir en guerre ? En 1911, il défraie la chronique en supervisant le « siège de Sidney Street », une opération menée conjointement par la police et l'armée

pour déloger des anarchistes retranchés dans un immeuble de Londres. Attestée par les prises de vues du Pathé-Journal, sa présence lors d'échanges nourris de coups de feu suscitera un scandale aux Communes où on l'accusera de prendre des risques inconsidérés pour un membre du gouvernement. Et que fait Churchill quand, quatre ans plus tard, il doit quitter le poste de Premier lord de l'Amirauté ? Il retourne au front ! À quarante et un ans, l'ancien officier-journaliste devenu ministre et écrivain à succès^{*5} rejoint le front français. Lui propose-t-on un poste de conseiller à l'état-major du maréchal French, avec bain chaud et champagne glacé à volonté ? Il préfère s'enterrer dans les tranchées, comme simple lieutenant-colonel, à la tête du 6^e bataillon du *Royal Scots Fusiliers*, laissant ses nombreuses malles au QG britannique de Saint-Omer, mais n'oubliant pas de se faire précéder par des caisses de whisky et de cognac dont il fera profiter ses hommes, de l'officier au deuxième classe !

Comme à Malakand, Omdurman ou Ladysmith, écrit François Kersaudy, son indifférence souveraine face au feu ennemi a quelque chose d'effarant ; il néglige bien souvent de se mettre à couvert, les éclats d'obus pleuvent autour de lui, les balles l'encadrent, certains projectiles vont se ficher dans son quart ou sa lampe de poche, beaucoup de ses camarades sont tués ou blessés à ses côtés, mais ce diable d'homme reste indemne. Un jour, une salve d'obus touche de plein fouet son minuscule abri, décapitant l'officier qui s'y trouve ; Winston, lui, en était sorti quelques instants plus tôt, convoqué par un général désœuvré qui désirait bavarder³ ...

Aime-t-il la guerre ? Aucun de ceux qui l'ont côtoyé dans les tranchées ne sont rentrés chez eux en en doutant ! Ainsi du capitaine Andrew Gibbs, qui, en 1924, écrit dans ses souvenirs, alors que Churchill vient d'être nommé chancelier de l'Échiquier :

D'un côté, les horreurs de la guerre le laissaient de marbre ; d'un autre côté, il était toujours le premier arrivé sur les lieux lorsque la tragédie frappait, et faisait tout son possible pour aider et reconforter [...]. Au moment où les pièces de campagne allemandes ouvraient le feu, [il] arriva dans notre tranchée, et proposa de jeter un coup d'œil par-dessus le parapet. Alors que nous nous tenions sur la plate-forme, nous perçûmes le souffle et le sifflement de plusieurs obus passant juste au-dessus de nos têtes, ce qui avait toujours pour effet de m'horrifier. C'est alors que j'entendis Winston demander d'une voix rêveuse et lointaine : « Aimez-vous la guerre ? » Je ne pus que faire semblant de n'avoir rien entendu. À cet instant-là, je haïssais profondément la guerre ; mais je crois qu'à cet instant même, comme à tous les autres, Winston Churchill, lui, s'en délectait. Il ne connaissait pas la peur⁴.

Autre témoignage, parmi des centaines, celui du sous-lieutenant Edmund Hakewill-Smith, vingt ans en 1916, recueilli par le principal biographe britannique du Vieux Lion, Martin Gilbert :

Il se rendait fréquemment dans le *no man's land*, et l'accompagner était une aventure horripilante. De sa grosse voix sonore – beaucoup trop sonore, nous semblait-il – il nous criait : « Allez par ici, je vais par là... Venez, j'ai trouvé un trou dans les barbelés allemands. Venez ici

immédiatement ! » On aurait dit un éléphanteau en excursion de nuit. Il ne se plaquait jamais au sol quand un obus éclatait ; il ne se baissait jamais lorsqu'une balle passait avec fracas. Il disait souvent, après m'avoir regardé me jeter à plat ventre : « C'est foutrement inutile. Il y a longtemps que la balle t'a dépassé⁵ ! »

Point commun avec son futur ennemi Adolf Hitler, non moins intrépide que lui au combat, bien qu'ayant servi dans les tranchées comme simple soldat^{*6} : à la moindre accalmie, Churchill se saisit de sa boîte à couleurs pour aller peindre au milieu des ruines. Étonnamment, leurs aquarelles partagent quelques ressemblances : classiques, pour ne pas dire très conventionnelles, mais dès qu'on y regarde de plus près, s'intéressant davantage aux formes construites – monuments, jardins ou paysages domestiqués – qu'aux espaces vierges de toute humanité. C'est que l'un et l'autre conçoivent davantage la nature comme un champ d'expérience que comme une matière passive.

Deux tempéraments de maîtres de guerre

Ces deux hommes que tout sépare, à commencer par le milieu social, la formation, et même la manière d'utiliser leur temps^{*7}, partagent une autre particularité psychologique qui rendra leur duel à mort souvent tangent et toujours inattendu : une inventivité sans bornes qui, aux yeux des officiers brevetés d'état-major, les fait passer pour d'incorrigibles touche-à-tout, mais force leur admiration quand, délaissant l'avis des « sachants », ils triomphent seuls de

tous les obstacles. C'est l'Anglais décidant, en pleine bataille d'Angleterre, d'aller bombardier Berlin – une piquêre d'épingle en ce mois d'août 1940, mais qui aura pour effet de détourner la Luftwaffe de son objectif principal (les chaînes de production d'armement) pour attirer ses représailles sur Londres, ce qui permet à la Royal Air Force d'échapper à la destruction, et l'Angleterre à l'invasion programmée ; c'est l'Allemand dirigeant en personne la campagne victorieuse contre la France et parvenant, en quelques coups de poker, à détruire en cinq semaines celle que la plupart de ses généraux tenaient pour la première armée d'Europe.

Même intérêt, aussi, pour la technique et les innovations stratégiques qu'elle engendre. Sans Churchill, la Grande-Bretagne n'aurait pas disposé de chars dès la fin de la Première Guerre mondiale (avant le Reich). Premier lord de l'Amirauté, ce qui se passe sur terre n'est pourtant pas de son ressort. Mais c'est lui qui convainc les ingénieurs de la marine de mettre au point un engin capable de franchir les tranchées, sous le nom de code de *Water Carriers for Russia* (« conteneurs d'eau pour la Russie »), d'où le surnom de *tanks* qui les rendra célèbres. Lui encore qui, en 1944, convaincra les Américains de construire des pontons flottants en béton (les fameux *mulberries*) et de les remorquer à proximité des côtes normandes pour servir de ports artificiels lors du Débarquement.

Hitler n'est pas en reste quand il s'intéresse, dès 1934, à la technologie des fusées et offre à Wernher von Braun tous les crédits qu'il demande pour mettre au point les premiers missiles balistiques de l'histoire, ou en s'intéressant de si près aux différents types de munitions que les ingénieurs de l'armement sortaient déstabilisés des réunions avec lui. Dans ses Mémoires, Albert Speer le reconnaît sans difficulté : « Dégagé de tous les concepts appris, son esprit,

prompt à saisir les choses, lui donna le courage de prendre des mesures peu orthodoxes, dont un spécialiste n'aurait pas eu l'idée⁶. » C'était, on le sait, l'une des caractéristiques les plus fascinantes du dictateur – il fallait bien qu'il en eût pour entraîner aveuglément derrière lui la plupart de ses interlocuteurs – que de poser les bonnes questions aux techniciens jusqu'à, parfois, leur imposer ses solutions d'autodidacte.

Les compétences techniques d'Hitler, écrit François Kersaudy dans son passionnant essai sur Hitler stratège, paru dans la collection « Maîtres de guerre » (Perrin), dépasse de très loin celles de l'amateur éclairé. Ses dessins de blockhaus et de fortifications, ainsi que les modifications qu'il suggère à la conception des canons, des tanks, des voitures et des moteurs, apportent souvent des solutions simples et efficaces à des problèmes apparemment insolubles. [...] En outre, du fait de sa longue expérience de « peintre en architecture », le Führer est capable d'appréhender instantanément, de retenir indéfiniment et de restituer très exactement les espaces et les structures visités, entraperçus ou étudiés sur un plan, ce qui lui donne un avantage certain pour suivre les opérations militaires. Les cartes d'état-major le fascinent et, comme le dira son aide de camp naval, « il était très difficile de le tenir éloigné d'une carte – surtout d'une carte terrestre ». [...] Il a également un talent incontestable pour repérer ce qui peut servir ses desseins : assistant, dès 1933, à une manœuvre expérimentale de blindés (il) s'est exclamé devant leur commandant : « Voilà ce qu'il me faut ! Voilà ce qu'il me faut. » Comme leurs homologues français, les généraux allemands voulaient employer les tanks en soutien

d'infanterie ; mais Hitler, lui, sent que c'est le colonel Guderian qui a raison : il faut innover et surprendre, en massant les tanks pour obtenir la rupture⁷ ...

On pourrait écrire exactement la même chose de Winston Churchill, en particulier pour la passion des cartes qu'il partage, là aussi, avec Hitler. Mais celles qu'il préfère, et dont il maîtrise totalement la complexité, contrairement au Führer qui abhorre l'eau^{*8} et ne monte que contraint et forcé sur un bateau^{*9}, ce sont les cartes marines. Digne héritier de la thalassocratie britannique, il ne rêve que d'opérations navales et de débarquements – plutôt que la Normandie, il aurait préféré la côte adriatique pour ouvrir un second front quand la question fut posée en 1943 –, tandis que Hitler ne se sent en pleine possession de ses moyens que sur le continent. D'où, comme nous le verrons, la rapidité avec laquelle il abandonnera, en 1940, son projet de débarquer en Angleterre pour se retourner, l'année suivante, contre l'Union soviétique... C'est que, contrairement au Führer, Churchill a lu Mahan^{*10}, qui jeta les bases de la puissance navale américaine, penseur dont on ne trouve pas trace dans la bibliothèque stratégique pourtant très complète du dictateur⁸, où figuraient en bonne place les œuvres d'un certain colonel de Gaulle, officier de chars de son état^{*11}.

Terre, air, mer : pour Churchill, chaque théâtre est au contraire une occasion d'exercer ses talents. D'où sa réussite exceptionnelle comme ministre de l'Armement puis de la Guerre après que Lloyd George, ayant succédé à Asquith, l'a rappelé au gouvernement pendant l'été de 1917. On ne peut en dire autant de son passage au ministère des Finances entre 1924 et 1929 où, dans l'ordre de la rigueur comptable, son successeur Neville Chamberlain le surpasse sans contestation possible ! Étonné d'apprendre sa nomination à un

tel poste – une condition en forme d'épreuve imposée par le Parti conservateur avec lequel il venait de renouer –, il avait dit à Stanley Baldwin : « Le canard saura-t-il nager⁹ ? » À l'issue de cette expérience, Churchill confiera à son secrétaire privé combien la fréquentation des banquiers et des financiers avait été pour lui un martyre : « Si seulement c'étaient des amiraux ou des généraux. Je parle leur langue, et je peux les battre. Mais au bout d'un instant, ces types commencent à parler chinois. Et alors je me noie¹⁰ ! » Ce qui ne manqua pas d'arriver et l'éloigna du gouvernement en 1929. Définitivement espèrent alors ses adversaires !

Mais les Britanniques ont-ils jamais attendu de « Winston » qu'il soit un gestionnaire du temps de paix ?

Cassandre contre les démons

Ce n'est pas un hasard si, quand il redevient Premier lord de l'Amirauté en 1939, l'opinion enthousiaste a oublié sa gestion erratique de la livre sterling^{*12} pour ne retenir que son rôle de Cassandre face à la renaissance du danger allemand.

Ce péril, il en a vu très tôt les prémices dans deux facteurs opposés mais aux résultats diaboliquement convergents : la dureté intenable du traité de Versailles et le parti pris très tôt par les Anglo-Saxons d'aider l'Allemagne à s'en affranchir en ne payant plus ses dettes puis en réarmant. À quoi il ajoute la volonté typiquement américaine de faire table rase des institutions du vaincu pour imposer son propre modèle. « Les empereurs ayant été chassés, résume-t-il, l'Allemagne élut des nullités¹¹. » Dans ses *Mémoires*, il ne cache nullement qu'il eût préféré voir la république de Weimar « couronnée d'un monarque constitutionnel en la personne d'un

petit-fils en bas âge du Kaiser, sous la tutelle d'un conseil de régence¹² », ce qui aurait eu l'avantage de rallier au régime les élites militaires et administratives de l'ancien Reich, qui, au lieu de cela, se jetèrent dans le bras de Hitler au motif que cette même république avait été imposée par les vainqueurs. Ce qui était formellement exact !

S'agissant du traité de Versailles, Churchill n'est pas loin, au début des années 1920, de partager les critiques de Keynes sur la « paix carthaginoise » imposée au vaincu ; mais il se sépare de lui quand l'Angleterre, sur le conseil de l'économiste, commet « l'idiotie aggravée » de condamner l'occupation de la Ruhr par la France et s'allie objectivement à l'Allemagne pour organiser son insolvabilité, alors qu'il aurait fallu tout remettre à plat pour imposer à Berlin des réparations réalistes, conformes à ses capacités contributives. Dès ce moment, et quoi qu'il pense des erreurs commises par la France en général et Clemenceau en particulier, Churchill assume un rôle unique dans le bestiaire politique britannique : celui de défenseur inconditionnel de la France. Y compris malgré elle. Ainsi, tout au long de la funeste année 1938, quand il ne cesse d'interroger – en vain – Daladier et Bonnet sur les raisons qui les poussent à se soumettre aveuglément à des consignes britanniques faisant litière des intérêts de leur pays !

Dès le mois de juillet 1921, oubliant la réserve qui le lie au gouvernement en sa qualité de ministre des Colonies, il s'est écrié aux Communes :

Nous avons promis à la France que si elle renonçait à ses positions stratégiques le long du Rhin, l'Angleterre et l'Amérique viendraient l'appuyer en cas de nécessité. Mais il faut reconnaître qu'en raison de la défection de l'Amérique, le

traité [NDA : de Versailles] a été pratiquement invalidé et que la France s'est retrouvée sans garantie anglo-américaine ni frontière stratégique sur le Rhin. De ce fait, une crainte profonde s'est installée au cœur des Français, et cela est bien compréhensible¹³.

Le gouvernement travailliste de Stanley Baldwin pousse-t-il Paris à désarmer, alors que Hitler vient d'arriver au pouvoir ? Churchill réitère, cette fois depuis les bancs de l'opposition, le 14 mars 1933 :

Considérant l'atmosphère qui règne actuellement en Europe, peut-on vraiment s'attendre à ce que la France réduise de moitié son aviation ? [...] Vous prenez des risques injustifiables en donnant à l'heure actuelle un tel conseil à une nation amie¹⁴ !

Durant les douze ans qui séparent ces deux discours, il a autant lutté contre les démons de l'Angleterre que contre ceux de l'Allemagne : les premiers, on l'a dit, se nourrissent de l'obsession traditionnelle de la *balance of powers*, et trouvent un auxiliaire puissant dans la complémentarité géopolitique que le national-socialisme fait miroiter à la Grande-Bretagne sur fond de darwinisme revisité ; les seconds s'incarnent dans la personnalité de Hitler lui-même, au sens qu'assigne au mot « démon » le grand psychanalyste Carl Gustav Jung. Pour ce disciple séparé de Freud, le dictateur était moins la cause qu'une *conséquence* du « dérèglement » allemand de l'entre-deux-guerres, et ses discours un exercice cathartique autant que politique, permettant d'exprimer certains archétypes propres à l'inconscient collectif germanique, brimé par la défaite de 1918. Parmi ces archétypes, écrit Jung dans

son essai *Wotan* (1936), il y a celui du dieu germanique du même nom, « dieu de la tempête et de la frénésie, déclencheur des passions et de la soif de bataille [...] un artiste en illusion versé dans tous les secrets occultes »... Déclinaison nordique du Dionysos grec, Wotan « est un attribut fondamental du psychisme allemand, un facteur irrationnel qui agit comme un cyclone sur les hautes pressions de civilisation »¹⁵.

Au journaliste américain Hubert Knickerbocker qui demande à Jung, en 1938, son avis sur le « cas Hitler », le médecin suisse répond, en clinicien : « Il est le haut-parleur qui amplifie les murmures inaudibles de l'âme allemande [...]. Le secret de la puissance de Hitler, c'est qu'il a un accès exceptionnel à l'inconscient. Dans notre cas, même si occasionnellement notre inconscient nous atteint à travers les rêves, nous avons trop de rationalité, trop de "cérébral" pour lui obéir, mais Hitler, lui, écoute et obéit. Le véritable leader est toujours "dirigé"... C'est ce qui le rend puissant. Sans le peuple allemand, il ne serait rien »¹⁶.

Ce démon, comme on va le voir, Churchill a failli le rencontrer en 1932. Et c'est Hitler qui s'est dérobé. À l'origine de ce rendez-vous manqué : Randolph, l'unique fils de Winston^{*13}, et Ernst « Putzi » Hanfstaengl, l'ami américain du Führer, officiellement son attaché de presse, mais en réalité l'un de ses principaux intermédiaires avec les États-Unis et le monde anglo-saxon en général. Celui-là même, on l'a vu, qui avait permis à Unity Mitford de rencontrer son idole pour la première fois^{*14}.

L'étrange « Putzi » Hanfstaengl

Véritable Fregoli du national-socialisme, ce diplômé de Harvard né à Munich en 1887 (deux ans avant Hitler) d'un père allemand, marchand d'art, ami de la famille royale de Bavière, et d'une mère américaine, descendant de deux généraux de la guerre de Sécession, est devenu l'intime du Führer en 1922... après avoir été chargé de le surveiller et avant de redevenir, à l'extrême fin des années 1930, un agent américain et même, en 1942, le plus proche conseiller de Roosevelt pour les affaires allemandes ! Tout a commencé à Munich en 1921 où le jeune « Putzi ^{*15} », qui a passé la Première Guerre mondiale aux États-Unis (et en a profité pour épouser la fille d'un industriel allemand, lui aussi émigré), est chargé par son ami Warren Delano Robbins ^{*16} de surveiller l'agitation politique en Bavière. Éphémère république « soviétique » en 1918, celle-ci est alors le théâtre d'affrontements violents entre les communistes et les corps francs, ces soldats fraîchement démobilisés qui, rejetant à la fois les « traîtres de novembre » (le gouvernement, accusé d'avoir négocié l'armistice « dans le dos » de l'armée) et la subversion bolchevique, formeront le terreau originel du national-socialisme. Dès la première réunion publique hitlérienne à laquelle assiste Hanfstaengl, c'est l'éblouissement. En quelques semaines, l'Américain devient un fervent national-socialiste, parvient à rencontrer Hitler et à devenir son ami. Un ami si proche qu'il en fait le parrain de son fils, Egon, né en février 1921.

De son côté, le dictateur en herbe a perçu tout le profit qu'il pouvait tirer de ce personnage dont l'entregent s'étend sur deux continents. Celui-ci ne tarde pas à se rendre utile puisque, début 1923, il accorde au mouvement nazi un prêt sans intérêt de 1 500 dollars. Autant dire un don, en cette période d'inflation

galopante. Et une bénédiction pour son journal, le *Völkischer Beobachter*^{*17}, qui, d'hebdomadaire, devient quotidien, tout en bénéficiant des conseils avisés de Hanfstaengl, chargé d'en refondre la maquette et de lui trouver de la publicité. Un an avant Göring, qui devient l'homme lige de Hitler en octobre 1922 et le fera rapidement profiter de ses nombreuses relations financières et mondaines, c'est donc un citoyen américain qui, le premier, fournit à l'agitateur autrichien les moyens matériels qui lui manquent pour mener à bien ses projets. Cette influence provoque évidemment des jalousies qui, plus tard, seront fatales à Hanfstaengl, celle de Goebbels en particulier, qui supporte mal de voir Hitler s'inviter à tout bout de champ dans la famille de son ami américain. Y compris aux réveillons de Noël et du jour de l'An, qu'ils passent presque toujours ensemble à Munich, dans l'hôtel particulier des Hanfstaengl, Pienzenauerstrasse, durant la période qui va de la sortie de prison du futur dictateur, en 1924, à son installation à Berlin, en 1933^{*18}. Amateur de bons mots, imitateur à ses heures, insolent comme un bouffon de Shakespeare, mais aussi compositeur-né et excellent pianiste, « Putzi » détend son « héros » en lui jouant du Liszt, du Wagner (*La Mort d'Isolde* et l'ouverture des *Maîtres chanteurs de Nuremberg* revenant systématiquement), ou ses mélodies viennoises préférées. Et même du jazz, quand Eva Braun s'agrège au groupe des intimes.

Mais Hanfstaengl ne se contente pas d'être un bailleur de fonds doublé d'un amphitryon. Il est le premier véritable agent d'influence du Führer dans le monde anglophone. Non seulement il lui présente des journalistes – parmi lesquels les deux vedettes de l'époque, Harold Calender du *New York Times* et Hubert Knickerbocker du *New York Evening Post*, prix Pulitzer 1931, déjà cité, sans oublier l'un des principaux dirigeants du groupe de presse Hearst, William Bayard

Hale ^{*19} –, mais il répercute fidèlement auprès des autres ce que le chef nazi souhaite qu'on sache et dise de lui de l'autre côté de la Manche et de l'Atlantique. En ces années 1920 qui voient l'Allemagne hors d'état d'acquitter les réparations, le message à transmettre n'est pas bien compliqué. Et même séduisant pour tous ceux qui, en Grande-Bretagne comme aux États-Unis, redoutent que la contagion bolchevique ne gagne l'Europe. Winston Churchill en fait partie. Dans sa biographie de Hitler déjà citée, Marlis Steinert en résume l'esprit à partir des notes des diplomates américains « traités » par Hanfstaengl qu'elle a pu consulter :

Il serait très nettement préférable pour la Grande-Bretagne et les États-Unis que la lutte entre leur civilisation et le marxisme se déroule sur le sol allemand plutôt que sur le leur. Mais si les États-Unis n'aidaient pas le nationalisme allemand, le bolchevisme gagnerait l'Allemagne, alors il n'y aurait pas de réparations et les communistes russes et allemands attaqueraient les Occidentaux ^{*20} .

Peut-on mieux signifier qu'aider le mouvement national-socialiste, c'est préserver le monde anglo-saxon de l'incendie communiste, attisé par la ruine que la France veut imposer à l'Allemagne ? Ce rôle de porte-parole officieux, Hanfstaengl l'assumera avec de plus en plus d'efficacité jusqu'à l'arrivée au pouvoir des nazis. Il faut dire que le mode de vie bohème qu'affectionne Hitler se prête aux longues séances de préparation psychologique dispensées par « Putzi » aux journalistes qu'il prend sous son aile. Comme le chef nazi est rarement ponctuel aux rendez-vous, il faut parfois écumer les brasseries ou les salons de thé de Munich avant de le trouver. Ce qui

lui laisse le temps d'influencer ses interlocuteurs. Le fils Churchill est de ceux-là...

Né en 1911, Randolph exerce – vaguement – la profession de journaliste... quand il trouve le temps d'écrire entre deux chasses à courre, une croisière mondaine, et une myriade d'aventures sentimentales qui finissent souvent mal à cause de ses excès de boisson. Écrasé par la personnalité de son père – comme Winston le fut, adolescent, par l'ombre du sien –, Randolph ne sait que faire pour accéder à une notoriété autonome. Contrairement à Winston, mais à l'instar de son grand-père, lui aussi prénommé Randolph, la sienne se résume à une vie de dandy assailli par les dettes de jeu. On parle moins de lui pour les articles qu'il publie épisodiquement qu'en raison de ceux des tabloïds relatant ses exploits : huit demandes en mariage simultanées, par exemple, auprès de jeunes héritières de la bonne société ^{*21} ! Dès 1929, ce personnage à la fois influent et fragile est entré dans le champ de vision du redoutable Hanfstaengl, qui a compris tout le parti que pourrait en tirer Hitler : un rapprochement avec le personnage considérable qu'est Winston, même et surtout s'il se trouve désormais en réserve de la monarchie.

Rendez-vous manqué

Jusqu'alors, en effet, ce dernier ne s'est signalé par aucun propos désagréable sur le chef nazi, et c'est peu dire qu'il en a eu d'aimables sur Mussolini, l'homme que Hitler prend encore comme modèle. Comme chancelier de l'Échiquier, il a accordé un prêt important à l'Italie fasciste en 1926 et s'en est ainsi justifié devant les hauts fonctionnaires du Trésor : « L'Italie est un pays prêt à faire

face aux réalités de la reconstruction. Son gouvernement, dirigé avec fermeté par Signor Mussolini, ne se dérobe pas face aux conséquences logiques de la situation économique présente, et il a le courage d'imposer les remèdes financiers nécessaires si l'on veut en effet garantir et stabiliser une reprise nationale¹⁷. »

En janvier 1927, il a rencontré deux fois le Duce, lors d'une visite à Rome où l'accompagnait Randolph. C'est à cette occasion qu'il a été le plus explicite :

Si j'étais italien, je suis sûr que j'aurais été de tout cœur avec vous du début à la fin de votre combat triomphal contre les passions et les appétits bestiaux du léninisme. Mais en Angleterre, nous n'avons pas encore eu à nous confronter à ce danger sous une forme aussi mortelle. Nous avons notre façon de faire à nous. Mais je suis absolument sûr d'une chose – c'est que nous réussirons à nous attaquer au communisme et à l'étrangler¹⁸.

Cet anticommunisme affiché n'est-il pas le plus sûr moyen de rapprocher l'homme d'État britannique et l'ennemi juré des bolcheviks outre-Rhin ? Pourtant, cette rencontre n'aura pas lieu, par la volonté même de Hitler – non-événement qui, pour Hanfstaengl, n'en constitue pas moins un tournant majeur de l'entre-deux-guerres. Presque aussi important, ne cessera-t-il de répéter, que l'accession des nazis au pouvoir ! Ce face-à-face, l'ami américain du Führer aura mis presque un an à le préparer : il ne parviendra à rapprocher les deux hommes que de quelques mètres, sans que jamais le bientôt chancelier accepte de se trouver, ne serait-ce qu'un instant, face au futur Premier ministre.

Grâce aux informations données par Randolph, une occasion unique a pourtant été trouvée. Winston Churchill, qui rédige une biographie de son ancêtre le duc de Marlborough, décide de visiter les champs de bataille bavarois où celui-ci se rendit célèbre pendant la guerre de Succession d'Espagne (1701-1714). Et il a logiquement choisi Munich comme « camp de base » pour ses excursions à Blenheim, Höchstädt ou Lutzingen. Voici donc qu'à peine arrivé à l'hôtel Continental^{*22} en compagnie de son épouse, Lady Clementine, il tombe sur un « nazi fort aimable » qui se garde bien de lui dire qu'il est en relation avec son fils. En 1948, le Vieux Lion écrira dans ses *Mémoires* :

Il s'appelait Herr Hanfstaengl et parlait beaucoup du Führer dont il semblait être un intime. Ce garçon paraissant aussi enjoué que loquace, et parlant en outre excellemment l'anglais, je l'invitais à dîner. Il nous fit un tableau des plus intéressants de l'activité et des opinions de Hitler, et en parlait comme sous l'effet d'un charme. Il avait probablement reçu mission d'entrer en contact avec moi et, de toute évidence, était désireux de plaire. Après le dîner, il se mit au piano, jouant et chantant beaucoup d'airs et de chansons d'une façon si remarquable que nous passâmes une excellente soirée. Il semblait connaître tous les airs anglais que j'aimais. C'était un homme des plus divertissants et, à l'époque, comme on l'a su, l'un des favoris du Führer. Il me dit que je devais le rencontrer, et que rien ne serait plus facile à organiser ; Herr Hitler venait chaque jour à l'hôtel vers 17 heures, et serait très heureux de me voir¹⁹.

Ce que Churchill ne peut deviner à l'époque et qu'il apprendra en 1957, à la lecture des Mémoires de Hanfstaengl, c'est que ce dernier, loin d'être mandaté par Hitler, tentait au contraire, depuis des mois, d'arracher son consentement pour une entrevue avec lui ! Ainsi, quand « Putzi » se met au piano, c'est moins pour distraire Churchill (dont il connaît, grâce à Randolph, les airs préférés) que pour gagner du temps en attendant la venue de son chef, cloîtré, à quelques encablures, dans sa chambre du premier étage... À deux reprises même, Hanfstaengl s'absente un court moment sous le prétexte de prévenir sa femme qu'elle ne l'attende pas pour dîner : en fait, pour tenter de convaincre Hitler qu'il doit saisir la chance historique de faire la connaissance de Churchill. Lequel avoue dans ses *Mémoires* qu'il n'avait, à l'époque, « aucun préjugé national » contre le fondateur du nazisme.

Je connaissais mal sa doctrine et sa carrière, pas du tout son caractère. J'admire les hommes qui prennent la défense de leur pays dans la défaite, même si je suis de l'autre bord. [...] Pourtant, au cours de la conversation avec Hanfstaengl, j'en vins à lui demander : « Pourquoi votre chef est-il si violent envers les juifs ? Je conçois très bien que l'on soit monté contre les juifs qui ont commis des méfaits ou se dressent contre le pays, et je comprends qu'on leur résiste s'ils essaient d'accaparer le pouvoir ou un quelconque domaine, mais à quoi bon combattre un homme du seul fait de sa naissance ? Comment peut-on être tenu pour responsable de sa naissance ? » Sans doute rapporta-t-il ces propos à Hitler, car le lendemain, vers midi, il vint me trouver d'un air plutôt grave, et me dit que le rendez-vous qu'il m'avait fixé avec Hitler ne pourrait avoir lieu, parce que le Führer ne viendrait

pas à l'hôtel cet après-midi-là. [...] C'est ainsi que Hitler perdit son unique chance de me rencontrer²⁰.

Lors du premier aller-retour de Hanfstaengl dans la chambre du Führer, celui-ci était pourtant à deux doigts d'accepter de venir prendre le café avec les Churchill et Lord Camrose^{*23}, qui les accompagnait. Mais à la seconde tentative, il s'enfuit littéralement de l'hôtel par une porte dérobée... C'est qu'entre-temps Churchill a aggravé son cas en évoquant, après avoir parlé des Juifs, l'autre sujet tabou : les rapports franco-allemands.

Au moment du café, des liqueurs et des cigares, raconte toujours Hanfstaengl, mon hôte approcha sa chaise de la mienne et me parla en aparté sur le ton de la confidence. Je me rappelle la scène comme si j'y étais encore. De sa main gauche, Churchill tenait son verre de cognac à la hauteur de ses lèvres, de manière à se faire entendre de moi seul – cependant que sa droite tenait un gros cigare.

— Dites-moi, fit-il à brûle-pourpoint, que dirait votre chef d'une alliance entre l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne ?

La surprise me cloua sur place. J'avais l'impression que mes orteils allaient, à travers mes semelles, s'incruster dans le tapis. « La peste soit de Hitler ! pensai-je. Dire que c'est là une occasion unique, pour lui, d'assurer son prestige, et pour les autres de le maintenir dans la voie de la modération... et qu'il n'a même pas le courage de venir en discuter²¹ ! »

Le courage ou la volonté, surtout, de ne pas mettre un doigt dans l'engrenage en forme de piège que lui tendait Churchill ? Pour

Hanfstaengl, aucun doute : si Hitler n'a pas voulu rencontrer Churchill c'est que l'influence des vieux « bonzes » du Parti, rétifs à la moindre ouverture sur le monde extérieur, a prévalu sur la sienne. C'est aussi et surtout que Hitler déteste la contradiction et qu'il n'est vraiment à l'aise qu'en deux circonstances : avec des fidèles habitués à boire ses paroles, ou face à des foules, même violemment hostiles, qu'il se fait fort de manipuler, comme ce fut le cas dans les années 1920... Dès ce moment, à l'en croire, « Putzi » ne croit plus à la possibilité d'infléchir un tant soit peu la personnalité de Hitler.

Face à un être anormal, plaide-t-il, une personne normale est lente à réagir ; et même à ce stade, elle essaie encore de se persuader qu'un retour à la normale est possible. [...] Ce sont là les deux erreurs que j'ai commises. Je suis resté auprès de Hitler parce que j'étais convaincu que son génie naturel devait nécessairement le porter au sommet : sur ce point, au moins, j'avais vu juste. Mais lorsqu'il y fut parvenu, ses défauts, loin de s'atténuer, s'accrochèrent²².

Revenu ou non de ses illusions, Hanfstaengl n'en continuera pas moins, jusqu'en 1934, à se dépenser pour un homme dont il sait que nul ne parviendra à modérer sa haine des Juifs, pas plus qu'à lui faire ravalier son désir de détruire la France pour avoir les mains libres à l'Est^{*24}. Quant à Churchill, c'est sans doute à partir de cette non-rencontre qu'il commence à saisir ce dont Chamberlain sera si long à prendre la mesure : le caractère ontologique de son antisémitisme. Selon Hanfstaengl, l'Anglais aurait pris congé en usant d'une métaphore équestre bien dans son style : « Dites de ma part à votre patron que l'antisémitisme est peut-être un bon partant,

mais que c'est un mauvais cheval de fond²³. » La formule est peut-être apocryphe (Churchill ne la confirme pas dans son propre récit, qui, par ailleurs, rejoint point par point celui de Hanfstaengl), mais elle résume assurément la pensée de son auteur. Comme le futur vainqueur de la bataille d'Angleterre l'écrit dans ses *Mémoires*, il peut comprendre que Hitler s'oppose à *des* Juifs qui, constitués en groupe de pression, prétendraient « accaparer le pouvoir » ou un « quelconque domaine », mais il ne peut admettre que *les* Juifs en tant que peuple soient assimilés à des ennemis de l'Allemagne. Perçoit-il dans cette essentialisation le prodrome d'un engrenage homicide à défaut de prévoir ce que nul ne pouvait alors imaginer, à savoir la volonté d'exterminer un peuple ? Seule chose certaine : la nocivité de Hitler est désormais pour lui un absolu, une affaire classée. Le combattre est le devoir sacré de tout Britannique, y compris en tentant l'impossible pour empêcher un rapprochement germano-italien.

D'où son approbation d'un aspect et d'un seul de la politique d'apaisement qu'il ne cessera de condamner s'agissant de l'Allemagne : les efforts de Samuel Hoare et de Pierre Laval pour ménager Rome. Pour lui comme pour eux – et contrairement à Eden –, les sanctions décidées par la SDN lors de l'invasion de l'Éthiopie étaient le plus sûr moyen d'inciter Rome à choisir le seul camp qui ne le rejetait pas : celui d'Adolf Hitler. D'où aussi, peut-être, l'indulgence qu'il conserva, jusqu'à la formation de l'axe Berlin-Rome (novembre 1936), pour le fascisme italien originel – étranger à tout antisémitisme – et le personnage même de Mussolini qu'il alla jusqu'à décrire, en février 1933, comme le « plus grand législateur vivant²⁴ ». D'où, enfin, son désaccord avec Mosley : outre sa conviction que le fascisme n'est pas soluble dans la démocratie britannique et qu'il estime grotesque de vouloir le singer, Churchill lui

en veut davantage encore quand il le voit sortir de l'orbite italienne pour se rapprocher de la galaxie nazie. À quoi s'ajoute sa connaissance intime du personnage, de sa famille, mais aussi et surtout de sa belle-famille : Diana Mosley, née Mitford, n'est-elle pas la petite-cousine de son épouse Clementine, née dans ce même milieu d'aristocrates excentriques dont il est issu ? Si en temps de paix, Churchill fréquente les représentants de cette faune et les accepte pour ce qu'ils sont, il ne sous-estime pas leur danger en période de crise, pour peu que les circonstances leur confèrent la moindre influence.

Quant à Hitler, avant même d'être devenu chancelier, il a pareillement compris que tout accord serait impossible avec cet Anglais qui ne pense qu'à réarmer son pays et se permet de prendre la défense des Juifs. Ne l'a-t-il pas, en 1936 et 1937, invité officiellement à Berlin et, chaque fois, Churchill n'a-t-il pas décliné l'invitation ? Celui-ci expliquera dans ses *Mémoires* : « J'aurais été heureux de rencontrer Hitler si j'avais eu derrière moi l'autorité de la Grande-Bretagne. Mais en le rencontrant à titre privé, j'aurais été en situation d'infériorité, et mon pays avec moi. [...] Je refusai donc les deux invitations, ou plutôt je n'y donnai pas suite²⁵. »

Qui a le plus perdu à ne pas rencontrer l'autre ? *A posteriori*, il ne fait aucun doute que c'est l'Allemand, lequel, faute d'avoir eu l'occasion de se confronter à lui, douta jusqu'au bout de la solidité au long cours de l'Anglais. Comme l'écrit John Lukacs dans son irremplaçable *Duel Churchill-Hitler*, Hitler, quand il se trouvait physiquement en face d'un interlocuteur, « n'avait pas son pareil pour percevoir (ses) points faibles, y compris d'hommes dont les origines nationales et sociales étaient très différentes des siennes. C'était chez lui un sens très développé, guère différent de la façon dont un animal sent d'instinct la peur chez l'homme. Cet instinct

était assez fort pour que Hitler misât sur lui. C'était une intuition qui pouvait se traduire en intelligence, et qui lui valut quelques-uns de ses plus grands succès. Eût-il rencontré Churchill à Munich en 1932 qu'il l'aurait peut-être mieux compris ». Donc moins sous-estimé !

En mai 1937, furieux que l'Anglais méprise ses invitations, Hitler se résout à le faire inviter officiellement par Ribbentrop à l'ambassade d'Allemagne à Londres. Cette fois, aucun risque pour Churchill de voir sa visite interprétée comme une caution offerte au régime nazi et à son chef. Il est chez lui, en Grande-Bretagne, bien décidé à dire au représentant du chef nazi le fond de sa pensée. Celui-ci ne sera pas déçu. Mandaté par Hitler, Ribbentrop a joué franc jeu comme sans doute jamais dans sa carrière. L'Allemagne, lui a-t-il expliqué en substance en l'entraînant devant une carte du monde et en balayant de la main un espace comprenant la Russie blanche, ne reculera devant rien en Europe centrale et orientale pour conquérir son espace vital – cela, Churchill l'avait compris, contrairement à Chamberlain qui rêve encore de lui faire accepter des compensations territoriales en Afrique ! En revanche, si l'Angleterre lui laisse les mains libres à l'Est, le Reich s'engage solennellement à garantir et même à défendre l'intégrité de l'Empire britannique. On imagine le sourire intérieur de l'Anglais se représentant le gouvernement de Sa Majesté sollicitant l'aide de la Wehrmacht pour réprimer un soulèvement en Inde ou en Sierra Leone ! « Ayant entendu tout cela, raconte Churchill, j'exprimai immédiatement ma conviction que le gouvernement britannique n'accepterait pas de laisser le champ libre à l'Allemagne en Europe de l'Est. Nous étions certes en mauvais termes avec la Russie soviétique et nous détestions le communisme autant que Hitler, mais il pouvait être assuré que même si la France était sauvegardée, la Grande-Bretagne ne se désintéresserait jamais du sort du continent

au point de permettre à l'Allemagne d'étendre sa domination à l'Europe centrale et orientale. » Dans ce cas, répond Ribbentrop en se détournant de la carte, « la guerre sera inévitable. Le Führer est décidé. Rien ne l'arrêtera, et rien ne nous arrêtera ».

Alors tombe l'avertissement de Churchill dont on ne sait si Ribbentrop le prit au sérieux, mais dont on peut être certain qu'il résonna longtemps aux oreilles du Führer : « Il ne vous faut pas sous-estimer l'Angleterre. C'est un curieux pays, dont peu d'étrangers parviennent à comprendre la mentalité. Ne le jugez pas d'après l'attitude de son gouvernement actuel. Qu'une grande cause s'offre à son peuple ; et vous verrez de combien d'actions inattendues seront capables ce même gouvernement et la nation britannique. [...] Si vous nous plongez dans une nouvelle Grande Guerre, (l'Angleterre) dressera le monde entier contre vous²⁶ ! »

Apprenant cela, Hitler dira à Ribbentrop combien il a eu raison de scruter avec attention les prises de position de Churchill rapportées par la presse ou par ses contacts avec les milieux britanniques germanophiles. Dix fois le Führer s'est inquiété, mais dix fois ses informateurs l'ont rassuré : « Winston est fini. Il ne reviendra jamais. » En 1936, cependant, l'alerte a été chaude : la presse anglaise a parlé de lui pour entrer dans l'équipe Baldwin avec le poste de ministre délégué à la coordination de la Défense. Las ! C'est un obscur magistrat approchant de la retraite, Thomas Inskip, qui a été nommé^{*25}. Hitler respire, Churchill encaisse. Son ami Frederick Lindemann^{*26} commente : « C'est la nomination la plus inattendue depuis que Caligula nomma son cheval consul²⁷. » Lord Londonderry rapportera quelques semaines plus tard au Führer la réflexion de Baldwin : « Je préfère me faire sonner les cloches quatre mois pour avoir exclu Winston du gouvernement que de l'y inclure et que cela dure quatre ans²⁸. »

Devant son collaborateur Thomas Jones et quelques députés conservateurs croisés aux Communes, ce même Baldwin dressera peu après ce portrait de Churchill en forme d'oraison funèbre :

Un de ces jours, je dirai deux ou trois choses sur Winston. J'ai déjà tout préparé. Je dirai que, quand il est né, plusieurs fées se sont penchées sur son berceau pour le combler de dons – l'imagination, l'éloquence, l'assiduité, le talent. Et c'est alors qu'est arrivée une autre fée qui s'est exclamée : « Personne ne mérite autant de qualités ! » avant de le soulever et de le secouer tellement fort que, malgré tous ses dons, il fut privé de sagesse et de bon sens. C'est pourquoi nous adorons l'écouter parler dans cette Chambre mais que nous ne suivons pas ses conseils²⁹ .

Étonnamment, pourtant, Hitler ne parviendra jamais à apaiser ses propres craintes. Ce qu'il redoute chez Churchill, outre son amitié présumée pour les Juifs, c'est moins son entêtement que la violence et le caractère imprévisible de ses réactions – qu'il lie à son goût pour l'alcool – mais dont il ne méprise pas l'aura, conforme à ce « génie anglais » qu'il estime pour son caractère opiniâtre... En admettant même qu'il joue à se faire peur en créant un épouvantail, « ce sera son cauchemar de le voir peu à peu s'animer³⁰ ».

« **Winston is back !** »

Il faut dire qu'à peine revenu au gouvernement, le descendant de Marlborough sort l'*Admiralty* de sa torpeur. Au soir du 3 septembre 1939, tous les navires britanniques reçoivent de leurs bases ce

message : « *Winston is back !* » Et chacun s'en aperçoit ! En quelques semaines, il fait remonter vers lui toutes les statistiques disponibles sur l'état de la flotte, les stocks de munitions et de mines disponibles, mais aussi tout ce qu'on sait des forces navales allemandes. Sa priorité : la protection des convois, vitaux pour l'approvisionnement des îles Britanniques. Comme toujours, il ne néglige aucun détail. Par exemple, note François Kersaudy, « l'impression des livres de codes de la marine sur du papier inflammable, afin qu'ils puissent être aisément détruits en cas de capture imminente ! Quiconque s'imaginerait qu'une telle frénésie d'activité, jointe à un si grand souci du détail, empêcherait le Premier lord de s'occuper des affaires de ses collègues, n'aurait pas encore compris à quel personnage il a affaire... C'est que, comme le redoutait Chamberlain, notre inlassable touche-à-tout interprète naturellement son appartenance au Cabinet de guerre comme une permission implicite d'intervenir à tous les niveaux de la conduite de la guerre³¹ ».

Ainsi propose-t-il de soulager les malheureux Polonais en interrompant la navigation fluviale allemande par des mines dérivantes. Opération refusée, sous la pression de Daladier qui craint... des représailles allemandes sur le Rhin ! C'est à cette occasion que Churchill résume la pensée stratégique du président du Conseil français par cet adage qu'il ne lui pardonnera pas : « Épargner l'ennemi de crainte de le rendre furieux ! » De ce point de vue, Chamberlain n'a rien à lui envier. Tandis que la Luftwaffe déverse des tonnes de bombes sur les villes polonaises, sa seule initiative consiste à larguer par la voie des airs... des millions de tracts sur le territoire allemand ! « *Confetti War* » titre ironiquement le *Daily Telegraph*, qui publie une histoire drôle promise à faire le tour des pubs. Celle d'une jeune recrue racontant que, pour aller

plus vite, il n'a pas coupé les liens reliant entre elles les liasses de tracts lancées au-dessus de l'Allemagne et qui se voit réprimandé par son supérieur : « Bon sang, mais vous auriez pu blesser quelqu'un ! »

Ce qui inquiète le plus Churchill n'est cependant pas l'aspect guerrier de la situation. Nourrissant encore de solides illusions sur la puissance de l'armée française, il compte sur elle pour résister à une attaque surprise allemande, de même que sur la capacité de l'industrie de guerre britannique, enfin réveillée de sa léthargie, à combler son retard – sans oublier l'aide de l'Amérique qu'il commence à réclamer instamment à Roosevelt, avec lequel il entretient d'étroites relations d'amitié depuis que ce dernier occupait, pendant la Première Guerre mondiale, des fonctions analogues aux siennes comme secrétaire adjoint à la Marine des États-Unis. Ce qui hante ses jours et ses (courtes) nuits, c'est l'éventualité d'un rapprochement entre la minorité hitlérienne, sinon nazie, de la classe politique britannique et sa majorité acquise à l'apaisement, dont est issu le gouvernement Chamberlain. En son sein siègent d'ailleurs trois de ses plus ardents partisans : Halifax, encore et toujours, mais aussi Sir John Simon, désormais chancelier de l'Échiquier, et Samuel Hoare, devenu Lord du sceau privé.

Dès le 21 septembre, le Premier lord de l'Amirauté a fait le pari devant le Comité de guerre que l'Allemagne ne tarderait pas à proposer la paix, aussitôt que la Pologne serait rayée de la carte. Mais, ajoute-t-il, « il est de notre devoir de ne rien lui accorder qui puisse l'aider à sortir d'embarras. Mieux vaut la laisser mijoter dans son jus pendant tout l'hiver, le temps d'accélérer notre armement et de resserrer nos alliances ». Deux semaines plus tard, le 6 octobre, la prophétie de Churchill se réalise : Hitler, fort de la liquidation éclair de la Pologne, fait, depuis la tribune du Reichstag, des offres de paix

qui vont secouer en profondeur la classe politique britannique. Il propose en effet de réunir une conférence internationale visant à reconstituer un État polonais qui ne soit plus « un danger pour l'Allemagne et la Russie ». La guerre n'a-t-elle pas été déclarée pour venir en aide à une Pologne qui d'ores et déjà n'existe plus sous la forme que lui avait conférée le traité de Versailles ? Les Alliés ayant échoué à garantir l'existence de cette Pologne-là, ils n'ont plus aucune raison, plaide-t-il, de proroger les hostilités contre l'Allemagne, hors celui d'entraîner sciemment dans la mort « des millions et des millions d'innocents »...

Grâce à cet habile sophisme, le Führer souhaite moins ouvrir des négociations qu'endormir ses adversaires, puisqu'il est plus que jamais décidé à déclencher au plus vite son attaque à l'Ouest pour en finir avec l'armée française. Et conclure enfin, vraiment, la paix avec l'Angleterre. Dans son journal en date du 27 septembre, le général Franz Halder, alors chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, résume ainsi la pensée de Hitler : « Notre but de guerre est de mettre l'Angleterre à genoux », c'est-à-dire de la ramener « sur la voie de la sagesse en détruisant la France³² ».

La date de l'offensive à l'Ouest est d'abord fixée au 12 novembre. Elle sera reportée vingt-huit fois pour des motifs météorologiques et une autre parce que les Alliés ont eu connaissance des plans d'attaque et que le dictateur décide de les changer en partie^{*27}. Mais jamais en raison d'une quelconque hésitation !

Après trois jours de réflexion, Chamberlain a cependant choisi, le 12 octobre, de dire « non » aux propositions de Hitler. Churchill n'a pas eu besoin de l'influencer : il sait le Premier ministre définitivement vacciné – on le serait à moins – contre la rhétorique hitlérienne. Sa crainte serait presque maintenant de le voir remplacer par un *appeaser* de type Halifax qui, lui, n'hésiterait pas

une seconde à conclure un nouveau Munich, quelles qu'en soient les conditions ! Un mois plus tôt, le 13 septembre, jour où les chars de Guderian, contournant Varsovie par le sud, arrivaient sous les murs de la forteresse de Brest-Litovsk, Churchill a ainsi appris qu'au domicile londonien du duc de Westminster^{*28} venait de se tenir un authentique dîner de comploteurs. Présents : le duc de Buccleuch (John Douglas-Scott), beau-frère du roi George VI^{*29} et ami d'Halifax qui, six mois plus tôt, le 20 avril, assistait à Berlin au défilé militaire célébrant le cinquantième anniversaire de Hitler alors que la plupart des Britanniques invités s'étaient décommandés pour protester contre le « coup de Prague » ; Lord Mottistone (Jack Seely), ami de Ribbentrop, et Lord Sidney Arnold, membres comme Buccleuch de l'*Anglo-German Fellowship* ; Lord Rushcliffe (Henry Betterton), ancien ministre du Travail de MacDonald ; le banquier Henry Drummond Wolf, l'un des principaux collecteurs de fonds de l'Union des fascistes britanniques ; le journaliste Philip Gibbs, proche à la fois de Lloyd George et de Halifax ; et, sans doute pour sanctifier leurs échanges, le vicaire de l'église St Alban de Londres.

Devant cette noble assemblée, Westminster a donné lecture d'un manifeste aussi violent que solennel au terme duquel il a déclaré la guerre... à la guerre. Flétrissant les journaux « contrôlés par la gauche et les Juifs » qui prétendent qu'aucune « paix n'est possible tant que le nazisme n'est pas éradiqué », il a proclamé qu'il fallait empêcher à tout prix que « les deux races les plus proches du monde » (*two races which are most akin*) se battent l'une contre l'autre et demandé instamment au gouvernement d'explorer « toutes les solutions de paix » dès lors que la Pologne est perdue et que l'Allemagne est « imprenable » (*impregnable*) tant par l'ouest que par l'est. En outre, a-t-il ajouté, Londres constitue « la meilleure

cible de toute la planète » (*the best aerial target on the face of the earth*)³³ ...

Secret jusqu'au discours de Hitler du 6 octobre, le manifeste est adressé solennellement à Chamberlain après qu'il eut décliné les (fausses) ouvertures du Führer... Cette fois, Churchill monte au créneau et écrit au duc de Buccleuch, avec lequel il chasse régulièrement, pour le mettre en garde contre la tentation du défaitisme. Mais, le 30 octobre, c'est Lloyd George, soixante-dix-sept ans, qui, à la Chambre des communes, demande au gouvernement d'examiner attentivement les propositions de bonne foi qui pourraient lui être faites. Il est certes malmené à la tribune par l'ancien secrétaire à la Défense Duff Cooper, qui, on s'en souvient, avait claqué la porte du gouvernement après Munich, mais le soir même un groupe de députés conservateurs animé par Cyril Culverwell, député de Bristol, réclame la paix à « presque n'importe quel prix »... Et même « à très bas prix », renchérit Archibald Southby, député d'Epsom³⁴ !

Comme le remarque alors Churchill, ces hommes qui sont aussi anticomunistes que lui – voire davantage, si tant est que cela soit possible – ne se rendent pas compte qu'ils militent pour la solution qui a la préférence de Moscou : une paix avec l'Ouest qui gèlerait les gains territoriaux de l'URSS en Pologne ! Le 31 octobre, Molotov fait ainsi à la presse cette déclaration que Hitler pourrait lui avoir dictée :

Les tentatives des gouvernements anglais et français pour refuser la paix en raison de leurs engagements envers la Pologne sont nettement inconsistantes. Il ne saurait être question de rétablir l'ancienne Pologne. Aussi est-il insensé de continuer la guerre actuelle sous prétexte de rétablir l'ancien État polonais. Les gouvernements anglais et français qui le

savent ne cherchent donc qu'une justification pour continuer la guerre contre l'Allemagne... La crainte de perdre l'hégémonie mondiale leur dicte une politique d'excitation à la guerre contre l'Allemagne.

Il ajoute, le 17 novembre, devant le présidium du Soviet suprême :

L'idéologie de l'hitlérisme comme tout autre système idéologique peut être reconnue ou rejetée. C'est une question d'opinions politiques. Mais n'importe qui comprendra qu'on ne saurait en finir avec elle par la violence. C'est pourquoi il est insensé, voire criminel, de mener une guerre pour l'anéantissement de l'hitlérisme en la couvrant du faux drapeau de la lutte pour la démocratie.

À la suite du discours de Hitler au Reichstag, le Vatican lui-même plaide alors en faveur de négociations de paix. Pie XII ^{*30}, pape depuis six mois, conseille instamment à la Grande-Bretagne et à la France de « ne pas négliger les occasions qui permettraient de mettre fin à la guerre et d'épargner à l'univers des maux beaucoup plus grands ». Dès le 22 septembre, *L'Osservatore Romano*, organe du Saint Siège, avait repris en première page un article publié quelques jours plus tôt par le *Popolo d'Italia*, quotidien du parti fasciste, sur la forme que pourrait prendre un « apaisement général » : « La création d'une Pologne réduite mais indépendante, après restitution à ses voisins des territoires peuplés de minorités allemandes, ukrainiennes et lituaniennes ³⁵. »

Comme on peut le constater, le choix hitlérien de restructurer l'Europe *brevi manu militari* n'a découragé en rien les partisans d'une

coexistence pacifique avec le III^e Reich. L'année 1940 les verra tout près de l'emporter quand, la France ayant roulé « du haut de l'histoire » (Charles de Gaulle), l'Angleterre se retrouvera seule face à une Allemagne maîtresse du continent depuis Varsovie jusqu'au pas de Calais.

Les mirages d'un Reich sans Hitler

Si, en août 1939, Hitler avait soigneusement caché à Mussolini la négociation du pacte germano-soviétique ^{*1} et sa décision d'écraser la Pologne aussitôt après, c'est parce qu'il se méfiait de la propension du Duce à faire profiter les chancelleries de ses informations. Mais voici qu'en 1940 il juge utile d'en donner quelques-unes au dictateur italien... justement pour qu'il en fasse bon usage ! Le 18 mars, sur le col du Brenner balayé par une tempête de neige, les deux hommes se retrouvent dans le wagon-salon du Führer où, devant un thé et des pâtisseries viennoises, l'Italien s'entend annoncer que la paix n'est plus à l'ordre du jour. Puisque l'Angleterre a refusé ses propositions de l'automne précédent, Hitler va frapper à l'Ouest et le destin tranchera. Ni plus ni moins ce qu'il répète, depuis la chute de Varsovie, à ses généraux : quand la Wehrmacht sera à Paris, l'irréductibilité britannique baissera de plusieurs crans. Certes, l'Allemand ne lui dit pas tout – en particulier sa décision d'envahir trois semaines plus tard le Danemark et la Norvège pour s'assurer du minerai de fer suédois, soumis au blocus maritime des Alliés –, mais le message est clair : tant que la France ne sera pas mise hors de combat, les tentatives de médiation dont bruissent les ambassades peuvent être

remisées ! Au centre, jusqu'alors, de la plupart de ces manœuvres ^{*2}, Mussolini est tellement impressionné par cette résolution qu'il change brusquement son fusil d'épaule : à l'issue de cette rencontre fatidique, il annonce au Führer sa volonté d'attaquer la France à ses côtés. On sait ce qu'il en adviendra – un coup de poignard dans le dos quand celle-ci, déjà à terre, s'apprête à demander l'armistice –, mais cette volte-face en dit long sur le caractère contagieux de la doxa hitlérienne : les Anglais ne consentiront à faire la paix, et qui sait, demain, à s'allier au Reich qu'une fois celui-ci maître de l'entièreté du continent. C'est alors seulement, explique-t-il depuis plusieurs mois à son entourage, que les « vrais Anglais » se rendront compte de l'impasse dans laquelle les ont poussés les Juifs ^{*3} en imposant à Chamberlain de déclarer la guerre.

L'opposition allemande propose la paix à l'Angleterre

Si le Premier ministre britannique, comme l'a démontré son discours de Birmingham, a perdu, de fait, toute envie de traiter avec lui, l'homme au parapluie signerait bien la paix avec une Allemagne dont « *Herr Hitler* » ne serait plus le chef, quel que soit l'interlocuteur de substitution ! C'est, du reste, sa différence essentielle avec Churchill, qui ne conçoit de paix possible qu'une fois le régime et l'ensemble de ses représentants, sans exception, expédiés aux oubliettes de l'histoire. D'où l'attention prêtée par Chamberlain aux ouvertures de paix transmises, *via* Halifax, par plusieurs personnalités allemandes se disant prêtes à se débarrasser du Führer en échange de négociations. Depuis son entrée en fonction, en février 1938, le ministre des Affaires étrangères

britannique a en effet été approché, grâce au Vatican, par l'opposition catholique (et clandestine, cela va sans dire) à Hitler dont il cultive avec soin les représentants.

Au Saint-Siège, la pièce maîtresse d'*Holy Fox* s'appelle Francis d'Arcy Osborne, membre comme lui de la *High Church*. Depuis sa nomination comme ministre de Grande-Bretagne au Saint-Siège en 1936, il est en liaison permanente avec l'avocat munichois Josef Müller. Militant catholique, membre du Zentrum^{*4} jusqu'à sa dissolution en 1933, ce dernier est l'ami personnel du secrétaire privé de Pie XII, le jésuite allemand Robert Leiber. Né en 1898, ce Müller est un parfait Janus. Aux Britanniques, il se présente comme un opposant irréductible à Hitler, au nom des valeurs chrétiennes. Mais pour les nazis, qui ne découvriront son double jeu qu'en 1943 et finiront par le déporter^{*5}, il fait figure d'auxiliaire zélé. Car cet avocat ne plaide pas. Il gagne sa vie – très confortablement – en conseillant les entreprises allemandes qui souhaitent acquérir à vil prix des biens juifs frappés d'aryanisation. Par exemple, le consortium munichois Eidenschink, qui s'empare de la deuxième chaîne de brasseries d'Allemagne, le groupe Engelhardt, propriété d'un certain Ignaz Nacher, jeté en prison jusqu'à ce qu'il abandonne son bien. Ou encore les usines de chaussures Weiermann « aryanisées » par ses soins et dont les propriétaires périront en déportation. Dans l'affaire Engelhardt, la « transaction » fut rondement menée par Müller avec l'appui du SS Hans Rattenhuber, membre de la garde personnelle de Hitler... dont Eidenschink était le cousin¹ !

Tout cela n'empêche pas cet instrument zélé du régime d'être en contact avec les hommes qui, au sein de l'état-major de la Wehrmacht, sont réputés les plus hostiles à la politique hitlérienne. Devant d'Arcy Osborne, Müller a nommément cité, dès 1938, Hans

Oster, chef adjoint de l'Abwehr (le service de contre-espionnage de la Wehrmacht, dirigé par l'amiral Wilhelm Canaris), mais aussi les généraux Ludwig Beck, chef d'état-major adjoint de l'armée de terre de 1935 à 1938, et Franz Halder, son successeur. Sans parler de généraux moins « capés » mais cependant au cœur de l'appareil opérationnel de la Wehrmacht, comme Erwin von Witzleben, commandant en chef du 2^e groupe d'armées, basé à Francfort-sur-Oder, Erich Hoepner, commandant du 16^e corps de panzers (qui se rendra célèbre en 1941 par son ordre du jour saluant l'invasion de la Russie comme « l'éternel combat des Germains contre les Slaves, pour défendre la culture européenne contre le déluge moscovite-asiatique et contre le bolchevisme juif ^{*6} »)... ou encore Carl-Heinrich von Stülpnagel, futur commandant en chef des troupes d'occupation en France qui s'illustrera comme l'un des bourreaux de la Résistance.

Si Müller lui-même fait passer ses messages depuis la Cité du Vatican, il a mandaté à Londres, jusqu'à la déclaration de guerre, ses amis Carl Friedrich Goerdeler et Ewald von Kleist-Schmenzin, deux personnalités qu'on retrouvera, en juillet 1944, aux côtés des généraux précités dans le seul vrai complot contre Hitler mené jusqu'à son terme ^{*7}. Goerdeler, maire de Leipzig jusqu'en 1937, n'en réchappera pas, contrairement à Kleist-Schmenzin, un junker poméranien qui mourra en 2013. Durant l'été de 1938, le duo a rencontré la fine fleur de la classe politique britannique pour l'avertir qu'un coup d'État se préparait dans le but de renverser le Führer : Lord Halifax, Sir Robert Vansittart, mais aussi Winston Churchill ont reçu leur visite et leurs confidences. Goerdeler, notamment, s'est rendu cinq fois en Grande-Bretagne ². Et qu'a-t-il expliqué à ses interlocuteurs à la veille des arrangements de Munich ? Que lui et ses amis se rendraient prochainement maîtres de la Chancellerie du Reich (avec quelle force de frappe ? Quelles complicités ? Plus de

quatre-vingts ans plus tard, on n'en sait toujours rien), afin de déposer Hitler et de former un nouveau gouvernement... Seule condition de leur succès : que l'Angleterre ne cède pas devant les revendications nazies sur les Sudètes, fermeté qui, selon eux, démontrera à l'opinion allemande que la politique du Führer est sans issue.

Est-il concevable que le contre-espionnage allemand n'ait pas été informé de ces contacts en un temps, nous pensons l'avoir montré, où les nazis disposent de tant d'oreilles à Londres ? Évidemment non ! Tout indique au contraire que Hitler savait et qu'il a laissé faire. Pourquoi ? Parce qu'en 1938 il veut encore gagner du temps pour s'armer et, pourquoi pas, suggérer à ses adversaires qu'ils n'ont nul besoin d'entrer en guerre contre lui puisqu'une alternative politique se dessine en Allemagne même. Sans oublier l'occasion rêvée d'identifier ses opposants et d'infiltrer leurs rangs pour être en mesure de les éliminer sur une grande échelle quand le besoin s'en fera sentir.

On ne peut qu'effleurer ici la grande question de l'amiral Canaris qui passa longtemps pour un héros au motif qu'après avoir transmis de nombreuses informations authentiques aux Alliés par l'intermédiaire de son adjoint Oster, il mourut en déportation, mais que l'historiographie soupçonne de plus en plus aujourd'hui d'avoir poussé si loin le double jeu qu'il est bien difficile de statuer objectivement sur son vrai rôle. Il n'est d'ailleurs pas impossible que le général Oster lui-même ait été manipulé, comme le suggère le type d'informations qu'il communiquait aux Alliés. En perquisitionnant le coffre-fort personnel de l'amiral Canaris après l'attentat du 20 juillet 1944, le service de renseignement de la SS^{*8} trouvera en effet les preuves établissant qu'il avait transmis aux Britanniques les dates, plusieurs fois repoussées on l'a vu, de

l'attaque allemande à l'Ouest. Mais pas plus que les Français, informés de leur côté par l'agent du 2^e bureau Hans-Thilo Schmidt ^{*9}, les services britanniques n'avaient accordé crédit à ces annonces puisque celles-ci, et pour cause, n'étaient jamais suivies d'effet. La dernière information transmise par Oster à l'attaché militaire néerlandais à Berlin, Bert Sas, était pourtant la bonne : « Offensive fixée dans la nuit du 9 au 10 mai 1940 » !

Or, au-delà de l'échéance elle-même, c'est le lieu de l'attaque communiqué par Oster qui est important : les Pays-Bas et la Belgique. Son renseignement, maintes fois réitéré, ne peut que renforcer la conviction de l'état-major allié, qui s'est préparé de longue date à encaisser le choc au nord puisque la ligne Maginot protège la frontière est de la France et qu'entre les deux les Ardennes sont réputées... infranchissables ! Quant à la date, elle importe peu, puisque les Français ont décidé par principe de respecter scrupuleusement les neutralités belge et néerlandaise et d'attendre qu'elles soient violées par les Allemands pour se porter à leur rencontre. On voit donc que si les informations transmises par Canaris et son adjoint sont exactes, elles ne s'apparentent pas moins à un piège dans la mesure où elles ne mentionnent *à aucun moment* l'adjuvant stratégique qui fondera le succès foudroyant de l'offensive allemande : l'attaque surprise dans les Ardennes par laquelle la Wehrmacht atteindra la mer en dix jours en coupant de leurs arrières le gros des troupes alliées « montées » en Belgique ! Autant dire que si, en 1944, Canaris et Oster seront, à juste titre, considérés comme d'authentiques opposants au nazisme – auquel ils reprochent surtout d'avoir placé l'Allemagne en position d'être envahie par l'Union soviétique ! –, leur rôle entre 1938 et 1940 s'articule parfaitement avec les intérêts hitlériens... que leur mensonge par

omission ait été volontaire ou qu'on se soit servi d'eux pour l'accréditer.

Aussitôt les accords de Munich signés, en tout cas, l'opposition à Hitler disparaît des radars au motif que l'opinion allemande, galvanisée par cette victoire sans morts, ne la suivrait pas... avant de réapparaître après la chute de Varsovie et de profiter de la « Drôle de guerre » pour avancer des propositions de paix aux contours pour le moins insolites : le retour aux frontières de 1914 s'agissant de la Pologne (qui serait donc abandonnée aux Soviétiques, l'Allemagne récupérant la Posnanie, Danzig et son corridor), tandis que l'Autriche et les Sudètes resteraient unis au Reich... Quelle évolution venant d'hommes qui, un an plus tôt, pressaient Chamberlain et Halifax de ne pas céder les Sudètes à l'Allemagne et qui, cette cession réalisée, s'en accommodent avec entrain ! « Aucun de ces Allemands, écrit l'historien Maxime Mourin dans son étude sur les tentatives de paix dans la Seconde Guerre mondiale, ne voulait renoncer aux avantages acquis en violation des traités. Les Alliés étaient donc justifiés à ne pas faire de gros efforts pour discerner, à travers les bruits de paix qui circulaient en Europe, ceux qui émanaient d'une prétendue opposition et ceux que lançaient les milieux nazis eux-mêmes³ ! »

D'où la méfiance instinctive de Churchill envers ces individus, assurément désireux d'en finir avec Hitler parce qu'ils lui reprochent sa politique antichrétienne et craignent l'avènement d'un État authentiquement païen, mais qui ne se distinguent guère de lui dans l'ordre géopolitique, aucun d'entre eux ne renonçant à l'ambition d'une Allemagne maîtresse de la majeure partie du continent. Une caractéristique qui ne vaut pas seulement pour l'opposition catholique, mais aussi pour ce qu'il est convenu d'appeler

« l'opposition aristocratique » au nazisme, en grande partie militaire et prussienne, donc protestante.

Une Europe sous direction allemande

Grâce aux travaux d'universitaires comme Hans Mommsen^{*10} ou Christof Dipper^{*11} en Allemagne, mais aussi Ian Kershaw^{*12} en Grande-Bretagne, l'historiographie a beaucoup progressé dans l'analyse et l'interprétation de l'opposition à Hitler issue des castes dirigeantes traditionnelles, en particulier la société militaire. Alors que, dans les années 1950 et 1960, la République fédérale, engagée dans la guerre froide aux côtés des Américains, érigea en héros les conjurés du 20 juillet 1944 – lesquels rêvaient tous d'une paix séparée avec l'Ouest qui aurait permis à l'Allemagne de retourner toutes ses forces contre l'Union soviétique –, l'attention s'est portée, dans les décennies suivantes, sur le contenu de leur alternative politique au national-socialisme. Sans déboucher sur une dévaluation générale de leur engagement, qui, bien souvent, s'acheva en sacrifice, l'examen de leurs propositions oblige à constater que la rupture est loin d'être totale avec les orientations générales définies en 1933. Dans l'ordre international, nous l'avons dit, l'attachement à la Grande Allemagne reconstituée par Hitler est général. Et c'est pour en préserver les acquis qu'ils veulent en finir avec lui avant que, victime de sa fuite en avant, tout l'édifice ne s'écroule sans retour.

Pour beaucoup (d'entre eux), écrit Hans Mommsen, le régime risquait de compromettre les succès politiques initiaux qui lui avaient valu le soutien de la majorité de la population

allemande : le règlement de la frontière orientale, et le retour de l'Alsace-Lorraine, de l'Autriche, de la région de Memel. [...] Pour eux, la reconstitution de l'hégémonie nationale et l'annulation du traité de Versailles étaient des objectifs naturels. Ce qui les séparait de Hitler, c'était la méthode, non le but. [...] Les contacts que l'opposition noua à partir de 1938 avec le gouvernement britannique visaient tous à l'inciter à la fermeté face aux intentions belliqueuses de Hitler, mais aussi à lui faire reconnaître l'annexion de l'Autriche et des Sudètes, la renégociation de la frontière occidentale de la Pologne – les exigences variant alors entre le retour aux frontières de 1918 et la création de frontières ethniques –, ainsi que la suppression du corridor menant à la Prusse-Orientale, jugé inadmissible⁴.

Quand, à partir de la conférence de Casablanca (janvier 1943), fut posé par les Alliés le principe d'une capitulation sans conditions de l'Allemagne, la conjuration antihitlérienne abandonna l'espoir d'en revenir aux frontières de 1918, et *a fortiori* à celles de 1939, mais n'en conserva pas moins l'espoir de restaurer à terme une hégémonie allemande *via* la construction, après guerre, d'une Europe économique et politique. La principale source documentaire sur ce point est constituée par les notes, très abondantes, rédigées par Goerdeler à partir des années 1930 et jusqu'à son exécution en 1944, lesquelles témoignent à la fois de ses réflexions personnelles et du travail théorique effectué par ses amis. Bien qu'ayant fait l'objet d'une publication scientifique de près de 1 300 pages par l'historienne Sabine Gillmann, sous la direction de Mommsen⁵, ces écrits sont rarement cités. Or ils sont d'une importance décisive pour comprendre le but ultime poursuivi par les conjurés au-delà de

l'élimination du Führer. L'un d'eux se nomme d'ailleurs *Das Ziel* (« le but ») et se révèle sans ambiguïté. Il y explique, en 1941, que si, à l'issue du conflit, il sera sans doute difficile de s'opposer à ce que les « petits États » puissent « décider de leurs structures internes dans le respect de leurs particularités et de leurs besoins », il ne doute pas qu'au moyen d'une « politique habile » il sera possible de donner « une direction allemande à ce bloc européen en souffrance »⁶. Exécuté après l'attentat du 20 juillet, le jésuite Alfred Delp, membre du cercle de Kreisau^{*13}, dont étaient issus Claus von Stauffenberg et la plupart des antinazis de la Wehrmacht, ne pense pas autre chose quand il écrit qu'après guerre « une Europe politique serait inconcevable sans *leadership* allemand⁷ ».

Autre figure importante de la conjuration, Helmuth von Moltke, descendant du maréchal du même nom (l'artisan de la victoire prussienne de 1870 sur la France), va encore plus loin en estimant que « l'évolution vers l'unification européenne est déjà contenue dans l'économie de guerre fasciste ». Pour lui, écrit Mommsen, elle « débouchait par force sur une interdépendance européenne. L'imbrication économique des États sous domination allemande ne pouvait que peser sur la situation de l'après-guerre [...]. Dès son mémorandum *Ausgangslage, Ziele, Aufgaben* [*Situation de départ, objectifs, tâches*] de 1941, Moltke partait de l'espoir que "de la démobilisation de l'Europe [naîtrait] une grande organisation économique commune, dirigée par une bureaucratie économique unifiée". Il souhaitait aussi que l'Europe, façonnée par l'histoire, soit divisée en collectivités autogérées, hiérarchisées selon leur taille, rompant avec le principe de l'État national⁸ ». En d'autres termes, que la voie à suivre pour garder l'Europe sous contrôle était de lui faire adopter le principe du fédéralisme germanique avec lequel Hitler avait pris ses distances en centralisant l'État.

Sur les questions raciales, l'opposition allemande n'est pas moins ambiguë. Si la plupart de ses membres s'opposent aux persécutions antisémites, à plus forte raison aux déportations, et si tous condamnent ce qu'ils perçoivent de plus en plus clairement, à partir de l'invasion de la Russie, comme un génocide en marche, tous ne sont pas sur la même longueur d'onde s'agissant de la place des Juifs dans la société. Fritz-Dietlof von der Schulenburg par exemple, membre du parti nazi depuis 1932 et qui en sera exclu en 1940 pour idées « réactionnaires » (comprendre : attachement excessif aux traditions prussiennes), restera jusqu'à son exécution, en 1944, hostile à leur réintégration dans la fonction publique d'où les lois de Nuremberg de 1935 les avaient chassés. Et Goerdeler lui-même, qu'on présente parfois comme « sioniste » parce qu'il voulait expédier tous les Juifs en Palestine, n'entendait rendre leur nationalité allemande qu'à ceux pouvant attester de l'installation de leur famille dans les frontières du Reich de 1871.

Née en 1937, l'éditrice Katharina von Bülow, nièce du junker prussien Carl-Hans von Hardenberg, déporté pour sa participation à la conjuration du 20 juillet, a livré une analyse passionnante du rapport qu'entretenaient sa famille, mais aussi d'une manière générale les gens de son milieu, avec Adolf Hitler et son régime. Interrogée en 1994 par le journaliste Bertrand Girod de l'Ain pour la revue *Documents*, elle expliquait notamment : « Il faut se souvenir que cette classe noble, celle de mon père, était en grande majorité, avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, furieusement antidémocratique. Ils étaient toujours des féodaux dans leur vision du monde. [...] Tous ces gens étaient nés sous le régime impérial, avaient appartenu à une armée qui avait juré fidélité au Kaiser. Pour eux, Hitler était à la fois un personnage vulgaire, méprisable, mais en même temps héroïque. »

Elle précise : « Ils le reconnaissaient comme quelqu'un qui voulait refaire de l'Allemagne une grande nation. Ces aristocrates l'intégraient au fameux *Bollwerk*, ce barrage contre la gauche – socialistes et communistes – qui atteignait presque 50 % des voix. Ce n'est que peu à peu que ces aristocrates ont commencé à critiquer Hitler pour en venir, quelques-uns tout au moins, à vouloir le supprimer. Cette aristocratie-là, celle des Hardenberg et de mon père, avait très souvent voté pour Hitler, pour son parti, parce qu'ils étaient convaincus qu'eux seuls pouvaient sortir l'Allemagne de la crise. Et avec, derrière la tête, l'idée qu'on pourrait ensuite s'en débarrasser facilement pour mettre à sa place un des leurs. Les choses se sont passées autrement et Hitler a très vite mis la Reichswehr dans sa poche... Hitler avait obtenu en quelques mois, en quelques années, ce que les Brüning et les autres n'avaient jamais pu avoir. Il avait réoccupé la Rhénanie et récupéré la Sarre, il a refait l'armée, bravant les interdictions du traité de Versailles. Il a rendu aux militaires leur situation au sein de la société, quitte à jouer les uns contre les autres. [...] Ce qui a tardivement bouleversé (cette aristocratie), c'est l'image pitoyable que l'Allemagne donnait d'elle-même à l'étranger. C'est là ce qui la choquait et non la persécution des Juifs ou celle des sociaux-démocrates et des communistes⁹. »

Si Chamberlain a été plus long que Churchill à pressentir tout cela, il n'est pas loin, dans les premières semaines de 1940, d'être parvenu aux mêmes conclusions que lui : il est bien difficile de distinguer entre ce qui, au sein de cette opposition, procède d'une aversion sincère au nazisme ou, dans une version patriotique, d'une crainte de voir l'Allemagne perdre la main en Europe à cause de ses excès... Et puis, le Premier ministre reste un homme d'affaires : il se méfie d'instinct de qui sollicite son aide sans présenter de solides

garanties. Ne voyant pas venir le coup d'État promis contre Hitler depuis 1938, il craint de se retrouver dans la situation des Français qui, au XVIII^e siècle, avaient accueilli et financé en pure perte les opposants jacobites ^{*14} au roi d'Angleterre George III.

Surtout est venu le coup de tonnerre du 8 novembre 1939 qui a fait rentrer sous terre la plupart des antihitlériens proclamés. Ce jour-là, à Munich, une bombe a vraiment explosé... Et ils n'y sont rigoureusement pour rien ! Ce que la fine fleur des brevetés d'état-major, agents de l'Abwehr et autres traîneurs de sabre n'ont pas eu le courage de tenter en dépit de leurs prétendus réseaux, c'est un charpentier de trente-six ans, Georg Elser, démuné de relations et surtout de complices, qui l'a fait.

Lui n'a jamais éprouvé le besoin de se rassurer en donnant des gages au régime, encore moins de jouer double ou triple jeu. Dans l'entreprise où il travaillait, il refusait même régulièrement de faire le salut nazi ! Une résistance de chaque jour qui ne l'a pourtant pas dispensé d'aller plus loin, et avec quelle ténacité ! Sachant que Hitler devait prononcer, comme chaque année depuis sa prise du pouvoir, un discours commémorant son putsch manqué de 1923 à la *Bürgerbräukeller* de Munich, Elser y a dîné chaque soir d'un « repas ouvrier » pendant les deux mois précédant la cérémonie. Et chaque nuit, il s'y est laissé enfermer, afin d'aménager une cache secrète dans l'un des piliers soutenant la tribune où Hitler devait parler. Puis il y a placé une bombe, assortie d'un mécanisme d'horlogerie confectionné par ses soins. Et à l'heure dite, soit 21 h 20, la bombe a explosé. C'était compter sans le brouillard qui, ce soir-là, s'était abattu sur Munich et avait empêché le Führer de regagner Berlin par avion, le contraignant à écourter son discours pour prendre le train... Quand tout saute, le dictateur vient juste d'y monter. Il apprendra l'attentat, une heure plus tard, en gare de Nuremberg. Bilan : huit

morts (dont sept membres du NSDAP) et une soixantaine de blessés. Arrêté le soir même alors qu'il tentait de passer la frontière suisse, Elser mourra à Dachau en avril 1945, quelques jours seulement avant Hitler. Jusqu'au bout, celui-ci avait retardé son exécution dans l'espoir qu'il avouerait d'éventuelles complicités. Malgré tout son savoir-faire, la Gestapo n'en mit au jour aucune. Si chacun des conjurés (ou présumés tels) qui s'étaient manifestés auprès des Britanniques ou du Vatican avaient pris la moitié des risques endossés par Elser, la face du monde en eût peut-être été changée...

L'incroyable « incident de Venlo »

En cet automne de 1939, Walter Schellenberg, bras droit de Heydrich et numéro deux du SD, est en passe de réussir un coup de maître : la mise sur pied d'un réseau d'espionnage au cœur même de l'Intelligence Service ! Son sésame ? Deux agents du MI6 opérant aux Pays-Bas avec pour mission de recueillir des renseignements auprès des réfugiés politiques antinazis et, le cas échéant, de les aider à s'organiser : le commandant Richard Henry Stevens et le capitaine Sigismund Payne Best. Bien qu'expérimentés, ces deux hommes sont tombés dans un piège en nouant une relation de confiance avec un authentique réfugié allemand installé aux Pays-Bas dès 1933 mais « retourné » presque aussitôt par les hommes de Heydrich. Son identité n'a jamais été révélée. Schellenberg, dans ses Mémoires, l'appelle par son nom de code : F.479. « Son influence devint telle, racontera-t-il, que ses rapports étaient envoyés directement à Londres et que, par lui, nous pûmes infiltrer en Angleterre un flot continu de renseignements apocryphes¹⁰. » Mais

quand, peu après le déclenchement du conflit, Stevens et Paynes demandent à rencontrer l'un des chefs de l'organisation antinazie à laquelle est censé appartenir leur correspondant, l'affaire change de dimension et Schellenberg se présente lui-même à un premier rendez-vous. Celui-ci a lieu le 21 octobre à Zutphen et le maître espion a pris l'identité d'un major de la Wehrmacht bien réel du nom de Schaemmel.

Après moult vérifications, les deux cibles mordent à l'hameçon. L'armée, leur explique Schellenberg, *alias* Schaemmel, a été très éprouvée par la campagne de Pologne, elle manque de pétrole et ses chefs réfléchissent au meilleur moyen d'arrêter la guerre... en déposant Hitler. La confiance s'établit à un tel degré qu'un deuxième rendez-vous est pris, le 30 octobre, cette fois au bureau central de l'Intelligence Service à La Haye... Et en présence d'un dirigeant présumé de la conjuration. Cette fois, le rôle est joué par un ami de Schellenberg, le professeur Max de Crinis, *alias* « colonel Martini ». Psychiatre, membre de la SS et conseiller pour les questions médicales au ministère du Reich pour la Science, l'Éducation et la Formation du peuple ^{*15}, ce manipulateur-né est un assassin patenté, coordonnateur du programme Aktion T4 visant à éliminer les handicapés mentaux. Mais c'est aussi un aristocrate autrichien dont les manières d'Ancien Régime évoquent spontanément le personnage d'officier antinazi qu'on lui a demandé de jouer. Sur les conseils de Himmler et de Heydrich, Schellenberg et Crinis présentent alors aux Britanniques un plan de paix assez comparable à ceux proposés au même moment par les vrais conspirateurs que parraine le Vatican... Mais en plus réaliste, afin d'appâter définitivement leurs interlocuteurs. S'ils revendiquent, par exemple, de conserver le corridor de Danzig et les Sudètes, ils proposent la restauration de l'Autriche et d'une Tchécoslovaquie indépendante, et

se disent ouverts à une négociation visant à récupérer une partie des colonies allemandes d'Afrique, solution, on l'a vu, que Chamberlain et Halifax n'ont cessé, en vain, de faire accepter par Hitler !

Dûment mandatés par le Foreign Office, les deux agents anglais en réfèrent aussitôt à Halifax. Deux heures plus tard, la réponse tombe : le ministre des Affaires étrangères britannique invite le faux major Schaemmel à se rendre à Londres. Le soir, celui-ci et son complice Crinis, *alias* Martini, sont invités à dîner au domicile privé de Best, marié à une Néerlandaise, la fille du général Van Rees. Schellenberg en profite pour le sonder sur le moral des Britanniques. La réponse est sans équivoque : chacun, de l'autre côté de la Manche, applaudirait à l'annonce de la paix, mais si celle-ci ne devait pas intervenir, le peuple anglais se battrait jusqu'au bout. Et Best d'ajouter que si l'Allemagne parvenait à envahir la Grande Île, la lutte continuerait depuis le Canada. Le lendemain, 22 octobre, les entretiens se poursuivent dans les bureaux d'une banque hollandaise servant de couverture à l'Intelligence Service ^{*16}. Schellenberg et Crinis en ressortent avec un poste émetteur-récepteur anglais, un numéro de téléphone d'urgence et un code de contact. Rentré à Berlin, Schellenberg peut remettre, triomphant, sa moisson à Heydrich et lui annoncer, de même qu'à Himmler, que le troisième rendez-vous aura lieu le 7 novembre pour fixer les modalités de son voyage à Londres. Mais, curieusement, les consignes tardent à venir. Le jour dit, Schellenberg se rend tout de même au poste-frontière de Venlo, côté hollandais, pour y rencontrer, comme prévu, ses deux correspondants anglais dans une brasserie, le café Backus. Ils l'informent que, le 9 novembre, un avion spécial l'attendra à l'aéroport de Schiphol pour le transporter à Londres afin d'y rencontrer Halifax. Le soir même, il repasse la frontière vers

Düsseldorf et sollicite des consignes précises de la Chancellerie. « On me répondit, racontera-t-il, que Hitler hésitait encore, mais qu'il paraissait plutôt enclin à rompre les pourparlers. Nous étions allés assez loin. » L'explication avancée par Schellenberg est d'ordre psychologique, si ce n'est pathologique : « Toute discussion au sujet de son renversement, même fictif, lui déplaisait manifestement ¹¹ ! » Sauf à admettre que le dictateur, dont l'intuition était assurément remarquable, ait eu la prescience qu'un véritable attentat se préparait, son refus de pousser plus loin l'opération Schellenberg ne s'explique pas rationnellement : alors que l'offensive à l'Ouest est encore prévue pour le 14 novembre, quelle occasion inespérée d'endormir les Alliés que d'envoyer un émissaire à Londres afin de les laisser croire à la déposition imminente du Führer-chancelier !

Le 8 novembre, peu avant minuit, Schellenberg, qui ne sait toujours pas s'il devra, dès le lendemain matin, reprendre ou non le chemin de Venlo et, de là, celui de Schiphol puis de Londres, reçoit un coup de téléphone personnel de Himmler. Il lui annonce qu'une bombe a explosé à Munich, incrimine les Anglais et lui donne l'ordre, en conséquence, de se rendre au rendez-vous. Mais au lieu de s'envoler pour l'Angleterre, il doit monter un traquenard afin d'enlever les deux agents britanniques et de les ramener pour interrogatoire à Berlin ! Deux officiers d'élite du SD l'aideront à remplir cette mission : Alfred Naujocks ^{*17} et Helmut Knochen ^{*18}. Le 9 novembre, c'est chose faite, au terme d'une fusillade nourrie qui entraîne la mort d'un officier de renseignements de l'armée hollandaise. Steven et Best ne reverront la Grande-Bretagne qu'en 1945... non sans avoir satisfait l'inextinguible curiosité du SD. Les drogues et l'hypnose – deux spécialités de Heydrich – n'y sont sans doute pas pour rien. Non seulement la Gestapo obtient une liste impressionnante d'agents – dormants ou actifs – de l'Intelligence

Service implantés dans toute l'Europe, mais elle parvient, grâce à leurs informations, à dresser une cartographie très précise des personnalités stratégiques à arrêter ou à éliminer dans l'hypothèse d'une invasion de la Grande-Bretagne.

Mais le plus stupéfiant n'est pas là : plus de dix jours après l'« incident de Venlo », recensé officiellement comme une violation de la frontière néerlandaise par des Allemands désireux de se soustraire à la douane, la presse se fait encore l'écho de fausses informations transmises par Schellenberg ! Ainsi peut-on lire dans le *Yorkshire Post* du 20 novembre, repris, le lendemain, par *Le Figaro* : « L'Allemagne manquerait de pétrole pour une guerre de mouvement. » Et aussi : « Les dissensions entre les chefs nazis et le haut commandement allemand croissent chaque jour¹². » Par qui les médias britanniques pouvaient-ils avoir obtenu de telles « informations » sinon par des sources officielles qui les tenaient elles-mêmes de l'intoxicateur en chef, Walter Schellenberg ? On imagine l'embarras du gouvernement anglais : démentir ce qu'il a lui-même accredité équivaldrait à reconnaître qu'il s'est fait manipuler par de faux antinazis ; ne rien faire – ce qui sera le cas – le rend complice d'une démobilisation de l'opinion publique...

Churchill, de son côté, tirera de l'affaire deux conclusions : *primo*, l'Angleterre perd son temps à distinguer vrais et faux résistants au nazisme, puisque même les vrais sont incapables de passer à l'action et qu'ils ne se séparent pas fondamentalement des buts de guerre du Führer ; *secundo*, il est urgent de mieux former l'Intelligence Service. De l'incident de Venlo est née sa décision, concrétisée dès juillet 1940, de créer le *Special Operations Executive* (SOE) pour compléter et approfondir l'action du MI5 et du MI6 et porter secours aux seuls « vrais » réseaux de résistance. Ceux des pays occupés.

Hitler, lui, se servira de l'affaire pour justifier l'invasion des Pays-Bas, accusés de n'avoir pas respecté leur neutralité en accueillant sur leur sol un « nid d'espions anglais ». Mais en recevant Schellenberg à déjeuner pour le remercier personnellement des résultats obtenus, il ne pourra s'empêcher d'en revenir à sa vieille obsession : l'alliance anglo-allemande reste sa priorité, mais elle n'interviendra que lorsque la Grande-Bretagne aura subi une bonne leçon ! « L'Angleterre, lui dit-il, a rejeté toutes mes avances. Il est bien vrai que rien n'est pire qu'une querelle de famille et, au point de vue racial, les Anglais sont en quelque sorte nos parents... C'est pour cela que je ne veux pas détruire la Grande-Bretagne et que je ne la détruirai jamais. [...] Mais je [la] combattrai jusqu'à ce qu'elle descende de son piédestal. Le jour viendra où elle sera disposée à envisager un accord avec nous. Tel est mon véritable but. Avez-vous compris ? »

Moins d'un an plus tard, Hitler convoquera à nouveau Schellenberg pour évoquer avec lui un nouveau projet d'enlèvement en phase avec ses ambitions : celui du duc et de la duchesse de Windsor, ses amis et, espère-t-il, ses futurs alliés. Mais entre-temps, Churchill aura accédé au pouvoir avec la ferme intention de ne plus rien laisser au hasard !

L'échiquier de l'an 40

Printemps 1940. Déçu de l'inertie des antihitlériens « officiels » et rendu méfiant – on le serait à moins – par l'« incident de Venlo », Chamberlain se console en estimant que chaque jour qui passe renforce la Grande-Bretagne et affaiblit l'Allemagne. Malgré les livraisons en provenance d'Union soviétique, le Reich manque en effet cruellement de minerai de fer et, espère-t-il, ne tardera pas à venir à résipiscence^{*1}. Sur les 22 millions de tonnes qu'il importait en 1938, le Reich, c'est vrai, n'en reçoit déjà plus que la moitié en raison de l'embargo dont il est l'objet. Et sur les 11 millions qui lui parviennent encore, 9 lui sont fournies par la Norvège. Extrait des mines de Gällivare, ce minerai lui est livré par la Baltique, en partance des ports de Luleå, sur le golfe de Botnie, et d'Oxelösund, au sud de Stockholm. Mais l'hiver, la mer est prise par les glaces, et le transfert s'effectue depuis Narvik, sur la côte norvégienne, où le minerai arrive par voie ferrée – la fameuse « route du fer ».

Depuis son retour à l'Amirauté, Churchill plaide donc sans relâche pour miner la sortie du fjord de Narvik et renforcer le blocus le long des côtes de la Norvège et du Danemark jusqu'au littoral allemand de la mer du Nord... Mais Halifax s'y oppose farouchement, au motif que cela constituerait une forme de violation des neutralités

norvégienne et danoise, et indirectement de celle de la Suède, qui tire un grand profit de ses échanges économiques avec l'Allemagne. Un argument que le Premier lord balaie d'un revers de main : si tel est l'unique moyen de mettre l'Allemagne à genoux en six mois, les « neutres », menacés par le Reich, seront les premiers à remercier l'Angleterre ! Chamberlain n'en démord pas pour autant : laissons l'Allemagne « tomber comme un fruit mûr ». Un choix qui, le 5 avril 1940, lui fait commettre le dernier faux pas de sa carrière quand il déclare aux Communes : « Quelle qu'en soit la raison, soit que Hitler estime qu'il peut se contenter de ce qu'il a déjà obtenu sans combattre, soit qu'il juge sa préparation insuffisante, une chose est certaine : il a manqué le coche » (*He missed the bus*).

C'eût été vrai si le dictateur s'était abstenu d'aller chercher lui-même ce dont on voulait le priver... Or voici que quatre jours plus tard, le 9 avril, la Wehrmacht met fin brusquement à la « Drôle de guerre » en envahissant sans préavis le Danemark et la Norvège ! Pour Chamberlain, c'est le début de la fin. Il ne peut plus apparaître au Parlement sans que, de tous côtés, y compris depuis les bancs conservateurs, fuse un cri : « *He missed the bus !* » Le 10 mai, à l'aube, ce qui lui restait de crédit s'évapore définitivement : 140 divisions allemandes fondent sur les Pays-Bas, la Belgique, la France et le Luxembourg. Et le premier à en être prévenu n'est pas le Premier ministre, mais Winston Churchill, réveillé par un coup de téléphone de l'état-major !

« The right man in the right place »

Il faut dire que, depuis la veille, Chamberlain est sur le départ. Les tentatives de débarquement improvisées pour tenter de chasser

les Allemands de Norvège ont lamentablement échoué – sauf à Narvik, que les Alliés abandonneront début juin pour concentrer, sans plus de résultat, leurs efforts sur le front français, enfoncé de toutes parts –, et le Premier ministre ne dispose d'aucun argument pour justifier sa pusillanimité. Aux Communes, le débat du 9 mai a tourné à la curée. Bon prince, Churchill s'est abstenu de rappeler qu'il n'a cessé, depuis six mois, d'attirer l'attention du gouvernement sur la Norvège et qu'on a refusé de l'écouter. Il s'est même offert le luxe de revendiquer sa part de responsabilité dans les lourdes pertes essuyées par la Navy ^{*2}. Mais seul l'amiral Roger Keyes s'en est pris à lui en évoquant une « fidèle répétition de Gallipoli ». Comme sous l'effet d'une pression trop longtemps contenue, c'est sur Chamberlain et lui seul que s'est concentrée la violence des députés, les anciens partisans de l'apaisement n'étant pas les moins décidés à immoler celui qui, par sa présence même, leur rappelait combien, tous, ils s'étaient trompés ! C'est d'un député conservateur, Leopold Amery – l'un des seuls qui, avec Churchill, Anthony Eden et Harold Nicolson, ne s'étaient pas levés pour applaudir l'annonce des accords de Munich –, qu'est cependant venu le coup de grâce quand il a lancé, droit dans les yeux, au Premier ministre l'adresse célèbre de Cromwell au Parlement croupion de 1653 ^{*3} : « Vous avez siégé trop longtemps en ces lieux pour le peu de bien que vous y avez fait. Partez, vous dis-je, et qu'on ne vous revoie plus. Au nom du Seigneur, partez ! » (*In the name of God, go !*)

Depuis les tribunes, Violet Bonham-Carter, fille d'Asquith et future présidente du Parti libéral, est effarée du spectacle. Elle qui, comme Churchill ou Eden, n'a cessé de combattre l'apaisement en conçoit presque de la compassion pour le malheureux Chamberlain. Et un solide mépris pour ceux qui, après l'avoir enseveli sous les fleurs, le couvrent de crachats. Elle n'en croit pas ses yeux en découvrant

« des conservateurs aussi guindés que Macmillan, avec son col haut immaculé et son pince-nez, hurler "Allez-vous-en ! Allez-vous-en !" tels des babouins déchaînés » (*inspired baboons*) ou en entendant le très digne Josiah Wedgwood, dont les discours érudits sur l'histoire du Parlement entraînent d'ordinaire l'assoupissement de ses collègues, entonner le *Rule Britannia*, auquel Macmillan se joint « comme un écolier au sourire fou¹ ».

Contempteur de longue date, lui aussi, de la politique de Chamberlain, Edward Spears, député conservateur de Carlisle et futur agent de liaison de Churchill avec le gouvernement français, raconte dans ses Mémoires que le Premier ministre, « semblable à un homme qui venait de recevoir un coup de poing dans le ventre », lui serra le cœur quand il se leva pour quitter la salle sous les huées que ne parvenaient plus à couvrir les maigres applaudissements du dernier carré de ses partisans : « Silhouette incroyablement triste et pathétique, il traversa le couloir d'un pas lourd. Ses pensées étaient sans doute aussi sombres que les vêtements qu'il portait. Moi qui m'étais si farouchement opposé à sa politique, j'étais profondément triste de le voir partir seul, rejoindre ses espoirs évanouis et ses efforts si vains². »

Promis à abandonner Downing Street faute de majorité^{*4}, Chamberlain n'entend pas pour autant laisser l'entièreté du terrain à ses adversaires. Les travaillistes s'étant déclarés candidats à un gouvernement de coalition dirigé par n'importe quel autre chef que lui, il tente, le soir même, en une ultime manœuvre, d'imposer Halifax pour lui succéder. Et pour y parvenir, rien n'est plus habile, pense-t-il, que d'associer Churchill à la manœuvre. Mais stimulé, sans doute, par l'appel du destin, ce dernier, généralement si impulsif, va s'avérer meilleur joueur que lui. Quand Chamberlain le reçoit dans son bureau pour lui annoncer qu'il part afin de permettre

à un gouvernement d'union nationale de voir le jour, Churchill ne lui laisse pas le temps d'évoquer le nom d'Halifax et fait mine de le retenir ! « Ne prenez pas cette affaire trop à cœur, lui dit-il. Renforcez votre gouvernement de toutes parts et poursuivons notre tâche jusqu'à ce que la majorité nous abandonne³. » Échec et mat pour l'ancien maire de Birmingham ? Pas encore. Car le lendemain, 10 mai, à l'annonce du déclenchement de l'offensive à l'Ouest, Churchill est à nouveau convoqué chez le Premier ministre. Cette fois, Halifax est présent. Il est accompagné de David Margesson, le président du groupe conservateur de la Chambre des communes, ce que « Winston » ne mentionne pas dans ses *Mémoires*, mais qu'*Holy Fox* note dans son journal. Alors, Chamberlain tente le tout pour le tout. Son destin étant scellé, leur dit-il, il sollicite leur avis pour savoir quel successeur il doit proposer au roi quand sa démission sera acceptée. Forçant sa nature, le Vieux Lion se tait. Pendant deux longues minutes. Autant dire plusieurs éternités pour lui qui disait avoir tant de mal à observer soixante secondes de silence lors d'une commémoration ! Et c'est Halifax qui rompt la glace pour dire qu'à son sens Churchill est le mieux placé pour entrer à Downing Street. Son argument est purement politicien et ne tient aucun compte du tour dramatique pris par les événements : membre de la Chambre des lords et en dépit (ou à cause) de son amitié personnelle avec George VI, il craint de ne pas disposer de suffisamment de relais aux Communes pour imposer sa politique. Un raisonnement hors du temps que Chamberlain répétera mot à mot l'après-midi même au roi, dépité de devoir nommer Churchill, qui, jusqu'à l'abdication de son frère Édouard VIII, en avait été si proche. Le roi note alors dans son journal :

J'ai accepté la démission de Chamberlain en lui disant à quel point je trouvais qu'il avait été injustement traité... Nous avons alors parlé de manière informelle de son successeur. Bien sûr, j'ai suggéré Halifax, mais il m'a dit qu'il n'était guère enthousiaste car, étant à la Chambre des lords, il ne pourrait agir que comme une ombre aux Communes. Ces propos m'ont déçu car je pensais qu'Halifax était fait pour le poste... Puis j'ai compris qu'il n'y avait qu'un seul homme que je pouvais faire venir pour former le gouvernement ayant la confiance du pays et qu'il s'agissait de Winston. J'ai demandé conseil à Chamberlain qui m'a répondu que c'était bien à Winston que je devais faire appel⁴.

Ici, une remarque sur l'extrême naïveté – pour ne pas dire l'indigente capacité d'analyse du souverain, qui, depuis l'abdication d'Édouard VIII, n'a rien appris ni rien oublié. Il en veut toujours à Churchill d'avoir été, dans les années 1920, l'ami de son frère, mais ne semble guère prendre en compte le fossé qui, désormais, sépare les deux hommes, lesquels ne se fréquentent plus depuis que le duc de Windsor est devenu l'admirateur de Hitler que l'on sait ! De même persiste-t-il, neuf mois après le début de la guerre, à considérer Halifax comme le plus apte à devenir Premier ministre alors qu'il incarne, plus caricaturalement encore que Chamberlain, l'échec de la politique d'*appeasement* – celle-là même qui, en dépit des avertissements de ce même Churchill, a permis à l'Allemagne d'avaloir sans coup férir deux États européens et d'en détruire un troisième par le fer et par le feu en moins d'un mois.

Secrétaire particulier de Chamberlain, Sir John Colville écrit alors dans son journal : « Au n° 10, nous avons tant espéré que le roi ferait appel à Lord Halifax ; mais c'est Churchill qui a été choisi ! [...] »

Le pays était tombé aux mains d'un aventurier, brillant certes et orateur persuasif, mais un homme dont les amis et les partisans n'étaient pas des gens à qui l'on pouvait confier la conduite des affaires de l'État à l'heure du péril suprême. Rarement l'accession au pouvoir d'un Premier ministre n'aura suscité autant de doutes au sein de l'establishment⁵. » Tout comme le roi, Colville changera diamétralement d'avis à l'épreuve des faits (au point qu'il acceptera de rester au service de Churchill à Downing Street, et aura l'élégance de ne pas changer un mot de son journal), mais sa réflexion en dit long sur l'atmosphère encore très « munichoise » qui enveloppe la technocratie politique britannique en cette veille de cataclysme.

L'arithmétique, cependant, semble jouer contre le nouveau Premier ministre, qui, faute de soutiens au Parti conservateur, n'est pas en mesure d'en briguer la direction et doit passer, pour former son équipe, par les conditions de ceux qui lui ont permis d'obtenir le poste. D'où ce tableau, très contrasté, dressé par François Kersaudy :

Ce n'est pas un gouvernement révolutionnaire que Winston Churchill présente aux Communes le 13 mai 1940 : on y retrouve la plupart des hommes de Munich, et parmi les cinq membres du Cabinet de guerre figurent à la fois Chamberlain et Halifax, respectivement lord président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. [...] Il n'y a que sept ministres travaillistes, mais deux d'entre eux, le Lord du sceau privé Clement Attlee et le ministre sans portefeuille Arthur Greenwood sont membres du Cabinet de guerre, et deux autres occupent des fonctions essentielles : Herbert Morrison à l'Armement et Hugh Dalton à la Guerre économique. Il y a un seul libéral, le ministre de l'Air Archibald Sinclair ; c'est le

chef de son parti, mais aussi l'un des plus vieux amis de Churchill... Bien sûr, les conservateurs « dissidents » sont largement représentés : Eden à la Guerre, Amery à l'Inde, Duff Cooper à l'Information, Lord Lloyd aux Colonies, tandis que le transfuge Kingsley Wood trouve sa récompense en devenant chancelier de l'Échiquier.

Et pourtant ! Comme Hitler en 1933, dont les fidèles étaient minoritaires mais placés à des postes stratégiques, Churchill contrôle les leviers qui en temps de guerre font toute la différence.

La véritable innovation dans ce gouvernement, insiste Kersaudy, c'est la création d'un ministère de la Défense, que Churchill réclamait depuis la dernière guerre et dont il assumera lui-même la charge. Si [ses] attributions [...] n'ont pas été précisément définies, c'est justement parce qu'elles doivent connaître le moins de limites possible – car sous le contrôle purement formel du Cabinet de guerre, du Parlement et du roi, le descendant du grand Marlborough compte bien prendre en main personnellement la conduite de la guerre⁶ !

Sous le signe du chaos

Et le moins qu'on puisse dire est que celle-ci commence infiniment mal pour l'allié français ! Car si Paris a été dûment averti de l'intention de Hitler d'ouvrir les hostilités à l'Ouest en attaquant les Pays-Bas et la Belgique, il est un événement, répétons-le, que les défecteurs allemands, sincères ou non, n'ont pas évoqué, c'est la ruée des panzers sur Sedan ! Quand, à l'aube du 10 mai, ceux-ci

s'ébranlent en direction de la Meuse, la France, facteur aggravant, est sans gouvernement ! Président du Conseil depuis le 22 mars 1940, Paul Reynaud a remis sa démission la veille au président de la République, Albert Lebrun. Motif : Édouard Daladier, son prédécesseur à Matignon, resté ministre de la Défense, s'est opposé au remplacement du général Gamelin, notoirement amorphe, comme chef d'état-major. Imperturbable, lissant ses moustaches comme autrefois où l'on pouvait laisser du temps au temps, Lebrun a donc entrepris des consultations pour trouver un remplaçant à Reynaud. Mais la guerre est venue perturber son sommeil et ses plans : à la nouvelle de l'offensive, le président du Conseil a eu la « courtoisie » de reprendre sa démission, non sans s'engager à ne plus toucher un cheveu du généralissime ! Avec Gamelin, l'homme qui, en 1936, réclamait 300 000 hommes pour venir à bout de 12 batteries d'artillerie allemandes déployées en Rhénanie, nul doute possible : le pire est certain. Et il advient avec une rapidité déconcertante... y compris pour Churchill, loin d'imaginer le degré de déliquescence de l'armée française, à l'unisson du moral de ses chefs !

Le 15 mai, le nouveau *Prime Minister* est réveillé à l'aube par un coup de téléphone de Reynaud qui ne prend même pas la peine d'utiliser une ligne sécurisée^{*5} et se met ainsi en position d'être écouté par les Allemands. Le président du Conseil lui annonce tout net : « Nous sommes battus ! » Sous le choc, Churchill lui répond tout aussi spontanément : « Si vite ? » Reynaud n'a pas tort : deux jours après avoir forcé le passage de la Meuse, Guderian et Rommel ont déjà franchi 80 kilomètres vers le sud. Ce qui signifie qu'à ce rythme la Wehrmacht sera à Paris dans trois jours !

Quelques heures plus tard, l'ambassadeur américain à Paris, William Bullitt, aura le sinistre privilège d'être confronté en direct à la

panique des dirigeants français. Alors qu'il est reçu par Daladier dans son bureau de la rue Saint-Dominique, celui-ci reçoit un coup de téléphone du général Gamelin, dont on saura plus tard qu'il était en larmes. Le dialogue, immédiatement rapporté par l'ambassadeur au secrétaire d'État Sumner Welles, est édifiant :

Daladier : Non ! Ce que vous dites n'est pas possible ! Vous vous trompez ! Ce n'est pas possible ! Il faut attaquer aussitôt !

Gamelin : Avec quoi ? Je n'ai plus de réserve.

Daladier : Alors... C'est la destruction de l'armée française ?

Gamelin : Oui, c'est la destruction de l'armée française⁷.

Ébranlé mais incrédule, Churchill décide, comme toujours dans les situations de crise, d'aller se rendre compte par lui-même. Le 17 mai, après avoir accueilli à Londres la reine Wilhelmine des Pays-Bas dont le pays a capitulé quarante-huit heures plus tôt, il s'envole pour Paris malgré les objurgations de ses proches, inquiets pour sa sécurité. Et le spectacle qu'il découvre le laisse sans voix. La veille, Reynaud qui s'appropriait à abandonner la capitale avec le gouvernement a donné l'ordre de brûler les archives du Quai d'Orsay. De grands feux ont été allumés sur les pelouses du ministère, frôlées naguère par les robes du soir de Poiré et de Schiaparelli. Ces brasiers ont mis la nuit à se consumer, colorant la Seine et les nuages de l'aube de lueurs prémonitoires. Mais ce qui étonne le plus l'Anglais, c'est que son homologue français se montre à présent presque rassuré. Pourquoi ? Parce qu'on vient de l'avertir que les panzers qui avaient percé à Sedan ont maintenant bifurqué plein ouest. Paris n'est donc plus immédiatement menacée. Churchill lui fait comprendre que c'est bien pire : en fonçant vers la Manche –

qu'elle atteindra le 20 mai –, la Wehrmacht est tout simplement en train d'encercler le gros de l'armée française, qui, conformément aux plans arrêtés de longue date, est entré en Belgique !

En reprenant son avion au Bourget, le Premier ministre est délesté de ses dernières illusions sur la manière dont le gouvernement français s'est préparé au choc. Le lendemain, les nouvelles de Paris ne sont pas pour le rassurer : le 18 mai, Reynaud, qui ne sait plus à quel saint se vouer, a rappelé de Madrid Philippe Pétain, le « vainqueur de Verdun », et de Beyrouth Maxime Weygand, l'ancien bras droit de Foch. D'ambassadeur de France en Espagne, Pétain, quatre-vingt-quatre ans, devient vice-président du Conseil avec pour mission de remettre au goût du jour son mot d'ordre mythique de 1916 : « On les aura ! »

Partisan inconditionnel de la stratégie défensive, d'où sa rupture avec le colonel de Gaulle, adepte des blindés ^{*6}, le Maréchal est tout sauf l'homme de la situation. Ministre de la Guerre en 1934, il avait interrompu la construction de la ligne Maginot aux confins du massif des Ardennes, réputé infranchissable par des éléments motorisés. Et pour justifier sa position, il avait eu ce mot : « Et s'ils essaient, on les pincera à la sortie ⁸. » Le général Corap ^{*7} n'a « pincé » personne. Et c'est son successeur, le général Giraud, qui, le 19 mai, est fait prisonnier à Wassigny (Aisne) par les troupes du général von Kleist. Quant à Weygand, soixante-quatorze ans, qui rêvait, voici encore quelques semaines, d'ouvrir un second front contre l'Union soviétique pour s'emparer des pétroles du Caucase ^{*8}, il est nommé généralissime. Et prié de mettre son inventivité stratégique au service d'un objectif moins périphérique et nettement plus urgent : sauver de l'anéantissement une armée qui, en huit jours de combats, a déjà perdu 20 de ses 86 divisions en ligne...

Mais Pétain et Weygand ont-ils davantage envie de se battre que les malheureux « poilus » transformés en proies offertes par l'impéritie de leurs chefs ? Ce qu'ils veulent, c'est faire de la politique. Autrement dit : faire cesser une guerre qu'ils considèrent comme perdue tout en profitant de la déliquescence du pouvoir pour en récupérer les manettes. Et ils ne se privent pas de le dire aux Américains qui le répètent aux Britanniques. Dès le 4 juin, lors d'un déjeuner en tête à tête avec l'ambassadeur des États-Unis – soit huit jours avant que le mot d'armistice ne soit prononcé pour la première fois, en Conseil des ministres –, Pétain lui explique que la guerre est perdue et que les Anglais ne tarderont pas à traiter avec Berlin. Il va même jusqu'à prédire, rapporte Bullitt dans une dépêche adressée au secrétaire d'État Cordell Hull, la formation d'un gouvernement d'obédience hitlérienne, avec à sa tête « un leader du parti fasciste britannique » (*a British Government under a British Fascist leader*)⁹ ! En conséquence, il est devenu inutile, conclut-il, de faire couler le sang français, et urgent de négocier une paix honorable.

À Londres, la situation n'est guère plus encourageante. Pendant que Churchill était à Paris, un Comité de guerre présidé par Chamberlain, devenu le deuxième personnage du gouvernement, s'est réuni le 17 mai, puis un autre le 19 en présence du Premier ministre. À l'ordre du jour : une question posée par Lord Gort, commandant du BEF, autrement dit le corps expéditionnaire britannique en France (*British Expeditionary Force*), composé de 10 divisions encore intactes : faut-il ou non rembarquer en masse ? Neuf jours après le début de la guerre éclair, le gros de cette force est en passe de se faire encercler, mais, comme le rappelle justement François Delpla, le littoral est encore entièrement libre au sud d'Anvers. « D'un point de vue strictement militaire, note-t-il, le retard de ce rembarquement est une absurdité. Il est d'ailleurs

probable que le plan nazi, adopté sous le ministère Chamberlain, ait spéculé que, pendant la descente rapide des blindés le long de l'Aisne et de la Somme, consécutive à la percée de Sedan, les Anglais amorceraient un repli vers les ports puis s'embarqueraient, pendant que les Français n'auraient même pas l'idée d'une échappatoire maritime et lanceraient, en se repliant, des contre-attaques de plus en plus impuissantes¹⁰. »

Mais faut-il rappeler que Churchill n'est pas Chamberlain ? Il ne fait aucun doute dans son esprit que si le corps expéditionnaire britannique déserte le champ de bataille sans avoir combattu, il enverra à Hitler le signal qu'il attendait : l'acceptation implicite d'une paix séparée tandis que l'armée française achèvera de se faire tailler en pièces. Il ne doute pas qu'au sein du Comité de guerre beaucoup, à commencer par Halifax, étrangement silencieux, n'attendent que cela pour relever la tête. Mais le Vieux Lion estime disposer d'une ultime fenêtre de tir avant que la situation ne devienne désespérée : il demande donc de reconsidérer la situation d'un point de vue psychologique. Rembarquer, c'est non seulement condamner l'allié français à une défaite certaine et non plus probable, mais aussi et surtout faire litière de l'honneur britannique, ciment du Commonwealth. On ne se replie pas sans combattre ! L'argument porte : ordre est donné à Gort de se mettre à la disposition de Weygand, qui a promis de lancer une contre-offensive pour rétablir la jonction entre les troupes alliées engagées en Belgique et celles combattant sur le front de la Somme.

Mais le chaos progresse plus vite que les plans d'état-major. Fixée au 21 mai, la réunion au sommet prévue à Ypres entre les commandements français, britannique et belge tourne court. Gort n'a pas été prévenu à temps, Weygand ne s'y est pas rendu car son avion a failli être abattu. Seuls y participent le roi Léopold de

Belgique, dans un état d'hébétude qui anticipe sa décision, une semaine plus tard, de capituler, et le général français Billotte, qui, le soir même, se tue dans un accident de voiture... Le 22 mai, une contre-offensive franco-britannique visant à protéger Arras échoue : le 23, Guderian est sous les murs de Calais qui sera évacuée trois jours plus tard. En théorie, le piège s'est refermé sur les Britanniques.

Et pourtant, le 24 mai, tombe le fameux *Haltbefehl* (l'« ordre d'arrêt ») du Führer, qui consterne ses généraux, à commencer par Guderian et Rommel, lesquels se voyaient déjà capturer l'intégralité du corps expéditionnaire britannique. Sur le terrain, pourtant, cette décision, de prime abord incompréhensible, n'éclipse pas l'autre nouvelle du jour : le percement, à Courtrai, du front tenu par les Belges, à une soixantaine de kilomètres à l'est de Dunkerque. Ajoutée au fait que la contre-offensive promise par Weygand à partir de la Somme n'est toujours pas déclenchée, cette menace de voir le corps expéditionnaire privé d'issues de secours pour regagner l'Angleterre convainc le Premier ministre d'autoriser l'évacuation qu'il a pris le risque inouï de refuser quatre jours plus tôt. Pourquoi avoir perdu tant de précieuses heures alors qu'il savait Hitler en capacité, dès le 20 mai, de capturer le gros de l'armée britannique ? Et pourquoi Hitler, qui jusqu'alors a triomphé de tous les obstacles, à commencer par la prudence de son état-major, décide-t-il de surseoir à son triomphe en s'arrêtant devant Dunkerque ? Ces deux questions, indissolublement liées, constituent la double face d'une même énigme... dont les clés sont tout sauf militaires.

« Sur le sable de Dunkerque... »

Avant d'entrer dans le vif du sujet, un point d'historiographie s'impose. Jusqu'à la fin des années 1980, une seule interprétation avait cours s'agissant du *Haltbefehl*, dont l'aspect décisif ne retenait guère l'attention : alerté par le général von Kleist quant à l'usure subie par ses blindés, Hitler aurait préféré attendre quelques jours avant de passer à la phase finale. Variante : il aurait, en outre, craint de voir les panzers s'enliser dans les marais flamands, où il avait lui-même combattu en 1914-1918. Dès l'après-guerre, cette thèse avait pourtant du plomb dans l'aile.

C'est en effet au procès de Nuremberg que fut évoqué pour la première fois, par le général Jodl, numéro deux de l'OKW^{*9}, le seul vrai motif recevable du *Haltbefehl* : « Le Führer voulait conclure une paix générale sur le sable de Dunkerque. » Un témoignage corroboré par tous les témoins qu'a interrogés l'immense historien militaire britannique Sir Basil Liddell Hart pour son ouvrage *The Other Side of the Hill*¹¹. Par exemple le général Gunther Blumentritt, qui, en mai 1940, dirigeait les opérations du groupe d'armées A, sous la direction de Rundstedt. Voici ce qu'il dit de l'état d'esprit du Führer le 24 mai à 12 h 30, juste après qu'il a transmis – en clair et non en code, afin que les Alliés puissent l'intercepter et en avoir aussitôt connaissance ! – son fameux ordre d'arrêt^{*10} :

Hitler était de très bonne humeur ; il reconnut que la campagne « tenait du miracle » et que la guerre serait finie dans six semaines. Après quoi, il conclurait une paix raisonnable avec la France et serait alors libre de s'entendre avec la Grande-Bretagne. À notre grand étonnement, il se mit à nous parler en termes élogieux de l'Empire britannique, de

l'utilité de son existence et de la civilisation introduite par la Grande-Bretagne dans le monde. Il remarqua, en haussant les épaules, que son empire avait été édifié à l'aide de procédés souvent audacieux : mais « on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs ». Il compara l'Empire britannique à l'Église catholique, les estimant tous les deux des éléments de stabilité indispensables au monde. Il ajouta qu'il demanderait seulement à la Grande-Bretagne de reconnaître la position allemande sur le continent. Le retour des colonies perdues par l'Allemagne serait souhaitable, mais non essentiel, et il offrirait même à l'Angleterre, en cas de difficulté, où que ce soit, le soutien de ses propres armées. Les colonies, dit-il, ne constituaient qu'une question de prestige, puisqu'on ne pouvait les garder pendant une guerre et que, de toute façon, peu d'Allemands supportaient le climat des tropiques. En concluant, il affirma désirer une paix avec l'Angleterre sur des bases que celle-ci accepterait comme compatibles avec son honneur. Le maréchal von Rundstedt, toujours partisan d'une entente avec la France et l'Angleterre, exprima sa satisfaction et, plus tard, après le départ de Hitler, s'exclama, en poussant un soupir de soulagement : « Bon ! S'il ne veut rien d'autre, nous aurons enfin la paix ! »

Puis survint, en 1956, le livre du général Goutard, *La Guerre des occasions perdues*¹², qui démontra la pauvreté de l'argument tactique lié aux « marécages flamands » et à l'usure du matériel roulant. Il rappelle d'abord que ces marais censés ralentir la Wehrmacht n'existaient plus en 1940 : ils avaient été transformés en polders. Même inondés – et encore, incomplètement – au premier jour de l'attaque allemande, ils étaient désormais sillonnés de routes

que pouvaient parfaitement emprunter les panzers. On sait ensuite que le matériel neuf demandé par Kleist lui a été dépêché l'après-midi même du 24 mai. Dès le lendemain, témoignera en 1950 le général Blumentritt, « le nombre de nos chars en état de marche devant Dunkerque était à nouveau en augmentation¹³ ». Il n'y avait donc, pour la Wehrmacht, aucune raison objective de marquer le pas. Tout militait au contraire pour la lancer dans une bataille d'encerclement et d'anéantissement telle que la rêvait Hitler, exercice dans lequel elle excellera, pendant l'été de 1941, dans les plaines d'Ukraine et de Biélorussie.

Pourquoi ces arguments qui « collent » parfaitement avec ce qu'on sait de la stratégie internationale de Hitler n'ont-ils pas davantage retenu l'attention ? Nul doute qu'en 1945 la découverte des camps de la mort préoccupait davantage les opinions publiques saisies d'horreur que des informations de cet ordre, fussent-elles décisives pour la compréhension des événements. Il faudra attendre 1990 pour qu'une nouvelle génération d'historiens s'intéresse de près à la question, grâce, notamment, à l'ouverture progressive des archives britanniques et françaises.

L'avancée la plus significative est la découverte, par l'historien britannique John Costello, dans celles de Paul Reynaud d'une note en date du 20 mai émanant de son cabinet diplomatique. Objet : « Offres éventuelles de paix de l'Allemagne. » Il en ressort que, Chamberlain *regnante*, Raoul Nordling, consul de Suède à Paris, et son compatriote Birger Dahlerus, proche ami de Göring, avaient, deux semaines plus tôt – soit le 6 mai, quatre jours avant le déclenchement de l'offensive à l'Ouest –, proposé un plan de paix au numéro deux du Reich.

Le lieutenant du Führer, écrit le rédacteur de la note, a exprimé l'avis que toute paix était impossible dans les conditions qui régnaient alors. Il a ajouté cependant que *si la guerre était portée en Belgique et si l'armée allemande parvenait à s'emparer de la côte belge et de Calais*^{*11}, le Führer ferait une proposition de paix. Il demanderait l'annexion d'Eupen, de Malmédy, du bassin de Briey^{*12}, ainsi que l'attribution de colonies au Reich. Pour le reste, il se contenterait, dans l'ensemble, du maintien du statu quo avant les hostilités. Si la France repoussait ces propositions, la guerre serait étendue aux populations civiles et le peuple français « apprendrait ce qu'il en coûte d'être mal dirigé »¹⁴.

« *Si la guerre était portée en Belgique et si l'armée allemande parvenait à s'emparer de la côte belge et de Calais* »... Comment ne pas voir, dans cette hypothèse en forme d'avertissement, l'anticipation du marché implicite que Hitler propose aux Alliés, et spécialement aux Britanniques (auxquels il ne réclame rien, contrairement aux Français), en arrêtant ses chars, le 24 mai, à 20 kilomètres des côtes de la Manche : la paix à ses conditions ou la destruction immédiate ? « L'arrêt devant Dunkerque, estime François Delpla, qui, en 1998, a consacré un ouvrage entier à la question du *Haltbefehl*¹⁵, c'est le geste du propriétaire qui a lâché un bouledogue sur le voleur et le retient à quelques centimètres de sa gorge, en attendant qu'il s'avoue vaincu¹⁶. » Surtout, comment accepter l'hypothèse selon laquelle Halifax, presque aussi lié avec Dahlerus que celui-ci l'est avec Göring, n'ait pas été le premier et principal destinataire de cette ouverture dont Reynaud n'a été informé qu'une fois l'attaque déclenchée ? Malheureusement, les preuves manquent pour l'attester. Ici, une « curiosité » de taille : les

dossiers relatifs aux relations anglo-suédoises pour les années 1939 et 1940 ont été détruits non par les bombardements allemands, mais, comme l'indique le guide imprimé des archives de l'État britannique relatives à la Seconde Guerre mondiale, « devant la menace d'une invasion ennemie » ! Commentaire de Delpla, auquel il est difficile de ne pas souscrire : « Voilà un cas, peut-être unique au monde, de destruction sélective dans l'urgence¹⁷ ! »

S'il n'existait qu'une seule preuve démontrant que le ministre des Affaires étrangères, atone depuis le 10 mai, était dans le secret de l'opération Göring-Dahlerus, et qu'il en a sciemment dissimulé l'existence au chef du gouvernement, son dynamisme retrouvé à partir du *Haltbefehl* suffirait à faire douter de sa loyauté. Seule chose certaine : dès l'arrêt de la Wehrmacht devant Dunkerque, Halifax se met à jouer sa propre partition, comme s'il s'agissait du signal qu'il attendait pour peser de tout son poids contre Churchill et le pousser vers la sortie.

Que tente-t-il en effet, dès le samedi 25 mai au matin ? Rien d'autre que de conclure une paix séparée avec l'Allemagne, *via* Mussolini ! Au Conseil des ministres, il annonce à la stupéfaction générale que des conversations sont en cours avec l'ambassadeur d'Italie Giuseppe Bastianini pour savoir à quelles conditions son pays accepterait de ne pas entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne. Churchill ne s'y oppose pas, même s'il sait qu'il est trop tard pour séparer le Duce du Führer, comme il l'avait souhaité si ardemment dans la décennie précédente. Mais voici que, dans la soirée, le chef du Foreign Office outrepassé clairement son mandat en convoquant Bastianini dans son bureau pour lui demander que le dictateur italien organise, comme à Munich en septembre 1938, une conférence générale de paix... Non plus cette fois pour la sauver, mais pour la rétablir. On comprend mieux pourquoi *Holy Fox*, deux semaines plus

tôt, s'était dérobé devant l'occasion de succéder à Chamberlain. Son heure n'était pas encore venue. Cette fois, estime-t-il, elle a sonné.

Le lendemain, 26 mai, il ment effrontément au Cabinet en prétendant qu'il a rencontré Bastianini à la demande de ce dernier, qui aurait évoqué le premier l'idée d'une conférence de paix. Mais il prend également le risque de se découvrir en déclarant : « La question n'est plus d'infliger à l'Allemagne une défaite totale mais de sauvegarder l'indépendance de notre empire et, si possible, de la France. » Pour Churchill, le moment est critique. Ébranlée par l'offensive impromptue de son ministre, sa position est affaiblie de l'extérieur par un fait majeur survenu à Paris (d'où l'expression « si possible » employée par Halifax s'agissant du maintien de la souveraineté française) : pour la première fois, l'éventualité de déposer les armes a été évoquée par Weygand au Comité de guerre du 25 mai réuni à l'Élysée sous la présidence de Lebrun. Son obsession : conserver suffisamment de troupes pour maintenir l'ordre face à ce que le généralissime craint infiniment plus que l'occupation allemande, à savoir une sédition communiste qui n'existe que dans son imagination. « Quels troubles ne se produiraient pas si les dernières forces organisées, c'est-à-dire l'armée, venaient à être détruites¹⁸ ? » a-t-il lancé devant le gouvernement atterré, non sans se faire l'écho de rumeurs inventées de toutes pièces sur des actes de sabotage à l'arrière du front^{*13}.

Et voici que, le lendemain, Paul Reynaud arrive à Londres pour les relayer ! Y croit-il lui-même ou espère-t-il transformer ces « bobards » (on ne parlait pas encore de *fake news*) en moyens de pression pour convaincre les Britanniques que la partie est perdue ? « Révolution possible-probable. Facteur ignoré chez vous. Garder les moyens militaires de la réprimer » peut-on lire dans le mémorandum qu'il a préparé pour son entrevue avec Churchill¹⁹. À son

collaborateur Roland de Margerie, dont les souvenirs publiés en 2010 achèvent de ruiner la légende d'un Reynaud résistant de toutes ses forces aux défaitistes, ce dernier confie au même moment : « La situation militaire est à peu près désespérée. D'ici quelques jours l'armée française subira avec les 50 divisions qui lui restent l'assaut de 150 divisions allemandes. Une telle disproportion de forces rend la résistance à peu près inutile et, en tout cas, la défaite assurée. Or, en France, les désastres militaires s'accompagnent toujours de troubles révolutionnaires. Pourquoi ne pas chercher à sauver ce qui peut encore être sauvé et pourquoi ne pas traiter pendant qu'il en est encore temps²⁰ ? »

Il faut dire que Reynaud a été dûment cadré par Pétain et Weygand avant de s'envoler pour Londres. Le matin même, le Maréchal lui a fait tenir cette note destinée à éclairer sa position sur la cessation souhaitable des hostilités, texte d'où, déjà, émerge cette « rhétorique expiatoire de la défaite » (Claude Quétel) à l'origine du régime de Vichy : « Il est indispensable que l'admiration de notre peuple pour son armée soit sauvegardée. L'armée est le rempart matériel et moral du pays. Dans la paix comme dans la guerre, elle représente ce qu'il y a de meilleur dans la nation. [...] Ainsi, le pays tout naturellement oublie les fautes qu'il a et que nous avons tous commises pendant vingt-deux ans, ce goût de la vie tranquille, cet abandon de l'effort qui nous ont amenés là où nous sommes, bien plus que les défaillances individuelles. [...] C'est pourtant le *mea culpa* que nous devons faire si nous voulons être sauvés²¹. »

Pendant que Reynaud s'entretient avec Churchill, Weygand cite devant plusieurs témoins, dont l'ambassadeur Bullitt et le chargé d'affaires américain à Paris Anthony Biddle, l'exemple des sénateurs romains qui, en 390 av. J.-C, attendirent stoïques l'entrée des Gaulois dans Rome... avant de se faire massacrer ! Témoin privilégié

de ces heures, le directeur de cabinet de Paul Reynaud, Dominique Leca, décrypte, dans son éphéméride, le calcul de Pétain et de Weygand : « 1°) L'armée peut sauver l'honneur sur la Somme, mais rien de plus ; 2°) le gouvernement devrait avoir la dignité, ainsi que les députés et les sénateurs, d'attendre l'ennemi dans Paris, ville ouverte. Et le général (Weygand) de citer Tite-Live. Arrière-pensée fort transparente : une autorité militaire garante de l'ordre public enterrera solennellement la "gueuse" déshonorée²². » L'épure, en somme, de ce qu'il adviendra, un mois et demi plus tard, au casino de Vichy.

En apparence, la situation politique de Churchill est donc désespérée. Ses trois paris fondateurs sont en passe d'être perdus : en dépit des applaudissements qui ont accueilli, aux Communes, son célébrissime discours inaugural du 13 mai sur « le sang et les larmes^{*14} », la majorité du Cabinet récuse sa volonté de résistance à outrance en penchant du côté de la solution négociée proposée par Halifax ; l'allié français qu'il a tout fait pour maintenir hors de l'eau – c'est le cas de le dire – en refusant de rembarquer quand il en était encore temps ne pense qu'à déposer les armes ; enfin, le corps expéditionnaire censé lui porter secours est lui-même en position d'être anéanti sur place. En face, tout sourit à Hitler : la France s'effondre, l'Angleterre semble prête à négocier... Et Churchill, sa bête noire, peut, d'un moment à l'autre, être renversé.

Et pourtant, le 27 mai, le sort hésite puis se retourne lentement en faveur de l'Anglais... grâce à son ennemi Halifax qui a choisi le mauvais cheval pour arriver à ses fins, à savoir l'Italie ! On se souvient en effet que, depuis l'entrevue Hitler-Mussolini du 18 mars précédent^{*15}, le Duce a diamétralement changé ses plans : lui qui, jusqu'alors, ne pensait qu'à mettre fin au conflit – entre autres parce qu'il savait son pays hors d'état d'y participer – a été convaincu par

son mauvais génie que des récompenses l'attendaient s'il entrait en guerre à ses côtés. Comptant sur l'efficacité désormais attestée de la Wehrmacht pour se voir offrir, sans prendre lui-même le moindre risque, la Corse, Nice, la Savoie, Djibouti et la Tunisie – et demain, pourquoi pas, Malte et l'Égypte, aux dépens des Anglais –, il fait la sourde oreille aux ouvertures d'Halifax transmises par Bastianini et s'abstient donc d'en parler à Hitler. Sa décision est prise : quand l'ennemi sera suffisamment affaibli, il déclarera la guerre à la France et à la Grande-Bretagne. Entre le 5 et le 10 juin, a-t-il même précisé au Führer... De même que Churchill a pris un risque considérable – vital, même – en retardant au maximum le rembarquement du corps expéditionnaire afin de signifier à Hitler qu'une rupture de l'alliance franco-britannique pour cause de paix séparée ne serait jamais du fait de l'Angleterre, de même le Führer en a-t-il pris un, moins spectaculaire mais tout aussi osé, en instrumentalisant Mussolini en guerrier, alors qu'il lui aurait été infiniment plus utile de l'utiliser, comme à Munich, en « faiseur de paix ».

Halifax, qui, pas plus que Churchill, n'imaginait cette nouvelle distribution des rôles née dans le secret de l'entrevue du Brenner, a donc frappé à la mauvaise porte. Il aurait demandé à Dahlerus et aux Suédois de pousser plus avant les discussions entamées avec Göring que Hitler eût été aussitôt averti et se fût sans doute empressé d'y donner suite. Mais la félonie d'Halifax n'est pas exempte de prudence. S'il a choisi le canal du Duce – sans dire d'emblée, rappelons-le, qu'il s'agissait d'ouvrir des négociations de paix, mais en évoquant seulement la nécessité de consolider la non-belligérance italienne –, c'est parce qu'il sait que Churchill ne peut s'opposer à une telle tentative, même s'il la considère comme vaine. S'il s'était, en revanche, adressé à Dahlerus, si proche de Göring et des nazis, son intention de faire la paix aurait été irrémédiablement

dévoilée. Or Churchill, en même temps qu'il brûlait ses vaisseaux en choisissant de se battre jusqu'au bout sur le continent, a pris une mesure, là encore toute psychologique, qui n'a guère rassuré Halifax : il a jeté en prison tous ceux qui, depuis le 3 septembre 1939, donc en dépit de l'état de guerre, persistaient à prôner la paix avec Hitler ! En un mot comme en cent, il a fait d'eux des traîtres potentiels et les a traités en criminels.

Comment ne pas souligner une fois de plus la redoutable habileté de Churchill, champion des stratégies indirectes destinées à paralyser l'adversaire dès lors que lui-même n'est pas en position de force ? Quand, le 22 mai 1940, il fait adopter aux Communes un *Emergency Powers Act* – en l'occurrence le *Defence Regulation 18B* – permettant au gouvernement d'incarcérer ou de placer en résidence surveillée tout individu jugé dangereux pour la sécurité du pays, qui vise-t-il en réalité ? Les fascistes anglais, qui ne rencontrent plus guère de soutien dans l'opinion, ou ceux qui, dans les allées du pouvoir, et en particulier au sein de son propre gouvernement, rêvent plus que jamais de traiter avec l'Allemagne ? Évidemment les seconds, mais aussi – formidable audace ! – un personnage qu'il estime le meilleur allié américain de Hitler sur le sol britannique : rien de moins que l'ambassadeur des États-Unis à Londres depuis janvier 1938, Joseph Kennedy, père du futur président.

Intimider pour survivre

Le 20 mai, deux jours avant d'envoyer derrière les barreaux, à grand renfort de publicité, quelque 3 000 membres de l'Union des fascistes britanniques, à commencer par leur chef Oswald Mosley et

son épouse Diana, coupables d'avoir multiplié les appels à cesser les hostilités avec l'Allemagne, le Premier ministre a déclenché une opération destinée à rester secrète – *sauf* pour la Maison-Blanche : l'arrestation d'une « taupe » soupçonnée de transmettre des renseignements à Berlin... depuis l'ambassade des États-Unis à Londres ! Né en 1911 à Yinkou (Mandchourie), cet espion présumé s'appelle Tyler Kent et occupe le poste stratégique de responsable du chiffre. Par lui transitent, *via* le cryptographe M-138 – considéré comme la machine à coder la plus performante du monde avec Enigma, son équivalent allemand –, tous les messages adressés par Joseph Kennedy au président Roosevelt, au secrétaire d'État Cordell Hull ou à son adjoint Sumner Welles. Mais aussi les échanges directs entre le président américain et le Premier ministre britannique, sans parler des instructions envoyées par le Département d'État à toutes les légations américaines de la planète. Or depuis huit mois, le MI5 a acquis la preuve que ces messages sont systématiquement interceptés par Kent qui en conserve les copies chez lui. Chamberlain le sait, Churchill aussi. Et pour cause puisque, deux ou trois fois par semaine, des agents britanniques s'introduisent dans l'appartement privé du chiffreur, 47, Gloucester Place, pour les photographier et les transmettre *illico* à Downing Street !

Est-on certain, pour autant, que Kent en ait *personnellement* fait profiter Berlin ? Plus de quatre-vingts ans après les faits, rien ne l'atteste, si ce n'est le rapport remis à l'ambassadeur Kennedy par le chef du MI5, Guy Liddell. Lequel n'a jamais offert d'autre preuve que sa parole ! L'étude la plus fouillée et la plus rigoureuse menée à ce jour sur cette ténébreuse affaire l'a été par le regretté John Costello, qui, en 1982, a longuement rencontré Tyler Kent aux États-Unis, après avoir consulté tous les documents déclassifiés disponibles. Et voici ce qu'il a découvert. En premier lieu, Kent conservait chez lui,

en toute illégalité, 2 000 copies de câbles *top secret* portant essentiellement sur les relations anglo-américaines ; aucun doute non plus sur ses convictions antisémites, qu'il revendiquera jusqu'à sa mort en 1988, ni sur son appartenance au *Right Club* du député conservateur Archibald Ramsay^{*16} dont la liste des membres, consignée dans un cahier rouge trouvé à son domicile, lui avait été confiée par ce même Ramsay, qui espérait la sanctuariser grâce à l'immunité diplomatique de Kent.

Autre fait établi : quand ce dernier est arrêté, il n'en est pas à ses débuts d'intercepteur-receleur. Avant de prendre son poste à Londres, en octobre 1939, il s'est fait la main à Moscou où il occupait déjà les fonctions de chiffreur et plaçait non moins systématiquement du papier carbone sous les messages en clair qu'on lui demandait de crypter et sous la « traduction » de ceux qu'il décodait. Le FBI l'avait alors soupçonné d'espionnage au profit de l'Union soviétique, mais l'enquête avait conclu à une simple manie. Imagine-t-on que, dans le cas contraire, on l'aurait simplement déplacé d'URSS en Grande-Bretagne sans rien changer à ses attributions ?

Ce précédent même jette un doute sur ses activités supposées d'agent allemand. Mais pas d'activiste d'extrême droite puisque, de son propre aveu, les documents qu'il détournait étaient destinés au « parti de la paix » avec l'Allemagne, en particulier à Ramsay. Lequel n'a pas davantage caché qu'il entendait s'en servir pour démontrer à l'opinion publique britannique que Churchill harcelait Roosevelt pour le convaincre d'entrer en guerre contre Hitler.. De l'Anglais ou de l'Américain, s'interroge cependant Costello, lequel aurait été le plus gêné par ces révélations ? Roosevelt, bien entendu, qui, au fil de ses messages à Churchill, dissimule de moins en moins son intention d'aider la Grande-Bretagne puis, le moment venu, d'entrer en guerre

à ses côtés. Une résolution qu'il ne peut se permettre de laisser transparaître publiquement, lui qui, à l'automne de 1940, s'apprête à briguer un troisième mandat et doit, dans cette perspective, impérativement ménager la majorité isolationniste du Congrès américain !

Or, l'ambassadeur Joseph Kennedy campe lui-même sur des positions qui vont très au-delà de l'isolationnisme : il admire presque ouvertement l'Allemagne hitlérienne et ne cesse d'adresser à la Maison-Blanche des rapports tendant à démontrer que la domination du Reich sur l'Europe est inéluctable et la défaite de l'Angleterre inscrite dans le ciel^{*17}. Surtout, lui qu'on présentait, sous Chamberlain, comme un « membre honoraire » du gouvernement de Sa Majesté est désormais « snobé » par Churchill, envers lequel il nourrit, en retour, une haine tenace. Cet homme-là, écrit Kennedy à Cordell Hull, n'est « pas digne d'être Premier ministre ». Il « boit des deux mains » et ne pense « du matin au soir, qu'à incendier le continent ». Ni plus ni moins ce que dit Hitler de l'intéressé dans chacun de ses discours ! Avec, dans la bouche de l'ambassadeur, une dimension supplémentaire, aussi personnelle qu'inavouable : s'opposer à une restructuration générale de l'Europe sous l'égide du Führer va à l'encontre du grand dessein de Kennedy, à savoir une coopération financière accrue entre les États-Unis et l'Allemagne. Cette idée fixe, poursuivie de concert avec ses amis James D. Mooney, vice-président de General Motors^{*18}, et Emil Puhl, nouveau président de la Reichsbank^{*19}, est inséparable d'un autre projet : succéder à Roosevelt en 1940 ou, à tout le moins, empêcher sa réélection ! Quand, en décembre 1937, ce dernier l'avait nommé ambassadeur à Londres – le poste le plus prestigieux de la diplomatie américaine, dont cinq titulaires, depuis sa création, étaient entrés à la Maison-Blanche –, le *New York Daily News* l'avait

présenté comme « le prince héritier du régime Roosevelt ». Les bruits de bottes en Europe n'avaient pas encore convaincu le Président, qui entamait tout juste son deuxième mandat, d'en briguer un troisième, et le destin de Kennedy, de fait, semblait tout tracé. Mais, au printemps de 1940, on n'en est plus là. Non seulement Roosevelt est en piste pour rester au pouvoir, ce qui barre objectivement la route à l'ambassadeur-homme d'affaires, mais leurs divergences ne cessent de s'accroître s'agissant de la politique européenne. Au point que des rumeurs prêtent à Kennedy l'intention de soutenir, à l'élection présidentielle, le transfuge du Parti démocrate Wendell Willkie, tout juste passé chez les républicains et qui sera bientôt désigné comme challenger du président sortant ^{*20} !

D'où la thèse défendue par John Costello : depuis l'automne de 1939 et la décision de Roosevelt de se représenter, Kennedy a décidé de lui nuire par tous les moyens. Au point d'offrir aux nazis des renseignements ultrasensibles. Tandis que Tyler Kent se contentait de transmettre les documents qu'il détournait à ses amis du *Right Club*, un autre que lui en faisait parvenir certains à Berlin, affirme l'historien anglais. Et il ne peut s'agir, selon lui, que du bras droit de l'ambassadeur, le sulfureux Edward Moore, dit « Eddy », exécuteur des basses œuvres de Joe Kennedy depuis leurs premiers pas, quarante ans plus tôt, dans la spéculation immobilière et le délit d'initié ^{*21}.

Un indice accable Moore et, avec lui, son patron : les seules dépêches entrées effectivement en possession des nazis ^{*22} sont celles écrites ou reçues par Kennedy. Autre coïncidence, et non des moindres : à peine l'arrestation de Kent est-elle signifiée à l'ambassadeur que celui-ci organise en catastrophe l'exfiltration de Moore par le premier avion pour le Portugal, d'où il gagnera les États-Unis par bateau. « Considérant la façon dont Scotland Yard s'y

est pris pour confondre Kent, (Kennedy) ne tient pas à voir son plus proche collaborateur soumis à un interrogatoire et inculpé d'atteinte à la sûreté de l'État », écrit Costello. Mais ce n'est pas tout : « Il s'empresse d'entasser un certain nombre de documents pour les expédier aux États-Unis par la valise diplomatique. Le bordereau d'expédition de l'ambassade mentionne qu'il s'agit de "lettres personnelles et de divers colis" adressés à son ami Paul Murphy "pour qu'il les garde au Département d'État jusqu'à ce que la guerre soit finie"²³. »

Grâce aux travaux exceptionnels de Costello, corroborés par ceux, ultérieurs, de Lukacs puis de Delpla, on peut avancer quatre conclusions. *Primo* : le MI5 a pris conscience très tôt que si Tyler Kent était potentiellement dangereux, il ne travaillait pas directement pour les Allemands, ce qui explique qu'on ait attendu huit mois pour le mettre hors circuit^{*23}. *Secundo* : ce délai a permis à l'Intelligence Service d'infiltrer le *Right Club* et de monter un dossier contre ses membres, désignés au moment opportun à l'opinion publique comme une cinquième colonne, plus redoutable encore que les fascistes de Mosley. *Tertio* : l'arrestation d'Archibald Ramsay a frappé de panique ses collègues parlementaires favorables à une paix de compromis avec Hitler et, au-delà, certains représentants de l'*establishment* sommés de cesser leurs manœuvres, à moins de se voir désignés comme traîtres à leur patrie. *Quarto* : l'enquête menée sur Kent a permis de prendre toute la mesure de l'influence délétère de l'ambassadeur Kennedy non seulement sur l'échiquier européen, mais aussi sur la scène politique intérieure américaine. Discrédité par l'arrestation de son « chiffreur » et craignant, à chaque instant, que ne soit révélé à Roosevelt le rôle joué par son complice « Eddy » Moore, le diplomate félon n'aura de cesse, désormais, de se faire oublier. Il reportera ses ambitions présidentielles sur son fils Joseph

Jr. puis, ce dernier disparu en 1944^{*24}, sur John, qui accédera à la Maison-Blanche en 1961.

« Dynamo », une défaite transformée en gage de victoire

C'est dire si Churchill, qui joue au poker avec Hitler au risque de laisser capturer le corps expéditionnaire anglais encerclé autour de Dunkerque, n'en oublie pas l'art des échecs, tout de calcul et d'anticipation ! Le coup de poker, c'est la rançon de l'urgence : l'unique solution pour démontrer au Führer que Londres n'abandonne pas l'allié français tout en poussant les partisans d'une paix séparée à s'identifier. La stratégie échiquéenne est conçue, au contraire, pour attirer progressivement mais inéluctablement Roosevelt dans la guerre, tant il est vrai que, sans l'aide logistique des États-Unis, la Grande-Bretagne ne pourra résister longtemps. Faire valoir au président américain que Londres peut, à tout moment, révéler les liaisons dangereuses de l'ambassadeur Kennedy avec l'Allemagne, c'est aussi exercer une forme de chantage sur l'hôte de la Maison-Blanche. « Pendant six mois [NDA : jusqu'à la présidentielle de novembre 1940], le chiffreur américain détenu au secret en Grande-Bretagne fera office de grenade dégoupillée, écrit John Costello. Mais une grenade que Churchill serrait fermement dans sa main, en toute connaissance de cause²⁴. »

Face à Halifax, en revanche, le Premier Britannique pratique plutôt le trictrac, ce jeu où le hasard (et si possible la chance !) équilibre la stratégie. Comme il ne dispose pas d'arguments pour s'opposer durablement à des négociations qui, dans la perspective où la France déposerait les armes, préserveraient « l'indépendance

de l'empire » selon les termes employés le 26 mai par Halifax, il tente de gagner du temps. Il parvient ainsi, le mardi 28 mai, à arracher un compromis au Cabinet de guerre : qu'on attende de voir comment se solde l'évacuation du corps expéditionnaire, avant d'évoquer à nouveau l'hypothèse de négociations et de s'engager sur une « pente glissante » (*on a slippery slope*). Du succès ou de l'échec de ce nouveau pari, encore plus risqué que tous les autres, tout dépend désormais, tant il est vrai, comme le résume François Delpla, qu'« à ce moment, Hitler a frôlé la victoire et Churchill la mort politique ». Sans entrer dans le détail des discussions dramatiques qui eurent lieu ce jour-là – et dont beaucoup d'aspects nous échappent tant les archives comportent encore de lacunes et de procès-verbaux censurés –, qu'on retienne seulement l'appui décisif offert par Chamberlain à la proposition Churchill. Un coup de pouce déterminant qui explique l'incroyable aménité dont le descendant de Marlborough fera preuve, dans ses *Mémoires*, à l'endroit de son vieil adversaire dont il avait si longtemps flétri la politique mais qui, à l'heure décisive, lui rend un service signalé.

Rapportés par Hugh Dalton, alors ministre de l'Économie de guerre, voici les arguments par lesquels il a convaincu le Cabinet de lui laisser quelques jours carte blanche :

J'ai mûrement réfléchi ces derniers jours pour savoir s'il était de mon devoir d'envisager d'engager des négociations avec cet homme [NDA : Hitler]. Il est vain de croire que, si nous essayons de faire la paix dès maintenant, nous obtiendrions de meilleures conditions que si nous poursuivions le combat. Les Allemands exigeraient notre flotte – en parlant de « désarmement » –, nos bases navales, et bien d'autres choses. Nous deviendrions un État asservi, alors même qu'un

gouvernement britannique qui ne serait qu'une marionnette de Hitler serait mis en place sous la direction de Mosley ou d'un autre. Où nous retrouverions-nous au bout du compte²⁵ ?

Pour inattendu que soit le soutien de Chamberlain, rien n'est encore acquis s'agissant du succès de l'opération « Dynamo^{*25} », autrement dit le rapatriement du corps expéditionnaire, auquel vont prêter main-forte, au mépris des bombardements des Stukas et des mitraillages des Messerschmitt, des centaines et des centaines d'embarcations civiles, du simple bateau de pêche au yacht de millionnaire. Le succès de l'opération, Churchill le devra certes à ce mouvement patriotique spontané et à la ténacité des troupes britanniques et françaises encerclées. Mais surtout... à Hitler, qui, le 27 mai, a confié à la Luftwaffe le soin de mener l'action principale contre la poche de Dunkerque. Une décision là encore toute politique, chacun étant parfaitement conscient – à commencer par l'état-major allemand, en dépit des vantardises de Göring – que, sans l'intervention massive des panzers, il faudra plusieurs jours pour venir à bout de la résistance alliée. Hitler a donc changé de tactique, mais nullement de stratégie : puisque le *Haltbefehl* n'a pas eu d'effet, le dictateur, qui n'ignore rien de la précarité de la position de Churchill au sein du Cabinet, ajoute la torture à la prise d'otage. Le but n'est évidemment pas de laisser s'échapper le corps expéditionnaire britannique, mais plutôt de le détruire à petit feu dans l'espoir d'obtenir le renversement du Premier ministre et l'ouverture, enfin, de négociations. Il ne manque alors au Führer, privé de son « correspondant » Kennedy, qu'une information de taille : la décision prise par le gouvernement britannique de fermer la porte à toute négociation jusqu'à la fin de la bataille de

Dunkerque, quelle qu'en soit l'issue. Un détail, certes. Mais qui fait de Churchill, au moins pour quelques jours – et quels jours ! –, le seul maître du jeu...

Le 27 mai, l'amiral Bertram Ramsay^{*26}, chef des opérations d'évacuation, ne donne que quarante-huit heures aux panzers pour atteindre les plages de Dunkerque et n'estime pouvoir rembarquer que 45 000 hommes au maximum. Le 29 mai, les chars allemands ne sont toujours pas là, et près de 73 000 hommes ont déjà été évacués. Ils seront 260 000 le 1^{er} juin, et le 4, jour de l'arrivée de la Wehrmacht sur des plages jonchées d'épaves incendiées et de matériel abandonné, 338 000, dont 140 000 Français^{*27} !

Côté matériel, les pertes sont assurément énormes : 65 000 véhicules et 2 500 canons abandonnés ou détruits par la Luftwaffe, 200 bateaux coulés ou endommagés, 68 000 tonnes de munitions et 147 000 tonnes de carburant tombés aux mains de la Wehrmacht. Mais Hitler a perdu son pari : le corps expéditionnaire anglais est rentré chez lui quasiment indemne et aucune imploration ne lui a été adressée de cesser le combat. Surtout, Churchill l'a battu à plate couture dans un domaine où les nazis, jusqu'alors, occupaient le haut du podium : celui de la propagande.

C'est que les rescapés de Dunkerque, qui s'attendaient à être accueillis en vaincus, l'ont été en héros. Partout, une foule en liesse s'est jetée à leur cou sur les quais de Douvres, à Victoria Station, dans les rues de Londres, comme s'ils avaient écrasé l'ennemi, alors que celui-ci vient de les expulser du continent ! Stupéfait autant que les *tommies*, le Premier ministre a saisi la balle au bond et donné l'ordre aux actualités de guerre d'exploiter et de mettre en scène cet enthousiasme attestant de la combativité du peuple britannique. Quand Hitler, quelques jours plus tard, découvrira ces images, soigneusement dissimulées à ses concitoyens, sa haine pour

Churchill n'en sera que plus exacerbée. Dans ses confidences crépusculaires recueillies au printemps de 1945 au fond de son bunker berlinois, il reviendra souvent sur cette longue semaine comprise entre la fin mai et le début de juin 1940, comme s'il lui conférait une valeur de tournant, supérieure encore à son échec devant Moscou ou à la chute de Stalingrad :

Churchill n'a pas su apprécier la sportivité dont j'ai fait preuve en évitant de créer de l'irréparable entre les Anglais et nous, confie-t-il le 26 février 1945 à son secrétaire devenu le presque numéro deux du Reich, Martin Bormann. Nous avons évité en effet de les anéantir à Dunkerque. Il aurait fallu pouvoir leur faire comprendre que l'acceptation par eux de l'hégémonie allemande sur le continent, à quoi ils s'étaient toujours opposés et que je venais de réaliser sans douleur, entraînerait pour eux les conséquences les plus favorables²⁶.

« Sportif » ou pas, Hitler, cette fois, a réellement « loupé le bus », selon l'expression si mal venue de Chamberlain un mois et demi plus tôt. Et Churchill a, comme jamais, consolidé sa popularité dans l'opinion, mais aussi devant les députés, toujours attentifs aux réactions des électeurs. Aux Communes, son discours du 4 juin a soulevé l'enthousiasme, plus encore que celui du 13 mai. Écoutons-le :

Nous devons bien nous garder de considérer cette délivrance comme une victoire ; les guerres ne se gagnent pas par des évacuations. [...] Nous nous battons en France, nous nous battons sur les mers et sur les océans, nous nous battons dans les airs, avec une confiance et des moyens sans cesse

croissants. Nous défendrons notre île à n'importe quel prix. Nous nous battons sur les terrains d'atterrissage, nous nous battons dans les champs et dans les rues, nous nous battons dans les collines. Jamais nous ne nous rendrons ! Et même si notre île, ou une grande partie de celle-ci, devait se trouver conquise et affamée – ce que je ne crois pas un seul instant –, alors notre empire d'outre-mer, armé et protégé par la flotte, poursuivrait la lutte, jusqu'à ce que Dieu fasse que le Nouveau Monde, avec toutes les ressources de sa puissance, s'avance pour secourir et libérer l'Ancien²⁷.

La dernière félonie d'*Holy Fox*

Si le « miracle de Dunkerque » (*dixit* Churchill) se traduit mécaniquement, au Cabinet de guerre, par un recul tactique du clan Halifax, le Premier ministre sait bien que la prochaine offensive en faveur d'une paix négociée surviendra non moins mécaniquement quand la situation de la France se révélera désespérée. Or elle se dégrade à une vitesse vertigineuse. Le 5 juin, 100 divisions allemandes franchissent la Somme et l'Aisne ; le 10, le gouvernement français quitte Paris en laissant les clés de la capitale, déclarée ville ouverte, à l'ambassadeur des États-Unis^{*28} ; le 14, la Wehrmacht défile sous l'Arc de Triomphe. Entre-temps, Churchill aura pris, une fois de plus, le risque insensé de braver la chasse allemande, maîtresse du ciel, pour convaincre le gouvernement français de ne pas cesser le combat. Le 11 juin, il s'est rendu à Briare pour une réunion improvisée du Conseil suprême interallié, et le 13 à Tours, pour la cinquième et dernière fois depuis son arrivée au pouvoir. En ces deux occasions, et spécialement à Tours, il a pu

constater la déliquescence accélérée de ce qui n'a plus de gouvernement que le nom : deux clans se divisant âprement sur la nécessité pour les pouvoirs publics de se replier ou non sur l'Afrique du Nord et, bientôt, sur l'art et la manière de demander un armistice. Il a assisté au vaudeville pathétique dont Paul Reynaud et sa compagne, la comtesse de Portes^{*29}, se partagent le rôle-titre, sous le regard médusé des ministres ou des membres de l'état-major, qu'elle interrompt pour donner son avis. Lors d'un dîner, elle a même fait la leçon au Premier ministre britannique en agitant frénétiquement sous son nez un couteau de table^{*30} ! Tandis qu'un troupeau qu'on prenait naguère pour la deuxième armée du monde se répand sur les routes en se mêlant aux civils pour tenter d'échapper à la captivité, l'égérie de Reynaud lui a récité son mantra : le président du Conseil doit signer l'armistice, démissionner, puis se faire nommer ambassadeur à Washington où la meilleure société américaine les attend. Quelques jours plus tard, les deux premiers points sont acquis, mais dans un ordre différent : le 16 juin, Reynaud remet sa démission et, le 17, son successeur, le maréchal Pétain, demande l'armistice^{*31}.

Et comme prévu, Halifax revient à l'offensive. À peine le discours de Pétain connu, il fonce chez le roi dont, rappelons-le, il est l'ami personnel. Rien ne filtre de l'entretien, si ce n'est cette double indication provenant du journal d'Halifax : George VI se « plaint abondamment d'avoir du mal à joindre Winston » et partage avec son ministre des Affaires étrangères le sentiment que la Grande-Bretagne a « pratiquement touché le fond²⁸ ». Mais *Holy Fox* ne se contente pas de démoraliser le souverain : comme le 25 mai avec l'ambassadeur d'Italie – définitivement hors circuit pour cause de déclaration de guerre à l'Angleterre ! –, il prend langue, sans naturellement en parler à Churchill, avec le ministre de Suède à

Londres, dernier canal disponible pour s'adresser à Hitler. Courageux mais non téméraire, il mandate pour cela son sous-secrétaire d'État, Rab Butler, dont on se souvient qu'en avril 1938, déjà, il s'était illustré en assurant les Allemands que l'Angleterre ferait tout son possible pour ne pas entrer en guerre contre des « frères de sang ^{*32} ». Et que dit, en substance, Butler à l'ambassadeur suédois Björn Prytz ? Que l'Angleterre est ouverte à une paix de compromis si les conditions en sont raisonnables ! Le soir même, Prytz résume à l'intention de son gouvernement sa conversation avec Butler dans une dépêche dont Halifax se serait bien passé qu'elle soit révélée, dès le 19 juin, par la presse suédoise. En voici les principaux extraits, publiés par François Kersaudy :

Lors d'un entretien ce jour avec [le sous-secrétaire d'État] Butler, celui-ci m'a confirmé que [...] l'attitude officielle de la Grande-Bretagne serait pour l'heure que la guerre devait continuer, mais il m'a assuré que rien ne serait négligé pour conclure une paix de compromis, au cas où se présenteraient certaines possibilités d'obtenir des conditions raisonnables. Stop. On ne laisserait aucun jusqu'au-boutiste y faire obstacle. Stop. [...] Durant l'entretien, Butler a été convoqué chez Halifax, qui m'a fait savoir que le bon sens plutôt que la bravade dicterait la politique du gouvernement britannique. [...] Il a ajouté que cela ne devait pas être interprété comme une recherche de paix à n'importe quel prix. [...] De mes entretiens avec d'autres leaders parlementaires, il semble ressortir que l'on s'attend à ce que des perspectives de négociations se présentent dans un proche avenir. Stop. Éventuellement après le 28 juin. Stop. Halifax pourrait succéder à Churchill ²⁹.

Résumons-nous : alors que la France vient de demander l'armistice, et que nul ne sait encore si cette demande sera acceptée et à quelles conditions, Halifax fait savoir aux Allemands que l'Angleterre est ouverte à toute discussion « raisonnable », qu'il ne laissera pas les « jusqu'au-boutistes » s'y opposer (comprendre le Premier ministre et sa garde rapprochée) et qu'une manœuvre parlementaire est en préparation pour le remplacer, après le 28 juin ! Pourquoi le 28 ? Le mystère reste entier. Mais il ne fait aucun doute que la révélation de cette dépêche par les journaux suédois a contraint les conjurés, dont aucun n'est cité par Prytz, à interrompre leur compte à rebours et à faire disparaître les traces de leur machination. On subodore cependant que leur liste recoupe celle des parlementaires familiers du cercle de Cliveden ou des convives du duc de Buccleuch qui, à l'automne de 1939, pressaient Chamberlain de répondre positivement aux propositions de paix de Hitler^{*33}. À Stockholm, en tout cas, le message est reçu « cinq sur cinq » : l'Angleterre ne va pas tarder à sortir de la guerre. Plus question, par conséquent, de ménager Londres. Dès le 18 juin, le gouvernement suédois accorde sans réserve à Berlin ce qu'il lui refusait obstinément jusqu'alors : un droit de passage pour la Wehrmacht à destination de la Norvège !

Face aux preuves désormais étayées de la trahison de son ministre, comment Churchill réagit-il ? Là encore avec un machiavélisme consommé. Il s'abstient de lui faire la moindre remarque jusqu'à ce que celui-ci prenne l'initiative, le 26 juin, de se désolidariser de Butler en affirmant qu'il a déformé ses propos. Il faut dire que, le 25, la réponse des Allemands à ses ouvertures est tombée, par l'intermédiaire du banquier suédois Marcus Wallenberg^{*34} qui a servi d'interface avec Berlin et a transmis la réaction tant attendue du Führer à l'ambassadeur de Grande-

Bretagne à Stockholm, Sir Victor Mallet. Les dirigeants du Reich, écrit-il, « refusent de négocier avec MM. Churchill, Eden ou Cooper, mais ils sont prêts à discuter avec votre Excellence³⁰ ».

C'est le baiser qui tue ! Peut-on mieux signifier qu'Halifax est leur homme et que Hitler exige son arrivée à Downing Street avant d'avancer concrètement sur le chemin de la paix ? Quelques heures avant le message de Mallet, le ministre des Affaires étrangères a encore aggravé son cas en profitant de l'absence de Churchill pour soumettre au Cabinet une proposition que même les *appeasers* patentés ont jugé inacceptable : pourquoi ne pas s'assurer de la neutralité de l'Espagne en proposant à Franco de lui rétrocéder Gibraltar ? En quelques heures, Halifax a tout perdu : de pacifiste sincère, il est devenu suspect de haute trahison ; lui qui, face à Churchill, réputé instable et volcanique, passait pour un diplomate avisé prend maintenant le risque d'offrir le verrou séculaire commandant l'accès à la Méditerranée à un dictateur arrivé au pouvoir grâce au soutien de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, en guerre contre l'Angleterre !

Sur le grand échiquier de l'an 40, la position de l'homme dans lequel Hitler mettait tous ses espoirs s'est brusquement affaiblie, même s'il n'a pas encore totalement renoncé à ses ambitions. Dans moins d'un mois, Churchill les réduira à néant en l'obligeant à dire publiquement « non » aux propositions de paix officielles du Führer. Les dernières qu'on l'entendra jamais formuler. Pour le Vieux Lion, certes, rien n'est encore gagné, mais la menace de voir son pays rallier l'orbe hitlérienne avec la complicité d'une partie de ses élites commence à s'estomper. Sur la « pente glissante », il va désormais trouver des branches solides auxquelles s'accrocher.

La force du destin 1940-1941

Munich, 18 juin 1940. En cette matinée radieuse qui ferait oublier la guerre, Benito Mussolini arbore un sourire forcé. Adolf Hitler, son disciple devenu son maître, l'a invité à la Maison brune, siège historique du parti national-socialiste, pour lui communiquer sa feuille de route. Le Duce ayant joué le rôle fixé par le Führer – porter à la France le « coup de pied de l'âne ^{*1} » –, plus question de lui laisser miroiter l'impossible. Adieu son rêve de récupérer la rive gauche du Rhône depuis Grenoble jusqu'à Marseille, sans compter la Corse, la Tunisie, le Maroc et même Djibouti. Il devra se contenter, pour tout pourboire, des fortifications bâties par la France sur sa frontière alpine et de la ville de Menton augmentée de son arrière-pays. Soit à peine plus de 800 km²... et moins de 28 000 habitants !

Pas question, surtout, pour la marine italienne, de récupérer les dépouilles de la puissante flotte de guerre française : de sa neutralisation, lui explique Hitler, dépend la pérennité de la paix à venir. Si l'Allemagne elle-même s'abstient d'en soustraire le moindre bâtiment, ce n'est pas pour en faire cadeau à un allié si peu et si tardivement combatif.

L'essentiel, dit-il, est de ne pas humilier la France en lui imposant des conditions d'armistice qui la pousseraient à commettre

l'irréparable : offrir à l'Angleterre la quatrième force navale du monde. C'est dans cet esprit, ajoute-t-il, qu'il laisse volontiers aux Français la libre disposition de leur empire et la moitié sud de leur territoire à administrer en direct, concession qui ne coûte rien au Reich, et même le soulage puisqu'elle lui évite d'immobiliser de précieuses divisions de la Wehrmacht pour y maintenir l'ordre. Par-dessus tout, insiste le Führer, priver l'Angleterre du secours de la flotte française, c'est contraindre Londres à négocier. C'est dire combien la défaite de la France est enrôlée au service d'un but plus précieux encore à ses yeux : la paix avec l'Angleterre. Un détail le démontre avec force qu'à l'exception de Jean-Paul Cointet la plupart des historiens passent généralement sous silence : l'article 3 de la convention d'armistice imposée aux Français le 22 juin 1940 précise, dans un paragraphe spécialement ajouté à la demande du Führer, que « le gouvernement allemand a l'intention de réduire au strict minimum l'occupation de la côte occidentale après la cessation des hostilités avec l'Angleterre ». Comme le souligne l'historien dans son ouvrage essentiel, *Hitler et la France* : « Quelle peut bien être la signification de cette phrase sinon que l'Allemagne s'engage à ne plus laisser planer de menace sur les côtes anglaises en cas d'accord avec elle sur la fin du conflit¹ ? »

Le triomphe était presque parfait

Pour le maître de l'Allemagne devenu celui de la quasi-totalité de l'Europe occidentale, la période comprise entre le 17 juin 1940, date à laquelle la France sollicite l'armistice, et le 6 juillet, qui le voit orchestrer son retour à Berlin comme un triomphe romain, est sans doute la plus euphorique de sa vie. Une séquence dont les prémices

ont frappé la plupart de ses visiteurs dès le 28 mai, quand son « coup de faux » destiné à couper en deux l'armée française et à piéger le corps expéditionnaire britannique s'est révélé un succès sans appel. Il suffit, pour s'en persuader, de voir les images filmées à la dérobée par son pilote Hans Baur avec sa caméra 16 mm, un cadeau du Führer. Le conquérant, une fois n'est pas coutume, affiche l'air enjoué d'un collégien ! Pour lui, aucun doute n'est permis : la capitulation de la France annonce la paix avec l'Angleterre. Évacuation de Dunkerque ou non, l'ouverture des négociations, il en est certain, n'est qu'une question de jours, de semaines tout au plus. Il suffit pour cela que Churchill quitte la scène. Or à Londres – Göring le tient de son ami Dahlerus –, un puissant « parti de la raison » s'y emploie. Le 2 juin, il se laisse même aller à évoquer le coup d'après : l'attaque contre l'Union soviétique ! « Maintenant qu'il est très probable que la Grande-Bretagne signe la paix, je vais commencer à régler définitivement mes comptes avec le bolchevisme », lance-t-il à l'issue d'une réunion d'état-major à Charleville². Cet avertissement est à rapprocher d'un autre, proféré le 11 août 1939, devant le haut-commissaire de la SDN à Danzig, le Suisse Carl Burckhardt : « Tout ce que j'entreprends est dirigé contre la Russie, et si l'Occident est trop bête et trop aveugle pour le comprendre, je serai forcé de m'entendre avec les Russes, de battre l'Occident, et ensuite, après l'avoir vaincu, de me tourner contre l'Union soviétique avec toutes mes forces rassemblées. » Il avait ajouté : « J'ai besoin de l'Ukraine pour qu'on ne puisse plus jamais, comme dans la dernière guerre, nous prendre par la faim³. »

Tandis que les Anglais rembarquent sous le feu des Stukas, le Führer s'offre une journée de détente pour retrouver les champs de bataille de Belgique où il combattit pendant la Première Guerre

mondiale. Puis il inaugure, le 5 juin, son nouveau quartier général de Brûly-de-Pesche, construit en deux semaines par l'organisation Todt, dans la forêt de Couvin, à 60 kilomètres au sud de Namur. C'est là que, le 11 juin, il reçoit le journaliste américain d'origine allemande Karl von Wiegand pour lui accorder un entretien à plus d'un titre surréaliste, puisque, non content de lui confier qu'il n'a aucune intention de détruire l'Angleterre, il s'engage à s'opposer à quiconque aurait l'intention de s'en prendre à l'Empire britannique^{*2} ! Là encore, avant même la chute de Paris, il prend le temps d'organiser dans ses moindres détails la cérémonie de Compiègne où, traînée jusqu'à la carrière de Rethondes, la délégation française viendra signer l'armistice dans le wagon même où, le 11 novembre 1918, Foch avait recueilli la capitulation de l'Allemagne impériale. Là enfin qu'apprenant, le 17 juin, le souhait des Français de déposer les armes, il esquisse son fameux pas de danse immortalisé par les actualités allemandes^{*3}. En découvrant ces images au cinéma quelques jours plus tard, le futur ambassadeur d'Allemagne à Paris, Otto Abetz^{*4}, aura ce mot : « Lorsque je vis cette scène, j'en conçus une impression pénible. Les gestes et l'attitude du Führer ne me paraissaient pas convenir à la gravité du moment⁴. » Après avoir accueilli Mussolini à Munich le 18 juin, le voici à Paris, le 23, pour une visite éclair aux premières heures du matin, avant de repartir sur les traces de son passé de soldat, en Flandres et en Artois...

Le 24 juin, il a une longue conversation téléphonique avec Goebbels qui vient prendre ses consignes dans l'hypothèse d'une prochaine invasion de l'Angleterre. Le ministre de la Propagande note dans son journal : « Il n'est pas encore déterminé sur ce point. » Même incertitude le lendemain, après que la radio allemande a annoncé, avec force fanfares, l'entrée en vigueur de

l'armistice franco-italien qui fait taire les armes à l'Ouest : « Le Führer éprouve un bonheur totalement exubérant [...]. Ne sait pas encore clairement s'il veut agir contre l'Angleterre. Croit que l'empire doit être préservé, si c'est possible. Car s'il se déchire, ce n'est pas nous qui le récupérerons mais des puissances ennemies... je suis comme abasourdi. Nous en sommes donc déjà là ! Les larmes me montent aux yeux lorsque les cloches retentissent. Quelle heure bénie ! On aimerait la saisir et ne pas la laisser partir⁵. » À peu près au même moment, Göring propose une attaque massive de 220 bombardiers contre les installations portuaires de Southampton. C'est non.

Tandis que Goebbels se laisse aller au romantisme, que Göring piaffe d'impatience d'en découdre avec la RAF et que Ribbentrop active ses relais pour recueillir des informations sur l'évolution des rapports de force au sein du cabinet britannique, Hitler parcourt l'Alsace reconquise : le 28 juin, il visite la cathédrale de Strasbourg, et lance un concours d'architecte pour transformer la ville en une métropole de 3 millions d'habitants ! « La guerre à l'Ouest est terminée, confie-t-il alors à ses généraux. La France est défaite et, avec l'Angleterre, je trouverai d'ici peu un terrain d'entente. Il nous restera alors à régler nos comptes avec l'Est. Mais c'est une tâche qui ouvre des problèmes planétaires, tels que les relations avec le Japon... Peut-être devrais-je laisser cela à mon successeur. Maintenant, nous allons avoir les mains occupées, et ce pour des années, à digérer et à consolider ce que nous avons obtenu en Europe⁶ ! »

Le Führer est si euphorique que Jodl, le numéro deux de l'OKW, hésite encore à lui soumettre le long mémorandum qu'il a préparé en prévision d'une attaque contre l'Angleterre. Exceptionnellement, lui d'ordinaire si discipliné sort de son rôle, strictement militaire, pour

se laisser aller à des considérations d'ordre politique. « La victoire décisive sur l'Angleterre, écrit-il dans son texte daté du 30 juin, n'est plus maintenant qu'une question de temps. L'ennemi n'est plus capable d'offensives de quelque ampleur. Aussi l'Allemagne peut-elle choisir une méthode de guerre (*Kampfverfahren*) qui préserve ses forces tout en évitant les risques. Priorité doit être donnée au combat contre l'aviation anglaise. Tout débarquement ne saurait être envisagé qu'en dernier recours. Comme l'Angleterre ne se bat ni ne veut plus se battre pour la victoire mais uniquement pour préserver sa situation, tout indique qu'elle sera tentée de faire la paix sitôt qu'elle apprendra qu'elle est encore à sa portée à relativement bon compte⁷. »

De retour d'Alsace le 2 juillet, et avant de prendre le chemin de Berlin, Hitler approuve le texte. Mais il repousse sans ménagement l'une des propositions de Jodl : des raids de terreur (*Terror-Angriffe*) « contre les concentrations de population anglaises ». Il recommande au contraire d'« éviter d'infliger de grands dommages à la population civile⁸ ».

Le témoin le plus direct de ces hésitations quant au sort de l'Angleterre est sans conteste Joseph Goebbels. Car plus encore que les militaires qui, hors opérations, ont toujours plusieurs *scenarii* sous le coude et autant de planifications assorties, le ministre de la Propagande a besoin d'instructions rapides et précises pour savoir dans quel sens modeler l'opinion. L'annonce brusquée, un an plus tôt, du pacte germano-soviétique fut pour lui un cauchemar : comment transformer en quelques heures la patrie abhorrée du communisme en amie de l'Allemagne ? En ce début d'été 1940, le défi est du même ordre : galvanisée par l'écrasement si aisé de la France, une majorité d'Allemands s'attendent maintenant à ce que la Wehrmacht pourchasse l'armée anglaise jusque sur son île. C'est ce

qui remonte, en tout cas, des enquêtes quotidiennes menées sur le terrain par la Gestapo, les mêmes qui, en septembre 1938, au lendemain de Munich, avaient tant inquiété Hitler au motif qu'elles plébiscitaient la paix.

Faut-il, cette fois, stimuler l'opinion en vue du choc final avec la Grande-Bretagne ou, au contraire, la préparer à cette grande réconciliation que le Führer ne cesse d'évoquer depuis le *Haltbefehl* devant Dunkerque ? Quelles que soient les consignes, Goebbels les appliquera... Mais encore lui en faut-il. Le 3 juillet, il revient donc à la charge pour obtenir des éclaircissements. Débarquant au QG du dictateur, il le trouve encore plus euphorique que dix jours plus tôt au téléphone. Mais guère plus décidé. De toute évidence, lui dit Hitler, Churchill est un pur dément (*ein reiner Narr*). « L'opposition contre lui s'amplifie ; l'Angleterre peut être défaite en quatre semaines. » Mais, note-t-il, « le Führer ne veut pas détruire l'Empire. Il rentrera bientôt à Berlin pour prononcer au Reichstag un grand discours de paix dont le thème majeur sera la générosité (*Großzügigkeit*) ». Il ajoute : « On attend encore certaines médiations (*Zwischenspiele*) politiques⁹. » Lesquelles ? Il n'en dit pas plus.

Tout à l'accomplissement de son rêve, comment le maître de l'Allemagne se douterait-il que l'incroyable maladresse de Wallenberg, désignant directement Halifax comme l'interlocuteur rêvé du Reich, a paradoxalement renforcé Churchill ? Privé d'informations fraîches sur la situation au sein du cabinet britannique, Hitler ne veut pas gâcher, par son impatience, un triomphe qu'il sent à portée de main. Or chez lui, comme le note John Lukacs, qui a magnifiquement disséqué ces heures décisives, « patience et réserve sont les habits de l'hésitation¹⁰ ».

Cette hésitation hitlérienne, née sans doute de l'intuition de se trouver à un croisement essentiel de son propre destin, rien n'en témoigne mieux, une nouvelle fois, que le journal de Goebbels qui en retrace servilement les étapes. Le 3 juillet, Hitler lui annonce qu'il rentrera le samedi 6 à Berlin pour le défilé de la victoire et que, dès le lundi 8, il formulera, devant le Reichstag, ses propositions de paix. Mais le 8, rien ne vient. Le 9 non plus. « J'admire la patience angélique (*Engelsgeduld*) du Führer », note Goebbels, qui n'a toujours pas reçu d'instructions claires. Et voici que son maître lui annonce qu'il part se reposer trois jours à Berchtesgaden ! Avant de prendre l'avion pour Salzbourg, il lui dit seulement : « Concentrez vos attaques sur Churchill. Mais épargnez le peuple anglais. » Son ministre remarque avec un respect qui cache mal son trouble croissant : « Le Führer a encore une attitude très positive envers l'Angleterre. Il n'est toujours pas prêt à lui porter le coup de grâce. » Le samedi 13, le maître de l'Europe continentale n'a pas regagné Berlin ni encore convoqué le Reichstag. Et pour cause, il a décidé de passer trois jours en Autriche sur les traces de son enfance – fait rarissime, en compagnie d'Eva Braun, qui va soigneusement filmer chaque étape de ce pèlerinage. Ce n'est que le vendredi 19 juillet que, s'arrachant à la nostalgie, il se décide à prononcer un grand discours, sur lequel nous reviendrons, mais qui, en fait de propositions de paix, contient tous les ingrédients d'une déclaration de guerre *personnelle* à Churchill !

L'onde de choc de Mers el-Kébir

Entre-temps, Hitler s'est résolu, à contrecœur, à lancer les préparatifs de l'opération *Löwe* (« Lion »). Le 2 juillet, il a demandé

à la Kriegsmarine de lui faire connaître ses besoins en vue d'un débarquement sur la côte sud de l'Angleterre. Segment choisi : entre Ramsgate, au nord de Douvres, et l'île de Wight, face à Southampton. Mais contrairement aux préparatifs d'invasion de la Pologne, de la Norvège et du Danemark, et surtout de la France, le Führer ne harcèle nullement son état-major. Il écoute même avec bienveillance, ce qui est rare, les objections du grand amiral Raeder soulignant, non sans raison, les lacunes de la Kriegsmarine en fait de matériel amphibie. Puis il signe sa directive n° 16, en date du 16 juillet, dont la principale innovation est de changer le nom de l'opération *Löwe* (« Lion ») en *Seelöwe* (« Lion de mer » ou « Otarie ») et de lui assigner quelques dates butoirs : le 28 pour les premières réunions de planification interarmes, le 15 août pour la fin des préparatifs proprement dits, et le 17 septembre pour le déclenchement de l'invasion, sous réserve de la météo et surtout de l'anéantissement (ou non) de la RAF.

Pour la première fois depuis son affirmation comme stratège et chef de guerre, Hitler, qui d'ordinaire n'a pas son pareil pour entrer dans le détail des opérations, prévoir l'imprévisible et imaginer instantanément des solutions de rechange – un point commun avec Napoléon –, reste étrangement distant. Lui qui s'est attiré l'admiration de ses généraux (y compris les moins nazis) par l'alliance d'un esprit de synthèse inégalé et d'une attention à l'intendance rarement prise en défaut ne prend même pas la peine d'essayer de mettre ses subordonnés d'accord entre eux : la Wehrmacht, par exemple, plaide en faveur d'un débarquement surprise de préférence à la nuit noire ; les marins exigent la pleine lune... et ainsi de suite. Seuls les effectifs terrestres à débarquer sont à peu près fixés : 41 divisions, dont 6 blindées. Largement plus qu'il n'en faut – à condition que la traversée de la Manche ne se

transforme pas en fiasco – pour venir à bout de l'unique division britannique convenablement armée et entraînée, la III^e, commandée par le général Montgomery, comme ce dernier le rappelle dans ses Mémoires¹¹. On comprend l'accès de pessimisme de Churchill révélé, après la guerre, par Lord Ismay, qui, une semaine après l'abandon forcé de millions de tonnes de matériel sur les plages du nord de la France, s'était entendu dire par le Premier ministre : « S'ils se décident à débarquer, vous et moi serons morts dans trois mois¹². »

Seulement voilà, « ils » – ou plutôt « il » – ne se décide(nt) pas ! Faut-il mettre aussi ces atermoiements sur le compte de la phobie de Hitler pour tout ce qui touche à la mer, comme le fait l'historien naval Walter Ansel¹³ ? Peut-être. Mais la véritable explication est mieux résumée par l'historienne Berna Günen : « L'homme qui avait précisé les tâches de toutes les divisions pendant la campagne de Norvège, qui avait personnellement préparé les opérations de Eben-Emael et du canal Albert pendant la campagne de Belgique, et qui avait développé ingénieusement l'ancien plan Schlieffen pour la conquête de la France ne se passionnait pas le moins du monde pour les projets d'invasion de l'Angleterre. Non parce qu'il en était militairement incapable, mais parce que, psychologiquement, il s'agissait d'un tabou (et que) cette offensive contre le "frère nordique" entraînait en contradiction avec ses propres convictions idéologiques et raciales. Lorsqu'il s'agissait d'évoquer un ennemi continental, l'expression utilisée par Hitler était bien "écraser" (*zerschlagen*) ; pour l'Angleterre, il usait d'un vocable différent et insistait sur son souhait de la forcer à faire la paix (*Friedenbereitschaft*)¹⁴. »

Pendant que, pour la première fois de sa vie, Hitler hésite, Churchill frappe, et frappe encore. Psychologiquement, dès le 27 juin, en arrachant au Cabinet de guerre l'autorisation de mettre

hors d'état de nuire la marine de guerre française présente dans les ports de Mers el-Kébir, Dakar et Alexandrie. Aux termes de la convention d'armistice signée par la France et rendue publique deux jours plus tôt, sa flotte, on l'a dit, n'est pas remise aux Allemands, mais consignée dans ses ports sous la supervision terrestre des Allemands et des Italiens. Le mot français employé est *contrôle*, synonyme de « vérification », exactement comme *Kontrol* dans la version allemande du texte. Le Premier ministre va-t-il un peu vite en besogne en le traduisant par l'anglais *control* qui suggère autorité et maîtrise comme dans l'expression « *under control* » ? Évidemment ! Mais foin de subtilités linguistiques, une seule chose compte à ses yeux : Hitler ayant toujours menti sur ses intentions – au moins à court terme –, il serait suicidaire de lui faire confiance, de même qu'au ci-devant allié français. Ce dernier n'a-t-il pas refusé, quand il en était encore temps, de transférer son gouvernement en Afrique du Nord pour sauvegarder son indépendance et, surtout, de mettre à l'abri ses redoutables croiseurs^{*5} dans les bases navales britanniques afin de continuer la guerre aux côtés de la Navy ?

Le 3 juillet, la foudre tombe. Quand, ce jour-là, la flotte anglaise arrive devant Mers el-Kébir, elle propose trois solutions aux navires français : rallier l'Angleterre pour continuer la guerre à ses côtés ; gagner les ports français des Antilles ou ceux des États-Unis pour y être désarmée ; se saborder. L'ultimatum restant sans réponse de l'amiral Gensoul, son homologue anglais Somerville ouvre le feu comme prescrit par Churchill. Bilan : 1 500 morts français, deux cuirassés, un croiseur et un contre-torpilleur coulés. Seul le croiseur *Strasbourg* parviendra à s'échapper et à gagner Toulon^{*6}. Le lendemain, à Alexandrie, la leçon porte : au même ultimatum lancé par l'amiral Cunningham, l'amiral Godfroy répond aussitôt qu'il est prêt à discuter, et l'accord aboutit : ses bâtiments peuvent rester

« sur zone » à condition de débarquer leurs munitions, leur mazout, et une partie de leurs équipages. Mais devant Dakar, le 8 juillet, les choses tournent comme à Mers el-Kébir : devant l'absence de réaction des bâtiments français, le porte-avions britannique HSM *Hermes* envoie ses appareils torpiller le *Richelieu*, dernier-né de la flotte française, lancé en 1939 et considéré comme l'un des plus modernes cuirassés du monde, avec ses 45 000 tonnes de déplacement, ses 200 000 chevaux et ses redoutables canons de 380 mm. Il ne sera pas envoyé par le fond, mais mis sévèrement hors de combat.

Qui peut douter, cette fois, de la combativité de l'Angleterre ? Hitler peut bien répéter que Churchill est un fou furieux, nul, au gouvernement, n'a cherché à arrêter son bras ni *a fortiori* à le renverser avant le déclenchement de l'opération « Catapult », dûment annoncée. Et maintenant qu'elle a réussi, le voici qui triomphe à la Chambre des communes ! « Quand on se bat le dos au mur et que votre allié laisse choir ses armes, c'est un devoir sacré de ne pas laisser l'ennemi commun s'en emparer », dit-il. Et à ceux qui dans les milieux officiels seraient encore tentés par un compromis avec Hitler, il lance cet avertissement :

Le Premier ministre attend de tous les hauts fonctionnaires de Sa Majesté qu'ils donnent l'exemple de la fermeté et de la résolution. Ils devront contrôler et réprimer, autour d'eux et chez leurs subordonnés, tout propos sans fondement ni raison. Ils n'hésiteront pas à signaler, ou à congédier si nécessaire, toute personne, officier ou fonctionnaire, qui exercerait ouvertement et consciemment une influence déprimante et perturbante, et dont les propos tendraient à répandre l'inquiétude et le découragement. C'est ainsi

seulement qu'ils se rendront dignes de nos combattants qui, dans les airs, sur mer et sur terre, ont déjà affronté l'ennemi sans éprouver la moindre impression de lui être inférieur en qualités martiales¹⁵.

À ces mots, les députés sont comme électrisés. Même les conservateurs, qui, résume sobrement Churchill, le traitaient jusqu'alors « avec quelque réserve », l'applaudissent debout ! Il écrit dans ses *Mémoires* :

L'élimination brutale et presque instantanée de la flotte française en tant que facteur stratégique produisit une profonde impression dans tous les pays. Voilà que cette Angleterre, que tant de gens avaient déjà passée par pertes et profits, que les étrangers avaient imaginée tremblante et sur le point de capituler devant la formidable puissance dressée contre elle, frappait impitoyablement ses plus chers amis d'hier et s'assurait pour un moment la maîtrise incontestée des mers ! C'était montrer clairement que le Cabinet de guerre britannique ne redoutait rien et ne reculerait devant rien ; et c'était la vérité¹⁶.

Mais s'il est une réaction qui, de son propre aveu, lui tire des larmes de reconnaissance, c'est celle du général de Gaulle, tout juste reconnu chef des Français libres et qui, le 8 juillet, dans un discours resté célèbre, approuve l'initiative de Churchill par des mots pesés au trébuchet de l'intérêt national :

Il n'est pas un Français qui n'ait appris avec douleur et avec colère que des navires de la flotte française avaient été coulés

par nos Alliés. Cette douleur, cette colère, viennent du plus profond de nous-mêmes. Il n'y a aucune raison de composer avec elles ; quant à moi, je les exprime ouvertement. Aussi, m'adressant aux Anglais, je les invite à nous épargner et à s'épargner à eux-mêmes toute représentation de cette odieuse tragédie comme un succès naval direct. Ce serait injuste et déplacé. [...]

Ensuite, m'adressant aux Français, je leur demande de considérer le fond des choses du seul point de vue qui doit finalement compter, c'est-à-dire du point de vue de la victoire et de la délivrance. En vertu d'un engagement déshonorant, le Gouvernement qui fut à Bordeaux avait consenti à livrer nos navires à la discrétion de l'ennemi. Il n'y a pas le moindre doute que, par principe et par nécessité, l'ennemi les aurait un jour employés, soit contre l'Angleterre, soit contre notre propre Empire. Eh bien ! je dis sans ambages qu'il vaut mieux qu'ils aient été détruits. J'aime mieux savoir, même le *Dunkerque*, notre beau, notre cher, notre puissant *Dunkerque*, échoué devant Mers el-Kébir, que de le voir un jour, monté par des Allemands, bombarder les ports anglais, ou bien Alger, Casablanca, Dakar¹⁷.

Le 14 juillet à Londres, 7 000 Français libres défileront en présence de Churchill. Pour symbolique qu'elle soit, cette démonstration n'en est pas moins essentielle : elle démontre qu'un lien ténu mais solide unit encore la France et la Grande-Bretagne en dépit de l'armistice et, bientôt, de la Collaboration. Cette alliance, en faveur de laquelle le Vieux Lion s'est battu depuis les années 1920, qu'il a défendue tout au long de la décennie suivante en déplorant que les hommes de la III^e République finissante suivent servilement

la politique de Baldwin puis de Chamberlain ; cette alliance, enfin, qu'il a vue se déliter à Bordeaux quand Pétain a demandé l'armistice en provoquant, au passage, l'envoi en captivité d'un million et demi de prisonniers français^{*7}, voici que, grâce à de Gaulle, il peut à nouveau la brandir comme un talisman en même temps qu'il signifie à Hitler que, même écrasée, la France « éternelle » n'est pas morte.

Cette fois, Halifax est désarçonné. Lui qui, les 17 et 18 juin précédents, avait tout fait pour empêcher de Gaulle de lancer son appel à la résistance sur les ondes de la BBC, au motif qu'on ne connaissait pas encore les conditions de l'armistice franco-allemand, n'est plus en état de désapprouver la stratégie de Churchill : les ponts sont désormais coupés avec Vichy et la carte de Gaulle va s'avérer la bonne quand, dans moins d'un mois, celui-ci fera revenir dans la guerre l'Afrique-Équatoriale française^{*8} qui fournira à la Navy une base opérationnelle de plus sur l'Atlantique sud (Libreville) et aux forces aériennes et terrestres britanniques un solide point d'appui pour ses opérations contre l'Axe en Libye puis en Égypte^{*9}.

Mais les deux hommes que l'opération « Catapult » marque le plus profondément sont incontestablement Roosevelt et Hitler. Le premier parce qu'il constate qu'en dépit du pessimisme intéressé de l'ambassadeur Kennedy l'Angleterre n'est pas près de se rendre, donc que les États-Unis ont tout à gagner à l'aider ; Hitler, surtout, parce qu'elle lui fournit le motif qu'il cherchait (peut-être inconsciemment) pour abandonner son projet d'invasion de la Grande-Bretagne, objet de tant de procrastination, et enfin se concentrer sur son obsession continentale : la colonisation de la Russie. Sur le Führer, note François Delpla, « l'effet de cette canonnade est littéralement magique. Il prend la décision que beaucoup considèrent comme sa plus grande erreur : une attaque contre l'URSS avant d'en avoir fini avec la Grande-Bretagne¹⁸ ». Et

l'historien d'en apporter la preuve en constatant que les 13, 21 et 31 juillet, au lieu de faire plancher ses généraux sur l'opération « Otarie », il introduit progressivement l'idée que le moyen le plus sûr de contraindre l'Angleterre à faire la paix est de la priver de son dernier allié potentiel sur le continent, à savoir la Russie ! Selon Ian Kershaw, le Führer aurait même confié en privé à Göring qu'il n'avait jamais eu l'intention d'entreprendre la conquête de la Grande Île. Une certitude partagée par Rundstedt, qui, au même moment, et sans bénéficier des mêmes informations que le chef de la Luftwaffe, s'abstient ostensiblement d'assister aux exercices amphibies de la Wehrmacht¹⁹, alors que, chef du groupe d'armées A, c'est sur lui que repose la responsabilité de ladite invasion...

D'où l'étonnant discours prononcé par le dictateur, le 19 juillet, au Reichstag^{*10}. Présentée par la propagande allemande – et restée dans l'historiographie contemporaine comme l'ultime offre de paix du Führer –, cette intervention de deux heures et demie montre en main est surtout consacrée à démontrer son infaillibilité par un rappel circonstancié de ses victoires accumulées depuis le 1^{er} septembre précédent, à remercier ses généraux par une interminable série de promotions... Et à insulter Churchill ! Mais on y chercherait en vain des propositions concrètes susceptibles de séduire la Grande-Bretagne hormis la vague promesse de préserver son empire. Alors que, le 6 octobre 1939, il s'engageait encore à reconstituer une Pologne indépendante « qui ne soit plus une menace pour le Reich », aucune allusion territoriale n'émaille son discours, hormis dans le récit des batailles livrées par la Wehrmacht ou pour décrire les territoires passés, de gré ou de force, sous contrôle allemand.

Mais s'agissant de Churchill, que d'adjectifs choisis ! Taxé de « dilettantisme sanglant » (*blutige Dilletantismus*) ou traité – deux

fois – de « menteur fieffé » (*patientiernte Lügner*), le Premier ministre est l'objet de toutes ses attentions ! Étonnamment, il s'est trouvé un historien allemand – Bernd Martin, dans son livre de 1974 sur les initiatives de paix entre 1939 et 1942²⁰ – pour dire qu'en cette circonstance historique Hitler avait employé un vocabulaire « retenu » (*zurückhaltendes*). Mais il est bien le seul, y compris en 1940 ! Jamais avare de compliments sur la psychologie du Führer, Goebbels, dont on ne peut nier la finesse, ne consacre, lui, que quelques lignes à l'événement dans son journal en date du 20 juillet 1940. Pressent-il, non sans raison, que ce discours de paix en forme de diatribe a sans doute produit l'inverse de l'effet recherché ? Qu'à tant faire de vouloir séparer les Britanniques de Churchill, Hitler les a solidarisés comme jamais encore avec lui ?

La vérité est que désormais, on l'a dit, le Führer regarde prioritairement vers l'Est, laissant à Göring le soin d'affaiblir le moral des Britanniques en déclenchant, à partir du début août, ce qu'on appellera bientôt la bataille d'Angleterre. La séquence se soldera, comme on sait, par une victoire sur le fil des Britanniques mais aura surtout pour effet d'enterrer définitivement l'opération *Seelöwe*, ajournée le 15 septembre, jour où elle aurait dû être déclenchée ! Dès le 22 juillet, en tout cas, Churchill s'est senti assez fort pour lever non moins définitivement l'hypothèque Halifax. À l'*appeaser*, si heureux, naguère, de chasser chez Göring, il donne en effet pour mission de s'exprimer à sa place aux Communes afin de repousser sans ménagement les offres de paix du Führer.

Faut-il préciser que le Premier ministre a relu ligne à ligne le discours de celui qui, un mois plus tôt, se voyait déjà trôner à cette même tribune non comme son porte-parole contraint, mais comme son successeur ? Les mots qu'il lui fait prononcer sont sans équivoque. Il lui impose de désigner Hitler comme « cet individu »

et, s'agissant de ses ouvertures de paix, d'évoquer des « manœuvres visant à saper la puissance de la Grande-Bretagne ». La chute est du pur Churchill : « L'Allemagne obtiendra la paix quand elle aura évacué tous les territoires qu'elle occupe en Europe et restauré la liberté qu'elle a détruite. » Autant dire jamais tant qu'existera le III^e Reich ! Quand Halifax, torturé par des maux d'estomac, a demandé au chef du gouvernement pourquoi il ne préférerait pas s'exprimer lui-même, le Vieux Lion lui a répondu en présence de Sir Robert Vansittart : « Je n'ai rien à lui répondre, n'étant pas en situation de dialogue (*speaking terms*) avec lui²¹. » Manière élégante mais néanmoins implacable de rappeler à son ministre qu'il n'avait jamais cessé de l'être ? Face aux micros de la BBC et aux caméras des actualités britanniques^{*11}, la prestation d'Halifax tourne au supplice. Lui qui a toujours méprisé l'éloquence parlementaire et se sait, en l'espèce, comparé à Churchill, ânonne son texte sans dissimuler le déplaisir que lui procure l'exercice. Ce jour-là, *Holy Fox* a définitivement perdu de sa superbe... Dans cinq mois, il sera remplacé par Anthony Eden et partira comme ambassadeur à Washington auprès de Roosevelt. Un homme qu'il ne risque guère d'influencer !

Malgré les bombardements qui commencent à viser les centres industriels britanniques, malgré les mauvaises nouvelles en provenance d'Afrique du Nord, où tout indique que l'Italie s'apprête à attaquer l'Égypte depuis la Libye, malgré la pression croissante des Japonais sur les intérêts britanniques en Extrême-Orient, Churchill croit de moins en moins à une invasion allemande. Et de plus en plus à ce que nul n'évoque encore, si ce n'est dans l'entourage direct de Hitler : une guerre à mort entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Au président américain, auquel il n'a pas envoyé de message depuis le 15 juin – l'épisode Tyler Kent l'aurait-il rendu plus méfiant encore

qu'à l'accoutumée ? –, il télégraphie le 31 juillet : « Je commence à me sentir confiant au sujet de cette guerre, si nous passons les trois ou quatre prochains mois²². » Mais en attendant que le président américain soit réélu en novembre, ce dont personne ne doute et ce qui permettra enfin à l'aide américaine de se déverser massivement sur la Grande-Bretagne sans crainte d'interférences électorales, le Premier ministre britannique a un dossier domestique urgent à régler. Un dossier dont il se garde bien de parler à Roosevelt mais que ce dernier ne tardera pas à connaître par l'intermédiaire de ses diplomates puis du FBI : l'activité pro-allemande persistante de l'incurable couple Windsor.

Neutraliser les Windsor

Nous avons abandonné le duc et la duchesse quand, le 3 septembre 1939, le gouvernement britannique les avait brutalement sommés de quitter leur piscine du cap d'Antibes pour venir se mettre au service de leur pays, désormais en guerre contre l'Allemagne. Pour eux, c'est un crève-cœur. Avant de quitter sa chère villa de la Croë, Édouard tente d'obtenir le privilège de s'installer avec Wallis au château de Windsor et d'être reçu en sa compagnie par le roi. Mais George VI ne cède pas. Son frère vivra où bon lui semble, sauf dans une résidence royale. Quant à obtenir une audience, ce sera seul ou rien. L'arrivée à Portsmouth, le 5 septembre, met la duchesse en rage. Les quais sont plongés dans l'obscurité, black-out oblige... Et la douane retient ses trois chiens, pour cause de quarantaine réglementaire ! Quand George et Édouard se rencontrent enfin, le 14 septembre, un accord est trouvé : l'ex-roi se rendra utile à la Couronne en devenant son

officier de liaison auprès de l'état-major français. Mais une fois de plus se pose pour eux la seule question qui vaille, après celle de leur liste civile : où loger ? Wallis s'installerait bien à nouveau boulevard Suchet, mais l'hôtel particulier qu'ils louaient naguère n'est pas prêt à les recevoir. Alors, pourquoi pas l'hôtel ? Ce sera la plus belle suite du Trianon Palace, à Versailles, aux frais, on s'en doute, du gouvernement britannique. Mais bientôt, les embrouillaminis reviennent en force. Entre deux séjours sur le front – ou ce qui en tient lieu en cette « Drôle de guerre » que les Britanniques surnomment *Phoney War* (« fausse guerre ») et les Allemands *Sitzkrieg* (« guerre assise ») –, les Windsor ont renoué avec leur ami Charles Bedaux, qui, guéri de sa dépression nerveuse^{*12}, a repris ses allers-retours entre l'Allemagne et la France, *via* la Belgique, neutre comme il l'est lui-même en sa qualité de citoyen américain. Or sa réputation d'agent allemand est déjà bien établie. Quand Churchill arrive au pouvoir, le 10 mai 1940, son sang ne fait qu'un tour. Le 28, comme les Allemands menacent Paris, il décide de rapatrier les Windsor en Angleterre.

Leur fréquentation de Charles Bedaux en ces heures critiques et leur propre dilection pour l'Allemagne de Hitler font-elles pour autant d'Édouard et de Wallis des *espions* allemands et, en l'admettant, des espions *utiles* ? En 2002, un journaliste britannique, Martin Allen, a prétendu en apporter les preuves dans un livre à succès. L'ennui est que les pièces sur lesquelles il s'appuie sont des faux. Les a-t-il personnellement introduits dans les archives nationales britanniques ou a-t-il été lui-même la victime de faussaires ? Arrêté et poursuivi, Allen n'a pas été condamné, ce qui démontrerait sa bonne foi... Seule chose certaine : après la publication de son livre *Comment le duc de Windsor a trahi les Alliés*²³, une enquête de Scotland Yard a établi que pas moins de 19 documents utilisés pour étayer sa thèse

avaient été créés de toutes pièces, certains même réalisés à l'aide d'une imprimante laser, technologie, cela va sans dire, inconnue en 1939 ! Malgré cette forgerie, certains médias britanniques n'en persistent pas moins, aujourd'hui encore, à tenir pour argent comptant la principale accusation d'Allen : l'ex-roi serait allé jusqu'à transmettre à Hitler les plans de défense franco-britanniques du front de l'Ouest, quelques mois avant le déclenchement de l'offensive générale de la Wehrmacht le 10 mai 1940 ! Même en faisant abstraction de cette affaire de faux, une objection dirimante s'oppose à cette thèse : pour que le duc de Windsor se rende matériellement coupable de trahison – on a vu qu'intellectuellement c'était chose faite depuis longtemps ! –, il eût fallu qu'il soit au courant de secrets importants, hypothèse hautement improbable vu la marginalisation qui était la sienne et la surveillance de chaque jour dont il était l'objet ^{*13} ! Il n'est même pas certain que son frère et successeur, George VI, ait eu lui-même connaissance du détail du dispositif stratégique allié, le roi n'exerçant jamais en direct son titre de commandant en chef des forces armées, dévolu dans les faits au Premier ministre.

Espion, assurément pas, mais pion entre les mains de Hitler, Édouard l'est au-delà de l'imagination ! Quand Churchill le somme de revenir en Angleterre, il lui fait savoir, non sans raison, que la Manche n'étant plus le chemin le plus court – pour cause d'embouteillages sur la plage de Dunkerque ! –, il prend celui d'Antibes... Avec la ferme résolution de s'y faire oublier. C'est mal connaître Churchill, qui intime au couple l'ordre de quitter la Côte d'Azur, menacée par les Italiens, pour gagner la côte basque, puis de là le Portugal, d'où il pourra s'embarquer pour l'Angleterre à bord d'un hydravion. Mais à Biarritz, les vagabonds princiers retrouvent des amis et ne voient aucune raison de presser les choses. Downing

Street doit donc intervenir à nouveau pour leur demander de se hâter, la Wehrmacht approchant maintenant des Pyrénées ! Bientôt, ils sont accueillis à Madrid. Pourquoi ce changement de programme ? Parce que, au même moment, George, duc de Kent et plus jeune frère d'Édouard, se trouve à Lisbonne en visite officielle. Or George est très proche de l'ex-roi avec lequel il partage une admiration non dissimulée de l'Allemagne. Pas question que les deux frères se retrouvent pour comploter, tranche Churchill, qui demande donc aux Windsor de rester à Madrid du 22 juin au 1^{er} juillet. La semaine se passe alors en réceptions plus officielles les unes que les autres à l'occasion desquelles, à leur grande satisfaction, on ne manque pas de les qualifier d'« altesses royales » devant des diplomates britanniques mortifiés et des Allemands ravis.

Le 2 juillet, les voici finalement au Portugal d'où Édouard fait savoir qu'il n'a pas l'intention de bouger.. Le lendemain, en pleine canonnade de Mers el-Kébir, Churchill lui adresse ce message plutôt sec : « Votre Altesse royale a contracté un engagement militaire et un refus d'obéissance aux ordres donnés par l'autorité compétente entraînerait de très graves conséquences... J'espère qu'il ne sera pas nécessaire de vous signifier pareil ordre et vous prie instamment de satisfaire sans tarder aux vœux du gouvernement²⁴. »

Pourquoi cette menace non voilée de Churchill d'expédier l'ex-roi en cour martiale, *ultima ratio* qui ne peut avoir été évoqué qu'en plein accord avec son frère, George VI ? Moins pour réagir contre le désir d'Édouard de s'incruster à Lisbonne qu'en raison du lieu qu'il a choisi pour y résider : la maison du banquier Ricardo Espirito Santo Silva^{*14}, fiché par le MI5 comme agent nazi et qui se trouve être, *last but not least*, un intime de l'ambassadeur d'Allemagne au Portugal, Oswald von Hoyningen-Huene ! Piqué au vif, le duc se résout à emprunter l'hydravion qu'on lui envoie, non sans avoir

rédigé une lettre pleine d'amertume à l'intention de son ex-ami Winston, qu'il accuse de se comporter en « dictateur ». Une forme de pouvoir qu'il semblait pourtant apprécier jusqu'alors ! Mais le 4 juillet, nouveau coup de théâtre : le « dictateur » en question télégraphie à Édouard pour lui annoncer qu'il est nommé gouverneur des Bahamas ! Nul besoin d'être une intelligence supérieure pour saisir qu'en accord avec Buckingham Churchill lui a trouvé un poste sur mesure pour l'éloigner au maximum du théâtre d'opérations européen, tout en le plaçant sous le contrôle de l'allié américain dont les agents sont comme chez eux dans cette excroissance du Commonwealth située à moins de 500 kilomètres de la Floride...

Cette fois, Édouard se cabre. S'il accepte le poste, il sollicite l'autorisation de se rendre auparavant aux États-Unis, tout en se déchaînant littéralement en privé contre son frère George VI et, naturellement, le gouvernement britannique qui, dit-il, mène l'Angleterre à la catastrophe en s'enferrant dans une guerre perdue d'avance. Mais les propos « privés » d'un ancien roi d'Angleterre sont-ils destinés à le rester longtemps ? À l'issue d'un dîner, l'ambassadeur américain à Lisbonne, Herbert Claiborne Pell, est à ce point consterné qu'il télégraphie immédiatement à Washington. Dès le lendemain, l'hôte de Downing Street est prévenu. Et il ne tarde pas à réagir en avertissant le duc que non seulement il ne se rendra pas comme il le souhaitait aux États-Unis, mais que tout ce qu'il dira désormais pourra être retenu contre lui : « Des oreilles malintentionnées ne manqueraient pas, en effet, de s'emparer du moindre jugement que Votre Altesse royale pourrait porter sur la guerre, sur les Allemands et sur l'hitlérisme, pour peu que ce jugement fût différent de celui de la nation et du Parlement britannique²⁵. »

Ce qu'ignore encore Churchill – mais pas pour longtemps –, c'est que les « oreilles malintentionnées » auxquelles il pense sont déjà en alerte au Portugal, et que Ribbentrop, tenu au courant de la situation par son ambassadeur à Lisbonne, s'en est ouvert à Hitler. Aussitôt, le Führer a dépêché sur place le fidèle Schellenberg, l'homme de l'« incident de Venlo ^{*15} », pour s'assurer du duc avant qu'il ne s'embarque, contraint et forcé, pour les Bahamas. C'est l'opération « Willi », nom de code des Windsor proposé par le Führer lui-même. Le 24 juillet, Schellenberg débarque à Lisbonne. Par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Allemagne à Madrid, Eberhard von Stohrer, il a sollicité l'aide du ministre de l'Intérieur et beau-frère de Franco, Ramón Serrano Súñer ^{*16}, mais aussi du propre frère du dictateur, Nicolás Franco Bahamonde, ambassadeur d'Espagne au Portugal. Est-ce l'imprudence de trop ? Habitué à garder plusieurs fers au feu, il est très probable que le Caudillo, qui refusera bientôt à Hitler le droit de passage sur son territoire pour attaquer Gibraltar ^{*17} (mais enverra en 1941 la division *Azul* sur le front de l'Est, en compensation !), ait secrètement prévenu les Anglais de ce qui se tramait ^{*18}. D'autant qu'un quatrième personnage important est dans la confidence, Miguel Primo de Rivera, marquis d'Estella, frère du fondateur de la Phalange, Jose Antonio ^{*19} ... Ce qui commence à faire beaucoup.

Le plan est le suivant : Primo de Rivera se rendra à Lisbonne pour inviter les Windsor à chasser en Espagne, puis, à cette occasion, Serrano Súñer les convaincra d'y rester pour les soustraire aux services secrets anglais qui, prétendra-t-il, projettent de les assassiner dès leur arrivée aux Bahamas. C'est alors que Schellenberg interviendra pour proposer la botte au duc, de la part de Hitler : revenir sur le trône quand la paix aura été conclue avec la Grande-Bretagne par le moyen le plus approprié – renversement de

Churchill ou invasion. Pour l'aider à patienter, une grosse somme d'argent est d'ores et déjà mise à la disposition de l'ex (et peut-être futur) roi d'Angleterre sur un compte suisse numéroté : 50 millions de livres sterling !

Au départ, tout fonctionne comme prévu. Les 14 et 23 juillet, Primo de Rivera rend visite au duc chez le banquier Espirito Santo Silva et prend la mesure de la haine qu'il voue à sa famille et à la « clique au pouvoir » en Grande-Bretagne. Les moindres mots de « Willi » sont retransmis en détail à l'ambassadeur Stohrer qui les répercute à Berlin. Ces dépêches, classées avec celles retraçant les relations de l'ancien roi avec l'Allemagne hitlérienne, seront saisies en mai 1945 par l'armée américaine dans les archives de la Wilhelmstrasse retrouvées au château de Marburg (Hesse) – d'où leur nom de « dossier Marburg », dont la seule mention suffit, aujourd'hui encore, à faire bondir les ventes de la presse *people* britannique !

Mais le 29 juillet, la machination bien huilée se grippe. Ce jour-là, le duc annonce en effet à Angel Alcázar de Velasco, proche collaborateur de Primo de Rivera, qu'il partira finalement pour les Bahamas ! Coïncidence ? Édouard a reçu, la veille au soir, une autre visite : celle de l'avocat Walter Monckton. Ami de longue date du duc depuis leurs études au Magdalen College d'Oxford, mais aussi son avocat-conseil du temps où il était prince de Galles et héritier du trône, Sir Walter est devenu l'un des conseillers privés de George VI et – ce qu'ignore Édouard – un proche de Churchill. Son message est direct : un complot allemand est à l'œuvre pour « le garder en Europe, voire pour s'assurer de sa personne²⁶ ». L'ex-roi comprend-il qu'il est allé trop loin avec les nazis ? On peut le penser, et qu'à ce moment la panique le gagne. Le voici donc doublement piégé : par les Allemands qui proposent de l'ériger en rival et successeur de son

propre frère ; et par le MI5 qui, faute de tout savoir, en connaît suffisamment pour fournir à Downing Street les preuves de ses contacts avec l'ennemi... L'expression « complot allemand » est donc une manière civilisée de lui signifier que s'il refusait de prendre le chemin des Bahamas, son statut deviendrait instantanément celui d'un complice de Hitler !

Quelques heures plus tard, Schellenberg, qui dispose d'un agent parmi les domestiques d'Espirito Santo Silva, envoie ce message à Berlin : « *Willi will nicht* » (Willi ne veut pas)... Le lendemain, il fait donner à nouveau Primo de Rivera, accouru en avion de Madrid. Ses informateurs, dit-il, sont formels : à peine le duc sera-t-il arrivé aux Bahamas que ses compatriotes le supprimeront. Et pourquoi pas avant qu'il ne s'embarque ou pendant la croisière ! L'après-midi, les agents de Schellenberg vont jusqu'à tirer des coups de feu autour de la propriété du banquier, mais rien n'y fait. Et même, il n'est pas impossible que cette ultime mise en scène fasse prendre furtivement conscience au duc de la manipulation dont il est l'objet. Seule chose certaine : le 1^{er} août, les Windsor, leurs domestiques, leurs chiens, une limousine avec remorque et pas moins de cinquante-deux valises, trente clubs de golf, sept caisses de madère et de porto, sans oublier une machine à coudre^{*20}, embarquent à bord du paquebot américain *Excalibur* en direction des Bahamas. Le compte rendu de l'ultime rencontre d'Édouard avec Primo de Rivera retrouvé dans le « dossier Marburg » est un morceau d'anthologie. L'ex-roi demande qu'on transmette à Hitler l'expression de son « admiration et de sa sympathie » ; rend hommage au « désir de paix du Führer » qui, insiste-t-il, va totalement dans le sens du sien ; l'assure que s'il avait été encore sur le trône, la guerre n'aurait jamais été déclarée ; regrette que l'Angleterre n'incline pas à répondre à ses ouvertures du 19 juillet ; mais se voit contraint, en conséquence,

d'obéir aux ordres de son gouvernement car ne pas le faire l'obligerait à se « dévoiler ». Mais il n'en reste pas moins « prêt et désireux » à jouer les bons offices si la demande lui en était faite « soit par l'Allemagne, soit par la Grande-Bretagne²⁷ »...

Pour Churchill, qui, horrifié, ne découvrira ces mots que cinq ans plus tard, en même temps que les promesses de restauration faites par Hitler à l'ex-roi, l'essentiel est cependant acquis : ses menaces ont porté, et les apparences sont sauvées. Éloignés d'Europe, les Windsor ne tarderont pas à se faire oublier du public – au moins jusqu'à la fin de la guerre – et cesseront, *ipso facto*, d'être une carte dans la manche de Hitler. Mais sans pour autant quitter sa pensée, comme le démontre cette (rare) note manuscrite du Führer sur la configuration de l'Europe future, publiée après guerre par son premier biographe autrichien, Johannes von Müllern-Schönhausen : « Dans l'intérêt du monde, l'Angleterre doit conserver sa forme actuelle. Par conséquent, après la victoire finale, une réconciliation sera nécessaire. Seul le roi devra partir – à sa place, le duc de Windsor. Avec lui, nous ferons un traité d'amitié permanent, au lieu d'un traité de paix²⁸. »

Croit-on pour autant qu'une fois installé aux Bahamas ce couple, qui a pourtant senti passer le vent du boulet, va s'abstenir de suivre sa pente naturelle ? Jusqu'à l'attaque japonaise de Pearl Harbor qui décidera, le 11 décembre 1941, de l'entrée en guerre des États-Unis, l'ex-roi et sa compagne ne négligeront aucun effort pour convaincre leurs interlocuteurs américains de rester à l'écart du conflit, Wallis elle-même ne cachant rien de ses ambitions intactes. Pas moins d'une demi-douzaine d'agents à plein temps du FBI, sans compter leurs informateurs, rapportent leurs propos au redoutable Edgar Hoover ou à son adjoint Clyde Tolson. Les agents du MI5 présents sur place vont encore plus loin en plaçant des micros dans la

chambre à coucher du couple. Mais c'est à Miami, où les Windsor se rendent régulièrement, que Wallis semble la moins avare de confidences avec les riches Américains qu'elle rencontre au bar de l'Exclusive Everglade Club, pendant qu'Édouard participe à des tournois de golf.

Dans un volumineux rapport du FBI déclassifié seulement en 2017, on trouve ainsi la relation d'un entretien entre la duchesse et une personnalité dont le nom reste censuré et qui l'entend expliquer qu'une fois l'Allemagne victorieuse elle montera avec son mari sur le trône d'Angleterre ^{*21} ! À partir de 1942, qui voit la dynamique du succès s'inverser en faveur des Alliés, la duchesse se fera plus discrète sur le sujet, mais, sans doute par dépit, s'en prendra de plus en plus aux Juifs. Et ce n'est pas tout ! Toujours à l'affût d'argent facile, et malgré la généreuse dotation qu'ils perçoivent de la Couronne britannique ^{*22}, les Windsor se lient à des personnalités liées à la mafia, comme le milliardaire canadien Harry Oakes, dont l'assassinat, dans des circonstances jamais élucidées, sera alors qualifié de « crime du siècle ^{*23} ». Churchill, décidément, peut se féliciter chaque jour d'avoir mis l'Atlantique entre la Grande-Bretagne et ce couple de malheur !

Le rêve calciné de Rudolf Hess

Mais entre le Führer et lui, il n'y a guère que la Manche... et celle-ci va servir de décor au dénouement du rêve hitlérien d'une entente germano-britannique pour la domination du monde. Un rêve imaginé pour la première fois en 1924 entre les quatre murs d'une prison – celle de Landsberg où il dictait *Mein Kampf* à un certain Rudolf Hess – et qui, pour cet infortuné scribe transformé en

messenger, va s'achever comme il a commencé : dans une cellule. Mais cette fois, jusqu'à ce que mort s'ensuive... au terme de quarante-sept longues années de mise au secret ^{*24} !

Rappelons les faits, dont la réalité « dépasse la fiction » comme Churchill lui-même le dit aux Communes le 13 mai 1941 en annonçant que le numéro trois du Reich est désormais détenu sur le territoire britannique. Trois jours plus tôt, dans la nuit du 10 au 11 mai, un chasseur bombardier allemand de type Messerschmitt 110 – le bimoteur le plus rapide de son temps, capable de tenir les 600 km/h en vitesse de croisière – s'est écrasé en plein champ non loin d'Eaglesham, au sud de Glasgow. Il avait décollé d'Augsbourg (Bavière) deux heures plus tôt et, malgré des réservoirs supplémentaires, est tombé en panne de carburant. Son pilote, qui a pu s'éjecter *in extremis*, a atterri en parachute non loin de la ferme de l'agriculteur David McLean ^{*25}. « Je suis allemand, je m'appelle Alfred Horn et je souhaite me rendre à Dungavel, chez le duc de Hamilton », dit-il à McLean. Après avoir envoyé sa sœur prévenir la *Home Guard* locale, le fermier lui annonce que le château est à plus 25 miles (40 kilomètres) et lui offre du thé. Bientôt, quatre hommes arrivés du village voisin frappent à la porte et demandent au visiteur tombé du ciel de monter dans leur voiture. Direction : la caserne de Maryhill à Glasgow où, dès le lendemain matin, Hamilton se présente.

Étranges retrouvailles ! Les deux hommes ne se sont pas vus depuis le 12 août 1936. C'était, on l'a dit, à la Chancellerie du Reich, lors d'une réception offerte en marge des Jeux olympiques de Berlin, où leur ami commun, Albrecht Haushofer, les avait présentés. Hess était alors *Reichsleiter* du NSDAP ^{*26}, soit le numéro deux du Parti après le Führer. Et (en théorie seulement) le numéro trois du régime. N'ayant pas encore hérité du titre de son père, le duc n'était, quant

à lui, que le marquis de Clydesdale, mais ses exploits aériens au-dessus de l'Everest^{*27} l'avaient déjà rendu si célèbre que non seulement Hess, mais aussi Hitler, Göring et Ribbentrop s'étaient pressés autour de lui pour l'écouter en parler. Cinq ans plus tard, l'*Anglo-German Fellowship* dont Hamilton fut un membre actif n'existe plus et la plupart de ses dirigeants, comme l'amiral Barry Domville, sont en prison pour intelligence avec l'ennemi, au même titre que les amis de Mosley ou ceux d'Archibald Ramsay^{*28}. Moins exalté qu'eux, et surtout plus prudent, Hamilton est – croit-il ! – passé entre les gouttes. Et c'est en qualité de *Wing Commander* (lieutenant-colonel) de la RAF, responsable de la défense aérienne de l'Écosse, qu'en cette aube du dimanche 11 mai il se retrouve face au naufragé. En le voyant, racontera Hamilton, l'autre se lève d'un bond et lui dit : « Je ne sais pas si vous me reconnaissez, mais je suis Rudolf Hess, et je suis venu sauver l'humanité²⁹ ! »

Affirmant agir à l'insu du Führer, mais en totale communion de pensée avec lui, Hess explique en substance que si la Grande-Bretagne signe la paix rapidement, elle évitera la destruction, elle pourra conserver son empire et, en prime, l'Allemagne l'aidera à maintenir son intégrité. *Quid nove sub sole ?* Rien. Pas même une ébauche de plan, encore moins de pistes de négociations. Comme si sa présence devait, à elle seule, renverser le cours de la guerre ! Une guerre qui, présage fâcheux pour l'entreprise de Hess, a redoublé d'intensité la nuit même de son parachutage : à 1 heure du matin, Londres a essuyé le raid le plus meurtrier jamais effectué par la Luftwaffe depuis le début du Blitz, inauguré en septembre précédent : 9 000 tonnes de bombes incendiaires déversées en moins de quarante minutes par 500 bombardiers, 3 000 morts, 4 000 blessés, des centaines de pâtés de maisons rayés de la carte, la Chambre des communes réduite en cendres... Comme le résume

excellemment François Kersaudy, « si Hitler avait envisagé un seul instant une négociation secrète, on aurait pu attendre mieux (qu'un bombardement massif) en guise de lettre d'accréditation³⁰ ». Cet argument de bon sens a autrement plus de poids que les dénégations de Hitler, qui, si tous les témoignages concordent pour confirmer sa stupéfaction en apprenant que le plus ancien de ses fidèles avait clandestinement traversé la Manche^{*29}, était, ne l'oublions jamais, un comédien hors pair, rompu à manipuler ses proches comme ses adversaires...

Deux faits, en tout cas, ne souffrent aucune discussion. Le premier : quand le 11 mai en fin de matinée l'aide de camp de Hess, affolé de sa disparition, vient remettre au Führer la lettre qu'il avait préparée au cas où il ne reviendrait pas au bout de quatre heures^{*30}, le dictateur, loin de la garder secrète, réfléchit tout haut devant son entourage sur la conduite à tenir. Doit-il prendre le risque – ce qu'il fera finalement – de discréditer son régime en déclarant fou son dauphin en second après Göring ? Ou courra-t-il celui d'entendre un jour un Hess « drogué par Churchill » – sa crainte absolue – déblatérer contre l'Allemagne sur les ondes de la BBC ? Aurait-il évoqué tout cela s'il avait espéré quoi que ce fût de l'escapade de son lieutenant dont il ne pouvait savoir, douze heures après son décollage, s'il était vivant ou mort, ni *a fortiori* s'il était parvenu à établir le contact avec ses interlocuteurs ? Deuxième indication, et non des moindres : le communiqué allemand annonçant que « le camarade Hess » victime de « graves désordres mentaux » s'est envolé pour une « destination inconnue » est diffusé le 12 mai à 20 heures par la radio allemande... Plus de deux heures avant celui de Londres révélant qu'il a atterri et a été fait prisonnier ! On peut donc en inférer avec certitude que si Hitler l'avait mandaté d'une manière ou d'une autre, il aurait, à tout le

moins, attendu l'annonce de son échec pour le désavouer et s'exonérer de toute responsabilité. À quoi sert de traiter de fou par avance un homme qui, même s'il a neuf chances sur dix d'échouer, est peut-être en train de réussir ?

En admettant même que Hess soit parvenu à atterrir secrètement et à rencontrer le duc de Hamilton, croit-on surtout qu'il aurait pu, en quelques heures, être reçu par le roi et obtenir de lui qu'il renvoie Churchill puis qu'il nomme un gouvernement désireux de faire la paix, tout cela, naturellement, sans que Downing Street et les services de renseignement britanniques aient eu vent de quoi que ce soit ? Car tel était bien le « plan » de Hess, complaisamment décrit par lui tout au long de ses interrogatoires ! Un plan qui démontre son ignorance des institutions britanniques puisqu'il prête au souverain des prérogatives dignes d'une monarchie absolue. Même Hitler, qui lui aussi surestimait les pouvoirs de la Couronne et l'influence de l'aristocratie, ne pouvait croire une seconde aux chances de succès d'un tel scénario.

Churchill, de son côté, se serait bien passé de cet encombrant visiteur. Tandis que le Führer redoute que Hess ne finisse par révéler aux Britanniques l'imminence de l'attaque surprise contre l'URSS – ce qu'il ne fera pas –, le Premier ministre craint, lui, que Staline ne prenne au sérieux l'hypothèse d'une paix entre la Grande-Bretagne et le Reich, laquelle mettrait l'URSS en mauvaise posture dans l'hypothèse où l'Allemagne passerait à l'attaque – échéance que le dictateur communiste juge inéluctable et qu'il a précisément voulu repousser en concluant le pacte germano-soviétique, mais dont il est loin, très loin, d'imaginer l'imminence... Or l'hôte de Downing Street ne cesse, depuis des mois, de mettre le Kremlin en garde contre l'illusion d'une paix durable avec l'Allemagne, bref de lui faire valoir que l'URSS a davantage d'intérêts immédiats avec l'Angleterre

capitaliste qu'avec l'Allemagne nazie qui, conformément aux promesses de *Mein Kampf*, rêve de la détruire ! Mieux, dès le 3 avril, grâce aux progrès réalisés par les Britanniques dans le décodage des codes allemands^{*31}, il a mis en garde Staline contre une prochaine invasion de l'URSS. Or, le tyran rouge ne veut rien entendre, pas même quand son maître espion en Allemagne, Richard Sorge^{*32}, lui communique la date exacte du déclenchement de l'offensive allemande, le 22 juin 1941 ! Envers et contre tout, il soupçonne une entente secrète entre Londres et Berlin dont l'épisode Hess serait, à ses yeux, une preuve de plus...

Dans sa solide biographie de Rudolf Hess, Pierre Servent souligne combien cette affaire rocambolesque a pourri les relations entre l'URSS et la Grande-Bretagne, dès avant le déclenchement de l'opération « Barbarossa », le 22 juin 1941. Au lieu de prendre au sérieux les avertissements de Churchill, Staline ne cesse alors de lui demander, par l'intermédiaire de l'ambassadeur soviétique à Londres Ivan Maïski, pourquoi Hess n'a pas été *illico* passé par les armes. Si cela n'a pas été fait, suggère-t-il, « c'est que Churchill est évidemment sous influence de ceux qui ont intérêt à ce que l'Union soviétique soit vaincue³¹ ». Quand, à partir de 1942, le maître du Kremlin harcèlera les Alliés pour hâter l'ouverture d'un second front en Europe, l'affaire Hess sera au menu de chaque rencontre au sommet. Et de toutes les insinuations des *Izvestia* et de la *Pravda*, pour qui Hess est « la clé anglaise d'un accord futur³² » entre l'Allemagne et les Occidentaux... contre l'URSS ! Servent a même trouvé, dans la *Pravda* – qui, rappelle-t-il opportunément, signifie en russe « la vérité » –, un article prétendant que l'épouse du *Reichsleiter* aurait été invitée à Londres pour y donner un récital de piano, photo à l'appui ! L'ambassade britannique à Moscou ne prendra même pas la peine de préciser qu'il s'agissait de la célèbre

concertiste Julia Myra Hess, plus *British* que nature et farouchement antinazie. La *Pravda* n'aurait, de toute façon, jamais rectifié !

Staline, cependant, ne se trompe pas totalement en soupçonnant un lien entre l'affaire Hess et l'URSS, même si ce n'est évidemment pas celui qu'il croit. Car dans l'esprit de Churchill, il y en a bien un, et c'est ce qui met le Premier ministre fort mal à l'aise quand le duc de Hamilton, dans la soirée du dimanche 11 mai, vient l'extirper d'une projection du dernier film des Marx Brothers^{*33} pour lui annoncer qu'il s'est entretenu le matin même avec le numéro deux du parti nazi, prisonnier dans une caserne de l'armée britannique après avoir tenté d'atterrir dans sa propriété ! Depuis des mois, Churchill tente en effet d'intoxiquer les Allemands en leur faisant croire que « le parti de la paix », en coma dépassé depuis les jours fatidiques de mai 1940 où il s'était montré si près de réussir, a relevé la tête à la suite des récentes victoires de l'Axe^{*34}. Objectif : pousser Hitler à relâcher la pression sur l'Angleterre, particulièrement touchée par la guerre sous-marine qui décime ses convois de ravitaillement, en le convainquant qu'il dispose d'une fenêtre de tir idéale pour ouvrir un second front... contre l'URSS ! Non dans le but qu'elle soit détruite, comme l'imagine paranoïquement Staline, mais au contraire pour offrir le plus rapidement possible à la Grande-Bretagne un allié de plus – et quel allié ! –, en attendant que les États-Unis entrent en guerre contre le Reich. « Le Premier ministre, résume Pierre Servent, a un besoin vital de l'ouverture de ce second front à l'Est : si Hitler attaque les Soviétiques, ce sera une bénédiction car, mécaniquement, la pression de la Wehrmacht se fera plus légère sur les troupes de la Couronne. [...] Or qu'est-ce qui pourrait bien retenir Hitler *in extremis*, alors que ses plans d'invasion ont été rédigés et validés ? Rien si ce n'est le fait de se retrouver

coincé entre deux fronts. C'est la hantise du haut commandement allemand... et de Hess en particulier³³. »

Pour atteindre son but, Churchill a donc mis sur l'affaire la fine fleur des services secrets britanniques et enrôlé l'ex-ministre des Affaires étrangères Samuel Hoare, devenu ambassadeur du Royaume-Uni à Madrid, dont on se souvient qu'il fut, avec son prédécesseur John Simon, l'un des symboles de l'*appeasement*^{*35}. Mais il a aussi demandé au duc de Hamilton de se racheter de ses sympathies nazies d'avant guerre en servant d'appât aux anglophiles de la Wilhelmstrasse, par l'intermédiaire de son ami Albrecht Haushofer, fils de Karl, l'âme damnée de Hess.

Et voilà que Hess en personne déboule en Écosse comme dans un jeu de quilles, obligeant Churchill à dire la stricte vérité : il n'y a pas eu, et il n'y aura jamais, lui vivant, de négociations de paix entre Londres et Berlin ! L'encombrant nazi a-t-il trop bien mordu à l'hameçon et s'est-il imaginé en situation de hâter la conclusion d'un accord après avoir eu vent de contacts pris par divers intermédiaires connus de lui, à Madrid, Lisbonne ou Zurich^{*36} ? Peut-être. Mais, en 2006, un témoignage intéressant recueilli par François Delpla de la bouche de Rochus Misch, l'un des derniers survivants du Bunker, suggère que tout fut peut-être beaucoup plus simple. Interrogé dans le cadre du documentaire de Daniel Costelle et Isabelle Clarke *Eva Braun dans l'intimité du Führer* (diffusé en 2007), l'ancien garde du corps de Hitler a livré cette anecdote édifiante : l'une des dernières fois où Hess a été vu au Berghof, au printemps de 1941, des dépêches rapportant des contacts informels censés avoir eu lieu à Lisbonne entre Allemands et Britanniques ont été transmises à Hitler par le chef du service de presse de la Chancellerie, Otto Dietrich. Et devant tout le monde, Hitler s'est écrié : « Mais mon Dieu, qu'est-ce que je dois faire encore ? Je ne peux pas y aller et tomber à

genoux. » Peu de temps après, Sepp Platzer, l'un des domestiques de Hess, lui a rapporté que cette phrase de Hitler avait provoqué un déclic chez son patron et que celui-ci lui avait dit : « Non, lui il ne le peut pas, mais moi, si³⁴ ! »

Il n'en reste pas moins que si l'équipée de Rudolf Hess sent l'improvisation^{*37}, le Vieux Lion a bel et bien tenté de piéger les Allemands pour qu'ils desserrent l'étau sur l'Angleterre et tournent leur agressivité vers l'Est, comme en témoigne l'instrumentalisation de Hamilton au service de ce plan. Un exemple de pur machiavélisme churchillien qui, contrairement à beaucoup de pièces du dossier Hess, incommunicables jusqu'en 2070 (!)^{*38}, n'a plus de secret pour nous depuis que les archives de Kew ont déclassifié le dossier Haushofer. Ce qu'il contient démontre que le Premier ministre savait tout – absolument tout – des contacts entre Hamilton et l'entourage de Hess, en particulier les Haushofer père et fils. Et plus spécialement ce dernier, que Churchill, « tuyauté » par Lord Beaverbrook, soupçonne d'entretenir depuis 1937 une relation homosexuelle avec le duc³⁵... Un passé à la fois politique et privé que ce dernier aurait bien aimé faire oublier jusqu'à ce jour de février 1941 où il est convoqué à Londres par un officier des services de renseignement de la RAF, le capitaine Stammers.

Le duc pressent-il qu'on va lui demander des comptes sur ses activités au sein de l'*Anglo-German Fellowship* ? Peu pressé d'honorer la convocation, il ne se rend qu'à la mi-mars au ministère de l'Air. Là, on lui met sous les yeux une lettre envoyée de Berlin^{*39} par son ami Albrecht Haushofer, lequel propose à son « cher Douglo » (Douglas, le prénom de Lord Hamilton) de le rencontrer « quelque part à la périphérie de l'Europe, peut-être au Portugal ». Daté du 23 septembre 1940, ce courrier a transité par Lisbonne (pays neutre, rappelons-le) et aurait dû arriver à la Chambre des

lords *via* l'agence Cook. Mais l'absence de cachet allemand n'a pas suffi à duper le MI5, qui a aussitôt intercepté le message. On imagine la sidération du duc en découvrant non seulement le degré de surveillance dont il est l'objet, mais aussi ce que contient la lettre : une allusion explicite à ses « amis haut placés » intéressés par la paix. Va-t-il être arrêté pour intelligence avec l'ennemi ? À son grand étonnement, l'officier qui l'a convoqué se contente d'entendre ses explications (qui ne nous sont pas parvenues) et le laisse repartir aussi libre qu'il est arrivé. Mais fin avril, une nouvelle convocation lui parvient. Cette fois, Hamilton comprend qu'il serait mal vu de traîner. Il n'a pas tort. Car, le 25, il est reçu par « Tar » Robertson en personne, l'agent du MI5 que nous avons vu à l'œuvre en train d'écouter les conversations téléphoniques du roi Édouard VIII ^{*40} et qui dirige maintenant le bureau XX (*Double Cross*) du contre-espionnage britannique, spécialisé dans la désinformation de l'ennemi. Contrairement à son premier rendez-vous au ministère de l'Air, aucune explication ne lui est demandée, mais on lui confie une mission dont il comprend le caractère impérieux : réactiver ses contacts avec Haushofer et partir le plus tôt possible pour Lisbonne. Mais Hamilton n'entend pas être lâché s'il échouait et exige (ce qu'un autre que lui n'aurait jamais osé faire à moins d'être duc et pair du royaume) que l'ambassade du Royaume-Uni à Lisbonne soit informée de son arrivée et de ses contacts. Il sollicite aussi des conseils pour rédiger sa réponse à Haushofer, notamment sur l'explication à fournir s'agissant de son silence des huit derniers mois.

Le croira-t-on ? C'est le samedi 10 mai 1941 que « Douglo » écrit au colonel Blackford, officier traitant de l'opération, pour lui dire qu'il accepte la mission. Le 10 mai... le jour même où Hess se lance dans sa folle expédition ! Ce télescopage de dates que même un John le

Carré n'aurait osé inventer prouve, s'il en était besoin, que le vol sans retour du *Reichsleiter* était bien une tentative désespérée et n'avait rien à voir avec une conjuration pro-nazie appelée à se nouer – ou plutôt à se renouer – devant les cheminées en marbre du château de Dungavel ! Le seul *pronunciamento* dans l'air était celui, factice, que Churchill se proposait de susciter pour convaincre Hitler d'une renaissance du « parti de la paix ».

En ce mois de mai 1941, l'ère des complots pour renverser Churchill et ratifier une *Pax Germanica* continentale appartient au passé. Dans quarante-deux jours s'ouvrira, sur le sol russe, un duel de titans ; dans moins de deux cents, l'Amérique, attaquée elle aussi, entrera en lice avec toute sa puissance et transformera l'Angleterre en base de départ pour reconquérir l'Europe. Si l'« ordre nouveau » dont rêvaient germanophiles britanniques et anglophiles allemands fut bien près de s'imposer à la lueur du printemps foudroyé de 1940, celui de 1941, en dépit d'une donne stratégique plus favorable encore à Hitler, voit se désaligner les planètes qui, jusqu'alors, servaient si efficacement ses desseins. On pense à la formule prêtée à Marx : « L'histoire ne se répète jamais, sauf en comédie ^{*41}. » Entre la trahison avérée d'un Halifax ou d'un Butler dans les semaines qui précèdent l'armistice de 1940 et la descente en parachute d'un Hess venu « sauver l'humanité », il y a la même différence qu'entre une tragédie de Shakespeare et une comédie des Marx Brothers... ces rois du contretemps !

Épilogue

Les fantômes du lac de Côme

Quand les pêcheurs du village de Moltrasio, sur la rive occidentale du lac de Côme, apprirent, dans les derniers jours d'août 1945, qu'un certain « colonel Warden » venait de réquisitionner pour trois semaines la somptueuse villa Apraxin^{*1}, propriété de la famille Donegani^{*2}, ils ne restèrent pas dupes bien longtemps. Accueilli par le maréchal Harold Alexander^{*3} en personne, le visiteur fut aussitôt reconnu : avant même que sa silhouette familière n'attire les photographes du monde entier, les mégots de ses cigares l'avaient trahi. Plusieurs années plus tard, ceux-là ou d'autres, ramassés par les jardiniers dans les allées du parc d'Apraxin, seront vendus aux touristes comme autant de reliques. Ainsi donc, Winston Churchill, renversé par une majorité travailliste à l'issue des législatives du 5 juillet précédent, avait choisi l'Italie pour méditer le mot de Plutarque : « L'ingratitude envers les grands hommes est la marque des peuples forts » !

Venu à Moltrasio avec son chevalet et ses boîtes de couleurs, le Vieux Lion rentrera en Grande-Bretagne après avoir peint une quinzaine d'aquarelles, s'être baigné chaque jour et vidé – entre autres – 96 bouteilles de Veuve Clicquot^{*4}... Mais on aurait tort de

croire que ce fut tout ! Les journalistes qui eurent tôt fait d'épier ses faits et gestes découvrirent que l'ancien Premier ministre, abandonnant régulièrement ses invités ^{*5} au luxe de la villa Apraxin, passait beaucoup de temps à sillonner la région en voiture en compagnie de son garde du corps.

Dès le 4 septembre, la presse suisse révélait qu'en fait de tourisme les pérégrinations de Churchill ressemblaient fort à un jeu de piste sur les lieux qui avaient servi de décor, cent jours plus tôt, à la mort de Mussolini. Ce jour-là, la *Feuille d'avis de Neuchâtel* ^{*6}, qui, malgré son titre innocent – pour ne pas dire vicinal –, fait alors partie des quotidiens les mieux informés d'Europe, ouvre le feu par un bref article sur l'arrivée en Italie de l'ancien Premier ministre britannique deux jours auparavant. Le voici, *in extenso* :

Dimanche matin, M. Winston Churchill est allé visiter la tombe de Benito Mussolini. Accompagné de sa fille Mary ^{*7} et de quelques officiers supérieurs alliés, il a traversé Milan dans une puissante Rolls-Royce, se rendant au cimetière de Musocco, appelé le « cimetière des pauvres ». Après être descendu de voiture devant l'entrée, M. Churchill se dirigea vers le lieu où gît la dépouille de celui qui fut le « Duce ». La tombe se trouve en terre non bénite et rien ne rappelle que Mussolini a été enseveli là. Elle est entourée d'autres tombes anonymes, où se trouvent les corps de Mme Petacci ^{*8} et des derniers collaborateurs du Duce, tués avec lui. L'ancien Premier ministre resta quelques minutes devant la tombe, la tête découverte, tandis que ses compagnons lui donnaient de nombreuses explications. Précédemment, M. Churchill avait tenu à se rendre sur la place Loreto où, le 28 avril, les partisans exposèrent le corps de Mussolini aux coups de la

foule. Descendant de voiture, l'homme d'État anglais se fit indiquer l'endroit exact où le dictateur italien fut pendu la tête en bas.

Et voici que, le 28 septembre, le quotidien communiste de Genève, *Voix ouvrière*, titre en une : « Les documents de Mussolini disparaissent et M. Churchill apparaît. » Dans son éditorial, le directeur du journal, Léon Nicole, raconte que ses reporters envoyés sur place ont vu distinctement l'ancien Premier ministre, dont la silhouette ne peut se confondre avec aucune autre, jeter des piles de documents dans un grand feu allumé au fond des jardins de l'Apraxin. Quels documents ? Et pourquoi les détruire ? Ces deux questions, toujours sans réponses, n'en finissent pas d'irriguer l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale depuis près de quatre-vingts ans, après avoir donné lieu, entre 1945 et 1966, à un interminable imbroglio politico-judiciaire.

Pour en saisir l'enjeu, un bref retour en arrière s'impose. Quand, le 25 avril 1945, Mussolini quitte Milan, menacé par l'arrivée imminente des troupes alliées qui ont reçu l'ordre de le capturer pour le traduire devant la justice internationale, trois solutions s'offrent à lui. Ayant échoué dans sa tentative de transférer pacifiquement le pouvoir au Comité de libération nationale italien^{*9} au terme de négociations menées sous l'égide du cardinal Schuster, archevêque de la métropole lombarde, il peut encore s'envoler pour l'Espagne – un avion l'attend, prêt à décoller. Il peut aussi tenter d'entrer en Suisse, vers laquelle font déjà route sa femme Rachele et ses enfants. Ou encore tenter un baroud d'honneur en se repliant vers la vallée de la Valteline, à l'est du lac de Côme, où ses derniers fidèles tentent fébrilement d'organiser un « réduit alpin ». C'est l'option qu'il retient... officiellement. Mais pourquoi, en quittant

Milan, emprunter la rive occidentale du lac de Côme, desservie par une route si étroite qu'un convoi ne peut faire demi-tour en dehors des villages qu'elle traverse, et non sa rive orientale, nettement plus praticable, à partir de Lecco ? Une seule explication : parce qu'il n'a nullement abandonné l'idée de gagner la Suisse, beaucoup plus proche de Milan par ce chemin – soit à partir de Côme (9 kilomètres du poste-frontière de Chiasso), soit encore à partir de Menaggio (20 kilomètres de celui de Gandria, qui débouche sur Lugano)... Le 27 avril, en tout cas, c'est l'ultime voie qui lui reste : la veille, il a attendu en vain, à Côme puis à Menaggio, l'arrivée des 5 000 squadristes^{*10} que lui avait promis Alessandro Pavolini^{*11} pour couvrir son repli sur la Valteline : aucun ne s'est présenté. Son obsession, désormais, est de mettre à l'abri son « trésor » : l'or et les devises de la République sociale italienne, évalués à 10 milliards de lires^{*12}, mais aussi les sacs remplis de documents qui, dit-il, « valent autant que si nous avions gagné la guerre¹ ».

Ces documents, saisis par les partisans communistes au moment de l'arrestation de Mussolini à Dongo, ce même 27 avril, des dizaines de témoins les ont vus (à défaut de les lire) lorsqu'ils furent déposés à la Caisse d'épargne de Damaso, premier lieu de détention du Duce avant son exécution. Sollicités par la presse tout au long des années 1950, ils ne se sont pas privés de les décrire. Parmi ces papiers : une liasse « *riservatissime* » contenant, à leurs dires, des dizaines de lettres échangées entre le dictateur déchu et Winston Churchill. Avant guerre, mais aussi pendant, d'où leur caractère potentiellement explosif ! Est-ce cette correspondance que l'homme aux cigares serait venu chercher ? Et que contenait-elle que Mussolini espérait monnayer pour assurer sa défense, et peut-être son immunité ? Les hypothèses les plus folles ont été élaborées, que les meilleurs historiens du fascisme ont taillé en pièces, à

commencer par l'Italien Renzo De Felice et le Français Pierre Milza. La plus inepte ? Churchill aurait secrètement poussé Mussolini à entrer en guerre aux côtés de Hitler en 1940 pour qu'en cas de défaite le Duce puisse modérer les exigences du Führer à l'encontre de l'Empire britannique en échange d'avantages italiens gagnés sur l'outre-mer français ! Ceux qui ont pris la peine de lire le présent ouvrage saisiront sans mal la vacuité d'un tel scénario, Churchill connaissant mieux que quiconque le désintérêt de Hitler pour les colonies, comme l'avait démontré son indifférence aux offres de Chamberlain en 1937-1938 ^{*13}.

Et puis, comme le remarque Maurizio Serra, dans son brillantissime *Mystère Mussolini*, pourquoi un homme « qui avait courtisé le poste de Premier ministre pendant quarante ans (et ne l'aurait probablement pas obtenu sans la guerre) aurait-il risqué sa carrière et son cou pour entretenir un canal secret avec un Mussolini qui comptait peu en 1940, et de moins en moins au cours du conflit ² » ? Mais le Duce n'avait-il pas en sa possession d'autres documents que le Vieux Lion aurait eu profit à récupérer non dans son propre intérêt, mais dans celui de l'Angleterre ? Quand on se souvient du rôle joué par le dictateur italien au moment de Munich, pendant la crise polonaise de l'été 1939, puis dans le cadre des plans de paix de l'automne suivant, en liaison étroite avec le parti britannique de l'*appeasement*, la question mérite d'être soulevée.

Renzo De Felice lui-même, qui n'a pas ménagé ses efforts pour démasquer nombre de faussaires, va plus loin : il estime tout à fait possible que, sur l'ordre de Churchill, les services britanniques aient infiltré la résistance italienne pour s'assurer que Mussolini serait bien exécuté avant d'être traduit devant une cour internationale, comme le souhaitait Roosevelt ³... Occasion qui lui aurait offert la possibilité de dire tout ce qu'il savait des rapports étroits tissés entre une partie

de l'*establishment* britannique et le Reich hitlérien. Dans son ouvrage de référence sur les derniers jours de Mussolini⁴, Pierre Milza est moins catégorique mais estime que cette thèse vaut infiniment plus qu'un « haussement d'épaules ». Pendant son séjour à Côme, rappelle-t-il, Churchill n'a-t-il pas rendu visite au directeur de la Caisse d'épargne de Domaso, où furent stockées les sacoches de Mussolini avant leur disparition ? De même, « il rencontra le colonel Luigi Villani, commandant de la caserne de la Garde des finances de Germasino, où le Duce fut emprisonné pendant quelques heures, et put s'entretenir longuement avec ses geôliers⁵ »...

Surtout est intervenu, en 1994, le témoignage essentiel de Bruno Lonati, un ancien dirigeant communiste qui, en sa qualité de commissaire politique, a assisté à l'arrestation puis à l'exécution du Duce et de Clara Petacci. Selon ce témoignage⁶, qui a inspiré à Peter Tompkins (un ex-agent de l'OSS actif en Italie au moment des faits) une enquête serrée⁷ doublée d'un documentaire pour la RAI⁸, Mussolini n'a pas été abattu par le communiste Walter Audisio – mandaté pour cela par le Parti et qui s'en est vanté jusqu'à sa mort –, mais par un agent britannique répondant au pseudonyme de « John^{*14} ». Dans les semaines qui ont suivi la fusillade, pas moins d'une dizaine de témoins disparaîtront sans laisser de traces et deux autres seront retrouvés noyés dans le lac de Côme. Tous d'anciens communistes réputés trop bavards, témoins directs de l'élimination du Duce et de la disparition concomitante du « trésor de Dongo ». Ainsi ne purent-ils comparaître au procès-fleuve qui s'ouvrit en 1957 à Padoue et jugea pour vol une trentaine de dirigeants du Parti communiste italien. L'un des juges s'étant suicidé, le procès fut ajourné. Il ne reprit jamais et l'action publique s'éteignit sous le couvert de la loi d'amnistie de 1966. Si les historiens se déchirent toujours sur les circonstances de la mort de Mussolini et sur le rôle

qu'aurait joué Churchill, tous tombent d'accord sur un point : le « trésor » en question a été équitablement partagé entre le parti communiste et la démocratie chrétienne italienne, scellant pour trois décennies leur fameux « compromis historique ». Quant aux documents que le Duce gardait serrés contre lui, ils ont bel et bien disparu de la circulation... Et faute d'en avoir la preuve absolue, il est licite de penser que le plus grand Britannique du xx^e siècle y est pour quelque chose !

Non, comme la classe politique italienne, aux fins d'escamoter le souvenir de turpitudes *partagées*, mais pour racheter, devant l'histoire, celle d'une partie de l'élite britannique. À l'instar de Charles de Gaulle imposant, dès le 25 août 1944, le mythe d'une France rassemblée dans « un seul combat pour une seule patrie ^{*15} », alors que les rues de Paris résonnent encore des tirs sauvages des *desesperados* de la Collaboration, le Vieux Lion veut effacer jusqu'à l'existence de ceux qui, entre 1933 et 1939, s'opposaient à sa volonté d'arrêter Hitler puis, une fois la guerre déclarée, ne songeaient qu'à le laisser martyriser l'Europe. Oswald Mosley ? Son nom n'est pas cité une fois dans les 5 300 pages de ses *Mémoires*. Celui de William Joyce, *alias* « Lord Haw-Haw », pas davantage. Ses aboiements quotidiens sur Radio-Hambourg étaient pourtant écoutés – chiffre effarant connu grâce aux sondages secrets de l'institut Mass-Observation ⁹ – par 30 % des auditeurs britanniques ^{*16} ! Halifax, dont la félonie, aux heures sombres de mai 1940, faillit aboutir, comme on l'a vu, à faire sortir l'Angleterre de la guerre et, par voie de conséquence, à renforcer les chances d'une victoire définitive de l'Allemagne ? Son rôle n'est jamais distingué de celui de Chamberlain ni de ceux de ses consorts *appeasers*, assimilés à des naïfs, tout au plus à des irresponsables... Et les barons de Fleet Street, dont les journaux vantèrent, au fil des années 1930, les

réalisations du national-socialisme ? Pardonnés, tel Max Aitken (Lord Beaverbrook), qui, en mars 1940 encore, militait pour une paix négociée et dont Churchill fit son ministre, deux mois plus tard, au nom de l'unité nationale. Ou sauvés par le gong, comme Harold Harmworth (Lord Rothermere), exilé volontaire aux Bahamas en même temps que les Windsor, et mort subitement en novembre 1940.

Mais suffit-il de réinterpréter l'histoire à l'aune de son propre patriotisme pour conjurer les fantômes de cette « autre Angleterre » qui n'aurait pas manqué de le jeter dehors si, au lieu de s'arrêter devant Dunkerque, Hitler avait donné ordre à la Wehrmacht d'exterminer sur place le corps expéditionnaire britannique ? Que se serait-il passé si Halifax avait alors succédé à Churchill ou si, quelques semaines plus tôt, il lui avait été préféré comme Premier ministre ? À défaut d'être sans risque, le recours au conditionnel est légitime s'agissant d'un tel géant, entré dans l'histoire presque par effraction puis devenu une légende pour avoir eu raison contre la plupart de ses contemporains... Ayant obtenu les mains libres à l'Ouest, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la Wehrmacht aurait considérablement accru ses chances d'imposer, d'une manière ou d'une autre, sa loi à l'Est. Quant aux États-Unis, privés de la base logistique vitale fournie par les îles Britanniques, on les voit mal se précipiter pour débarquer en Europe, à supposer que le parti isolationniste, déjà si puissant lors du déclenchement du conflit, n'ait pas profité de l'élection présidentielle de l'automne 1940 pour figer l'Amérique dans la neutralité. Faut-il pousser plus loin l'uchronie pour démontrer ce que le monde doit à la ténacité du Premier Britannique ?

Accessoirement, le « récit national » bien balisé dans lequel Sir Winston a choisi d'inscrire sa « geste » a aidé ses contemporains à

détourner le regard d'un aspect pourtant essentiel de la Grande-Bretagne entre les deux guerres : la séduction exercée par Hitler sur une partie de l'opinion excédant très largement l'extrême droite. L'historien Julian Jackson est bien le seul à avoir osé l'écrire : la Grande-Bretagne était infiniment plus prête que la France à participer au nouvel ordre hitlérien !

Dans un texte lumineux publié dans *Mai-juin 1940*¹⁰, ouvrage collectif sur la défaite française vue par les historiens étrangers, Jackson explique ainsi que notre regard sur la III^e République finissante reste biaisé par la place centrale que tient son épilogue : le succès de la guerre éclair allemande et l'émergence quasi immédiate du régime de Vichy. Ce fatalisme *a posteriori*, souligne-t-il, masque tout ce qui, dans la société française, ne convergeait pas nécessairement vers l'État français, tout comme la bataille d'Angleterre et la résistance héroïque du peuple britannique font oublier, *a contrario*, les « forces profondes » qui, outre-Manche, poussaient à collaborer avec l'Allemagne.

« Si le régime de Vichy a – jusqu'à un certain point – gagné le soutien d'une partie de la population, la cause réside autant dans le traumatisme de la défaite que dans les circonstances qui l'ont précédée, écrit-il. Les valeurs politiques et les forces idéologiques qui deviennent dominantes en France après la défaite ne sont pas absentes de la société britannique pendant les années 1930. C'est vrai même de l'antisémitisme qui augmente pendant la "Drôle de guerre" et qui aurait pu s'accroître dans la recherche de boucs émissaires après une défaite. »

Comment savoir, de fait, l'effet qu'aurait eu un choc équivalent sur l'opinion britannique ? Jackson cite l'exemple méconnu de l'occupation des îles Anglo-Normandes entre 1940 et 1944 où, remarque Madeleine Bunting, auteur d'une étude passionnante sur

la question, ses habitants ont « cherché le compromis, collaboré et fraternisé, tout comme les populations de l'Europe occupée », ce qui devrait nous pousser « à réviser le mythe du caractère particulier des Britanniques par rapport aux Européens¹¹ ».

Même un fidèle soutien de Churchill comme l'éditeur de presse Cecil King (neveu de Lord Rothermere mais opposé en tous points à ses engagements) écrit, fin 1940 : « Depuis quelques mois, je me demande de plus en plus ce qui arrivera après notre défaite plutôt que comment on va l'éviter... Ce qu'on voit à Vichy est sûrement la faillite totale des dirigeants français. Je crains que la même chose ne se produise chez nous dans des circonstances semblables¹². » Au reste, rappelle opportunément Jackson, le régime de Vichy n'agit pas seulement comme un aimant sur les revanchards de tous poils ayant un compte à régler avec la République.

Il attire aussi des éléments modernisateurs et réformateurs de la société française qui saisissent la chance d'imposer leurs idées. La Grande-Bretagne avait aussi ses « non-conformistes des années 1930 », ces jeunes gens dégoûtés par la stagnation de la « vieille bande » [*the Old Gang*] autour de Neville Chamberlain. Leur idéalisme est accaparé par la coalition politique présidée par Churchill et leur colère dirigée vers les « coupables ». Mais il n'est pas impensable que, dans des circonstances différentes, cet idéalisme et cette colère aient pu s'exprimer dans un gouvernement de collaboration.

Et Jackson d'imaginer le siège de ce « Vichy britannique » à Harrogate, célèbre station thermale du Yorkshire qui connut son heure de gloire sous Victoria et Édouard VII. Qui aurait joué, dans un tel contexte, le rôle de Pétain ?

On peut avancer le nom de Lloyd George ou celui du duc de Windsor, dont les sentiments pro-allemands et pacifistes sont assez connus pour que Churchill ressente le besoin de l'écartier de la scène britannique. [...] Vraisemblablement, la Grande-Bretagne aurait eu ses conservateurs pragmatiques à la Bouthillier^{*17}, ses idéalistes pacifistes à la Giono, ses fascistes à la Doriot, ses antisémites à la Darquier, ses flagorneurs opportunistes à la Benjamin.

Dans le rôle de ce dernier, dont les conférences édifiantes sur la vie et l'œuvre exemplaire de Pétain rivalisent dans le grotesque avec l'*Ode au Maréchal* publiée au même moment par Paul Claudel dans *Le Figaro*^{*18}, l'historien aurait bien vu l'essayiste Arthur Bryant, passé sans transition d'une admiration non dissimulée pour Hitler à une exaltation non moins assidue de Churchill. Thuriféraire de Hitler jusqu'en 1939, celui-ci écrira en 1965, à la mort du Vieux Lion : « Personne ne peut espérer voir de son vivant, quelqu'un de la taille de ce colosse¹³. »

Ajoutons à ce tableau, non pour trouver des circonstances atténuantes aux virtuels « collaborateurs » britanniques mais pour en discerner d'infiniment aggravantes chez leurs homologues français, que, dans le cas d'une *Pax Germanica*, les premiers savaient que le statut de grande puissance de leur patrie serait préservé. S'il est un point sur lequel Adolf Hitler était sincère et n'a jamais varié, ce fut bien celui-là. Ceux qui mentaient – aux autres comme à eux-mêmes – étaient ceux qui, à Paris comme à Vichy, pensaient tirer d'un asservissement temporaire la promesse d'une régénération nationale. « Dégénérée », la France l'était aux yeux du Führer... et devait le rester dans le cadre de « l'Europe nouvelle » où son rôle ne pouvait être qu'ancillaire. Partenaire de premier plan

pour la domination du monde, tel était, en revanche, le destin qu'il assignait à la Grande-Bretagne, nous pensons l'avoir montré. Mieux : quand, avec l'entrée en guerre de la Russie, l'objectif d'un accord avec l'Angleterre prend les allures d'une chimère, le Führer est le dernier à s'en apercevoir ! En 1941, il rêve encore non seulement de voir les Britanniques chasser Churchill pour accepter sa main tendue, mais ne désespère pas de les entraîner à entrer un jour en guerre... contre l'Amérique !

Le 25 juillet, il prophétise devant ses proches un match retour de la guerre d'Indépendance perdue en 1776 par la Grande-Bretagne : « L'Angleterre et l'Amérique auront un jour entre elles une guerre qui sera conduite avec la plus grande haine qu'on puisse imaginer. Un des deux pays devra disparaître. » Puis le 9 août : « Si l'Amérique apporte son aide à l'Angleterre, c'est uniquement dans l'espoir de rapprocher le moment où l'héritage de l'Angleterre sera à prendre. [...] Je ne serai plus là pour le voir mais je me réjouis pour le peuple allemand à l'idée qu'on verra un jour l'Angleterre et l'Allemagne unies marcher contre l'Amérique. L'Allemagne et l'Angleterre sauront ce qu'elles peuvent attendre l'une de l'autre et nous aurons alors trouvé le bon partenaire¹⁴. »

Six mois plus tard, le 6 janvier 1942, les États-Unis sont entrés en guerre aux côtés de la Grande-Bretagne et la perspective d'une paix séparée s'éloigne encore. Surtout, la Wehrmacht, au terme d'une série de victoires ininterrompues, vient de marquer le pas devant Moscou. Mais de quoi parle donc Hitler lors de son habituel monologue du déjeuner ? Encore et toujours de l'Empire britannique ! « Cette guerre aura été à l'origine d'un des plus grands bouleversements du monde. Elle aura des conséquences que nous n'avons pas désirées, par exemple la dislocation de l'Empire britannique. Les responsables ? Les Juifs. Le sort de l'Angleterre leur

est totalement indifférent. Un Hore-Belisha, qui a grandi dans le ghetto, ne saurait avoir les réflexes d'un Anglais¹⁵. » Au même moment, les Japonais assiègent Singapour, principal point d'appui anglais dans le Pacifique^{*19}. Le Führer discerne avec raison dans sa chute prochaine un symbole dont l'Empire britannique ne se relèvera pas, que le Japon ou les États-Unis l'emportent dans la région. Mais son raisonnement dérape quand il voit dans cette humiliation (que Churchill qualifiera lui-même de défaite « historique ») une raison supplémentaire d'espérer que Londres se retourne contre Washington. Et, obsession récurrente, que ce même Churchill soit renversé car tenu pour premier responsable de ce début de dislocation de l'empire ! Le lendemain, 7 janvier, il remet le sujet sur la table : « Après la chute de Singapour, l'Angleterre sera-t-elle en mesure de tenir l'Inde ? Cela dépendra du maintien des communications maritimes puisque les liaisons terrestres avec elle n'existent pas... L'opposition à Churchill est en train de se raffermir. Si une nation doit sortir de la guerre avant la fin de celle-ci, je pense sérieusement que ce pourrait être l'Angleterre... Une paix séparée pourrait être négociée, qui lui laisserait l'Inde. Dans ce cas, qu'advierait-il des États-Unis ? Ils seraient indemnes territorialement. Mais l'Angleterre sera un jour contrainte de se rapprocher du continent. Et c'est une armée germano-britannique qui chassera les Américains d'Islande ! »

Le 2 septembre 1942, alors que ses armées arrivent devant Stalingrad, le Führer caresse encore l'idée d'une rupture brutale entre Londres et Washington : « Les États-Unis vont vouloir prendre le Canada, et ils auront peut-être des exigences auxquelles les Anglais ne voudront pas souscrire¹⁶. »

Dans les jours suivants, il revient sur ses conversations d'avant guerre avec ses visiteurs anglais. Avec Lloyd George qui

« comprenait tant » l'Allemagne, avec Halifax, ce « faux-cul » qui n'a pas eu le courage de s'opposer frontalement à Churchill, avec Hoare dont il est certain que, s'il arrivait au pouvoir, il libérerait aussitôt Mosley et ses amis et que tout redeviendrait possible entre Londres et Berlin. Mais à mesure que le temps passe, l'espoir d'un renversement d'alliance se tarit pour faire place à une sorte de nostalgie mêlée de rage. Ah ! Si Chamberlain avait dissous les Communes et convoqué de nouvelles élections après Munich ! Si Daladier avait fait de même en France, etc. Et ainsi de suite jusqu'à l'explosion finale de mars 1945, déjà citée, à l'occasion de laquelle il regrette amèrement d'avoir été trop « sportif » (*sic*) avec les Anglais en les laissant, dans les derniers jours de mai 1940, rembarquer à Dunkerque ^{*20}.

Si l'emprise exercée par Hitler sur une partie de l'élite britannique ne fut pas moindre que celle exercée par l'Angleterre sur le chef nazi, les choses, on le voit, ne furent pas égales. Ce dernier était fasciné par un modèle historique largement idéalisé par ses soins : celui d'un peuple germano-celtique parvenu à dominer 30 % des terres émergées en conservant son « intégrité raciale » et dont il rêvait de faire son partenaire – pour ne pas dire son complice – pourvu qu'on le laisse libre de restructurer à sa main le continent européen. Mais c'était là une obsession toute personnelle, puisée entre autres à la lecture d'un Anglais, lui-même fasciné par l'Allemagne, Houston Chamberlain. Rares étaient les cadres du III^e Reich à embrasser sérieusement cette vision, surtout après la chute de la France, la plupart piaffant d'impatience à l'idée d'entrer à Londres en vainqueurs comme ils l'avaient fait à Paris. Nous l'avons dit, le *Haltbefehl* du 24 mai 1940 suscita l'incompréhension des plus hitlériens des généraux allemands, à commencer par Rommel, qui

en ce printemps victorieux était loin de ressentir les états d'âme que lui procureront, à partir de 1942, les premières défaites du Reich...

En Angleterre, en revanche, l'idée d'un *statu quo* avec l'Allemagne national-socialiste ne devait rien à un leader charismatique et tout à des hommes issus de milieux très différents. Quoi de commun entre un aristocrate antisémite comme le duc de Westminster, un syndicaliste pacifiste comme George Lansbury, ou un politicien libéral blanchi sous le harnais comme Lloyd George ? Entre un hobereau comme Mosley converti au fascisme mais rêvant, au fond, de ressusciter la *Merry Old England* corporatiste d'avant la Glorieuse Révolution, et un benêt (non) couronné comme Édouard VIII ? Et entre tous ceux-là et un banquier international comme Montaigu Norman, pactisant avec les nazis pour empêcher la France de devenir la première puissance d'Europe et rendre à la City son influence perdue face à Wall Street ? Assez peu de choses, et c'est sans doute ce qui rend si difficile la tâche de Churchill quand, en mai 1940, il doit s'opposer à tant d'intérêts aussi divers... que convergents ! Seul objectif commun : éviter à la Grande-Bretagne de mobiliser toutes ses forces, déjà bien amoindries par la Première Guerre mondiale, dans un conflit dont tous ces hommes pressentent qu'il fera d'elle, défaite de l'Allemagne ou non, l'homme malade de l'Europe. D'où la séduction exercée par Hitler qui non seulement leur promet de ne pas toucher à l'Empire britannique, mais s'engage à le défendre s'il était attaqué !

Sans doute le Führer ne s'est-il pas trompé en prédisant que la guerre à outrance menée contre lui par « ce fou de Churchill » excéderait les forces de la seule Grande-Bretagne et qu'une fois appelés à la rescousse les États-Unis finiraient par se rembourser en embrassant la cause de la décolonisation dans le but d'accéder à des marchés qui, jusqu'alors, leur étaient fermés. En ce sens, le Vieux

Lion, qui, au fond de lui-même, était le dernier des victoriens, fut, à son corps défendant, le fossoyeur de cet empire auquel, dans sa jeunesse, il avait tant donné.

Nul ne pouvait ressentir plus vivement que lui la mélancolie du couchant impérial : lieutenant de hussards à Poona, il avait découvert les sortilèges indiens, en avait décrit la chaleur, la poussière et le farniente, les longs voyages dans des trains étouffants, les durbars de Delhi étincelant de pourpre et ruisselant de pierreries, les campagnes de l'Himalaya, la fierté aussi d'être partout un « sahib », lui qui, en raison de l'ordre de naissance de son père, n'avait pu relever le titre de duc de Marlborough.

Et voici que l'Angleterre de la victoire, dont la population avait faim, dont les villes restaient plongées dans le black-out, en était réduite à emprunter, en 1945, 4 milliards aux États-Unis pour payer ses dettes de guerre. Avant 1939, chaque Britannique était créancier en moyenne de 100 livres sterling. Six ans plus tard, il était débiteur de la même somme. Tous les avoirs extérieurs avaient été dévorés, remplacés par des dettes. Humiliation suprême, ses ressources permettaient à peine à la Grande-Bretagne de nourrir la moitié de ses 50 millions d'habitants. Accoutumée à être la rentière du monde, elle se trouvait contrainte, maintenant, de gagner sa vie. En 1947, elle accordait son indépendance à l'Inde et au Pakistan avant, l'année suivante, de quitter la Palestine devenue israélienne, bientôt l'Égypte et le canal de Suez, puis de plier bagage de Birmanie tout en entamant les décolonisations africaines. À la mort de Churchill, en 1965, le nombre d'individus vivant sous le drapeau britannique était passé de 700 millions à 5 millions, dont 3 millions à Hong Kong !

Voilà pourquoi Hitler, qui avait sinon prévu, à tout le moins entrevu cette issue, n'aura cessé, pendant toute la guerre, de traiter son adversaire de « dément » au motif qu'il refusait de pactiser avec

lui. Ceux qui acceptaient sa main tendue étaient-ils pour autant tous des nazis communiant dans le culte du surhomme germanique ? Évidemment non, nous pensons l'avoir montré. Mais des comptables, assurément, à l'image de Chamberlain, habité, tout autant que Churchill, par la hantise du déclin mais qui contrairement à lui savait analyser un bilan et ne confondait jamais chiffre d'affaires et bénéfice. De leur point de vue, Churchill, ce « flambeur » guetté à chaque tournant de sa vie par « le chien noir ^{*21} » de la dépression, n'était pas moins « fou » qu'aux yeux d'Adolf Hitler. Il suffit de lire les Mémoires et autres carnets intimes de ses contemporains britanniques pour constater combien sa personnalité les horripilait et, même, les effrayait. Cette voix éraillée dont l'écho nous semble aujourd'hui inséparable des *Finest Hours* de la bataille d'Angleterre n'est alors pour Halifax que celle d'un ivrogne « suintant le cognac et les cigares ¹⁷ ». Et quand il est nommé Premier ministre, son collègue « Chips » Channon, fidèle de Chamberlain, ose écrire que ce 10 mai 1940 est « peut-être la journée la plus noire de l'histoire anglaise ¹⁸ ».

Mais se sont-ils jamais demandé pourquoi cet homme-là devint un héros dans le cœur des Britanniques, lui qui préféra sacrifier leur empire plutôt que de laisser le champ libre à cet autre « dément » qu'était le Führer ? Dans le portrait de Hitler brossé par Charles de Gaulle dans ses *Mémoires de guerre*, une phrase superbe dit tout de l'échec final du dictateur : « Il fondait son plan gigantesque sur le crédit qu'il faisait à la bassesse des hommes. Mais ceux-ci sont des âmes autant que du limon. Agir comme si les autres n'auraient jamais de courage, c'était trop s'aventurer. »

En se dressant quasiment seul contre le plan hitlérien, Churchill, pour reprendre encore les mots du Général, incarne foncièrement cet « obstacle humain, celui qu'on ne franchit pas ». Il est ce grain

de sable sur la route du destin, irréductible à la conception marxiste de l'histoire qui, en subordonnant tout aux rapports de production, fait peu de cas des volontés individuelles. Ceux qui, en Grande-Bretagne, nourrissaient le calcul au mieux d'un accommodement, au pire d'une alliance en bonne et due forme avec l'Allemagne avaient beaucoup plus de chances que lui de l'emporter car infiniment plus de leviers de pouvoir et de relais d'opinion. Pour parler comme Marx, ils incarnaient la superstructure et maîtrisaient les infrastructures. C'est pourtant l'extravagant « Winston » qui gagna la partie, même si cette victoire, fatale à l'Empire britannique, ne le rendit pas heureux. Alors qu'en 1950 il était assailli par son « chien noir », Montague Browne, son secrétaire particulier, tenta de lui remonter le moral en lui rappelant comment il était parvenu à renverser la table d'une partie qui semblait pliée. Le Vieux Lion lui répondit après mûre réflexion : « Du point de vue historique, tout ce que vous dites est vrai. J'ai travaillé très dur toute ma vie et j'ai fait de grandes choses – pour au bout du compte n'aboutir à rien¹⁹. » Si l'on avait demandé, au même moment, au fantôme de Hitler de se juger lui-même, sans doute aurait-il dit la même chose... Mais en mettant un nom sur l'échec de son rêve anglais, si prêt de se réaliser : Winston Churchill.

Que sont-ils devenus ?

Sefton Delmer (1904-1979)

Comme Ward Price, son concurrent dans le cœur des dirigeants nationaux-socialistes jusqu'en 1939, le journaliste Sefton Delmer eut une attitude inverse de celle de la plupart de ses confrères français admirateurs de Hitler passés à la Collaboration : une fois la Grande-Bretagne entrée en guerre, il se mua en contempteur acharné des nazis. Non sans d'ailleurs une certaine vulgarité qui fit plus d'une fois bondir le diplomate Stafford Cripps, alors ambassadeur de Londres à Moscou, qui n'avait cessé, avant guerre, de stigmatiser les liens entre Delmer et les nazis. Devenu l'animateur vedette d'une émission clandestine de la BBC^{*1} destinée à saper le moral des soldats allemands stationnés en France, Delmer leur expliquait chaque jour avec force détails que, pendant qu'ils vivaient loin de chez eux, les Français travaillant en Allemagne les avaient remplacés dans le lit de leurs femmes ! « Si nous avons besoin d'une telle bassesse pour gagner la guerre, je préfère la perdre », avait télégraphié Cripps à Anthony Eden, alors ministre des Affaires étrangères, qui admit par la suite que Delmer avait joué, pour la bonne cause, le rôle de « pornographe de Sa Majesté ».

Revenu au *Daily Mail* en 1945, il reprit sa fonction de grand reporter et se remit à parcourir le monde jusqu'à ce qu'en 1959 il

soit licencié pour des raisons qui restent à élucider. Il vécut encore vingt ans grâce à plusieurs livres à succès, dont ses souvenirs en Allemagne, plébiscités par le public mais assassinés par la critique... notamment les historiens, qui, grâce aux documents allemands en leur possession, n'étaient guère fondés à prendre au sérieux ses justifications.

L'ex-roi Édouard VIII (1894-1972)

Rentré des Bahamas en mars 1945, le duc de Windsor tente, en mars 1945, de se faire nommer par Churchill ambassadeur de Grande-Bretagne aux États-Unis à la place d'Edward Halifax. Cet espoir déçu, l'ex-roi et son épouse Wallis reprennent leur vie mondaine de princes errants en choisissant la France comme base arrière. La Ville de Paris leur permet d'occuper pour un loyer modique (en dépit de la très substantielle dotation versée par la Couronne) un hôtel particulier du bois de Boulogne appartenant à la municipalité. Décoré selon leurs goûts par l'architecte d'intérieur Stéphane Boudin, celui-ci devient un haut lieu des mondanités de la IV^e République. En plus de la villa d'Antibes, qu'ils continuent à occuper gracieusement, le couple achète sur ses propres deniers (fait exceptionnel) le moulin de la Tuilerie, dans la vallée de Chevreuse. Malgré leurs moyens, l'État français les dispense de payer l'impôt sur le revenu et les autorise à se fournir en produits détaxés à l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris.

À la mort de la reine Mary, en mars 1953, le duc revient à Londres pour assister aux funérailles de sa mère, mais la duchesse n'est pas autorisée à s'y rendre. Et c'est à la télévision que le couple suit, depuis Paris, le couronnement d'Élisabeth II deux mois plus tard. Redevenu Premier ministre, Churchill reçut cependant Édouard pour lui donner connaissance du volumineux dossier que le MI5 avait

constitué sur ses liens avec les nazis. Le duc les survola et annota certaines pièces des mentions « *no* » ou « *correct* »... Et c'est avec une royale indifférence qu'il accueillit la publication en deux salves des « dossiers Marburg » par la presse américaine et britannique, en 1954 puis 1957. Jusqu'à sa mort en 1972, l'ancien monarque continuera, en privé, à défendre ce qu'il appelait son « combat pour la paix ». À la fin des années 1960, il déclarait encore à son ami Patrick Balfour (Lord Kinross) : « Je n'ai jamais pensé que Hitler était un si mauvais gars » (*I never thought Hitler was such a bad chap*)^{*2}. Quelques jours avant la disparition du duc, la reine Élisabeth avait profité de sa venue à Paris, en mai 1972, pour rendre visite à son oncle et se réconcilier officiellement avec la duchesse. À la mort de cette dernière, en 1986, elle put être enterrée aux côtés de son mari, au cimetière royal de Frogmore, en tant que « Wallis, duchesse de Windsor ». La famille royale britannique n'en sera pas quitte pour autant avec la « malédiction » que, dit-on, l'ex-Mrs Simpson leur avait lancée. Quand l'hôtel particulier du bois de Boulogne qu'elle occupait fut rendu à la Ville de Paris, il fut aussitôt reloué par le milliardaire égyptien Mohamed al-Fayed, qui le rénova à grands frais et le baptisa « villa Windsor », en souvenir du duc et de la duchesse, dont il avait racheté pour 4 millions de dollars la plupart des objets personnels, parmi lesquels le bureau sur lequel l'ex-roi signa son abdication. Dix ans plus tard, son fils Dodi devint l'amant de la princesse Diana, divorcée du prince Charles, fils aîné de la reine Élisabeth. Diana et Dodi se tuèrent, le 31 août 1997, dans l'accident de voiture que l'on sait. Le matin même, ils avaient visité la « villa Windsor »...

Lord Halifax (1881-1959)

Resté, jusqu'en 1946, ambassadeur de Grande-Bretagne aux États-Unis, Lord Halifax appliqua loyalement la politique de Churchill, mais ne réussit jamais à gagner la confiance du gouvernement américain, qui voyait en lui l'équivalent de ce qu'avait été, en Grande-Bretagne, leur propre ambassadeur Joseph Kennedy. Un défaitiste chronique. L'historien américain Nicholas J. Cull a résumé ce sentiment en quelques lignes : « Du haut de ses deux mètres, il concentrait tous les stéréotypes négatifs véhiculés traditionnellement par les Américains contre les Anglais. Il était l'antithèse de la nouvelle Grande-Bretagne : celle des Spitfire et de l'esprit de Dunkerque^{*3}. » Après avoir réintégré la Chambre des lords, celui que Churchill surnommait *Holy Fox* ne se fit plus guère remarquer et n'interviendra qu'à l'occasion d'un seul débat important : celui sur le statut de l'Inde, dont il avait été le vice-roi de 1926 à 1931... et pour soutenir l'indépendance du pays, « faute de meilleure solution ». Avant de mourir, à soixante-dix-huit ans, en 1959, il tentera dans ses Mémoires^{*4} de justifier la politique d'apaisement qu'il avait incarnée aux côtés de Chamberlain... mais en prenant bien soin de faire oublier qu'en mai-juin 1940 il était allé infiniment plus loin que ce dernier !

Stéphanie de Hohenlohe (1891-1972)

À l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne et le Japon, Stéphanie de Hohenlohe, qui avait rejoint son amant Fritz Wiedemann devenu consul du Reich à New York, sera internée. Mais, par un ultime tour de passe-passe, elle parviendra à échapper à l'expulsion vers l'Angleterre où l'on souhaitait la juger pour espionnage : l'officier du département de l'immigration chargé

d'instruire son dossier tombera en effet amoureux d'elle et réussira à lui offrir un statut de « résidente surveillée » qu'elle conservera jusqu'en 1945, avant de rentrer en Allemagne... Et de devenir la principale conseillère d'un autre patron de presse célèbre, le fougueux Axel Ganz, fondateur de l'empire qui porte son nom et agent présumé de la CIA au temps de la guerre froide !

William Joyce (1906-1946)

Après avoir été quitté en 1937 l'Union des fascistes britanniques, Joyce fonde, avec John Beckett, un autre transfuge de la BUF, la Ligue national-socialiste, un groupuscule largement infiltré par Scotland Yard et les services de renseignement mais qui lui permet de prendre directement contact avec l'ambassade d'Allemagne. Au moment de Munich, il se résout, si la guerre éclate, à s'installer outre-Rhin. Promesse tenue : le 27 août 1939, il échappe à la surveillance dont il était l'objet et prend le dernier train en partance pour le continent en compagnie de sa femme Margaret. Le 1^{er} septembre, ils sont accueillis à Berlin par Dorothy Eckersley, l'épouse d'un des plus brillants ingénieurs de la BBC. National-socialiste convaincue, elle s'est séparée de lui pour s'installer en Allemagne où elle collabore déjà aux programmes anglophones de la radiodiffusion du Reich. Fin septembre, Joyce est engagé par son intermédiaire et devient rapidement l'un de ses chroniqueurs vedettes. Pas moins d'une trentaine de transfuges britanniques participent alors aux émissions de la *Deutsche Rundfunk*, la plupart issus de la BUF. C'est le journaliste Jonah Barrington du *Daily Express* qui, d'emblée, lui trouve son surnom : « Lord Haw-Haw », en raison de son mélange inimitable d'accent yankee et irlandais (le père de Joyce est américain, sa mère de Dublin). Chaque jour, jusqu'au 1^{er} mai 1945, où il annoncera, en larmes et ivre mort, la

disparition du Führer, Joyce commencera sa chronique par ces mêmes mots, un indicatif à eux seuls : « *Germany calling, Germany calling.* » Choyé par Goebbels, il relaiera non seulement sa propagande mais deviendra l'un de ses pourvoyeurs d'idées pour saper le moral des Britanniques. Sa spécialité : annoncer les défaites anglaises avant que la BBC ne le fasse. De même que, sur les ondes de Radio-Paris, le collaborateur Jean Hérold-Paquis terminait chacune de ses chroniques par « Et l'Angleterre, comme Carthage, sera détruite », Joyce achevait les siennes sur ces mots : « Et l'Angleterre sera maudite d'avoir préféré la guerre de Churchill à la paix de Hitler. »

Fin mai 1945, Joyce, qui avait réussi à s'évanouir dans la nature après sa dernière chronique à Radio-Hambourg, fut arrêté par un soldat anglais qui lui demandait son chemin et qui le reconnut grâce à sa voix, devenue légendaire. Arrêté et rapatrié à Londres, il fut, avec John Amery, autre chroniqueur de la *Deutsche Rundfunk*, l'un des deux Britanniques condamnés à mort et exécutés pour haute trahison. S'étonnera-t-on de ses derniers mots avant d'être pendu : *Heil Hitler !*

Lord Kemsley (1883-1968)

Invité d'honneur aux Jeux olympiques de Berlin de 1936 et aux congrès de Nuremberg de 1937 et de 1938, le propriétaire du *Daily Telegraph* et du *Sunday Times* Lord Kemsley (Gomer Berry) est resté favorable à l'entente avec l'Allemagne jusqu'à la déclaration de guerre. Le 27 juillet 1939 encore, il rencontre Hitler à Bayreuth à la demande de Chamberlain et lui explique que Churchill – qui était un intime de son frère William (Lord Camrose) – n'a aucune chance d'arriver un jour au pouvoir. Pendant l'automne de 1939, il se montre favorable à toutes les initiatives de paix avec l'Allemagne et reste

jusqu'au bout fidèle à Chamberlain, dont il regrettera la chute, et à Halifax, jusqu'à son départ du Foreign Office à la fin de 1940. Jusqu'en 1945, ses journaux feront le service minimum en faveur de la politique de Churchill. En 1951, ce passé controversé ne l'empêchera pas de revenir président de l'agence de presse Reuters (jusqu'en 1958) et, en 1954, d'être à l'origine du lancement du réseau régional de télévision ITV. En 1959, il se retirera définitivement des affaires en vendant son groupe de presse au Canadien Roy Thomson avant de mourir neuf ans plus tard à Monte Carlo.

Unity Mitford (1914-1948)

Vivant plus souvent à Munich qu'en Angleterre à partir de 1935, la « Walkyrie » anglaise du Führer fait un bref retour au pays en mai 1939. Lequel n'échappe pas à la *Special Branch* de Scotland Yard : quand sa voiture est débarquée du bateau à Douvres, elle porte un fanion à croix gammée sur chaque aile (voir [annexe IV](#)) ! En juillet, elle retourne en Allemagne pour assister en compagnie de Hitler au festival Wagner de Bayreuth puis, à Salzbourg, au festival Mozart, en compagnie de sa sœur Diana. Fin août, la guerre devenant inéluctable, Diana reprend l'avion pour Londres. Mais Unity refuse de bouger. Elle rentre chez elle à Munich, écrit une lettre d'adieu à Hitler et, le 3, quelques minutes après l'annonce de l'entrée en guerre de l'Angleterre contre l'Allemagne, se tire une balle dans la tête sur le banc du Jardin anglais où le Führer lui avait donné ses premiers rendez-vous. Le pistolet, rehaussé d'une crosse en ivoire portant ses initiales, était un cadeau de ce dernier. On la croit morte. Elle ne l'est pas : la balle a juste effleuré le cerveau. Hitler convoque les meilleurs spécialistes à son chevet qui parviennent à la remettre sur pied, mais sans pouvoir extraire la

balle. En janvier 1940, elle débarque à Douvres sur une civière, après que l'Allemagne a organisé son transfert en Suisse. Le MI5 souhaite la convoquer, mais les médecins arguent de sa faiblesse pour surseoir à son interrogatoire. Il en ira ainsi jusqu'en 1945. Unity, officiellement « diminuée », est soignée par sa mère dans le manoir familial de Swinbrook (Oxfordshire). En 1941, on apprend cependant qu'elle entretient une liaison avec un pilote de la RAF attaché à la base aérienne voisine de Brize Norton... Elle mourra d'une méningite en 1948, à l'hôpital d'Oban. Trois ans plus tôt, alors qu'elle séjournait avec sa mère sur l'île d'Inch Kenneth, un cadeau de son père, les deux femmes prétendirent s'être trouvées en présence de Hitler. Comme c'était le jour de la mort du Führer (qui ne sera annoncée que le lendemain), qu'en Écosse tout le monde croit aux fantômes, et que rien, ce qui s'appelle rien, n'avait été ordinaire dans la vie d'Unity, on les écouta sans trop se poser de questions...

Oswald Mosley (1896-1980)

Contrairement à sa belle-sœur, le chef des fascistes britanniques survécut longtemps, et son épouse Diana plus encore, à l'effondrement de leur rêve commun. Arrêtés tous deux en 1940, en vertu de l'acte 23 B (lire chapitre 10, « L'échiquier de l'an 40 »), ils sont mis ensemble aux arrêts à la prison de Holloway, où ils disposent de deux pièces et où leurs repas viennent directement de chez Fortnum & Mason. En 1943, ils seront élargis et placés en résidence surveillée, Churchill (dont Diana était la cousine par alliance) veillant personnellement à ce qu'ils ne manquent de rien. Ils ne retrouveront cependant leur pleine liberté de mouvement qu'en 1948, après qu'on leur eut rendu leur passeport. Les Mosley se partagent alors entre leur manoir irlandais et la France, où ils

achètent, à Orsay, le Temple de la gloire, un hôtel particulier Directoire qui appartient au général Moreau, l'ennemi juré de Napoléon. Cette même année, Oswald publie *The Alternative*, manifeste d'un nouveau parti, le Mouvement de l'Union (*Union Movement*), qui alignera 15 000 adhérents au début des années 1960. Toute référence au fascisme y est bannie, l'accent étant mis cette fois sur l'unité européenne et la sauvegarde de la race blanche. Jusqu'en 1968, le parti présentera des candidats à chaque élection, mais sans excéder jamais une moyenne de 6 % des voix. Comme dans les années 1930, chaque réunion publique tenue par ce parti suscitera des désordres, que les hommes de Mosley attaquent les meetings adverses ou qu'ils soient attaqués par leurs adversaires d'extrême gauche. En 1968, l'ancien chef des *Blackshirts* se retire définitivement de la politique et publie ses Mémoires. Il meurt en 1980, vingt-trois ans avant Diana, qui disparaîtra en 2003, à quatre-vingt-treize ans.

Ward Price (1886-1961)

Alors qu'il était dans les mêmes dispositions d'esprit pro-hitlériennes que son confrère et ami Sefton Delmer, Ward Price eut beaucoup plus de difficultés que lui à les faire oublier. Après avoir publié en 1937 un best-seller intitulé *I Know these Dictators*^{*5}, plutôt flatteur pour les susnommés, il se crut obligé de revenir sur la question, en 1957, dans *Extra-Special Correspondant*^{*6}, livre de souvenirs dans lequel il prenait l'exact contrepied de ce qu'il écrivait vingt ans plus tôt. L'ouvrage eut infiniment moins de succès que le précédent et ne servit qu'à rappeler un engagement qui commençait tout juste à s'estomper dans l'esprit de ses lecteurs. Il mourra en 1961 sans parvenir à retrouver la réputation qui était la sienne avant guerre.

Annexes

ANNEXE I

De la supériorité des Germains

par Houston Stewart Chamberlain (1909)

« Les Aryens surpassent tous les hommes, corporellement et psychiquement ; donc, en bonne justice, ils sont les maîtres du monde. » Adolf Hitler est encore un enfant quand, en 1899, l'Anglais Houston Stewart Chamberlain publie La Genèse du XIX^e siècle dont cette phrase est issue. Elle préfigure en peu de mots la doctrine que le futur dictateur tentera, quatre décennies plus tard, d'imposer à l'Europe par le fer et par le feu. Dans le texte qui suit se trouvent concentrés la plupart des thèmes repris par Hitler dans Mein Kampf, lesquels vaudront à Chamberlain d'être considéré par les nazis comme le premier « évangéliste » du III^e Reich (lire chapitre 2, « Le terreau raciaiste »).

« Les races de l'humanité sont douées fort inégalement et attestent cette inégalité tant dans la nature de leurs dons que dans la mesure où elles les possèdent ; or les Germains appartiennent au groupe de ces plus excellemment doués que l'on a coutume de désigner sous le nom d'Aryens. [...] Les Aryens surpassent tous les

hommes, corporellement et psychiquement ; donc, en bonne justice, ils sont les maîtres du monde. [...]

Aristote dit : "Quelques hommes sont libres par nature ; d'autres, par nature, esclaves." Voilà, moralement, le nœud de la question. La liberté n'est pas du tout une chose abstraite, que chaque homme, à ce seul titre d'homme, soit qualifié pour revendiquer ; mais manifestement il n'y a de droit à la liberté que fondé sur une aptitude à la liberté, et cette aptitude présuppose de la force physique et de la force intellectuelle. [...]

Tous les historiens ne nous racontent-ils pas que les Sémites et les métis de Sémites n'ont jamais réussi, malgré leur grande intelligence, à fonder un État durable, et cela parce que chacun s'efforçait constamment d'accaparer pour soi toute la puissance et ainsi ne marquait d'aptitude que pour le despotisme et l'anarchie, ces deux contraires de la liberté ? Par ces exemples on aperçoit immédiatement quelles grandes qualités doit posséder un être humain pour que l'on puisse dire de lui qu'il est "libre par nature", car la première condition requise à cet effet consiste dans le pouvoir de "configurer". Il n'y a qu'une race constructrice d'État qui puisse être libre ; le don qui fait de l'individu un artiste et un philosophe est essentiellement le même que celui qui, diffus dans la masse entière, construit des États et suscite en l'individu cette idée qui était demeurée jusqu'alors inconnue de la nature entière : l'idée de la liberté. Dès que nous nous en rendons compte, l'étroite parenté des Germains avec les Hellènes et avec les Romains nous apparaît avec évidence. Quel art créa jamais rien de plus puissant que celui qui inclut tout l'humain dans son champ élargi par la plume ailée de Shakespeare et le pénétrant burin de Dürer ? [...]

Mais pour que de telles choses fussent possibles, il ne suffisait pas de l'aptitude fondamentale commune à tous les Aryens, qui tous

possèdent la force de créer librement. À ce trait s'en ajoute un autre, incomparable et tout à fait particulier : la fidélité germanique. Les Grecs et les Romains témoignent aussi bien que les Germains de ce développement spirituel et corporel qui conduit à l'idée de la liberté et enfante, d'une part, l'art, la philosophie et la science ; de l'autre, les États (avec toutes les manifestations culturelles qui se laissent ranger sous ce concept d'État) ; par contre, c'est un trait spécifiquement germanique que la notion de fidélité poussée au degré de "surabondance". Jules César avait tout de suite discerné chez les Germains, à côté de l'excellence guerrière, la fidélité sans exemple, et il avait recruté parmi eux autant de cavaliers qu'il en avait pu obtenir. [...] Le nègre et le chien servent leur maître quel qu'il soit : morale du faible ou, comme dit Aristote, de celui que la nature a formé pour être esclave ; le Germain se choisit son maître, et dès lors sa fidélité est fidélité envers soi-même : morale de celui qui est né libre. [...]

Bref, si l'on veut expliquer la grandeur historique du Germain en la résumant dans un seul mot (entreprise toujours scabreuse, car tout ce qui vit est protéiforme), on nommera sa fidélité. Shakespeare met dans la bouche du père ces paroles que le fils emportera comme le conseil suprême pour son voyage dans la vie, comme l'exhortation qui renferme toutes les autres : "Ceci par-dessus tout – sois fidèle à toi-même !" On le voit, le principe de la fidélité germanique n'est pas [...] le besoin de s'enchaîner l'un à l'autre, mais, au contraire, et pour chacun, le besoin de se maintenir ferme et constant dans la sphère propre et autonome. Cette fidélité-là témoigne du pouvoir de se déterminer soi-même ; en elle s'atteste la liberté ; c'est par elle que le vassal dévoué à son seigneur, que le compagnon dévoué à sa guilde, que le fonctionnaire, que l'officier affirme son indépendance personnelle. Pour l'homme libre, servir

veut dire : commander à soi-même. "Les premiers, les Germains apportèrent au monde l'idée de la liberté personnelle" : ainsi opine Goethe. »

Houston Stewart Chamberlain, *La Genèse du XIX^e siècle*, traduction par Robert Godet, Payot, 1909.

ANNEXE II

À la découverte de la « Nouvelle Allemagne »

Programme d'un séjour de propagande destiné
aux étudiants britanniques sous l'égide
de la Fraternité anglo-germanique 30 juillet-7 août
1938

Au plus fort de la crise des Sudètes qui aboutira, en septembre 1938, aux accords de Munich par lesquels Londres et Paris acteront le démantèlement de la Tchécoslovaquie au profit du Reich, la propagande hitlérienne atteint des sommets au Royaume-Uni.

Principal vecteur : les échanges culturels, comme ce voyage d'étude « à la découverte de la nouvelle Allemagne » proposé aux étudiants britanniques par l'Anglo-German Fellowship. Son organisation a été confiée à un agent nazi implanté à Londres depuis 1930 comme correspondant de la Deutsche Textil Zeitung (Journal du textile allemand) : Rudolf Gottfried Rösel.

Surveillé par le MI5 à partir de 1935, ce docteur en chimie de l'université de Dresde, proche à la fois de Göring et de Himmler, sera

expulsé de Grande-Bretagne en mai 1939 pour avoir recruté, indique son dossier, « 275 correspondants au sein du Parti conservateur à Édimbourg et Glasgow, divers membres du Parlement, de la Légion britannique et de l'Union des fascistes britanniques ».

Source : National Archives, Kew (KV 2/3188).

*Rösel's propaganda
no. 2, 3/5*



(From an old Print)

THE NEW GERMANY

Vacation Course for English-speaking Students
from July 30th to August 13th, 1938

*and
K* Hochschule für Politik, Berlin (School of Politics)

La nouvelle Allemagne. Cours de vacances pour étudiants de langue anglaise, du 30 juillet au 13 août 1938. École des hautes études politiques de Berlin.

PROGRAMME

Welcome Reception at the Humboldt-Haus.

Opening Session of the Course

Address by the President of the Hochschule für Politik,
Regierungsrat Paul Meier-Benneckenstein.

I. Fundamental Ideas of National-Socialism

“The Fundamental National Ideas of National-Socialism”

Dr. Herbert Scuria, Regierungsrat

“National-Socialist Conception of Law”

Dr. jur. Hans von Dohnanyi, Oberregierungsrat, Ministry of
Justice.

“Race and Heredity”

Prof. Dr. Fischer, Head of the Kaiser-Wilhelm-Institute for Anthro-
pology, Dahlem.

II. Arts, Science and Education

“National-Socialist Education”

Dr. Graefer, Director of the Government for Secondary Schools
in Berlin.

“National-Socialism and Science”

Dr. Georg Usadel, Ministerialrat.

“Literature in the Third Reich”

Dr. Hans Schirmer.

Réception de bienvenue

Accueil par le président de l'École des hautes études politiques

I. Les idées fondamentales du national-socialisme

- La conception national-socialiste de la loi
- La race et l'hérédité

II. Les arts, la science et l'éducation

- L'éducation national-socialiste
- Le national-socialisme et la science
- La littérature sous le III^e Reich



The "Wilhelmplatz" in Berlin

III. Economic and Social Policy

"State and Commerce and Industry"

Ministerialrat Prof. Dr. Hunke, Member of the Reichstag, Vice-president of the German Economic Publicity Board (Werberat der Deutschen Wirtschaft).

"National-Socialism and Agriculture"

Dr. Reischle, Reichshauptamtsleiter.

"The German Labour Front"

Claus Selzner, Hauptamtsleiter of the German Labour Front.

"Tasks and achievements of the Organisation 'Strength through Joy'"

Ludwig Klemme, Amtsleiter of the German Labour Front.

III. Politique économique et sociale

- L'État, le commerce et l'industrie
- Le national-socialisme et l'agriculture
- Le Front du travail
- Buts et réalisations de l'organisation La force par la joie

IV. Foreign Policy

"The International Situation of Germany"

Prof. Dr. Fritz Berber, Seminar for International Law, Hochschule für Politik and Director of the German Research Institute for International Affairs.

"Versailles"

Oberregierungsrat Dr. Wilhelm Ziegler.

"World-Bolshevism"

Dr. F. Stock, Anti-Comintern, Berlin.

"Policy of German Defence"

Prof. Dr. von Arnim, Headmaster of the Technical Highschool, Berlin.

V. The Press

"The National-Socialist Press"

Professor Dr. Karl Bömer, Legationsrat.

VI. German Women

"The German Woman and her cooperation in the reconstruction work of the Third Reich"

Frau Dr. Frieda von Herwarth, Headquarters of the German Women Association.

VII. German Youth

"The German Youth"

Bannführer Dorfmeister, Headquarters of the Hitler-Youth.

"The social idea of the German Labour Service in its significance for civilisation"

Hauptamtswalter Dr. Junack, Headquarters of the Labour Service.

"Physical Culture and Training in National-Socialist Germany"

Reichssportführer von Tschammer und Osten.

IV. La politique étrangère

- La situation internationale de l'Allemagne
- Versailles

- Le bolchevisme mondial
- La politique allemande de défense

V. La presse

VI. Les femmes allemandes

- Le rôle des femmes allemandes dans le travail de reconstruction du III^e Reich

VII. La jeunesse allemande

- Le service du Travail et son rôle civilisationnel
- La culture et l'entraînement physique dans l'Allemagne national-socialiste

ANNEXE III

Munich, une défaite sans guerre

Discours prononcé par Winston Churchill,
le 5 octobre 1938, Chambre des communes

Six jours après la signature des accords de Munich (30 septembre 1938), les opinions britannique et française rivalisent d'euphorie (lire chapitre 7, « Vienne, Munich, Prague, ou l'aigle en liberté ») : la guerre, à laquelle l'Europe entière se préparait, n'est plus d'actualité puisque l'Allemagne hitlérienne a obtenu la région tchèque des Sudètes – son ultime revendication en Europe centrale, dicit le Führer. Comme à chaque victoire sans morts remportée par le Reich sur le front diplomatique (référendum sarrois de janvier 1935, remilitarisation de la Rhénanie de mars 1936, Anschluß de l'Autriche de mars 1938), Winston Churchill se lève de son banc de député pour dresser le réquisitoire d'une politique au fil de l'eau qui loin d'apaiser l'appétit territorial du Reich l'encourage dans sa boulimie.

Or pour la première fois depuis qu'il prêche dans le désert, une minorité active se dresse pour saluer sa clairvoyance. Unanimement acquis à l'apaisement depuis l'arrivée de Neville Chamberlain au

pouvoir (mai 1937), le Parti conservateur commence à se diviser face à l'immobilisme de ses dirigeants. Quand, le 15 mars 1939, la Wehrmacht, contrairement aux engagements solennels de Hitler, et conformément aux prophéties de Churchill, fera son entrée à Prague, son discours du 5 octobre condamnant la grande braderie de Munich sera cité rétrospectivement dans toute la presse comme l'avertissement d'un sage. Écarté du gouvernement depuis 1929, le Vieux Lion commence alors sa longue marche vers le pouvoir, dont la première étape sera, le 3 septembre 1939, jour de la déclaration de guerre, sa nomination par Chamberlain comme Premier lord de l'Amirauté.

« Si je ne commence pas cet après-midi par l'habituel et presque inévitable hommage au Premier ministre pour sa gestion de cette crise, ce n'est certainement pas par manque d'égard personnel. Nous avons toujours entretenu, depuis bien des années, de très courtoises relations, et j'ai parfaitement conscience de la pression et de la tension qu'il a dû supporter, pour en avoir fait l'expérience personnelle lors d'une crise similaire. Mais je suis convaincu qu'il vaut bien mieux dire exactement ce que l'on pense des affaires publiques, et que ce n'est certainement le moment pour personne de rechercher la popularité en politique.

Il y a deux jours, l'ancien Premier lord de l'Amirauté ^{*1} nous a donné un exemple éclatant de fermeté de caractère. Il a montré cette fermeté de caractère totalement insensible aux fluctuations de l'opinion, si promptes et violentes qu'elles puissent être. Mon honorable ami le député de la circonscription sud-ouest de Hull ^{*2}, dont la Chambre a entendu lundi le discours passionné, a eu tout à fait raison de nous rappeler combien le Premier ministre avait fait preuve lui-même, à travers toute cette affaire, d'une inflexible

indifférence aux vivats comme aux sifflets, à l'alternance de critiques et d'applaudissements. S'il en est ainsi, de telles qualités et une telle élévation d'esprit devraient permettre aux expressions les plus rudes de la franchise de se manifester dans cette Chambre, sans briser des relations personnelles, et autoriser toutes les opinions sous leur forme la plus aboutie. Ainsi conforté par l'exemple des autres, je vais tâcher à présent de les imiter.

Je commencerai donc par tenir le discours le plus impopulaire et le plus désagréable. Je commencerai par dire ce que chacun préfère ignorer ou oublier mais qui doit néanmoins être dit, à savoir que nous venons d'essuyer une véritable défaite totale, et que la France a souffert plus encore que nous. Tout ce que le Premier ministre, mon très honoré ami [...], est parvenu à gagner pour la Tchécoslovaquie sur les points litigieux, c'est que le dictateur allemand, au lieu de rafler d'un coup les plats qui étaient sur la table, a pu se les faire servir tranquillement un par un. Le chancelier de l'Échiquier ^{*3} a dit que, pour la première fois, Herr Hitler avait été obligé de se rétracter – je crois que c'est le mot qu'il a employé. Nous n'avons pas vraiment de temps à perdre, au terme de ce long débat, sur les différences entre les positions prises à Berchtesgaden, à Godesberg ou à Munich. Elles peuvent être très simplement résumées, si la Chambre m'autorise à changer de métaphore. On nous a d'abord demandé, revolver au poing, une livre sterling. Une fois cette livre accordée, on nous a demandé, revolver au poing, deux livres sterling. Pour finir, le dictateur s'est contenté d'une livre dix-sept shillings, six pence, et le reste en promesses de bonne volonté pour l'avenir.

J'en viens maintenant au point qui vient de m'être rappelé depuis certains bancs de la Chambre : la préservation de la paix. La paix n'a jamais eu de défenseur plus résolu et plus intransigeant que le

Premier ministre. Tout le monde sait cela. Jamais la préservation et la garantie de la paix n'ont été servies par une détermination si forte et si inébranlable. C'est un fait assuré. Néanmoins, je ne vois pas bien pourquoi il y avait un si grand danger à risquer une guerre avec l'Allemagne, pour la Grande-Bretagne ou pour la France, si, en réalité, elles étaient prêtes depuis toujours à sacrifier la Tchécoslovaquie. Les accords que le Premier ministre a rapportés auraient très bien pu, je pense, être obtenus cet été par les voies de la diplomatie ordinaire. Et je dirai aussi ceci : je crois bien que les Tchèques, s'ils avaient été laissés à eux-mêmes et avertis que les puissances occidentales ne leur apporteraient aucune aide, auraient conclu de meilleurs accords que ceux qu'ils ont obtenus après tout ce remue-ménage : ils pouvaient difficilement être pires. Je conjecture que l'État tchécoslovaque ne pourra pas rester longtemps une entité indépendante. Je suis sûr qu'à l'échéance de quelques années, voire de quelques mois, la Tchécoslovaquie sera engloutie par le régime nazi. Peut-être les Tchèques s'y rallieront-ils, par désespoir ou par revanche. Quoi qu'il en soit, les jeux sont faits et l'histoire est écrite. Mais nous ne pouvons pas considérer l'abandon et la ruine de la Tchécoslovaquie à la seule lumière de ce qui s'est passé le mois dernier.

Il s'agit en effet de la conséquence la plus grave de ce que nous avons fait, et de ce que nous n'avons pas fait, au cours des cinq dernières années : cinq années de bonnes intentions futiles, cinq années à chercher fiévreusement la ligne de moindre résistance, cinq années de démission ininterrompue de la puissance britannique, cinq années de négligence pour nos défenses aériennes. Tels sont les faits que j'expose ici, devant vous et qui ont caractérisé la gestion imprévoyante pour laquelle la Grande-Bretagne et la France vont devoir payer cher. Au cours de ces cinq années, nous avons été

chassés d'une position dans laquelle notre sécurité était tellement solide et tellement incontestable que nous n'avions même pas à nous en préoccuper. Nous avons été chassés d'une position dans laquelle le simple mot de "guerre" ne pouvait être employé que par des personnes bonnes pour l'asile. Nous avons été chassés d'une position de sécurité et de pouvoir : pouvoir de faire le bien ; pouvoir d'être généreux envers un adversaire vaincu ; pouvoir de négocier un accord avec l'Allemagne ; pouvoir de se faire soi-même justice par des réparations ; pouvoir de mettre, si nous le voulions, un terme à son réarmement ; pouvoir de prendre toute mesure que nous pensions juste en matière de force, de pitié ou de justice. Nous sommes passés en cinq ans de cette situation sûre et incontestée à celle où nous nous trouvons aujourd'hui. [...]

Nous voici confrontés à un désastre de première grandeur qui affecte la Grande-Bretagne et la France. Ne soyons pas aveugles. Il faut s'attendre désormais à ce que tous les pays d'Europe centrale et orientale concluent les meilleurs accords possibles avec le pouvoir nazi triomphant. Le système d'alliances en Europe centrale – dont dépendait la sécurité de la France – a été balayé, et je ne vois aucun moyen de le reconstituer. La route qui mène à la mer Noire par la vallée du Danube, la route qui conduit jusqu'à la Turquie, est désormais ouverte. Il me semble que, pratiquement sinon formellement, tous ces pays d'Europe centrale, tous les pays danubiens vont, l'un après l'autre, être aspirés dans le vaste système politique de force – non seulement de force militaire, aussi de force économique qui irradie depuis Berlin, et je crois que ceci pourra se faire très doucement ou très rapidement, sans qu'il soit même nécessaire de tirer un seul coup de feu. [...]

Je n'en veux pas à nos braves et loyaux compatriotes qui étaient prêts à faire leur devoir à n'importe quel prix, et qui, dans la tension

de la semaine dernière, n'ont jamais bronché : je ne leur reproche pas leur explosion de joie compréhensible et spontanée, ni leur soulagement lorsqu'ils ont appris qu'ils ne seraient pas soumis, pour l'instant, à la terrible épreuve – mais ils doivent savoir la vérité. Ils doivent savoir qu'il y a eu dans notre système de défense une terrible négligence et de graves défaillances ; ils doivent savoir que nous avons essuyé une défaite sans avoir fait la guerre, dont les conséquences vont nous accompagner longtemps sur notre route ; ils doivent savoir que nous avons doublé un cap redoutable de notre histoire, alors que l'ensemble de l'équilibre européen a été bouleversé, et que les paroles terribles [de la Bible] ont été prononcées contre les démocraties occidentales : "Tu as été pesé dans la balance, et trouvé léger." Et n'allez pas croire que les choses vont en rester là. Nous ne faisons que commencer à payer. Ceci n'est que la première gorgée, le premier avant-goût d'une coupe amère qui va nous être présentée année après année, sauf si, dans un suprême sursaut de force morale et de vigueur martiale, nous nous dressons à nouveau et reprenons, comme par le passé, la défense de la liberté. »

ANNEXE IV

Unity Mitford sous haute surveillance

Rapport de la *Special Branch* de Scotland Yard
sur l'arrivée à Douvres de la belle-sœur d'Oswald
Mosley, le 12 juin 1939

PORT OF DOVER.

COPY
38a

S.B. No. 1 (Flimsy).
13 JUN 1939
Special Report }
SPECIAL BRANCH,
Metropolitan Police,
Scotland House,
12th June 1939

SUBJECT Hon. Unity Walkyre MITFORD.
Reference to Papers.

The Hon. Unity Walkyre MITFORD, the well-known Nazi enthusiast, arrived at this port from Ostend at 2-15 p.m. to-day. She was travelling on British passport No. 809 issued in Munich.

Her motor car, a 10 H.P. Morris saloon, index No. UD 9999, which was brought over by the same boat, carried a red nazi pennant on the front off-side wing, and she herself wore a nazi badge in her lapel.

A discreet search of her luggage arranged with H.M. Customs revealed a number of illustrated German periodicals and an English book entitled, 'Humanity in Politics', by Arthur Bryant.

She was travelling alone and later left by car for London, her address being ascertained as, 26, Rutland Gate, S.W.7.

The Hon. Unity MITFORD left England on 9th March 1939, entered Germany on 10th March, and on 10th April left Germany for Hungary. On 16th April she returned to Germany, and remained there until 11th June when she left for England.

W. Jones. P.C.

Submitted.
Inspector.
SUPERINTENDENT

M.P.-37-12569/10M 148W

« L'honorable Unity Walkyrie Mitford, bien connue pour ses sympathies nazies, a débarqué en provenance d'Ostende à 14 h 15, aujourd'hui. Elle voyageait munie d'un passeport britannique portant le numéro 809, délivré à Munich.

Son automobile, une Morris *Saloon* 10 cv, immatriculée UD 9999, qui a transité sur le même bateau, arborait un fanion nazi rouge sur les ailes. Elle-même portait un insigne nazi à la boutonnière.

Une fouille discrète de ses bagages par les douanes a révélé qu'elle transportait un certain nombre de périodiques allemands et un livre anglais d'Arthur Bryant^{*1} intitulé *L'Humanité en politique*.

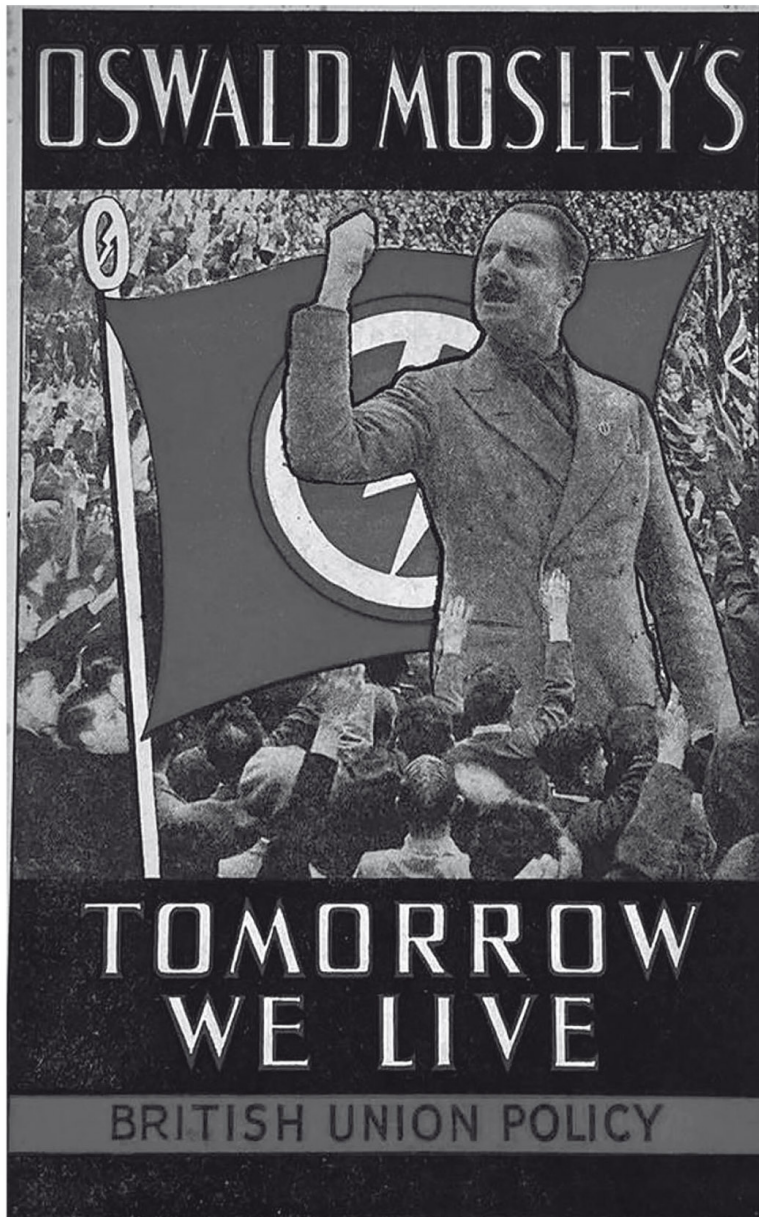
Elle voyageait seule et a pris la route de Londres, son adresse vérifiée étant 26, Rutland Gate, SW7. L'honorable Unity Mitford avait quitté l'Angleterre le 9 mars 1939, était entrée en Allemagne le 10 mars et, le 10 avril, l'avait quittée pour la Hongrie, où elle est restée jusqu'au 11 juin avant de rentrer en Angleterre. »

Source : National Archives, Kew (KV 2/882).

ANNEXE V

L'Angleterre et la Nouvelle Allemagne

par Oswald Mosley



Le 16 juillet 1939, Oswald Mosley (lire chapitre 3, « La tentation fasciste ») tient au Palais des expositions d'Earl's Court ce qui sera sa dernière réunion publique avant la déclaration de guerre. Quelques jours plus tôt, il a publié un livre-programme, Tomorrow we live (Nous vivrons demain) dont une large part est consacrée à la politique étrangère dont il rêve pour la Grande-Bretagne. Laquelle, comme on peut le constater, s'articule parfaitement avec les objectifs géopolitiques du Reich.

Les principes de politique étrangère de l'Union des fascistes britanniques

« À la lumière des leçons de nos erreurs passées, la politique étrangère de l'Union britannique repose sur deux principes.

1. Ne plus jamais intervenir dans des querelles qui ne nous concernent pas. Les Britanniques ne combattront que pour la Grande-Bretagne, et plus jamais nos conscrits ne quitteront ces rivages pour interférer dans des querelles étrangères. Nous défendrons toujours la Grande-Bretagne contre toute attaque, d'où qu'elle vienne, et nous accroîtrons les moyens de notre défense, sans que jamais le sang britannique soit versé pour d'autres.

2. Contribuer à assurer l'union matérielle et spirituelle de l'Europe, unique principe sur lequel la paix mondiale et l'intérêt britannique peuvent se réconcilier. Si, malgré cet effort, le monde persiste dans sa folie et s'autodétruit par la guerre, nous placerons toujours plus haut que tout l'intérêt de la Grande-Bretagne et ainsi sauverons notre peuple de la catastrophe. »

La Nouvelle Allemagne

« Dans cette perspective, il est naturel de rechercher immédiatement la solution de nos difficultés actuelles avec l'Allemagne par l'établissement d'une authentique amitié. Qu'une telle solution puisse être trouvée est évident pour quiconque tient compte des réalités de l'Europe présente et, par conséquent, comprend la profonde différence entre l'ancienne et la nouvelle Allemagne.

L'Allemagne du Kaiser reposait sur un système capitaliste d'exportation inspiré par la finance juive, laquelle nous défiait sur les marchés du monde, et accentuait ce défi par une politique de rivalité navale qui menaçait notre Empire. D'un point de vue historique, la cohabitation de l'Allemagne et de l'Angleterre dans un même système financier rendait l'affrontement inévitable. Mais il faut se rendre à l'évidence qu'en quinze ans Hitler a profondément modifié la psychologie allemande qui repose désormais sur une conception exactement opposée à celle du Kaiser. Le nouvel Allemand ne désire pas un empire mondial, car il y voit un ferment de désagrégation raciale. Il estime avoir une autre mission à remplir que d'élever des sauvages vers la civilisation. Cette conception est certes difficile à comprendre pour les Anglais qui estiment, eux, que la leur s'est accomplie dans l'édification de l'empire et que le génie impérial britannique ne s'est traduit par aucune conséquence délétère. Mais cette évolution est fondamentale en ce sens qu'elle atteste non plus d'une divergence mais d'une communauté d'objectifs. La Grande-Bretagne a besoin de paix pour développer son propre Empire, et l'Allemagne la désire tout autant pour incorporer dans le Reich tous les Allemands d'Europe. Les désirs de nos deux puissances deviennent donc, pour la première fois, non plus antithétiques mais complémentaires. Un empire britannique puissant peut être

considéré par le nouvel Allemand comme un rempart mondial contre le communisme oriental, de même qu'une Allemagne forte doit être considérée par le nouveau Britannique comme un rempart européen contre la menace que fait peser le communiste sur l'homme occidental.

De ces nouvelles conceptions, en Allemagne comme en Grande-Bretagne, émerge un intérêt commun qui doit empêcher deux peuples du même sang de se faire la guerre. »

Source : Oswald Mosley, *Tomorrow we live, British Union Policy*, Abbey Supplies, 1939.

ANNEXE VI

« Je ne laisserai pas détruire l'Empire britannique »

Entretien accordé par Hitler à l'envoyé spécial du *New York American* ^{*1}, Karl von Wiegand, le 11 juin 1940

Quand le journaliste américain d'origine allemande Karl von Wiegand rencontre Hitler le 11 juin, non loin de son quartier général de Brûly-de-Pesche, en Belgique, le premier rêve du Führer – la domination de l'Europe continentale – est en voie de réalisation : dans trois jours, les troupes allemandes défileront dans Paris, cependant qu'en Allemagne, en Pologne et en Tchécoslovaquie occupées, la relégation des Juifs a fait place aux persécutions, prélude aux déportations. Bref, la vieille Europe s'efface devant la nouvelle, au sein de laquelle l'Allemagne ne compte que des ennemis vaincus ou des alliés soumis répartis en trois catégories : consentants (l'Italie, la Roumanie), contraints (la Bulgarie), ou esclaves (la Slovaquie et surtout la Yougoslavie, qui sera elle-même dévorée l'année suivante). Que l'Angleterre dont les troupes viennent de rembarquer à Dunkerque ait été vaincue puis chassée

du sol français par la Wehrmacht convainc donc le Führer qu'une fenêtre de tir inespérée s'offre à lui pour réaliser son autre ambition : imposer à la Grande-Bretagne une paix de compromis.

En recevant Wiegand le 11 juin, avant de lancer sa dernière offensive sur Paris, il réitère donc ses offres de paix. Avec une sincérité qui, pour une fois, ne saurait être prise en défaut puisque rien ne lui importe plus que de voir l'Angleterre sortir de la guerre... et les États-Unis n'y point entrer !

Preuve de l'importance de cet entretien aux yeux de Hitler : non content de le voir publié par l'ensemble des titres du groupe Hearst (près de 10 millions de lecteurs aux États-Unis), il le fait traduire et diffuser en France occupée, dès le mois de juillet 1940. C'est ce dernier texte, signé de Karl von Wiegand, mais recyclé sous forme de plaquette par Goebbels, agrémenté d'un portrait pleine page du Führer, dont nous reproduisons ici les principaux extraits.

« "L'Amérique aux Américains, l'Europe aux Européens." Cette doctrine de Monroe, qui définit de manière fondamentale les positions respectives, non seulement assurerait, si elle était respectée de part et d'autre, une paix à jamais durable entre l'Ancien et le Nouveau Monde, me déclare aujourd'hui Adolf Hitler, mais elle offrirait aussi la base idéale pour la paix dans le monde entier. [...] Il déclare d'un ton irrité : "Je mettrai hors d'état de nuire ces gens qui sont en passe de détruire l'Empire mondial anglais." Il parle de Mussolini dans les termes de la plus grande cordialité, saluant l'entrée de l'Italie dans la "confraternité d'armes". C'est la première interview que Hitler eût accordée pendant cette guerre, et même la première interview depuis cinq ans. [...]

J'avais peine à réaliser que je me trouvais en présence du nouveau Napoléon de l'Europe et que cet homme, vêtu plus

simplement que plus d'un des personnages de sa suite – il ne portait ni épauettes ni galons, mais seulement la croix de fer et l'insigne du Parti –, faisait entrer dans de nouvelles voies l'histoire et les destinées de l'Europe.

Je lui demandai si son intention était d'anéantir l'Empire mondial de l'Angleterre. Il me déclara avec fermeté : "Tout au contraire ! Encore avant le début de cette guerre qui, je le répète, a été machinée par l'Angleterre et par la France, j'ai soumis au Gouvernement anglais des propositions dans lesquelles j'allais jusqu'à offrir à la Grande-Bretagne l'aide du Reich pour protéger l'existence de l'Empire britannique. On a rejeté mon offre avec mépris. [...] On a déclaré et écrit à Londres qu'il fallait anéantir le national-socialisme, que l'Allemagne devait être morcelée, complètement désarmée et rendue impuissante. Jamais je n'ai exprimé au sujet de l'Angleterre de tels buts et de telles intentions. Lorsque l'Angleterre eut perdu bataille sur bataille, les larmes aux yeux, les dirigeants de Londres implorèrent l'Amérique en déclarant que l'Allemagne menaçait l'Empire mondial britannique et cherchait à l'anéantir. Certes, quelque chose sera anéanti dans cette guerre : la clique capitaliste qui, pour des intérêts basement personnels, était et est encore prête à faire périr des millions d'êtres humains. Mais, j'en suis convaincu, ce n'est pas nous, mais leurs propres peuples qui anéantiront cette clique." Le Führer déclare que cette guerre mettra certainement fin au système de contrôle des mers, tel qu'il est actuellement exercé par l'Angleterre, et que ce résultat sera un grand bienfait pour l'avenir du monde entier. "Quand nous exigeons la liberté des mers, nous entendons par là le libre droit de tous ceux qui ne participent pas à une guerre de communiquer entre eux, librement, sans restriction aucune et sans contrôle." Hitler ajoute qu'une modification si raisonnable ne changerait rien aux

dispositions concernant un blocus effectif restreint aux côtes des pays belligérants.

Le Führer dit : "L'Allemagne n'a pas en Méditerranée d'intérêts territoriaux ou politiques. Du reste, le peuple allemand repousse des conceptions suivant lesquelles chacun doit avoir le droit de pouvoir et même le devoir de faire entendre son mot, même d'imposer sa façon de voir, partout et en tout lieu. Si certains peuples, et à leur tête précisément l'Angleterre et la France, déclarent avoir surtout et même exclusivement des intérêts dans le monde entier, c'est là une prétention à l'hégémonie mondiale que les peuples en réveil ne sauraient à la longue souffrir. L'Allemagne, par exemple, ne permettra pas qu'une autre puissance intervienne dans son espace vital. En revanche, elle ne s'occupe pas non plus des affaires hors de la sphère de ses propres nécessités vitales et qui, par conséquent, intéressent au premier chef d'autres peuples. Mais lorsque, par exemple, un ministre anglais déclare que la frontière de l'Angleterre est sur le Rhin, c'est là une phrase aussi sottise qu'insupportable, orgueilleuse et arrogante. Je ne serais pas plus stupide si je venais à déclarer que la frontière de l'Allemagne est sur le Mississippi, l'Amazone ou le fleuve Jaune. Du reste, nous allons régler définitivement la question de la frontière sur le Rhin, de sorte qu'à l'avenir, nous l'espérons, même les Premiers ministres anglais n'auront plus à souffrir de telles erreurs géographiques." Je demandai alors au Führer s'il ne voulait pas m'esquisser brièvement les grandes lignes de la paix future ; j'avais beaucoup entendu parler de "sa conception entièrement révolutionnaire de la paix", et l'on disait aussi que le traité de paix serait fort bref. Hitler ne sembla pas disposé à s'entretenir de ce sujet et se contenta de dire : "Le but de la guerre est au fond seulement de rétablir la paix. Ce n'est pas l'Allemagne, en effet, qui a déclaré la guerre à l'Angleterre et à la

France, mais l'Angleterre et la France qui, sous les prétextes les plus ridicules, ont déclenché la guerre contre l'Allemagne. Le trait fondamental de cette paix devra, il est vrai, consister dans la conscience, enfin réalisée, qu'il n'existe pas d'état de paix véritable si l'on ne tient compte des nécessités vitales des grands peuples, et qu'il faut être un cerveau absolument vide pour s'imaginer qu'un super-Versailles serait meilleur que ne le fut Versailles. Je considère comme le but essentiel de la paix de supprimer les cliques internationales qui vivent de l'excitation, entretenue par eux, entre les peuples, ou qui cherchent à cacher, voire à réparer, par des guerres les conséquences de leur propre incapacité dans le domaine de la politique intérieure, ou de leur impuissance dans le domaine économique. Je ne me cache pas que ce but ne peut être obtenu seulement par des traités, mais par la raison qui se réveille chez les peuples. Or, je crois en cette raison, en dépit de tous les cris hystériques, de toutes les tentatives d'abêtir les foules, en dépit de toutes les inventions d'une propagande qui abonde en récits d'atrocités, en dépit de cinquièmes colonnes, de nonnes qui sautent en parachute, etc. Et si la défaite militaire de l'Angleterre et de la France pouvait aider, dans ces pays également, au triomphe de la raison, les sacrifices de cette guerre n'auraient pas été consentis en vain, comme il pourrait le sembler à première vue, si l'on envisage l'avenir de l'humanité." »

ANNEXE VII

« Mon but a toujours été l'amitié avec l'Angleterre »

Discours prononcé par Adolf Hitler devant le Reichstag, 19 juillet 1940

Tout au long du mois de juin 1940, Hitler, confiant dans les manœuvres du « parti de la paix » britannique, a attendu en vain le renversement de Winston Churchill et l'ouverture de négociations avec Londres (lire chapitre 10, « L'échiquier de l'an 40 »)... Ne voyant rien venir, il décide donc de proposer publiquement la paix à l'Angleterre, lors d'une séance solennelle du Reichstag. Ce discours du 19 juillet, dont il espérait faire un tournant de la guerre, achèvera au contraire de solidariser le peuple anglais derrière Churchill, comme si, en le choisissant comme cible privilégiée, le Führer l'avait consacré dans son rôle d'ultime obstacle à la domination allemande sur l'Europe.

« Depuis qu'existe le national-socialisme, son programme de politique extérieure s'est assigné deux buts :

1. parvenir à une amitié véritable avec l'Italie ;
2. réussir à établir les mêmes rapports avec l'Angleterre.

Vous savez, mes camarades du Parti, que je n'ai pas changé de conceptions depuis vingt ans. Par la plume comme par la parole, j'ai défendu ce programme à d'innombrables reprises, y compris lorsque, sous la République parlementaire, j'étais simple membre de l'opposition. Lorsque le peuple allemand me chargea d'assumer son destin, je me suis efforcé de mettre en œuvre ce double objectif de politique extérieure. Et je me vois affligé aujourd'hui de n'être pas parvenu, malgré tous mes efforts, à cette amitié avec l'Angleterre qui – je le crois fermement – eût été une bénédiction pour les deux peuples, et cela en dépit de mes efforts sincères et soutenus. [...]

Dans mon discours du 6 octobre, lorsque j'ai prédit le développement futur de cette guerre, je ne me suis pas trompé. Je vous assurai, Députés, que je ne pouvais à aucun moment douter de la victoire. J'avais pourtant alors tendu la main à la France et à l'Angleterre pour arriver à une entente. La réponse que je reçus est encore gravée dans votre mémoire. Tous mes arguments tendant à leur montrer la stupidité de continuer cette guerre, à leur prouver qu'elles avaient tout à y perdre et rien à y gagner, furent accueillis avec dérision ou simplement passés sous silence. Je vous ai même dit, à ce moment-là, que je m'attendais même à être traité de couard, de lâche qui renoncerait au combat parce qu'il n'en a plus les moyens. Et on ne s'en est pas privé ! Je doute que les mêmes osent tenir le même langage aujourd'hui, surtout en France où cette date du 6 octobre doit avoir nettement changé de signification ! Que de malheurs, depuis, se sont abattus sur ce grand pays et son peuple ! Pis encore que la souffrance des soldats, sont celles qui se sont abattues sur ces millions d'êtres humains, par la faute de dirigeants indignes qui, sans d'autre raison que d'entraver les

opérations militaires allemandes, les ont chassés de leurs foyers. Quelle idée criminelle ! Ce que MM. Churchill et Reynaud, par leurs conseils et leurs ordres, ont causé de souffrances à ces millions d'hommes et de femmes, voilà ce dont ils refusent d'assumer la responsabilité ni dans ce monde, ni dans l'autre !

Tout cela, je l'ai dit, n'aurait jamais dû arriver. Car au mois d'octobre, encore, je ne réclamaï à la France et à l'Angleterre rien d'autre que la paix.

Mais MM. les munitionnaires voulaient la continuation de la guerre à tout prix et cette guerre, ils l'ont eue.

Soldat moi-même, je mesure à son juste prix l'étendue du malheur engendré par de tels événements. Et voici que, de Londres, je n'entends monter qu'un cri, qui n'est pas celui des masses, mais des politiciens : il faut continuer la guerre !

J'ignore si ces politiciens se font une idée précise de ce que signifie, pour l'Angleterre, poursuivre la guerre. Ils déclarent même qu'ils la continueront depuis le Canada, si l'Angleterre en tant que telle devait succomber. Que le peuple anglais les suive, je n'y crois guère, mais que les profiteurs de la guerre ne tardent pas à s'y rendre, voilà qui ne fait aucun doute ! Et à ce moment, le peuple anglais verra la guerre à Londres d'un tout autre œil que ses soi-disant dirigeants ne la verront du Canada.

Croyez-moi, Députés, je ressens un profond dégoût à l'égard de ces destructeurs de peuples et d'États issus du parlementarisme. J'ai presque le cœur gros de penser que le destin m'a élu pour donner le coup de grâce à ce que ces hommes-là ont voué à la ruine, car il n'entraît pas dans mes vues de faire la guerre, mais d'ériger un État social de plus haute culture. Chaque année qui s'ajoute à cette guerre me ravit à cette tâche. Et ceux qui sont cause de ce gâchis sont des nullités, purs produits de la pacotille politicienne produite

en série par la nature et qui ne se distinguent que par leur perversité.

M. Churchill vient de déclarer une fois encore qu'il veut la guerre. Je sais fort bien que la réponse que nous allons lui donner fera fondre souffrances et malheurs sans nom sur de nombreux êtres humains. Naturellement, pas sur M. Churchill, car il se trouvera certainement alors au Canada, là où l'on a déjà transporté la fortune et les enfants des fauteurs de guerre les plus notoires ! Mais pour des millions d'autres, que d'atroces souffrances !

Et M. Churchill devra me croire, cette fois, lorsque je lui annoncerai qu'un empire mondial s'en trouvera détruit. Un empire mondial qu'il n'a jamais été dans mes intentions d'anéantir ou même de léser en quoi que ce soit. Je ne me dissimule pas cependant que la poursuite de cette lutte ne pourra se terminer que par la destruction intégrale de l'un des deux adversaires. Libre à M. Churchill de croire que ce sera l'Allemagne ; je sais, moi, que ce sera l'Angleterre !

À cette heure je me sens tenu en conscience d'adresser une fois encore un appel à la raison, à celle de l'Angleterre. Je crois pouvoir le faire parce que je ne lance pas cet appel en vaincu mais parce que je m'exprime en vainqueur. Je ne vois aucun motif qui puisse nous contraindre à poursuivre cette lutte. Je plains ceux qui en seront les victimes. À mon propre peuple aussi, je voudrais épargner ces sacrifices. Je sais que des millions d'hommes et d'adolescents en Allemagne brûlent de se mesurer enfin avec l'ennemi qui, sans l'ombre d'une raison, nous a pour la seconde fois déclaré la guerre. Mais je sais aussi qu'il y a chez nous, au foyer, bien des femmes et des mères qui, tout en étant sincèrement prêtes à sacrifier ce qui leur est le plus cher, n'en sont pas moins attachées de tout leur cœur à ces êtres aimés.

Libre à M. Churchill de dédaigner ma déclaration en annonçant qu'elle est le triste fruit de ma peur et de mon doute en la victoire finale. J'aurai alors, du moins, soulagé ma conscience en face des événements à venir. »

ANNEXE VIII

« Une étincelle d'espoir dans le cœur de millions d'hommes... »

Discours prononcé par Winston Churchill le 20 août
1940

Rendu public le 22 juillet, le refus opposé par la Grande-Bretagne aux propositions de paix de Hitler a déclenché la foudre. Dès les premiers jours d'août, la Luftwaffe a concentré ses attaques sur les aérodromes britanniques pour tenter de détruire au sol la RAF. Le 13, Göring décrète « le jour de l'Aigle » : 150 bombardiers escortés par 300 chasseurs ravagent les usines et les installations portuaires depuis Southampton jusqu'à l'estuaire de la Tamise. Le 15, ce qu'on nommera bientôt la bataille d'Angleterre atteint son apogée : 800 bombardiers et 1 200 chasseurs de la Luftwaffe attaquent la Grande Île... Mais sans parvenir à détruire l'aviation britannique dont l'état-major allemand a sous-estimé l'entraînement et les ressources. Le 20 août, Churchill prononce aux Communes sa phrase célèbre en hommage à la RAF : « Jamais dans l'histoire de l'humanité et de ses guerres, tant d'hommes auront dû leur salut à un si petit nombre. » Mais c'est aussi l'occasion pour lui de recueillir les dividendes de sa

ténacité en constatant la défaite des partisans d'un arrangement avec Hitler (« Ceux qui jadis ne pensaient qu'à la paix, ne songent plus maintenant qu'à la guerre. [...] La mort et la ruine paraissent aujourd'hui peu de choses comparées à la honte de la défaite ou à la trahison du devoir »), tout en soulignant combien la résistance de l'Angleterre sert la cause de l'humanité.

« Hitler est maintenant partout en Europe. Tel un ressort, nos capacités offensives sont peu à peu bandées, et nous devons nous préparer résolument et méthodiquement pour les campagnes de 1941 et 1942. Deux ou trois ans représentent bien peu, même au regard de nos courtes et précaires existences. Et ils ne sont rien dans l'histoire d'une nation, et au moment où nous accomplissons la meilleure chose au monde, où nous avons l'honneur d'être les seuls champions des libertés de toute l'Europe, nous ne devons pas lésiner sur ces années, nous ne devons pas nous décourager alors que nous peinons, que nous luttons pour les surmonter.

Cela ne veut pas dire que nos efforts dans les années à venir se limiteront uniquement à nous défendre et à défendre nos possessions. Une puissance maritime et terrestre ouvre probablement de nombreuses possibilités, et nous devons être prêts à les exploiter à notre avantage. Une façon de mener rapidement cette guerre à son terme est de convaincre l'ennemi, non par des paroles mais par des actes, que nous possédons à la fois la volonté et les moyens, non seulement de poursuivre indéfiniment le combat, mais aussi de frapper fort, et de façon imprévue. Le chemin de la victoire n'est peut-être pas aussi long que ce à quoi nous nous attendons. Mais nous ne pouvons pas nous reposer sur cette idée. Qu'il soit long ou court, dur ou facile, nous comptons parvenir à son terme. Notre intention est de maintenir et de renforcer un blocus

strict, non seulement de l'Allemagne mais aussi de l'Italie et de la France, ainsi que de tous les autres pays tombés sous la domination allemande. [...] Les seuls responsables de la famine dans quelque partie que ce soit de l'Europe, maintenant et pendant l'hiver prochain, ce seront les exactions des Allemands, ou leur échec à distribuer les réserves qu'ils contrôlent.

Un peu plus de trois mois se sont écoulés depuis que le nouveau gouvernement est arrivé aux affaires dans ce pays. Un déluge de désastres s'est déversé sur nous depuis. [...] Mais voyons aussi le bon côté des choses. Se retrouvant seuls à combattre, la nation anglaise et l'Empire britannique ne se sont pas laissés abattre face au désastre. Nul n'a bronché, nul n'a vacillé. Que dis-je ? Ceux qui jadis ne pensaient qu'à la paix ne songent plus maintenant qu'à la guerre. Notre peuple est uni et résolu, comme il ne l'a jamais été auparavant. La mort et la ruine paraissent aujourd'hui peu de choses comparées à la honte de la défaite ou à la trahison du devoir. Nous ne pouvons prédire ce qui arrivera. Des épreuves plus terribles encore sont peut-être à venir. Nous saurons faire face à tout ce qui nous attend. Nous sommes sûrs de nous-mêmes et de notre cause, et c'est le fait le plus important, révélé par ces mois d'épreuves. Cependant, nous n'avons pas seulement fortifié nos cœurs, mais aussi notre île. [...] Toute l'île se dresse contre l'envahisseur, qu'il vienne de la mer ou des airs. [...] Notre devise reste ce qu'elle était au temps de Nelson : "Les ports de l'ennemi sont notre première ligne de défense." [...] Notre Marine est bien plus forte qu'aux débuts de la guerre. [...] Nos stocks de denrées alimentaires de toutes sortes sont bien plus abondants qu'en temps de paix et un vaste programme de production alimentaire s'organise. Pourquoi dis-je tout cela ? Ce n'est certes pas vantardise ; ni assurément pour encourager la moindre complaisance. Les dangers qui nous

menacent restent immenses, mais nos avantages et nos ressources le sont aussi. Je les rappelle parce que notre peuple a le droit de savoir que notre confiance repose sur des fondements solides, et que nous avons de bonnes raisons de penser que nous sommes capables, comme je l'ai dit à une heure très sombre, voici deux mois, de continuer la guerre "seuls s'il le faut, pendant des années s'il le faut". Je le dis aussi parce que le fait même que l'Empire britannique reste invincible et que nous résistions encore au nazisme rallumera une étincelle d'espoir dans le cœur de millions d'hommes et de femmes opprimés ou désespérés partout en Europe et bien au-delà de ses limites, et que de ces étincelles naîtra bientôt une flamme dévorante et purificatrice. »

ANNEXE IX

« Quand l'Allemagne aura gagné
la guerre... »

Note du FBI en date du 2 mai 1941 rapportant
les propos tenus par la duchesse de Windsor
à une relation américaine

JOHN EDGAR HOOVER
DIRECTOR

649/21

Federal Bureau of Investigation
United States Department of Justice
Washington, D. C.

PER:WGR May 2, 1941

DECLASSIFIED BY SP3BJS/CH
ON 2/10/99

649/21 # 2521

MEMORANDUM FOR THE DIRECTOR

APPROPRIATE AGENCIES AND FIELD OFFICES ADVISED BY ROUTING SLIP(S) BY AIO (NRS) DATE 7-14-80

CONFIDENTIAL

While talking with [redacted] she told me that [redacted] of the [redacted] had once told her that he definitely had proof that Goering and the Duke of Windsor had entered into some sort of an agreement, which in substance was to the effect that after Germany won the war Goering, through control of the army, was going to overthrow Hitler and then he would install the Duke or Windsor as the King of England. [redacted] stated that she did not go into any detail with [redacted] about what his proof was, but that she did recall the matter. C 4

she also told me again that there was no doubt whatever but that the Duchess of Windsor had had an affair with Ribbentrop, and that of course she had an intense hate for the English since they had kicked them out of England. C 4

[redacted] stated that she knew definitely that the English Government had instructed the Windsors not to come to America and particularly to stay off the boat of Axel Wenner-Gren, but that they disregarded these instructions completely. C 4

she said that her information came from [redacted] a personal friend who made arrangements for the entertainment of the Windsors in Miami recently. He further told her that it was the intention of the Windsors to visit in Newport and also in Canada during the coming summer. I remember that [redacted] also mentioned to me that the Windsors were going to visit in Canada during the coming summer, at which time he hoped to see them. C 4

RECORDED & INDEXED
CLASS. & EXT. BY SP3 BJS/CH
REASON-FCIM II, 1-2.4.2
DATE OF REVIEW 7-8-99

65-3113-18

FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
MAY 5 1941
U. S. DEPARTMENT OF JUSTICE
P. E. Foxworth

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED EXCEPT WHERE SHOWN OTHERWISE

CONFIDENTIAL

CLASS. & EXT. BY SP3 BJS/CH
REASON-FCIM II, 1-2.4.2
DATE OF REVIEW 6-10-91

b6
b7C

b6
b7C

b6
b7C

Source : www.fbi.gov/foia

« En discutant avec (*censuré*), elle m'a dit que (*censuré*) avait définitivement la preuve que Göring et le duc de Windsor avaient passé un accord prévoyant en substance qu'après la victoire de l'Allemagne, ce même Göring renverserait Hitler avec l'aide de l'armée et qu'il ferait du Duc le roi d'Angleterre. (*Censuré*) a indiqué qu'elle n'était pas entrée dans les détails de cette preuve avec (*censuré*) mais qu'elle se souvenait parfaitement de l'affaire.

Elle m'a également répété qu'il ne faisait aucun doute pour elle que la duchesse de Windsor avait eu une aventure avec Ribbentrop et qu'elle nourrissait une haine tenace contre l'Angleterre depuis qu'on l'en avait éloignée.

(*Censuré*) m'a déclaré qu'elle avait appris que le gouvernement anglais avait donné consigne aux Windsor de ne pas se rendre en Amérique et, en particulier, d'éviter de monter à bord du bateau d'Axel Wenner-Gren^{*1} mais qu'ils n'avaient tenu aucun compte de ces instructions.

Elle m'a dit qu'elle tenait cette information de (*censuré*), un ami personnel qui a récemment organisé le séjour des Windsor à Miami, lequel a ajouté qu'ils avaient également l'intention de se rendre à Newport et au Canada l'été prochain. Je me souviens que (*censuré*) a également ajouté qu'il espérait bien les rencontrer à l'occasion de cette visite au Canada. »

ANNEXE X

« Mon cher Douglo... »

Lettre adressée depuis Berlin par Albrecht Haushofer
au duc de Hamilton le 23 septembre 1940.
Interception effectuée par le MI5.

Issu de l'épais dossier Rudolf Hess conservé aux archives de Kew et dont de nombreux cartons ne sont toujours pas déclassifiés, cette lettre d'Albrecht Haushofer à Douglas Hamilton aura été lue par son destinataire... avec cinq mois de retard. Et pour cause puisque ce sont les services secrets britanniques qui, après l'avoir interceptée, l'ont remise en mains propres au duc, en mars 1941 ! Quand celui-ci est convoqué au siège du MI5 pour être confronté à ce message qui, en temps de guerre, vaut preuve d'intelligence avec l'ennemi, il s'attend à tout sauf à ce qu'on lui demande d'honorer le rendez-vous que lui fixe son correspondant, proche collaborateur de Hess, le dauphin en second du Führer après Hermann Göring (voir chapitre 4, « [La fête des fous](#) »).

Qu'attend Churchill du duc de Hamilton (« Douglo » pour les intimes), identifié comme un agent allemand depuis 1936, et que cette mésaventure aurait pu envoyer rejoindre Oswald Mosley

en prison ? Tout simplement qu'il se rachète en faisant œuvre utile : rétablir le contact avec l'entourage de Hitler pour lui faire croire que le « parti de la paix » gagne à nouveau du terrain à Londres.

Ayant échoué à convaincre Staline de l'imminence d'une attaque allemande contre l'URSS, le Vieux Lion espère-t-il ainsi pousser le Führer à précipiter ses plans d'invasion afin de hâter l'entrée en guerre de la Russie ? Rien ne le prouve mais tout l'indique, puisqu'en ce printemps de 1941 l'Angleterre n'a jamais été aussi seule face au Reich qui enchaîne victoire sur victoire, depuis l'Afrique du Nord jusqu'aux Balkans (voir chapitre 11, « [La force du destin](#) »).

Au dernier moment, Hamilton ne prendra pas le chemin du Portugal afin d'y rencontrer son ami Haushofer puisque le 10 mai 1941, jour prévu de son départ, c'est Hess en personne qui, sans nouvelle de « Douglo », atterrira en parachute non loin de son château écossais !

Moins de six semaines plus tard, Hitler envahira la Russie sans que Churchill ait eu besoin de le pousser au crime. Restée sans réponse en raison de l'accélération des événements, cette lettre n'en constitue pas moins un document exceptionnel démontrant l'étroitesse des liens entre l'élite nazie et une partie de l'establishment britannique, ces « amis haut placés » auxquels fait allusion Haushofer dans sa missive. Laquelle ne fut rendue accessible aux chercheurs qu'en... 1992 !

B., Sept 23rd

My dear Doyle -

Even if there is only a slight chance that this letter should reach you in good time, there is a chance, and I am determined to make use of it.

First of all to give you a personal greeting I am sure you know that my attachment to you remains unaltered and unalterable, whatever the circumstances may be. I have heard of your father's death. I do hope he did not suffer too much - after so long a life of permanent pain. I heard that your brother-in-law Northumberland lost his life near Dunkerque - even modern times must allow us to share grief across all boundaries.

But it is not only the story of death
that should find its place in this letter.
If you remember some of my last communi-
cations in July 1939 ^{- and your friends in high places -} you may find some
significance in the fact that I am able
to ask you whether you could find time
to have a talk with me somewhere on
the outskirts of ~~the~~ Europe, perhaps in
Portugal. I could reach Lisbon any
time (and without any kind of difficulties)
within a few days after receiving news
from you. Of course I do not know whether
you can make your authorities understand
so much, that they give you leave...

But at least you may be able to answer my question. Letters will reach me (fairly quickly; they would take some four or five days from Lisbon on the utmost) in the following way: Double closed envelope. Inside address: "Dr. A.H." nothing more! Outside address:

"Minero Silricola Ltd.

Rua do Cais de Santarem 32/I
Lisbon, Portugal "

My father and mother add their wishes for your personal welfare to my own....

Yours ever

A.

« Mon cher Douglo,

Même si cette lettre n'a qu'une faible chance de te parvenir à temps, cette chance existe et je ne veux pas la laisser passer. Tout d'abord, je t'envoie mes cordiales salutations. Tu sais, j'en suis sûr, que mon attachement pour toi reste inaltéré et inaltérable quelles que soient les circonstances. J'ai appris la mort de ton père. Je veux espérer que ses derniers moments n'ont pas été trop pénibles, après une longue vie de constantes souffrances. J'ai appris aussi que ton beau-frère Northumberland avait perdu la vie à Dunkerque. Même les temps que nous vivons ne peuvent nous empêcher de partager le chagrin par-delà les frontières.

Mais ce n'est pas seulement de la mort que je viens t'entretenir dans cette lettre. Si tu te souviens de mes dernières communications de juillet 1939, toi et tes amis haut placés trouverez peut-être

signifiant que je te demande une entrevue, quelque part à la périphérie de l'Europe, peut-être au Portugal. Je pourrai me rendre au Portugal à n'importe quel moment (sans la moindre difficulté), quelques jours après avoir reçu de tes nouvelles. J'ignore bien sûr s'il te sera possible de persuader tes autorités de te laisser partir. Peut-être peux-tu au moins répondre à ma question ; les lettres me parviennent assez rapidement (elles mettent tout au plus quatre ou cinq jours depuis Lisbonne) ; il faut prévoir une double enveloppe : la première au nom de "Docteur A. H.", sans rien d'autre, à l'intérieur d'une seconde adressée à : "Minero Silvicola Ltd. Rua do Cais de Santarem 32/1. Lisbonne, Portugal."

Mon père et ma mère se joignent à moi pour t'adresser leurs meilleurs vœux.

Toujours à toi.

A. H. »

Source : National Archives, Kew (KV 2/1684).

Notes

Introduction

« Their Royal Heilnesses »

1. *Walter Schellenberg, Memoirs*, traduction de Louis Hagen, Londres, André Deutsch, 1956 et *The Labyrinth : Memoirs of Walter Schellenberg, Hitler's Chief of Counterintelligence*, traduction de Louis Hagen, Boston, Da Capo Press, 1957. Voir aussi, d'Éric Branca, *Le Roman des damnés*, Perrin, 2021.
2. *The Guardian*, 20 juillet 2017.
3. *The Sun*, 12 janvier 2005.
4. https://www.youtube.com/watch?v=fbo_5H-vAkM
5. John Lukacs, *Le Duel Churchill-Hitler*, Robert Laffont, 1990, et *Churchill, Londres, mai 1940*, Odile Jacob, 2002.
6. John Costello, *Les dix jours qui ont sauvé l'Occident*, Olivier Orban, 1991.
7. Andrew Roberts, *Churchill*, traduction d'Antoine Capet, Perrin, 2020.
8. François Delpla, *La Ruse nazie : Dunkerque : 24 mai 1940*, Éditions France-Empire, 1997 ; *La Face cachée de 1940 : comment Churchill réussit à prolonger la partie*, Éditions François-Xavier de Guibert, 2003 ; *Churchill et Hitler*, Éditions du Rocher, 2006.
9. François Kersaudy, *Churchill contre Hitler*, Tallandier, 2002, et *Churchill, le pouvoir et l'imagination*, Tallandier, 2015.
10. John Lukacs, *Le Duel Churchill-Hitler*, *op. cit.*
11. Adolf Hitler, *Propos intimes et politiques*, t. 1 : 1941-1942, t 2 : 1942-1944, traduction et présentation de François Delpla, Nouveau Monde éditions, 2016.
12. *Ibid.*

13. Joseph Goebbels, *Journal*, t. II : 1933-1939, Tallandier, 2007.
14. David Gardner, *The Last of the Hitlers*, Londres, BMM, 2003 et *Le Dernier des Hitler*, traduit et présenté par François Delpla, Patrick Robin Éditions, 2006.
15. Michael Unger, *The Memoirs of Bridget Hitler*, Londres, Duckworth, 1979.
16. Adolf Hitler, *Libres Propos sur la guerre et sur la paix*, préface de Robert d'Harcourt, Flammarion, 1952.
17. *Hitlers zweites Buch, ein Dokument aus dem Jahr 1928*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1961. Traduction française : *Adolf Hitler, l'expansion du III^e Reich*, Plon, 1963.
18. *Ibid.*

1

L'Angleterre à fronts renversés 1919-1933

1. Maurice Baumont, *La Faillite de la paix*, t. 1, PUF, 1967.
2. Ian Kershaw, *Making Friends with Hitler*, Londres, Penguin Books, 2004.
3. Maurice Baumont, *op. cit.*
4. Hjalmar Schacht, *Der theoretische Gehalt des englischen Merkantilismus*, Francfort-sur-le-Main, Verlag Sauer & Auvermann, 1900.
5. Frédéric Clavert, *Hjalmar Schacht, financier et diplomate (1930-1950)*, Éditions Peter Lang, 2009, et Hjalmar Schacht, *76 Jahre meines Lebens*, Bad Wörishofen, Kindler und Schiermeyer Verlag, 1953 (traduction française : *Mémoires d'un magicien*, Amiot-Dumont, 1954, et KontreKulture, 2016).
6. Robert et Isabelle Tombs, *La France et le Royaume-Uni, des ennemis intimes*, Armand Colin, 2012.
7. *The New York World*, 22 novembre 1921.
8. Rapporté par Robert Graves, *Goodbye to All That : An Autobiography*, Londres, Jonathan Cape, 1929.
9. *Ibid.*
10. Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales*, t. VII, *Les Crises du xx^e siècle*, Hachette, 1969.

11. Philippe Renoux, *La Montée de Hitler, hasards, complaisances, complicités...*, Éditions Charles Hérissé, 2004.
12. Ian Kershaw, *Hitler*, t. 1 : *Hubris, 1889-1936*, Flammarion, 1999 ; t. 2 : *Némésis, 1936-1945*, Flammarion, 2000.
13. Ian Kershaw, « Hitler n'aurait jamais pu prendre le pouvoir sans la complicité des élites bourgeoises », entretien dans *Le Nouvel Observateur*, 25 juillet 2013.
14. Philippe Renoux, *op. cit.*
15. Cité par Alexandre Anevas, « The International Political Economy of Appeasement : The Social Sources of British Foreign Policy during the 1930s », *Review of International Studies*, vol. 37, n° 2, 2011.

2

Le terreau raciaiste

1. H. S. Chamberlain, *Briefe 1882-1924 und Briefwechsel mit Kaiser Wilhelm II*, correspondance éditée par Paul Pretzsch, F. Bruckmann, 1928 2 vol.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*
4. H. S. Chamberlain, *La Genèse du XIX^e siècle*, traduction française et préface de Robert Godet, Payot, 1913.
5. Cité par Adrien de Versigny, préface à *La Genèse du XX^e siècle*, Éditions de l'Homme libre, 1998.
6. Herbert Spencer, *Premiers Principes*, Hachette-BnF, 2013.
7. *The Political Writings of Richard Cobden*, Cambridge University Press, 2011.
8. Cité par Robert A. Huttenback, *Racism and Empire*, Cornell University Press, 1976.
9. Cité par Charles Zorgbibe, *Guillaume II, le dernier empereur allemand*, De Fallois, 2013.
10. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Nouvelles Éditions latines, 1934.
11. *Ibid.*
12. Éric Branca, *Les Entretiens oubliés d'Hitler*, Perrin, 2019.

13. Cité par Mark Mazower, *Hitler's Empire. Nazi Rule in Occupied Europe*, Londres, Allen Lane, 2008.
14. Timothy W. Riback, *Dans la bibliothèque privée d'Hitler*, Le Cherche Midi, 2009.
15. *Der Völkischer Beobachter*, 26 octobre 1930.

3

La tentation fasciste

1. Nigel Nicolson (dir.), *Harold Nicolson, Diaries and Letters, 1907-1964*, Londres, Collins, 1973.
2. Douglas Reed, *Insanity Fair*, Londres, Jonathan Cape, 1938, et Londres, Read Books Libri, 2006.
3. Jane Dalley, *Un fascisme anglais, l'aventure politique de Diana et Oswald Mosley, 1932-1940*, Autrement, 2001.
4. Oswald Mosley, *My Life*, Londres, Nelson, 1968.
5. Manifeste de Birmingham, cité par Jane Dalley, *op. cit.*
6. Oswald Mosley, *op. cit.*
7. Tim Bouverie, *Apaiser Hitler*, Flammarion, 2019.
8. Jane Dalley, *op. cit.*
9. David Pryce-Jones, *Unity Mitford, a Quest*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1995.
10. Albert Speer, *Au cœur du Troisième Reich*, préface de Benoît Lemay, « Pluriel », 2010.
11. *Der Sturmer*, 30 juin 1935.
12. Cité par François Delpla, *Les Tentatrices du diable*, L'Archipel, 2005.
13. Oswald Mosley, *op. cit.*
14. Entretien accordé en 1975 à Thames Television, disponible sur YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=HNhF28fzN9I>
15. Oswald Mosley, *op. cit.*
16. Joseph Goebbels, *Journal*, t. II, *op. cit.*

4

La fête des fous

1. *The Daily Mail*, 28 novembre 1934.
2. *The Daily Telegraph*, 1^{er} mars 2005.
3. A. J. P. Taylor (éd.), *Lloyd George : A Diary, by Frances Stevenson*, Londres, Hutchinson and Co., 1971.
4. Paul-Otto Schmidt, *Sur la scène internationale avec Hitler*, présentation de Jean-Paul Bled, Perrin, 2014 ; Perrin, « Tempus », 2018.
5. Cité par Tim Bouverie, *op. cit.*
6. Ian Kershaw, *Making Friends with Hitler : Lord Londonderry and Britain's Road to War*, Londres, Penguin Books, 2005.
7. Lord Londonderry, *Ourselves and Germany*, Londres, Penguin, 1938.
8. Claud Cockburn, *I, Claud*, Londres, Harmondsworth, 1967.
9. Robert Fitzgerald, *The Rise of the Global Company, Multinationals and the Making of the Modern World*, Cambridge University Press, 2015.
10. *Tennant Report on Nuremberg Rally 1935*, Archives Mount Temple, cité par Tim Bouverie, *op. cit.*
11. Bernd Jürgen Wendt, *Economic Appeasement. Handel und Finanz in der britischen Deutschlandpolitik 1933-1939*, Düsseldorf, Bertelsmann Universitätsverlag, 1971.
12. Charles Spicer, « *Ambulant amateurs* » : *the Rise and Fade of the Anglo-German Fellowship*, University of London, 2018. Thèse téléchargeable sur <https://sas-space.sas.ac.uk/9193/>
13. *The Daily Telegraph*, 28 janvier 1935.
14. Vernon Bartlett, *Nazi Germany Explained*, Londres, V. Gollancz Ltd., 1933.
15. *Documents on British Foreign Policy*, second series, vol. XII, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1955.
16. Cité par Martin Gilbert, *The Roots of Appeasement*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1966.
17. Cité par Ronald Blythe, *The Age of Illusion : England in the Twenties and Thirties*, Londres, Penguin Books, 1964.
18. Lettre de Maurice Hankey à Eric Phipps, citée par Tim Bouverie, *op. cit.*
19. *The Manchester Guardian*, 24 mai 1934.
20. Frédéric Sallée, *Sur les chemins de la terre brune, voyages en Allemagne nazie, 1933-1939*, Fayard, 2017.

21. *Documents on British Foreign Policy*, second series, vol. XII, *op. cit.*
22. Tim Bouverie, *op. cit.*
23. *Chips, The Diary of Henry Channon*, edited by Robert Rhodes James, Londres, Weidenfeld & Nicolson History, 1996.
24. Gaynor Johnson (dir.), *Our Man in Berlin : The Diary of Sir Eric Phipps*, Londres, Palgrave Macmillan, 2007.
25. Adolf Hitler, *Propos intimes et politiques*, *op. cit.*
26. Joseph Goebbels, *Journal*, t. II, *op. cit.*
27. Ernst Hanfstaengl, *Hitler, the Missing Years*, New York, Arcade Publishing, 1957, et sous le titre *Hitler, les années obscures*, Perrin, 2018.
28. Paul-Otto Schmidt, *op. cit.*
29. Charles Stuart (dir.), *The Reith Diaries*, Londres, Collins, 1975.

5

Intermède royal

1. Jean-Pierre Naugrette, « Wallis Simpson, femme fatale ? », *Revue des Deux Mondes*, juillet 2017.
2. Paul-Otto Schmidt, *Sur la scène internationale avec Hitler*, *op. cit.*
3. Andrew Morton, *17 Carnations, The Windsors, The Nazis and The Cover-Up*, Londres, Michael O'Mara, 2015.
4. Duff Hart-Davis (dir.), *The Diaries of "Tommy" Lascelles*, Londres, Duff Hart-Davis, 2006.
5. Duc de Windsor, *Histoire d'un roi*, Amiot-Dumont, 1952.
6. *Ibid.*
7. Arnaud de Lacroix, *Ils admiraient Hitler, portrait de douze disciples du dictateur*, Bruxelles, Éditions Racine, 2020.
8. Walter Schellenberg, *Le chef du contre-espionnage nazi parle*, édition entièrement revue et commentée par Clément Tibère, Perrin, 2019.
9. Arnaud de Lacroix, *op. cit.*
10. Jean des Cars, *La Saga des Windsors*, Perrin, « Tempus », 2021.
11. *Ibid.*

12. Sarah Bradford, *The Reluctant King : The Life and Reign of George VI, 1895-1952*, New York, St Martin Press, 1990.
13. Charles Higham, *La Scandaleuse Duchesse de Windsor*, JC Lattès, 1989.
14. Duff Hart-Davis (dir.), *The Diaries of "Tommy" Lascelles*, *op. cit.*
15. Michael Bloch, *L'Amour souverain, les lettres intimes du duc et de la duchesse de Windsor*, traduction de Jean-Luc Barré, Perrin, 1986.
16. Yves Levant et Marc Nikitin, « Charles Eugene Bedaux, "cost killer" or Utopian Socialist ? », *Accounting History Review*, vol. 19, 2009.
17. Jean des Cars, *op. cit.*

6

L'apaisement incendiaire 1933-1938

1. Peter Neville, *Appeasing Hitler : The Diplomacy of Sir Nevile Henderson, 1937-39*, Londres, Palgrave Macmillan, 1999.
2. *Ibid.*
3. Cité par S. W. Roskill, *Hankey, Man of Secrets*, Londres, Naval Institut Press, 1972, et Tim Bouverie, *op. cit.*
4. Nicholas Julian Crowson, *Fleet Street, Press Barons and Politics : The Journals of Collin Brooks, 1932-1940*, Oxford University Press, 1999.
5. Roy Jenkins, *The Chancellors*, Londres, Pan Macmillan, 1999.
6. Paul-Otto Schmidt, *op. cit.*
7. Gordon Martel (dir.), *The Times and Appeasement : The Journals of A. L. Kennedy, 1932-1939*, Cambridge University Press, 2009.
8. Cité par Tim Bouverie, *op. cit.*
9. Paul Otto Schmidt, *op. cit.*
10. Cité par Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, 1997.
11. *Le Figaro*, 11 mars 1936.
12. Kurt von Schuschnigg, *Requiem*, Seelt, 1947.
13. Adolf Hitler, *Propos intimes et politiques*, t. 1, *op. cit.*
14. William L. Shirer, *Le Troisième Reich des origines à la chute*, Stock, 1961.
15. William L. Shirer, *La Chute de la III^e République*, Stock, 1970.

16. *Münchener Zeitung*, 11 mai 1936, cité par Winston Churchill, *La Deuxième Guerre mondiale*, t. 1, *L'orage approche, 1919-1939*, Plon, 1948.
17. Winston Churchill, *Mémoires de guerre*, t. 1, *1919-1941*, texte traduit, présenté et annoté par François Kersaudy, Tallandier, 2009 ; Tallandier, « Texto », 2013.
18. Robert Self, *Neville Chamberlain : A Political Life*, Londres, Routledge, 2006.
19. *Ibid.*
20. Robert Self (dir.), *The Neville Chamberlain Diary Letters*, vol. II : *The Reform Years*, Londres, Routledge, 2000.
21. Harold Macmillan, *The Past Masters : Politics and Politicians, 1906-1939*, Londres, Harper and Row, 1975.
22. Entretien à la BBC du 11 mai 1983.
23. Tim Bouverie, *op. cit.*
24. Robert Self, *The Neville Chamberlain Diary Letters*, vol. IV, *The Downing Street Years*, *op. cit.*
25. Conversation avec l'ambassadeur soviétique Ivan Maïski, citée par Tim Bouverie, *op. cit.*
26. Cité par Robert Self, *op. cit.*
27. Cité par Tim Bouverie, *op. cit.*
28. Note d'Halifax à Chamberlain, 8 novembre 1937, citée in *ibid.*
29. Robert Self, *Neville Chamberlain : A Political Life*, *op. cit.*
30. Lettre citée par Andrew Roberts, *The Holy Fox. The Life of Lord Halifax*, Londres, Phoenix, 1997.
31. Journal intime d'Halifax, cité par Tim Bouverie, *op. cit.*
32. *Ibid.*
33. Timothy S. Benson, *Low and the Dictators*, Londres, Political Cartoon Society, 2008.
34. *The Diplomatic Diaries of Oliver Harvey*, John Harvey, Londres, Collins, 1970.
35. *Ibid.*

7

Vienne, Munich, Prague, ou l'aigle en liberté 1938-1939

1. Nikolaus von Below, *Als Hitlers Adjutant, 1937-1945*, Mayence, von Hase et Koegler, 1980, et *À la droite d'Hitler*, Perrin, 2019.
2. Sir Reginald Dorman-Smith, *Sunday Times*, 6 septembre 1966, cité par Tim Bouverie, *op. cit.*
3. Robert Self, *Neville Chamberlain : A Political Life*, *op. cit.*
4. Marlis Steinert, *Hitler*, Fayard, 1991.
5. David Dilks (dir.), *The Diaries of Sir Alexander Cadogan, 1938-1945*, Londres, G. P. Putnam's Sons, 1972.
6. Cité par Tim Bouverie, *op. cit.*
7. *Documents on British Foreign Policy*, series 3, vol. 1, Londres, Her Majesty's Stationery Service, 1971.
8. Cité par Robert-Alexander Clarke Parker, « Anglo-French Conversations, April and September 1938 », in *Les Relations franco-allemandes, 1933-1939*, CNRS Éditions, 1976.
9. Robert Self, *The Neville Chamberlain Diary Letters*, vol. IV, *The Downing Street Years*, *op. cit.*
10. *Documents for German Foreign Policy*, series D, 1937-1945, vol. 1, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1957.
11. *Ibid.*
12. *Documents on British Foreign Policy*, series 3, vol. 1, *op. cit.*
13. David Dilks (dir.), *The Diaries of Sir Alexander Cadogan*, *op. cit.*
14. Cité par Tim Bouverie, *op. cit.*
15. *Documents for German Foreign Policy*, series D, 1937-1945, vol. 1, *op. cit.*
16. Paul Vyšný, *The Runciman Mission to Czechoslovakia, 1938 : Prelude to Munich*, Londres, Palgrave Macmillan, 2003.
17. Paul Schmidt, *op. cit.*
18. Compte rendu du Cabinet, cité par Tim Bouverie, *op. cit.*
19. David Dilks (dir.), *The Diaries of Sir Alexander Cadogan*, *op. cit.*
20. Telford Taylor, *Munich, the Price of Peace*, New York, Random House Inc., 1980.
21. Gustav M. Gilbert, *Journal de Nuremberg*, Flammarion, 1947.

22. Robert Self, *The Neville Chamberlain Diary Letters*, vol. IV, *The Downing Street Years*, *op. cit.*
23. Galeazzo Ciano, *Journal politique*, t. 1, août 1937-septembre 1939, Perrin, « Tempus », 2015.
24. Zbynek Zeman et Antonin Klimek, *The Life of Edvard Beneš*, Oxford, Clarendon Press, 1997.
25. *Hansard* de la Chambre des communes, 24 mars 1938, vol. 333, col. 1454. Débat consultable sur : https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1938/mar/24/foreign-affairs-and-rearmament#S5CV0333P0_19380324_HOC_346
26. *Idem*, 3 octobre 1938, vol. 339, col. 112. Débat consultable sur : https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1938/oct/03/prime-ministers-statement#S5CV0339P0_19381003_HOC_32
27. *Idem*, 5 octobre 1938, vol. 339, col. 373. Débat consultable sur : <https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1938/oct/05/policy-of-his-majestys-government>
28. François Delpla, *Churchill et Hitler*, Éditions du Rocher, 2012.
29. Robert Self, *The Neville Chamberlain Diary Letters*, vol. IV, *The Downing Street Years*, *op. cit.*
30. Winston Churchill, *Mémoires de guerre*, traduction de François Kersaudy, *op. cit.*
31. Albert Speer, *Au cœur du III^e Reich*, *op. cit.*

8

Un grain de sable nommé Churchill

1. Andrew Roberts, *Churchill*, traduit de l'anglais par Antoine Capet, Perrin, 2020.
2. François Kersaudy, *Winston Churchill, le pouvoir de l'imagination*, Tallandier, 2000 ; Tallandier, « Texto », 2021.
3. *Ibid.*
4. A. D. Gibb, *With Winston Churchill at the Front*, Londres, Gowans & Gray, 1924, cité par François Kersaudy, *op. cit.*
5. Martin Gilbert, *Churchill, A Life*, vol. 3 : 1914-1916, *The Challenge of the War*, Oxford, Merton College, 2008.

6. Albert Speer, *Au cœur du III^e Reich*, Fayard, 1969.
7. François Kersaudy, *Hitler*, Perrin, « Maîtres de guerre », 2011.
8. Timothy W. Riback, *op. cit.*
9. William Manchester, *Rêves de gloire : 1874-1932*, Robert Laffont, 1985.
10. *Ibid.*
11. Winston Churchill, *Mémoires de guerre*, traduction de François Kersaudy, *op. cit.*
12. *Ibid.*
13. Cité par François Kersaudy, *De Gaulle et Churchill, la mésentente cordiale*, Perrin, 2001.
14. *Ibid.*
15. Gustav Jung, *Aspects du drame contemporain*, Bâle, Georg Éditions, 1997.
16. Hubert Knickerboker, *Is Tomorrow Hitler's ?*, Londres, Penguin, 1941.
17. Cité par Antoine Capet, « Churchill, le fascisme et les fascistes », in *À droite de la droite : Droites radicales en France et en Grande-Bretagne au xx^e siècle*, Presses universitaires du Septentrion, 2012.
18. Antoine Capet, *Churchill, le dictionnaire*, Perrin, 2018.
19. Winston Churchill, *Mémoires de guerre*, t. 1, *op. cit.*
20. *Ibid.*
21. Ernst Hanfstaengl, *Les Années obscures*, préface et présentation de Jean-Paul Bled, Perrin, 2018.
22. *Ibid.*
23. *Ibid.*
24. Martin Gilbert, *Churchill, A Life*, vol. 5 : 1922-1939, *Prophet of the Truth*, *op. cit.*
25. Winston Churchill, *Mémoires de guerre*, t. 1, *op. cit.*
26. *Ibid.*
27. Cité par Tim Bouverie, *op. cit.*
28. Archives Lloyd George, cité in *ibid.*
29. Thomas C. H. Jones, *A Diary with Letters, 1931-1950*, Oxford University Press, 1954.
30. François Delpla, *Churchill et Hitler*, *op. cit.*
31. François Kersaudy, *Winston Churchill, le pouvoir de l'imagination*, *op. cit.*
32. Franz Halder, *Kriegstagebuch, Tägliche Aufzeichnungen des Chefs des Generalstabes des Heeres, 1939-1942*, vol. 1, Stuttgart, W. Kohlhammer,

1962-1964.

33. Cité par Tim Bouverie, *op. cit.*

34. *Ibid.*

35. Cité par Maxime Mourin, *Les Tentatives de paix dans la Seconde Guerre mondiale, 1939-1945*, Payot, 1949.

9

Les mirages d'un Reich sans Hitler

1. Barbara Koehn, *La Résistance allemande contre Hitler*, PUF, 2003.

2. Sylvie Wüstefeld, « Les voyages de Carl Friedrich Goerdeler (1937/1939). L'interaction entre un opposant au régime national-socialiste et différents acteurs politiques et économiques à l'étranger », in *Textes et contextes*, novembre 2011, consultable sur : <https://preo.u-bourgogne.fr/textesetcontextes/index.php?id=1707>

3. Maxime Mourin, *op. cit.*

4. Hans Mommsen, *Le National-socialisme et la société allemande, dix essais d'histoire sociale et politique*, préface d'Henry Rousso, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1997.

5. Hans Mommsen (dir.) et Sabine Gillmann, *Politische Schriften und Briefe Carl Friedrich Goerdelers*, Berlin, De Gruyter-Saur, 2003.

6. *Ibid.*

7. Cité par Hans Mommsen, *Le National-socialisme et la société allemande*, *op. cit.*

8. *Ibid.*

9. Joseph Rovin (dir.), « La résistance aristocratique à Hitler, Oppositions et résistances contre le régime nazi », in *Documents, Revue des questions allemandes*, n° 2, 1994.

10. Walter Schellenberg, *op. cit.*

11. *Ibid.*

12. *Le Figaro*, 21 novembre 1939.

10

L'échiquier de l'an 40

1. Mark Pottle (dir.), *Champion Redoubtable : The Diaries and Letters of Violet Bonham-Carter, 1914-44*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1999.
2. Major général Sir Edward Spears, *Assignment to Catastrophe*, vol. I : *Prelude to Dunkirk July 1939-May 1940*, Londres, Heinemann, 1954.
3. Winston Churchill, *Mémoires de guerre*, *op. cit.*
4. Journal de George VI, cité par Tim Bouverie, *op. cit.*
5. Journal de Sir John Coville, cité par François Kersaudy, *op. cit.*
6. François Kersaudy, *Winston Churchill*, *op. cit.*
7. *Foreign Relations of the United States*, Franklin D. Roosevelt Administration (1933-1945), 1940, vol. 1, disponible en ligne sur : <https://history.state.gov/historicaldocuments/roosevelt-fd>
8. Cité par Marc Ferro, *Pétain en vérité*, Tallandier, 2013.
9. *Foreign Relations of the United States*, Franklin D. Roosevelt Administration (1933-1945), 1940, vol. 1, *op. cit.*
10. François Delpla, *Churchill et Hitler*, *op. cit.*
11. Sir Basil Liddell Hart, *The Other Side of the Hill : Germany's Generals, Their Rise and Fall, with Their Own Account of Military Events 1939-1945*, Londres, Cassel and Co., 1948. Traduction française : *Les généraux d'Hitler parlent*, Stock, 1948 ; Perrin, « Tempus », 2019.
12. Adolphe Goutard, *La Guerre des occasions perdues*, Hachette, 1956.
13. Lettre du général Blumentritt à Sir Basil Liddell Hart, 17 mai 1950, citée par John Costello, *op. cit.*
14. *Ibid.*
15. François Delpla, *La Ruse nazie*, *op. cit.*
16. François Delpla, *Hitler*, *op. cit.*
17. François Delpla, *Churchill et Hitler*, *op. cit.*
18. Sténographie du Comité de guerre du 25 mai 1940, citée par Paul Baudouin, *Neuf mois au gouvernement*, La Table ronde, 1948, et par Dominique Leca, *La Rupture de 1940*, Fayard, 1978.
19. Cité par François Bédarida, « La rupture franco-britannique de 1940. Le conseil suprême interallié, de l'invasion à la défaite de la France », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 25, janvier-mars 1990.
20. Roland de Margerie, *Journal, 1939-1940*, Grasset, 2010.

21. Claude Quétel, *L'Impardonnable Défaite*, Perrin, « Tempus », 2012.
22. Dominique Leca, *op. cit.*
23. John Costello, *op. cit.*
24. *Ibid.*
25. Hugh Dalton, *The Fateful Years : Memoirs, 1939-1945*, Londres, Frederick Muller Ltd., 1957.
26. *Le Testament politique de Hitler, notes recueillies par Martin Bormann*, préface de Hugh Trevor-Roper, préface d'André François-Poncet, Fayard, 1959.
27. *Hansard* de la Chambre des communes, 4 juin 1940, vol. 361, col. 787, consultable en ligne sur : <https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1940/jun/04/war-situation>
28. Journal d'Edward Halifax, cité par John Costello, *op. cit.*
29. François Kersaudy, « Les Britanniques étaient unanimement derrière Churchill avant et pendant la Seconde Guerre mondiale », in *Les Mythes de la Seconde Guerre mondiale*, sous la direction de Jean Lopez et Olivier Wieviorka, Perrin, 2015.
30. Télégramme de Sir Victor Mallet au Foreign Office, cité par John Costello, *op. cit.*

11

La force du destin 1940-1941

1. Jean-Paul Cointet, *Hitler et la France*, Perrin, 2014.
2. Walter Ansel, *Hitler Confronts England*, Durham, Duke University Press, 1960.
3. Cité par Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ?*, Gallimard, 2017.
4. Otto Abetz, *Mémoires d'un ambassadeur. Histoire d'une politique franco-allemande*, Stock, 1953.
5. Joseph Goebbels, *Journal*, t. III : 1939-1942, *op. cit.*
6. Hermann Boehme, « Entstehung und Grundlagen des Waffenstillstandes von 1940 », *Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte*, n° 12, *Der deutsch-französische Waffenstillstand im Zweiten Weltkrieg*, vol. I, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1966.

7. Karl Klee, *Dokumente zur Unternehmen Seelöwe*, Göttingen, Musterschmidt Verlag, 1958.
8. *Ibid.*
9. Joseph Goebbels, *op. cit.*
10. John Lukacs, *op. cit.*
11. Bernard Montgomery, *Mémoires*, Plon, 1958.
12. Cité par François Kersaudy, préface aux *Mémoires de guerre* de Winston Churchill, *op. cit.*
13. Walter Ansel, *op. cit.*
14. Berna Günen, « La première défaite de la propagande national-socialiste, la bataille d'Angleterre », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2008/2, n° 230, PUF.
15. Winston Churchill, *Mémoires*, *op. cit.*
16. *Ibid.*
17. Charles de Gaulle, *Discours et message*, t. I, Plon, 1970.
18. François Delpla, *Churchill et Hitler*, *op. cit.*
19. Ian Kershaw, *Hitler*, *op. cit.*
20. Bernd Martin, *Friedensinitiativen und Machtpolitik im Zweiten Weltkrieg 1939-1942*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1974.
21. John Colville, *The Fringes of Power : 10 Downing Street Diaries 1939-1955*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2005.
22. Cité par François Delpla, *Churchill et Hitler*, *op. cit.*
23. Martin Allen, *Hidden Agenda : How the Duke of Windsor Betrayed the Allies*, New York, M. Evans and Co., 2002.
24. Cité par John Costello, *op. cit.*
25. Lettre de Winston Churchill au duc de Windsor, 27 juillet 1940, in Martin Gilbert, *Winston Churchill*, t. VI : 1940-1941, Londres, Minerva, 1986.
26. Cité par Michael Bloch, *Le Complot Windsor*, Pygmalion, 1985.
27. Dépêche de Hoyningen-Huene à Ribbentrop, citée par John Costello, *op. cit.*
28. Johannes von Müllern-Schönhausen, *Die Lösung des Rätsels Adolf Hitler (La Solution du mystère Hitler)*, Vienne, Verlag zur Förderung wissenschaftlicher Forschung, 1950, et John Toland, *Hitler*, t. II, Perrin, « Tempus », 2012.
29. Rapport de Lord Hamilton à Churchill, cité par John Costello, *op. cit.*

30. François Kersaudy, *Les Derniers Secrets du III^e Reich*, Perrin, 2013.
31. Pierre Servent, *Rudolf Hess, la dernière énigme du III^e Reich*, Perrin, 2019.
32. *Ibid.*
33. *Ibid.*
34. Entretien avec Rochus Misch, à lire sur le site de François Delpla : http://www.delpla.org/article.php3?id_article=425
35. John Costello, *op. cit.*, et Pierre Servent, *op. cit.*

Épilogue

Les fantômes du lac de Côme

1. Cité par Luciano Garibaldi, *La Pista Inglese* [La piste anglaise], Rome, Ares, 2016.
2. Maurizio Serra, *Le Mystère Mussolini*, Perrin, 2021.
3. Renzo De Felice, *Rosso e Nero*, Milan, Baldini & Castoldi, 1995.
4. Pierre Milza, *Les Derniers Jours de Mussolini*, Fayard, 2010.
5. *Ibid.*
6. Bruno Giovanni Lonati, *Quel 28 aprile. Mussolini e Claretta : la verità*, Rome, Ugo Mursia, 1994.
7. Peter Tompkins, *Dalle carte segrete del Duce. Momenti e protagonisti dell'Italia fascista nei National Archives di Washington* (*Des papiers secrets du Duce. Moments et protagonistes de l'Italie fasciste dans les Archives nationales de Washington*), Milan, Tropea, 2001.
8. *La Grande storia-Il carteggio Churchill-Mussolini-L'ultima verità*, de Maria Luisa Fiorenza et Peter Tompkins, RAI, 2004 – DVD, 2006.
9. Sian Nicholas, *The Echo of War. Home Front Propaganda and the Wartime BBC 1939-1945*, Manchester University Press, 1996.
10. Maurice Vaïsse (dir.), *Mai-juin 1940, défaite française, victoire allemande sous l'œil des historiens étrangers*, Autrement, 2010.
11. Madeleine Bunting, *The Model Occupation : the Channel Islands under German Rule*, Londres, HarperCollins, 1995.
12. Cecil King, *With Malice towards None, a War Diary*, Londres, Sidgwick and Jackson, 1970.

13. Cité par Julian Jackson, in *Mai-juin 1940, défaite française, victoire allemande, op. cit.*
14. Adolf Hitler, *Propos intimes et politiques, op. cit.*
15. *Ibid.*
16. *Ibid.*
17. Andrew Roberts, *The Holy Fox, op. cit.*
18. *Chips, The Diary of Henry Channon, op. cit.*
19. Antoine Capet, *Churchill, le dictionnaire, op. cit.*

Bibliographie

A. Sources principales

1. Archives

Documents on British Foreign Policy (DBFP), series I (1919-1925, 27 vol.), series I A (1925-1930, 7 vol.), series II (1929-1938, 21 vol.), series III (1938-1939, 10 vol.), Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1955. Consultables en ligne sur <https://www.nationalarchives.gov.uk/>

Documents on German Foreign Policy (DGFP), series C (1933-1937), series D (1937-1945), Londres, 1955 Her Majesty's Stationery Office. Consultables en ligne sur <https://www.nationalarchives.gov.uk/>

Foreign Relations of the United States, Franklin D. Roosevelt Administration (1933-1945), disponible en ligne sur <https://history.state.gov/historicaldocuments/roosevelt-fd>

Hansard (Journal des débats) de la Chambre des communes. Débats entièrement consultables en ligne sur <https://api.parliament.uk/historic-hansard/sittings/C20>

The National Archives : <https://www.nationalarchives.gov.uk/>

2. Ouvrages publiés avant 1940

Vernon Bartlett, *Nazi Germany Explained*, Londres, V. Gollancz Ltd., 1933.

H. S. Chamberlain, *La Genèse du XIX^e siècle*, traduction française et préface de Robert Godet, Payot, 1913.

—, *Briefe 1882-1924 und Briefwechsel mit Kaiser Wilhelm II*, correspondance éditée par Paul Pretzsch, Berlin, F. Bruckmann, 1928.

Andrew Dewar Gibb, *With Winston Churchill at the Front*, Londres, Gowans & Gray, 1924.

Robert Graves, *Goodbye to All That : An Autobiography*, Londres, Jonathan Cape, 1929.

Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Nouvelles Éditions latines, 1934.

Lord Londonderry, *Ourselves and Germany*, Londres, Penguin, 1938.

Ward Price, *I Know these Dictators*, Londres, Harrap, 1937.

Douglas Reed, *Insanity Fair*, Londres, Jonathan Cape, 1938.

B. Mémoires et journaux

John Barnest et David Nicholson (dir.), *The Leo Amery Diaries*, vol. II, 1929-1945, Londres, Hutchinson, 1988.

Nikolaus von Below, *Als Hitlers Adjutant, 1937-1945*, Mayence, von Hase et Koegler, 1980 [*À la droite d'Hitler*, Perrin, 2019].

Winston Churchill, *Mémoires de guerre*, texte traduit, présenté et annoté par François Kersaudy, Tallandier, 2009 ; Tallandier, « Texto », 2013.

- Galeazzo Ciano, *Journal politique*, présentation et appareil critique de Maurizio Serra, Perrin, « Tempus », 2015.
- Claud Cockburn, *I, Claud*, Londres, Harmondsworth, 1967.
- John Colville, *The Fringes of Power : 10 Downing Street Diaries 1939-1955*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2005.
- Nicholas Julian Crowson, *Fleet Street, Press Barons and Politics : The Journals of Collin Brooks, 1932-1940*, Oxford University Press, 1999.
- Hugh Dalton, *The Fateful Years : Memoirs, 1939-1945*, Londres, Frederick Muller Ltd., 1957.
- David Dilks (dir.), *The Diaries of Sir Alexander Cadogan, 1938-1945*, Londres, G. P. Putnam's Sons, 1972.
- David Gardner, *The Last of the Hitlers*, Londres, BMM, 2003 [*Le Dernier des Hitler*, traduit et présenté par François Delpla, Patrick Robin Éditions, 2006].
- Gustav M. Gilbert, *Journal de Nuremberg*, Flammarion, 1947.
- Joseph Goebbels, *Journal*, 4 vol., Tallandier, 2007.
- Franz Halder, *Kriegstagebuch, Tägliche Aufzeichnungen des Chefs des Generalstabes des Heeres, 1939-1942*, Stuttgart, W. Kohlhammer, 1962-1964.
- Edward Halifax, *Fullness of Days*, Mead, Dodd, 1957.
- Ernst Hanfstaengl, *Hitler, the Missing Years*, New York, Arcade Publishing, 1957 [traduction française : *Hitler, les années obscures*, préface et présentation de Jean-Paul Bled, Perrin, 2018].
- Duff Hart-Davis (dir.), *The Diaries of "Tommy" Lascelles*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2006.

- John Harvey (dir.), *The Diplomatic Diaries of Oliver Harvey*, Londres, Collins, 1970.
- Gaynor Johnson (dir.), *Our Man in Berlin : The Diary of Sir Eric Phipps*, Londres, Palgrave Macmillan, 2007.
- Thomas C. H. Jones, *A Diary with Letters, 1931-1950*, Oxford University Press, 1954.
- Cecil King, *With Malice towards None, a War Diary*, Londres, Sidgwick and Jackson, 1970.
- Dominique Leca, *La Rupture de 1940*, Fayard, 1978.
- Harold Macmillan, *The Past Masters : Politics and Politicians, 1906-1939*, Londres, Harper and Row, 1975.
- Roland de Margerie, *Journal, 1939-1940*, préface d'Éric Roussel, Grasset, 2010.
- Maréchal Bernard Montgomery, *Mémoires*, Plon, 1958.
- Oswald Mosley, *My Life*, Londres, Nelson, 1968.
- Nigel Nicolson (dir.), *Harold Nicolson, Diaries and Letters, 1907-1964*, Londres, Collins, 1973.
- Alan John Percival Taylor (éd.), *Lloyd George : A Diary, by Frances Stevenson*, Londres, Hutchinson and Co., 1971.
- Mark Pottle (dir.), *Champion Redoubtable : The Diaries and Letters of Violet Bonham-Carter, 1914-44*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1999.
- Robert Rhodes James, *Chips, The Diary of Henry Channon*, Robert Rhodes James (éd.), Londres, Weidenfeld & Nicolson History, 1996.
- Hjalmar Schacht, *76 Jahre meines Lebens*, Bad Wörishofen, Kindler und Schiermeyer Verlag, 1953 [traduction française :

Mémoires d'un magicien, Amiot-Dumont, 1954, et KontreKulture, 2016].

Walter Schellenberg, *Le chef du contre-espionnage nazi parle*, édition entièrement revue et commentée par Clément Tibère, Perrin, 2019.

Paul-Otto Schmidt, *Sur la scène internationale avec Hitler*, présentation de Jean-Paul Bled, Perrin, 2014 ; Perrin, « Tempus », 2018.

Kurt von Schuschnigg, *Requiem*, Éditions Seelt, 1947.

Robert Self (dir.), *The Neville Chamberlain Diary Letters*, vol. II : *The Reform Years*, Londres, Routledge, 2000.

Major général Sir Edward Spears, *Assignment to Catastrophe*, Londres, Heinemann, 1954.

Albert Speer, *Au cœur du Troisième Reich*, préface de Benoît Lemay, « Pluriel », 2010.

Charles Stuart (dir.), *The Reith Diaries*, Londres, Collins, 1975.

Michael Unger, *The Memoirs of Bridget Hitler*, Londres, Duckworth, 1979.

Duc de Windsor, *Histoire d'un roi*, Amiot-Dumont, 1952.

C. Biographies

Timothy S. Benson, *Low and the Dictators*, Londres, Political Cartoon Society, 2008.

Antoine Capet, *Churchill, le dictionnaire*, Perrin, 2018.

Frédéric Clavert, *Hjalmar Schacht, financier et diplomate (1930-1950)*, Éditions Peter Lang, 2009.

- Martin Gilbert, *Churchill, A Life*, Londres, William Heinemann Ltd., 1971-2008, 6 vol.
- John Keegan, *Winston Churchill, une vie*, traduction de Christophe Jaquet, Les Belles Lettres, 2018.
- François Kersaudy, *Churchill, le pouvoir et l'imagination*, Tallandier, 2002.
- Ian Kershaw, *Hitler*, t. 1 : *Hubris, 1889-1936*, Flammarion, 1999 ; t. 2 : *Némésis, 1936-1945*, Flammarion, 2000.
- Erik Larson, *Churchill, la splendeur et l'infamie*, Le Cherche Midi, 2021.
- Annick Le Floc'hmoan, *Les Extravagantes Sœurs Mitford*, Fayard, 2002.
- Peter Longerich, *Hitler*, Éditions Héloïse d'Ormesson, 2017 ; Perrin, « Tempus », 2019.
- Werner Maser, *Hitler, Adolf*, Plon, 1973.
- David Pryce-Jones, *Unity Mitford, a Quest*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1995.
- Andrew Roberts, *The Holy Fox. The Life of Lord Halifax*, Londres, Phoenix, 1997.
- , *Churchill*, traduction d'Antoine Capet, Perrin, 2020.
- S. W. Roskill, *Hankey, Man of Secrets*, Londres, Naval Institut Press, 1972.
- Robert Self, *Neville Chamberlain : A Political Life*, Londres, Routledge, 2006.
- Pierre Servent, *Rudolf Hess, la dernière énigme du III^e Reich*, Perrin, 2019.
- Marlis Steinert, *Hitler*, Fayard, 1991.

John Toland, *Hitler*, Perrin, « Tempus », 2012, 2 vol.

Volker Ullrich, *Hitler*, t. 1 et 2, Gallimard, 2017.

Charles Zorgbibe, *Guillaume II, le dernier empereur allemand*, De Fallois, 2013.

D. Ouvrages généraux sur la période

Martin Allen, *Hidden Agenda : How the Duke of Windsor Betrayed the Allies*, New York, M. Evans and Co., 2002.

Walter Ansel, *Hitler Confronts England*, Durham, Duke University Press, 1960.

Maurice Baumont, *La Faillite de la paix*, PUF, 1967, 2 vol.

Charles Bloch, *Le III^e Reich et le monde*, Perrin, 2015.

Michael Bloch, *Le Complot Windsor*, Pygmalion, 1985.

—, *L'Amour souverain, les lettres intimes du duc et de la duchesse de Windsor*, traduction de Jean-Luc Barré, Perrin, 1986.

Ronald Blythe, *The Age of Illusions : England in the Twenties and Thirties*, Londres, Penguin Books, 1964.

Tim Bouverie, *Appeasing Hitler : Chamberlain, Churchill and the Road to War*, Londres, Bodley Head, 2019 [traduction française : *Apaiser Hitler*, Flammarion, 2019].

Sarah Bradford, *The Reluctant King : The Life and Reign of George VI, 1895-1952*, New York, St Martin Press, 1990.

Éric Branca, *Les Entretiens oubliés d'Hitler*, Perrin, 2019.

Florent Brayard et Andreas Wirshing (dir.), *Historiciser le mal, une édition critique de Mein Kampf*, Fayard, 2019.

- Madeleine Bunting, *The Model Occupation : the Channel Islands under German Rule*, Londres, HarperCollins publisher, 1995.
- Antoine Capet, « Churchill, le fascisme et les fascistes », in *À droite de la droite : Droites radicales en France et en Grande-Bretagne au xx^e siècle*, Presses universitaires du Septentrion, 2012.
- Jean des Cars, *La Saga des Windsor*, Perrin, « Tempus », 2021.
- Jean-Paul Cointet, *Hitler et la France*, Perrin, 2014.
- John Costello, *Les dix jours qui ont sauvé l'Occident*, Olivier Orban, 1991.
- Jan Dalley, *Un fascisme anglais, l'aventure politique de Diana et Oswald Mosley, 1932-1940*, Autrement, 2001.
- François Delpla, *La Ruse nazie : Dunkerque : 24 mai 1940*, Éditions France-Empire, 1997.
- , *La Face cachée de 1940 : comment Churchill réussit à prolonger la partie*, Éditions François-Xavier de Guibert, 2003.
- , *Les Tentatrices du diable*, L'Archipel, 2005.
- , *Churchill et Hitler*, Éditions du Rocher, 2006.
- Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, 1997.
- Richard J. Evans, *Le III^e Reich*, Flammarion, 2009, 3 vol.
- Renzo De Felice, *Rosso e Nero*, Milan, Baldini & Castoldi, 1995.
- Robert Fitzgerald, *The Rise of the Global Company, Multinationals and the Making of the Modern World*, Cambridge University Press, 2015.
- Martin Gilbert, *The Roots of Appeasement*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1966.

- Adolphe Goutard, *La Guerre des occasions perdues*, Hachette, 1956.
- Charles Higham, *La Scandaleuse Duchesse de Windsor*, JC Lattès, 1989.
- Adolf Hitler, *Libres Propos sur la guerre et sur la paix*, préface de Robert d'Harcourt, Flammarion, 1952.
- , *Hitlers zweites Buch, ein Dokument aus dem Jahr 1928*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1961 [traduction française : *Adolf Hitler, l'expansion du III^e Reich*, Plon, 1963].
- , *Propos intimes et politiques*, t. 1 : 1941-1942, t. 2, 1942-1944, traduction et présentation de François Delpla, Nouveau Monde éditions, 2016.
- Robert A. Huttenback, *Racism and Empire*, Cornell University Press, 1976.
- Roy Jenkins, *The Chancellors*, Londres, Pan Macmillan, 1999.
- François Kersaudy, *Churchill contre Hitler*, Tallandier, 2002.
- , *Hitler*, Perrin, « Maîtres de guerre », 2011.
- , *Tous les secrets du III^e Reich*, Perrin, 2017.
- , *Le Monde selon Churchill*, Tallandier, « Texto », 2019.
- Ian Kershaw, *Making Friends with Hitler : Lord Londonderry and Britain's Road to War*, Londres, Penguin Books, 2005.
- , *Qu'est-ce que le nazisme ?*, Gallimard, 2017.
- Karl Klee, *Dokumente zur Unternehmen Seelöwe*, Göttingen, Musterschmidt Verlag, 1958.
- Barbara Koehn, *La Résistance allemande contre Hitler*, PUF, 2003.

- Arnaud de Lacroix, *Ils admiraient Hitler, portrait de douze disciples du dictateur*, Bruxelles, Éditions Racine, 2020.
- Sir Basil Liddell Hart, *The Other Side of the Hill : Germany's Generals, Their Rise and Fall, with Their Own Account of Military Events 1939-1945*, Londres, Cassel and Co., 1948 [traduction française : *Les généraux d'Hitler parlent*, Stock, 1948 ; Perrin, « Tempus », 2019].
- Jean Lopez et Olivier Wieviorka (dir.), *Les Mythes de la Seconde Guerre mondiale*, Perrin, 2015.
- John Lukacs, *Le Duel Churchill-Hitler*, Robert Laffont, 1990.
- , *Churchill, Londres, mai 1940*, Odile Jacob, 2002.
- Gordon Martel (dir.), *The Times and Appeasement : The Journals of A. L. Kennedy, 1932-1939*, Cambridge University Press, 2009.
- Bernd Martin, *Friedensinitiativen und Machtpolitik im Zweiten Weltkrieg 1939-1942*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1974.
- Mark Mazower, *Hitler's Empire. Nazi Rule in Occupied Europe*, Londres, Allen Lane, 2008.
- Pierre Milza, *Les Derniers Jours de Mussolini*, Fayard, 2010.
- Hans Mommsen, *Le National-socialisme et la société allemande, dix essais d'histoire sociale et politique*, préface d'Henry Rousso, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1997.
- , avec Sabine Gillmann, *Politische Schriften und Briefe Carl Friedrich Goerdelers*, Berlin, De Gruyter-Saur, 2003.
- Andrew Morton, *17 Carnations, The Windsors, The Nazis and The Cover-Up*, Londres, Michael O'Mara, 2015.
- Maxime Mourin, *Les Tentatives de paix dans la Seconde Guerre mondiale, 1939-1945*, Payot, 1949.

- Johannes von Müllern-Schönhausen, *Die Lösung des Rätsels Adolf Hitler*, Vienne, Verlag zur Förderung wissenschaftlicher Forschung, 1950.
- Peter Neville, *Appeasing Hitler : The Diplomacy of Sir Neville Henderson, 1937-39*, Londres, Palgrave Macmillan, 1999.
- Sian Nicholas, *The Echo of War. Home Front Propaganda and the Wartime BBC 1939-1945*, Manchester University Press, 1996.
- Claude Quénel, *L'Impardonnable Défaite*, Perrin, « Tempus », 2012.
- Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales*, t. VII : *Les Crises du xx^e siècle*, Hachette, 1969.
- Philippe Renoux, *La Montée de Hitler, hasards, complaisances, complicités...*, Éditions Charles Hérissé, 2004.
- Timothy W. Riback, *Dans la bibliothèque privée d'Hitler*, Le Cherche Midi, 2009.
- Frédéric Sallée, *Sur les chemins de la terre brune, voyages en Allemagne nazie, 1933-1939*, Fayard, 2017.
- Maurizio Serra, *Le Mystère Mussolini*, Perrin, 2021.
- William L. Shirer, *Le Troisième Reich des origines à la chute*, Stock, 1961.
- , *La Chute de la III^e République*, Stock, 1970.
- Charles Spicer, « *Ambulant amateurs* » : *the Rise and Fade of the Anglo-German Fellowship*, University of London, 2018. Thèse téléchargeable sur <https://sas-space.sas.ac.uk/9193/>
- Telford Taylor, *Munich, the Price of Peace*, New York, Random House Inc., 1980.
- Robert et Isabelle Tombs, *La France et le Royaume-Uni, des ennemis intimes*, Armand Colin, 2012.

Maurice Vaïsse (dir.), *Mai-juin 1940, défaite française, victoire allemande sous l'œil des historiens étrangers*, Autrement, 2010.

Paul Vyšný, *The Runciman Mission to Czechoslovakia, 1938 : Prelude to Munich*, Londres, Palgrave Macmillan, 2003.

Bernd Jürgen Wendt, *Economic Appeasement. Handel und Finanz in der britischen Deutschlandpolitik 1933-1939*, Düsseldorf, Bertelsmann Universitätsverlag, 1971.

Articles

Alexandre Anevas, « The International Political Economy of Appeasement : The Social Sources of British Foreign Policy during the 1930s », *Review of International Studies*, vol. 37, n° 2, 2011.

François Bédarida, « La rupture franco-britannique de 1940. Le conseil suprême interallié, de l'invasion à la défaite de la France », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 25, janvier-mars 1990.

Hermann Boehme, « Entstehung und Grundlagen des Waffenstillstandes von 1940 », *Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte*, n° 12, *Der deutsch-französische Waffenstillstand im Zweiten Weltkrieg*, vol. I, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1966.

Berna Günen, « La première défaite de la propagande national-socialiste, la bataille d'Angleterre », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2008/2, n° 230, PUF.

Yves Levant et Marc Nikitin, « Charles Eugène Bedaux, "cost killer" or Utopian Socialist ? », *Accounting History Review*,

vol. 19, 2009.

Joseph Rovin (dir.), « La résistance aristocratique à Hitler, Oppositions et résistances contre le régime nazi », *Documents, Revue des questions allemandes*, n° 2, 1994.

Principaux documentaires

Martin Bright, *Hitler's British Girl*, Channel 4, 2007. Disponible sur YouTube à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=D-IWnUBtMbU&t=710s>

Fiona Cotter Craig, *Hitler's Favorite Royal*, Channel 4, 2007. Disponible sur YouTube à l'adresse : https://www.youtube.com/watch?v=fbo_5H-vAkM

Paul Elston et Chris Durlacher, *Spying on the Royals*, Channel 4, 2017 et Histoire, 2020, sous le titre : *Espionnage royal*.

Maria Luisa Fiorenza et Peter Tompkins, *La Grande storia-Il carteggio Churchill-Mussolini-L'ultima verità*, RAI, 2004 et DVD, 2006. Disponible sur Amazon : <https://www.amazon.it/grande-storia-carteggio-Churchill-Mussolini-Lultima/dp/B0041KXK52>

Emmanuelle Nobécourt, *Les Trois Morts de Mussolini*, Flachfilm Productions, France 5, 2017.

Index

- Abetz, Otto [65](#), [143](#), [299](#), [N25](#), [N29](#)
- Achenbach, Ernst [N8](#), [N19](#)
- Aitken, Max (Lord Beaverbrook) [15](#), [95](#), [111](#), [115](#), [172](#), [327](#), [337](#)
- Alcázar de Velasco, Angel [316](#)
- Aldrich, Richard J. [121](#), [137](#)
- Alexander, Harold [331](#), [N3](#)
- Alexandre I^{er}, roi de Yougoslavie [150-151](#), [N5](#), [N10](#)
- Allen, Clifford (Lord Allen of Hurtwood) [105-106](#), [109](#), [N22](#)
- Allen, David [78](#)
- Allen, Martin [312](#), [N37](#)
- Allen, Mary Sophia [79](#)
- Amery, Leopold [263](#), [266](#)
- Ansel, Walter [303](#)
- Arcy Osborne, Francis d' [245-246](#)
- Argyll Robertson, Thomas [119](#), [N1](#)
- Arnold, Sidney [240](#)
- Ashley, Wilfrid (Lord Mount Temple) [102-104](#)
- Asquith, Herbert Henry [191](#), [213](#), [222](#)
- Astor, Nancy [73](#), [79](#), [96](#), [100](#)

Attlee, Clement 168, 266, N15

Audisio, Walter 336

Baldwin, Stanley 91-92, 100-101, 104, 108, 120, 122, 127-135, 137, 145, 157-158, 160, 164-165, 168-169, 172, 177, 222, 224, 236, 307, N16, N21

Ball, Joseph 205, N28

Barthou, Louis 150-152, 155, 159, 173, 207, N10, N13

Bartlett, Vernon 107, N26

Bastianini, Giuseppe 276, 279, 293

Baumont, Maurice 31, 200

Beaverbrook, Lord 7
(voir Aitken, Max)

Beck, Józef 199

Beck, Ludwig 246

Bedaux, Charles 137-140, 143, 312, N20, N22

Bedaux, Fern 139

Beecham, Thomas 73

Below, Nikolaus von 175, N2

Beneš, Édouard 144, 188-190, 192-195, 199-200, 205, N20

Bernhardi, Friedrich von 52

Berry, James Gomer (Lord Kemsley) 111, 351-352

Berry, William (Lord Camrose) 111, 231, 352, N23

Bethmann Hollweg, Theobald von 33

Bevin, Ernest 133, N15

Biddle, Anthony 278

Bismarck, Otto von 28, 56, 59, N6, N7, N7

Blomberg, Werner von N6

Blumentritt, Gunther 273-274

Blunden, Edmund [36](#)

Boissieu, Alain de [N11](#)

Bonar Law, Andrew [202](#)

Bonham-Carter, Violet [263](#)

Bonnet, Georges [185-186](#), [190](#), [192](#), [204](#), [223](#)

Bouthillier, Yves [340](#), [N17](#)

Bouverie, Tim [169](#), [172](#)

Bowes-Lyon, Claude (Lord de Strathmore et Kinghorne) [70](#)

Bowes-Lyon, Élisabeth, reine consort, épouse de George VI [8](#), [13](#), [70](#),
[131-132](#), [N1](#)

Braun, Eva [81](#), [85-86](#), [175](#), [209](#), [227](#), [302](#), [N18](#), [N29](#)

Brinon, Fernand de [N8](#)

Brooks, Collin [149](#), [N28](#)

Browne, Montague [346](#)

Buccleuch, Lord [7](#)
(voir Douglas-Scott, Walter John)

Bullitt, William [268](#), [270](#), [278](#), [N13](#)

Bülow, Eva von, épouse de Houston Stewart Chamberlain [51](#), [54](#), [56](#), [N5](#)

Bülow, Katharina von [253](#)

Bunting, Madeleine [339](#)

Burckhardt, Carl [298](#), [N36](#)

Bush, Prescott [46](#)

Butler, Richard, dit Rab [187](#), [293-294](#), [329](#)

Cadogan, Alexandre [182](#), [188](#), [190](#), [196](#)

Calender, Harold [227](#)

Campbell, Ronald [144](#)

Camrose, Lord [7](#)
(voir Berry, William)

Canaris, Wilhelm 246-248

Canning, Albert 120-122, 127

Carlyle, Thomas 59

Cars, Jean des 131, 142, N20

Chamberlain, Houston Stewart 15, 18, 49-52, 54-56, 59, 63, 70, 83, 85, 88, 98, 101, 146, 343, N9, N10

Chamberlain, Joseph 49, 166-167, N2

Chamberlain, Neville 14, 50, 74, 137, 145, 148, 163, 165-174, 176-178, 182, 186-212, 222, 233, 235, 237-240, 244, 249, 254, 256, 261-266, 270-271, 274, 276, 281, 283, 288, 290, 294, 307, 335, 337, 339, 342, 345, 350, 352, N1, N3, N9, N11, N28, N28

Chaplin, Charles, dit « Charlie » 8

Chautemps, Camille 182, 184-186, N12

Chesteron, Arthur Kenneth 79, N28

Churchill, Clementine 230, N13

Churchill, John (John Churchill I^{er}, duc de Marlborough) 215-216, 230, 237, 288, 344

Churchill, Randolph 225, 228-230, N13, N21

Churchill, Winston 8-9, 14, 23, 48, 68, 76, 92, 95, 101, 103, 129, 135, 146, 148-150, 156, 158, 163-166, 168-170, 174, 180, 192, 196-197, 200, 202-203, 205-206, 210-225, 227-241, 244, 247, 249, 254, 259-271, 276-283, 287-295, 297, 301-307, 309-310, 312-316, 318-320, 322-329, 331-346, 348-353, N3, N4, N5, N5, N6, N6, N6, N7, N8, N9, N12, N13, N14, N15, N16, N21, N25, N26, N26, N28, N28, N29, N30, N32, N33

Ciano, Galeazzo 87, 121, 151, 199

Clairborne-Pell, Herbert 314-315

Clarke, Chirstopher N15

Clemenceau, Georges 29, 83, 223, N12

Clydesdale, Lord, futur duc de Hamilton (voir aussi Douglas-Hamilton, Douglas) 112, 114, 320

Cobden, Richard [57-58](#)

Cockburn, Claud [100-101](#)

Cointet, Jean-Paul [297](#)

Coleridge, Samuel [59](#)

Collet, Mark [32](#)

Colville, John [266](#)

Conwell-Evans, Thomas Philip [107](#)

Cooper, Duff [196](#), [202-203](#), [241](#), [266](#), [295](#)

Corap, André-Georges [269](#), [N7](#)

Cormac, Rory [121](#), [137](#)

Costello, John [14](#), [274](#), [281-282](#), [284-287](#), [N17](#), [N22](#)

Cranborne, Lord (Robert Gascoyne-Cecil) [154](#)

Crinis, Max de [256-257](#)

Cromwell, Oliver [106](#), [263](#), [N3](#), [N23](#), [N25](#)

Cunard, Emerald [73](#), [79](#), [127](#)

Cunningham, Andrew [305](#)

Curzon, Alexandra (Lady Metcalfe) [74](#), [80](#)

Curzon, Cynthia, épouse Mosley (voir aussi Mosley, Cynthia, dite « Cimmy »)
[73](#)

Curzon, George (Lord Curzon of Kedleston) [73-74](#)

Curzon, Grace [74](#)

Curzon, Irene [74](#), [80](#)

Dahlerus, Birger [208](#), [274-276](#), [280](#), [298](#)

Daladier, Édouard [146](#), [176](#), [184-185](#), [188-190](#), [192-194](#), [197-201](#),
[203-204](#), [206-207](#), [223](#), [237](#), [267-268](#), [342](#), [N3](#), [N5](#), [N8](#), [N29](#)

Dalley, Jan [70](#), [72](#), [83](#)

Dalton, Hugh [266](#), [288](#)

Darlan, François [161](#), [N29](#)

Darwin, Charles 56-57, N7, N9, N22

Dawes, Charles 39

Dawson, Geoffrey 15, 68, 102, 111

De Felice, Renzo 334-335

Delmer, Sefton 96-97, 115-117, 214, 347, 354, N43

Delp, Alfred 252

Delpla, François 14, 16, 20, 181, 203, 207, 271, 275-276, 286-287, 308, 326, N27

De Robeck, John 212-213

Deterding, Henri 15

Dietrich, Otto 138, 326, N24

Digby, Pamela (épouse Harrimann) N21

Dipper, Christof 250, N11

Disraeli, Benjamin 58, 146, 340, N11

Dollfuß, Engelbert 148, 151, N4, N8

Domville, Barry 102, 321

Donegani, Guido N2

Dönitz, Karl N6

Dorman-Smith, Reginald 176

Dorten, Hans-Adam N12

Douglas-Hamilton, Douglas (Lord Hamilton) 112, 114, 320-321, 323-325, 327-328, N37

Douglas-Home, Alec 168

Douglas-Scott, Walter John (Lord Buccleuch) 15, 183, 240, 294

Doumenc, Aimé 207

Dowling, Bridget, épouse d'Alois Hitler (voir aussi Hitler, Bridget) 18

Drexler, Anton N10

Drummond-Wolf, Henry 240

Duroselle, Jean-Baptiste [N18](#)

Eckart, Dietrich [15](#), [N10](#)

Eden, Anthony [73](#), [101](#), [153-156](#), [159](#), [171](#), [174](#), [203](#), [233](#), [263](#),
[266](#), [295](#), [310](#), [347](#), [N15](#), [N21](#), [N28](#)

Édouard VIII, prince de Galles puis roi d'Angleterre, puis duc de Windsor (voir aussi Windsor, Édouard, duc de) [7](#), [9](#), [11](#), [119-135](#), [164](#), [265](#), [N1](#),
[N3](#), [N4](#), [N5](#), [N6](#), [N9](#), [N10](#), [N16](#)

Edwards-Heathcote, Katharine-Maud [70](#), [72](#), [80](#)

Elam, Norah [79](#)

Élisabeth II (reine d'Angleterre, fille de George VI) [7-10](#), [12-13](#), [70](#), [82](#),
[135](#), [348-349](#), [N1](#), [N5](#)

Elser, Georg [254-255](#), [N7](#)

Espirito Santo Silva, Ricardo [314](#), [316-317](#), [N14](#)

Feder, Gottfried [N10](#)

Flandin, Pierre-Étienne [160-161](#), [N8](#), [N25](#)

Flick, Friedrich [41](#)

Forman, James [81](#)

Franco, Francisco [295](#), [315](#), [N30](#)

Franco, Nicolás [315](#)

Frank, Karl-Hermann [188](#)

Freeman-Mitford, Algernon [83](#), [85](#)

Freeman-Mitford, David (Lord Redesdale) [82-83](#), [87](#), [103](#), [111](#), [N23](#)

Frick, Wilhelm [N23](#)

Fritsch, Werner von [N6](#)

Furness, Thelma [127](#)

Galton, Francis [66](#), [N22](#)

Gamelin, Maurice [160](#), [267-268](#), [N24](#)

Gandhi [74](#), [170](#)

Gardner, David [17-20](#)

Gaule, Charles de 81, 137, 148, 155, 198, 221, 242, 269, 306-307, 336, 345, N1, N9, N11, N18, N27, N28

Gensoul, Marcel 304

George, duc de Kent 123, 313, N7, N37

George VI, roi d'Angleterre, fils de George V, père d'Élisabeth II 8-9, 12-13, 70, 123, 131, 134-135, 139, 164, 235, 240, 265, 283, 293, 305, 311, 313-314, 316, 318, 323, 347, N1, N3, N5, N7, N23, N29, N37

George V, roi d'Angleterre, fils d'Édouard VII, père d'Édouard VIII et de George VI 11, 13, 25-28, 74, 89, 120, 122-124, 126-130, 132, 135, N1, N2, N5, N6, N29, N33

Gibbs, Andrew 217

Gibbs, Philip 240

Gillmann, Sabine 251

Girod de l'Ain, Bertrand 253

Godfroy, René-Émile 305

Goebbels, Joseph 17, 56, 72, 80, 84, 87, 91, 97, 99, 111, 115, 140-141, 164, 173, 226, 299-302, 309, 351, N4, N29, N30

Goethe, Johann-Wolfgang 17, 50-51, 54, 88

Gördeler, Friedrich 246-247, 251, 253

Göring, Hermann 40, 47, 56, 86, 97, 99, 103-104, 111-112, 114, 116, 141, 145, 156, 171, 173, 178-180, 190-191, 199, 209, 226, 275-276, 280, 288, 297, 299, 308-309, 320, 322, N4, N4, N6, N7, N18, N23, N29, N46

Gort, Lord (John Vereker) 270-271

Goutard, Adolphe 274

Grandi, Dino 80

Grant, Madison 66, N20, N21

Grawitz, Ernst 12

Greenwood, Arthur 266

Grosvenor, Hugh (Lord Westminster) 15, 103, 240, 343, N18

Guderian, Heinz 220, 239, 268, 272

Guillaume II, empereur d'Allemagne 10-11, 15, 25, 27-28, 33, 49-52, 54-56, 59, 63-64, 73, 86, 89, 104, 124-126, 142, 185, 223, 253, N2, N5, N12, N19, N33

Guinness, Bryan Walter 84, 87

Günen, Berna 303

Gunther, Hans N5

Hácha, Emil 205

Hakewill-Smith, Edmund 217

Halder, Franz 239, 246, N46

Hale, William Bayard 227, N19

Halifax, Lord (voir aussi Edward Frederick Lindley Wood) 101, 146, 150, 170-174, 178, 182-183, 185, 188-190, 192-193, 196, 209, 238-240, 244, 247, 249, 256-257, 261, 264-266, 271, 275-277, 279-280, 287, 291, 293-295, 301, 307, 309-310, 329, 337, 342, 345, 348-349, 352, N4, N38

Hamann, Brigitte 19-20

Hamilton, Lord 7
(voir Douglas-Hamilton, Douglas)

Hamilton-Piercy, Eric 78, N11

Hanfstaengl, Ernst, dit « Putzi » 84, 86, 116, 225-233, N15, N16, N18, N24, N26

Hankey, Maurice 109, N31

Hardenberg, Karl-Hans von 253

Harmsworth, Harold (Lord Rothermere) 15, 79, 94-97, 100, 109, 111, 115, 137, 190, 337, 339

Hasbach, Wilhelm 33, N5

Haushofer, Albrecht 113-114, 320, 325, 327-328, N36

Haushofer, Karl 113-114, 325, N36, N39

Headlam, Cuthbert 92, N3

Heim, Georg [115](#)

Helfferrich, Emil [41](#)

Henderson, Nevile [145](#), [171-172](#), [188](#), [209](#)

Henlein, Konrad [187-193](#)

Henry (Harry), duc de Sussex [9](#)

Herriot, Édouard [185](#)

Hervé, Gustave [67](#), [N23](#)

Hess, Julia Myra [324](#)

Hess, Rudolf [112-114](#), [319-329](#), [N24](#), [N29](#), [N30](#), [N37](#), [N38](#)

Himmler, Heinrich [12](#), [256-258](#), [N5](#)

Hindenburg, Paul von [41-42](#), [N23](#), [N43](#)

Hitler, Alois, demi-frère d'Adolf [18](#), [N13](#)

Hitler, Bridget, née Dowling [18-20](#), [22](#), [N13](#), [N15](#)

Hitler, William-Patrick, fils d'Alois et neveu d'Adolf, devenu en 1944 Patrick Stuart-Houston (voir aussi Stuart-Houston, Patrick) [18](#), [N15](#)

Hoare, Samuel [157-159](#), [233](#), [238](#), [325](#), [342](#), [N22](#), [N36](#)

Hoepner, Erich [246](#)

Hohenlohe, Frédéric-François de [96](#)

Hohenlohe, Max-Egon de [191](#)

Hohenlohe, Stéphanie de [96-99](#), [113](#), [115](#), [122](#), [190-191](#), [350](#)

Hohenzollern, Auguste-Guillaume (August-Wilhelm, dit Auwi) von, fils de l'empereur Guillaume II et aide de camp de Hitler [55](#), [86](#), [142](#), [N14](#)

Hohenzollern, Victoria-Louise von, dite Victoria-Louise de Prusse, fille de l'empereur Guillaume II [89](#)

Hoover, Edgar [318](#)

Hore-Belisha, Leslie [341](#), [N19](#), [N28](#)

Horst, Anna [50-51](#)

Hoßbach, Friedrich [178](#), [189](#), [N5](#)

Howard, Peter 77

Hoyningen-Huene, Oswald von 314

Hugenberg, Alfred N21

Hull, Cordell 270, 281, 283

Hunger, Michael 19

Inskip, Thomas 236, N25

Ismay, Lord 303

Ivory, James 92, N1

Jackson, Derek 81

Jackson, Julian 338-339

Jaurès, Jean 185, N14

Jodl, Alfred 273, 300

Jones, Thomas 236

Joyce, William (*alias* « Lord Haw-Haw ») 81, 337, 350-351, N16, N19

Jung, Carl Gustav 224

Kaltenborn, Hans 67

Kell, Vernon 120, N2

Kemal, Mustafa (Kemal Atatürk) 213

Kemsley, Lord 7
(voir Gomer Berry, James)

Kennedy, Aubrey Leo 154

Kennedy, Joseph 280-287, 289, 291, 308, 349, N17, N18, N21, N24

Kent, Tyler 281-282, 284-287, 310, N23

Keppler, Wilhelm 41-42, 102

Kerenski, Alexandre 27

Kerr, Philip (Lord Lothian) 15, 107-108, N31

Kersaudy, François 14, 215-216, 220, 237, 266-267, 293, 321, N4, N4, N8, N13, N16, N17, N32

Kershaw, Ian 41, 250, 308, N4, N7, N12
Keyes, Roger 263
Keynes, John Maynard 31, 76-77, 223
King, Cecil 339
Kipling, Rudyard 59, 213-214
Kirkdorf, Emil 41
Kitchener, Horatio 126, 212-213, N40
Klausener, Erich N5
Kleist, Ewald von 270, 272, 274
Kleist-Schmenzin, Ewald von 246-247
Knickerbocker, Hubert 224, 227
Knochen, Helmut 258, N18
Korsukawitz, Else 124
Kubizek, August 209
Kuntze, Otto 50
Lansbury, George 108-109, 343, N29, N30
Lascelles, Alan, dit « Tommy » 123, 128, 136, N5
Laval, Pierre 152, 158-159, 161, 233, N22, N23
Layton, Walter 173
Lebrun, Albert 267, 277, N31
Leca, Dominique 278
Leese, Arnold 69, N2
Leiber, Robert 245
Lewis, Ted 77
Lewis, Wyndham 79
Ley, Robert 141
Liddell, Guy 281

Liddell Hart, Basil [273](#)

Lindemann, Frederik [236](#), [N26](#)

Lindley Wood, Edward-Frederick (Lord Halifax) [146](#), [170](#)

Linton-Orman, Rotha [69](#), [N1](#)

Lippe-Biesterfeld, Bernhard zur, prince des Pays-Bas, époux de la reine Juliana de Hollande [10](#)

Litvinov, Maxim [159](#), [186](#), [206-207](#)

Lloyd George, David [27](#), [29-31](#), [34](#), [74](#), [76](#), [107-108](#), [149](#), [167-168](#), [222](#), [240](#), [266](#), [339](#), [342-343](#), [N24](#), [N28](#), [N31](#)

Lonati, Bruno [336](#)

Londonderry, Lord [7](#)
(voir Vane-Tempest-Stewart, Charles)

Lothian, Lord [7](#)
(voir Kerr, Philip)

Low, David [173-174](#), [N39](#)

Lucaire, Jean [N8](#)

Lukacs, John [14](#), [234](#), [286](#), [301](#)

Maccarrone, Robert (*alias* « John ») [N14](#)

MacDonald, Ramsay [75-76](#), [92](#), [99-100](#), [108](#), [120](#), [122](#), [145-146](#), [148](#), [157](#), [164](#), [167](#), [169](#), [171](#), [240](#), [N22](#), [N30](#)

Macmillan, Harold [168](#), [263](#)

Mahan, Alfred [221](#), [N10](#)

Maïski, Ivan [324](#)

Mallet, Victor [294-295](#)

Mangin, Charles [35](#)

Marcus-Trundle, Guy [122](#)

Margaret du Royaume-Uni, sœur de la reine Élisabeth II [8](#)

Margerie, Roland de [277](#)

Margesson, David [264](#)

Marx, Wilhelm 38, 329, 346, N15, N32

McLean, David 320

Merckenschlager, Friedrich N5

Milch, Erhard 114

Mill, John Stuart 50, 56

Milza, Pierre 334-335

Misch, Rochus 326

Mitford, Diana, épouse Guinness, puis Mosley (voir aussi Mosley, Diana) 80-81, 83-84, 87-88, 103, 111, 115, 127, 352, N23

Mitford, Jessica 81, 83-84, 111, 115

Mitford, Nancy 81-82, 111, 115, N19

Mitford, Pamela 81, 111, 115

Mitford, Thomas 81, 87

Mitford, Unity 81-88, 91, 103, 111, 115, 225, 352-353, N23, N29

Molotov, Viatcheslav 186, 207-208, 241

Moltke, Helmut von 21, 252, N13

Mommsen, Hans 19, 250-252, N10

Monckton, Walter 316

Montgomery, Bernard 303

Mooney, James D. 283, N18

Moore, Edward 284-286, N22

Moore, George 73

Morrison, Herbert 266

Morton, Andrew 122

Mosley, Alexander 91

Mosley, Cynthia, dite « Cimmy » (voir aussi Curzon, Cynthia) 74-76, 80

Mosley, Diana 87, 91, 141, 234, 281, 353-354

Mosley, Max N37

Mosley, Oswald 14, 69-80, 84, 87-91, 93-94, 96, 111-112, 127, 133, 136, 141, 146, 186, 233, 281, 286, 288, 321, 337, 342-343, 353-354, N10, N11, N19

Mottistone, Lord (Jack Seely) 240

Mount Temple, Lord 7
(voir Ashley, Wilfrid)

Mourin, Maxime 249

Müller, Hermann 40

Müller, Joseph 245-246, N5

Müllern-Schönhausen, Johannes von 318

Mussolini, Benito 71, 77-80, 87, 90-91, 121, 140, 148, 151, 174, 176, 197-198, 208, 229, 233, 243, 276, 279-280, 296, 299, 332-336, N1, N2, N2, N2, N4, N7, N8, N9, N10, N10, N11, N11, N22, N23, N34

Napoléon I^{er} 28, 35, 61, 63, 106, 125, 213, 303, 353, N8

Naujocks, Alfred 258, N17

Neurath, Konstantin von 97, 114, 154-155

Nicolas II, tsar de Russie 26-27, N5

Nicole, Léon 333

Nicolson, Harold 68, 263

Nietzsche, Friedrich 54

Nordling, Raoul 274

Norman, Montaignu 15, 32, 34, 38, 40, 42-45, 47-48, 76, 94, 101-102, 146, 177, 191, 343, N12

Oakes, Harry 319, N21, N23

O'Hare McCormick, Anne 106

Ormesson, Wladimir d' 152

Ormsby-Gore, William 154, 177

Oster, Hans 246-248

Pacelli, Eugenio (Pie XII) [241-242](#), [245](#), [N30](#)

Palewski, Gaston [81](#)

Papen, Franz von [42](#), [N4](#), [N23](#)

Paul-Boncour, Joseph [184-185](#), [N13](#), [N14](#)

Pavelic, Ante [151](#)

Pavolini, Alessandro [334](#), [N11](#)

Payne-Best, Sigismund [255-258](#)

Petacci, Clara [332](#), [336](#), [N8](#)

Pétain, Philippe [269-270](#), [278](#), [292-293](#), [307](#), [339-340](#), [N7](#), [N8](#), [N17](#),
[N17](#), [N31](#)

Philippe, prince de Grèce et de Danemark puis duc d'Édimbourg, consort de la
reine Élisabeth II [10](#), [12-13](#), [N3](#)

Phipps, Eric [110](#), [114](#), [136-137](#), [156](#), [171](#), [184-185](#)

Pie XII [7](#)
(voir Pacelli, Eugenio)

Pitt-Rivers, George [79](#), [112](#)

Pitt, William [34](#), [N8](#)

Platzer, Sepp [326](#)

Poincaré, Raymond [34-35](#), [37](#), [N12](#), [N14](#), [N17](#)

Polignac, Melchior de [N8](#)

Portes, Hélène de [N29](#), [N30](#), [N31](#)

Pound, Ezra [79](#)

Price, Ward [96-97](#), [115](#), [117](#), [347](#), [354](#), [N28](#)

Primo de Rivera, Jose Antonio [316](#)

Primo de Rivera, Miguel [316-317](#)

Pryce-Jones, David [85](#)

Puhl, Emil [283-284](#), [N19](#)

Putkammer, Karl-Jesko [N8](#)

Quétel, Claude 278, N16
Raeder, Erich 302, N6
Raffray, Mary 131
Raikes, Victor 202
Ramsay, Archibald 103, 282, 286, 321, N19, N23, N26, N28
Ramsay, Bertram 289
Rattenhuber, Hans 246
Ratzel, Friedrich 52, N7
Raven-Thomson, Alexander 79
Redesdale, Lord 7
(voir Freeman-Mitford, David)
Reed, Douglas 68, 110, 118
Reinhardt, Max 99
Reith, John 117-118
Renouvin, Pierre 23, 31, 36, N18
Renoux, Philippe 38, 44-45
Reynaud, Paul 267-269, 274-275, 277-278, 292, N17, N29, N31
Ribbentrop, Joachim von 94-96, 99, 102-103, 107, 111, 113, 118,
122, 128-130, 143, 158, 182, 187, 190, 193, 199, 204, 206-
207, 234-235, 240, 299, 315, 320, N6, N7, N8, N29, N29
Richardson, Mary 79
Roberts, Andrew 14, 214
Rockefeller, John D. 44
Rogers, Herman et Katherine 134, 137
Röhm, Ernst 78, 93, N5, N21, N29, N46
Rommel, Erwin 268, 272, 343, N34
Roosevelt, Franklin D. 76, 99, 143, 225, 238, 281-282, 284, 286-287,
308, 310-311, 335, N1, N5, N9, N13, N16, N18, N20, N21,
N28, N30

Rosenberg, Alfred [55-56](#), [79](#)
Rothermere, Lord [7](#)
(voir Harmsworth, Harold)
Rothschild, Eugène et Kitty de [136](#)
Runciman, Walter [191-193](#)
Rundstedt, Gerd von [273-274](#), [308](#)
Rushcliffe, Lord (Henry Betterton) [240](#)
Ryback, Timothy [66](#)
Sallée, Frédéric [110](#)
Sandner, Harald [N29](#)
Sarraut, Albert [160](#)
Sas, Bert [248](#)
Saxe-Cobourg-Gotha, Charles-Edward, von [10-12](#), [86](#), [101](#), [125](#), [129](#),
[142](#), [171](#)
Scapini, Georges [N8](#)
Schacht, Hjalmar [32-34](#), [37-47](#), [177-178](#), [N3](#), [N19](#), [N23](#)
Schaub, Julius [90](#), [N35](#)
Schellenberg, Walter [9](#), [129](#), [255-260](#), [315-317](#), [N5](#), [N17](#), [N18](#), [N22](#)
Schleicher, Kurt von [116](#), [147](#), [N5](#), [N23](#), [N44](#)
Schmidt, Hans-Thilo [248](#), [N5](#)
Schmidt, Paul-Otto [99](#), [117](#), [142](#), [150](#), [152](#), [154](#), [156](#), [193](#), [195](#)
Schröder, Kurt von [102](#), [N23](#)
Schulenburg, Fritz-Dietlof von der [252](#)
Schumann, Maurice [137](#)
Schuschnigg, Kurt [161](#), [181-182](#), [188](#)
Schuster, Ildefonso [333](#)
Serra, Maurizio [335](#), [N23](#)
Servent, Pierre [324-325](#), [N38](#)

Seyß-Inquart, Arthur 181

Shaw, Bernard 17, 153

Shirer, William 162, N26

Simon, John 108, 149-150, 152-158, 174, 238, 325

Simpson, Ernest 119, 121-122, 131-132

Simpson, Wallis, duchesse de Windsor (voir aussi Warfield, Wallis et Windsor, Wallis, duchesse de) 119, 129-136

Sinclair, Archibald 266

Snowden, Philip 75-76

Somerville, James 304

Sorge, Richard 324

Southby, Archibald 241

Southwood, Lord 173

Spears, Edward 263

Speer, Albert 86, 162, 210, 219, N2, N11, N24, N29

Spencer, Diana, princesse de Galles 7, 13, 349

Spencer, Herbert 56, N9

Spengler, Oswald 79

Spicer, Charles 105

Staline, Josef 155, 186, 207-208, 323-325, N32, N45

Stamfordham, Lord (Arthur Bigge) 26-27

Stauß, Emil-Georg von 40

Stevens, Richard-Henry 255-256, 258

Stohrer, Eberhard von 315-316

Storrier, David 141-142, N23

Strasser, Gregor 116, N44

Streicher, Julius 55, 86, N2

Stresemann, Gustav 37-38, N14

Stuart-Houston, Alexandre, petit-neveu d'Adolf Hitler 19

Stuart-Houston, Brian-William, petit-neveu d'Adolf Hitler 19

Stuart-Houston, Louis, petit-neveu d'Adolf Hitler 19

Stuart-Houston, Patrick (ex-William-Patrick Hitler) 18-19, N13

Stülpnagel, Carl-Henrich von 246

Súñer, Ramón Serrano 315-316

Tannenberg, Otto-Richard 52, N8

Tennant, Ernest 102-104, N21

Thatcher, Margaret 167

Thyssen, Fritz 40-41, 180, N19

Tiarks, Franck Cyril 102

Toland, John 20

Tolson, Clyde 318

Tombs, Robert et Isabelle 34

Tompkins, Peter 336

Treitschke, Henrich von 52, N6

Trotha, Lothar von N14

Van der Lubbe, Marinus 116, N45, N46

Vane-Tempest-Stewart, Charles (Lord Londonderry) 15, 92, 94-95, 99-100, 109, 112, 127, 156, 171, 186, 236

Vansittart, Robert 105, 147, 172, 182, 247, 310, N17

Ventura, Ray 201

Viereck, George 64-65, N19

Villani, Luigi 335

Wagner, Cosima 51, 55, N5

Wagner, Friedelind 87

Wagner, Richard 51, 54, 56, 87-88, 141, 227

Wagner, Siegfried 55, 88

Wagner, Winifred 88, N32

Wallenberg, Marcus 294, 301

Warfield, Bessie, dite Wallis, épouse Winfield Spencer, puis Simpson, puis duchesse de Windsor 120-123, 127

Wedgwood, Josiah 263

Weizmann, Chaim N3

Welles, Sumner 268, 281, N2

Wells, Herbert George 25, 35, 146

Westminster, Lord 7
(voir Grosvenor, Hugh)

Weygand, Maxime 269-272, 277-278, N8, N24

Wiedemann, Fritz 96-97, 99, 190-191, 350, N11

Wiegand, Karl von 298

Wigram, Clive 128

Wilhelmine, reine des Pays-Bas 268

William, duc de Cambridge 9, 13

Wilson, Arnold 109, N32

Wilson, Woodrow 29, N19

Windsor, Édouard, duc de (voir aussi Édouard VIII) 9, 135-144, 265, 311-319, 328, 339, 343, 348-349, N13, N17, N21, N23, N23, N37

Windsor, Wallis, duchesse de (voir aussi Simpson, Wallis, et Warfield, Wallis) 9, 137-144, 311-312, 317-319, 348-349, N21, N23

Witzleben, Erwin von 246

Woermann, Ernst 187

Wood, Kingsley 266

Yeats-Brown, Francis 79

York von Wartenburg, Peter N13

Yule, Annie-Henrietta 130

Zweig, Stefan [113](#), [N39](#)

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur



*1. Morte en 2001, dans sa cent deuxième année, Élisabeth Bowes-Lyon, mère de la reine Élisabeth II, fut ainsi surnommée quand sa fille accéda au trône en 1952. Née en 1900, elle avait épousé en 1923 le prince Albert, duc d'York, deuxième fils du roi George V. Elle devint reine consort quand ce dernier, succédant à son frère Édouard VIII, monta sur le trône en 1936 sous le nom de George VI.

*2. 21 avril 1926-8 septembre 2022.

*3. 21 août 1930-9 février 2002.

*4. Cécile, née en 1911, adhéra au NSDAP en même temps que son mari, le grand-duc de Hesse-Darmstadt, avant de périr avec lui et ses enfants dans un accident d'avion (1937) ; Marguerite (1905-1981) fit de même en épousant le prince Gottfried de Hohenlohe (1897-1960) ; mais c'est Sophie (1914-2001) qui alla le plus loin en militant activement à la Ligue des femmes national-socialistes (*NS-Frauenschaft*) après s'être mariée avec le prince de Hesse-Cassel (1901-1943), un ami personnel de Hermann Göring. Theodora (1906-1969), en revanche, bien que mariée elle aussi à un Allemand (le prince Berthold de Bade), s'abstint comme son mari d'adhérer au parti et risqua le pire en cachant des Juifs dans leur château de Salem.

*5. Le *World Wildlife Fund*, ou Fonds mondial pour la vie sauvage, créé en 1961.

*6. Lire chapitre 11, « La force du destin ».

*7. Titre ironique donné aux Windsor par la télévision et les tabloïds britanniques.

*8. Le scrutin majoritaire uninominal à un tour.

*9. Cousin éloigné du Premier ministre, Neville Chamberlain.

*10. De Dietrich Eckart (1868-1923), Hitler écrit dans *Mein Kampf* qu'il le range parmi les meilleurs des Allemands, ayant consacré sa vie à réveiller « son peuple, notre peuple, par la poésie et par la pensée, et finalement par l'action ». Cofondateur en 1919 du Parti ouvrier allemand (*Deutsche Arbeiterpartei*, ou DAP) avec Anton Drexler et Gottfried Feder – mouvement dont Hitler prendra le contrôle l'année suivante en lui adjoignant le qualificatif de « national-socialiste » pour en faire le NSDAP (*Nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei*) –, Eckart lui fit découvrir Houston Stewart Chamberlain... et la petite ville bavaroise de Berchtesgaden, dont ce même Hitler ne tarda pas à faire sa villégiature puis, à partir de 1933, l'autre centre de son pouvoir.

*11. Outre Adolf et Paula, Klara Hitler a eu quatre autres enfants, tous morts en bas âge : trois garçons (Gustav, Otto et Edmund) et une fille (Ida).

*12. Ironie de l'histoire, l'immeuble sera détruit, dans la nuit du 10 janvier 1942, par le dernier raid allemand du Blitz de Liverpool.

*13. En 1933, William-Patrick, soucieux sans doute de profiter de l'accession de son oncle au pouvoir, quitta la Grande-Bretagne pour s'installer en Allemagne et y retrouver son père, qui, en 1914, avait quitté sa mère et s'était marié à Berlin... sans divorcer de Bridget ! Pour éviter que son neveu n'ébruïte la bigamie d'Alois qui avait ouvert une brasserie fréquentée par les SA et se vantait de sa parentèle célèbre, le nouveau chancelier trouva du travail pour William-Patrick dans une banque puis comme représentant de la firme automobile Opel. Jusqu'au jour où, s'estimant insuffisamment payé, le neveu entreprit de harceler son oncle et même de le faire chanter en menaçant de révéler à la presse les secrets de famille en sa possession. Après avoir demandé qu'on double son salaire, Hitler lui mit le marché en main : soit il abandonnait définitivement la nationalité britannique et s'engageait à se faire oublier, soit il devait s'attendre à de solides ennuis. Imaginant sans mal ce qui pouvait s'ensuivre, William-Patrick prit peur et s'enfuit avec sa mère aux États-Unis, où il mena, durant toute la guerre, une campagne contre son oncle pour les actualités filmées et la télévision naissante. Après un « débriefing » approfondi par l'OSS et le FBI, il rejoignit en 1944 l'US Navy. Resté en Allemagne, Alois se désolidarisa évidemment de son fils et garda sa brasserie berlinoise jusqu'en 1945. Il mourut en 1956 à Hambourg après avoir fait commerce de photos de son demi-frère Adolf... qu'il dédicait lui-même.

*14. Et mort en 1989.

*15. C'est le FBI qui, en 1947, organisa le changement d'identité de William-Patrick Hitler et de sa mère, après avoir organisé leur accueil et leur protection quand, en 1939, ils décidèrent de s'installer aux États-Unis et de militer contre les nazis.

*16. Voir à ce sujet l'étude de Claude Quétel, *Tout sur Mein Kampf*, Perrin, « Tempus », 2019, qui consacre un chapitre à ce « second livre ».

*17. Quatorze ans plus tard, alors que l'Allemagne et l'Angleterre sont à nouveau en guerre, le Führer laissera encore transparaitre son admiration pour le système colonial anglais. Ainsi, le 28 septembre 1941, alors que lui-même réfléchit tout haut à la meilleure méthode pour coloniser la Russie : « Les Anglais ont travaillé pendant trois cents ans pour s'assurer durant deux siècles la domination du monde. S'ils l'ont conservée si longtemps, c'est qu'ils ne se sont pas mêlés de laver le linge sale de leurs assujettis. Nous, en revanche, ce qui nous plairait, ce serait de frotter un nègre jusqu'à ce qu'il devienne blanc – comme si quelqu'un qui n'éprouve pas le besoin de se laver

lui-même pouvait avoir le désir de se faire savonner par un autre ! » (*Propos intimes et politiques*, t. 1 : 1941-1942, Nouveau Monde éditions, 2016).

*18. Influencé par l'école des Annales, Pierre Renouvin (1893-1974) et son disciple Jean-Baptiste Duroselle (1917-1994) ont renouvelé en profondeur l'histoire des relations internationales en adjoignant à l'étude classique des rapports diplomatiques celle des « forces profondes » que constituent le substrat géographique, les dynamiques démographiques, économiques et sociologiques, mais aussi l'évolution du sentiment national, inséparable du mouvement des idées.

-
- *1. Outre les 18 écoliers de North Street, le raid allemand a tué 118 personnes et fait 438 blessés.
 - *2. Surnommée la « grand-mère de l'Europe » puisqu'elle était, entre autres, celle du roi anglais George V, de l'empereur allemand Guillaume II, et de la tsarine Alexandra, elle-même cousine germaine de ce même Guillaume II.
 - *3. Grand-père maternel du prince Philippe d'Édimbourg (1921-2021).
 - *4. En fait, trois lions, nommés « léopards » en héraldique lorsqu'ils sont représentés « passants », autrement dit marchant sur trois pattes, la quatrième dressée, corps de profil, tête de face et queue redressée vers l'extérieur et non retombant sur le dos, comme pour le lion.
 - *5. À partir du sacre de Pierre III (1762) – soit un siècle et demi après la fondation de la dynastie Romanov –, les Russes de sang ont perdu l'exclusivité du trône. Petit-fils de Pierre le Grand (par sa mère, Anna Petrovna), Pierre III est allemand par son père, Charles-Frédéric de Holstein-Gottorp, issu d'une branche de la maison d'Oldenbourg, l'une des plus anciennes lignées du Saint Empire romain germanique. Et celle qu'on lui donne pour femme est une princesse allemande : Sophie d'Anhalt-Zerbst, devenue célèbre sous le nom de Catherine II et qui régna de 1762 à 1796, après qu'elle eut fait assassiner son mari. Paul I^{er}, son fils, fut marié quant à lui à une autre princesse allemande, Sophie-Dorothee de Wurtemberg, leur fils aîné Alexandre I^{er} (1801-1825) épousant à son tour Louise Augusta de Bade, et leur puîné, Nicolas I^{er} (1825-1855), Charlotte de Prusse. Et ainsi de suite pour Alexandre II (1855-1881) avec Marie de Hesse et Alexandre III (1881-1894) avec Dagmar de Schleswig-Holstein, jusqu'à l'ultime union, au crépuscule de l'empire, entre Nicolas II et Alice de Hesse-Darmstadt, cousine du Kaiser Guillaume II en même temps que petite-fille de la reine Victoria.

*1. Double monarchie catholique qu'il exècre, sans se représenter combien sera vulnérable une *Mitteleuropa* morcelée face à une Allemagne vaincue, mais non annihilée. Lire à ce propos l'essai définitif de François Fejtö sur la question, *Requiem pour un empire défunt* (Perrin, « Tempus », 2014) dans lequel le grand historien, disparu en 2008, démontre combien le terme de « désagrégation » (qui suggère une maladie) ne convient pas pour expliquer la mort de l'empire Habsbourg, victime, selon lui, d'une destruction volontaire. Donc d'un assassinat qui, à rebours de la volonté de ses auteurs, ouvrit les vannes du néo-pangermanisme hitlérien.

*2. Perte de 15 % de son territoire et de 10 % de sa population au profit de la France, de la Belgique, du Danemark, et surtout de la Pologne ; renoncement à son empire colonial ; réduction de son armée à 100 000 hommes ; interdiction de posséder une flotte, des armes lourdes et des avions ; paiement aux Alliés de 132 milliards de marks-or au titre des réparations de guerre (montant aussitôt ramené à 50 milliards, en vertu de l'article 232 du traité reconnaissant que « les ressources de l'Allemagne ne sont pas suffisantes [...] pour assurer complète réparation de toutes ces pertes et de tous ces dommages ») ; et par-dessus tout, reconnaissance de sa culpabilité exclusive dans le déclenchement du conflit par le biais de l'article 231 de ce même traité, disposition la plus humiliante sans doute jamais imposée à un État. Et sans doute la plus funeste, psychologiquement, pour la suite...

*3. Le 21 juin 1919, soit une semaine avant la signature du traité de Versailles, la flotte allemande placée sous séquestre dans la base navale anglaise de Scapa Flow s'est spectaculairement sabordée plutôt que d'être répartie entre les vainqueurs du conflit. Ironie de l'histoire : à partir de 1924, 38 des 74 navires coulés seront renfloués... et leur acier (327 000 tonnes) vendu à l'industrie de guerre allemande !

*4. Qui deviendra BBH (Brown Brothers Harriman and Co.).

*5. Wilhelm Hasbach (1849-1920) était alors le principal représentant de l'école libérale allemande qui, contrairement à la pensée britannique héritée d'Adam Smith, assignait un rôle moteur à l'État en tant que garant non seulement des règles du marché, mais, le cas échéant, des intérêts supérieurs de la communauté (*Volksgemeinschaft*).

*6. Littéralement « Union pour les traités commerciaux ».

*7. Cette « politique mondiale » peut se résumer en trois axes : pangermanisme en Europe ; expansion coloniale (à laquelle Bismarck, renvoyé

en 1890, était hostile) ; contestation de la primauté navale britannique pour la construction d'une puissante flotte de guerre.

*8. William Pitt (1759-1806) fut Premier ministre de Grande-Bretagne entre 1783 et 1801 puis entre 1804 et 1806. Fer de lance des coalitions, il dut affronter la France révolutionnaire et celle de Napoléon.

*9. Le 31 mars 1923, notamment, l'armée française ouvre le feu sur les ouvriers en grève de l'usine Krupp de Essen. Bilan : 13 morts et 300 blessés. Le jeune parti nazi enregistrera plusieurs milliers d'adhésions dans les semaines suivantes.

*10. À la conférence navale de Washington (12 novembre 1921-6 février 1922), les États-Unis et la Grande-Bretagne ont imposé à la France de limiter sa flotte à 175 000 tonnes, à égalité avec l'Italie. Loin derrière le Japon (315 000 tonnes), et les 525 000 tonnes que s'octroient les États-Unis et l'Angleterre...

*11. Propriété de Joseph Pulitzer, créateur du prix du même nom.

*12. Réprimé sous Guillaume II, le séparatisme rhénan, fondé sur le refus de la tutelle prussienne instaurée en 1871, a pris un bref essor quand le Reich s'est effondré en 1918. Sous l'influence de Hans Adam Dorten (1880-1963), des soulèvements ont lieu en juin 1919 à Düsseldorf, Bonn, Coblenche, Mayence et à Wiesbaden où une république est proclamée. Sans succès. Le 21 octobre 1923, l'opération est renouvelée à Aix-la-Chapelle, Krefeld, Mönchengladbach, et surtout Bonn, Coblenche, Trèves, Wiesbaden et Mayence. Composée de trois entités fédérées : Nord (Aix-la-Chapelle), Sud (Coblenche) et Ruhr (Essen), avec Cologne pour capitale, cette éphémère république s'effondre le 10 février 1924, sous les yeux des troupes françaises qui l'avaient laissée s'instaurer. Ce jour-là, un corps franc nazi venu de la rive droite du Rhin massacre 40 des principaux dirigeants du mouvement réunis à l'hôtel de ville de Pirmasens. Après avoir, comme Clemenceau avant lui, encouragé la sécession rhénane, Poincaré, sous la pression britannique, y a finalement renoncé. Ce lâchage en rase campagne ne sera pas pour rien dans l'évolution de l'opinion rhénane qui, progressivement, s'éloignera de la France. En mars 1936, la population accueillera sous les fleurs la Wehrmacht hitlérienne quand elle remilitariserait la Rhénanie.

*13. Dite aussi troisième bataille d'Ypres (juillet-novembre 1917).

*14. Chancelier du 13 août au 23 novembre 1923, Stresemann était en même temps ministre des Affaires étrangères et le restera jusqu'à sa mort, le 3 octobre 1929, dix jours avant le krach de Wall Street. Partisan d'une entente poussée avec la France, Stresemann, marié à une Juive, fut, jusqu'à sa mort, l'ennemi juré des nazis qui l'accusaient d'avoir capitulé devant Poincaré au moment de l'occupation de la Ruhr. Mais depuis les travaux de l'historien Raymond Poidevin (1928-2000), l'image longtemps cultivée du francophile

détesté des nazis a été partiellement révisée au vu de sa correspondance privée qui démontre que ses buts à long terme étaient expansionnistes : en dépit de son entente réputée idyllique avec Aristide Briand, Stresemann adressa par exemple, en 1925, une lettre au Kronprinz dans laquelle il prônait la suppression du corridor de Danzig et l'*Anschluss* de l'Autriche, objectifs ne pouvant être atteints qu'au prix d'une entente avec la France en forme de neutralisation. Il précisait : « L'essentiel est la libération de notre sol. Il faut tout d'abord que nos étrangleurs lâchent prise ; c'est pourquoi la politique allemande devra pour commencer suivre la formule que Metternich, je crois, adoptait en Autriche après 1809 : finasser et se dérober aux grandes décisions. » De fait, lors de la conclusion du traité de Locarno (1925), considéré comme son grand œuvre, Stresemann défendit le principe de l'inviolabilité des frontières, non celui de leur intangibilité, ce qui laissait la porte ouverte à leur révision, ambiguïté juridique que Hitler, arrivé au pouvoir, ne se privera pas d'exploiter..

*15. Wilhelm Marx, chancelier de novembre 1923 à mai 1924.

*16. Chancelier de juin 1928 à mars 1930.

*17. *Das Ende der Reparationen*, Oldenbourg, Gerhard Stalling Verlag, 1930.

*18. À la fin des années 1920, le futur *Reichsmarschall* avait déjà obtenu de l'avionneur Heinkel et du motoriste BMW qu'ils financent le NSDAP.

*19. Les « Aciéries réunies », consortium présidé par Fritz Thyssen et qui, avec Krupp, régnait en maître sur le marché européen. Voir le chapitre VI de mon précédent livre, *Le Roman des damnés* (Perrin, 2021) : « Ernst Achenbach, du pillage de la France au Parlement européen. »

*20. Littéralement, les « casques d'acier », mouvement paramilitaire issu des corps francs de 1919 qui, après plusieurs tentatives d'alliance avec les nazis, fut finalement dissous en 1935 et ses membres intégrés au NSDAP.

*21. Le *Deutschnationale Volkspartei* (pour Parti national du peuple allemand) était dirigé par le magnat des médias Alfred Hugenberg (1865-1951), qui fera cause commune avec les nazis jusqu'à ce que ceux-ci dissolvent son mouvement, s'emparent de son groupe de presse et le renvoient du gouvernement.

*22. Le NSDAP a obtenu 11,7 millions de voix aux législatives de novembre 1932, contre 13,7 à celles du mois de juillet précédent.

*23. Renvoyé de la Chancellerie par ce même Hindenburg le 3 décembre 1932, faute d'avoir pu former une majorité, Papen rêve alors de prendre sa revanche sur le général Kurt von Schleicher qui lui a succédé. Comme celui-ci n'a, pas davantage que lui, trouvé de relais parlementaires, Schacht propose alors à Papen, pour dénouer la crise, de s'allier avec Hitler en le laissant devenir chancelier, contre l'engagement de ce dernier de le nommer vice-

chancelier et de n'appeler que deux nazis encartés au gouvernement (Hermann Göring et Wilhelm Frick). La négociation a lieu le 4 janvier 1933 dans la villa berlinoise du banquier Kurt von Schröder, trésorier du Cercle Keppler. Persuadé qu'il sera, de fait, l'homme fort du gouvernement, Papen accepte avec enthousiasme et présente la solution Schacht à Hindenburg, qui l'accepte avec soulagement. Le 28 janvier, Schleicher démissionne donc et, le 30 janvier, Adolf Hitler est appelé à la Chancellerie tandis que Papen devient, comme prévu, vice-chancelier... pour vingt mois, avant de tomber en disgrâce et d'être nommé ambassadeur à Ankara.

*24. Soit, en 1930, l'Angleterre, les États-Unis, l'Allemagne, la France, la Belgique, le Japon et la Suisse, qui accueille à Berne la BRI. S'agissant des États-Unis, ce n'est pas la Federal Reserve en elle-même qui est actionnaire de la BRI, mais trois banques privées : JP Morgan, First National Bank of New York et First National Bank of Chicago en détiennent chacune 16 000 actions.

*25. Les *Vereinigte Stahlwerke* pour le charbon et l'acier ; AEG pour l'électricité ; IG Farben pour la chimie.

*26. La Vistule et ses deux affluents, la Przemsza et la Sola.

*27. Celle-ci ne sera dissoute que le 20 octobre 1942 – soit dix mois après l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne ! – en application de la loi américaine réprimant le commerce avec l'ennemi. Ce qui laissera le temps aux nazis de rapatrier tranquillement leurs capitaux *via* la Suisse et d'autres pays neutres.

*28. Deux fleurons de l'industrie des chemins de fer qui, dès 1933, se sont reconvertis clandestinement dans la fabrication d'armements.

*29. Essentiellement le Togo et le Cameroun.

*30. Il ne suffira pas, cependant, à entraîner la dissolution de la BRI, recommandée à la suite des accords de Bretton Woods avec l'assentiment du président Roosevelt. Non seulement son successeur, Harry Truman, ne le suivra pas dans cette voie, mais, après quelques années de purgatoire, la BRI reprendra son envol, au point de réunir aujourd'hui les représentants de quelque 60 banques centrales.

*1. Selon une définition simple communément admise, le racialisme diffère du racisme en ce sens que le premier s'apparente à un comportement tandis que le second participe d'une doctrine assignant à l'ethnie un rôle historique, social ou politique.

*2. Secrétaire d'État aux Colonies de 1895 à 1903, Joseph Chamberlain (1836-1914) se fit connaître comme parlementaire par une action sociale positive en faveur de l'éradication des taudis, et comme ministre par une action répressive extrêmement violente contre ceux qui contestaient l'impérialisme britannique. À commencer par les Boers d'Afrique du Sud à l'intention desquels il créa les premiers camps de concentration de l'histoire. Il déclarait, le 12 novembre 1895, à la une du *Times* : « Je crois que la race britannique est la plus grande des races dirigeantes que le monde a jamais connues. »

*3. Voir chapitre 6, « [L'apaisement incendiaire](#) ».

*4. L'opposition *Gestalt/Ungestalt* structurera, plus tard, la doxa national-socialiste comme paradigmes de la « forme pure » incarnée par les Germains et de la déstructuration universelle identifiée à l'esprit juif.

*5. À la naissance d'Eva, en 1867, Cosima, elle-même fille illégitime de Liszt, était encore mariée avec le chef d'orchestre Hans von Bülow.

*6. Très proche de Bismarck, Heinrich von Treitschke (1834-1896) fut le cofondateur de la célèbre *Historische Zeitschrift* (« Revue historique ») qui existe encore aujourd'hui.

*7. Très influencé par Darwin, Friedrich Ratzel (1844-1904) estimait, contrairement à Bismarck, que l'Allemagne devait compléter son hégémonie continentale par un empire colonial. Au nom du droit des peuples « supérieurs » à s'emparer des richesses délaissées par les moins « capables »...

*8. Dans un livre publié à Berlin en 1911, *La Plus Grande Allemagne*, Tannenbergh anticipe le programme d'action du national-socialisme un quart de siècle plus tard : « Quelle situation pitoyable que la nôtre, si l'on considère que pas moins de 25 millions d'Allemands, c'est-à-dire 28 % de la race, vivent au-delà des limites de l'Empire allemand ! C'est là un chiffre colossal, et un fait pareil ne saurait se produire dans un autre État quelconque sans susciter la plus vive indignation de tous les citoyens et l'effort le plus passionné pour remédier au mal sans plus attendre. [...] Qui pourrait empêcher 87 millions d'hommes de former un empire, s'ils en faisaient le serment ? »

*9. En dépit de l'admiration que Spencer lui portait, Darwin ne s'est jamais reconnu dans la philosophie de son disciple proclamé, qu'il assimilait à une grossière simplification. La différence entre les organismes non humains et les hommes réside peut-être dans un détail, ironise-t-il, mais ce détail s'appelle « civilisation » ! Il écrit dans *La Filiation de l'homme* (1871) : « Nous autres hommes civilisés, faisons tout notre possible pour mettre un frein au processus de l'élimination ; nous construisons des asiles pour les idiots, les estropiés et les malades ; nous instituons des lois sur les pauvres ; et nos médecins déploient toute leur habileté pour conserver la vie de chacun jusqu'au dernier moment... Nous ne pourrions réfréner notre sympathie [envers les faibles], même avec l'insistance expresse de la stricte raison, sans une détérioration de la partie la plus noble de notre nature. Le chirurgien peut s'endurcir tandis qu'il pratique une opération, parce qu'il sait qu'il agit pour le bien du patient ; mais si, intentionnellement, nous en arrivions à négliger ceux qui sont faibles et sans défense, cela ne pourrait être que pour un bénéfice incertain, au prix d'un crime accablant. »

*10. 1804-1865.

*11. Disraeli (1804-1881), qui, en 1876, fit proclamer la reine Victoria impératrice des Indes, fut deux fois Premier ministre (en 1868 puis entre 1874 et 1880) et trois fois chancelier de l'Échiquier, succédant ou précédant le travailliste William Gladstone (1809-1898) qui présida, lui, quatre fois le gouvernement (en 1868-1874, 1880-1885, 1886, et 1892-1894) et fut également quatre fois en charge des finances du Royaume-Uni.

*12. Pas de liberté pour les ennemis de la drogue ! C'est ainsi que pourrait se résumer la logique des deux guerres déclarées par l'Angleterre à la Chine en 1840 puis en 1856. La première fait suite à un décret de l'empereur Daoguang prohibant la vente d'opium. Les Britanniques, qui depuis le XVIII^e siècle s'étaient spécialisés dans sa production à partir des champs de pavot indiens, envoient donc un corps expéditionnaire à Canton et battent l'armée chinoise pour contraindre l'empereur à rouvrir ses frontières à l'opium anglais. Par le traité de Nankin de 1842, Hong Kong est cédé à l'Angleterre, et cinq ports chinois sont voués à son importation. La seconde guerre de l'Opium sera plus terrible encore pour Pékin. Estimant que le gouvernement impérial ne joue pas le jeu en maintenant son interdiction de la vente d'opium sur l'ensemble du territoire chinois, les Anglais reviennent à la charge en prenant pour prétexte l'arraisonnement d'un de leurs bateaux (incident de l'*Arrow*). Mais ils ne sont plus seuls : la France, les États-Unis et la Russie revendiquent aussi l'ouverture des ports chinois à leurs marchandises. En 1860, les armées anglaise et française entrent à Pékin et pillent le palais d'Été. Une humiliation qui pèsera lourd dans la suite de l'histoire chinoise et que dénonça Victor Hugo dans une lettre restée célèbre qu'étudient, aujourd'hui encore, les jeunes Chinois apprenant le français. À l'issue de cette guerre, dix nouveaux

ports sont dédiés au commerce de l'opium (on estimera, en 1878, à 100 millions le nombre de Chinois consommant cette drogue), et la Chine est contrainte de verser aux Occidentaux des indemnités de guerre qui achèveront de la ruiner ; les étrangers se voient reconnaître le droit de circuler en Chine ; enfin et surtout, Américains et Britanniques obtiennent celui de venir chercher de la main-d'œuvre chinoise pour remplacer les esclaves récemment affranchis.

*13. Il faudra attendre 1962 et le *Commonwealth Electoral Act* signé par le Premier ministre australien Robert Menzies pour que les Aborigènes ne soient plus classés dans la nomenclature de la faune et de la flore !

*14. Entre 1904 et 1907, 65 000 Hereros et près de 20 000 Namas sont exterminés sous les ordres du général Lothar von Trotha dans le Sud-Ouest africain allemand (*Deutsch Süd-West Afrika*).

*15. Lire à ce sujet l'étude magistrale de Christopher Clarke, professeur à Cambridge, *Les Somnambules* (Flammarion, 2013), qui décompose avec minutie les rouages qui, à partir de l'attentat de Sarajevo (28 juin 1914), aboutirent à la destruction de trois empires et à la crise européenne de l'entre-deux-guerres.

*16. L'histoire de l'édition de *Mein Kampf* en français est édifiante. Quand Hitler arrive au pouvoir, en 1933, Fernand Sorlot, propriétaire des Nouvelles Éditions latines, proche de l'Action française et notoirement antiallemand, décide de se passer de son autorisation pour traduire son livre-programme et faire connaître au grand public ses analyses sur la France. Et ce, d'autant qu'au même moment le Führer tente de les faire oublier en protestant de son amitié pour elle. L'initiative est saluée par la LICA (la Ligue internationale contre l'antisémitisme, ancêtre de l'actuelle LICRA), pourtant opposée aux idées de Maurras mais qui, consciente que son antisémitisme traditionnel n'a rien à voir avec celui, biologique, de Hitler, verse 50 000 francs à Sorlot pour aider à la diffusion de l'ouvrage. Dès la première page y figure cette injonction du maréchal Lyautey : « Tout Français doit lire ce livre. » Exactement ce que Hitler ne veut pas... De fait, à peine traduit en français, son éditeur allemand, Max Aman, saisit en référé le tribunal de commerce de la Seine en faisant valoir qu'il n'a jamais cédé le moindre droit d'exploitation aux Nouvelles Éditions latines. Ce qui est exact et provoque, le 18 juin 1934, la condamnation de Sorlot. Les exemplaires de *Mein Kampf* déjà en vente doivent être retirés du commerce sous vingt-quatre heures et les clichés ayant servi à son impression détruits sous contrôle d'huissier. Les seules éditions autorisées en France jusqu'en 1939 seront désormais constituées d'extraits choisis... d'où disparaîtra évidemment toute allusion négative à son endroit !

*17. Hitler fait ici allusion à la présence de nombreux régiments coloniaux, notamment sénégalais et marocains, parmi les troupes françaises envoyées

par Raymond Poincaré pour occuper la Ruhr en janvier 1923. Utilisés pour réprimer les grévistes, ces éléments indigènes cristallisèrent la haine d'une population déjà chauffée à blanc, entre 1914 et 1918, par la propagande de guerre accusant la France d'utiliser comme « nettoyeurs de tranchées » des « sauvages assoiffés de sang ».

*18. « L'histoire établit avec une effroyable évidence, écrit-il dans *Mein Kampf*, que lorsque l'Aryen a mélangé son sang avec celui de peuples inférieurs, le résultat de ce métissage a été la ruine du peuple civilisateur. L'Amérique du Nord, dont la population est composée en majorité d'éléments germaniques, qui ne se sont que très peu mêlés avec des peuples inférieurs appartenant à des races de couleur, présente une autre humanité et une tout autre civilisation que l'Amérique du Centre et du Sud, dans laquelle les immigrés, en majorité d'origine latine, se sont parfois mélangés avec les autochtones. »

*19. Né en 1884, Viereck, dont les parents ont émigré aux États-Unis quand il avait douze ans, n'est pas n'importe qui : son père, Louis, passait pour le fils naturel de Guillaume I^{er}, le roi de Prusse devenu Kaiser en proclamant l'Empire allemand dans la galerie des Glaces du château de Versailles. En 1910, il a pris fait et cause pour le pangermanisme de Guillaume II en publiant un essai provocateur, *Confessions d'un barbare*, puis lancé un hebdomadaire, *Fatherland* (*Vaterland* en allemand) tiré à 80 000 exemplaires et qui se verra interdit après l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne en 1917. Hitler devenu chancelier, Viereck réunira, en 1934, 20 000 personnes à New York, au Madison Square Garden, pour un meeting en faveur de la « Nouvelle Allemagne »... Ce qui lui vaudra d'être surveillé par le FBI et surnommé « George Svastika Viereck ». L'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne en décembre 1941 ne l'ayant pas conduit à mettre en sourdine ses convictions, il sera accusé d'être un agent allemand et incarcéré jusqu'en 1947. Il mourra oublié en 1962.

*20. Madison Grant (1865-1937) quitta son métier d'avocat pour se consacrer à sa passion, le naturalisme. Il est considéré de ce point de vue comme l'un des premiers écologistes américains en raison de son combat en faveur de la diversité naturelle. Mais c'est surtout comme théoricien racialisé qu'il est tristement resté dans l'histoire.

*21. *The Passing of the Great Race*, paru en 1916 et traduit en allemand en 1925 sous le titre *Der Untergang der Großen Rasse*. L'exemplaire personnel de Hitler, dédié par Grant et saisi par les Américains à Berchtesgaden en 1945, est aujourd'hui conservé à la Bibliothèque du Congrès.

*22. Cousin de Charles Darwin, Francis Galton (1822-1911) s'est rendu célèbre en appliquant les statistiques à la théorie de l'évolution et en mettant celles-ci au service d'une sélection volontaire des « meilleurs ». C'est dans ce

sens qu'il est considéré comme l'inventeur de l'eugénisme non seulement comme prophylaxie hygiéniste – son versant neutre –, mais comme méthode active pouvant déboucher sur l'élimination physique des réputés « inutiles ».

*23. Gustave Hervé (1871-1944) était le directeur de *La Victoire*, un journal passé du pacifisme intégral au nationalisme à la faveur de la Première Guerre mondiale. En 1919, il avait créé un mouvement éphémère, le Parti social-nationaliste [*sic*] français. Autant dire qu'en sus de sa campagne en faveur de l'abolition du traité de Versailles, le personnage aurait dû plaire au Führer. Mais Hervé avait à ses yeux deux défauts dirimants : il était anglophobe et s'opposait au racisme (il rompra d'ailleurs bruyamment avec Berlin après les premières persécutions contre les Juifs, en 1933).

*1. Créé en 1923 par Rotha Linton-Orman (1895-1935), qui s'était distinguée comme ambulancière volontaire sur le front d'Orient, le mouvement des *British Fascists* ne survivra pas à la mort (par overdose de cocaïne) de sa fondatrice. Calqué, à l'origine, sur le parti mussolinien, il s'illustrera surtout comme briseur de grèves dans les régions ouvrières avant d'être utilisé comme service d'ordre par le Parti conservateur.

*2. Lancée en 1929 par une faction dissidente des *British Fascists*, la Ligue impériale fasciste ne cessa de se radicaliser jusqu'à sa dissolution en 1939. D'abord acquise au régime de Mussolini (qui la finançait), elle se sépara de lui parce qu'elle le jugeait « infiltré par les Juifs ». Son chef, Arnold Leese (1878-1956), un vétérinaire condamné en 1935 à six mois de prison pour avoir appelé à rayer les Juifs de la surface du monde, se rapproche alors des nazis et devient l'affidé personnel du pamphlétaire antisémite Julius Streicher (pendu en 1946 à Nuremberg). Interné entre 1939 et 1945 pour avoir, notamment, adopté la croix gammée comme emblème de son mouvement, Leese reprendra ses activités politiques après guerre en créant un « Bureau d'information juive » et un périodique, *Gothic Ripples*, spécialisé dans la défense des criminels de guerre et exprimant régulièrement le regret que Hitler ne soit pas parvenu au bout de son programme d'extermination. Il retournera d'ailleurs brièvement en prison, en 1947, après avoir aidé des prisonniers de guerre SS à s'évader de Grande-Bretagne.

*3. Titre d'un rang intermédiaire entre celui de chevalier de la *gentry* (les aristocrates non pairs) et celui de baron de la *nobility*.

*4. Voir chapitre 2, « [Le terreau racialiste](#) ».

*5. Un seul exemple : outre leurs domaines agricoles hérités de la période féodale, les Mosley possédaient, au début du xx^e siècle, un tiers de la surface foncière de Manchester, bien de plus en plus rare en raison de l'industrialisation. Donc d'un rapport croissant !

*6. Les combats de boxe anglaise furent codifiés en 1867 par le journaliste John Graham Chambers et le marquis de Queensberry.

*7. Surnom donné par les tabloïds de l'époque à la jeunesse aristocratique des *Roaring Twenties*.

*8. Chiswell Langhorne (1843-1919).

*9. Voir chapitre 1, « [L'Angleterre à fronts renversés](#) ».

*10. Mussolini mesurait 1,69 m, Mosley 1,85 m...

*11. Hamilton-Piercy n'acheva pas sa vie comme son modèle, sacrifié par Hitler lors de la Nuit des longs couteaux du 30 juin 1934. Il démissionna des *Blackshirts* en 1939 et s'illustra au printemps de l'année suivante en organisant sur son propre bateau, en compagnie d'anciens compagnons de Mosley comme lui en rupture de ban, l'évacuation par la mer de plusieurs dizaines de soldats britanniques pris au piège à Dunkerque.

*12. Dès 1904, le *Daily Mirror* fut le premier journal de l'histoire à n'être illustré que par des photographies. Tirés à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires à partir de 1914, les deux titres dépasseront chacun le million entre les deux guerres, en ne se différenciant que par leur implantation géographique.

*13. Vivien Elizabeth (1921-2002), Nicholas (1923-2017) et Michael (1932-2012).

*14. Lire « [Que sont-ils devenus ?](#) ».

*15. 1909-1945.

*16. 1917-1996.

*17. 1928-2005.

*18. Publié en 1945 en Grande-Bretagne et en 1950 en France, chez Delamain, ce roman et sa suite, *L'Amour en climat froid*, ont fait l'objet d'une adaptation pour Netflix réalisée en 2021 par Emily Mortimer.

*19. Nancy Mitford (1904-1973) passe pour avoir inventé la discrimination dite *U and Non-U*, qui différencie les usages *U* (*Upper Class*, autrement dit propres à l'aristocratie) des *Non-U*, c'est-à-dire bourgeois et/ou populaires.

*20. 1907-1994.

*21. Leur voisin, l'homme d'affaires américain Harry Oakes (1874-1943), eut plus de chance : grâce aux gisements trouvés dans sa concession, il devint milliardaire et s'installa aux Bahamas où, clin d'œil de l'histoire, il fut, pendant la Seconde Guerre mondiale, l'intime du couple Windsor.

*22. « *Frogs are slightly better than Huns or Wops, but abroad is unutterably bloody and foreigners are fiends.* »

*23. David Freeman-Mitford fut présenté à Hitler le 4 septembre 1935 lors d'un déjeuner privé au domicile du Führer, à Munich, en compagnie d'Unity et Diana.

*24. Il fut, aux côtés du prince Arthur, fils de la reine Victoria, l'artisan du traité anglo-japonais de 1902.

*25. Jonathan, né en 1930, et Desmond, en 1931.

*26. De père allemand et de mère américaine, Ernst (dit « Putzi ») Hanfstaengl (1887-1975) eut un rôle décisif dans la mise en relation de Hitler

avec les milieux d'affaires et la presse anglo-saxons. Rallié au nazisme dès 1921, il rompit avec lui en 1936 après que le Führer lui eut reproché d'avoir gardé des relations dans les milieux juifs américains, notamment parmi ses anciens camarades de Harvard. Sur son rôle, voir notamment, du même auteur, *Les Entretiens oubliés d'Hitler, 1923-1940*, Perrin, 2019. Voir aussi chapitre 8, « Un grain de sable nommé Churchill ».

*27. Dans son ouvrage *Les Tentatrices du diable* (L'Archipel, 2005), François Delpla suggère que Hitler l'avait parfaitement identifiée d'emblée, mais qu'il avait attendu de recueillir suffisamment de renseignements sur elle pour l'intégrer à son réseau de partisans anglo-saxons. L'année 1935, celle du traité naval anglo-allemand, marque en effet une étape importante dans le rapprochement diplomatique entre les deux pays (voir chapitre 5, « [Intermède royal](#) »).

*28. Voir chapitre suivant, « La fête des fous ».

*29. Selon l'historien Harald Sandner qui a publié la chronologie de la vie de Hitler la plus complète jamais établie (*Hitler, das Itinerar*, 2 400 pages, 4 tomes, Berlin, Story Verlag GmbH, 2016), Unity Mitford aurait été invitée une fois au Berghof, et officiellement présentée à Eva Braun le 7 mai 1939.

*30. Voir chapitre 6, « [L'apaisement incendiaire](#) ».

*31. Née Williams en 1897, elle perdra ses parents à deux ans et sera adoptée par des cousins allemands en 1909.

*32. Démise de ses fonctions par les autorités d'occupation américaines en 1945, Winifred Wagner mourra, en 1980, à quatre-vingt-deux ans. En 1976, le réalisateur allemand Hans-Jürgen Syberberg l'avait interrogée pour sa saga cinématographique de sept heures, *Hitler, un film d'Allemagne*. Après avoir confié que sa rencontre avec le Führer avait été l'expérience la plus forte de sa vie, elle conclut : « S'il se présentait, là, tout de suite, à ma porte, il serait accueilli dans ma maison comme l'ami qu'il a toujours été. » Déclaration qui conduisit son fils Wolfgang (qui fut pourtant lui-même particulièrement choyé par Hitler) à lui interdire, jusqu'à sa mort, l'accès au Festival.

*33. Image qui suggère cependant que le roi d'Angleterre, à l'instar du Kaiser, avait une influence déterminante sur la politique étrangère de son pays. Ce qui n'est plus le cas depuis la Glorieuse Révolution de 1688 !

*34. En 1937, juste après la conquête de l'Éthiopie, Mussolini s'était fait photographe ainsi sur son cheval, avant d'entamer une campagne pour l'italianisation du Maghreb qui visait explicitement les intérêts français en Tunisie et à Djibouti.

*35. Julius Schaub (1898-1967), l'un des principaux aides de camp de Hitler.

*36. Émeutes anticatholiques qui avaient provoqué près de 300 morts à Londres en 1780.

*37. Le deuxième, Max, naîtra en 1940. Disparu en 2021, il a présidé entre 1991 et 2009 la Fédération internationale de l'automobile. Il en a démissionné après qu'un tabloïd, *News of the Word*, eut diffusé des photos privées de lui participant à des soirées sadomasochistes ayant pour décor... le III^e Reich !

*1. Sorti en 1993, le film de James Ivory est tiré du roman de Kazuo Ishiguro (1989).

*2. Créée en 1307, la fonction était stratégique avant la Révolution anglaise de 1649 puisque son titulaire (*The Lord Keeper of the Privy Seal*) incarnait par délégation l'autorité judiciaire dévolue au roi. Aujourd'hui supplanté par celle de Lord Chancelier – l'équivalent de notre ministre de la Justice, détenteur du sceau de l'État –, le titre est devenu essentiellement honorifique et se voit le plus souvent donné à un ministre sans portefeuille dont le seul privilège est d'assister aux Conseils de cabinet.

*3. Cuthbert Headlam (1876-1964) était une figure de proue du Parti conservateur, hostile à la politique d'apaisement. Il fut député de 1924 à 1951.

*4. Faible avant-goût des massacres qui s'ensuivront en Allemagne, l'opération du 30 juin 1934 n'aura guère provoqué, selon Ian Kershaw, qu'une centaine de morts – auxquels il faut sans doute ajouter les personnes arrêtées qui n'ont pas toutes été libérées et mourront en détention, d'où la difficulté de dresser son bilan exact. Mais dans l'Europe occidentale pacifiée et uniformément démocratique de l'après-Première Guerre mondiale (à l'exception de l'Italie de Mussolini, de l'Autriche de Dollfuß et de la Pologne de Pilsudski), l'événement marque les opinions au point que Hitler est contraint de s'en justifier dans la presse internationale en se présentant comme un rempart contre le désordre qu'aurait provoqué un coup d'État SA.

*5. Ernst Röhm, chef des Sections d'assaut du parti, sans lesquelles le mouvement national-socialiste aurait été bien en peine de s'imposer dans la rue face aux « rouges », mettait en garde Hitler, depuis les législatives de 1932, contre « l'embourgeoisement » du Parti. Son prestige auprès de ses adhérents les plus populaires, ceux venus, notamment, des rangs communistes, commençait en outre à faire de l'ombre au Führer en même temps qu'à inquiéter l'armée, dont le soutien participait au crédit du nouveau régime. En éliminant ce gêneur, Hitler ne pense pas seulement, alors, à sa « respectabilité » internationale ; il donne aussi quitus à Himmler et aux partisans du racisme biologique que combattait Röhm depuis l'origine. Contrairement aux SS, celui-ci adhérait en effet aux théories de Friedrich Merckenschlager. Adhérent du NSDAP depuis 1920 et lui-même biologiste, ce dernier s'opposait aux théories « nordicistes » de l'anthropologue Hans Günther, prisées par Himmler. Il ne croyait pas à la politique de sélection raciale pratiquée sous l'égide de la SS et défendait les vertus régénératrices d'un métissage entre les différentes ethnies européennes, ce qui conduisit à sa marginalisation. Négligé aujourd'hui encore, ce tournant dont les implications

ultérieures sautent pourtant aux yeux fut totalement ignoré à l'époque, de même qu'un autre aspect, non moins capital, de la Nuit des longs couteaux : la mise au pas de la droite allemande conservatrice incarnée par l'ex-chancelier Schleicher, assassiné dans la nuit du 30 juin en même temps que plusieurs chefs de file du courant catholique, dont Erich Klausener.

*6. *The Daily Mail*, 15 janvier 1934.

*7. Ribbentrop, qui avait épousé Anna Elizabeth Henkell, fille du plus grand producteur de vin mousseux allemand, était aussi importateur exclusif en Europe continentale des whiskys Johnnie Walker. Loin d'être, comme on le lit trop souvent, un simple « représentant de champagne », le futur ministre des Affaires étrangères du III^e Reich était un homme d'affaires avisé.

*8. Né en 1893, Ribbentrop passa une partie de son enfance et de son adolescence à Metz, alors intégrée à l'Empire allemand. Il étudia le français au lycée Fabert et le perfectionna au Canada, où il émigra entre 1910 et 1914, date à laquelle il revint s'engager dans l'armée allemande. Avant de s'investir dans « l'amitié » avec l'Angleterre, il a joué un rôle analogue en France, en recrutant au service de la cause nazie des hommes qui deviendront des figures importantes de la Collaboration. En particulier Fernand de Brinon, rencontré en 1932 lors d'une chasse en Champagne chez le marquis Melchior de Polignac, propriétaire de Pommery, mais aussi Jean Luchaire, ou encore Georges Scapini, tous trois dirigeants du futur Comité France-Allemagne entre 1935 et 1939. Respectivement délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés et président de la Corporation de la presse française de 1940 à 1944, les deux premiers seront fusillés à la Libération. Ambassadeur à Berlin en charge des prisonniers de guerre français, le troisième sera condamné par contumace, en 1945, à cinq ans de travaux forcés et à l'indignité nationale.

*9. Ce statut exceptionnel était accordé à des personnalités d'origine juive (le plus souvent de père et très exceptionnellement de mère) pour service éminent rendu au parti national-socialiste. Beaucoup de ceux à qui les nazis le proposèrent en refusèrent le bénéfice, ce qui les contraignit à s'exiler. D'autres l'acceptèrent, comme l'archéologue Max von Oppenheim ou le médecin Otto Warburg, prix Nobel 1931.

*10. On sait aujourd'hui que cette salariée de luxe gagnait littéralement sur « tous les tableaux » : tandis que le *Press Lord* lui octroyait 5 000 £ par an (environ 400 000 euros actuels), le ministère des Affaires étrangères allemand lui en versa, rien qu'en 1933, soixante fois plus : 300 000 £ (autour de 24 millions d'euros) pour convaincre son patron de faire campagne en faveur de la restitution au Reich de ses territoires perdus en 1918 au profit de la Pologne ! Selon le *Daily Telegraph* qui, le premier, consulta en 2005 les notes déclassifiées du MI6, celui-ci s'en vit fournir la preuve par le contre-

espionnage français qui avait discrètement « visité » l'appartement parisien de la princesse... Sans que la moindre décision de l'arrêter soit prise pour autant à Londres ou à Paris !

*11. Bien qu'ayant attendu 1934 pour adhérer au NSDAP, Wiedemann était considéré par Hitler à l'égal des *Alte Kämpfer* (« anciens combattants ») du Parti, autrement dit ceux qui le soutenaient depuis ses débuts et ne l'avaient pas abandonné après l'échec du putsch de 1923.

*12. Aux élections législatives du 14 septembre 1930, le NSDAP est passé de 14 à 107 sièges et de 2,6 % des voix à 18,7 %, par rapport à mai 1928.

*13. Le 28 septembre 1938, lors d'un discours resté célèbre au Palais des sports de Berlin, Hitler avait pourtant proclamé que ses ambitions se limitaient strictement aux Sudètes et qu'il ne voulait pas voir « un seul Tchèque » à l'intérieur des frontières du Reich (*Wir wollen gar keine Tschechen !*)... En mars 1939, il créa à leur intention le « protectorat de Bohême-Moravie » où s'illustrera bientôt un certain Reinhard Heydrich, et érigea la Slovaquie en État satellite. Voir chapitre 7, « [Vienne, Munich, Prague, ou l'aigle en liberté](#) ».

*14. Lire chapitre 6, « [L'apaisement incendiaire](#) ».

*15. Alors Lord du sceau privé, Eden avait dîné avec Hitler, à Berlin, en mars 1935 (voir chapitre 6, « [L'apaisement incendiaire](#) »), et le Führer, dans un numéro de charme dont il était coutumier, lui avait révélé que leurs unités – et donc eux-mêmes – avaient combattu face à face, en France, au début de 1918. Il en avait conclu que le dictateur ne manquait ni de séduction ni d'humour, mais n'avait guère nourri d'illusions sur ses objectifs.

*16. Voir notre [introduction](#).

*17. La paix de Brest-Litovsk du 3 mars 1918, qui permit à l'Allemagne de jeter l'essentiel de ses forces à l'Ouest et lui fit croire, jusqu'en juin 1918 (contre-offensive dite des 100 jours), qu'elle pouvait renverser le sort des armes et remporter la guerre.

*18. Né en 1879 et mort en 1953, le duc de Westminster défraya la chronique mondaine par ses aventures féminines (la plus célèbre fut Coco Chanel) et par les fortunes successives qu'il consuma. Mais on connaît moins son engagement en faveur d'une entente avec l'Allemagne hitlérienne, attesté par son adhésion à l'AGF.. et par le nom qu'il donna à l'un de ses chiens : « Jew »...

*19. Député conservateur, Archibald Ramsay (1894-1955) était un aristocrate écossais qui, dès son élection en 1931, se spécialisa dans la dénonciation des Juifs. Sa bête noire était Leslie Hore-Belisha, membre du Parti libéral et plusieurs fois ministre dans les années 1930 (notamment de la Guerre entre 1937 et 1940), qu'il décrivait comme un « ennemi de la race anglaise et de la civilisation chrétienne » dont le but était de dresser l'une contre l'autre

l'Allemagne et la Grande-Bretagne, « sœurs de sang ». La Ligue nordique, qu'il créa en 1935, se voulait « une association de Britanniques soucieux de contrecarrer la mainmise juive sur leur royaume ». Malgré ses efforts, elle ne parvint jamais à concurrencer l'Union des fascistes britanniques de Mosley. Quant au *Right Club*, il resta limité à des membres de l'aristocratie et à des dissidents de la BUF, comme l'aboyeur William Joyce (« Lord Haw-Haw », déjà cité). Il fut dissous en 1940 après que le MI5, qui l'avait infiltré, eut soupçonné certains de ses membres de transmettre des renseignements à l'Allemagne (voir chapitre 10, « [L'échiquier de l'an 40](#) »). Interné, comme Mosley, jusqu'en 1944, il ne brigua pas de nouveau mandat après guerre mais, en 1955, publia ses Mémoires, *The Nameless War* (« La guerre sans nom »), où il réaffirme sa haine des Juifs.

*20. « Herr Hitler and his Policy », *The English Review*, mars 1933.

*21. Conscient du caractère sulfureux du personnage, Baldwin, selon Tennant lui-même, ne craignait rien tant que d'être vu en sa compagnie. Dans ses Mémoires, publiés en 1957, le banquier, qui ne dissimule rien de ses dilections pro-hitlériennes d'alors, raconte qu'un jour le Premier ministre fut pris de panique à la perspective que le fondateur de l'AGF soit vu sortant de son bureau, alors que le ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden, arrivait à Downing Street. « J'ai bien cru pendant un instant que M. Baldwin allait me demander de me cacher dans le placard » (Ernest Tennant, *True Account*, Londres, Max Parrish, 1957).

*22. Clifford Allen (1889-1939) fut récompensé par une pairie pour avoir soutenu la formation du gouvernement MacDonald d'union nationale en 1931. Président du Parti travailliste indépendant (*Independent Labour Party*), il ne parvint jamais à se faire élire aux Communes en raison du mode de scrutin uninominal à un tour, mais son influence s'exerçait à la Chambre des lords et au travers du *New Leader*, journal qu'il dirigea dans les années 1920 et dans lequel il s'exprimera jusqu'à sa mort. La Nuit de cristal en novembre 1938 et l'invasion de la Tchécoslovaquie en mars 1939 mettront fin aux illusions de l'homme qui écrivait trois ans plus tôt, après sa rencontre avec Hitler : « Le vocabulaire guerrier de l'Allemagne n'est qu'une posture qui ne représente en rien ses intentions. »

*23. Le premier régiment dit « des Côtes de fer » commandé par Cromwell, au sein duquel les ordres pouvaient être discutés... Ce qui ne dura guère après qu'il eut pris lui-même le pouvoir !

*24. Hitler est interrogé en juillet 1933, soit quatre mois après l'incendie du Reichstag, prétexte d'une « remise en ordre » (*Gleichshaltung*) aboutissant à la suspension générale des libertés publiques.

*25. Le 15 juin 1215, les barons du royaume d'Angleterre imposent au roi Jean sans Terre un texte fixant les limites de ses pouvoirs. Formellement, leur

action s'inscrit dans une logique de réaction féodale visant à encadrer un pouvoir royal qui, comme en France, ne cesse alors d'empiéter sur les prérogatives de la noblesse. Mais le résultat de la *Magna Carta* va dépasser largement ce cadre historique étroit. D'abord parce qu'elle servira de base, quatre siècles plus tard, à la Révolution anglaise de 1649 : quand le Parlement britannique, déposant Charles I^{er}, mettra fin à l'absolutisme des Stuarts et créera la première monarchie constitutionnelle du monde, c'est aux droits imprescriptibles affirmés par la Grande Charte que se référeront les partisans de Cromwell, mais aussi, plus tard, les rédacteurs de la Constitution américaine puis de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Ensuite en vertu de son article 39 qui institue l'*Habeas Corpus*, matrice de toutes les libertés publiques ultérieures. Par lui, « aucun homme libre ne sera saisi, ni emprisonné ou dépossédé de ses biens, déclaré hors la loi, exilé ou exécuté, de quelque manière que ce soit [...] sans un jugement légal de ses pairs, conforme aux lois du pays ».

*26. Avant de changer son fusil d'épaule et de se faire élire député en 1938 pour combattre les *appeasers*, Vernon Bartlett (1894-1983) avait été leur soutien enthousiaste *via* ses éditoriaux dans le *Daily Mail* et surtout à la BBC. Son livre, *Nazi Germany Explained*, paru en 1933, leur avait même fourni la plupart de leurs arguments.

*27. En 1909, il organisa lui-même l'évasion de la suffragette Sylvia Pankhurst, emprisonnée pour ses activités.

*28. « La question de l'Anschluß n'a rien d'actuel », déclarait par exemple Hitler à Ward Price dans le *Daily Mail* du 6 août 1934. Et deux ans plus tard, encore, à la journaliste française Titaÿna, dans *Paris-Soir*, le 26 janvier 1936 : « L'Anschluß n'est pas à l'ordre du jour »...

*29. Lansbury manquera de quelques voix, en 1940, le prix Nobel de la paix.

*30. Dans son journal en date du 20 avril 1937, Goebbels note que le Führer est loin de lui rendre la politesse. À l'issue de son entretien avec Lansbury, il a crûment traité ce dernier de « chieur de bave » [*sic*] en raison du plaidoyer de son hôte en faveur de la « sécurité collective ».

*31. Comme Lothian, Maurice Hankey (1877-1963) fut un collaborateur de Lloyd George pendant la Première Guerre mondiale. Mais contrairement à lui, il a choisi l'administration avant de devenir, entre autres, secrétaire de l'*Imperial War Cabinet* créé par ce même Lloyd George pour coordonner la politique de défense des dominions britanniques.

*32. Arnold Wilson (1884-1940) représentait l'aile gauche du Parti conservateur, autrement dit la plus dirigiste en économie. Fasciné par Hitler jusqu'en 1938, il changea d'avis après l'occupation de Prague (mars 1939) et s'engagea dans la Royal Air Force. Tué à bord de son bombardier le 31 mai

1940, il fut l'un des premiers parlementaires britanniques tués au combat (56 en tout) pendant la Seconde Guerre mondiale.

*33. Les Jeux olympiques de 1936 eurent lieu du 1^{er} au 16 août.

*34. Sur la rivière Havel, au sud de Berlin, là même où le ministre de la Propagande vient de se faire construire une maison.

*35. Voir chapitre 11, « [La force du destin](#) ».

*36. Rien à voir avec son homonyme, le général Ian Hamilton, lui aussi membre de l'*Anglo-German Fellowship*, et président écossais de la Légion britannique.

*37. Grâce à son expérience, réussie de justesse, et qui fut filmée de bout en bout (*Wings over Everest* fut le premier court-métrage récompensé par un Oscar en 1934), tous les avions destinés à voler à haute altitude seront progressivement pressurisés à partir de 1935.

*38. « Métis », dans la terminologie national-socialiste.

*39. L'auteur de *Vingt-quatre heures de la vie d'une femme* a fait la connaissance de Haushofer en Inde, en 1910, mais a rompu avec lui quand, dans les années 1920, il a constaté son influence sur Hitler. Zweig écrit dans ses *Mémoires d'un Européen* : « Ainsi, c'est bien mon vieux compagnon de voyage qui fut responsable, sans que je sache si c'était à dessein, du déplacement fondamental, et fatal pour le monde, de la stratégie de Hitler. [...] En lui-même peu accessible aux idées d'autrui, celui-ci possédait l'instinct de s'approprier tout ce qui pouvait servir ses buts personnels ; c'est pourquoi la "géopolitique" (de Haushofer) s'incorpora à la vision national-socialiste. La technique nazie a toujours consisté à donner à l'instinct de puissance un fondement idéologique et pseudo-moral, et la notion d'"espace vital" fournissait à sa volonté d'agression toute nue un cache-misère philosophique, un slogan qui paraissait inoffensif par le vague de sa définition mais qui, en cas de succès, pouvait légitimer toute annexion, même la plus arbitraire, en la représentant comme une nécessité éthique et ethnologique. »

*40. Lequel faisait sur ce point la même analyse que Lord Kitchener, ministre de la Guerre britannique entre 1914 et 1916, qui, ironie du sort, mourut dans le naufrage du cuirassé HMS *Hampshire*, coulé le 5 juin 1916 par une mine allemande...

*41. Il s'agit alors d'un grand pavillon de chasse construit dans les années 1920, à la suite de la démolition de Hamilton Palace, l'un des palais les plus richement décorés d'Écosse avec sa façade de 280 mètres, mais que la famille avait dû sacrifier en raison de phénomènes de subsidence provoqués par les galeries minières creusées sous la colline. Ce qui fit dire à l'époque que le charbon qui avait enrichi les Hamilton avait aussi provoqué la ruine de leur

orgueil. Aujourd'hui, Dungavel House est devenue un centre de rétention pour immigrés clandestins.

*42. Le quartier le plus huppé de Londres, en bordure de Hyde Park.

*43. En 1932, Sefton Delmer avait été le seul journaliste admis à sillonner l'Allemagne dans l'avion personnel de Hitler, à l'occasion de la campagne pour l'élection présidentielle, que ce dernier perdra avec 36,7 % des voix, au second tour, face au sortant, le maréchal Paul von Hindenburg.

*44. Deux ans plus tard, le Führer se vengera en faisant assassiner Strasser et Schleicher lors de la Nuit des longs couteaux.

*45. Jugé à Leipzig en septembre 1933, Van der Lubbe, exclu depuis plusieurs années du Parti communiste néerlandais pour déviationnisme « conseilliste » (comprendre : partisan des conseils ouvriers, opposé au « centralisme démocratique » institué par Lénine et Staline), sera condamné à mort et décapité en janvier 1934.

*46. Outre le fait qu'un coup d'État contre Hitler était alors contraire à la stratégie du Parti communiste allemand de l'époque, qui, fidèle aux instructions de Moscou, tenait les sociaux-démocrates pour l'ennemi prioritaire à abattre, trois éléments, au moins, militent en faveur de l'instrumentalisation de Van der Lubbe, pyromane notoire, par les nazis : le fait qu'il ait été laissé en liberté par la police de Berlin, désormais aux mains de Göring, après trois précédentes tentatives d'incendie ; l'impossibilité matérielle pour un seul homme d'allumer plusieurs départs de feu simultanément, condition nécessaire à l'embrasement si rapide du Reichstag ; enfin et surtout, le témoignage devant le tribunal de Nuremberg du général Franz Halder, ancien chef d'état-major adjoint de la Wehrmacht : « À un déjeuner pour l'anniversaire du Führer en 1942, la conversation vint à rouler sur le bâtiment du Reichstag et sur sa valeur artistique. J'entendis de mes propres oreilles Göring interrompre la conversation en criant : "Le seul qui connaisse vraiment le Reichstag, c'est moi, parce que j'y ai mis le feu !" Sur quoi, il se tapa violemment sur les cuisses. » Dans son *Histoire de la Gestapo* (Fayard, 1970), Jacques Delarue identifie les deux chefs du commando ayant mis le feu aux sous-sols du Reichstag, pendant que Van der Lubbe s'affairait dans l'hémicycle : Helmut Heines et Karl Ernst, adjoints de Röhm à la tête de la SA. Tous deux seront assassinés, l'année suivante, à l'occasion de la Nuit des longs couteaux.

*47. Voir chapitre 6, « [L'apaisement incendiaire](#) ».

*48. Le quartier où traditionnellement les principaux journaux britanniques avaient leur siège londonien.

*1. Thomas Argyll Robertson (1909-1994) sera, pendant la Seconde Guerre mondiale, l'un des responsables du système XX (*Double Cross*), autrement dit de la désinformation à destination de l'ennemi. L'un de ses chefs-d'œuvre sera, en 1943, l'opération « Mincemeat » (« viande hachée ») qui consista à faire croire aux Allemands que le premier débarquement allié en Europe aurait lieu simultanément en Sardaigne et dans les Balkans, et non en Sicile. Laquelle tomba, de fait, très facilement aux mains des Alliés.

*2. Le major général Sir Vernon George Waldegrave Kell (1873-1942) fonda le MI5 en 1909 et demeura, jusqu'à sa mort, directeur du service britannique de sécurité intérieure (contre-espionnage).

*3. Soit 7 millions de livres de 2020 (8,2 millions d'euros).

*4. Le prince de Galles (*Prince of Wales*).

*5. Né en 1894, Alan Lascelles fut secrétaire du prince de Galles de 1920 à 1935, puis de George V la dernière année de son règne, avant de garder le poste quelques semaines sous Édouard VIII puis de le reprendre sous George VI (1937-1952), dont il devint le confident, avant de guider les premiers pas de souveraine d'Élisabeth II en 1952-1953.

*6. Édouard, officiellement désigné comme le prince Albert, son deuxième prénom, tant qu'il n'a pas succédé à son père, est aussi appelé David dans l'intimité familiale. David est le dernier de ses prénoms, après George, Andrew et Patrick, les quatre saints patrons de l'Angleterre.

*7. George (futur George VI), né en 1895 ; Henry (1900-1974), duc de Gloucester, futur gouverneur général de l'Australie ; George (1902-1942), duc de Kent, qui défraya la chronique par sa vie dissolue dans l'entre-deux-guerres ; et enfin John, né en 1905 et mort en 1917 d'une crise d'épilepsie avant d'avoir reçu le moindre titre.

*8. Mary (1897-1965), princesse d'York.

*9. L'une d'elles, comme Édouard le rapporte dans ses souvenirs, avait pris l'habitude de le pincer et de lui tordre le bras afin de le faire pleurer juste avant de le présenter à ses parents, chaque jour à l'heure du thé. « Sans doute voulait-elle démontrer de cette façon, écrit-il, qu'elle avait sur moi plus de pouvoir qu'eux. »

*10. Dans ses Mémoires, le duc de Windsor ne dissimule rien de sa faible disponibilité pour les études, et préfère s'étendre sur les courses d'aviron, les fêtes du collège avec ses canulars et ses ripailles... et même le cercle de jeu clandestin qu'il fréquentait.

- *11. À Pâques, puis durant tout l'été.
- *12. « *Something ought to be done to find these people employment ! Something will be done !* »
- *13. Ainsi appelait-on les militants antialcooliques.
- *14. Issu des résolutions adoptées lors des conférences impériales de 1926 et 1930, le Statut de Westminster, entériné par le Parlement britannique en 1931, reconnaît la souveraineté théorique de tous les pays membres de l'Empire (dominions). Il jette les bases du *Commonwealth*, fondé en 1950, après la sécession de l'Inde (1948). Sur les 54 États qui le composent, 16 sont des monarchies qui reconnaissent comme leur le souverain britannique.
- *15. Ernest Bevin (1881-1951), figure respectée du Parti travailliste et des *Trade Unions*, commença sa vie comme syndicaliste et la termina comme ministre des Affaires étrangères de Clement Atlee, qui succéda à Churchill en 1945. C'est à ce titre qu'il représenta l'Angleterre à la conférence de Potsdam (17 juillet-2 août 1945) qui fixa les nouvelles frontières de l'Allemagne et posa le principe de quatre zones d'occupation, la soviétique donnant naissance, en 1949, à la RDA.
- *16. Outre le fait que Churchill, « royaliste inconditionnel », était jusqu'alors un « ami personnel d'Édouard VIII » (François Kersaudy), il est possible qu'en soutenant mordicus le monarque, le futur Premier ministre ait cherché à mettre en difficulté Baldwin... et à lui succéder à l'occasion d'une crise de régime.
- *17. Outre ces revenus, assurément confortables, le duc de Windsor possédait des biens évalués par François Kersaudy (*Histoire de la dernière guerre*, n° 7, septembre-octobre 2010) à quelque 1 million de livres, soit 60 millions de livres d'aujourd'hui (plus de 70 millions d'euros).
- *18. Considérée comme la plus belle demeure privée de la Côte d'Azur, cette villa de 2 000 m² construite par l'architecte Armand-Albert Rateau sur le modèle du château de Bagatelle appartient aujourd'hui au milliardaire russe Roman Abramovitch.
- *19. Pour le documentaire de Paul Elston et Chris Durlacher diffusé en 2017 sur Channel 4, et en 2021, notamment, sur la Chaîne Histoire, *Wallis et Édouard, espionnage royal*.
- *20. Sur le rôle de Charles Bedaux en France, voir notamment l'étude de Charles Glass, *Les Américains à Paris sous l'occupation*, CNRS Éditions, « Biblis », 2012.
- *21. Les autres le seront, à partir de 1938, à l'intérieur de la ligne Maginot, à l'intention des soldats privés de soleil par un séjour prolongé dans ce dédale souterrain.

*22. Pendant l'exode de 1940, Bedaux le mettra gracieusement à la disposition du gouvernement français qui a quitté Paris, la Wehrmacht sur les talons.

*23. Pour surveiller les Windsor, le gouvernement, en plein accord avec George VI, a affecté au couple un garde du corps, David Storrier.. qui est aussi agent du MI5. S'il renseigne très précisément le roi sur l'emploi du temps de son frère et de sa belle-sœur, il n'assiste évidemment pas aux conversations privées.

*24. L'ancien Premier ministre britannique Lloyd George avait également eu droit à cet accueil quand il était venu voir Hitler au Berghof, treize mois plus tôt, le 5 septembre 1936.

*25. En juin 1939, Abetz sera expulsé de France pour espionnage.

*1. Voir chapitre 4, « [La fête des fous](#) ».

*2. Voir chapitre 1, « [L'Angleterre à fronts renversés](#) ».

*3. Figure inamovible des vingt dernières années de la III^e République, le radical Édouard Daladier, surnommé par ses amis le « taureau du Vaucluse » (« à cornes d'escargot », ajoutaient ses ennemis) fut trois fois président du Conseil (du 31 janvier au 24 octobre 1933, du 30 janvier au 7 février 1934, et du 10 avril 1938 au 20 mars 1940), trois fois ministre de la Guerre et quatre fois des Affaires étrangères.

*4. Le NSKK (*Nationalsozialistische Kraftfahrkorps* ou Corps de transport national-socialiste) était composé de 20 000 conducteurs d'automobiles, de camions, mais aussi de motocyclettes, tous munis d'armes légères. Il sera intégré, en octobre 1933, aux 400 000 membres de la SA.

*5. Celui de 1934 voit passer les dépenses de 40 à 20 millions de livres, la diminution la plus forte de toute l'histoire militaire britannique. En 1930, c'est la Marine qui avait inauguré cette politique de coupes, au point qu'une mutinerie pacifique avait secoué la Royal Navy en septembre 1931, les marins de la base écossaise d'Invergordon refusant d'exécuter les ordres au motif que leur solde avait été diminuée sans préavis.

*6. Voir chapitre 8, « [Un grain de sable nommé Churchill](#) ».

*7. Pour éviter une révision par la force des traités, Mussolini avait proposé, en mars 1933, que les quatre principales puissances européennes s'entendent pour organiser le cas échéant cette révision sur la base de l'article 19 du pacte de la SDN qui en prévoyait le principe. Paris et Londres virent là l'occasion d'encadrer l'Allemagne et un pacte fut signé le 15 juillet suivant entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie. Mais il eut pour effet immédiat d'inquiéter la Pologne et les pays de la Petite Entente (Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie, toutes trois nées en 1920 du démantèlement de l'Empire austro-hongrois) qui y virent une tentative d'imposer un directoire européen à leurs dépens. Dès le 26 janvier 1934, Varsovie concluait ainsi avec le Reich un pacte de non-agression pour sécuriser sa frontière. On sait ce qu'il en advint, mais ce fut, pour Hitler, une victoire majeure que d'enfoncer ainsi un coin dans l'alliance franco-polonaise issue de la Première Guerre mondiale.

*8. En février 1933, déjà, les nationaux-socialistes autrichiens, emmenés par Otto Planetta, un ancien sous-officier de l'armée impériale autrichienne, avaient tenté d'assassiner celui que ses admirateurs appelaient *Millimetternich* (« le petit Metternich »), en raison de sa taille et de sa légendaire habileté. Et les nazis *Millimetermensch* (« l'homme-millimètre », un compromis entre

minus et « sous-homme »). Ils y parvinrent le 25 juillet 1934 mais leur tentative de coup d'État tourna court. Massivement restées fidèles à Dollfuß, les troupes de la *Heimwehr* (l'armée autrichienne) désarmèrent les insurgés, retranchés dans l'immeuble de la radiodiffusion nationale. Six jours plus tard, le 31 juillet, Planetta et son bras droit, le capitaine Holzweber, furent arrêtés, jugés puis pendus, ainsi qu'une douzaine de leurs complices. Tous montèrent à la potence en criant « *Heil Hitler* » ! Lequel attendra 1938 et le véritable *Anschluss* pour leur rendre ouvertement hommage.

*9. Accords scellés entre l'Allemagne, la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Italie visant à garantir les frontières occidentales de l'Allemagne, de la Belgique et de la France et à assurer la « sécurité collective » en Europe.

*10. Contrairement au roi Alexandre, Barthou aurait sans doute pu être sauvé. Mais dans l'affolement qui suivit l'attentat, un médecin, présent sur les lieux, plaça mal un garrot, ce qui eut pour effet d'accentuer l'hémorragie provoquée par sa blessure au bras. Celle-ci lui sera fatale en fin d'après-midi.

*11. L'avenir en décidera autrement puisque, lors de son intervention éclair dans les Balkans, en avril 1941, Hitler, parti pour secourir Mussolini dont l'armée s'enlisait lamentablement en Grèce, en profitera pour occuper à son seul profit la majeure partie de la Yougoslavie, ne laissant à l'Italie que des miettes – la région de Ljubljana et la Basse-Carniole, dépourvues d'industries et de ressources minières.

*12. Ils seront libérés en 1940, sous la pression des Allemands.

*13. Selon une évaluation établie en janvier 1934, soit plus d'un an auparavant, par la SDN et qui avait renforcé Barthou dans sa détermination, l'Allemagne disposait déjà d'une *Reichswehr* de 150 000 hommes, de 40 000 policiers militarisés, de 1 200 000 hommes chez les SA et les SS.

*14. La division SS dite « Garde du corps » de Hitler, commandée par Sepp Dietrich, un fidèle de la première heure du Führer.

*15. Voir chapitre suivant, « [Vienne, Munich, Prague, ou l'aigle en liberté](#) ».

*16. Détaché de la Prusse-Orientale après la Première Guerre mondiale, le territoire de Memel (une bande de 140 kilomètres de long et de 20 kilomètres de large conquise au ^{XIII}^e siècle sur les Slaves par les chevaliers Teutoniques) fut érigé par la SDN en zone tampon entre l'Allemagne et la Lituanie puis placé sous mandat français. Bien que peuplé majoritairement d'Allemands, Memel fut cependant annexé par la Lituanie, qui, en 1923, en chassa par la force la garnison française. Ce fut, pour la jeune SDN, le premier échec d'une longue série puisqu'elle entérina le coup de force en obtenant seulement que la ville de Memel (aujourd'hui Klaipėda) et son territoire soient érigés en entité autonome. Ce qui n'empêcha pas les Lituanais de transformer les Allemands en citoyens de seconde zone, lesquels, aussitôt les nazis arrivés au pouvoir,

réclamèrent leur rattachement au Reich. Hitler fera du retour de Memel à l'Allemagne sa deuxième priorité après les Sudètes. Il obtiendra gain de cause de la Lituanie le 20 mars 1939, juste après l'entrée des troupes allemandes à Prague.

*17. Voir à ce sujet, du même auteur, *De Gaulle et les Grands*, Perrin, 2020.

*18. Voir chapitre 4, « [La fête des fous](#) ».

*19. Ce que demandaient pourtant la France et l'Italie, mais Londres avait mis son veto.

*20. Lire chapitre 4, « [La fête des fous](#) ».

*21. Comprendre par là qu'elle ne se sent plus tenue par les dispositions du traité de Washington de 1922 limitant à 175 000 tonnes le tonnage de sa flotte de guerre. Précaution inutile : en 1935, celle-ci flirte déjà avec les 500 000 tonnes, contre 1 200 000 pour les Britanniques et 1 500 000 pour les Américains.

*22. Samuel Hoare a dû démissionner de son poste en décembre 1935 en raison de fuites dans la presse française faisant état de l'arrangement « maquignonesque » qu'avec son collègue français Pierre Laval il avait proposé à Mussolini. L'Italie ayant envahi l'Éthiopie en octobre et encouru pour cela un train de sanctions de la part de la SDN – sanctions votées par la Grande-Bretagne et la France –, Hoare et Laval s'étaient en effet mis d'accord pour proposer un plan de paix qui prévoyait la cession à l'Italie des trois quarts du territoire éthiopien ! Mal leur en prit, car Mussolini, qui entendait bien annexer l'entièreté du pays – ce sera chose faite en mai 1936 –, rejeta leur proposition. La SDN sortit de l'affaire totalement discréditée et avec elle le mythe de la sécurité collective. Plus grave, la condamnation, pourtant toute formelle, de la guerre d'Éthiopie par les démocraties acheva de rapprocher Mussolini de Hitler, le Duce annonçant dès le 7 janvier 1936 à l'ambassadeur du Reich à Rome, Ulrich von Hassel, qu'il ne s'opposait plus à l'*Anschluß* de l'Autriche.

*23. Il a succédé à Pierre Laval, le 24 janvier.

*24. Surnommé « Baudelaire » par ses subordonnés (à cause du vers célèbre « Je hais le mouvement qui déplace les lignes »), Gamelin a pris la succession de Weygand à la tête des armées françaises en 1931. Il passait alors, y compris aux yeux de ses homologues allemands, pour le général le plus brillant de l'armée française. Quand Hitler apprit qu'il avait évalué les troupes entrées en Rhénanie à 22 divisions et à plus de 120 celles dont la Wehrmacht embryonnaire de mars 1936 était censée disposer, il comprit qu'il était sans doute « la plus extraordinaire nullité du moment ». Un jugement qui ne fut pas pour rien dans la manière dont le Führer conçut, en 1940, son offensive à l'Ouest : un piège pour « enfermer » en Belgique et couper de ses

arrières le gros de l'armée française. Ce formidable succès stratégique acheva de convaincre le Führer qu'il était à la fois infallible et invincible.

*25. Entre le 13 décembre 1940 et le 9 février 1941. Frappé d'indignité nationale en 1945, Flandin ne sera cependant pas condamné à de la prison ferme, étant resté trop peu de temps au pouvoir sous Vichy.

*26. Correspondant en Allemagne de l'Universal News Service, l'agence de presse du groupe américain Hearst, puis chef du bureau européen de la radio CBS, le journaliste William L. Shirer (1904-1993) a partagé sa vie entre Berlin, Vienne et Paris de 1934 à 1940, six ans durant lesquels il a multiplié les contacts, recueilli beaucoup de confidences, et eu accès à de nombreux documents. Très rigoureux dans ses analyses, il était doué d'une intuition exceptionnelle.

*27. Du 25 mai au 25 novembre 1937.

*28. Formule célèbre mais sans doute apocryphe, et dont on ne trouve la trace – sans indication de source ! – que dans la biographie de l'historien américain William Manchester, *Le Dernier Lion* (Robert Laffont, 1985). Si Churchill n'a sans doute jamais dit textuellement à Chamberlain : « À Munich vous aviez le choix entre la guerre et le déshonneur ; vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre », l'idée revient cependant dans la plupart de ses discours. Et aussi dans une lettre à Lloyd George datée du 28 septembre 1938, veille de la conférence de Munich : « J'ai l'impression que nous allons devoir choisir pendant les prochaines semaines entre la guerre et le déshonneur, et j'ai assez peu de doute sur l'issue de ce choix » (voir, de Richard Langworth, *Churchill by Himself. The Definitive Collection of Quotations*, Londres, Public Affairs, 2008).

*29. Lire chapitre 8, « Un grain de sable nommé Churchill ».

*30. Quand MacDonald démissionna, en juin 1935, sa mémoire était défaillante et ses caricaturistes le représentaient sous les traits d'un vieillard sénile, bien qu'il n'eût que soixante-neuf ans.

*31. De mai 1923 à janvier 1924 puis de novembre 1924 à juin 1929.

*32. Ce texte n'est paru que dans la première édition (intégrale) des *Mémoires* de Churchill, traduits chez Plon en 1948. On ne le trouve pas dans sa version abrégée (1 200 pages tout de même !), parue en Grande-Bretagne en 1959 et traduite par François Kersaudy, en 2009, chez Tallandier. C'est cependant cette dernière édition que nous citerons dans la suite de cet ouvrage, la qualité de sa traduction et de son appareil critique, établi également par François Kersaudy, le meilleur spécialiste français de Churchill, étant de beaucoup supérieure à celle de l'édition intégrale.

*33. Voir chapitre 2, « [Le terreau racialiste](#) ».

*34. Il sera député sans interruption de 1892 à sa mort, en 1937, au terme d'un *cursus honorum* sans faille ayant fait de lui un secrétaire d'État à l'Inde (1892) puis au Trésor (1900-1902), un chancelier de l'Échiquier (1903-1905), un secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1924-1929), puis un Premier lord de l'Amirauté.

*35. La Grande-Bretagne n'ayant jamais adopté le système français ou allemand de la conscription, la mobilisation et la formation des classes en âge de porter les armes s'effectuent quand la guerre est déclarée.

*36. Créée en 1900, le Parti travailliste se voulait à l'origine l'émanation parlementaire des syndicats (*Trade Unions*).

*37. En 1963-1964.

*38. La *High Church*, ou Haute Église, est le nom donné à un courant de l'anglicanisme né au ^{xvii}^e siècle pour lutter contre ses tendances calvinistes, en d'autres termes contre la tentation permanente de pousser plus loin la Réforme d'Henri VIII. Au ^{xix}^e siècle, cette tendance a donné naissance au mouvement d'Oxford d'Edward Bouverie Pusey (1800-1882), un théologien de Christ Church (le plus prestigieux collège d'Oxford) désireux de faire converger les dogmes et les rites de l'anglicanisme avec ceux du catholicisme. Halifax a subi l'influence de ses disciples quand il était étudiant à Oxford.

*39. Le lendemain de l'*Anschluss*, n'y tenant plus, Low reprendra sa liberté.

*1. Retrouvé après guerre par les Américains, ce film en couleurs fut saisi avec d'autres bobines 16 mm appartenant à la maîtresse du Führer. Lesquelles servent couramment aujourd'hui à illustrer les documentaires consacrés à la vie privée de Hitler.

*2. Dans ses Mémoires, *Au cœur du III^e Reich*, Speer raconte ainsi la scène : « On n'aurait pu rêver mise en scène plus impressionnante pour le dernier acte du *Crépuscule des dieux*. Cette lumière donnait aux mains et aux visages de chacun d'entre nous une teinte irréaliste. Ce spectacle nous rendit tous songeurs. S'adressant à l'un de ses aides de camp, Hitler dit tout à coup : "Cela laisse présager beaucoup de sang. Cette fois, cela ne se passera pas sans violence". » Comme l'a démontré l'historienne Marlis Steinert dans sa biographie de Hitler, c'est la version de Below qui est la bonne, car si Speer était bien présent à Berchtesgaden ce soir-là, il ne se trouvait pas à proximité directe du dictateur. L'architecte condense donc, en le mettant dans la bouche de Hitler, le dialogue qu'eut alors ce dernier avec Below. Lequel ne le lui rapporta... qu'en 1967 !

*3. Schacht démissionnera du ministère de l'Économie cinq jours après ce dîner, soit le 26 novembre 1937, et quittera la présidence de la Reichsbank en janvier 1939.

*4. Göring sera nommé maréchal du Reich (distinction unique) au lendemain de la victoire sur la France, le 19 juillet 1940. Lors d'une séance solennelle au Reichstag, Hitler déclarera notamment : « Depuis la fondation des Sections d'assaut, le camarade du Parti Göring est solidaire du développement et de l'ascension du mouvement [...]. Depuis la réorganisation de la Wehrmacht, il a fondé l'armée de l'air allemande. Il n'est donné qu'à peu de mortels de faire surgir un tel instrument militaire du néant et de le développer au point d'en faire l'arme qu'elle est devenue [...]. Ses mérites sont uniques ! »

*5. Aide de camp de Hitler de mars 1934 à janvier 1938, Friedrich Hoßbach (1894-1980) deviendra général en 1942 et assurera plusieurs commandements opérationnels sur le front de l'Est. Tombé malade pendant les combats de Prusse-Orientale (janvier-février 1945), il est en convalescence chez lui, à Göttingen, quand le Reich capitule. Il se rend alors aux Américains auxquels il livre le compte rendu de la réunion du 5 novembre 1937, appelé depuis « Protocole Hoßbach ». Après la guerre, plusieurs historiens révisionnistes voulurent faire passer ce document pour un faux ou, à tout le moins, pour une reconstitution à charge, Hoßbach ayant, de son propre aveu, pris peu de notes pendant la conférence et tout reconstitué de mémoire. Leur argument ne tient pas puisque, dès le lendemain de la conférence, le colonel

Maurice Rivet, chef du contre-espionnage militaire français, bénéficia exactement des mêmes informations qu'Hoßbach, transmises par son agent en Allemagne, Hans-Thilo Schmidt ! Fonctionnaire au bureau du chiffre de la Wehrmacht puis à la section de recherches du ministère de l'Air, Schmidt ne fut découvert et exécuté qu'en 1943. Mais entre-temps, il avait vendu des secrets impressionnants aux Français, parmi lesquels les premières informations sur la machine à coder Enigma (finalement exploitées par les Anglais), l'imminence de la remilitarisation de la Rhénanie du 7 mars 1936 et même, le 10 mars 1940, le détail de l'offensive allemande sur Sedan du 10 mai suivant... En vain ! Quand Daladier fut mis au courant du compte rendu du « Protocole Hoßbach », il conseilla au colonel Rivet de se concentrer plutôt sur la surveillance de la frontière espagnole, où affluaient les réfugiés républicains fuyant devant l'offensive franquiste. Voir à ce sujet les souvenirs de l'ancien patron du 2^e bureau français, Paul Paillole, *Notre espion chez Hitler*, Robert Laffont, 1985.

*6. À savoir : Hermann Göring, commandant en chef de la Luftwaffe et responsable du Plan de quatre ans ; les généraux Werner von Blomberg et Werner von Fritsch, respectivement ministre de la Guerre et commandant en chef de la Wehrmacht ; l'amiral Raeder, commandant en chef de la Kriegsmarine ; et Konstantin von Neurath, ministre des Affaires étrangères. Les réserves exprimées par ce dernier au cours de cette réunion décidèrent de son remplacement par Ribbentrop cinq mois plus tard. Quant à Blomberg et Fritsch, jugés par Hitler inaptes à appliquer sa politique, ils seront poussés à la démission par des « dossiers » montés contre eux par la Gestapo : Blomberg après que la presse eut révélé qu'il était marié avec une ancienne prostituée ; et Fritsch à cause de son homosexualité présumée... Seul rescapé de la purge, Erich Raeder sera, en 1943, remplacé par Karl Dönitz.

*7. Lors d'une réunion tenue le 23 juillet 1937 à Salzgitter, il les a même accusés, par la voix de Göring, d'être des saboteurs de l'industrie d'armement, parce qu'ils s'étaient plaints de voir l'État intervenir de trop près dans leurs affaires.

*8. Voir à ce sujet l'étude accablante d'Annie Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite, les élites françaises dans les années 1930*, Armand Colin, 2010. Elle y démontre comment le rachat de Skoda par Schneider fut négocié par Ernst Achenbach, alors agent de liaison entre les patronats français et allemand, avant de devenir, en 1940, l'un des artisans du pillage économique de la France occupée. Pour circonvenir le gouvernement français, Achenbach avait convaincu le professeur de droit Joseph Barthélemy de démontrer que le traité franco-tchécoslovaque de 1925 n'était plus valable et qu'en conséquence, la France n'était pas tenue de faire la guerre dans l'hypothèse où la Tchécoslovaquie serait envahie par l'Allemagne ! Renvoi d'ascenseur ? Quand, en janvier 1941, ce même Barthélemy sera nommé ministre de la Justice du

maréchal Pétain, c'est à Ernst Achenbach qu'il le devra, celui-ci, devenu numéro deux de l'ambassade d'Allemagne à Paris, ayant « proposé » son nom au président du Conseil, Pierre-Étienne Flandin !

*9. Voir notamment sa lumineuse biographie du Führer, *Hitler*, Grasset, 1999.

*10. *Deutsche Nationalsozialistische Arbeiterpartei*, créé en 1923, à la suite d'une scission du DAP (*Deutsche Arbeiterpartei in Österreich*, ou Parti des travailleurs allemands en Autriche) regroupant, depuis 1903, l'extrême droite pangermaniste.

*11. Selon l'expression souvent utilisée en privée par Chamberlain, notamment dans une lettre à sa sœur datée du 19 février 1939 (cf. Robert Self, *Neville Chamberlain. A Political Life*, Londres, Routledge, 2006).

*12. Soit dans les gouvernements Blum I (celui du Front populaire, de juin 1936 à juin 1937), Chautemps III et IV (juin 1937-mars 1938) et Blum II (mars-avril 1938).

*13. Le portrait du poète, qui se vantait de siéger au plafond quand il était député sous Louis-Philippe, ornait le bureau de Paul-Boncour, qu'il soit ministre, député ou sénateur.

*14. Après avoir quitté la SFIO à laquelle il reprochait son pacifisme de principe, Paul-Boncour avait créé l'Union socialiste républicaine (l'USR), fédération de trois mouvements : le Parti républicain socialiste qu'il avait rejoint en 1931, le Parti socialiste de France, dit aussi « Union Jean Jaurès », de Pierre Renaudel, et le Parti socialiste français de Frédéric Brunet (à ne pas confondre avec l'autre PSF, le Parti social français, du colonel de La Roque). Ensemble, ces trois mouvements avaient obtenu 6,6 % des voix et fait élire 29 députés aux élections de mai 1936 avant de participer à la majorité du Front populaire et de se diviser sur l'ampleur et la nature des réformes.

*15. Aujourd'hui Karlovy Vary.

*16. Lors de la dissolution de l'empire Habsbourg, les Allemands des Sudètes avaient réclamé le rattachement de leur zone de peuplement à l'Allemagne, ce qui leur avait été refusé par les vainqueurs. De fait, leur statut au sein de la Tchécoslovaquie, « État-successeur » de l'Empire austro-hongrois, était devenu celui de citoyens de seconde zone. Incontestablement défavorisés par rapport aux Tchèques (notamment dans l'accès aux fonctions administratives), ils ne firent pas pour autant l'objet des « persécutions » alléguées par Hitler.

*17. Voir chapitre 4, « [La fête des fous](#) ».

*18. *Süddeutsche Partei*.

*19. Voir chapitre 4, « [La fête des fous](#) ».

*20. Chef du gouvernement depuis 1935, Hodza n'a pu convaincre ses ministres de soutenir Beneš dans sa fermeté.

*21. À l'aube du 30 juin 1934, Hitler, tout chancelier qu'il fût, entra, revolver en main, dans la chambre d'Ernst Röhm pour lui signifier qu'il était en état d'arrestation. Le trouvant au lit en compagnie de son amant, il le traita de « porc » et le livra aux SS, qui, deux jours plus tard, l'exécutèrent dans sa cellule.

*22. Créé en 1937 par l'anthropologue Tom Harrison et le documentariste Humphrey Jennings, Mass-Observation était un organisme de recherche sociale utilisant les techniques d'enquête de l'ethnographie pour comprendre les évolutions de la société britannique contemporaine. Il fonctionnait à partir d'un panel de rédacteurs bénévoles issus de toutes les couches de la société, acceptant de tenir un journal quotidien et de le commenter devant un magnétophone. Le projet s'est poursuivi pendant la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux débuts des années 1950. Les archives recueillies ont été confiées à l'université du Sussex en 1970 et mises, depuis, à la disposition de la recherche.

*23. Voir, à ce propos, l'analyse lumineuse de Maurizio Serra qui, dans sa biographie du Duce (*Le Mystère Mussolini*, Perrin, 2021), démontre qu'en sus de la satisfaction de retarder l'échéance d'une guerre à laquelle il n'était pas prêt, « l'arrangement de Munich » lui permettait de peser pour la dernière fois dans le jeu continental, après l'échec que fut pour lui l'*Anschluss*. Évitant (pour quelques mois) la disparition totale de l'État tchécoslovaque, il donnait ainsi satisfaction aux Polonais et aux Hongrois qui allaient, grâce à lui, et de manière non moins éphémère, obtenir leur part du butin !

*24. Voir du même auteur *L'Ami américain. Washington contre de Gaulle, 1940-1969*, Perrin, 2017 ; Perrin, « Tempus », 2022.

*25. Tiré à plus de 2 millions d'exemplaires et lu en moyenne par cinq millions de personnes – un record en Europe –, le journal doit son succès à l'industriel Jean Prouvost (1885-1978) qui, en 1930, sept ans après sa création, l'a racheté au bord de la faillite à son fondateur Eugène Merle, un militant anarchiste. Se proclamant apolitique, *Paris-Soir* tirait son originalité de l'extrême diversité de ses collaborateurs, et donc de ses publics, alliant le grand reportage et la chronique littéraire à ce qu'on qualifierait aujourd'hui de sujets « people ». Antoine de Saint Exupéry, Blaise Cendrars et Joseph Kessel furent ses contributeurs réguliers jusqu'à la défaite de 1940 quand, comme d'autres, *Paris-Soir* préféra la Collaboration à l'interdiction. Après Munich, l'éditorial de Jean Prouvost intitulé « La paix » commence par ces mots : « Nous allons vivre encore. »

*26. Allusion aux heurts très violents entre Juifs et Arabes qui, au même moment, secouent la Palestine, sous mandat britannique.

*27. Bilan : 267 synagogues incendiées, 7 500 magasins pillés, une centaine de leurs propriétaires assassinés... Et surtout 20 000 Juifs internés à Dachau,

Buchenwald et Sachsenhausen, dont la plupart ne reviendront jamais. Sans parler, comble de cynisme, de l'amende de 1 milliard de Reichsmarks qu'ils se voient contraints de payer pour « réparer » les dommages causés à l'État... par les destructions dont ils ont été victimes !

*28. À la lisière du parti de « l'apaisement » et des milieux ouvertement pro-nazis, Sir Joseph Ball (1885-1961) est un ancien officier du MI5 dont il a démissionné en 1927 pour se mettre au service des conservateurs. Il est devenu un intime de Chamberlain pour le compte duquel il a mis sur pied un réseau de renseignements politique qui ne recule devant aucun moyen pour discréditer ses adversaires. Ses cibles privilégiées sont tous ceux qui, à un titre ou à un autre, se mettent en travers de la route du Premier ministre et de sa politique. Churchill, bien sûr, dont il a fait sa cible principale, mais aussi ceux qui, en critiquant le Reich, rendent difficile tout rapprochement anglo-allemand – Eden, par exemple, dans la démission duquel il a joué un rôle central en conseillant à Chamberlain de le marginaliser. En 1936, Ball a fait l'acquisition, en sous-main, de l'hebdomadaire antisémite *The Truth*, dirigé par deux membres de l'Union des fascistes britanniques, A. K. Chesterton (voir [chapitre 3](#)) et Collin Brooks, feuille dont il se sert pour diffamer les adversaires du Premier ministre en montant contre eux ce qu'en argot policier français on appellerait des « chantiers ». Jusqu'en 1939, son journal ne cessera de minimiser les persécutions antisémites, traitant de « menteurs » ceux qui s'en faisaient l'écho. Proche d'Archibald Ramsay, le président de la Ligue nordique (voir [chapitre 4](#)), Ball orchestrera plusieurs campagnes contre le secrétaire d'État (juif) à la Guerre Hore-Belisha, pourtant membre du gouvernement Chamberlain, sans que le Premier ministre, qui partait régulièrement à la pêche en sa compagnie, estime utile de le modérer.

*29. Pourquoi cette manipulation ? Pour suggérer que deux jours avant que Ribbentrop ne s'envole pour Moscou afin d'y négocier le pacte germano-soviétique, soit le 23 août, lui-même travaillait au corps les Polonais pour les convaincre d'accepter un accord de défense avec les Russes. Or Daladier n'a pas rencontré l'ambassadeur de Pologne le 21 août, mais bien le 23, alors que le voyage de Ribbentrop était devenu public et sa démarche *ipso facto* illusoire !

*30. Le premier a eu lieu en 1772 entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, le deuxième en 1793 entre la Russie et la Prusse, et le troisième, en 1795, entre les mêmes, pour parachever le précédent. La Pologne cesse alors d'exister jusqu'en 1918, à l'exception de la période napoléonienne où elle renaît sous la forme étriquée du grand-duché de Varsovie, constitué entre 1807 et 1813 à partir de territoires confisqués aux Prussiens et aux Autrichiens.

*1. Lire *infra*.

*2. À Oldham, dans le Lancashire, à la demande du Parti conservateur.

*3. Descendants des premiers colons d'origines néerlandaise, allemande et française arrivés en Afrique du Sud aux XVII^e et XVIII^e siècles, les Boers se révoltèrent contre les Britanniques lors de deux guerres meurtrières, en 1880-1881 et entre 1899 et 1902. Grâce à la première, ils obtinrent l'indépendance du Transvaal, que la deuxième leur fit perdre, après que des pionniers britanniques (les *Uitlanders* ou « étrangers » en néerlandais) y eurent découvert des mines d'or. C'est à l'occasion de ce dernier conflit que l'Angleterre inaugura les premiers « camps de concentration » pour y parquer les populations boers rebelles.

*4. Pour couvrir les événements du Transvaal, indique François Kersaudy, Churchill se fait payer, outre ses frais, 1 000 livres pour quatre mois (soit 40 000 livres d'aujourd'hui, l'équivalent de 47 000 euros) et 200 livres pour chaque mois supplémentaire.

*5. En 1915, Churchill a déjà signé six livres : *The Story of the Malakand Field Force : An Episode of Frontier War*, en 1898, sur la répression des rebelles pachounes au Pakistan ; *The River War*, en 1899, sur la conquête du Soudan ; *From London to Ladysmith via Pretoria* (1900) sur son épopée pendant la deuxième guerre des Boers ; *Ian Hamilton's March* (1900), traitant du même sujet mais moins autobiographique et plus historique ; *Lord Randolph Churchill* (1906), biographie de son père, mort en 1895 ; *My African Journey* (1908) où se trouvent concentrés tous les poncifs de l'époque sur le colonialisme civilisateur, sans compter un roman très politique – et largement autobiographique – *Savrola*, paru en 1900. L'action se déroule dans un pays imaginaire où un dictateur (Molara) se trouve confronté à une révolution menée par un fanatique nommé... Karl !

*6. Né en 1889, Hitler a quinze ans de moins que Churchill. Contrairement à une légende bien ancrée, il n'a jamais été caporal mais seulement soldat de première classe (*Gefreiter*). Ce qui, paradoxalement, ajoute à son mérite, puisqu'il a obtenu la croix de fer de première classe, majoritairement réservée aux officiers et sous-officiers.

*7. En dépit de son alcoolisme, Churchill était un bourreau de travail qui, moyennant une sieste chaque après-midi (entre dix minutes et une heure maximum), dormait un minimum la nuit – qualité qui lui permit, pendant la bataille d'Angleterre, d'être sur le pont quasiment vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ses loisirs participaient à son hygiène de vie, qu'il s'agisse de la

lecture, de l'écriture, de la peinture, de la natation... ou de la maçonnerie, dûment intégrés dans un strict emploi du temps. Quoi qu'il advienne, la ponctualité était sa règle. Même son bain sacro-saint du matin lui servait à dicter des notes ou à prendre connaissance des dossiers. Tout l'inverse de Hitler, qui, entre deux périodes d'hyperactivité, était un « dictateur paresseux » (Ian Kershaw) faisant davantage confiance à son intuition – certes exceptionnelle – qu'aux dossiers. Jamais couché avant 2 ou 3 heures du matin, non à cause du travail qu'il s'imposait, mais parce qu'il soliloquait devant ses proches – le Führer était rarement opérationnel avant la fin de la matinée –, au point qu'on n'osa pas le réveiller avant 10 heures pour l'informer du débarquement du 6 juin 1944 qui avait commencé six heures plus tôt ! S'il était végétarien et ne buvait qu'exceptionnellement de l'alcool, il devint, dès 1941, dépendant des amphétamines, ce qui délabra sa santé plus encore que le cognac et le whisky absorbés par Churchill, lequel ne commença à payer ses excès qu'à partir de soixante-quinze ans, sous la forme d'un premier accident vasculaire cérébral (le second l'emportera, en 1965, à quatre-vingt-dix ans).

*8. « Sur terre, disait Hitler, je suis un héros, sur mer, je suis un lâche », réflexion rapportée à François Kersaudy par l'ancien aide de camp naval de Hitler, le contre-amiral Karl-Jesko von Puttkamer (1900-1981).

*9. Hitler ne savait pas nager et ne fut jamais photographié sur une plage, contrairement à Churchill qui se jetait à l'eau dès qu'il en avait l'occasion. Y compris totalement nu, comme en Afrique du Nord en 1943, entre une rencontre avec Roosevelt et une autre avec de Gaulle !

*10. Disciple du philosophe américain John Fiske, pour qui « la race anglo-saxonne est destinée à s'installer sur toutes les terres qui ne sont pas le siège d'une vieille civilisation » (*Harper's Magazine*, mars 1885), l'amiral Alfred Mahan (1840-1914) préconisait le développement de la flotte américaine pour protéger le commerce extérieur des États-Unis en « expropriant » au besoin les « races incompetentes ». C'est lui qui convainquit Theodore Roosevelt (président des États-Unis de 1901 à 1909) de calquer la stratégie mondiale des États-Unis sur celle de l'Athènes du ^v^e siècle, au motif que les thalassocraties l'emportent toujours sur les empires continentaux. « Une défaite écrasante ou une infériorité marquée en présence de la flotte ennemie équivalent l'une et l'autre à une dislocation complète de tout le système des colonies ou des zones d'influence, quel que soit le lieu de cette défaite », déclarait-il en 1890 après que le Congrès, sur son instigation, eut voté le *Naval Act* qui allait permettre à son pays de se doter d'une flotte de guerre capable de croiser sur toutes les mers du globe. En 1905, la débâcle subie par les Russes face aux Japonais à Tsushima lui donnera raison. L'œuvre majeure de Mahan, *The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783* (1890), est toujours étudiée dans les académies militaires américaines.

*11. On dispose là-dessus de deux témoignages essentiels. Celui d'Albert Speer qui, accompagnant Hitler à Paris le 23 juin 1940, l'entendit affirmer : « J'ai lu à plusieurs reprises le livre du colonel de Gaulle sur les possibilités offertes par les blindés. Et j'ai beaucoup appris ! » Et celui du général de Boissieu, gendre du Général, qui, jeune capitaine dans la 2^e DB, entra en vainqueur dans Berchtesgaden aux côtés de Leclerc le 2 mai 1945. La Bavière étant devenue, quelques jours plus tard, zone d'occupation américaine, il fut cependant autorisé à visiter le Berghof où il découvrit, parmi des centaines d'ouvrages appartenant au Führer, une édition allemande de *Vers l'armée de métier* couverte d'annotations de la main de Hitler.. Mais les Américains l'empêchèrent de s'en saisir et la jetèrent dans un brasero en le menaçant d'un fusil ! Il raconte dans ses Mémoires : « Je mis plusieurs mois avant d'oser raconter la scène au général de Gaulle. Lorsque je m'en ouvris à lui, il se contenta de me demander : "Aviez-vous au moins retenu quelques annotations ?" Je répondis par l'affirmative en signalant qu'il y avait beaucoup de "Ganz gut", "Ganz richtig" (très bien ; très juste) » (Alain de Boissieu, *Pour combattre avec de Gaulle*, Plon, 1981).

*12. Sous l'influence du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Montaigu Norman, qui rêve de rendre à la City son prestige financier d'avant guerre, Churchill a décidé, en 1925, de revenir à l'étalon-or et de renouer avec la parité livre-dollar de 1914, soit 1 £ = 4,86 \$. Ce qui ne manqua pas d'attirer les capitaux vers la Bourse de Londres mais imposa un solide handicap de compétitivité à l'industrie anglaise dont les exportations s'effondrèrent, tout en poussant le patronat à délocaliser ses usines vers l'Inde dans l'espoir de retrouver des marges grâce à une main-d'œuvre bon marché. Jusqu'à la fin de ses jours, Churchill regrettera cette décision, prise sous l'influence des financiers et contre l'avis des producteurs britanniques : « Ce fut, répéta-t-il souvent, la pire erreur de ma vie. »

*13. Outre Randolph, né en 1911, Churchill et son épouse Clementine, née Hozier, ont eu quatre filles : Diana, née en 1907, Sarah, en 1911, Marigold, en 1918, et Mary, en 1922.

*14. Voir chapitre 3, « [La tentation fasciste](#) ».

*15. Surnom affectueux donné aux jeunes enfants et qu'on pourrait traduire par « bout de chou » ou « petit bonhomme », « Putzi » est d'autant moins adéquat au personnage qu'il mesure 1,98 mètre !

*16. Cousin germain de Roosevelt et condisciple de Hanfstaengl à Harvard, Robbins vient de prendre le poste de premier secrétaire de l'ambassade américaine à Berlin.

*17. *L'Observateur du peuple*.

*18. Sauf entre 1925 et 1927, période durant laquelle Hanfstaengl voyage aux États-Unis et en France pour achever puis soutenir sa thèse à Harvard, *L'Amérique et l'Europe de Marlborough à Mirabeau*. Lors du dernier réveillon passé chez les Hanfstaengl, le 31 décembre 1932, Hitler viendra en compagnie d'une toute jeune femme rencontrée quelques années plus tôt chez son photographe, Heinrich Hoffmann : une certaine Eva Braun.

*19. Ancien condisciple du président Wilson à Yale, Hale a pris sa retraite à Munich.

*20. L'argument est d'autant plus porté à convaincre qu'en avril 1922 l'Allemagne a inquiété les Alliés en signant, à Rapallo, un pacte surprise avec la jeune Union soviétique.

*21. Randolph Churchill se mariera finalement, en 1939, avec une aristocrate désargentée menant le même genre de vie que lui, Pamela Digby (1920-1997). Celle-ci connaîtra fortune et célébrité en épousant en troisièmes noces Averell Harriman (1891-1986), chef de la mission américaine à Londres pendant la Seconde Guerre mondiale... et héritier de la compagnie de chemins de fer Union Pacific. Après avoir adopté la nationalité américaine et s'être investie, aux côtés de son dernier mari, dans le financement du Parti démocrate, elle sera nommée, par Bill Clinton, ambassadeur des États-Unis à Paris, poste qu'elle a occupé de 1993 à sa mort en 1997 (voir à ce sujet : Stéphanie des Horts, *Pamela*, Albin Michel, 2017).

*22. Et non à l'hôtel Régina, comme il le dit dans ses *Mémoires*.

*23. Propriétaire, depuis 1927, du *Daily Telegraph*.

*24. Le lien unique qu'entretenait Hanfstaengl avec Hitler se brise net en juin 1934 quand, devenu chancelier, ce dernier découvre qu'à l'occasion d'un voyage aux États-Unis, il a serré la main à l'un de ses anciens condisciples juifs de Harvard, le juge Max Pinansky, avec lequel il a eu l'imprudence de se faire photographier. À partir de cette date, et jusqu'à sa disgrâce définitive qui le conduira, en 1937, à se réfugier en Suisse puis aux États-Unis, Hanfstaengl verra son influence sur Hitler et auprès des journalistes étrangers diminuer au profit d'un autre homme : le SS Otto Dietrich, chef du service de presse du parti nazi. Un personnage nettement moins baroque mais qui n'aura plus qu'à faire lever les graines patiemment semées par son prédécesseur dans le petit monde, avide de contacts, que forment les envoyés des grands journaux étrangers.

*25. Contre toute attente, Inskip prendra des décisions stratégiques que Churchill saluera par la suite. C'est sous son autorité que fut lancée la production des Spitfire et des Hurricane et que le ministère de l'Air financera les travaux du physicien Robert Watson-Watt sur les ondes radio-électriques qui aboutiront à l'invention du radar et à sa généralisation à partir de 1941, avec une bonne longueur d'avance sur les Allemands !

*26. Physicien de renom, rendu célèbre par ses travaux sur les réactions unimoléculaires et les vents solaires, Frederick Lindemann (1886-1957) était surnommé par Churchill « le lobe scientifique de mon cerveau ». Il fut, dès 1940, son conseiller à Downing Street, où il réalisa, en un temps record, un état statistique des ressources et des besoins de la Grande-Bretagne en ravitaillement. Il mena également un audit détaillé des bombardements stratégiques de Birmingham et de Kingston upon Hull par la Luftwaffe et s'en servit pour modéliser ceux menés, en retour, par la RAF sur l'Allemagne à partir de 1942.

*27. Le 10 janvier 1940, un avion allemand victime d'une avarie est contraint de se poser en catastrophe dans la campagne belge. À bord, des documents ultrasecrets émanant de l'état-major du Führer et destinés à la VII^e *Luftflotte* basée à Cologne. Ils démontrent que l'offensive à l'Ouest est programmée pour le 14 janvier. Mais les Belges croient à un leurre et persistent dans leur neutralité, refusant aux Français l'autorisation de pénétrer préventivement sur leur territoire. Hitler, lui, estime plus sage de repousser l'offensive, qui sera finalement déclenchée le 10 mai.

*28. Voir chapitre 4, « [La fête des fous](#) ».

*29. Par sa sœur Alice, qui a épousé le prince Henry de Gloucester (1900-1974), troisième fils de George V et frère du roi.

*30. Nonce apostolique en Allemagne de 1919 à 1929, Eugenio Pacelli, futur Pie XII, avait signé le 20 juillet 1933, en sa qualité de secrétaire d'État, un concordat entre l'Église catholique et le régime hitlérien. Ce dernier n'en ayant pas respecté les termes, Pacelli protesta à plusieurs reprises, mais ne relaya jamais les condamnations sans ambiguïté que portait son prédécesseur Pie XI sur la politique du III^e Reich. Élu pape le 2 mars 1939, son premier acte international fut, le 31 mars, de saluer la victoire de Franco sur les républicains espagnols : « Élevant notre âme vers Dieu, Nous Nous réjouissons de la victoire tant désirée de l'Espagne catholique. » Il prit comme devise : *Opus Iustitiæ Pax* (« La paix est l'œuvre de la justice », Isaïe 32-17).

*1. Cette dissimulation avait blessé Mussolini, qui s'attendait à être au moins consulté en vertu des clauses du pacte d'Acier signé par Rome et Berlin le 22 mai précédent, lequel prévoyait des échanges préalables entre les deux gouvernements s'agissant de toutes les décisions importantes.

*2. En liaison, notamment, avec le gouvernement américain et son secrétaire d'État, Sumner Welles, qui, au moment même où Mussolini rencontrait Hitler au Brenner, effectuait une tournée des capitales européennes, de Londres à Berlin et de Paris à Rome, afin d'ouvrir des voies permettant de mettre fin au conflit. Welles s'était naturellement heurté à une fin de non-recevoir des Allemands.

*3. Qu'il juge, on l'a vu, responsables de l'éviction d'Édouard VIII. La preuve suprême de cette influence, Hitler veut la voir dans la lettre ouverte adressée à Chamberlain le 29 août 1939, soit cinq jours avant la déclaration de guerre britannique à l'Allemagne, par Chaim Weizmann, président du Congrès juif mondial, dans laquelle celui-ci proclamait qu'en cas de conflit « tous les Juifs » seraient aux côtés de la Grande-Bretagne, « sous la direction du gouvernement de Sa Majesté » pour combattre le nazisme.

*4. Créé en 1870, le Zentrum (« Centre ») voulait incarner politiquement les idées catholiques. Sous la république de Weimar, il donna à l'Allemagne quatre chanceliers, dont les plus célèbres furent Joseph Wirth (1921-1922), Heinrich Brüning (1931-1932) et surtout Franz von Papen (1932), qui ouvrit, comme on sait, la voie du pouvoir à Hitler (lire chapitre 1, « L'Angleterre à fronts renversés »). En juillet 1933, le Zentrum disparut de la scène politique après que Goebbels eut demandé à son président, l'ex-chancelier Brüning, de « fermer sa boutique dans les plus brefs délais »... Le Zentrum renaîtra en 1948 sous la forme de la CDU (*Christlich Demokratische Union Deutschlands*), parti multiconfessionnel catholique *et* protestant, dont les principaux leaders seront Konrad Adenauer, Helmut Kohl et Angela Merkel.

*5. Libéré en 1945, Müller fut l'un des fondateurs de la CSU (*Christlich Soziale Union in Bayern*), parti démocrate-chrétien bavarois allié à la CDU, et devint, sous cette étiquette, ministre de la Justice du Land de Bavière avant d'être battu comme candidat à la mairie de Munich en 1960, à la suite du rappel de son rôle dans l'aryanisation des biens juifs. À la suite de quoi il quitta la politique et mourut en 1979.

*6. « *Der alte Kampf der Germanen gegen das Slawentum, die Verteidigung europäischer Kultur gegen moskowitzsch-asiatische Überschwemmung, die Abwehr des jüdischen Bolschewismus.* »

*7. Sur la quarantaine de plans revendiqués *a posteriori* par l'opposition allemande pour éliminer Hitler, le seul qui semble avoir été réellement suivi d'effets, à l'exception de l'attentat du 20 juillet, est celui du 13 mars 1943, où une bombe devait faire exploser l'avion ramenant le Führer de son quartier général de Smolensk à Berlin. La bombe, dit-on, fit long feu à cause du froid et les conjurés prétendirent l'avoir récupérée à l'arrivée. Mais la plupart du temps, ils renoncèrent au dernier moment, sous les prétextes les plus divers... le plus souvent invérifiables. Il est frappant de constater que la seule bombe attestée – en raison de son explosion ! – avant celle du 20 juillet est celle d'un homme seul, le charpentier Georg Elser, qui ne rata sa cible, le 8 novembre 1939, qu'en raison d'un discours écourté de Hitler (lire *infra*).

*8. Le *Sicherheitsdienst*, ou SD.

*9. Lire chapitre 7, « Vienne, Munich, Prague, ou l'aigle en liberté ».

*10. Hans Mommsen (1930-2015) est le petit-fils du célèbre historien de l'Antiquité romaine Theodor Mommsen (1817-1903). Auteur d'une œuvre abondante sur le III^e Reich, il a profondément renouvelé l'historiographie sur le sujet, en défendant une interprétation « fonctionnaliste » de l'hitlérisme. Contre la thèse « intentionnaliste » traditionnelle portée par Raul Hilberg (1927-2007), au travers de son étude monumentale *La Destruction des juifs d'Europe* (Chicago, Quadrangle, 1961), dont le fil rouge tend à prouver que l'extermination des Juifs était voulue et portée par Hitler depuis l'aube de son engagement politique, Mommsen plaide en faveur d'une radicalisation croissante de Hitler et de son régime sous l'effet des circonstances, lesquelles conduiront mécaniquement à la « guerre totale » et à la Shoah.

*11. Né en 1943, Christof Dipper est un universitaire allemand spécialiste d'histoire moderne qui s'est surtout fait connaître par ses incursions dans la période contemporaine. En 1983, il a notamment publié dans la revue *Geschichte und Gesellschaft* (*Histoire et société*) un article intitulé « La résistance allemande et les Juifs » (*Der deutsche Widerstand und die Juden*) dans lequel il soutenait que si la plupart des conjurés du 20 juillet désapprouvaient la Shoah, ils n'en étaient pas moins des antisémites « classiques » auxquels convenait la répression antijuive d'avant 1938 « bureaucratique et pseudo-légale ».

*12. Tenu, à juste titre, comme l'un des derniers biographes importants de Hitler, Ian Kershaw, né en 1943, a démontré de façon convaincante que les analyses intentionnaliste et fonctionnaliste du nazisme n'étaient nullement contradictoires, et même qu'elles se complétaient, l'interprétation fonctionnaliste valant pleinement pour la politique intérieure tandis qu'en politique étrangère c'est l'intentionnalisme qui prévaut.

*13. Appelé ainsi par la Gestapo, et non par ses membres, ce laboratoire d'idées de la résistance antinazie a été fondé en 1938 par Helmuth von

Moltke, propriétaire du château de Kreisau (aujourd'hui Krzyżowa) en Silésie devenue polonaise, et Peter Yorck von Wartenburg, autre descendant d'un général prussien illustre.

*14. Du nom de Jacques (Jacobus) II, roi d'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse, dernier Stuart détrôné en 1688 par la Glorieuse Révolution, dont plus de 40 000 partisans se réfugièrent en France en profitant des subsides de Louis XIV, puis du Régent, et même de Louis XV – aide dont ils se servirent autant pour tenter (en vain) de reconquérir le trône d'Angleterre, puis d'Écosse, que pour investir dans le commerce triangulaire, notamment à Nantes et à La Rochelle.

*15. *Reichsminister für Wissenschaft, Erziehung und Volksbildung*, dirigé par Bernhard Rust (1883-1945).

*16. La *Handels Dienst Veer Het Continent*, ou Banque pour le commerce continental, au 15, Nieuwe Vitleg, à La Haye.

*17. Né en 1911, Alfred Naujocks, ingénieur de formation, fut l'un des meilleurs agents du SD. C'est lui qui exécuta la « provocation de Gleiwitz » (l'attaque d'une station radio allemande située non loin de la frontière polonaise par des détenus de droit commun revêtus d'uniformes polonais), laquelle servit de prétexte à l'invasion de la Pologne, à l'aube du 1^{er} septembre 1939. D'où son surnom : « L'homme qui déclencha la Seconde Guerre mondiale ». Il fut ensuite, en liaison avec Schellenberg, le maître d'œuvre de l'opération « Bernhardt » qui consistait à faire fabriquer par des détenus prélevés dans les camps de concentration de fausses coupures de livres sterling destinées à inonder le marché britannique. Capturé par les Américains en 1945, il s'évada de prison en 1946 et mourut, vingt ans plus tard, sous une identité clandestine.

*18. Universitaire de formation (docteur en philosophie et angliciste), Helmut Knochen, né en 1910, a rejoint le SD en 1936. Remarqué, comme Schellenberg, pour l'excellence de ses notes de synthèse, il devient rapidement un analyste réputé du SD, mais aussi un agent de terrain efficace. Dès l'été 1940, il organise le renseignement de la Gestapo en France occupée, et devient l'adjoint de Schellenberg, chargé de l'investigation au sein de l'Amt VI-Ausland (le contre-espionnage de la SS à l'étranger). Arrêté en 1945, condamné à mort pour crimes de guerre, il sera gracié par le président Coty en 1958 et libéré en 1962. Il mourra en 2003 après avoir exercé le métier de... courtier en assurances.

*1. Le 8 octobre 1939, Chamberlain avait écrit à sa sœur : « Ma politique est toujours la même. Tenir bon. Maintenir la pression économique. Poursuivre énergiquement la production de munitions et les préparatifs militaires, ne lancer aucune offensive avant que Hitler ne commence. Je crois que si l'on nous laisse poursuivre cette politique, nous aurons gagné la guerre au printemps. » Un mois plus tard, le 5 novembre, il expliquera à peu près la même chose à Roosevelt, fort d'un argument qu'il juge imparable : l'Allemagne demandera grâce non parce l'Angleterre l'aura battue, mais parce qu'elle comprendra qu'« il ne vaut pas la peine de devenir plus maigre et plus pauvre ».

*2. Un porte-avions, deux croiseurs, sept destroyers et un sous-marin ont été coulés par la Kriegsmarine et la Luftwaffe à l'occasion des opérations de Norvège.

*3. Celui qui subsistait depuis la déposition de Charles I^{er}, en 1648, et que Cromwell congédia pour établir sa dictature.

*4. Fort, le 7 mai, de 200 voix d'avance sur l'opposition, il n'en dispose plus, le 9, que de 80, et tout indique que l'hémorragie va continuer.

*5. Le piratage des lignes téléphoniques sous-marines était l'une des spécialités des services spéciaux de la SS. En février 1944, les hommes de Walter Schellenberg réussirent même à se « brancher » sur l'un des câbles reliant les États-Unis à la Grande-Bretagne et à intercepter une conversation entre Churchill et Roosevelt ne laissant aucun doute sur l'imminence d'un débarquement allié en France.

*6. Voir chapitre 8, « [Un grain de sable nommé Churchill](#) ».

*7. Proche de Pétain, aux côtés duquel il a servi pendant la guerre du Rif (1921-1927), le général André-Georges Corap (1878-1953) commandait la 9^e armée, au débouché des Ardennes... Là même où s'arrêtait la ligne Maginot.

*8. Rappelé au service actif par Daladier en 1939, le général Maxime Weygand a été nommé commandant en chef des forces armées françaises en Méditerranée orientale et a aussitôt proposé, pour soulager la Finlande attaquée par l'URSS en novembre 1939, de punir cette dernière en prenant le contrôle de ses installations pétrolières du Caucase. Jugé fantasmagorique par les Britanniques et Churchill en particulier, ce projet – en vue duquel la France n'alignait que deux divisions disponibles ! – a été abandonné quand, le 10 mai 1940, l'Allemagne a déclenché les hostilités à l'Ouest.

*9. *Oberkommando der Wehrmacht* ou commandement suprême de la Wehrmacht.

*10. En voici le texte, rarement cité : « Attaque au nord-ouest d'Arras limitée à une ligne Lens-Béthune-Aire-Saint-Omer-Gravelines. Le canal ne sera pas franchi. »

*11. Souligné par nous.

*12. Soit le cœur de la sidérurgie Lorraine, que les Krupp ne se consolait pas d'avoir dû rétrocéder aux Schneider en 1919.

*13. Depuis le déclenchement de l'offensive allemande, les rumeurs les plus folles courent Paris, sans qu'on en connaisse l'origine. Toutes convergent cependant vers un même objectif, suggérant du même coup à qui elles profitent : expliquer l'effondrement humiliant de notre armée non par son impréparation, encore moins par l'impéritie de ses chefs ou la vacuité de leurs postulats stratégiques... mais par des sabotages communistes ! Ces rumeurs vont si loin qu'elles atterrissent sur le bureau de Roosevelt, qui a reçu, le 17 mai, cette dépêche signée Bullitt relevant de l'histoire-fiction : « Un régiment de chasseurs [*sic*] composé de communistes venus de la banlieue industrielle de Paris en révolte depuis trois jours [*sic*] s'est emparé de la ville stratégique de Compiègne, sur le chemin de Paris. Ils sont 18 000 [*sic*] et l'on m'a informé qu'ils seraient attaqués ce soir par l'aviation et les chars [...]. Faisons en sorte, quant à nous, d'éliminer les communistes et leurs sympathisants des rangs de nos armées, de terre, de mer ou de l'air ! »

*14. La célèbre formule « Je n'ai à offrir que du sang, du labeur, des larmes et de la sueur » (*I have nothing to offer but blood, toil, tears and sweat*) a été empruntée par Churchill à Garibaldi (sur lequel il amassait de la documentation pour écrire sa biographie), lequel avait déclaré le 2 juillet 1849, avant d'entamer sa longue marche à travers les Apennins : « J'offre faim, soif, marche forcée, bataille et mort. »

*15. Voir chapitre 9, « [Les mirages d'un Reich sans Hitler](#) ».

*16. Voir chapitre 4, « [La fête des fous](#) ».

*17. « L'Angleterre va se faire salement dérouiller » est l'expression favorite transmise par Kennedy à Washington depuis la déclaration de guerre, mais aussi répétée à l'envi aux journalistes américains qu'il côtoie. Des réflexions qui pousseront le Foreign Office à enquêter sur l'intérêt personnel que le personnage avait à discréditer la Grande-Bretagne. Le pot aux roses sera rapidement découvert : connaissant à l'avance les avoirs britanniques aux États-Unis que le gouvernement anglais s'appêtait à mettre sur le marché afin de dégager des liquidités destinées à l'achat de matériel de guerre, « il avait tout le loisir, en sa qualité d'initié, de spéculer à très vaste échelle », résume John Costello. D'où cette réflexion de Sir Robert Vansittart, dans son journal

en date du 22 janvier 1940 : « M. Kennedy est un échantillon parfaitement ignoble d'hypocrisie et de défaitisme. Il ne voit rien que son porte-monnaie. Espérons que cette guerre va enfin nous débarrasser de cet individu. »

*18. James D. Mooney (1884-1957) a joué un rôle essentiel dans la conclusion de *joint-ventures* avec l'industrie automobile allemande, notamment en 1937, entre General Motors et Opel. Pendant l'été de 1939, il fut très actif, aux côtés de Joseph Kennedy, pour tenter de convaincre Roosevelt de consentir un prêt de 1 milliard de dollars à l'Allemagne, en échange de quoi le Reich, selon lui, accepterait de participer à une conférence générale de paix... Si Roosevelt a décliné le marché, il a cependant donné carte blanche à Mooney pour « enquêter » sur les intentions à long terme des dirigeants du Reich. L'initiative a tourné court quand, après être devenu un familier de Göring et avoir rencontré Hitler, l'Américain s'est comporté en thuriféraire du régime. Au point de participer, le 26 juin 1940, quatre jours après la signature de l'armistice de Compiègne, à un dîner de gala offert au Waldorf Astoria de New York par l'avocat allemand Gerhard Alois Westrick pour célébrer la défaite de la France ! Parmi les participants : Sosthenes Behn, président d'ITT, Edsel Ford, fils d'Henry et dirigeant de la marque éponyme, Philip Dakin Wagoner, patron de la firme de machines à écrire Underwood, ou encore Torkild Rieber, P-DG de Texaco... Ce sera le chant du cygne de Mooney, car Roosevelt, ayant appris l'événement par la presse, lui retirera immédiatement sa confiance. Après avoir démissionné de la vice-présidence de GM, il reprendra cependant du service après guerre à la tête de Willys, le constructeur de la Jeep.

*19. Jusqu'alors numéro deux de la Reichsbank, Emil Puhl (1889-1962) a succédé à Hjalmar Schacht en janvier 1939. Il s'illustrera, à partir de 1941, dans la Solution finale en collectant l'or volé aux Juifs dans les camps pour le fondre en lingots. Ce qui lui vaudra, en 1945, pour solde de tout compte, une condamnation à... cinq ans de prison, au terme desquels il réapparaîtra comme conseiller puis administrateur de la Hamburger Kreditbank, l'un des trois établissements successeurs de la Dresdner Bank, dissoute en 1945.

*20. Willkie obtiendra, le 5 novembre 1940, 22 millions de voix face à Roosevelt, qui sera réélu par 54,7 % des suffrages exprimés.

*21. Né en 1888 à Boston dans une famille d'immigrés irlandais ayant acquis une certaine aisance dans le négoce d'alcool, Joseph Kennedy a bâti sa propre fortune en spéculant tous azimuts. D'abord dans l'immobilier et la construction navale (dont les actions se sont envolées avec la Première Guerre mondiale), mais aussi dans le cinéma (il était le premier actionnaire des productions RKO) avant de devenir, dans les années 1920, un « tycoon » de Wall Street. Sa spécialité : acheter en masse un titre pour faire grimper artificiellement son cours et le revendre avant l'éclatement de la bulle, pratique qui ne fut pas

pour rien dans la crise d'octobre 1929... dont Kennedy fut l'un des seuls acteurs à tirer profit en liquidant la plupart de ses actions avant le Jeudi noir ! Sa devise préférée était : « Quand votre cireur de chaussures vous parle d'actions, c'est qu'il est temps de vendre. » Dès lors, sa réputation n'est plus à faire, d'autant que son nom apparaît au même moment dans plusieurs affaires retentissantes de délits d'initiés, en compagnie du fils aîné de Roosevelt, James, dit « Jimmy ». Au même moment, la presse l'accuse également d'avoir partie liée avec la mafia grâce à laquelle il aurait importé clandestinement du whisky irlandais au plus fort de la Prohibition (1920-1933) ! Un soupçon qui le poursuivra jusqu'à sa mort, en 1969. Seule chose certaine : le mafioso Sam Giancana, présenté à la fin des années 1920 comme son associé, sera l'un des principaux contributeurs des campagnes électorales de John Kennedy et notamment de celle, victorieuse, de 1960... Mais le plus extraordinaire n'est pas là : un an après être entré à la Maison-Blanche, Roosevelt nomma Joseph Kennedy président de la SEC (*Security Exchange Commission*), institution créée, dans le cadre du New Deal, pour moraliser les marchés financiers ! La presse, y compris démocrate, s'étonnant qu'on nomme à la tête de cette instance un escroc patenté, Roosevelt eut ce mot historique : « *Takes one to catch one* » (« Il en faut un pour en attraper un »).

*22. Dépêches retrouvées dans les archives du maître espion du SD Walter Schellenberg, qui les tenait de son agent à Londres, Kurt Jahnke, lui-même tributaire des informations transmises par un informateur issu du cœur de l'ambassade américaine que les services allemands désignaient entre eux comme le « docteur » et que John Costello identifie formellement comme Eddy Moore.

*23. Après avoir été mis au secret en Grande-Bretagne jusqu'en 1945, Tyler a été libéré et simplement renvoyé aux États-Unis, sans qu'on ait pu démontrer qu'il avait personnellement transmis des informations aux Allemands. Quant à Ramsay, il sera même indemnisé, au terme d'un procès intenté à l'État britannique, pour son placement en résidence surveillée sur l'île de Man !

*24. Né en 1915, le fils aîné de Joseph Kennedy fut victime, en août 1944, de l'explosion de son avion alors qu'il se livrait aux essais de radioguidage d'un bombardier destiné à s'écraser sur les batteries allemandes à longue portée qui visaient l'Angleterre depuis le nord de la France. Dix-neuf ans avant l'assassinat de John Kennedy, et vingt-quatre ans avant celui de Robert, candidat putatif à la Maison-Blanche, cet accident inaugure ce qu'on appellera bientôt la « malédiction des Kennedy ».

*25. Ainsi nommée en référence à l'abri souterrain du QG de Douvres d'où partaient les ordres de l'Amirauté et qui abritait une dynamo géante destinée à fournir l'énergie nécessaire à ce lieu stratégique en cas de coupure de courant.

*26. Né en 1883, l'amiral Ramsay passe, à juste titre, comme l'un des meilleurs planificateurs navals de la Seconde Guerre mondiale. Après avoir démontré son efficacité défensive à Dunkerque, il s'illustrera à l'offensive lors de l'invasion de la Sicile (juillet 1943) et surtout, en juin 1944, sur les plages de Normandie où, commandant en chef de la force navale alliée, il organisera, avec le succès que l'on sait, le débarquement d'un million d'hommes, avant de disparaître, l'année suivante, dans un accident d'avion.

*27. Sur les 140 000 Français extraits du chaudron de Dunkerque, seule une infime minorité rejoindra cependant la France libre et de Gaulle, la plupart choisissant, après l'armistice, de regagner la métropole. Tout comme la majorité des 13 000 hommes du corps expéditionnaire de Narvik, évacués vers l'Angleterre. Sur cet ensemble de plus de 150 000 combattants potentiels, 7 000 seulement décideront de rallier les FFL.

*28. Peu connue à l'époque – et même depuis –, cette transmission inédite des pouvoirs civil et militaire à un ambassadeur étranger ne sera jamais oubliée par Roosevelt qui en tirera des conclusions bien à lui. Qu'à l'heure du plus grand danger un chef du gouvernement confie le soin de veiller sur la capitale à un ambassadeur américain et non au général commandant la place de Paris le convaincra que la France était mûre, à la Libération, pour être placée sous administration militaire directe des États-Unis, plan que de Gaulle, comme on sait, fera échouer *in extremis*. Voir, à ce sujet, du même auteur : *L'Ami américain. Washington contre de Gaulle, 1940-1969, op. cit.*

*29. Maîtresse de Paul Reynaud depuis 1930, Hélène de Portes, née Rebuffel, vit maritalement avec lui depuis 1932. Pas plus que son amant, de vingt-quatre ans son aîné, elle n'a divorcé de son conjoint, rêvant d'obtenir du Vatican la dissolution de son mariage avec le comte Henri de Portes... dont elle a pourtant eu deux enfants ! Une chimère qui, alors, semble autant l'absorber que l'issue de la bataille de France puisqu'elle s'en ouvre volontiers au premier interlocuteur venu.

*30. Scène rapportée par l'impavide inspecteur de Scotland Yard Walter H. Thompson, garde du corps de Churchill pendant dix-huit ans, dans ses Mémoires *I Was Churchill's Shadow* (Londres, Christopher Johnson, 1951). Dans la traduction française très expurgée parue en 1952 aux éditions Correa, le nom d'Hélène de Portes disparaîtra et l'incident sera relaté comme suit : « Comme il quittait la conférence, une femme se jeta sur lui, tentant de le frapper. »

*31. Reynaud, en revanche, ne partira pas aux États-Unis en compagnie de la comtesse de Portes. À peine libéré de ses obligations officielles, il obtient bien de Pétain sa nomination d'ambassadeur à Washington, sollicitée par sa maîtresse. Mais curieusement, Lebrun, encore président de la République, refuse de contresigner le décret, semble-t-il sous la pression du nouveau

ministre des Affaires étrangères, Paul Baudouin, très hostile à Reynaud. Lequel prend alors la route, en voiture, pour sa résidence du Plan, près de Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) en compagnie de la comtesse. Mais le 20 juin, entre Frontignan et Sète, ils sont victimes d'un accident. Reynaud n'est que légèrement blessé, mais sa compagne est tuée sur le coup.

*32. Voir chapitre 7, « [Vienne, Munich, Prague, ou l'aigle en liberté](#) ».

*33. Voir chapitre 8, « [Un grain de sable nommé Churchill](#) ».

*34. Cousin de Raul Wallenberg, le diplomate suédois qui sauva de nombreux Juifs hongrois à la fin de la guerre.

*1. Selon le mot prophétique employé par Charles de Gaulle, en décembre 1936, dans une lettre à sa mère où il prévoit que si la France continue de céder devant les exigences de Hitler, l'Allemagne profitera de sa faiblesse pour l'attaquer et « l'Italie finira par nous donner le coup de pied de l'âne ».

*2. Voir [annexe VI](#).

*3. Quand on rapproche les images des paroles rapportées par les témoins de la scène (« Cette fois, c'est fini ! », répète trois fois Hitler), on s'aperçoit que le Führer ne danse pas mais qu'il bat la mesure en faisant mine de piétiner le cadavre imaginaire de la France vaincue, comme le remarque Jean Cau qui a commenté cette scène dans son album *Le Choc de 1940* (Fixot, 1990).

*4. Il prendra ses fonctions le 3 août 1940.

*5. Outre 5 cuirassés récents ou entièrement rénovés, en 1940 la flotte française alignait 18 croiseurs, 32 contre-torpilleurs, 26 torpilleurs, 78 sous-marins et un porte-avions.

*6. Où il se sabordera, en novembre 1942, avec ce qui restait de la flotte française, considérée avant la guerre comme la quatrième du monde, et dont on imagine le rôle qu'elle aurait pu jouer si, en 1940, elle avait choisi d'aider les Alliés.

*7. En annonçant aux Français qu'il fallait « cesser le combat », le discours prononcé le 17 juin par le Maréchal eut pour première conséquence de faciliter la capture par les Allemands d'environ les deux tiers de l'armée française. Maladresse insigne, ces mots, accompagnant l'annonce de l'ouverture prochaine de pourparlers d'armistice, furent en effet perçus par la quasi-totalité des combattants français comme un blanc-seing pour déposer les armes. Et par la Wehrmacht comme une occasion unique de pousser son avantage en profitant de l'intervalle entre la demande d'armistice et sa signature, le 22 juin, pour s'emparer, en six jours, d'environ 1,5 million de prisonniers en sus de ceux déjà tombés entre leurs mains depuis le 10 mai, sans compter d'énormes quantités de matériel.

*8. Soit le Gabon, le Congo, le Cameroun et le Tchad actuels.

*9. Au lieu de faire le tour de l'Afrique par Le Cap pour être engagés au Moyen-Orient, les avions fabriqués en Grande-Bretagne ou vendus par les États-Unis débarqueront désormais au port de Takoradi (actuel Ghana), puis seront acheminés au Caire *via* le Gabon, le Cameroun, le Tchad et le Soudan.

*10. Voir [annexe VII](#).

*11. « Ces accessoires exécrables de la démocratie », écrit-il dans son journal.

*12. Voir chapitre 5, « [Intermède royal](#) ».

*13. Voir chapitre 5, « [Intermède royal](#) ». Interrogé sur l'affaire le 6 février 2013 dans *Le Figaro*, l'historien François Kersaudy clôt le débat avec les mots qui convenaient : « Édouard VIII était un benêt. Le malheureux n'avait accès à aucun document secret. »

*14. Ricardo Espirito Santo Silva (1900-1955) est le fils du fondateur de la Banque portugaise Espirito Santo, créée en 1920. Intime de Salazar, il a financé les franquistes lors de la guerre d'Espagne et s'est rapproché à cette occasion de la Reichsbank avec laquelle des accords de compensation ont été passés en liaison avec des marchés d'armement.

*15. Voir chapitre 9, « [Les mirages d'un Reich sans Hitler](#) ».

*16. Il deviendra ministre des Affaires étrangères en octobre 1940.

*17. Lors de leur entrevue d'Hendaye, le 23 octobre 1940, juste avant celle de Montoire, entre Hitler et Pétain, le lendemain.

*18. Au même moment, en effet, l'attaché économique anglais à Madrid, David Eccles, vient de conclure, à l'insu des Allemands, un accord secret de coopération anglo-espagnol qui, comme l'écrit Michael Bloch dans sa magistrale histoire du *Complot Windsor* (Pygmalion, 1985), a pour but « d'acheter la neutralité de l'Espagne en assujettissant son économie à celle des Alliés ». Cet accord servira de modèle à ceux conclus peu après avec les États-Unis qui, en 1945, transformeront l'Espagne franquiste en porte-avions de l'OTAN.

*19. Exécuté par les républicains espagnols au début de la guerre civile, en novembre 1936.

*20. Détail fourni par Jean des Cars dans sa savoureuse *Saga des Windsor*, Perrin, « Tempus », 2021.

*21. Voir [annexe IX](#).

*22. Voir chapitre 5, « [Intermède royal](#) ».

*23. Oakes fut retrouvé décapité et calciné dans son lit, le 9 juillet 1943, sans qu'aucun de ses nombreux domestiques ait entendu quoi que ce fût... Des suspects furent arrêtés, puis relâchés faute de preuve. La presse américaine qui enquêta sur l'affaire jusqu'au milieu des années 1950 accusa nommément le duc de Windsor, en sa qualité de gouverneur des Bahamas, d'avoir – au mieux – saboté l'enquête en faisant appel à des détectives incompetents. On parla aussi de crime rituel. L'affaire inspira plusieurs films, dont le remarquable *Eureka*, de Nicolas Roeg (1983), avec Gene Hackman, Joe Pesci et Mickey Rourke.

*24. Rudolf Hess sera retrouvé pendu dans sa cellule, le 17 août 1987. À quatre-vingt-treize ans, il était le dernier prisonnier de Spandau, après que les Français, les Américains et même les Soviétiques eurent intercédé en vain auprès du gouvernement britannique en faveur de sa libération. Contrairement aux autres condamnés de Spandau, notamment Albert Speer, libéré onze ans plus tôt, il n'avait en effet été reconnu coupable d'aucun crime de guerre, *a fortiori* d'aucun crime contre l'humanité. L'enquête sur son décès a conclu à un suicide. Son fils, Wolf Rüdiger, a défendu, jusqu'à sa propre mort en 2001, la thèse de l'assassinat. Il a fait inscrire sur la tombe de son père l'épithète que celui-ci avait choisi : « J'ai osé. »

*25. Au lieu-dit Floors Farm, aujourd'hui marqué d'une stèle commémorative.

*26. Il est également désigné, dans certains documents, comme *Stellvertreter des Führers*, c'est-à-dire adjoint ou premier lieutenant du Führer.

*27. Voir chapitre 4, « [La fête des fous](#) ».

*28. Voir chapitre 10, « [L'échiquier de l'an 40](#) ».

*29. Le témoignage le plus frappant n'émane pas des témoins directs de l'annonce faite à Hitler que Hess s'est envolé (Speer, Göring, Goebbels, Ribbentrop...), mais d'un personnage extérieur au régime qui le rencontre quelques heures plus tard, et auquel le Führer ne dit évidemment rien de l'affaire : Jacques Benoist-Méchin. Secrétaire général du gouvernement de Vichy, celui-ci est venu rencontrer le Führer à Berchtesgaden en compagnie du vice-président du Conseil français, l'amiral Darlan. Il raconte dans ses Mémoires : « L'ambassadeur Abetz me présenta au chancelier. [...] Comme il venait de remporter une série de victoires en Grèce, je pensais le trouver satisfait et rayonnant. Contrairement à mon attente, son visage était empreint d'une profonde tristesse. Je me rappelai l'avoir déjà vu ainsi sur une photographie. Mais où ? Je consultai rapidement ma mémoire et pus identifier mon souvenir. C'était un instantané pris au balcon de la Chancellerie le 1^{er} juillet 1934, au lendemain de l'exécution de Röhm. Pourquoi avait-il aujourd'hui cette même expression tragique ? » (*À l'épreuve du temps*, Perrin, 2011).

*30. Le message de Hess commence par ces mots : « Mon Führer, quand vous recevrez cette lettre, je serai en Angleterre... » Il se poursuit par des excuses de n'avoir pas tenu son chef au courant de ses projets tout en lui rappelant une conversation récente démontrant qu'il gardait toujours « au fond de son cœur » l'espoir de parvenir à une entente avec la Grande-Bretagne. Le *Reichsleiter* conclut : « Si ce plan, qui je l'admets ne présente qu'une faible chance de succès, aboutissait à un échec et que le sort me soit contraire, ni vous ni l'Allemagne n'auriez à en pâtir : il vous sera toujours possible de décliner toute responsabilité. Dites simplement que j'avais perdu la raison. »

*31. Avant même la saisie, en 1942, d'une machine à crypter allemande de type Enigma à bord d'un sous-marin capturé, les scientifiques de Bletchley Park ont commencé à décoder certains messages de l'OKW.

*32. Né en 1895 d'une mère russe et d'un père allemand (son oncle était l'un des secrétaires de Marx), Richard Sorge fut, à partir de 1930, l'un des principaux agents de renseignements de Staline en Allemagne et au Japon. C'est là qu'il sera démasqué (en 1941), arrêté puis exécuté (en 1944).

*33. *Go West !*, sorti sur les écrans américains en 1940.

*34. En avril 1941, l'Allemagne a étendu son emprise sur les Balkans en envahissant la Yougoslavie et la Grèce tandis que l'Afrikakorps de Rommel atteignait la frontière égyptienne et qu'en Irak les nationalistes de Rachid Ali se soulevaient contre les Anglais.

*35. Voir chapitre 6, « [L'apaisement incendiaire](#) ».

*36. Le 28 avril, Burckhardt, l'ancien commissaire de la SDN à Danzig, déjà cité pour son rôle d'intermédiaire pendant l'été 1939, a rencontré Albrecht Haushofer à Zurich ; et le 1^{er} mai, Walter Wehrenberg, un élève de son père Karl, s'est entretenu à Madrid avec Samuel Hoare, ambassadeur de Grande-Bretagne...

*37. À moins qu'il n'ait prévu de se poser sur l'aérodrome militaire de Prestwick ou sur une piste spécialement préparée (solution difficile à envisager dans cette région vallonnée d'Écosse), ce qui eût signifié, dans les deux cas, qu'il disposait de solides complicités, Hess se serait immanquablement « crashé » s'il avait tenté d'atterrir sur la piste privée du château de Dungavel, trop courte pour accueillir un avion de la taille du Me 110. Tomber en panne d'essence l'a donc sauvé, même s'il a failli rater son éjection de l'appareil. Autre signe d'improvisation : le pilote confirmé qu'était Hess ne s'est pas une fois entraîné à sauter en parachute. D'où la thèse de Martin Allen (celui-là même qui a utilisé des faux pour aggraver le cas du duc de Windsor !) : le *Reichsleiter* était attendu par Hamilton sur l'aérodrome de Prestwick dont il avait le contrôle comme responsable de la défense aérienne de l'Écosse (*quid*, alors, du personnel au sol, forcément témoin de l'atterrissage ?). Puis, au terme d'un premier contact avec le duc et ses amis (parmi lesquels Allen mentionne le duc de Kent, propre frère du roi), il serait reparti comme il était venu. Si ce beau scénario n'a pu être mené à bien, c'est que Hess s'est égaré sur le chemin de l'Écosse, retard qui a eu raison de ses réserves d'essence supplémentaires et l'a contraint à sauter en parachute... Tout pourrait fonctionner, sauf l'essentiel : l'emploi du temps de Hamilton, qui, comme on va le voir, devait précisément ce jour-là partir pour Lisbonne rencontrer des proches de Hess ! (Cf. Martin Allen, *L'Étrange Voyage de Rudolf Hess*, Plon, 2005.)

*38. Délai exorbitant qui fait dire à Pierre Servent que « s'il n'y a plus de dossier Hess quand on referme [son] livre, il y a en revanche un "dossier Albion" qui demeure ouvert. Les Britanniques, écrit-il, semblent s'ingénier à tendre aux conspirationnistes des brassées de verges pour se faire fouetter ».

*39. Voir [annexe X](#).

*40. Voir chapitre 5, « [Intermède royal](#) ».

*41. Variante, sans doute apocryphe elle aussi, attribuée à Engels :
« L'histoire ne repasse jamais les plats. »

*1. Dite aussi « Villa des roses ».

*2. Son propriétaire, le richissime industriel Guido Donegani (1877-1947), président du consortium chimique Montecatini (futur Montedison), est alors en prison en raison du soutien qu'il a fourni à Mussolini depuis 1922. Il sera libéré quelques semaines plus tard sans qu'aucune charge soit retenue contre lui... Mais après avoir été contraint de céder la présidence de ses sociétés.

*3. Commandant suprême des forces alliées pour le théâtre méditerranéen, Harold Alexander (1891-1969) a recueilli, trois mois plus tôt, la capitulation de la Wehrmacht en Italie après avoir été, en 1937, le plus jeune général de l'armée britannique et avant de devenir, en 1946, gouverneur général du Canada. Il était le militaire préféré de Churchill, qui, revenu au pouvoir entre 1951 et 1955, en fera son ministre de la Défense.

*4. Précision donnée par François Kersaudy dans son *Churchill*, Tallandier, 2002.

*5. Sa fille Sarah, fraîchement divorcée, son médecin personnel, Lord Moran, accompagné de son épouse, trois secrétaires, un majordome et un garde du corps.

*6. Aujourd'hui *L'Express de Neuchâtel*.

*7. Il s'agit en fait de Sarah.

*8. Clara Petacci, la maîtresse du Duce depuis 1936, tuée à ses côtés le 28 avril 1945.

*9. Le CLN (*Comitato di Liberazione Nazionale*), créé en septembre 1943 après la chute du fascisme pour lutter contre la Wehrmacht qui a envahi l'Italie du Nord, puis contre la République sociale italienne (dite de Salò) dirigée par Mussolini, sous la protection des Allemands, à partir de cette même date. Communistes et démocrates-chrétiens dirigent à parité le CLN, auquel se sont ralliés socialistes et libéraux, minoritaires. Le 12 avril 1945, avant même que le Duce ne tente d'engager des négociations avec lui, son comité directeur a secrètement décidé de prendre de vitesse les Alliés en organisant son procès et son exécution.

*10. Ainsi nommés en souvenir des premiers « escadrons » du fascisme naissant, que Mussolini avait ressuscités en fondant la République sociale italienne, censée renouer avec ses origines de gauche.

*11. L'un des derniers inconditionnels du Duce, alors ministre de la Culture de la République sociale et successeur de Mussolini à la tête du Parti fasciste. Il

sera abattu, comme lui, le 28 avril 1945, après s'être défendu farouchement à l'aide de son fusil-mitrailleur.

*12. En 1957, celui-ci fut officiellement décomposé comme suit : « 51 kilos d'or en lingots, 2 750 sterling-or, 21 179 louis, 149 345 dollars papier, 804 903 francs suisses en billets, des millions en coupures de francs français et en monnaies étrangères, sans compter les chèques, les pierres précieuses, les bijoux et des objets et des documents d'une valeur incalculable » (*Le Monde*, 29 avril 1957).

*13. Voir chapitre 7, « [Vienne, Munich, Prague, ou l'aigle en liberté](#) ».

*14. De son véritable nom Robert Maccarrone, un agent du SOE (*Special Operation Executive*) d'ascendance sicilienne.

*15. À l'exception, précise-t-il dans son célèbre discours de l'Hôtel de Ville, de « quelques malheureux traîtres qui se sont livrés à l'ennemi ou lui ont livré les autres ».

*16. Les mesures d'audimat effectuées en janvier 1940 par le ministère de l'Information britannique et Mass-Observation révèlent que sur 16 millions d'auditeurs qui se branchent sur le journal de 9 heures de la BBC, 9 millions lui restent fidèles pour la suite du programme tandis que 6 millions choisissent d'écouter Joyce sur Radio-Hambourg !

*17. Ministre des Finances du maréchal Pétain de 1940 à 1942 après avoir occupé les mêmes fonctions dans le dernier gouvernement de Paul Reynaud (5-16 juin 1940), Yves Bouthillier (1901-1977) incarne la tendance technocratique du régime de Vichy. À l'origine de plusieurs réformes qui survécurent à la Révolution nationale (comme la création de l'ordre des experts-comptables ou celle de la fonction de président-directeur général), cet inspecteur des Finances qui se vanta, jusqu'à sa mort, de ne s'être jamais mêlé de politique n'en fut pas moins cosignataire de la loi sur le statut des Juifs (octobre 1940). Frappé d'indignité nationale à la Libération, il put néanmoins se reconvertir dans le privé sous la IV^e République.

*18. Ce qui ne l'empêcha pas d'en publier une autre, dédiée au général de Gaulle, dans ce même *Figaro*, en 1944...

*19. La forteresse de Singapour tombera le 15 février 1942, mettant un point final à la conquête de la Malaisie britannique par le Japon.

*20. Voir chapitre 10, « [L'échiquier de l'an 40](#) ».

*21. *The black dog* : ainsi Churchill nommait-il ses accès dépressifs, selon une expression familière aux bonnes d'enfants de sa génération et qui remonte au moins à l'essayiste Samuel Johnson (Antoine Capet, *Churchill, le dictionnaire*, Perrin, 2018).

*1. Émettant en allemand et se faisant passer (sans succès) pour une station de la radio allemande (*Soldatensender Calais*), cette émission diffusée toutes les nuits mêlaient de fausses nouvelles à une majorité de dépêches authentiques.

*2. Lord Kinross, *The Windsor Years, the Life of Edward, as Prince of Wales, King, and Duke of Windsor*, Londres, Viking Press, 1968.

*3. Nicholas J. Cull, *Selling War: The British Propaganda Campaign against American Neutrality*, Oxford University Press, 1996.

*4. Lord Halifax, *Fullness of Days*, Mead, Dodd, 1957.

*5. *I Know these Dictators*, Londres, Harrap, 1937.

*6. *Extra-Special Correspondant*, Londres, Harrap, 1957.

-
- *1. Duff Cooper, qui a démissionné de ses fonctions pour protester contre la conclusion des accords de Munich.
 - *2. Richard Law.
 - *3. Sir John Simon.

*1. Historien britannique qui, en 1939, préfaça, en des termes très favorables, la dernière traduction de *Mein Kampf* publiée avant la guerre.

*1. Paru de 1934 à 1966, le *New York American* est né de la fusion de deux titres du groupe Hearst, le *New York Journal* (du matin) et le *New York Evening Journal* (du soir).

*1. Considéré dans les années 1930 comme l'un des hommes les plus riches du monde, Axel Wenner-Gren (1881-1961) était un milliardaire suédois (fondateur, entre autres, de la marque Electrolux), connu pour ses sympathies national-socialistes. Comme Dahlerus, il était proche de Hermann Göring et avait servi d'intermédiaire entre le gouvernement Chamberlain et les Allemands durant la crise polonaise de l'été 1939. Après l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne et le Japon, il sera interdit de séjour sur le territoire américain, mesure levée en 1946 par l'administration Truman.